

N° 559

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2009-2010

Enregistré à la Présidence du Sénat le 16 juin 2010

RAPPORT

FAIT

au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale (1) sur le projet de loi, MODIFIÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE, de réforme des collectivités territoriales,

Par M. Jean-Patrick COURTOIS,

Sénateur

(1) Cette commission est composée de : M. Jean-Jacques Hyst, *président* ; M. Nicolas Alfonsi, Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, MM. Patrice Gélard, Jean-René Lecerf, Jean-Claude Peyronnet, Jean-Pierre Sueur, Mme Catherine Troendle, M. François Zocchetto, *vice-présidents* ; MM. Laurent Bêteille, Christian Cointat, Charles Gautier, Jacques Mahéas, *secrétaires* ; M. Alain Anziani, Mmes Éliane Assassi, Nicole Bonnefoy, Alima Boumediene-Thiery, MM. Elie Brun, François-Noël Buffet, Gérard Collomb, Pierre-Yves Collombat, Jean-Patrick Courtois, Mme Marie-Hélène Des Esgaulx, M. Yves Détraigne, Mme Anne-Marie Escoffier, MM. Pierre Fauchon, Louis-Constant Fleming, Gaston Flosse, Christophe-André Frassa, Bernard Frimat, René Garrec, Jean-Claude Gaudin, Mmes Jacqueline Gourault, Virginie Klès, MM. Antoine Lefèvre, Dominique de Legge, Mme Josiane Mathon-Poinat, MM. Jacques Mézard, Jean-Pierre Michel, François Pillet, Hugues Portelli, Bernard Saugey, Simon Sutour, Richard Tuheiava, Alex Türk, Jean-Pierre Vial, Jean-Paul Virapoullé, Richard Yung.

Voir le(s) numéro(s) :

Sénat : Première lecture : **60, 169, 170, 198** et T.A. **57** (2009-2010)

Deuxième lecture : **527** et **560** (2009-2010)

Assemblée nationale (13^{ème} législ.) : Première lecture : **2280, 2459, 2510, 2516** et T.A. **472**

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
LES CONCLUSIONS DE LA COMMISSION DES LOIS	11
EXPOSÉ GÉNÉRAL	13
I. LE VOTE DU SÉNAT EN PREMIÈRE LECTURE : AJUSTER L'ORGANISATION DÉCENTRALISÉE AUX RÉALITÉS LOCALES	14
A. CONFIRMER LA CRÉATION DES CONSEILLERS TERRITORIAUX ET FIXER DES PRINCIPES POUR LEUR ÉLECTION	14
B. PRÉSERVER LA LIBERTÉ DES COMMUNES ET AMÉLIORER LE FONCTIONNEMENT DE L'INTERCOMMUNALITÉ.....	15
1. Adopter des solutions pragmatiques pour assurer la démocratisation des intercommunalités (articles 2 et 3)	15
2. Encadrer davantage les pouvoirs du représentant de l'Etat dans la modification de la carte intercommunale	16
3. Préserver le caractère consensuel du fonctionnement de l'intercommunalité	17
4. Préciser le régime des métropoles dans le respect de l'autonomie communale (articles 5 à 6)	19
5. Offrir un véritable outil de coopération entre territoires urbains (article 7)	20
C. RETENIR UN NOUVEAU RÉGIME DE FUSION DE COMMUNES EN TENANT COMPTE DES RÉALITÉS LOCALES (ARTICLE 8).....	20
D. APPORTER DE NOUVELLES GARANTIES AUX PROCÉDURES DE REGROUPEMENT DES DÉPARTEMENTS ET DES RÉGIONS.....	21
E. METTRE UN TERME AUX SUBVENTIONS CONDITIONNELLES.....	21
F. CLARIFIER LES PRINCIPES DEVANT ENCADRER LA RÉPARTITION DES COMPÉTENCES	21
II. LE VOTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN PREMIÈRE LECTURE : L'ACCEPTATION DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE DE LA RÉFORME, DES AJOUTS SUBSTANTIELS ET DIVERS	22
A. PRÉCISER EN DÉTAIL LE MODE D'ÉLECTION DES FUTURS CONSEILLERS TERRITORIAUX	22
1. Un mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours.....	22
2. La mise en place d'un tableau de répartition des conseillers territoriaux par département et par région.....	23
3. Garantir l'effectivité de l'objectif constitutionnel d'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux.....	23
B. L'APPROFONDISSEMENT DES ORIENTATIONS IMPULSÉES PAR LE SÉNAT EN MATIÈRE D'INTERCOMMUNALITÉ.....	24
1. L'adoption du système sénatorial pour la composition des conseils communautaires	24
2. Des améliorations aux outils d'élaboration de la carte intercommunale.....	24
3. La validation des garanties encadrant le processus temporaire d'achèvement et de rationalisation des intercommunalités (articles 29 et 30)	25
4. La simplification de la procédure de fusion entre intercommunalités (article 20)	25
5. Des compléments au dispositif des pôles métropolitains (article 7).....	26
6. Des modifications ponctuelles	26

C. DES MODIFICATIONS RELATIVEMENT IMPORTANTES AUX COMPÉTENCES ET AU RÉGIME FINANCIER DES MÉTROPOLIS (ARTICLES 5 À 6).....	27
1. Des compétences élargies	27
2. Un régime financier plus intégré.....	27
D. DES ASSOUPPLISSEMENTS AUX FUSIONS DE COMMUNES « RÉNOVÉES » (ARTICLES 8 À 11).....	27
E. LE RENFORCEMENT DES PROCÉDURES DE REGROUPEMENT DES DÉPARTEMENTS ET DES RÉGIONS DÉFINIES PAR LE SÉNAT	28
F. UNE RÉÉCRITURE COMPLÈTE DES DISPOSITIONS CONCERNANT LA RÉPARTITION DES COMPÉTENCES ENTRE LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES.....	28
G. DES INNOVATIONS PONCTUELLES ET PARFOIS OPPORTUNES.....	29
III. LES PROPOSITIONS DE VOTRE COMMISSION DES LOIS : VALIDER LE TEXTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SOUS CONDITIONS	30
A. PRÉSERVER LA PRIORITÉ DU SÉNAT SUR LES QUESTIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES.....	30
B. ADOPTER LE VOLET INTERCOMMUNAL SOUS RÉSERVES DE QUELQUES MODIFICATIONS ET RECTIFICATIONS TECHNIQUES.....	31
C. ASSOUPPLIR LE VOLET RELATIF À LA CLARIFICATION DES COMPÉTENCES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	32
EXAMEN DES ARTICLES.....	33
TITRE PREMIER RÉNOVATION DE L'EXERCICE DE LA DÉMOCRATIE LOCALE.....	33
CHAPITRE I^{ER} CONSEILLERS TERRITORIAUX.....	33
• Article 1 ^{er} AA (nouveau) (art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales) Définition du territoire	33
• Article 1 ^{er} A Mode de scrutin pour l'élection des conseillers territoriaux.....	34
• Article 1 ^{er} B (art. L. 210-1 du code électoral) Seuil de passage au second tour pour les élections cantonales.....	37
• Article 1 ^{er} bis (art. L. 4131-2, L. 4133-4 et L. 4133-6-1 nouveau du code général des collectivités territoriales) Adaptation des modalités de fonctionnement des conseils régionaux à la création des conseillers territoriaux.....	38
• Article 1 ^{er} ter Fixation du nombre de conseillers territoriaux dans chaque département et dans chaque région.....	40
• Article 1 ^{er} quater Délimitation des cantons.....	43
• Article 1 ^{er} quinques Remplacement des conseillers territoriaux	43

CHAPITRE II ÉLECTION ET COMPOSITION DES CONSEILS COMMUNAUTAIRES	44
• <i>Article 2</i> (art. L. 5211-6, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-7, L. 5214-7, L. 5215-10, L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales, et art. L. 46-1 du code électoral) Élection des délégués des communes-membres des EPCI à fiscalité propre au suffrage universel direct	44
• <i>Article 3</i> (art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales) Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires	46
• <i>Article 3 bis</i> Parité dans les organes délibérants des EPCI	50
• <i>Article 4</i> (art. L. 4241-1 du code général des collectivités territoriales) Prérogatives du conseil économique, social et environnemental régional	50
TITRE II ADAPTATION DES STRUCTURES À LA DIVERSITÉ DES TERRITOIRES	51
• <i>Article 5 A</i> (art. L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales) Conditions de création de certains EPCI à fiscalité propre	51
• <i>Article 5 B</i> (art. L. 5211-41-1 du code général des collectivités territoriales) Conditions de transformation d'un EPCI en communauté d'agglomération, communauté urbaine ou métropole	52
CHAPITRE PREMIER MÉTROPOLIS	53
• <i>Article 5</i> (art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales) Organisation de la métropole	53
• <i>Article 5 bis A</i> (art. L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales) Evolution de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines	59
• <i>Article 5 bis B</i> (art. 77 de la loi n°2009-1673 du 30 décembre 2009) Modalités d'unification au niveau de la métropole de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçue par les communes membres	60
• <i>Article 5 ter</i> (art. 1609 bis du code général des impôts) Abrogation résultant de la suppression de la taxe professionnelle	60
• <i>Article 5 quater</i> Dérogation temporaire au principe de continuité territoriale pour la création de métropoles	61
• <i>Article 6</i> Coordinations	62
• <i>Article 6 ter</i> (art. L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales) Assouplissement du seuil démographique de création d'une communauté d'agglomération	62
CHAPITRE II PÔLES MÉTROPOLITAINS	63
• <i>Article 7</i> (art. L. 5731-1 à L. 5731-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales) Création de pôles métropolitains	63
CHAPITRE III COMMUNES NOUVELLES	65
• <i>Article 8</i> (art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code général des collectivités territoriales) Création d'une commune nouvelle	65
• <i>Article 10</i> (art. L. 2334-1, L. 2334-4, L. 2334-13, L. 2334-33, L. 2334-40, L. 5211-30 et L. 5211-35 du code général des collectivités territoriales) Adaptation du code général des collectivités territoriales à la création des communes nouvelles	68
• <i>Article 11</i> Dispositions applicables aux communes fusionnées	68
• <i>Article 11 bis</i> (art. L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales) Seuil démographique de création facultative de conseils de quartier	69

CHAPITRE IV REGROUPEMENT DE DÉPARTEMENTS ET DE RÉGIONS	69
• <i>Articles 12 et 13</i> (chapitre IV [nouveau] du titre Ier du livre Ier de la troisième partie du code général des collectivités territoriales, art. L. 3114-1 [nouveau], art. L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales) Procédures de regroupement des départements et des régions	69
• <i>Article 12 bis</i> (art. L. 4122-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales) Procédure d'inclusion d'un département dans le territoire d'une région limitrophe	71
• <i>Article 13 bis</i> (chapitre IV [nouveau] du titre II du livre I ^{er} de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales) Procédure de fusion d'une région et des départements qui la composent	72
 TITRE III DÉVELOPPEMENT ET SIMPLIFICATION DE L'INTERCOMMUNALITÉ	73
 CHAPITRE PREMIER DISPOSITIONS COMMUNES	73
• <i>Article 14</i> (art. L. 5111-1 et L. 5210-1-A [nouveau] du code général des collectivités territoriales) Périmètre des notions de groupements de collectivités territoriales et d'établissements publics de coopération intercommunale	73
• <i>Article 14 bis</i> Chapitre Ier du titre III du livre III de la cinquième partie, art. L. 5332-2, L. 1211-2, L. 1615-2, L. 2334-4, L. 2531-12, L. 5211-12, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5321-1, L. 5321-5, L. 5333-1, L. 5333-2, L. 5333-3, L. 5333-4, L. 5333-4-1, L. 5333-5, L. 5333-6, L. 5333-7, L. 5333-8, L. 5334-2, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-8, L. 5334-8-1, L. 5334-8-2, L. 5334-9, L. 5334-10, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14, L. 5334-15, L. 5334-16, L. 5334-18, L. 5334-19, L. 5341-1, L. 5341-2, L. 5341-3, L. 5832-5 et L. 5832-8 du code général des collectivités territoriales, art. L. 302-7 et L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 554-1 du code de justice administrative, art. 1379, 1466, 1609 nonies B, 1609 nonies C, 1636 B decies et 1638 bis du code général des impôts, art. 123-8, L. 321-5 et L. 321-6 du code de l'urbanisme) Suppression de la catégorie des communautés d'agglomération nouvelle	74
• <i>Article 14 ter</i> Transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle en communauté d'agglomération ou en communauté de communes	75
• <i>Article 15 bis</i> (art. L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales) Extension des cas de délégation de signature par le président d'un établissement public de coopération intercommunale	77
• <i>Article 15 ter (nouveau)</i> (art. L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales) Information annuelle des communes membres d'un EPCI	78
 CHAPITRE II ACHÈVEMENT ET RATIONALISATION DE LA CARTE DE L'INTERCOMMUNALITÉ	78
 <i>SECTION 1</i> Schéma départemental de coopération intercommunale	78
• <i>Article 16</i> (art. L. 5210-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales) Contenu et modalités d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale	78
 <i>SECTION 2</i> Organisation et amélioration du fonctionnement de l'intercommunalité	80
 <i>SOUS-SECTION 1</i> Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre	80

• Article 18 (art. L. 5210-1-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales)	
Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales	80
• Article 19 bis A (art. L. 5211-11 et L. 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales) Délai de répartition des biens en cas de retrait d'une commune d'un établissement public de coopération intercommunale	82
• Article 20 (art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales)	
Simplification de la procédure de fusion des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre	82
• Article 20 bis A (art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales)	
Création d'une communauté urbaine par fusion d'EPCI	84
• Article 20 bis Continuité du service public en cas de substitution d'un EPCI sans fiscalité propre à un EPCI à fiscalité propre	85
• Article 20 ter Suppléance dans les organes délibérants des EPCI	85
 SOUS-SECTION 2 Syndicats de communes et syndicats mixtes	86
• Article 21 (art. L. 5111-6 nouveau et L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales, art. L. 122-4-1 du code de l'urbanisme) Création des syndicats de communes et des syndicats mixtes en conformité avec le schéma départemental de coopération intercommunale	86
• Article 21 bis (art. L. 5212-8 du code général des collectivités territoriales) Faculté de constituer un collège des délégués communaux pour la désignation des représentants des communes au comité du syndicat	86
• Article 22 (sous-section 2 de la section 5 du chapitre II du titre I ^{er} du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales) Fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes	87
• Article 23 (art. L. 5212-33 et L. 5721-7 du code général des collectivités territoriales) Dissolution des syndicats de communes ou des syndicats mixtes ouverts – dissolution des EPCI à fiscalité propre ne comptant plus qu'une seule commune	87
• Article 24 (art. L. 5214-21, L. 5215-21 et L. 5216-6 du code général des collectivités territoriales) Substitution des EPCI à fiscalité propre aux syndicats de communes et syndicats mixte de mêmes compétences et même périmètre	88
• Article 24 bis (art. L. 5211-61 du code général des collectivités territoriales) Prise en compte de la portion pertinente de la population d'un EPCI à fiscalité propre pour le calcul des majorités qualifiées en cas d'inclusion partielle d'un syndicat mixte	88
 SOUS-SECTION 3 Pays	89
• Article 25 bis (art. L. 333-4 du code de l'environnement, art. L. 6121-6 du code de la santé publique, art. 1 ^{er} , 2, 23 et 26 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire) Coordinations textuelles nécessaires avec la suppression de la catégorie juridique des pays	89
 SOUS-SECTION 4 Commission départementale de la coopération intercommunale	90
• Article 26 (art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales) Composition de la commission départementale de la coopération intercommunale	90
• Article 26 bis A (art. L. 5211-44 du code général des collectivités territoriales)	
Composition du collège représentant les EPCI à fiscalité propre au sein de la CDCI	91
• Article 26 bis B Renouvellement intégral exceptionnel des membres de la CDCI renouvelée	91
• Article 26 bis (art. L. 5211-44-1 du code général des collectivités territoriales)	
Représentation des communes et intercommunalités de montagne au sein de la CDCI	92
• Article 27 (art. L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales) Attributions de la commission départementale de la coopération intercommunale	93

SOUS-SECTION 5 Dispositions diverses	93
• <i>Article 28 bis</i> (art. L. 5211-26 du code général des collectivités territoriales)	
Procédure administrative de dissolution et de liquidation des EPCI	93
SECTION 3 Dispositifs temporaires d'achèvement et de rationalisation de l'intercommunalité	94
• <i>Article 29</i> Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre	95
• <i>Article 30</i> Syndicats de communes et syndicats mixtes	97
• <i>Article 31</i> (art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales) Pouvoirs de police pouvant être transférés au président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre	98
• <i>Article 33</i> (art. L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales) Mises à disposition des services entre un établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres	98
• <i>Article 34</i> (art. L. 5211-4-2 et L. 5211-4-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; article 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) Création de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ses communes membres	100
• <i>Article 34 bis AA</i> (art. L. 5211-39-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales) Rapport sur la mutualisation des services entre les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre	101
• <i>Article 34 bis A</i> (art. L. 1116-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales) Mutualisation des services entre les collectivités territoriales et leurs établissements publics	101
• <i>Article 34 ter</i> (art. 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts) Révision sexennale de l'attribution de compensation des communes membres d'une communauté d'agglomération ou d'une communauté urbaine percevant la taxe professionnelle	103
• <i>Article 34 quater</i> (art. L. 5211-28-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales) Création d'une dotation globale de fonctionnement unique - Attribution de la dotation de développement rural aux EPCI fusionnés	104
• <i>Article 34 quinquies A</i> (art. 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts) Modalités de création de la commission locale d'évaluation des charges au sein d'un EPCI	105
• <i>Article 34 quinquies</i> (art. L. 5211-28-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales) Unification des impôts directs locaux au sein d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre	106
TITRE IV CLARIFICATION DES COMPÉTENCES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	106
• <i>Article 35</i> Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés	106
• <i>Article 35 bis A</i> (art. 28 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004) Transfert d'aérodromes aux collectivités	109
• <i>Article 35 bis</i> (art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales) Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements	109
• <i>Article 35 ter</i> (art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales) Règles générales applicables au financement de projets locaux par les régions et les départements – Participation financière minimale des collectivités territoriales et de leurs groupements aux opérations d'investissement dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage	110
• <i>Article 35 quater</i> (art. L. 1611-8 [nouveau] du code général des collectivités territoriales) Conditions du cumul de financements de la région et du département	111

• <i>Article 35 quinquies</i> (art. L. 3312-5 et L. 4311-4 du code général des collectivités territoriales) Publicité des subventions départementales et régionales au profit des communes	112
TITRE V DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES	113
• <i>Article 36 A</i> (art. L. 1211-2 du code général des collectivités territoriales) Composition du collège des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale au sein du Comité des finances locales	113
• <i>Article 38</i> Applicabilité à Mayotte des nouvelles règles relatives aux finances locales	118
• <i>Article 39</i> Applicabilité à la Polynésie française de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales	118
• <i>Article 41</i> (art L 5211-5, L 5211-17 et L 5211-18 du code général des collectivités territoriales) Transfert des biens immobiliers liés au transfert de compétence en matière de zones d'activité économique	122
PRÉSENTATION DE L'AVIS DE LA DÉLÉGATION AU DROIT DES FEMMES ET À L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES	125
EXAMEN EN COMMISSION	129
ANNEXE 1 LISTE DES PERSONNES ENTENDUES	167
ANNEXE 2 NOMBRE ACTUEL DE CONSEILLERS RÉGIONAUX ET GÉNÉRAUX	169
TABLEAU COMPARATIF	173
ANNEXE AU TABLEAU COMPARATIF	495

LES CONCLUSIONS DE LA COMMISSION DES LOIS

Réunie le mercredi 16 juin 2010, sous la présidence de M. Jean-Jacques Hyest, président, la commission a examiné, en deuxième lecture, le rapport de M. Jean-Patrick Courtois et établi le texte de la commission proposé pour le projet de loi n° 527 (2009-2010), modifié par l'Assemblée nationale, de réforme des collectivités territoriales.

Sur la proposition de son rapporteur, elle a tenu compte des convergences réalisées par le texte de l'Assemblée nationale. Aussi, elle en a retenu les dispositions inscrites dans l'esprit qui l'a guidée lors de l'examen du projet de loi en première lecture. En revanche, elle a modifié celles qui s'en écartaient ainsi que certains des compléments apportés au projet de réforme par les députés.

Sur les 103 amendements qui lui étaient soumis, la commission en a intégré 37 dans le texte qu'elle a élaboré en vue de la séance publique dont 19 du rapporteur, 3 de Mme Jacqueline Gourault, 7 de M. Gérard Collomb, 3 de M. Jacques Blanc, 2 de M. Hugues Portelli, 2 de M. Jean-René Lecerf, 1 de M. François-Noël Buffet.

Les principales modifications adoptées par la commission sont les suivantes :

- souhaitant que le Sénat puisse examiner en priorité, dans un contexte serein, le mode de scrutin des conseillers territoriaux, votre commission a supprimé les articles 1^{er} A, 1^{er} bis, 1^{er} ter, 1^{er} quater et 1^{er} quinquies et, par coordination, les articles 36 B et 36 C ;

- sur le volet de l'intercommunalité :

- elle a attribué un droit de veto aux communes dont la population est supérieure au quart de la population concernée pour créer ou transformer un EPCI (art. 5A et 5 B) ;

- elle a modifié le régime des **métropoles** (art. 5 et 5 quater) par :

- * la définition de l'intérêt métropolitain à la majorité des deux tiers comme le Sénat l'avait décidé en première lecture ;

- * la fixation d'un délai de 18 mois pour la signature de la convention de transfert à la métropole de compétences départementales ou régionales ;

- * l'extension aux discontinuités territoriales de la dérogation temporaire au principe de continuité territoriale instituée au profit des enclaves pour créer une métropole ;

* la suppression du transfert automatique de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes à ce nouvel EPCI et l'adoption à l'unanimité des conseils municipaux de toute décision d'unification des taxes ou de transfert de la DGF ;

- elle a élargi les cas de délégation de signature par le président de l'EPCI pour les attributions qui lui sont confiées par l'organe délibérant, au directeur général des services techniques, au directeur des services techniques et aux responsables de services (art. 15 *bis*) ;

- elle a supprimé l'ajout au rapport annuel sur l'activité de l'EPCI de l'utilisation des crédits engagés par l'établissement dans chaque commune (art. 15 *ter*) ;

- elle a allongé de deux à quatre mois le délai fixé au comité de massif pour se prononcer sur l'arrêté préfectoral pris pour supprimer une commune isolée, une enclave ou une discontinuité territoriale (art. 18) ;

- elle a assoupli les conditions relatives à l'apport minimal du maître d'ouvrage en matière de renouvellement urbain et de patrimoine protégé, fixées pour limiter les cofinancements (article 35 *ter*) ;

- elle a supprimé l'article 35 *quater* qui encadre les cumuls de financement entre la région et le département.

Votre commission a adopté le projet de loi ainsi modifié.

EXPOSÉ GÉNÉRAL

Mesdames, Messieurs,

Le Sénat est appelé à examiner, en deuxième lecture, le projet de loi de réforme des collectivités territoriales, après son adoption par l'Assemblée nationale en première lecture le 8 juin 2010.

Voulant réactualiser les acquis de la République décentralisée, qui fait partie de notre patrimoine constitutionnel depuis la révision de 2003, et tenir compte des lacunes, des lourdeurs ou des dysfonctionnements que l'expérience a fait apparaître, le présent projet de loi se présente comme une étape fondamentale dans le processus de refondation des structures de la démocratie locale engagé par le gouvernement avec le dépôt, le 21 octobre 2009, de quatre textes sur le bureau du Sénat.

Éclairée par les travaux de sa mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales, présidée par notre collègue Claude Belot et par ceux de votre commission et de la commission des finances saisie pour avis, la Haute Assemblée a profondément modifié ce projet de loi en première lecture.

Lors de l'examen du projet de réforme par sa commission des lois puis en séance publique, l'Assemblée nationale a apporté des modifications nombreuses et parfois substantielles au texte issu des délibérations du Sénat. Mathématiquement, le texte transmis à la Haute assemblée en deuxième lecture compte ainsi 97 articles y compris les six supprimés (contre 40 dans le projet de loi initial et 67 dans le texte soumis à l'Assemblée nationale en première lecture) : les députés ont adopté trente articles additionnels et supprimé six articles ; ils ont, en outre, adopté 15 articles conformes.

Ce faisant, et tout en tenant compte des travaux du Sénat, dont elle a conservé l'esprit dans de nombreux domaines, l'Assemblée nationale a opéré plusieurs innovations d'importance.

Précisons que la commission des finances et son rapporteur, notre collègue Charles Guéné, se sont à nouveau saisis des dispositions financières relatives aux métropoles et aux communes nouvelles. À la suite des innovations introduites par l'Assemblée nationale, la commission de la culture s'est, à son tour, saisie pour avis des dispositions relatives aux compétences des collectivités territoriales ; elle a nommé son président, M. Jacques Legendre, rapporteur pour avis. Pour sa part, la délégation aux droits des

femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes, présidée par la sénatrice Michèle André, s'est prononcée sur les dispositions électorales et leur impact sur la parité politique. La délégation aux collectivités territoriales s'est, elle aussi, saisie de certaines des questions soulevées par le présent projet de loi en établissant deux rapports d'information portant, d'une part, sur la mutualisation des moyens entre les collectivités¹ et, d'autre part, sur le mode de scrutin pour l'élection des conseillers territoriaux².

I. LE VOTE DU SÉNAT EN PREMIÈRE LECTURE : AJUSTER L'ORGANISATION DÉCENTRALISÉE AUX RÉALITÉS LOCALES

En première lecture, le Sénat a examiné avec réalisme le projet du gouvernement selon les axes exposés ci-après. Il a globalement respecté la logique du texte qui lui était proposé, tout en introduisant de nombreuses modifications afin de mettre davantage l'accent sur la liberté des collectivités territoriales et d'accroître leur capacité à exercer leurs compétences pour renforcer la qualité du service public.

Il a souhaité, dans un double esprit de pragmatisme et de consensus, adapter le dispositif présenté par le gouvernement aux réalités de la vie locale et à l'expérience concrète des élus de terrain. Le Sénat a donc encadré les modalités d'élection des conseillers territoriaux, accordé davantage de liberté et d'autonomie aux communes dans le fonctionnement des structures intercommunales, y compris celui des futures métropoles instituées par le présent projet de loi, apporté des garanties supplémentaires aux populations et aux collectivités dans les procédures de regroupement de départements et de régions, et clarifié les principes de répartition des compétences entre les différents niveaux de collectivités territoriales.

A. CONFIRMER LA CRÉATION DES CONSEILLERS TERRITORIAUX ET FIXER DES PRINCIPES POUR LEUR ÉLECTION

En première lecture, le Sénat avait tout à la fois souhaité **donner nettement son accord à la création des conseillers territoriaux** (qui était actée par l'article 1^{er} du projet de loi initial du gouvernement) et **encadrer le mode de scrutin applicable à leur élection**.

La Haute Assemblée avait ainsi adopté, sur l'avis favorable du rapporteur et du gouvernement, un amendement présenté en séance publique par M. Nicolas About et les membres du groupe Union centriste, aux termes duquel les modalités d'élection des conseillers territoriaux devaient combiner un scrutin uninominal afin d'« *assurer la représentation des territoires* » et un

¹ Rapport d'information n° 495 (2009-2010) de MM. Alain Lambert, Yves Détraigne, Jacques Mézard et Bruno Sido. <http://www.senat.fr/noticerap/2009/r09-495-notice.html>

² Rapport d'information n° 509 (2009-2010) de MM. Hervé Maurey et Pierre-Yves Collombat. <http://www.senat.fr/noticerap/2009/r09-509-notice.html>

scrutin proportionnel pour garantir « *l'expression du pluralisme politique et la représentation démographique* », ainsi que la parité.

À l'issue d'un scrutin public, ces principes ont été transcrits dans un article additionnel avant l'article 1^{er}.

B. PRÉSERVER LA LIBERTÉ DES COMMUNES ET AMÉLIORER LE FONCTIONNEMENT DE L'INTERCOMMUNALITÉ

Approuvant sans réserve l'objectif affiché d'achever et de rationaliser la carte de l'intercommunalité, la Haute assemblée a voulu en conforter le succès par une plus grande prise en compte de la cellule de base de notre démocratie locale.

1. Adopter des solutions pragmatiques pour assurer la démocratisation des intercommunalités (articles 2 et 3)

Le Sénat a voulu **dégager des solutions pragmatiques et consensuelles** pour adapter la composition des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre à la mise en place, à partir de mars 2014, d'une élection des délégués des communes-membres au suffrage universel direct (articles 2 et 3 du projet de loi).

En effet, votre commission avait considéré que le système figurant dans le texte initial du gouvernement était **trop rigide**, puisqu'il privait les communautés de communes et d'agglomération de la faculté de conclure des accords locaux amiables pour déterminer la composition de leur organe délibérant entre les communes-membres, et **défavorable aux villes moyennes**. Lors de l'examen du texte en commission, elle avait donc prévu que les communes pourraient fixer librement le nombre et la répartition des sièges au sein des conseils communautaires, quel que soit le type d'EPCI à fiscalité propre concerné, par un **accord à la « super-majorité qualifiée »** (deux tiers des communes représentant au moins deux tiers de la population).

En séance publique, ce système a été modifié par des **amendements présentés par MM. Gérard Collomb et Pierre Hérisson**, créant un système où le nombre et la répartition des sièges pourraient être fixés librement par les communes-membres des communautés de communes et d'agglomération par un accord à la majorité qualifiée simple (deux tiers des communes représentant la moitié de la population, ou la moitié des communes représentant deux tiers de la population), et où **10 % de sièges supplémentaires** pourraient, dans un second temps, être créés et librement répartis selon la même majorité et avec l'accord de la ville-centre (c'est-à-dire de la commune la plus peuplée, à condition qu'elle représente plus du quart de la population totale de l'EPCI).

Ce système avait alors reçu le soutien de votre commission.

Enfin, le Sénat avait augmenté le nombre maximal de **vice-présidents** pouvant être élus par chaque conseil communautaire par rapport au texte du gouvernement.

2. Encadrer davantage les pouvoirs du représentant de l'Etat dans la modification de la carte intercommunale

Constatant que la décentralisation est aujourd'hui parvenue à l'âge de la maturité, le Sénat a encadré les pouvoirs conférés au préfet pour modifier la carte intercommunale.

En conséquence, il a :

- dans le cadre des procédures d'achèvement et de rationalisation de la carte des EPCI à fiscalité propre et des syndicats (articles 29 et 30),

- supprimé le pouvoir d'appréciation du préfet pour mettre en œuvre le schéma départemental de coopération intercommunale ;

- conforté le rôle de la commission départementale de la coopération intercommunale en préservant le caractère obligatoire des modifications qu'elle adopte aux deux-tiers de ses membres et en prévoyant l'audition de tout élu qui le demande ;

- inclus la commune-centre dans la majorité requise pour exprimer l'accord des conseils municipaux au projet préfectoral. Celle-ci devra également consentir à la fusion proposée par le préfet en vertu des pouvoirs exceptionnels dont il bénéficiera en 2013 ;

- prévu la fixation, par l'arrêté de fusion, des compétences exercées par le nouvel EPCI qui assumerait l'intégralité des compétences auparavant transférées aux établissements fusionnés ;

- subordonné la mise en œuvre, en 2013, des pouvoirs spéciaux du préfet à l'achèvement des procédures de consultation introduites en 2012 pour recueillir l'accord des collectivités ;

- assorti la révision du schéma départemental, tous les 6 ans au moins, d'une réactivation des procédures temporaires prévues en 2012 pour modifier le périmètre ou fusionner des EPCI à fiscalité propre, pour une durée d'un an ;

- étendu l'application des procédures de modification du périmètre aux syndicats mixtes fermés ;

- exigé, pour la simplification de la procédure de fusion des EPCI dont l'un au moins est à fiscalité propre, l'accord de l'organe délibérant au rattachement d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale par le préfet (article 20) ;

- pour le schéma départemental (article 16) ,

- modifié les orientations fixées à son élaboration en abaissant à 3.000 habitants le seuil de constitution d'un établissement en prévoyant, toutefois, la faculté, pour le préfet, de descendre en deçà pour tenir compte des

réalités géographiques et en les complétant par celle du transfert des compétences d'un syndicat à un EPCI à fiscalité propre,

- précisé le contenu de la carte annexée au schéma en y inscrivant les périmètres des EPCI, des syndicats mixtes, des SCOT et des parcs naturels régionaux,

- prévu la faculté de proposer la création d'un syndicat,

- exempté de l'obligation de couverture intégrale les schémas des départements de la petite couronne parisienne ;

- encadré le **dispositif de suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales**, qui entrera en vigueur au terme du processus d'achèvement et de rationalisation de la carte de l'intercommunalité (article 18),

- en prévoyant l'accord de l'EPCI au rattachement assorti d'une clause de sauvegarde pour le préfet en cas de refus de l'établissement avec l'intervention de la commission départementale de la coopération intercommunale, la consultation du comité de massif en cas de divergence sur le futur périmètre d'une communauté de communes entre une collectivité classée montagne et le préfet,

- et en soustrayant les trois départements de la petite commune parisienne à l'application de ce dispositif ;

- adopté, pour faciliter la recomposition des structures syndicales, des amendements permettant de recourir plus largement, pour les syndicats intercommunaux et les syndicats mixtes, ouverts ou fermés, aux mécanismes de fusion, de dissolution ou de substitution (articles 22 à 24) ;

- créé un collège des syndicats au sein de la commission départementale de la coopération intercommunale qu'il a dotée d'un pouvoir d'autosaisine et organisé en son sein la présence des collectivités classées « montagne » (article 26).

3. Préserver le caractère consensuel du fonctionnement de l'intercommunalité

La logique privilégiée par votre commission est de **préserver les compétences de l'échelon communal tout en améliorant le fonctionnement du couple commune/EPCI**, qui constitue l'axe de proximité de l'organisation territoriale. Toute disposition ayant pour effet de réduire la liberté des communes et des maires irait au-delà de cette logique. Elle risquerait de remettre en cause les compromis trouvés au cours des dernières années, voire de transformer radicalement le climat de la coopération intercommunale en le rendant plus souvent conflictuel.

En suivant ces principes, le Sénat a souhaité **rétablir la majorité qualifiée et les conditions démographiques en vigueur pour les transferts de compétences après la création d'un EPCI et pour la détermination de l'intérêt communautaire**, à la place des dispositions du projet de loi prévoyant des majorités simples.

Notons l'intégration au sein des majorités prévues pour créer les EPCI très intégrés (communautés d'agglomération, communautés urbaines, métropoles) ou les instituer par transformation d'un établissement existant, des communes représentant plus du tiers de la population totale afin de prendre en compte l'ensemble des moteurs du développement de l'intercommunalité (articles 5 A et 5 B).

La Haute assemblée a souhaité **revenir sur le caractère automatique du transfert du pouvoir de police au président de l'EPCI** dans certains domaines, ce pouvoir faisant partie du noyau dur des compétences du maire. Le Sénat a par ailleurs adopté, à l'initiative de M. Jean-Claude Merceron, un amendement prévoyant que, lorsque la compétence en matière de collecte des eaux a été transférée à un établissement public de coopération intercommunale ou à un syndicat mixte, l'autorisation des déversements d'eaux usées autres que domestiques est du ressort du président de cet établissement, même si les pouvoirs de police du maire en la matière ne lui ont pas été transférés. Cette disposition a été adoptée conforme par l'Assemblée nationale.

Elle a en outre introduit, pour la création d'un EPCI, l'obligation d'une délibération simultanée des conseils municipaux non seulement sur le périmètre de l'EPCI, mais également sur ses statuts, c'est-à-dire sur les compétences transférées.

Votre commission partage l'objectif de souplesse et d'économie de fonctionnement des EPCI, promu par le texte du gouvernement. C'est pourquoi elle a souhaité **faciliter davantage les mises à disposition de services**, notamment entre la métropole et le département ou la région, de manière à adapter le plus efficacement possible les moyens disponibles aux compétences transférées. Par ailleurs, le Sénat a adopté en séance publique un amendement ouvrant la possibilité pour les collectivités territoriales de passer des conventions de gestion commune de services publics et de mettre en œuvre cette gestion par le biais de mutualisations.

Le Sénat a également adopté un amendement tendant à permettre aux communes membres d'un EPCI de décider à l'unanimité le transfert de leur DGF à cet établissement.

Enfin, une garantie de dotation de développement rural a été créée pour les EPCI issus de la fusion d'EPCI préexistants et dépassant le seuil d'éligibilité à cette dotation.

4. Préciser le régime des métropoles dans le respect de l'autonomie communale (articles 5 à 6)

Le Sénat a validé le principe d'un EPCI plus intégré pour favoriser sa capacité à rayonner au niveau européen.

Au préalable, pour conserver une cohérence à la déclinaison des EPCI au regard de leur degré d'intégration, il a souhaité **abaisser le seuil démographique de création des communautés urbaines de 500.000 à 450.000 habitants.**

Souhaitant **concilier** la nécessité de favoriser le **développement des métropoles** et celle de préserver la **gestion de proximité**, la Haute assemblée a maintenu au maire sa compétence en matière d'autorisations d'urbanisme et introduit la notion d'intérêt métropolitain pour le transfert des équipements.

Pour **conforter le régime des métropoles**, la Haute assemblée a :

- prévu un nouveau cas de création d'une métropole, celui de la fusion-transformation institué à l'article 20 ;

- précisé la procédure de transfert de plein droit du bloc économique du département et de la région en cas d'échec de la procédure conventionnelle ;

- modifié la composition de la commission chargée de procéder au transfert définitif de propriété des biens et droits utilisés pour l'exercice des compétences transférées à la métropole afin de préserver l'intérêt des collectivités concernées ;

- clarifié les dispositions régissant les transferts de service et précisé le contenu des conventions, les modalités de transfert des services ainsi que la situation des personnels (notons l'adoption d'une réglementation de la création des emplois) ;

- offert, dans le souci d'une gestion économe et efficace des actions métropolitaines, la faculté de mutualiser, sur les compétences partagées, des services départementaux/régionaux et métropolitains.

Par ailleurs, elle a préservé l'autonomie des communes au sein des nouvelles métropoles, en supprimant le transfert de l'ensemble de la fiscalité des communes à la métropole et en rendant le transfert de la DGF communale à celle-ci simplement facultatif.

Le Sénat a souhaité faciliter la transformation-extension d'une communauté urbaine en métropole en permettant l'intégration de communes membres d'une communauté de communes levant la TPU et éligible à la dotation globale de fonctionnement bonifiée et, par parallélisme des formes, il a renvoyé au décret et non à un arrêté préfectoral, la décision d'étendre le périmètre de la métropole. Il a précisé que le périmètre d'une métropole peut être étendu à une commune appartenant à une communauté de communes à DGF bonifiée.

5. Offrir un véritable outil de coopération entre territoires urbains (article 7)

En première lecture, le Sénat a approuvé le dispositif proposé des pôles métropolitains tout en précisant leur régime juridique :

- clarification et élargissement des champs d'intervention du pôle (recherche, culture, coordination des SCOT -schémas de cohérence territoriale-, transports publics) ;
- consultation préalable des régions et départements d'implantation ;
- abaissement du double seuil de création à 300.000 habitants pour la population totale du périmètre et à 150.000 habitants pour celle de l'EPCI membre le plus peuplé ;
- diversification de l'objectif assigné au pôle par la promotion d'un modèle de développement durable ;
- détermination du mode de répartition des sièges au sein de l'organe délibérant du pôle pour tenir compte du poids démographique de chacun de ses membres.

C. RETENIR UN NOUVEAU RÉGIME DE FUSION DE COMMUNES EN TENANT COMPTE DES RÉALITÉS LOCALES (ARTICLE 8)

En première lecture, le Sénat a consenti, par réalisme tout en se montrant sceptique sur ses effets, à l'introduction de ce nouveau dispositif. Il l'a toutefois assorti de plusieurs garanties :

- consultation des électeurs dans tous les cas en appréciant les résultats au niveau de chaque commune ;
- limitation du pouvoir d'appréciation du préfet par la motivation spéciale de son refus d'accéder à la demande unanime des communes ;
- droit de la commune nouvelle de choisir son EPCI de rattachement ;
- attribution des qualités d'officier d'état civil et d'officier de police judiciaire au maire délégué ;
- accord des conseils généraux et régionaux à la modification des limites départementales et régionales découlant de la création d'une commune nouvelle ;
- encadrement de la fixation du nom et du chef-lieu de la commune nouvelle par le préfet.

Par ailleurs, le Sénat a supprimé la dotation particulière des communes nouvelles, qui aurait été prélevée sur la DGF des autres collectivités territoriales.

D. APPORTER DE NOUVELLES GARANTIES AUX PROCÉDURES DE REGROUPEMENT DES DÉPARTEMENTS ET DES RÉGIONS

Confirmant le souci exprimé par votre commission, le Sénat a souhaité apporter de nouvelles garanties aux procédures de regroupement des départements et des régions. De tels regroupements ne pourraient intervenir **qu'avec l'accord de chacun des territoires concernés et celui de leur population**, recueilli par un référendum organisé selon les modalités prévues pour les référendums locaux. Ceci permettrait d'éviter qu'un territoire plus peuplé puisse forcer un autre à se regrouper avec lui, en dépit de l'opposition de son conseil ou de sa population.

Par ailleurs, le Sénat a introduit **deux nouvelles procédures de regroupements** : la première permettrait à **un département d'être rattaché à une région qui lui est limitrophe**, la seconde autoriserait une région et les départements qui la composent à solliciter du législateur, avec l'accord de leur population respective, **à fusionner dans une collectivité unique**.

E. METTRE UN TERME AUX SUBVENTIONS CONDITIONNELLES

L'octroi d'une subvention est souvent conditionné à l'adhésion de la collectivité qui souhaite en bénéficier à une structure de coopération ou d'organisation intercommunale, notamment un pays. Les articles 25 et 28 du projet de loi visent à mettre fin à ce phénomène. À l'initiative de votre commission, le Sénat a cependant souhaité ajouter aux exclusions prévues par l'article 28 le cas des associations de collectivités territoriales derrière lesquelles pourraient se recréer les pays supprimés par l'article 25.

F. CLARIFIER LES PRINCIPES DEVANT ENCADRER LA RÉPARTITION DES COMPÉTENCES

Le Sénat a également précisé les dispositions de l'article 35 relatives à la répartition des compétences entre les collectivités territoriales. Ainsi, à propos de la capacité d'initiative des collectivités territoriales en dehors des domaines prévus par la loi, votre commission des lois a adopté, sur proposition de MM. Chevènement et Mézard, un amendement précisant qu'elle **ne s'exerce que sur le fondement d'une délibération de l'assemblée concernée**. Concernant les cofinancements, elle a également adopté, sur proposition de votre rapporteur, un amendement afin de préciser que leur encadrement permettrait d'organiser une répartition des interventions entre la région et le département. Elle a également **supprimé la référence à la « part significative du financement » assurée par le maître d'ouvrage**, cette disposition étant d'interprétation difficile et n'ajoutant pas d'élément essentiel au dispositif proposé. Enfin, en séance, le Sénat a précisé que *« le département continuera à être identifié comme le lieu des politiques publiques de proximité et sera confirmé dans son rôle de garant des solidarités sociales et*

territoriales », ce qui permet de réaffirmer le rôle du département en matière de soutien aux communes rurales, aux communes de montagne et aux communes disposant de ressources faibles.

II. LE VOTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN PREMIÈRE LECTURE : L'ACCEPTATION DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE DE LA RÉFORME, DES AJOUTS SUBSTANTIELS ET DIVERS

Lors de l'examen du projet de réforme des collectivités territoriales, les députés ont respecté l'économie générale du projet de loi. Pour le volet « intercommunalité », ils ont retenu l'essentiel du texte adopté par le Sénat, qu'ils ont cependant assoupli sur plusieurs points tout en procédant à des ajouts. Ils ont par ailleurs complété le texte de façon substantielle dans ses volets « conseillers territoriaux » et « compétences ».

A. PRÉCISER EN DÉTAIL LE MODE D'ÉLECTION DES FUTURS CONSEILLERS TERRITORIAUX

L'Assemblée nationale a **très largement modifié** les dispositions relatives aux futurs conseillers territoriaux :

- elle a fixé le régime électoral des futurs conseillers territoriaux (articles 1^{er} A à 1^{er} *quinquies* et 36 C) ;

- à cet égard, votre rapporteur souligne que, contrairement à l'article 1^{er} A adopté par le Sénat, qui était dénué de valeur prescriptive et se limitait à fixer des grands principes, **le nouvel article 1er A et les articles additionnels adoptés par les députés avant et après l'article 1er sont pleinement normatifs.**

1. Un mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours

Tout d'abord, en modifiant l'article 1^{er} A, l'Assemblée nationale a prévu la mise en place d'un **scrutin uninominal majoritaire à deux tours** pour l'élection des conseillers territoriaux : ceux-ci seraient donc élus selon un système similaire à celui qui régit actuellement les élections cantonales.

Toutefois, alors que les conseillers généraux sont soumis à un seuil de passage au second tour de 10 % des électeurs inscrits, l'Assemblée nationale a adopté un amendement de M. Dominique Perben, rapporteur, portant ce seuil à **12,5 % des inscrits** pour les conseillers territoriaux (nouvel article 1^{er} B).

2. La mise en place d'un tableau de répartition des conseillers territoriaux par département et par région

Adoptant un amendement du gouvernement, les députés ont fixé la **répartition des conseillers territoriaux par département et par région** (article 1^{er} *ter*).

La répartition retenue répondrait aux principes suivants :

- chaque département serait administré par **au moins 15 conseillers territoriaux** ;

- le nombre de conseillers territoriaux attribué à chaque département **ne pourrait s'écarter de plus de 20 % par rapport à la moyenne régionale**, sauf pour quatre départements dont la population est très inférieure à celle des autres départements de la région (Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Lozère et Meuse) ;

- dans la mesure du possible, le nombre d'élus dans un département **ne varierait pas de plus de 25 %** par rapport à la situation actuelle.

Les **cantons** délimités par le gouvernement sur la base de cette répartition devraient **respecter les limites des circonscriptions législatives et des communes de moins de 3 500 habitants** (article 1^{er} *quater*).

Pour éviter que l'évolution de la carte cantonale induite par la création des conseillers territoriaux n'ait des conséquences trop brutales pour les chefs-lieux des cantons actuels (puisque cette qualité a des conséquences financières importantes pour les communes concernées), l'Assemblée a adopté un amendement de MM. Jean-Luc Warsmann et Dominique Perben permettant aux cantons issus d'une fusion d'avoir **plusieurs chefs-lieux**.

Enfin, tenant compte des conséquences du tableau sur les conseils régionaux, qui verront leurs effectifs doubler, voire tripler dans certains cas, la commission des lois de l'Assemblée nationale a prévu de **renforcer les pouvoirs de leur commission permanente** et d'en plafonner le nombre de membres (article 1^{er} *bis*).

3. Garantir l'effectivité de l'objectif constitutionnel d'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux

Consciente que le mode de scrutin qu'elle avait choisi à l'article 1^{er} A pouvait avoir des effets pervers sur la présence des femmes dans les conseils généraux et régionaux, l'Assemblée nationale a adopté deux dispositifs visant à favoriser la parité :

- à l'article 1^{er} *quinquies*, elle a prévu que les conseillers territoriaux dont le siège serait vacant « pour quelque cause que ce soit » (et non pour des causes limitativement énoncées, comme pour les actuels conseillers généraux) seraient **remplacés par une personne de sexe opposé** ;

- à l'article 36 C, elle a mis en place un mécanisme de financement de la vie politique locale permettant d'introduire des **pénalités financières à l'encontre des partis politiques** présentant un nombre insuffisant de femmes aux élections des conseillers territoriaux : sur le modèle du système retenu par le Parlement pour les élections législatives, la dotation de l'État serait réduite proportionnellement à l'écart entre le nombre de candidats de chaque sexe déclarant se rattacher au parti en cause.

B. L'APPROFONDISSEMENT DES ORIENTATIONS IMPULSÉES PAR LE SÉNAT EN MATIÈRE D'INTERCOMMUNALITÉ

Les principes dégagés par le Sénat ont été, dans l'ensemble, conservés par l'Assemblée nationale.

1. L'adoption du système sénatorial pour la composition des conseils communautaires

L'Assemblée a **largement maintenu le système créé par le Sénat** pour déterminer le nombre et la répartition des sièges au sein des conseils communautaires.

Ainsi, elle a adopté des amendements qui, tout en améliorant le texte du Sénat à la marge, n'en remettent en cause ni l'esprit, ni la lettre :

- elle a **renforcé l'exigence de parité** en prévoyant que le délégué suppléant institué par le Sénat pour garantir la représentation des petites communes devrait être de sexe opposé à celui du délégué titulaire ;

- elle a prévu une représentation spécifique des **communes associées** représentant plus de 50 % de la population de la commune issue de la fusion dans les comités syndicaux (c'est-à-dire dans les organes délibérants des EPCI qui ne disposent pas d'une fiscalité propre) ;

- elle a, enfin, soumis les membres des organes délibérants des EPCI à un **régime d'incompatibilités** qui leur interdit d'exercer, simultanément à leur mandat, certaines fonctions dans l'administration de l'EPCI.

2. Des améliorations aux outils d'élaboration de la carte intercommunale

L'Assemblée nationale a :

- précisé les critères de composition du collège « EPCI à fiscalité propre » au sein de la CDCI sur la base des caractéristiques départementales ;

- retenu le principe du renouvellement intégral exceptionnel des membres de la CDCI renouvelée ;

- aménagé le contenu du schéma départemental (interdiction de créer de nouveaux syndicats, augmentation à 5.000 habitants du seuil de constitution des EPCI à fiscalité propre, respect de ses orientations par la CDCI, introduction des notions de protection de l'environnement et de développement durable).

3. La validation des garanties encadrant le processus temporaire d'achèvement et de rationalisation des intercommunalités (articles 29 et 30)

L'Assemblée nationale a adopté le dispositif retenu par le Sénat en l'amendant sur plusieurs points :

- respect des orientations du schéma départemental ;
- limitation du droit de veto accordé à la commune la plus peuplée à celle dont la population représente au moins un tiers de la population totale concernée ;
- suppression de la faculté accordée à la commune la plus peuplée de s'opposer aux fusions ;
- anticipation de la date d'achèvement du processus (du 31 décembre 2013 au 30 juin 2013).

4. La simplification de la procédure de fusion entre intercommunalités (article 20)

Les députés ont attribué un rôle actif à la CDCI qui pourra modifier le projet de périmètre à la majorité des deux tiers de ses membres. Signalons la réunion en formation interdépartementale des CDCI concernées par un projet de périmètre s'étendant sur plusieurs départements.

La condition de majorité requise pour décider de la fusion a été abaissée à la majorité du tiers des conseils municipaux regroupés dans chacun des établissements à fusionner.

L'organe délibérant, dans les trois mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté de fusion, décidera de la restitution aux communes des compétences transférées à titre optionnel et à titre supplémentaire aux EPCI fusionnés dans le cas où elles ne sont pas exercées par le nouvel établissement. Dans l'intervalle de cette décision, elles seront exercées par l'établissement résultant de la fusion.

Précisons que l'Assemblée nationale a dispensé le nouvel établissement résultant d'une fusion d'EPCI dont une communauté urbaine, du respect du seuil démographique en vigueur au moment de la **fusion** : il s'agit de préserver le statut de communauté urbaine des agglomérations qui n'atteindraient plus le seuil lequel, rappelons-le, a beaucoup évolué au fil du temps (article 20 *bis* A).

5. Des compléments au dispositif des pôles métropolitains (article 7)

L'Assemblée nationale, après avoir retenu la seule information des régions et départements lors de la création d'un pôle, a habilité les pôles frontaliers à déroger à la condition démographique exigée de l'EPCI membre le plus peuplé à condition qu'il soit limitrophe d'un Etat étranger. En l'abaissant ainsi à plus de 50.000 habitants, elle répond au souci exprimé lors de la première lecture par notre collègue Jean-Paul Amoudry qui avait déposé un amendement en ce sens.

Dans le même esprit, les députés ont également retenu la faculté, pour les pôles, d'adhérer aux districts européens et aux groupements européens de coopération territoriale de droit français.

Ils ont encadré la répartition des sièges dans l'assemblée délibérante par un minimum fixé à 1 siège et un maximum de 50 % des sièges.

6. Des modifications ponctuelles

L'Assemblée nationale a adopté une série d'amendements divers aux dispositions régissant les intercommunalités :

- dérogation temporaire, durant un an, au principe de continuité territoriale pour la création d'une métropole à la double condition que l'enclave soit constituée de plusieurs communes elles-mêmes regroupées dans un EPCI à fiscalité propre (article 5 *quater*) ;

- suppression de la catégorie des communautés d'agglomération nouvelle (CAN) aujourd'hui inexistantes, les cinq villes nouvelles étant gérées par la voie d'un syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) (article 14 *bis*) ;

- assouplissement de la procédure de transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle en communauté d'agglomération ou en communauté de communes (article 14 *ter*) ;

- extension du champ des délégations de signature opérées par le président de l'EPCI au profit du directeur général ou du directeur général adjoint (article 15 *bis*) ;

- renforcement de l'information des communes membres d'un EPCI en y incluant l'utilisation des crédits engagés par l'établissement dans chaque commune (article 15 *ter*).

***C. DES MODIFICATIONS RELATIVEMENT IMPORTANTES AUX
COMPÉTENCES ET AU RÉGIME FINANCIER DES MÉTROPOLIS
(ARTICLES 5 À 6)***

1. Des compétences élargies

Le volet des compétences métropolitaines a été essentiellement renforcé dans ses composantes départementales et régionales par :

- le transfert de plein droit des compétences relatives aux zones d'activités et à la promotion à l'étranger du territoire et de ses activités économiques ; cependant, dans le texte sénatorial, ces compétences, certes originellement du domaine conventionnel, étaient en tout état de cause transférées de plein droit à la métropole au terme d'un délai de 18 mois en cas de refus d'une demande en ce sens de la métropole ;

- le transfert conventionnel, d'une part, de l'action sociale en faveur des personnes âgées et de l'aide sociale à l'enfance qui complètent le bloc social existant et, d'autre part, de certaines compétences en matière touristique (schéma, comité), culturelle (musées) et sportive (construction, exploitation et entretien des équipements et infrastructures).

2. Un régime financier plus intégré

L'Assemblée nationale a prévu un transfert automatique de la taxe sur les propriétés foncières bâties des communes membres à la métropole. Par ailleurs, elle a facilité le transfert de la DGF en prévoyant qu'il pouvait être approuvé à la majorité qualifiée (et non à l'unanimité comme l'avait souhaité le Sénat).

***D. DES ASSOUPPLISSEMENTS AUX FUSIONS DE COMMUNES
« RÉNOVÉES » (ARTICLES 8 À 11)***

L'Assemblée nationale a allégé la procédure de création d'une commune nouvelle par la condition d'un accord unanime des communes et en supprimant, par coordination, la consultation de la population.

Elle a clarifié la composition transitoire du premier conseil municipal de la nouvelle collectivité jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux par l'intégration de tout ou partie des membres en exercice des anciens conseils municipaux dont l'ensemble des maires et adjoints de chacune des anciennes communes.

Les députés ont précisé le régime des communes déléguées en confiant au conseil municipal de la commune nouvelle le soin de désigner le maire délégué.

En revanche, ils ont supprimé le dispositif de retour à l'autonomie d'une commune associée en considérant que le droit en vigueur permettait déjà de procéder à des défusions.

L'Assemblée nationale a également apporté quelques modifications au régime financier des communes nouvelles, notamment en prévoyant que ces nouvelles collectivités percevront les montants versés au titre du fonds de compensation de la taxe professionnelle l'année même des investissements, comme les communautés de commune et d'agglomération. Toutefois, elle a maintenu la suppression, effectuée par le Sénat, de la dotation particulière de 5 % de la DGF dont auraient bénéficié les communes nouvelles dans la rédaction initiale du projet de loi.

E. LE RENFORCEMENT DES PROCÉDURES DE REGROUPEMENT DES DÉPARTEMENTS ET DES RÉGIONS DÉFINIES PAR LE SÉNAT

Marquant son accord avec les modifications apportées par le Sénat sur les procédures de regroupement des départements et des régions et notamment le principe selon lequel le projet de regroupement doit recueillir l'aval des territoires et de leur population, l'Assemblée nationale a conforté ses dispositions en leur apportant un certain nombre de précisions utiles. Elle a notamment harmonisé l'ensemble des procédures prévues et précisé le régime juridique applicable aux référendums locaux organisés pour recueillir l'avis de la population sur le projet de regroupement présenté. Elle a par ailleurs prévu la consultation, le cas échéant, des comités de massif compétents sur ce même projet.

F. UNE RÉÉCRITURE COMPLÈTE DES DISPOSITIONS CONCERNANT LA RÉPARTITION DES COMPÉTENCES ENTRE LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

La perspective d'un nouveau projet de loi de clarification des compétences apparaissant de plus en plus incertaine, la commission des lois de l'Assemblée nationale a estimé qu'il convenait de conférer aux dispositions de l'article 35 sur la clarification des compétences des collectivités territoriales un caractère plus directement normatif, afin d'en garantir l'application effective même en l'absence de texte ultérieur. Elle a ainsi adopté un amendement de complète réécriture de cet article, qui modifie les dispositions du code général des collectivités territoriales relatives à la clause générale de compétence des départements et des régions pour affirmer que les compétences exercées par ces collectivités le sont en principe à titre exclusif. Toutefois, il est également prévu la possibilité de compétences partagées et de délégations de compétences. En outre, la rédaction de l'Assemblée nationale reprend la notion d'«intérêt départemental» (ou régional) justifiant l'intervention des collectivités lorsque la loi est muette, et permet l'exercice

par tous les niveaux de collectivité de compétences **en matière de culture, de tourisme et de sport.**

Par ailleurs, en matière de financements croisés (articles 35 *ter* et *quater*), l'Assemblée nationale a **soumis la part de financement apportée par la collectivité maître d'ouvrage à un « plancher »**, fixé à un niveau variable en fonction de l'importance de la population concernée (20 % du montant total des financements apportés à ce projet pour les communes de moins de 3 500 habitants et pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de moins de 50 000 habitants ; 30 % pour les autres collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales).

En outre, à compter de 2012, **aucun projet ne pourra bénéficier d'un cumul de crédits d'investissement ou de fonctionnement accordés par un département et une région**, sauf si ce projet est décidé par une commune dont la population est inférieure à 3 500 habitants ou un EPCI à fiscalité propre dont la population est inférieure à 50 000 habitants. Les projets culturels, sportifs et touristiques ne seraient pas soumis à cette contrainte.

Enfin, à compter de 2015, l'Assemblée nationale a posé une alternative. Si **un schéma régional d'organisation des compétences et de mutualisation** n'a pas été adopté par la région et les départements du territoire régional, l'interdiction de cumul perdure (avec son exception pour les communes dont la population est inférieure à 3 500 habitants et les EPCI à fiscalité propre dont la population est inférieure à 50 000 habitants), mais sans exception pour les projets culturels, sportifs et touristiques. Si un tel schéma est adopté, la règle de non cumul ne s'applique plus.

G. DES INNOVATIONS PONCTUELLES ET PARFOIS OPPORTUNES

L'Assemblée a, en outre, procédé à des **innovations ponctuelles** qui visent à améliorer la qualité formelle du texte, à ratifier des ordonnances et à créer un régime particulier pour les conseillers territoriaux ultra-marins.

Ainsi :

- elle a **supprimé les articles 3 bis, 4 et 20 ter** : en effet, l'article 3 bis (parité dans les conseils communautaires) était dénué de valeur normative et satisfait par la mise en place d'une élection des conseillers communautaires par « fléchage » ; l'article 4 (compétences des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux) était redondant avec l'article 100 du projet de loi « Grenelle II » -où, par ailleurs, il trouve plus naturellement sa place que dans le présent texte-, et l'article 20 *ter* (conditions de suppléance des conseillers communautaires) était en contradiction avec les dispositions de l'article 2 dans sa rédaction issue du Sénat ;

- à l'initiative du gouvernement, elle a inséré un **article ratifiant trois ordonnances** prises sur le fondement de la loi du 12 mai 2009 de simplification du droit et d'allègement des procédures (article 39 *bis*) : la première de ces ordonnances simplifie les règles budgétaires et comptables applicables aux régions, la seconde allège l'exercice du contrôle de légalité, et la troisième améliore, à droit constant, la qualité rédactionnelle du code général des collectivités territoriales ;

- elle a également précisé les dispositions de l'article 34 *bis* A relatives à **l'exercice en commun par des collectivités territoriales d'une compétence** qui leur est reconnue par la loi ;

- enfin, afin de tenir compte de la situation particulière des élus de Guadeloupe, elle a réintroduit, à l'article 40 du présent projet de loi, une **habilitation à légiférer par ordonnance** pour adapter les dispositions relatives aux conseillers territoriaux aux **régions et départements d'outre-mer**.

III. LES PROPOSITIONS DE VOTRE COMMISSION DES LOIS : VALIDER LE TEXTE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SOUS CONDITIONS

Sur la proposition de son rapporteur, votre commission a tenu compte des convergences recherchées par l'Assemblée nationale. Aussi, elle en a retenu les dispositions inscrites dans l'esprit qui l'a guidée lors de l'examen du projet de loi en première lecture. En revanche, elle a modifié celles qui s'en écartaient ainsi que certains des compléments apportés au projet de réforme par les députés.

Sur les 103 amendements qui lui étaient soumis, la commission en a intégrés 37 dans le texte qu'elle a élaboré en vue de la séance publique dont 19 du rapporteur, 3 de Mme Jacqueline Gourault, 7 de M. Gérard Collomb, 3 de M. Jacques Blanc, 2 de M. Hugues Portelli, 2 de M. Jean-René Lecerf, 1 de M. François-Noël Buffet.

A. PRÉSERVER LA PRIORITÉ DU SÉNAT SUR LES QUESTIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Votre commission a affirmé sa volonté de **protéger les prérogatives de la Haute Assemblée**, et notamment de prendre la pleine mesure de son statut de représentante constitutionnelle des collectivités territoriales. En conséquence, **elle a souhaité que le Sénat puisse examiner en priorité, dans un contexte serein, le mode de scrutin des conseillers territoriaux**.

Elle a constaté que les dispositions relatives au régime électoral des conseillers territoriaux avaient été introduites par l'Assemblée nationale, alors même que **le gouvernement s'était engagé à les soumettre en premier lieu**

au Sénat et qu'il avait rejeté, au cours de l'examen du projet de loi de réforme des collectivités territoriales en première lecture, l'ensemble des amendements portant sur les questions électorales au motif que celles-ci devaient être traitées dans un projet de loi séparé. Aussi votre commission a supprimé les articles 1^{er} A, 1^{er} bis, 1^{er} ter, 1^{er} quater et 1^{er} quinquies.

Par **coordination**, elle a également supprimé les articles 36 B et 36 C.

Elle a toutefois **maintenu l'article 1^{er} B, qui porte le seuil de passage au second tour pour les élections cantonales à 12,5 % des inscrits**, contre 10 % actuellement : cette mesure est en effet conforme aux souhaits des élus départementaux, puisqu'elle a reçu le soutien de notre collègue Yves Krattinger, président de la commission Aménagement du territoire et NTIC de l'Assemblée des départements de France (ADF).

B. ADOPTER LE VOLET INTERCOMMUNAL SOUS RÉSERVES DE QUELQUES MODIFICATIONS ET RECTIFICATIONS TECHNIQUES

Votre commission a noté avec satisfaction l'économie générale des dispositions prévues pour parachever le paysage intercommunal, qu'il s'agisse de mettre en place de nouvelles règles pour adapter la composition des conseils communautaires à la démocratisation des EPCI à fiscalité propre, d'en proposer de nouvelles formes pour adapter les structures à la diversité des territoires (métropoles, pôles métropolitains), d'en développer et simplifier les processus ou d'achever et rationaliser la carte.

Sur de nombreux points, l'Assemblée nationale a adopté le dispositif voté par le Sénat.

C'est pourquoi, sous réserve de certaines modifications, la commission des lois a retenu le texte de l'Assemblée nationale, outre quelques coordinations et rectifications techniques :

- Attribution d'un droit de veto aux communes dont la population est supérieure au quart de la population concernée pour créer ou transformer un EPCI (art. 5A et 5 B) ;

- Régime des **métropoles** (article 5) :

- définition de l'intérêt métropolitain à la majorité des deux tiers comme le Sénat l'avait décidé en première lecture ;

- fixation d'un délai de 18 mois pour la signature de la convention de transfert à la métropole de compétences départementales ou régionales ;

- pour la création de métropoles, extension aux discontinuités territoriales de la dérogation temporaire au principe de continuité territoriale instituée au profit des enclaves.

Par ailleurs, votre commission, fidèle aux principes qui avaient guidé ses travaux en première lecture, a **supprimé le transfert automatique de la taxe foncière sur les propriétés bâties** des communes à ce nouvel EPCI et a

prévu que **toute décision d'unification des taxes ou de transfert de la DGF devrait être adoptée à l'unanimité** des conseils municipaux ;

- Elargissement des cas de délégation de signature par le président de l'EPCI pour les attributions qui lui sont confiées par l'organe délibérant, au directeur général des services techniques, au directeur des services techniques et aux responsables de services (article 15 *bis*) ;

- En raison des difficultés techniques de mise en œuvre de cette disposition, suppression de l'ajout au rapport annuel sur l'activité de l'EPCI de l'utilisation des crédits engagés par l'établissement dans chaque commune (article 15 *ter*) ;

- Allongement de deux à quatre mois du délai fixé au comité de massif pour se prononcer sur l'arrêté préfectoral pris pour supprimer une commune isolée, une enclave ou une discontinuité territoriale afin de tenir compte de la périodicité des réunions de ces instances (article 18).

C. ASSOULPIR LE VOLET RELATIF À LA CLARIFICATION DES COMPÉTENCES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Votre commission a adopté sans le modifier l'article 35 qui fixe les grands principes de la répartition des compétences entre les collectivités : exclusivité des compétences conférées par la loi ; existence de compétences partagées ; enfin possibilité pour une collectivité territoriale de déléguer ses compétences.

En revanche, concernant la limitation des cofinancements, votre commission a assoupli les conditions relatives à l'apport minimal du maître d'ouvrage en matière de renouvellement urbain et de patrimoine protégé (article 35 *ter*), afin d'éviter de mettre en péril les interventions nécessaires des collectivités territoriales en la matière.

Elle a par ailleurs **supprimé l'article 35 *quater*** qui encadrait trop strictement les cumuls de financement entre la région et le département.

*

* *

Sous le bénéfice de l'ensemble de ces observations, la commission des lois soumet à la délibération du Sénat le texte qu'elle a établi.

EXAMEN DES ARTICLES

TITRE PREMIER RÉNOVATION DE L'EXERCICE DE LA DÉMOCRATIE LOCALE

CHAPITRE I^{ER} CONSEILLERS TERRITORIAUX

Article 1^{er} AA (nouveau)

(art. L. 3113 nouveau du code général des collectivités territoriales)

Définition du territoire

Inséré à l'initiative de notre collègue Hugues Portelli, cet article additionnel vient, en lien avec la création des conseillers territoriaux à l'article 1^{er} du présent texte, donner une **définition juridique de la notion de « territoire »**.

Aux termes de cet amendement, le territoire, nouvelle circonscription électorale infra-départementale ayant vocation à **remplacer le canton** serait caractérisé par les éléments suivants :

- les communes qui le composent devraient constituer « *un espace géographique, économique et social homogène* » afin de **refléter la diversité du département et de donner à chaque type de zone** (urbaine, rurale ou « rurbaïne ») **une représentation spécifique** ;

- il serait représenté, au sein du conseil général, par **un conseiller territorial unique**.

Votre commission a souscrit aux arguments développés par M. Hugues Portelli qui souligne que **la création des conseillers territoriaux implique de repenser les structures infra-départementales** et que le canton, qui a progressivement perdu sa pertinence avec l'exode rural, ne constitue plus un espace de vie concret pour la plupart de nos concitoyens.

Il s'agit dès lors de **tenir compte de l'urbanisation de la population française** et de garantir, en **faisant se recouper les bassins de vie et les circonscriptions électorales**, que la réforme crée des liens plus étroits entre les élus et leurs électeurs.

En outre, votre rapporteur observe que cette innovation **ne ferait pas disparaître les cantons comme circonscription administrative**, puisque ces derniers resteraient soumis au régime juridique qui leur est actuellement applicable et **perdraient seulement leur qualité de circonscription électorale** pour l'élection d'une catégorie d'élu local.

Votre commission a **adopté** l'article 1^{er} AA (nouveau) **ainsi rédigé**.

Article 1^{er} A

Mode de scrutin pour l'élection des conseillers territoriaux

Cet article **fixe les modalités d'élection des conseillers territoriaux** en leur appliquant partiellement les dispositions auxquelles sont aujourd'hui soumis les conseillers généraux.

- **Le dispositif adopté par le Sénat en première lecture**

Lors de la discussion du présent texte en séance publique, le Sénat avait adopté, avec l'avis favorable du Gouvernement et de votre commission des lois, un **amendement** présenté par M. Nicolas About et les membres du groupe Union centriste. Cet amendement, qui insérait un article additionnel avant l'article 1^{er} au sein du projet de loi, venait encadrer l'élection des futurs conseillers territoriaux en **fixant des principes pour encadrer le mode de scrutin qui leur serait applicable**. Le dispositif ainsi créé n'était donc pas normatif.

L'article 1^{er} A, dans sa version issue des travaux du Sénat, prévoyait que le mode d'élection des conseillers territoriaux devrait « *assure[r] la représentation des territoires par un scrutin uninominal* », et « *l'expression du pluralisme politique et la représentation démographique* », ainsi que la parité, « *par un scrutin proportionnel* ». Il s'agissait donc de **prévoir l'institution d'un mode de scrutin mixte**, conformément à l'esprit du projet de loi relatif à l'élection des conseillers territoriaux et au renforcement de la démocratie locale¹, mais **sans préjuger des modalités concrètes** retenues, à l'avenir, par le législateur pour la mise en œuvre d'un tel mode de scrutin.

- **Les modifications apportées par l'Assemblée nationale**

La commission des lois de l'Assemblée nationale est revenue sur les choix opérés par le Sénat en adoptant, après avis favorable de son rapporteur, M. Dominique Perben, un **amendement du Gouvernement** aux termes duquel les conseillers territoriaux sont élus « *au scrutin uninominal majoritaire à deux tours selon les modalités prévues au titre III du livre Ier* », c'est-à-dire **dans les mêmes conditions que les actuels conseillers généraux**.

¹ *Projet de loi n° 61 (2009-2010), article 1^{er}.*

En d'autres termes :

- les conseillers territoriaux pourraient être élus dès le premier tour de scrutin, dès lors qu'ils ont obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de suffrages égal au quart, au moins, du nombre des électeurs inscrits. Si aucun candidat ne remplit ces conditions, un **second tour** serait organisé, au terme duquel un élu serait désigné à la **majorité relative**, quel que soit le nombre de votants. En cas d'égalité entre deux candidats, la règle de séniorité s'appliquerait¹ ;

- seuls les candidats ayant obtenu un nombre de voix au moins égal à **10 %** du nombre des électeurs inscrits pourraient accéder au second tour² ; un **amendement** de M. Dominique Perben, rapporteur, portant article additionnel après l'article 1^{er} A, a toutefois été adopté en séance publique pour **porter ce seuil à 12,5 % du nombre des inscrits**, au même niveau que le seuil de passage au second tour des élections législatives (v. *infra*, article 1^{er} B).

Présent lors de l'examen du texte en commission, M. Alain Marleix, secrétaire d'État à l'intérieur et aux collectivités territoriales, a jugé que le mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours, qui était « *connu et apprécié des Français* », garantirait « *la représentation des territoires au sein des futures assemblées départementales et régionales* » et « *l'émergence de majorités stables* » au sein de celles-ci.

Parallèlement, l'amendement adopté par la commission des lois de l'Assemblée nationale prévoit explicitement de **mettre fin au renouvellement par moitié des conseils généraux**, puisqu'il précise que les conseillers territoriaux « *sont renouvelés intégralement* ». Cette avancée répond à une **demande forte des élus locaux** -et notamment de l'ADF (Assemblée des départements de France), qui avait estimé nécessaire de doter les conseils généraux d'une stabilité qui soit en cohérence avec l'importance des missions assumées par les départements- et avait été préconisée par la mission présidée par notre collègue Claude Belot dès le début de ses travaux. Elle avait, en outre, été **approuvée par le Sénat** lors du vote de la loi du 16 février 2010 organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux.

Enfin, l'amendement précise que **le renouvellement des assemblées locales intervient tous les six ans** : la durée du mandat des futurs conseillers territoriaux est donc alignée sur celle des mandats des actuels conseillers généraux et régionaux.

L'article 1^{er} A, ainsi rédigé, a ensuite été **adopté sans modification par les députés en séance publique**.

¹ Article L. 193 du code électoral, dans sa rédaction actuellement en vigueur.

² Article L. 210-1 du code électoral.

• **Un choix qui remet en cause les engagements du gouvernement et la priorité du Sénat sur les dispositions relatives aux collectivités territoriales**

À titre liminaire, **votre rapporteur s'associe au constat qui figure dans un rapport récent de la Délégation aux collectivités territoriales**, cosigné par nos collègues Pierre-Yves Collombat et Hervé Maurey¹ : ce document souligne qu'« *aucun des modes de scrutin examinés ne [permettrait] de respecter les objectifs définis par la Délégation* », et largement partagés par votre commission : « *représentation des territoires, expression des sensibilités politiques, poursuite de l'objectif de parité et formation de majorités de gestion au sein des assemblées délibérantes* ».

En d'autres termes, **il n'existe pas de mode de scrutin parfait.**

En tout état de cause, l'ampleur des changements opérés par l'Assemblée nationale appelle de nombreuses remarques.

Sur la forme, votre commission souligne que l'article 1^{er} A, qui se bornait initialement à déterminer des grands principes pour guider l'action du législateur à l'avenir, est devenu normatif : **certaines des questions traitées par le projet de loi n° 61 (2009-2010) ont été « rapatriées » au sein du présent texte.** Il s'agit donc d'un changement majeur.

Sur le fond, votre rapporteur a fait valoir que :

- **les élus locaux étaient particulièrement attachés au mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours** : entendu en tant que représentant de l'Assemblée des départements de France, notre collègue Yves Krattinger a souligné que les conseillers généraux souhaitaient le maintien d'un tel mode de scrutin, dans la mesure où il est le seul capable, selon eux, de refléter le fait que le département est un échelon d'administration de proximité et de garantir que les élus départementaux soient clairement identifiés par les citoyens ;

- contrairement au mode de scrutin mixte qui figure dans les premiers projets du gouvernement, le mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours était **simple et lisible pour les électeurs**, qui pourront aisément comprendre et maîtriser les effets de leur vote ;

- le mode de scrutin mixte 'par rattachement' initialement proposé par le gouvernement présentait des **risques de censure constitutionnelle**, notamment parce qu'il était **complexe** -et donc susceptible d'être mis en cause au nom de l'objectif à valeur constitutionnelle d'intelligibilité de la loi, comme l'ont souligné tous les professeurs de droit, sans exception, entendus par votre rapporteur sur le projet de loi n° 61- et parce que, en obligeant l'électeur à voter pour une liste du simple fait qu'il votait pour un candidat au scrutin uninominal, il pouvait être considéré comme attentatoire au principe de **liberté du suffrage.**

¹ « *Le choix du mode de scrutin pour l'élection des conseillers territoriaux : une équation à de multiples inconnues* », rapport d'information n° 509 (2009-2010). <http://www.senat.fr/rap/r09-509/r09-509.html>

Toutefois, **vo**tre commission a estimé qu'il revenait au Sénat, et non à l'Assemblée nationale, **d'examiner en premier lieu le mode de scrutin pour l'élection des conseillers territoriaux**. À ce titre, elle tient à rappeler que le gouvernement avait formulé des engagements en ce sens en première lecture, et que c'est pour ce motif qu'il avait donné un avis défavorable à tous les amendements ayant un impact sur le régime électoral des futurs conseillers territoriaux.

En outre, pour des raisons diverses tenant notamment à la **volonté de préserver le pluralisme et la parité**, la majorité des membres de votre commission des lois s'est opposée à la mise en place d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection des conseillers territoriaux.

Votre commission a donc **supprimé** l'article 1^{er} A.

Article 1er B

(art. L. 210-1 du code électoral)

Seuil de passage au second tour pour les élections cantonales

Cet article, **d'application immédiate**, limite la possibilité d'accéder au second tour des élections cantonales aux seuls candidats ayant obtenu, lors du premier tour, un nombre de suffrages au moins égal à **12,5 % des électeurs inscrits**.

Adopté en séance publique à l'initiative de M. Dominique Perben, rapporteur, et avec l'avis favorable du gouvernement, cet article additionnel, inséré par les députés, prévoit un **relèvement du seuil de passage au second tour pour les élections locales** et un alignement du mode de scrutin applicable aux conseillers généraux -et donc, aux termes de l'article 1^{er} A dans sa rédaction issue des travaux de l'Assemblée nationale, aux futurs conseillers territoriaux- sur le système en vigueur pour les élections législatives¹ : en effet, en l'état actuel du droit, les candidats aux élections cantonales peuvent accéder au second tour dès lors qu'ils ont obtenu un nombre de voix égal à 10 % des électeurs inscrits (article L. 210-1 du code électoral)².

¹ Article L. 162 du code électoral, troisième alinéa.

² Ce seuil de passage au second tour est de 10 % des suffrages exprimés pour les élections régionales (article L. 346 du même code)

M. Dominique Perben a souligné que cet amendement était justifié par la volonté d'« *apporter une solution équilibrée à la recherche d'une bonne légitimité* » des conseillers territoriaux puisque, avec un tel seuil, « *la probabilité est forte que la personne élue obtienne finalement plus de 50 % des suffrages exprimés* »¹. Il s'agit donc à la fois :

- d'une **réponse pertinente aux critiques adressées au mode de scrutin mixte à un tour** qui avait été initialement proposé par le gouvernement et qui était accusé de favoriser l'élection de candidats dénués d'une majorité large, et en conséquence peu légitimes aux yeux des citoyens ;

- d'une **prise en compte des préoccupations exprimées par les associations d'élus locaux** : entendu par votre rapporteur, notre collègue Yves Krattinger, représentant de l'ADF, a ainsi marqué son accord avec le relèvement du seuil de passage au second tour, qui lui a semblé de nature à assurer la totale légitimité des élus locaux.

Votre commission a estimé que son opposition à ce que les caractéristiques du mode de scrutin des conseillers territoriaux figure dans le présent projet de loi, ne l'empêchait pas d'apporter son soutien à cet article additionnel, qui entrera en vigueur dès la promulgation de la présente loi et **pourra donc être appliqué lors des élections cantonales de 2011.**

Ainsi, souhaitant doter les élus locaux d'une assise démocratique forte et indiscutable, **votre commission des lois a adopté l'article 1^{er} B sans modification.**

Article 1er bis

(art. L. 4131-2, L. 4133-4 et L. 4133-6-1 nouveau
du code général des collectivités territoriales)

Adaptation des modalités de fonctionnement des conseils régionaux à la création des conseillers territoriaux

Inséré par l'Assemblée nationale en séance publique à l'initiative de M. Dominique Perben, rapporteur, cet article modifie certaines dispositions relatives au fonctionnement des conseils régionaux afin de les **adapter à la mise en place des conseillers territoriaux** -c'est-à-dire à une réforme qui implique, mécaniquement, une forte augmentation de leurs effectifs.

¹ Avec un taux d'abstention s'élevant à 40 %, le seuil de 12,5 % des inscrits équivaut en effet à 20,9 % des suffrages exprimés.

- **La modification des dispositions relatives au fonctionnement de la commission permanente du conseil régional**

Dans ce cadre, l'Assemblée nationale a voulu à la fois :

- **renforcer les prérogatives de la commission permanente** du conseil régional, afin de permettre à une formation restreinte de régler des affaires qui ne nécessitent pas la présence de l'ensemble du conseil régional (c'est-à-dire, après la réforme, d'au moins une centaine d'élus) et de **faciliter, par ce biais, la gestion courante de la région ;**

- **garantir que la commission permanente reste une structure souple**, en plafonnant le nombre de ses membres.

Tout d'abord, le présent article modifie l'article L. 4131-2 du code général des collectivités territoriales, qui fixe la liste des autorités régionales et qui, dans ce cadre, dispose notamment que le conseil régional concourt, par ses délibérations, à l'administration de la région. Ainsi, cet article prévoirait désormais que **les délibérations de la commission permanente remplissent elles aussi ce rôle.**

En outre, l'article 1^{er} *bis* introduit un nouvel article L. 4133-6-1, qui **déterminerait les modalités de définition des compétences de la commission permanente** du conseil régional. En effet, dans sa rédaction actuellement en vigueur, le code général des collectivités territoriales ne contient aucune disposition régissant cette question : l'Assemblée nationale a donc jugé nécessaire de préciser ce point. Ainsi, les compétences de la commission permanente seraient **fixées par une délibération du conseil régional, dans un délai de trois mois** à compter de son renouvellement.

Votre rapporteur rappelle que, en l'état actuel du droit, il est déjà **impossible au conseil régional de déléguer ses compétences en matière budgétaire à la commission permanente** : l'article L. 4221-5 du code général des collectivités territoriales interdit ainsi à cette dernière d'interférer dans le vote du budget et dans l'approbation du compte administratif de la région. Les députés ont maintenu cette interdiction.

Pour mieux encadrer l'action de la commission permanente -qui, dans l'esprit des députés, n'a pas vocation à devenir un second conseil régional ni à concurrencer l'institution dont elle est issue-, le code préciserait que la commission permanente exerce les compétences qui lui ont été confiées « **sous le contrôle** » du conseil régional.

Parallèlement, pour faire en sorte que la commission permanente puisse prendre des délibérations facilement et rapidement -et donc, pour garantir que son renforcement soit effectivement un gage de simplification du fonctionnement de la région-, **le présent article encadre le nombre maximal de ses membres.**

Actuellement, seul le nombre de vice-présidents est plafonné par le code général des collectivités territoriales ; ce plafond est fixé, par l'article L. 4133-4, à un tiers de l'effectif total du conseil régional. Or, l'Assemblée nationale a considéré que **ces dispositions perdraient de leur utilité et de leur pertinence en 2014**, lorsque les effectifs des conseils régionaux croîtront de manière substantielle.

Dès lors, pour éviter que la création des conseillers territoriaux ne provoque une explosion du nombre de membres de la commission permanente, les députés ont prévu que **l'effectif total de la commission permanente** (et non plus seulement le nombre de ses vice-présidents) **ne pourrait dépasser le tiers de celui du conseil régional**.

- **La position de votre commission des lois**

Par **cohérence** avec la position générale qu'elle a adoptée sur les dispositions relatives au régime électoral des conseillers, votre commission a **supprimé** l'article 1^{er} *bis*.

Article 1er ter

**Fixation du nombre de conseillers territoriaux
dans chaque département et dans chaque région**

Résultant d'un amendement du gouvernement adopté par les députés en séance publique, cet article fixe le nombre de conseillers territoriaux dans chaque région et leur répartition par département.

- **Le dispositif adopté par l'Assemblée nationale**

La détermination du nombre de cantons par département et par région (et, partant, du nombre de conseillers territoriaux) devait, selon les projets initiaux du gouvernement, être **effectuée par ordonnance**. Cette option avait d'abord été retenue par le projet de loi relatif à l'élection des conseillers territoriaux et au renforcement de la démocratie locale, dont l'article 14 autorisait le gouvernement à arrêter, dans les conditions fixées par l'article 38 de la Constitution et après « *l'avis public de la commission constituée dans les conditions prévues pour la commission indépendante régie par l'article 25 de la Constitution* », le tableau de répartition des conseillers territoriaux. **Les critères encadrant cette habilitation étaient relativement flous** puisqu'ils n'imposaient au gouvernement que de respecter l'impératif constitutionnel d'égalité devant le suffrage et de tenir compte « *notamment des impératifs de permettre la bonne administration du département et de la région [...] et d'assurer une représentation effective des territoires au sein des conseils régionaux* ».

Le souhait du gouvernement de recourir aux ordonnances de l'article 38 de la Constitution avait ensuite été **repris dans un amendement présenté à la commission des lois de l'Assemblée nationale**, par lequel le gouvernement sollicitait une habilitation du Parlement pour fixer les effectifs des conseils généraux et des conseils régionaux en tenant compte « *notamment de la population, de la carte cantonale actuelle, du nombre des communes et de l'étendue des départements* ». L'amendement précisait également qu'aucun conseil général ne pourrait compter moins de 15 conseillers territoriaux, et qu'aucun conseil régional ne pourrait en compter plus de 300.

En outre, le gouvernement entendait ensuite **procéder au découpage des cantons** -qui peut valablement être effectué par voie réglementaire, selon la jurisprudence constitutionnelle¹- après **avis public d'une commission indépendante** constituée sur le modèle de la commission de l'article 25 de la Constitution

La commission des lois de l'Assemblée nationale ayant repoussé cet amendement, le gouvernement a déposé en séance publique un amendement auquel était annexé le **tableau de répartition** des conseillers territoriaux par département et par région. Cet amendement a été **adopté** par les députés.

Les effectifs des conseils généraux et régionaux, tels qu'établis par ce tableau :

- permettraient à chaque conseil général de disposer d'un **minimum de 15 conseillers territoriaux**. Ce plancher correspond à l'effectif du conseil général du Territoire de Belfort qui, à l'heure actuelle, est celui qui compte le moins d'élus. Selon le gouvernement, il s'agit de concilier la nécessité de donner à chaque département un nombre d'élus lui permettant de s'administrer efficacement et effectivement, d'une part, et la volonté d'éviter une explosion des effectifs des conseils régionaux, dont la composition doit être conçue dans le respect du principe d'égalité des citoyens devant le suffrage, et donc en attribuant aux départements membres de la région un nombre de membres du conseil régional proportionnel à leur population ;

- éviteraient que les conseils régionaux ne deviennent des assemblées pléthoriques : à cette fin, un **maximum de 310 membres** serait fixé ;

- assureraient que la représentation de chaque département au sein du conseil régional soit fonction de son poids démographique. La proportion de conseillers territoriaux attribuée à chaque département dans le conseil régional s'inscrirait, dès lors, dans une fourchette de plus ou moins 20 % par rapport au quotient démographique dudit département dans la région². Le gouvernement entend ainsi assurer le respect du **principe d'égalité des citoyens devant le suffrage** ;

¹ Décision constitutionnelle n° 86-208 DC du 2 juillet 1986, considérant 17.

² En d'autres termes, le quotient (nombre de conseillers territoriaux du département / nombre de conseillers territoriaux dans le conseil régional) ne pourrait s'écarter de plus ou moins 20 % par rapport au quotient (population du département / population de la région).

- tiendraient compte de la situation particulière des **départements dont la population est très inférieure à celle des autres départements de la région** : les Alpes-de-Haute-Provence, les Hautes-Alpes, la Lozère et la Meuse bénéficieraient ainsi d'un régime dérogatoire, et se verraient attribuer un nombre de conseillers territoriaux sensiblement supérieur à celui qu'ils auraient dû avoir au vu de leur poids démographique relatif ;

- tiendraient compte de la carte cantonale actuelle : le gouvernement s'est en effet attaché à éviter que le nombre d'élus dans un département ne **varie de plus de 25 %** par rapport à la situation actuelle, notamment dans **les départements ruraux** ;

- porteraient le nombre total des élus départementaux et régionaux à **3471**, contre près de 6000 actuellement.

Au total, les effectifs des conseils régionaux en métropole varieraient de 66 (en Alsace) à 309 (pour l'Île-de-France), tandis que ceux des conseils généraux iraient de 15 à 91 conseillers territoriaux.

- **La position de votre commission des lois**

Votre rapporteur a estimé que le présent tableau constituait un progrès très substantiel en termes d'égalité des citoyens devant le suffrage.

En effet, si la répartition des conseillers régionaux par département, telle qu'elle résulte du système de sections départementales créé par la loi n° 2003-327 du 11 avril 2003, respecte l'impératif d'égale représentation des citoyens quel que soit le département dans lequel ils résident, il n'en est pas de même pour les **conseillers généraux, qui sont élus dans des cantons très inégalement peuplés**. Ainsi, les écarts démographiques entre cantons sont considérables : au sein d'un même département, l'écart de représentation entre le canton le moins peuplé et le canton le plus peuplé correspond aujourd'hui à un rapport de 1 à 20 dans une vingtaine de départements, et peut atteindre un rapport de 1 à 45¹. Une telle situation est contraire au principe constitutionnel d'égalité devant le suffrage, qui implique que la voix de chaque électeur ait un poids similaire au sein du conseil régional quel que soit le département où il réside.

Votre rapporteur a donc jugé que le tableau de l'article 1^{er} ter constituait une avancée démocratique majeure, dans la mesure où il aurait pour effet de réduire sensiblement les écarts de population entre les cantons d'une même région (et, *a fortiori*, d'un même département).

Toutefois, en cohérence avec sa volonté de voir le Sénat se prononcer en premier lieu sur le régime électoral des futurs conseillers territoriaux, la commission a **supprimé** l'article 1^{er} ter.

¹ Entre les cantons de Montpellier X et du Caylar (Hérault).

Article 1er quater
Délimitation des cantons

Cet article fixe les principes auquel le pouvoir réglementaire devra se conformer lorsqu'il délimitera les cantons ; il résulte de l'adoption par les députés, en séance publique, d'un amendement du gouvernement.

Il prévoit tout d'abord que les futurs cantons seront compris dans les limites des **circonscriptions législatives** : cette précision est le symétrique de l'article 2 de la loi n° 2009-39, qui habilitait le gouvernement à procéder, par ordonnance, au découpage des circonscriptions législatives, et qui prévoyait notamment que « *tout canton constitué par un territoire continu, dont la population est inférieure à 40 000 habitants* » devrait être compris dans une seule circonscription.

De même, toute **commune dont la population est inférieure à 3 500 habitants** devrait être incluse dans un même canton.

Marquant encore une fois son désaccord avec la méthode employée par le gouvernement, votre commission a **supprimé** l'article 1^{er} *quater*.

Article 1er quinquies
Remplacement des conseillers territoriaux

Le présent article fixe les modalités de remplacement des conseillers territoriaux, qui seraient désormais remplacés quelle que soit la cause pour laquelle ils n'occupent plus leur siège, par un remplaçant de sexe opposé.

Inséré par l'Assemblée nationale à l'occasion de l'examen du présent texte en séance publique et à l'initiative du gouvernement, cet article **reprend, sur le fond, l'article 5 de la proposition de loi présentée par Mme Chantal Brunel** et plusieurs de ses collègues du groupe UMP¹.

Le législateur avait, avec les **lois n° 2007-128 du 31 janvier 2007** et n° 2008-157 du 26 février 2008, modifié l'article L. 221 du code électoral afin d'obliger les candidats aux élections cantonales à se présenter avec un remplaçant de sexe opposé, et de prévoir que ce remplaçant serait amené à prendre leur siège en cas de décès, de démission, de présomption d'absence ou d'acceptation des fonctions de membre du Conseil constitutionnel. Il est toutefois apparu que ces dispositions ne couvraient pas l'ensemble des cas possibles et que, pour faciliter l'accès effectif des femmes (qui sont, le plus souvent, cantonnées à la fonction de remplaçante, comme en témoigne le faible nombre de femmes élues lors des élections cantonales de mars 2008), il était nécessaire d'en élargir la rédaction. Il s'agit donc de **renforcer l'efficacité du « ticket paritaire » instauré en 2007**.

¹ Proposition de loi n° 2529, treizième législature.

Pour ce faire, le présent article prévoit que les conseillers territoriaux dont le siège devient vacant « *pour quelque cause que ce soit* » devront être remplacés par une personne de sexe opposé.

Par cohérence avec la position adoptée aux articles précédents, votre commission des lois a **supprimé** l'article 1^{er} *quinquies*.

CHAPITRE II ÉLECTION ET COMPOSITION DES CONSEILS COMMUNAUTAIRES

Article 2

(art. L. 5211-6, L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-7, L. 5214-7,
L. 5215-10, L. 5216-3 du code général des collectivités territoriales,
et art. L. 46-1 du code électoral)

Élection des délégués des communes-membres des EPCI à fiscalité propre au suffrage universel direct

Cet article institue une **élection au suffrage universel direct** des représentants des communes-membres au sein des **EPCI à fiscalité propre** (c'est-à-dire dans les métropoles, les communautés urbaines, les communautés d'agglomération et les communautés de communes), selon un **système de « fléchage »** inspiré du mode de scrutin applicable à Paris, à Lyon et à Marseille.

Conformément à l'article 37 du présent texte, ces dispositions n'entreront en application qu'à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux, en mars 2014.

- **Le texte adopté par le Sénat**

Lors de l'examen du présent projet de loi en première lecture, votre commission avait opéré des clarifications rédactionnelles pour distinguer plus nettement la situation des communes appartenant à un EPCI à fiscalité propre, et celles qui font partie d'un syndicat de communes et qui continueront de désigner leurs délégués au suffrage universel indirect, ces derniers étant élus par le conseil municipal.

En séance publique, le Sénat avait ensuite adopté **deux amendements** visant à :

- préciser que l'élection des conseillers communautaires aurait lieu « *dans le cadre de l'élection municipale* » (amendement présenté par notre collègue Marie-Agnès Labarre) ;

- prévoir la désignation d'un **délégué suppléant par les communes ne disposant que d'un seul délégué** et lorsque ce dernier n'a pas donné procuration à un autre délégué (amendement présenté par notre ancien collègue Michel Charasse). Il s'agissait ainsi de garantir que les intérêts des petites communes seraient toujours représentés au sein du conseil communautaire. Cet amendement a été sous-amendé par notre collègue Pierre-Yves Collombat pour tenir compte de la situation particulière des communautés urbaines, ce système risquant alors de poser de nombreux problèmes pratiques au vu du nombre important de communes qui ne disposent que d'un délégué. La possibilité de désigner un délégué suppléant a donc été limitée aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération.

- **Les modifications apportées par l'Assemblée nationale**

Outre des amendements rédactionnels et de cohérence, l'Assemblée nationale a adopté plusieurs amendements qui modifient, à la marge, le texte adopté par le Sénat.

Tout d'abord, au 1° du présent article, les députés ont adopté un **amendement** présenté par M. Bernard Derosier et plusieurs de ses collègues du groupe socialiste afin de préciser que le délégué suppléant désigné par les petites communes devrait **être de sexe différent de celui du titulaire lorsque les conseillers municipaux sont élus au scrutin de liste**. Cette restriction découle du fait que, comme le rappelait M. Dominique Perben, rapporteur, le système de délégué suppléant est réservé aux petites communes, si bien que l'obligation de désigner un délégué de sexe opposé à celui du titulaire pourrait poser problème dans les communes dont les conseillers sont élus sur des listes non paritaires et qui peuvent, en conséquence, avoir un conseil municipal exclusivement masculin.

Ensuite, l'Assemblée nationale a donné de nouvelles prérogatives aux communes associées des communes-membres des EPCI à fiscalité propre. Plus précisément :

- elle a précisé que les **communes associées** créées en application de la loi Marcellin de 1978 seraient représentées par un délégué *ad hoc* dès lors qu'elles représentent plus de la moitié de la population de la commune issue de la fusion et que cette dernière dispose de plus d'un siège au sein du conseil communautaire. Ce siège s'imputera sur le contingent de délégués attribué à la commune nouvelle, et sera attribué au maire délégué de la commune associée si sa population est inférieure à 500 habitants. Cette possibilité ne sera ouverte **que dans les comités syndicaux** -c'est-à-dire seulement dans les syndicats de communes, et non dans les EPCI à fiscalité propre (amendement de M. Emile Blessig) ;

- elle a adopté, en séance publique, un amendement présenté par M. Etienne Pinte et plusieurs de ses collègues, modifiant l'article L. 46-1 du code électoral pour y **fixer le régime d'incompatibilités applicable aux élus siégeant dans les EPCI** : ceux-ci ne pourraient pas cumuler ce mandat avec les fonctions à haute responsabilité (directeur général des services, directeur général des services adjoint, directeur ou chef de cabinet) au sein de l'EPCI.

- **La position de votre commission des lois**

Votre commission des lois soutient ces innovations, qui sont de nature à renforcer la démocratie intercommunale et à favoriser la parité au sein des conseils communautaires.

Néanmoins :

- elle a adopté un **amendement** de notre collègue Dominique de Legge qui réécrit les dispositions relatives à la représentation des communes associées, en y supprimant la référence à un seuil de 500 habitants. Il convient en effet ne pas préjuger des choix du Parlement, qui sera amené à s'exprimer ultérieurement sur l'abaissement du seuil de passage au scrutin de liste pour les élections municipales ; or, **la rédaction issue de l'amendement de M. Blessig semble tenir pour acquis que ce seuil sera fixé à 500 habitants**. Il est donc nécessaire de la rectifier en privilégiant une rédaction plus ouverte :

- supprimer les dispositions relatives au régime d'incompatibilités des conseillers communautaires. En effet, celles-ci sont **mal placées dans le code électoral** (elles sont insérées dans l'article L. 46-1 du code, qui concerne les conseillers municipaux, les conseillers généraux et les députés, et qui fixe les incompatibilités « mandat-mandat », alors que l'amendement vise à mettre en place des incompatibilités « mandat-fonctions ») et ne sont pas rédigées de manière satisfaisante. En outre, elles **relèvent du projet de loi n° 61** relatif au renforcement de la démocratie locale, plutôt que du présent texte ;

- améliorer la qualité rédactionnelle du texte.

Votre commission a **adopté l'article 2 ainsi rédigé**.

Article 3

(art. L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 nouveaux, L. 5211-5-1, L. 5211-10, L. 5211-20-1, L. 5211-41-1 à L. 5211-41-3, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales)

Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires

Cet article détermine le nombre et la répartition des sièges dans les organes délibérants des EPCI à fiscalité propre (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération et communautés de communes).

L'article 37 du présent texte prévoit l'entrée en application de ce dispositif en mars 2014, au prochain renouvellement général des conseils municipaux, pour tous les EPCI créés antérieurement à la publication de ce projet de loi.

- **Le dispositif adopté par le Sénat**

En première lecture, le Sénat avait sensiblement modifié le dispositif figurant dans le projet de loi initialement déposé par le gouvernement.

Le texte initial du gouvernement prévoyait, afin que le poids respectif des communes-membres au sein du conseil communautaire reflète leur importance démographique, de **fixer le nombre total de membres de l'organe délibérant par le biais d'un tableau, puis de procéder à une répartition des sièges strictement proportionnelle à la population**, sous réserve que chaque commune dispose d'au moins un siège et qu'aucune commune ne se voie attribuer plus de la moitié des sièges. En d'autres termes, **la composition des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre aurait été déterminée directement par la loi**, privant les communautés de communes et d'agglomération de la capacité de conclure des accords locaux amiables, comme elles le font actuellement.

Votre commission avait alors considéré que ce système n'était **pas conforme à l'esprit de négociation et de consensus qui caractérise le fait intercommunal** et que le tableau créé par le gouvernement défavorisait les villes moyennes. Toutefois, elle ne disposait pas d'éléments suffisants pour amender ce mécanisme en profondeur. Dès lors, à l'initiative du rapporteur, elle s'était limitée à prévoir que les communes pourraient fixer librement le nombre et la répartition des sièges au sein des conseils communautaires, à condition d'atteindre un accord à la « super-majorité qualifiée » (deux tiers des communes représentant au moins deux tiers de la population) et de respecter certaines règles fondamentales ; elle avait, en outre, marqué son intention de modifier le système de répartition des sièges en séance publique.

La Haute Assemblée avait finalement prévu, après avoir modifié le texte de votre commission en adoptant les **amendements** de nos collègues, Gérard Collomb, Pierre Hérisson, Pierre Jarlier et de l'ancien sénateur Michel Charasse :

- que la répartition des sièges entre les communes au sein des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre devrait « *assurer la représentation des territoires sur une base démographique et territoriale* » ;

- que, **dans les communautés de communes et d'agglomération**, les sièges pourraient être librement répartis entre les communes-membres dès lors que ces dernières atteignent un **accord à la majorité qualifiée** (deux tiers des communes représentant au moins la moitié de la population, ou la moitié des communes représentant au moins les deux tiers de la population totale de l'EPCI) ; la répartition des sièges issue de cet accord devrait, en tout état de cause, tenir compte de la démographie. Chaque commune devrait disposer

d'au moins un siège et aucune commune ne devait se voir attribuer plus de la moitié des sièges. La commission des lois de l'Assemblée nationale a qualifié cette procédure de « *procédure négociée* » ;

- **à défaut d'accord ou dans les métropoles et les communautés urbaines**, que le nombre total de sièges serait fixé par un tableau. La répartition des sièges entre les communes-membres était ensuite effectuée à la représentation proportionnelle selon la règle de la plus forte moyenne. Dans un troisième temps, les petites communes (c'est-à-dire celles dont la population est inférieure au quotient démographique de l'EPCI et qui n'avaient, de ce fait, obtenu aucun siège en application du système de répartition proportionnelle) se voyaient attribuer un siège au-delà de l'effectif total fixé par le tableau. En outre, des règles spécifiques étaient instituées pour éviter qu'une commune ne dispose de plus de la moitié des sièges ou d'un nombre de sièges supérieur au nombre de ses conseillers municipaux. Enfin, un nombre de sièges égal, au maximum, à 10 % de l'effectif total du conseil communautaire pouvait être créé et librement réparti à la majorité qualifiée et avec l'accord de la ville-centre. La répartition de ces 10 % de sièges supplémentaires peut conduire à attribuer plus de 50 % des sièges à une commune-membre dans les métropoles et les communautés de communes.

Il s'agit alors, pour reprendre l'expression de M. Dominique Perben, d'une « *procédure organisée* ».

Le présent article fixait ensuite les modalités de répartition des sièges en cas de création d'un nouvel EPCI à fiscalité propre ou d'extension de l'EPCI, en cas de retrait d'une ou plusieurs communes-membres, et en cas de création d'une commune nouvelle en lieu et place de plusieurs communes-membres.

En outre, adoptant un amendement de notre collègue Nathalie Goulet contre l'avis de votre commission et du gouvernement, le Sénat a prévu la constitution d'un **collège spécifique** dans tous les EPCI comprenant des **communes de montagne** au sens de la loi du 9 janvier 1985, pour assurer la représentation desdites communes ; ce collège aurait donné son accord, à la majorité qualifiée, préalablement à toute prise de décision ayant un impact sur la vie des populations de montagne.

Enfin, le Sénat avait modifié les dispositions relatives au **nombre de vice-présidents pour chaque conseil communautaire** : alors que le texte du gouvernement prévoyait deux plafonds cumulatifs (20 % de l'effectif total de l'organe délibérant ou 15 vice-présidents¹), la Haute Assemblée avait souhaité se limiter à un seul maximum, exprimé en valeur absolue (15 vice-présidents, quelle que soit la taille de l'organe délibérant).

¹ Pour limiter la brutalité de ce système, le texte du Gouvernement prévoyait également que tout organe délibérant, quelle que soit sa taille, pourrait disposer de quatre vice-présidents.

- **Les modifications apportées par l'Assemblée nationale**

Tout en maintenant les grandes lignes du dispositif voté par le Sénat, les députés y ont apporté des modifications importantes.

Tout d'abord, la **commission des lois de l'Assemblée nationale** a adopté quelques amendements rédactionnels et de coordination.

Sur le fond, elle a :

- **supprimé l'accord de la ville-centre** (i.e. de la commune la plus peuplée, représentant au moins le quart de la population totale de l'EPCI) pour la création et la répartition des 10 % de sièges supplémentaires prévus par le IV du nouvel article L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales (amendements de MM. Michel Piron et Bernard Derosier) ;

- marqué son accord avec la « **clause de rendez-vous** » que votre commission avait mise en place pour actualiser le nombre et la répartition des sièges avant chaque renouvellement général des conseils municipaux dans les EPCI ayant eu recours aux II et III du nouvel article L. 5211-6-1 (c'est-à-dire n'ayant pas réussi à conclure un accord à la majorité qualifiée) : dès lors, elle a adopté un amendement de MM. Pierre Morel-A-L'Huissier et Michel Piron afin d'étendre ce mécanisme à l'ensemble des EPCI à fiscalité propre ;

- supprimé les dispositions tendant à instaurer une représentation spécifique des **communes de montagne** (amendement du rapporteur) ;

- rétabli le texte du gouvernement concernant le **nombre de vice-présidents** dans les conseils communautaires.

Le présent article a connu de nouvelles **modifications en séance publique** :

- le **nombre total de sièges** pouvant être créé par les EPCI régis par un **accord** entre les communes-membres **a été plafonné**, afin de garantir qu'il ne dépasse pas le nombre de sièges qui aurait résulté de l'application de la « *procédure organisée* » ;

- afin que le principe de représentation des territoires ne prenne pas le pas, de manière excessive, sur la nécessité d'assurer le respect de l'égalité démographique entre les citoyens de chaque commune-membre, l'Assemblée nationale a adopté un amendement de Mme Cécile Dumoulin prévoyant que si, dans les communautés de communes et les communautés d'agglomération, le nombre de sièges attribué aux communes dont la population est inférieure au quotient démographique de l'EPCI dépasse 30 % du nombre total des sièges du conseil communautaire, **10 % de sièges supplémentaires seraient créés et répartis à la représentation proportionnelle** entre les communes-membres. Le rapporteur de la commission des lois a sous-amendé cet amendement afin de préciser que, dans ce cas, l'EPCI ne pourrait plus faire usage de la faculté prévue au IV, qui l'autorise à créer et à répartir librement 10 % de sièges.

- **La position de votre commission des lois**

Votre commission a estimé que les modifications apportées par l'Assemblée nationale constituaient de réelles avancées et respectaient l'esprit du texte adopté par le Sénat, dont tous les éléments fondamentaux ont été conservés et approfondis.

Dès lors, elle a **adopté** l'article 3 **sans modification**.

Article 3 bis

Parité dans les organes délibérants des EPCI

En séance publique, le Sénat a examiné un amendement de notre collègue Bernadette Bourzai portant article additionnel après l'article 3 et prévoyant que « *la composition des organes délibérants des EPCI favorise la parité* ». Malgré **l'avis défavorable du rapporteur et du gouvernement** qui considéraient qu'un tel débat devait être mené lors de l'examen du projet de loi relatif à l'élection des conseillers territoriaux et au renforcement de la démocratie locale et qu'il était satisfait par la mise en place d'une élection des conseillers communautaires « par fléchage », cet amendement a été adopté.

Cet article a été supprimé par la commission des lois de l'Assemblée nationale.

Conformément à sa position initiale, votre commission considère que cet article est inutile et **dénué de portée normative**. En conséquence, elle a **maintenu sa suppression**.

Article 4

(art. L. 4241-1 du code général des collectivités territoriales)

**Prérogatives du conseil économique, social
et environnemental régional**

Le présent article visait à renforcer les compétences des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (CESER) en prévoyant leur consultation obligatoire par le président du conseil régional sur les « *orientations générales dans le domaine de l'environnement* ».

L'Assemblée nationale a supprimé cet article, en soulignant qu'il était sans lien réel avec le présent projet de loi et que, en outre, il était satisfait par l'article 100 du projet de loi « Grenelle II ».

Constatant que les députés avaient effectivement repris, mot pour mot, le dispositif adopté par le Sénat dans le projet de loi portant engagement national pour l'environnement (nouveau paragraphe IV de l'article 100), votre commission a **maintenu cette suppression**.

TITRE II ADAPTATION DES STRUCTURES À LA DIVERSITÉ DES TERRITOIRES

Article 5 A

(art. L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales)
Conditions de création de certains EPCI à fiscalité propre

Cet article résulte d'une initiative de notre collègue Jean-René Lecerf, reprise par la commission.

Il modifie les conditions de création des EPCI.

A l'origine, dans le texte adopté par le Sénat en première lecture, il visait les plus intégrés : métropoles¹, communautés urbaines et d'agglomération.

• **Le Sénat**, par cet article, a souhaité prendre en compte la situation de périmètres rassemblant des collectivités de taille comparable qui contribuent pareillement au développement du périmètre intercommunal.

Au terme du texte qu'il a adopté, la création de l'établissement doit non seulement recueillir l'accord des 2/3 au moins des conseils municipaux intéressés représentant plus de la moitié de la population totale ou l'inverse, mais aussi le consentement des communes dont la population est supérieure **au tiers** de la population totale.

Rappelons qu'aujourd'hui, il s'agit de l'accord de la commune dont la population est supérieure à la moitié de la population concernée ou, à défaut, la plus peuplée (pour la création d'un syndicat ou d'une communauté de communes, les communes dont la population est supérieure au quart de la population totale).

• **L'Assemblée nationale**, sur proposition de sa commission des lois, a assoupli le texte du Sénat car elle a craint que la multiplication des droits de veto entrave la création des intercommunalités (et par référence, leur transformation).

¹ Cf. *infra* article 6.

Sa commission des lois a, cependant, déclaré prendre en compte le souci exprimé par le Sénat. Mais elle a étendu à l'ensemble des catégories d'EPCI à fiscalité propre (communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaines, métropoles), la règle de l'accord d'une seule commune, celle dont la population est égale au quart de la population totale.

• **La position de la commission des lois**

Pour M. Jean-René Lecerf, « *il ne faut pas discriminer entre les communes démographiquement importantes* ». En conséquence, sur sa proposition, la commission est revenue au principe du texte adopté par le Sénat en première lecture : accorder le droit de veto aux communes les plus peuplées.

Cependant, d'une part, elle a conservé le seuil démographique figurant dans le texte de l'Assemblée nationale -le quart de la population totale- et, d'autre part, elle a maintenu la généralisation de ce principe à l'ensemble des catégories d'EPCI.

Outre une rectification rédactionnelle, la commission des lois a adopté l'article 5 A **ainsi modifié**.

Article 5 B

(art. L. 5211-41-1 du code général des collectivités territoriales)

Conditions de transformation d'un EPCI en communauté d'agglomération, communauté urbaine ou métropole

L'insertion de cet article a également été initiée par le sénateur Jean-René Lecerf et portée par votre commission des lois.

Il étend la modification introduite à l'article 5 A au cas de transformation d'un EPCI à fiscalité propre en communauté d'agglomération, communauté urbaine ou métropole¹, accompagnée d'une extension de périmètre.

L'Assemblée nationale, comme dans le cas de la création de l'établissement, a limité le droit de veto à la commune la plus peuplée à condition qu'elle représente plus du quart de la population concernée au lieu, comme l'a décidé le Sénat, les communes dont la population est supérieure au tiers de la population globale.

Ce faisant, les députés ont assoupli les conditions de transformation-extension de l'EPCI.

¹ Cf. *infra* article 6.

• Par coordination avec la position retenue à l'article 5 A, la **commission des lois**, à l'initiative de notre collègue Jean-René Lecerf, a rétabli l'attribution d'un droit de veto aux communes les plus peuplées, celles dont la population est supérieure au quart de la population concernée.

Elle a adopté l'article 5 B **ainsi modifié**.

CHAPITRE PREMIER MÉTROPOLES

Article 5

(art. L. 5217-1 à L. 5217-21 [nouveaux]
du code général des collectivités territoriales)

Organisation de la métropole

L'article 5 institue une nouvelle catégorie d'EPCI à fiscalité propre, la plus intégrée de toutes : la **métropole**.

• Un dispositif validé par le Sénat dans le respect de l'autonomie communale

En première lecture, suivant la position de sa commission des lois, le Sénat a approuvé la création de ce nouvel outil de coopération en retenant un dispositif respectant l'autonomie locale :

- souhaitant **concilier** la nécessité de favoriser le **rayonnement des métropoles** et celle de préserver la **gestion de proximité**, il a, sur la proposition de son rapporteur, de Mme Jacqueline Gourault et de M. Gérard Collomb, maintenu au maire sa compétence en matière d'autorisations d'urbanisme et introduit la notion d'intérêt métropolitain pour le transfert des équipements.

Le projet de plan local d'urbanisme serait soumis pour avis aux conseils municipaux, conformément à l'amendement de M. Roland Povinelli souhaitant « *garantir l'association des communes à l'établissement de ce document structurant* » ;

- pour **conforter le régime des métropoles**, la Haute assemblée a, à l'initiative de son rapporteur :

- prévu un nouveau cas de création d'une métropole, celui de la fusion-transformation instituée à l'article 20 ;

- précisé la procédure de transfert de plein droit du bloc économique du département et de la région en cas d'échec de la procédure conventionnelle ;

- fixé dans la loi la présidence de la commission chargée de procéder au transfert définitif de propriété des biens et droits utilisés pour l'exercice des compétences transférées à la métropole, selon le cas, par les communes, le département et la région : le président de cette commission sera élu en son sein par celle-ci. En outre, sur la proposition du sénateur Jean-Claude Peyronnet, l'ensemble des maires concernés par les transferts seront membres de la commission ;

- clarifié les dispositions régissant les transferts de service en distinguant, d'une part, les cas de transfert de plein droit ou conventionnel et en confiant, d'autre part, à la convention, et non au décret, le soin de fixer la date du transfert définitif ;

- précisé le contenu des conventions et les modalités de transfert des services ainsi que la situation des personnels qui y sont affectés, notamment celle des non-titulaires : ces agents conserveront, à titre individuel, le bénéfice de leur contrat et les services qu'ils auront accomplis dans la collectivité d'origine seront assimilés à des services accomplis dans la métropole. Notons qu'à l'initiative de notre collègue Nicole Borvo Cohen-Seat, d'une part, les modalités des transferts seront soumises aux comités techniques paritaires et, d'autre part, les fonctionnaires conserveront, s'ils y ont intérêt, le bénéfice de leur régime indemnitaire ;

- prévu le cas spécifique des fonctionnaires d'Etat détachés sans limitation de durée auprès du département et de la région dans le cadre des transferts opérés par la loi du 13 août 2004 : ils le seront désormais auprès de la métropole ;

- souhaité permettre, dans le souci d'une gestion économe et efficace des actions métropolitaines, la mutualisation, sur les compétences partagées, des services départementaux/régionaux et métropolitains.

A l'initiative de Mme Jacqueline Gourault et de M. Gérard Collomb, le Sénat a souhaité faciliter la transformation-extension d'une communauté urbaine en métropole en permettant l'intégration de communes membres d'une communauté de communes levant la TPU et éligible à la dotation globale de fonctionnement bonifiée et, par parallélisme des formes, il a renvoyé au décret et non à un arrêté préfectoral, la décision d'étendre le périmètre de la métropole.

Le Sénat, enfin, a adopté un amendement présenté par M. Michel Charasse, pour interdire en premier lieu, dans la métropole, la création d'emplois pour remplacer les agents transférés dans les trois ans du transfert et exiger, en second lieu, la justification d'emplois nouveaux par l'augmentation des besoins ou la création de nouveaux services.

En ce qui concerne le régime fiscal de ces nouveaux EPCI, le Sénat a supprimé le transfert de la fiscalité communale à la métropole à l'initiative de votre commission, qui avait adopté en ce sens un amendement de M. Gérard Collomb et Mme Jacqueline Gourault. Ce faisant, le Sénat a aligné le régime fiscal des métropoles sur celui des communautés urbaines. En effet, les métropoles ne sont pas des collectivités territoriales de plein exercice mais des établissements publics : il ne serait donc pas cohérent de prévoir que les communes qui les composent perdent tout pouvoir de lever l'impôt.

Par cohérence, le Sénat a supprimé la participation des communes à la nouvelle commission d'évaluation des charges transférées ainsi que le versement par la métropole d'une dotation nouvelle visant à compenser le transfert à l'EPCI de l'ensemble des ressources financières des communes.

Enfin, le Sénat a souhaité que seul un accord unanime des conseils municipaux puisse autoriser le transfert de la DGF des communes à la métropole (alors que le projet de loi prévoyait un transfert obligatoire).

• **Le texte adopté par l'Assemblée nationale**

Sur la proposition de son rapporteur, sa commission des lois a souhaité « *promouvoir des métropoles plus intégrées et bien réparties sur le territoire national* », qui représenteraient « *un véritable « saut qualitatif » par rapport aux catégories d'EPCI existantes* »¹.

Le texte finalement adopté par les députés n'est pourtant pas si éloigné du dispositif retenu par le Sénat.

1. La création des métropoles

L'initiative préfectorale est écartée en cas de création par fusion-transformation ;

2. Le renforcement des compétences métropolitaines

Le rapporteur, M. Dominique Perben, a souhaité les renforcer par un élargissement des compétences exercées au lieu et place des départements et régions d'implantation.

C'est pourquoi :

a) **le bloc d'origine communal** a été enrichi par le volet « *collecte des déchets* » qui complète opportunément la compétence concernant leur élimination et leur valorisation.

Mentionnons la suppression de la consultation des communes sur le projet de PLU ainsi que l'assouplissement de la condition de majorité requise pour déterminer l'intérêt métropolitain (la majorité simple au lieu de la majorité qualifiée des 2/3) ;

¹ Cf. rapport n° 2516, tome 1 (Assemblée nationale), précité.

b) **le bloc d'origine départemental** a été enrichi tout à la fois par :

- le **transfert de plein droit** des compétences relatives aux zones d'activités et à la promotion à l'étranger du territoire et de ses activités économiques.

Force est de constater que, comme pour la région (*cf. infra*), le texte voté par les députés n'élargit pas la consistance des compétences métropolitaines : en effet, aux termes du projet sénatorial, ces compétences, certes originellement du domaine conventionnel, seront en tout état de cause transférées de plein droit à la métropole au terme d'un délai de 18 mois en cas de refus du département de consentir à son dessaisissement ;

- le **transfert conventionnel**, d'une part, de l'action sociale en faveur des personnes âgées et de l'aide sociale à l'enfance qui complète le bloc social existant et, d'autre part, de certaines compétences en matière touristique (schéma, comité), culturelle (musées) et sportive (construction, exploitation et entretien des équipements et infrastructures).

c) **le bloc d'origine régional**

- **transfert de plein droit** de la promotion à l'étranger du territoire et de ses activités économiques (*cf. supra*).

Notons que lorsqu'ils influenceront sur son territoire, la métropole sera associée de plein droit à l'élaboration, la révision et la modification des schémas et documents de planification en matière d'aménagement, de transport et d'environnement, de la compétence de l'Etat ou d'une autre collectivité.

3. Le régime juridique des métropoles

L'Assemblée nationale a réorganisé les dispositions régissant le transfert de services et réglé expressément la situation des ouvriers des parcs et ateliers mis à disposition du département.

4. Le régime fiscal et financier des métropoles

La commission des lois de l'Assemblée nationale a retenu un moyen terme entre la suppression de toute autonomie fiscale pour les communes et la position du Sénat en prévoyant **le transfert à la métropole de la taxe foncière sur les propriétés bâties**. Ce transfert a été approuvé par l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, celle-ci a également prévu que le **transfert éventuel de la DGF puisse être décidé à la majorité qualifiée** (accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressés représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité devra nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci représente plus du quart de la population totale concernée).

En outre, elle a **réinstauré la dotation de reversement de la métropole aux communes, supprimée par le Sénat**. Cette dotation serait toutefois désormais composée de deux parts, dont les montants seraient fixés par le conseil de la métropole à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés :

- la première part serait calculée, pour chaque commune, en fonction des ressources et des charges transférées entre les communes et la métropole ;

- la seconde part, versée au titre de la solidarité métropolitaine, serait calculée, pour chaque commune, en fonction de critères tenant compte prioritairement, d'une part, de l'écart entre le revenu par habitant de la commune et le revenu moyen par habitant de la métropole et, d'autre part, de l'insuffisance de potentiel fiscal ou financier par habitant de la commune au regard du potentiel fiscal ou financier communal moyen par habitant sur le territoire de la métropole.

Cette dotation de reversement constituerait une dépense obligatoire de la métropole et évoluerait chaque année selon un taux fixé par le conseil de la métropole à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

En outre, l'Assemblée nationale a décidé, dans un souci de clarté, de rebaptiser la « dotation forfaitaire » des métropoles en « dotation d'intercommunalité » puisqu'il s'agit bien d'une dotation semblable à celles versées sous ce nom aux autres catégories d'EPCI.

Enfin, elle a adopté un amendement **modifiant l'indexation de la dotation d'intercommunalité qui sera perçue par la métropole**. En effet, le projet de loi prévoit une évolution de la dotation par habitant selon un taux fixé par le comité des finances locales dans la limite du taux d'évolution de la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7 du code général des collectivités territoriales. Or, cette dotation forfaitaire, qui comprend cinq parts, a connu en 2009 une évolution légèrement négative (-0,19%) du fait de la diminution de la part « complément de garantie ». Cette évolution négative pourrait se poursuivre, notamment du fait de la revalorisation des dotations de péréquation au sein d'une DGF globalement figée. Pour tirer les conséquences de ce phénomène, la commission des lois de l'Assemblée nationale a donc proposé de remplacer l'indexation sur la dotation forfaitaire par une indexation sur la dotation de base. Celle-ci progresse en effet selon un taux compris entre 0 et 75 % du taux d'évolution de la DGF : le comité des finances locales pourra ainsi choisir pour la dotation d'intercommunalité des métropoles une évolution positive. Votre commission a d'ailleurs approuvé cette modification.

• La position de votre commission des lois

Votre rapporteur approuve tout d'abord les améliorations et apports de l'Assemblée nationale au régime des compétences métropolitaines, qui se traduisent essentiellement par la diversification des transferts du département.

Cependant, la commission y a apporté deux modifications, sur la proposition de Mme Jacqueline Gourault et de M. Gérard Collomb, qui ne remettent pas en cause l'architecture du dispositif :

- quand l'exercice d'une compétence communale est subordonnée à la reconnaissance de son intérêt métropolitain, celui-ci devra être déterminé à la majorité qualifiée des deux tiers et non à la majorité simple comme le prévoit le texte adopté par l'Assemblée nationale ;

- pour le transfert conventionnel à la métropole de compétences du département ou de la région, un délai est fixé à la signature de la convention qui doit en préciser l'étendue, les conditions financières ainsi que les conditions de transfert des services correspondants : il court sur une période de 18 mois à compter de la réception de la demande de l'EPCI.

Par ailleurs, concernant le régime fiscal des métropoles, votre commission a souhaité revenir à la position exprimée par le Sénat en première lecture, ce qui implique la **suppression des dispositions prévoyant le transfert de la TFPB des communes à la métropole.**

Il convient en effet de noter que les communes membres des EPCI les plus intégrés ne sont pas particulièrement favorisées par la réforme de la taxe professionnelle.

La loi de finances initiale pour 2010 a modifié le partage des ressources au sein du « bloc communal » dans le sens d'une plus forte intégration fiscale pour les EPCI à taxe professionnelle unique (TPU) de plein droit, qui deviennent des EPCI à fiscalité mixte de plein droit, en application du I du nouvel article 1379-0 bis du code général des impôts, à compter du 1er janvier 2011. L'EPCI perçoit ainsi désormais le produit des nouvelles impositions que constituent la cotisation foncière des entreprises (CFE), la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) et la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non bâties, ainsi que le produit de la taxe sur les surfaces commerciales (TaSCom). Il perçoit en outre le produit de la taxe d'habitation dont bénéficiait auparavant le département.

Comme auparavant, ces EPCI à fiscalité mixte pourront en outre lever une fiscalité additionnelle sur la taxe d'habitation, la taxe foncière sur les propriétés bâties et la taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Il s'ensuit que les communes membres des nouveaux EPCI à fiscalité mixte ne conserveront, à compter du 1er janvier 2011, que leurs fractions actuelles de taxe d'habitation et des taxes foncières.

Votre rapporteur a d'ailleurs observé que la commission des finances de l'Assemblée nationale n'avait pas proposé de revenir sur les modifications apportées par le Sénat. En effet, elle a estimé que la seule justification d'un transfert de la fiscalité communale à la métropole aurait été une insuffisance des ressources de celle-ci, compte tenu des mécanismes de transfert existants, pour assumer l'ensemble de ses compétences, y compris celles transférées par

les communes. Or, le rapport pour avis de M. Philippe Vigier montre que le montant de l'attribution de compensation de la taxe professionnelle est encore très élevé dans les communautés urbaines actuelles, de sorte **qu'il reste une marge importante pour de nouveaux transferts de compétences des communes**. Il en résulte que « *l'intégration des compétences communales pourrait aller beaucoup plus loin sans pour autant nécessiter un transfert de fiscalité supplémentaire de la part des communes* »¹.

Votre commission a donc souhaité **rétablir la rédaction du Sénat et a adopté un amendement de votre rapporteur supprimant le transfert de la TFPB des communes à la métropole**.

Votre commission a également estimé qu'un transfert de la DGF ne pouvait avoir lieu sans l'accord unanime des communes membres. **Elle a donc, à l'initiative de votre rapporteur, rétabli la condition d'unanimité pour ce transfert**.

Enfin, elle a décidé de modifier les dispositions introduites par l'Assemblée nationale relatives à la dotation de reversement de la métropole aux communes. En première lecture, le Sénat avait décidé que, si les communes décidaient de transférer leur DGF à la métropole, la compensation de ce transfert aurait lieu par le biais du mécanisme de l'attribution de compensation de la taxe professionnelle. Toutefois, une telle finalité n'entre pas parfaitement dans le cadre de l'ACTP, qui constitue un reversement lié à la taxe professionnelle, aujourd'hui à la contribution économique territoriale. Votre commission a donc adopté un amendement de votre rapporteur introduisant une dotation de reversement dont l'objet sera limité à la compensation d'un éventuel transfert de la DGF des communes à la métropole. Celle-ci sera versée de manière à assurer une péréquation entre les communes membres.

La commission des lois a adopté l'article 5 **ainsi modifié**.

Article 5 bis A

(art. L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales)

Evolution de la dotation d'intercommunalité des communautés urbaines

Cet article, introduit en séance publique à l'Assemblée nationale, prévoit que les communautés urbaines percevront une dotation par habitant qui évoluera selon un taux fixé par le comité des finances locales **dans la limite du taux d'évolution de la dotation de base de la DGF, et non de la dotation forfaitaire, comme prévu dans le texte initial**. En effet, la dotation forfaitaire a évolué négativement en 2009 du fait de la diminution du complément de garantie.

¹ Avis n° 2510 (AN), XIII^{ème} législature.

La dotation d'intercommunalité des communautés urbaines évoluerait ainsi comme celle des métropoles (dans la rédaction de l'article L 5217-14 issue de l'Assemblée nationale).

Votre commission a approuvé cette modification.

Elle a adopté l'article 5 *bis* A **sans modification**.

Article 5 bis B

(art. 77 de la loi n°2009-1673 du 30 décembre 2009)

Modalités d'unification au niveau de la métropole de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçue par les communes membres

Cet article, introduit par l'Assemblée nationale lors de l'élaboration du texte de la commission à l'initiative du rapporteur, tend à fixer les modalités du transfert au niveau métropolitain de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) des communes membres de la métropole, le principe de ce transfert étant posé à l'article L. 5217-12 du code général des collectivités territoriales dans sa rédaction résultant de l'article 5 tel que modifié par l'Assemblée nationale.

Les modalités du transfert de TFPB seraient, quant à elles, fixées à l'article 1609 nonies C du code général des impôts, dans sa rédaction issue de la loi de finances initiale pour 2010, qui entrera en vigueur le 1er janvier 2011. Elles seraient inspirées des dispositions applicables jusqu'à présent aux EPCI à taxe professionnelle unique (TPU) et, à compter de 2011, aux EPCI à fiscalité mixte : plus l'écart de taux entre la commune la plus imposée et la commune la moins imposée est important, plus la convergence vers le taux unique fixé par le conseil de la métropole est progressive. Au plus tard, l'unification est totale au bout de dix ans.

Par cohérence avec le rejet du transfert de la taxe sur le foncier non bâti (TFNB) des communes membres à la métropole, **vo**tre **commission a supprimé cet article** à l'initiative de votre rapporteur.

Article 5 ter

(art. 1609 bis du code général des impôts)

Abrogation résultant de la suppression de la taxe professionnelle

Cet article, ajouté par le Sénat en première lecture, tend à abroger l'article 1609 *bis* du code général des impôts relatif aux ressources fiscales perçues par les communautés urbaines, par coordination avec la loi de finances initiale pour 2010, qui a supprimé la taxe professionnelle et a défini un nouveau régime fiscal pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), fixé à l'article 1379-0 *bis* du code général des impôts.

L'Assemblée nationale a amendé ces dispositions lors de l'élaboration du texte de la commission, afin d'effectuer d'autres coordinations liées à l'abrogation de l'article 1609 *bis* et à la suppression de la taxe professionnelle.

Votre commission a adopté l'article 5 *ter* **sans modification**.

Article 5 quater

**Dérogation temporaire au principe de continuité territoriale
pour la création de métropoles**

Cet article, introduit sur amendement du Gouvernement, prévoit une dérogation temporaire au principe de continuité territoriale pour la création de métropoles.

Cette entorse prendrait effet pour une année à compter de la publication du présent projet de loi : l'enclave serait tolérée à la condition d'une part qu'elle soit constituée de plusieurs communes et, d'autre part, que celles-ci soient regroupées dans un EPCI à fiscalité propre.

Cette disposition vise à permettre la création d'une métropole tout en maintenant l'existence d'un EPCI à fiscalité propre, jugée pertinente.

L'auteur de l'amendement a fait valoir que « *la condition relative à l'espace d'un seul tenant et sans enclave pourrait présenter des inconvénients tels que :*

« - faire obstacle à la création d'une métropole issue d'un regroupement de communes ou de la fusion d'EPCI enserrant un EPCI à fiscalité propre qui, de par le bassin de vie qui lui est propre, n'a pas vocation à intégrer le périmètre de la métropole ;

« - se traduire par la suppression de l'EPCI enserré, les communes concernées devenant alors membres de la métropole, avec le risque que celles-ci ne puisse prendre suffisamment en compte la spécificité des problèmes qui les concernent ».

• La position de la commission des lois

Sur la proposition de M. Gérard Collomb, votre commission a étendu cette dérogation, dans les mêmes conditions, aux discontinuités territoriales.

En effet, cet assouplissement, temporaire, est de nature à favoriser la création de métropoles en prenant en compte la « *diversité des périmètres actuels* ».

Il est encadré puisque « *la discontinuité territoriale* », comme l'enclave, devra constituer un EPCI à fiscalité propre. Il n'est donc pas contraire à l'objectif d'achèvement de l'intercommunalité et facilitera l'intégration de la métropole.

Pour ces motifs, la commission des lois a adopté l'article 5 *quater* **ainsi modifié**.

Article 6 **Coordinations**

Cet article qui procède aux coordinations induites par l'institution des métropoles, a été complété par l'Assemblée nationale.

Sous réserve d'une **coordination** supplémentaire, la commission des lois a **adopté** l'article 6.

Article 6 ter (art. L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales) **Assouplissement du seuil démographique de création d'une communauté d'agglomération**

Cet article prévoit un double assouplissement de la condition de population exigée pour la création d'une communauté d'agglomération.

Introduit à l'initiative de notre collègue Jacqueline Gourault, cet article abaisse, en premier lieu, de 50.000 à 30.000 habitants le seuil de création d'une communauté d'agglomération dès l'instant où elle comprend la commune chef-lieu du département : cette dérogation vise à tenir compte de la faible densité de certaines parties du territoire national.

Sous amendé par la sénatrice Marie-Thérèse Bruguière, il permet, par ailleurs, d'intégrer dans le calcul du seuil de population, la prise en compte des variations saisonnières de la population dans les territoires à forte population touristique.

Sous réserve d'une modification rédactionnelle, l'Assemblée nationale a adopté cet article.

Votre commission des lois a adopté l'article 6 *ter* **sans modification**.

CHAPITRE II PÔLES MÉTROPOLITAINS

Article 7

(art. L. 5731-1 à L. 5731-3 [nouveaux]
du code général des collectivités territoriales)

Création de pôles métropolitains

L'article 7 offre une structure *ad hoc* -sous la forme d'un syndicat mixte- pour porter les projets communs entre territoires urbains.

• L'accord du Sénat à cette reconnaissance de l'innovation locale

En première lecture, le Sénat a approuvé le dispositif proposé mais précisé son régime juridique à l'initiative de nos collègues Gérard Collomb, Jacqueline Gourault et Daniel Raoul ainsi que de M. Michel Charasse :

- il a clarifié les champs d'intervention du pôle métropolitain :

- en y intégrant expressément la recherche, la culture,
- en reliant l'aménagement de l'espace à la coordination des SCOT (schémas de cohérence territoriale) recouvrant le périmètre des EPCI regroupés au sein du pôle,
- en précisant la compétence « transport » entre autorités organisatrices au sens de la loi d'orientation du 30 décembre 1982 ;

- il a prescrit la consultation des régions et départements concernés, préalablement à la création du pôle ;

- il a abaissé le double seuil de création, de 450.000 à 300.000 habitants pour la population totale du périmètre, de 200.000 à 150.000 habitants pour celle de l'EPCI membre le plus peuplé ;

- il a complété l'objectif assigné à cette nouvelle structure par celui de la promotion d'un modèle de développement durable.

A l'initiative de votre commission des lois sur la proposition de M. Gérard Collomb, la Haute assemblée a déterminé le mode de répartition des sièges au sein de l'organe délibérant du pôle métropolitain pour tenir compte du poids démographique de chacun de ses membres.

• **Le texte voté par l'Assemblée nationale : des compléments voulus par le Sénat.**

L'Assemblée nationale, outre plusieurs modifications rédactionnelles et de précision, a substitué une simple information à la consultation préalable des collectivités régionales et départementales dans le souci avancé de faciliter la création des pôles.

Sur la proposition du Gouvernement, elle a introduit une dérogation concernant les **pôles frontaliers** en abaissant à plus de 50.000 habitants la condition démographique exigée de l'EPCI membre le plus peuplé à condition qu'il soit limitrophe d'un Etat étranger.

Il convient de rappeler que lors de son examen par le Sénat, le sénateur Jean-Paul Amoudry avait déposé un amendement tendant au même objectif de faciliter la création de pôles frontaliers « *afin de structurer (leurs) orientations (des collectivités concernées), de rationaliser leurs partenariats avec la ville étrangère voisine à laquelle (ils) sont adossés* »¹.

Cependant, s'il s'était déclaré pleinement en accord avec cette proposition, votre rapporteur en avait demandé le retrait jusqu'à la deuxième lecture dans l'attente des conclusions du rapport de notre collègue Fabienne Keller chargée par le Premier ministre d'une mission sur la politique transfrontalière.

Les premières propositions présentées le 27 avril 2010 contiennent effectivement la création de tels pôles métropolitains.

Les députés ont également retenu la faculté, pour les pôles, d'adhérer aux districts européens et aux groupements européens de coopération territoriale de droit français créés en application des articles L. 1115-4-1 et L. 1115-4-2 du code général des collectivités territoriales.

L'Assemblée nationale a encadré la répartition des sièges dans l'assemblée délibérante par un minimum fixé à 1 siège par commune et un maximum de 50 % des sièges pour une seule commune.

• Votre commission approuve les compléments votés par l'Assemblée nationale, qui permettront aux pôles de remplir pleinement les objectifs fixés à leur création.

Pour ces motifs, elle a adopté l'article 7 **sans modification**.

¹ Cf. débats Sénat, séance du 2 février 2010.
<http://intranet.senat.fr/seances/s201002/s20100202/s20100202.pdf>

CHAPITRE III COMMUNES NOUVELLES

Article 8

(art. L. 2113-1 à L. 2113-23 du code général des collectivités territoriales)

Création d'une commune nouvelle

L'article 8 institue un dispositif renouvelé de fusion de communes.

• Le consentement sénatorial à ce nouveau régime

En première lecture, sur la proposition de votre commission, le Sénat avait retenu ce dispositif « *sans optimisme excessif* », en l'assortissant de plusieurs garanties, complétées à l'initiative de nos collègues Pierre-Yves Collombat, Jean-René Lecerf, Hugues Portelli, Charles Guené, rapporteur pour avis de la commission des finances et de M. Michel Charasse :

- tout d'abord, il a étendu la consultation des électeurs à la demande émanant de l'ensemble des communes concernées et prévu, dans tous les cas, l'appréciation des résultats au niveau de chaque commune ;

- il a limité le pouvoir d'appréciation du préfet en exigeant, en cas de refus de création de la commune nouvelle, lorsque la demande résulte de l'accord unanime des communes, un motif impérieux d'intérêt général ;

- il a confié au conseil municipal de la commune nouvelle le soin de désigner, dans le mois de sa création, l'EPCI à fiscalité propre auquel elle se rattache en prévoyant, cependant, une clause de sauvegarde : le préfet, opposé au choix de la commune nouvelle, peut saisir la commission départementale de la coopération intercommunale d'un projet de rattachement à un autre établissement auquel appartenait une des communes fusionnées. La CDCI dispose alors de trois mois pour se prononcer à la majorité des 2/3 ; à défaut, son avis est réputé favorable à la proposition préfectorale. La commune nouvelle ne devient membre de l'établissement de son choix que si la CDCI l'a approuvé à la majorité des deux tiers. Dans le cas contraire, la commune nouvelle devient membre de l'EPCI désigné par le préfet.

Dans l'intervalle de ce nouveau rattachement, elle demeure membre de chacun des établissements auxquels les communes appartenaient dans la limite du territoire de celles-ci ;

- il a attribué les qualités d'officier d'état civil et d'officier de police judiciaire au maire délégué comme actuellement dans les communes associées ;

- il a prévu l'accord des conseils généraux et régionaux à la modification des limites départementales et régionales découlant de la création d'une commune nouvelle. En cas de désaccord, la modification sera opérée par la loi ;

- il a encadré la fixation du nom et du chef-lieu de la commune nouvelle par le préfet par une proposition conjointe de la majorité absolue des conseils municipaux des communes la composant.

Par ailleurs, en matière financière, le projet de loi proposait d'attribuer aux communes nouvelles une « dotation particulière » afin d'encourager la fusion. Cette dotation particulière aurait été égale à 5 % du montant de la dotation forfaitaire de la DGF perçue par la commune nouvelle l'année de sa création et aurait évolué ensuite comme le taux moyen de la DGF mise en répartition.

Cette dotation avait cependant été très critiquée : prélevée sur l'enveloppe globale attribuée aux communautés et communes, elle aurait pénalisé les autres collectivités. L'AMF avait ainsi observé que cet avantage créé au profit des communes membres ne se justifiait pas par rapport aux EPCI à fiscalité propre. C'est pourquoi, sur la proposition de Mme Jacqueline Gourault, le Sénat a supprimé la majoration de la dotation forfaitaire annuelle des communes nouvelles.

Toutefois, il avait instauré une garantie de dotation de solidarité rurale pour les communes nouvelles, en prévoyant qu'elles percevraient une dotation au moins égale à la somme des attributions perçues au titre de chacune des deux fractions de la dotation de solidarité rurale par les communes anciennes, l'année précédant la création de la commune nouvelle. Cette attribution évoluera selon un taux égal au taux d'évolution de la dotation de solidarité rurale.

• **Les assouplissements retenus par l'Assemblée nationale**

L'Assemblée nationale a modifié sensiblement l'article 8.

1. Elle a tout d'abord **assoupli les conditions de création d'une commune nouvelle** :

- en limitant le pouvoir d'initier la création d'une commune nouvelle à la demande de toutes les communes, à celles d'un EPCI pour instituer la commune nouvelle en lieu et place de toutes ses communes membre ou au préfet ;

- en exigeant dans ces deux derniers cas -initiative de l'établissement ou du préfet-, un accord de l'ensemble des conseils municipaux à la création de la nouvelle collectivité ;

- en supprimant, par coordination, la consultation de la population ;
- en supprimant la motivation spéciale du refus par le préfet de donner suite à la demande des collectivités.

2. L'Assemblée nationale a **amendé** les **conséquences de la création d'une commune nouvelle** :

- en fixant un délai de deux mois aux régions et départements pour approuver la modification de leurs limites territoriales découlant de la création d'une commune nouvelle par fusion de communes situées dans des régions et/ou départements différents. Dans ce cas, le projet de création leur est notifié par le ministre chargé des collectivités territoriales ;

- en supprimant la procédure spécifique de détermination du nom et du chef-lieu ;

- en clarifiant les règles relatives à la composition transitoire du premier conseil municipal de la nouvelle collectivité jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux : l'arrêté préfectoral fixerait la composition du conseil en y intégrant tout ou partie des membres en exercice des anciens conseils municipaux et, dans tous les cas, le maire et les adjoints de chacune des anciennes communes.

3. Les députés ont **précisé**, dans le **régime des communes déléguées**, que le maire délégué est désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle.

4. les députés n'ont **pas modifié** le **régime financier** des communes nouvelles.

La commission des lois a estimé que la dotation particulière, supprimée par le Sénat, était nécessaire pour créer un dispositif plus incitatif que celui de la loi Marcellin et l'a donc rétablie à l'initiative de son rapporteur. Toutefois, un amendement de M. Jacques Péliissard réintroduisant la suppression de la dotation particulière a été adopté en séance publique avec l'appui de M. Philippe Vigier, rapporteur pour avis de la commission des finances, contre l'avis du gouvernement et du rapporteur de la commission des lois.

Par ailleurs, la garantie de dotation de solidarité rurale introduite par le Sénat au profit des communes nouvelles a été maintenue.

• **L'assentiment de votre commission des lois au dispositif de l'Assemblée nationale**

Même si les députés ont sensiblement modifié la structure du texte sénatorial, ils ont respecté l'axe principal de la Haute assemblée : **l'adhésion volontaire des communes** au principe de la fusion.

Votre commission a donc retenu le texte qui lui a été transmis.

La commission des lois a adopté l'article 8 **sans modification**.

Article 10

(art. L. 2334-1, L. 2334-4, L. 2334-13, L. 2334-33, L. 2334-40, L. 5211-30 et L. 5211-35 du code général des collectivités territoriales)

**Adaptation du code général des collectivités territoriales
à la création des communes nouvelles**

Cet article procède aux adaptations du code général des collectivités territoriales découlant de l'institution des communes nouvelles.

L'Assemblée nationale a adopté des mesures présentées comme des coordinations découlant, d'une part, de l'institution des communes nouvelles et, d'autre part, pour les communes fusionnées « Marcellin », du maintien par l'article 11 des règles les régissant.

Par ailleurs, elle a décidé d'aligner le régime de perception du FCTVA par les communes nouvelles sur celui dont bénéficient les communautés de communes et les communautés d'agglomération : les communes nouvelles bénéficieraient ainsi des attributions du FCTVA l'année même de réalisation des dépenses d'investissement, et non avec un décalage de deux ans entre la dépense d'équipement et le remboursement du FCTVA. Cette modification permet d'éviter une incongruité, dans le cas où la commune nouvelle est issue d'une communauté de commune ou d'une communauté d'agglomération non soumise au décalage de perception.

• **Les modifications adoptées par la commission des lois**

Sur proposition de son rapporteur, la commission a procédé à une précision rédactionnelle et trois coordinations.

Elle a adopté l'article 10 **ainsi modifié**.

Article 11

Dispositions applicables aux communes fusionnées

Cet article précise l'articulation entre l'application de la loi Marcellin et le nouveau régime des communes nouvelles.

• **En première lecture, le Sénat** a complété l'article 11 pour :

- offrir aux anciennes communes fusionnées ayant opté pour le régime d'association la faculté de décider de l'application du nouveau régime des communes déléguées à leurs communes associées, sur la proposition de notre collègue Patrice Gélard ;

- instaurer un mécanisme de retour à l'autonomie des communes associées à l'initiative du sénateur Jean-Pierre Sueur : la commune associée pourrait se détacher de la commune fusionnée et recouvrer son statut de collectivité locale de plein exercice ;

- simplifier les modalités de suppression des communes associées par l'adoption d'un amendement de notre collègue Virginie Klès.

• **L'Assemblée nationale** a supprimé le dispositif de scission d'une commune associée au motif, d'une part, qu'il est contraire au principe directeur du projet de loi de remédier à l'émiettement communal et d'autre part, qu'il est inutile puisque les articles L. 2112-2 et suivants permettent déjà de procéder à des défusions.

La commission des lois a adopté l'article 11 **sans modification**.

Article 11 bis

(art. L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales)

**Seuil démographique de création facultative
de conseils de quartier**

Cet article résulte d'un amendement de notre collègue Gérard Longuet. Il abaisse de 20.000 à 10.000 habitants le seuil de création facultative de conseils de quartier.

L'Assemblée nationale a supprimé cette disposition à l'initiative de sa commission des lois : son rapporteur, M. Dominique Perben, a, en effet, exprimé ses doutes « *sur l'intérêt pratique d'une subdivision en quartiers de communes comprenant moins de 20.000 habitants* »¹.

La commission des lois a maintenu la **suppression** de cet article.

**CHAPITRE IV
REGROUPEMENT DE DÉPARTEMENTS ET DE RÉGIONS**

Articles 12 et 13

(chapitre IV [nouveau] du titre Ier du livre Ier de la troisième partie
du code général des collectivités territoriales,
art. L. 3114-1 [nouveau], art. L. 4123-1
du code général des collectivités territoriales)

Procédures de regroupement des départements et des régions

Ces articles créent deux procédures analogues de regroupement des collectivités de même niveau, l'une applicable aux départements (article 12), l'autre aux régions (article 13).

• **La position du Sénat**

Le texte initial du gouvernement rendait possible que, dans certains cas, ce regroupement, sollicité par certaines des collectivités concernées, s'impose aux autres contre l'avis de leur assemblée délibérante et celui de leur population, en raison des déséquilibres démographiques existant entre les différents territoires.

¹ Cf. rapport 2516, tome 1, Assemblée nationale ...

C'est pourquoi, à l'initiative de son rapporteur, votre commission avait modifié la procédure afin qu'il ne puisse être donné suite à la demande qu'en cas de délibérations concordantes de toutes les assemblées des territoires concernés, **ou** avec l'accord de la population de chacun de ces territoires. Elle avait par ailleurs précisé que de tels regroupements ne pourraient être organisés qu'entre régions ou départements d'un seul tenant.

Partageant la volonté que soit respecté l'avis de chacun des territoires et de sa population, le Sénat a adopté en séance publique un amendement de notre ancien collègue Michel Charasse imposant que le projet de regroupement recueille à la fois l'accord des assemblées délibérantes de chacun des territoires concernés **et** celui de leur population, exprimé à travers un référendum organisé selon les modalités prévus aux articles L.O. 1112-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, relatifs aux référendums locaux. Il a en outre supprimé l'obligation faite aux assemblées délibérantes qui ne sont pas à l'origine du projet de se prononcer sur celui-ci.

Par ailleurs, le Sénat a prévu, à l'initiative de nos collègues Hervé Maurey et Catherine Morin-Desailly, que la demande de regroupement puisse être inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du territoire concerné à l'initiative d'au moins 10 % de ses membres. Une telle disposition, dérogatoire du droit commun, qui retient le seuil du tiers des membres de l'assemblée délibérante concernée (articles L. 3121-10 et L. 4132-9 du CGCT), vise à permettre à la question du regroupement d'être débattue plus facilement.

Enfin, le Sénat a adopté un amendement de notre collègue Jean-Pierre Sueur prévoyant que, dans le cas d'un projet de regroupement de régions, les conseils généraux concernés soient consultés, leur avis étant réputé favorable s'ils ne l'ont pas rendu dans un délai de trois mois.

- **La position de l'Assemblée nationale**

L'Assemblée nationale a validé, dans son principe, le choix opéré par le Sénat de conditionner l'issue du projet de regroupement à l'accord de chacun des territoires concernés et de sa population.

Elle a, à cet égard, précisé le dispositif retenu pour l'organisation des référendums locaux, en visant spécifiquement les dispositions applicables à la procédure proposée : compétence de l'assemblée délibérante pour fixer les modalités d'organisation du référendum (article L.O. 1112-3 du CGCT), organisation des scrutins par les maires des communes (deuxième alinéa de l'article L.O. 1112-4 du CGCT), frais du référendum à la charge de la collectivité qui l'a demandé (article L.O. 1112-5 du CGCT), interdiction de faire procéder au référendum à certains moments (article L.O. 1112-6 du CGCT), règle de publicité applicable au texte adopté (deuxième alinéa de l'article L.O. 1112-7 du CGCT) et règles relatives à l'information des électeurs, à la campagne électorale et aux opérations de vote

(articles L.O. 1112-8 à L.O. 1112-14 du CGCT). La date du scrutin serait fixée par arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales et ne pourrait intervenir moins de deux mois après la transmission de la dernière délibération.

L'Assemblée nationale a par ailleurs procédé à trois modifications principales, communes aux deux articles 12 et 13.

Tout d'abord, à l'initiative du rapporteur de la commission des lois, elle a prévu que l'accord de la population de chacun des territoires concernés devra se manifester par la majorité absolue des suffrages exprimés, correspondant à un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits. Ce faisant, elle a rétabli la règle de majorité qualifiée prévue initialement par le texte adopté par votre commission, et que le Sénat, en faisant référence à l'article L.O. 1112-7 du code général des collectivités territoriales, avait implicitement modifiée et portée à la moitié des électeurs inscrits.

Par ailleurs, elle a supprimé la procédure dérogatoire d'inscription à l'ordre du jour du débat sur le regroupement, au motif que le droit commun permet d'ores et déjà à un nombre restreint de conseillers généraux ou régionaux d'obtenir cette inscription.

Enfin, elle a intégré, par amendement en séance publique, une procédure de consultation du comité de massif compétent, lorsque l'un des territoires intéressés comprend une zone de montagne au sens de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

S'agissant de la procédure de regroupement de départements, l'Assemblée nationale a précisé qu'elle ne pouvait concerner que des départements situés dans la même région.

Votre commission a adopté deux **amendements** de notre collègue Jacques Blanc étendant de deux à quatre mois le délai pendant lequel les comités de massif compétents doivent se prononcer sur le projet de regroupement.

Votre commission a adopté les articles 12 et 13 **ainsi modifiés**.

Article 12 bis

(art. L. 4122-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales)

Procédure d'inclusion d'un département dans le territoire d'une région limitrophe

Cet article résulte d'un amendement de notre collègue Dominique de Legge, adopté par le Sénat en séance publique. Il vise à organiser une procédure de rattachement, par une modification des limites territoriales, d'un département à une région dont il est limitrophe.

Calquée sur la procédure initialement adoptée par votre commission des lois pour les regroupements de départements ou de régions, la procédure de rattachement devait permettre au département concerné ou à l'une ou l'autre des régions intéressées de soumettre aux deux autres le projet de rattachement. Le gouvernement décidait alors de donner suite ou non au projet. En cas de délibérations concordantes des différentes assemblées, il pouvait consulter la population de chacun des territoires sur ce point. En l'absence de délibérations concordantes, cette consultation devenait obligatoire. Lorsqu'une consultation était organisée, le projet ne pouvait être mené à son terme que s'il recueillait, dans chacun des territoires, l'accord de la majorité absolue des électeurs représentant au moins un quart des électeurs inscrits.

Votre commission avait donné un avis favorable à cet amendement en soulignant cependant que la navette devait permettre d'harmoniser la procédure prévue avec les modifications apportées par le Sénat aux dispositifs de regroupement des départements et des régions qui l'avaient initialement inspiré.

L'Assemblée nationale a en conséquence modifié la rédaction du nouvel article L. 4122-1-1 du code général des collectivités territoriales, afin d'une part, que l'initiative du rattachement soit concordante, l'un des territoires ne pouvant plus contraindre les autres à se prononcer, et d'autre part qu'une consultation de la population soit organisée dans les mêmes modalités qu'aux articles 12 et 13 du présent texte. En revanche, l'Assemblée nationale n'a pas prévu que le comité de massif éventuellement compétent pour le territoire concerné soit consulté.

Votre commission a adopté l'article 12 *bis* **sans modification.**

Article 13 bis

(chapitre IV [nouveau] du titre II du livre I^{er}

de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales)

Procédure de fusion d'une région et des départements qui la composent

Cet article, adopté par votre commission à l'initiative de son rapporteur en première lecture, vise à autoriser les assemblées délibérantes de la région et des départements qui la composent à solliciter, après consultation de leur population sur ce point, la création, par la loi, d'une collectivité qui les réunisse. Cette création d'une nouvelle collectivité en lieu et place des précédentes relevant de la compétence du législateur aux termes de la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 72 de la Constitution, cette procédure vise uniquement à permettre aux collectivités de poser le débat et de recueillir l'accord des populations sur ce point, sans lier l'appréciation du gouvernement ni celle du législateur.

La collectivité issue de la fusion étant une collectivité non rattachable à l'une des catégories de collectivités territoriales déjà existantes, la loi devra en définir le régime juridique en précisant son organisation et les conditions de son administration.

Il convient par ailleurs de rappeler que la procédure prévue ne s'applique qu'aux départements et régions de la métropole, les départements et régions d'outre-mer obéissant au régime spécifique prévu à l'article 73 *in fine* de la Constitution.

Par coordination, l'Assemblée nationale a procédé aux modifications nécessaires pour calquer la procédure proposée sur celle des articles 12, 12 *bis* et 13 du présent texte : nécessité d'une délibération concordante des assemblées délibérantes des territoires concernés, consultation des populations des territoires selon les modalités prévues pour l'organisation de référendums locaux avec la nécessité de recueillir l'accord de la majorité absolue des suffrages exprimés représentant le quart au moins des électeurs inscrits, et consultation, le cas échéant, du comité de massif compétent. Elle a par ailleurs précisé, à l'initiative de sa commission des lois, que la nouvelle collectivité exercerait les compétences des collectivités précédentes.

La commission adopté l'article 13 *bis* **sans modification**.

TITRE III DÉVELOPPEMENT ET SIMPLIFICATION DE L'INTERCOMMUNALITÉ

CHAPITRE PREMIER DISPOSITIONS COMMUNES

Article 14

(art. L. 5111-1 et L. 5210-1-A [nouveau]
du code général des collectivités territoriales)

Périmètre des notions de groupements de collectivités territoriales et d'établissements publics de coopération intercommunale

Cet article décline les structures existantes de coopération locale dans deux articles les énumérant : le premier consacré aux groupements de collectivités territoriales et le second aux EPCI.

• En **première lecture**, le **Sénat**, sur proposition de la commission des lois, a clarifié cet article « pédagogique » en complétant, tout d'abord, la liste proposée : il y a intégré l'institution, créée par le présent projet de loi, des pôles métropolitains. Il a ensuite identifié au sein d'un article dédié la catégorie des EPCI.

- **L'Assemblée nationale** a parachevé la lisibilité souhaitée de la législation d'une part, en introduisant parmi les groupements les **agences départementales** et, d'autre part, en supprimant la catégorie des communautés d'agglomération nouvelle, aujourd'hui « vide » : les cinq agglomérations nouvelles existantes sont, en effet, gérées par un syndicat d'agglomération nouvelle fonctionnant comme les syndicats de communes, les communautés d'agglomération nouvelles s'appuyant elles sur le régime des communautés urbaines.

L'agence départementale peut regrouper, rappelons-le, un département, des communes et des EPCI pour apporter, à leur demande, aux collectivités départementales une assistance d'ordre technique, juridique ou financier (*cf.* article L. 5511-1 du code général des collectivités territoriales).

- Votre commission a approuvé ces modifications qui précisent opportunément ces articles fondateurs de la coopération locale.

Elle a adopté l'article 14 **sans modification**.

Article 14 bis

Chapitre Ier du titre III du livre III de la cinquième partie, art. L. 5332-2, L. 1211-2, L. 1615-2, L. 2334-4, L. 2531-12, L. 5211-12, L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-33, L. 5321-1, L. 5321-5, L. 5333-1, L. 5333-2, L. 5333-3, L. 5333-4, L. 5333-4-1, L. 5333-5, L. 5333-6, L. 5333-7, L. 5333-8, L. 5334-2, L. 5334-3, L. 5334-4, L. 5334-6, L. 5334-7, L. 5334-8, L. 5334-8-1, L. 5334-8-2, L. 5334-9, L. 5334-10, L. 5334-11, L. 5334-12, L. 5334-13, L. 5334-14, L. 5334-15, L. 5334-16, L. 5334-18, L. 5334-19, L. 5341-1, L. 5341-2, L. 5341-3, L. 5832-5 et L. 5832-8 du code général des collectivités territoriales, art. L. 302-7 et L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation, art. L. 554-1 du code de justice administrative, art. 1379, 1466, 1609 nonies B, 1609 nonies C, 1636 B decies et 1638 bis du code général des impôts, art. 123-8, L. 321-5 et L. 321-6 du code de l'urbanisme)

Suppression de la catégorie des communautés d'agglomération nouvelle

Cet article, introduit par l'Assemblée nationale à l'initiative de sa commission des lois, supprime le chapitre 1^{er} du titre III du livre III de la cinquième partie du code, régissant les communautés d'agglomération nouvelle (CAN), en conséquence de la modification introduite à l'article 14 et, par coordination, le 2^{ème} alinéa de l'article L. 5332-2. Celui-ci concerne l'application aux syndicats d'agglomération nouvelle, en l'absence d'accord sur la répartition des sièges au sein du comité syndical entre les communes membres, des modalités prévues pour la constitution de l'organe délibérant des communautés d'agglomération nouvelle : dans ce cas, exemple unique en matière de coopération locale, les délégués seraient élus au suffrage universel

direct comme les conseillers municipaux et leur nombre par commune fixé par référence au tableau prévu pour les communautés d'agglomération nouvelle (*cf.* article L. 5331-1 et L. 5331-2 du code général des collectivités territoriales).

Rappelons que la création des « villes nouvelles » répondait à l'évolution du territoire et visait à organiser et maîtriser le développement de l'urbanisation.

Leur régime issu de la loi du 10 juillet 1970 modifiée en 1983 (loi n° 83-636 du 13 juillet 1983) a prévu pour celles dont les membres n'ont pas fusionné au sein d'une commune unique, l'institution d'un organisme de coopération intercommunale : soit un syndicat d'agglomération nouvelle, soit une communauté d'agglomération nouvelle.

L'article 14 *bis* procède, par ailleurs, au « toilettage » de divers codes (code général des collectivités territoriales, code de justice administrative, code général des impôts, code de l'urbanisme) pour tenir compte de la suppression des communautés d'agglomération nouvelle.

• Votre commission des lois a procédé à une coordination sur proposition de son rapporteur puis elle a adopté l'article 14 *bis* **ainsi modifié**.

Article 14 ter

Transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle en communauté d'agglomération ou en communauté de communes

Cet article résulte d'un amendement déposé en séance par la députée Chantal Brunel, sous-amendé par le rapporteur et M. Bernard Derosier.

Il vise à faciliter la transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle en communauté d'agglomération ou en communauté de communes.

• Actuellement, un syndicat d'agglomération nouvelle peut, s'il remplit les conditions exigées pour sa création, se transformer en communauté d'agglomération dans le délai d'un an suivant la date d'achèvement des opérations de construction et d'aménagement de l'agglomération nouvelle, laquelle est fixée par décret : si le syndicat d'agglomération nouvelle exerce déjà le bloc de compétence obligatoire dévolu à la communauté d'agglomération, la transformation peut-être décidée à la majorité des membres du comité syndical. Dans le cas contraire, la décision doit recueillir l'accord des deux tiers au moins des conseils municipaux intéressés représentant plus de la moitié de la population totale ou l'inverse, cette majorité devant comprendre la commune dont la population est supérieure à la moitié de la population totale.

- L'article 14 *ter* **assouplit fortement le régime** de transformation.

- ***Procédure de transformation***

- dorénavant le syndicat d'agglomération nouvelle pourrait, sans attendre le décret d'achèvement des travaux, être transformé en communauté d'agglomération ou en communauté de communes selon les compétences exercées qui devraient respecter celles prévues pour chacune de ces deux catégories ;

- la transformation serait prononcée par arrêté préfectoral après accord du comité syndical ;

- si les compétences du syndicat d'agglomération nouvelle ne répondaient pas aux prescriptions du code général des collectivités territoriales, elles pourraient être ajustées pour se conformer à celles des communautés d'agglomération ou de communes selon le cas, dans les conditions des règles communes aux différents types d'EPCI à fiscalité propre pour le transfert de compétences des communes membres à la communauté : les délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'établissement et des communes membres exprimées à la majorité requise pour la création de l'établissement (deux tiers des conseils municipaux intéressés représentant la moitié de la population totale ou l'inverse ; à défaut de délibération dans le délai de trois mois à compter de la notification de celle du comité syndical, la décision est réputée favorable).

- ***Conséquences de la transformation***

- le nouvel EPCI continue d'exercer les compétences précédemment exercées par le syndicat d'agglomération nouvelle ;

- les biens, droits et obligations du syndicat d'agglomération nouvelle sont transférés à la communauté nouvelle qui lui est substituée de plein droit dans toutes les délibérations et tous les actes à la date de la transformation ;

- l'ensemble des personnels du syndicat est, à compter de la même date, réputé relever du nouvel établissement dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes ;

- les délégués des communes au comité syndical achèvent leur mandat au sein du conseil de communauté ;

- les nouvelles règles de calcul de la dotation globale de fonctionnement résultant du recensement glissant sont applicables à l'EPCI issu de la transformation ;

- la majoration de la dotation des communautés d'agglomération prévue pour leur garantir un montant égal à celle du syndicat d'agglomération nouvelle ou de la communauté d'agglomération nouvelle dont elles résultent par transformation, est supprimée.

• **Un assouplissement favorable à l'intercommunalité**

Votre rapporteur approuve ce dispositif favorable au renforcement de l'intercommunalité.

Sur sa proposition, la commission des lois a adopté l'article 14 *ter* sous réserve d'une **coordination**.

Article 15 bis

(art. L. 5211-9 du code général des collectivités territoriales)

**Extension des cas de délégation de signature
par le président d'un établissement public de coopération intercommunale**

Cet article nouveau, inséré par la commission des lois de l'Assemblée nationale, étend le champ des délégations de signature opérées par le président de l'EPCI au profit du directeur général ou du directeur général adjoint.

Actuellement, le président de l'établissement peut, sur sa surveillance et sa responsabilité, déléguer sa signature pour l'exercice de ses fonctions.

L'article 15 *bis* propose d'élargir cette faculté aux attributions qui lui sont confiées par l'organe délibérant en application de l'article L. 5211-10, à moins que celui-ci n'en ait refusé la possibilité par la délibération attributive de compétence.

Précisons que le président de l'établissement doit, lors de chaque réunion de l'organe délibérant, rendre compte des attributions exercées par délégation.

• **La position de la commission des lois**

Favorable à cet allègement contrôlé dans la gestion quotidienne, la commission des lois a élargi, à l'initiative de notre collègue Gérard Collomb, la liste des délégataires potentiels en l'ouvrant :

- au directeur général des services techniques,
- au directeur des services techniques,
- aux responsables de service.

Notons que le président de l'intercommunalité peut déjà déléguer sa signature à ces agents pour ses fonctions propres.

Elle a adopté l'article 15 *bis* **ainsi modifié**.

Article 15 ter (nouveau)

(art. L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales)

Information annuelle des communes membres d'un EPCI

Ce nouvel article résulte d'un amendement du député Bernard Gérard.

Il vise à renforcer l'information des communes membres d'un EPCI. A cette fin, il complète le rapport annuel adressé avec le compte administratif par le président de l'établissement au maire de chacune des communes membres sur l'activité de l'intercommunalité en y joignant l'utilisation des crédits engagés par l'établissement dans chaque commune.

• **Des réticences fondées sur la pratique**

Si l'objectif assigné à cette disposition est louable, sa mise en œuvre, en revanche, soulève des difficultés d'ordre pratique.

Rappelons que le rapport annuel est complété par le compte administratif dont les annexes comportent des données permettant d'obtenir les informations visées par le présent article 15 *ter*.

Pour ces motifs, sur la proposition de M. Gérard Collomb, la commission des lois a **supprimé** l'article 15 *ter*.

**CHAPITRE II
ACHÈVEMENT ET RATIONALISATION
DE LA CARTE DE L'INTERCOMMUNALITÉ**

SECTION 1

Schéma départemental de coopération intercommunale

Article 16

(art. L. 5210-1-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales)

**Contenu et modalités d'élaboration
du schéma départemental de coopération intercommunale**

Cet article institue un schéma de l'intercommunalité dans chaque département.

• **Les clarifications opérées par le Sénat**

En première lecture, le Sénat, outre des améliorations rédactionnelles et la réorganisation de la structure interne du dispositif, avait :

- précisé le contenu de la carte annexée au schéma en y inscrivant les périmètres des EPCI, des syndicats mixtes, des SCOT et des parcs naturels régionaux ;

- prévu la possibilité, pour le schéma, de proposer la création d'un syndicat ;
- modifié les orientations en abaissant, en premier lieu, à 3.000 habitants le seuil démographique de constitution d'EPCI à fiscalité propre en prévoyant, toutefois, la faculté, pour le préfet, de descendre en deçà de ce seuil pour prendre en compte les réalités géographiques puis en précisant l'objectif principal de réduction du nombre de syndicats, celui de la suppression des double emplois, et, enfin, en complétant les orientations du schéma par celle du transfert des compétences d'un syndicat à un EPCI à fiscalité propre ;
- précisé la nature du document élaboré par le préfet à savoir un projet de schéma ;
- exempté de l'obligation de couverture intégrale les schémas des départements de la petite couronne parisienne.

• Les aménagements réalisés par l'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale a **modifié l'article 16 sur plusieurs points** :

- elle a supprimé la possibilité, pour le schéma, de prévoir la création de nouveaux syndicats, contradictoire avec l'orientation de réduction du nombre de syndicats ;
- elle a relevé à 5.000 habitants le seuil démographique de constitution d'EPCI à fiscalité propre en l'assortissant immédiatement d'une double dérogation au profit d'établissements publics situés en zones de montagne en premier lieu et, comme l'a prévu le Sénat, du pouvoir d'appréciation du préfet au regard des caractéristiques géographiques particulières de certains espaces en second lieu ;
- elle a explicité la notion de doubles emplois qui peut fonder la suppression de syndicats en visant expressément les EPCI et les syndicats mixtes ;
- elle a complété le champ des structures à rationaliser en les élargissant à la protection de l'environnement et au respect des principes du développement durable ;
- elle a précisé que le projet de schéma élaboré par le préfet est présenté à la CDCI avant la saisine des maires et des intercommunalités ;
- elle a imposé aux propositions de modifications adoptées par la CDCI le respect des orientations fixées au schéma et non le seul objectif de couverture intégrale du territoire : selon le rapporteur, « à défaut, on ne pourrait écarter le risque que certaines CDCI ne contournent l'objectif de réduction du nombre de syndicats ou de renforcement de la solidarité financière »¹ ;

¹ Cf. rapport n° 2516 Assemblée nationale (XIII^e législature) de M. Dominique Perben, T.1.

- elle a supprimé la mention de la publication du schéma au recueil des actes administratifs figurant dans le projet déposé par le Gouvernement au motif qu'elle est d'ordre réglementaire ;

- elle a enfin codifié la dérogation concernant Paris et les départements de la petite couronne.

• Jugeant ces aménagements opportuns, votre commission des lois a adopté l'article 16 **sans modification**.

SECTION 2
**Organisation et amélioration
du fonctionnement de l'intercommunalité**

SOUS-SECTION 1
**Établissements publics de coopération intercommunale
à fiscalité propre**

Article 18

(art. L. 5210-1-2 (nouveau) du code général des collectivités territoriales)

**Suppression des communes isolées, des enclaves
et des discontinuités territoriales**

L'article 18 institue une procédure pérenne de suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales, qui entrera en vigueur au terme du processus d'achèvement et de rationalisation de la carte de l'intercommunalité.

Il attribue compétence au préfet pour y procéder.

• **Un dispositif encadré par le Sénat en première lecture**

En première lecture, le Sénat a encadré le dispositif proposé par le Gouvernement en prévoyant dans le texte de la commission amendé par nos collègues François-Noël Buffet et Bernadette Bourzai :

- l'accord de l'établissement public de coopération intercommunale sur le rattachement ;

- une clause de sauvegarde en cas de refus de l'établissement : dans ce cas, le préfet ne pourrait opérer le rattachement que si la commission départementale de la coopération intercommunale ne s'est pas prononcée en faveur du rattachement à un autre établissement public de coopération intercommunale limitrophe de la commune concernée ;

- la consultation du comité de massif en cas de divergence sur le futur périmètre d'une communauté de communes entre une collectivité classée montagne et le préfet.

Il a, en outre, à l'initiative de notre collègue Philippe Dallier, soustrait les trois départements de la petite commune parisienne à l'application de ce dispositif de couverture intégrale du territoire départemental par des intercommunalités, par coordination avec l'exemption de même nature retenue à l'article 16 concernant le SDCI, dans l'attente des décisions sur le Grand Paris.

• **L'accord de l'Assemblée nationale au dispositif sénatorial**

L'Assemblée a retenu l'économie générale du texte adopté par le Sénat, son rapporteur ayant souscrit « *à l'équilibre ainsi trouvé entre la nécessité d'une impulsion préfectorale forte pour préserver la cohérence territoriale des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, d'une part, et la nécessité de mieux associer les collectivités locales concernées par ces décisions administratives, d'autre part* »¹.

Elle a cependant apporté, outre des précisions rédactionnelles, quelques modifications au texte :

- elle a fixé un délai de deux mois au comité de massif pour se prononcer : à défaut, son avis serait réputé favorable ;

- par coordination avec la date retenue par l'Assemblée nationale pour l'achèvement du processus de réorganisation de la carte intercommunale, elle a avancé du 1^{er} janvier 2014 au 1^{er} juillet 2013 de l'entrée en vigueur des dispositions de l'article 18, afin qu'elles ne perturbent pas le déroulement des élections municipales de 2014 ; le Sénat s'en était également préoccupé mais avait réservé sa décision dans l'attente du calendrier d'adoption définitive du présent projet de loi.

• **La position de la commission des lois**

Votre commission a souscrit à ces modifications.

A l'initiative de notre collègue Jacques Blanc, elle a cependant porté de deux à quatre mois le délai fixé au comité de massif pour se prononcer sur l'arrêté préfectoral afin de prendre en compte la périodicité de ses réunions.

Elle a adopté l'article 18 **ainsi modifié**.

¹ Cf rapport n° 2516, tome 1, (AN), préc.

Article 19 bis A

(art. L. 5211-11 et L. 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales)

**Délai de répartition des biens en cas de retrait d'une commune
d'un établissement public de coopération intercommunale**

L'article 19 *bis* A a été inséré à l'initiative de notre collègue Nathalie Goulet. Il fixe un délai au préfet au cas de retrait, d'une part, d'une commune d'un établissement public de coopération intercommunale et, d'autre part, d'une compétence transférée à l'intercommunalité, pour répartir les biens ou le produit de leur réalisation et le solde de l'encours de la dette en cas de désaccord entre l'établissement et la ou les communes concernées.

Le préfet disposera alors d'un délai de deux mois suivant sa saisine pour arrêter la répartition.

• **L'Assemblée nationale a approuvé** cette disposition permettant de mettre fin à des blocages préjudiciables au fonctionnement des collectivités intéressées.

Elle a cependant porté à six mois le délai imparti au préfet au juste motif de « *la technicité des opérations d'évaluation du patrimoine devant être menées avant de procéder à sa répartition* »¹.

Outre une modification rédactionnelle, l'Assemblée a précisé que le préfet doit être saisi par l'établissement public de coopération intercommunale ou une des communes concernées.

La commission des lois a adopté l'article 19 *bis* A **sans modification**.

Article 20

(art. L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales)

**Simplification de la procédure de fusion des établissements publics
de coopération intercommunale à fiscalité propre**

Cet article vise à simplifier la procédure de fusion des établissements publics de coopération intercommunale dont l'un au moins est à fiscalité propre.

• **Le dispositif voté par le Sénat**

En première lecture, votre commission des lois avait approuvé l'assouplissement proposé par le Gouvernement. Sur la proposition de son rapporteur, elle avait, cependant, modifié le texte pour :

- introduire l'accord obligatoire à la fusion de la commune dont la population est la plus nombreuse ;

¹ Cf rapport précité n°2516, tome 1 (AN).

- fixer un délai de 2 mois à la CDCI pour rendre son avis sur le projet de périmètre proposé par le préfet.

En séance, le texte de la commission a été amendé sur plusieurs points :

- introduction, à l'initiative de notre collègue Rémy Pointereau, de la compétence de la CDCI pour proposer le projet de périmètre du nouvel établissement résultant de la fusion ;

- délimitation du projet de périmètre dans le respect du schéma départemental de coopération intercommunale sur la proposition de notre collègue Jean-Claude Peyronnet ;

- pour permettre plus rapidement et simplement la transformation de l'établissement résultant de la fusion en un EPCI plus intégré que ceux qui ont fusionné, détermination de la catégorie d'EPCI envisagé par l'arrêté fixant le projet de périmètre et adaptation en conséquence des compétences exercées par la nouvelle intercommunalité sur un amendement de notre collègue Hugues Portelli ;

- adjonction au projet de périmètre, soumis à la consultation de la CDCI, d'une étude d'impact budgétaire et fiscal en sus du rapport explicatif par l'adoption d'un amendement de notre collègue Nathalie Goulet ;

- élaboration, par le préfet, d'une nouvelle proposition de périmètre tenant compte de l'avis motivé de la CDCI en cas d'avis défavorable de celle-ci sur le projet initial du périmètre, sur la proposition de notre collègue Alain Vasselle ;

- introduction d'une majorité qualifiée des deux tiers des conseils municipaux représentant la moitié de la population, ou l'inverse, requise dans chacun des établissements à fusionner pour permettre la réalisation de l'opération, à l'initiative de notre collègue Rémy Pointereau.

• **L'Assemblée nationale** a modifié l'article 20 sur plusieurs points :

- tout d'abord, sur la proposition de sa commission des lois, la procédure d'élaboration du **projet de périmètre** du futur EPCI a été amendée pour prévoir non pas un simple pouvoir bloquant de la CDCI mais pour permettre à celle-ci de mettre en œuvre le pouvoir qui est le sien, notamment dans l'élaboration du schéma départemental : modifier le projet qui lui est soumis à la majorité des deux tiers de ses membres. Les propositions de modification ainsi adoptées seraient intégrées à l'arrêté préfectoral ; de ce fait, la commission acquiert un rôle actif puisqu'elle retrouve son pouvoir de proposition alors que, dans le texte adopté par le Sénat, elle ne disposait que d'un pouvoir de veto, laissant au préfet le soin d'élaborer un nouveau projet.

Les députés ont précisé que si le projet de périmètre s'étend sur plusieurs départements, les CDCI concernées se prononceront en formation interdépartementale ;

- la condition de majorité requise pour décider de la fusion a été abaissée, en ce qui la concerne au niveau de chaque EPCI, de la majorité qualifiée des deux tiers / moitié à celle du tiers des conseils municipaux regroupés dans chacun des établissements à fusionner ;

- le régime de restitution aux communes des compétences transférées à titre optionnel et à titre supplémentaire aux EPCI fusionnés dans le cas où elles ne sont pas exercées par le nouvel établissement, est précisé : la restitution serait décidée par son organe délibérant dans les trois mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté de fusion. Dans l'intervalle de cette décision, l'établissement résultant de la fusion exercerait ces compétences. Cette précision est très utile car elle permettra d'éviter tout vide juridique.

Ces apports ont été complétés par plusieurs modifications rédactionnelles et coordinations.

- La commission des lois a adopté l'article 20 **sans modification**.

Article 20 bis A

(art. L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales)

Création d'une communauté urbaine par fusion d'EPCI

Ce nouvel article résulte d'un amendement du rapporteur introduit dans le texte de la commission. Il vise à ne pas remettre en cause, lors d'une fusion d'EPCI, le statut de communauté urbaine des agglomérations qui n'atteindraient pas le seuil démographique en vigueur au moment de la **fusion**, aujourd'hui fixé à 500.000 habitants¹.

Aussi, en cas de fusion d'EPCI dont une communauté urbaine, le nouvel établissement métropolitain serait dispensé du respect de ce seuil abaissé -rappelons-le- par le Sénat à 450.000 habitants par cohérence avec la condition de population prévue par le présent projet de loi pour l'institution des métropoles. Observons que par cette voie, les communautés existantes se développeraient.

S'il était, en effet, « *paradoxal de « déclasser » ces anciennes communautés urbaines à l'occasion de leur agrandissement* », comme le fait remarquer M. Dominique Perben, cette clause de sauvegarde s'inscrit également dans la logique de favoriser une plus grande intégration du nouvel établissement comme le Sénat l'a souhaité : on facilite ainsi la transformation de l'EPCI résultant de la fusion en une catégorie plus intégrée que celles auxquelles appartenaient les autres établissements fusionnés.

Pour ces motifs, la commission des lois a adopté l'article 20 *bis A* **sans modification**.

¹ Cf. *infra*.

Article 20 bis

Continuité du service public en cas de substitution d'un EPCI sans fiscalité propre à un EPCI à fiscalité propre

Cet article résulte d'un amendement de notre ancien collègue Michel Charasse.

Il régit expressément le passage d'un EPCI sans fiscalité propre à un EPCI à fiscalité propre pour éviter la rupture du service public : dans ce cas, l'établissement supprimé après le 1^{er} décembre avec effet au 1^{er} janvier suivant, assurerait la continuité pendant le temps strictement nécessaire à l'installation du nouvel EPCI et au vote des premiers moyens budgétaires indispensables.

A l'initiative de son rapporteur, l'Assemblée nationale a supprimé cet article au motif qu'il fragiliserait la sécurité juridique du dispositif et serait source de contentieux, avec l'absence de terme précis fixé au délai de « survivance » de l'EPCI supprimé.

Se rendant à ces raisons qui, d'ailleurs, avaient motivé l'auteur de cette disposition, la commission des lois a maintenu la **suppression** de l'article 20 bis.

Article 20 ter

Suppléance dans les organes délibérants des EPCI

Résultant également d'un amendement présenté par notre collègue Michel Charasse et adopté par le Sénat en séance publique, cet article **prévoit que toutes les communes-membres d'un EPCI peuvent désigner des délégués suppléants** pour siéger au sein de l'organe délibérant de ce dernier ; ces suppléants auraient vocation à remplacer les titulaires absents et n'ayant pas donné de procuration à un autre délégué titulaire.

En outre, le nombre de suppléants serait fixé par l'organe délibérant de l'EPCI après avis des conseils municipaux des communes-membres.

Cet article, qui est en contradiction avec l'amendement adopté par le Sénat à l'article 2 et maintenu par l'Assemblée nationale, et aux termes duquel seules les communes-membres ne disposant que d'un siège au sein du conseil communautaire peuvent désigner des délégués suppléants, a été supprimé par les députés.

Ayant donné un avis défavorable à l'amendement de notre collègue Michel Charasse lorsqu'il avait été présenté en séance publique au Sénat, votre commission ne peut que maintenir cette **suppression**.

SOUS-SECTION 2
Syndicats de communes et syndicats mixtes

Article 21

(art. L. 5111-6 nouveau et L. 5721-2 du code général
des collectivités territoriales, art. L. 122-4-1 du code de l'urbanisme)

**Création des syndicats de communes et des syndicats mixtes
en conformité avec le schéma départemental
de coopération intercommunale**

Cet article vise à interdire qu'un syndicat de communes ou un syndicat mixte soit créé si cette création s'avère incompatible avec le schéma départemental de coopération intercommunale ou, à défaut d'un tel schéma, avec les orientations en matière de rationalisation de la carte intercommunale que doit suivre le préfet.

Adopté sans modification par votre commission des lois en première lecture il a été complété (III.) par un amendement en séance publique qui a introduit une précision rédactionnelle pour permettre à un syndicat mixte ouvert, d'exercer, pour toutes les communes, et non pour la simple majorité de ces communes, la compétence relative à l'élaboration, au suivi et à la révision du schéma de cohérence territoriale.

L'Assemblée nationale a supprimé cette modification, au motif que la précision apportée n'était juridiquement pas nécessaire.

Votre commission a adopté l'article 21 **sans modification**.

Article 21 bis

(art. L. 5212-8 du code général des collectivités territoriales)

**Faculté de constituer un collège des délégués communaux pour la
désignation des représentants des communes au comité du syndicat**

Cet article, inséré dans le texte de la commission des lois du Sénat par la voie d'un amendement de M. Xavier Pintat, a pour objet de permettre aux communes membres d'un syndicat de décider la constitution d'un collège des délégués communaux chargés de désigner les représentants, pour l'ensemble des communes, au comité du syndicat.

L'Assemblée nationale a adopté cet article, dans une rédaction identique à celle du Sénat, sous réserve de corrections rédactionnelles.

Votre commission a adopté l'article 21 *bis* **sans modification**.

Article 22

(sous-section 2 de la section 5 du chapitre II du titre I^{er} du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales)

Fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes

Cet article crée une nouvelle procédure de fusion des syndicats de communes et des syndicats mixtes ouverts ou fermés.

L'Assemblée nationale a conservé l'extension de cette procédure, proposée par le Sénat, aux syndicats mixtes ouverts.

Souhaitant conférer à la CDCI les mêmes pouvoirs pour la fusion des EPCI que pour la fusion des syndicats, elle a apporté trois modifications principales au texte voté par le Sénat.

D'une part, elle a prévu qu'en plus du préfet et des membres des syndicats concernés, la CDCI pourrait prendre l'initiative de proposer une fusion de syndicats.

D'autre part, elle a organisé une procédure d'opposition constructive de la CDCI, qui pourra faire intégrer au projet de périmètre les modifications adoptées par les deux tiers de ses membres.

Enfin, elle a complété le dispositif organisant la désignation par défaut des représentants des membres du nouveau syndicat, lorsque ces derniers n'ont pas procédé à la désignation prévue.

Votre commission a adopté l'article 22 **sans modification**.

Article 23

(art. L. 5212-33 et L. 5721-7 du code général des collectivités territoriales)

**Dissolution des syndicats de communes ou des syndicats mixtes ouverts –
dissolution des EPCI à fiscalité propre
ne comptant plus qu'une seule commune**

Cet article étend le champ d'application des procédures de dissolution de plein droit des syndicats de communes, des syndicats mixtes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre.

À l'initiative de son rapporteur, votre commission des lois avait étendu aux communautés d'agglomération la procédure de dissolution de plein droit lorsque, du fait des recompositions territoriales successives, elles sont réduites à une seule commune membre.

L'Assemblée nationale a elle-même élargi ce dispositif aux communautés urbaines. En outre, à l'initiative de M. Dominique Perben, rapporteur de sa commission des lois, un dernier cas de dissolution a été intégré au texte : lorsqu'un syndicat mixte adhère à un autre syndicat mixte et

lui transfère la totalité des compétences qu'il exerce. La première structure n'est plus en effet qu'une coquille vide sans compétence et il n'est pas utile qu'elle soit maintenue.

Votre commission a adopté l'article 23 **sans modification**.

Article 24

(art. L. 5214-21, L. 5215-21 et L. 5216-6

du code général des collectivités territoriales)

Substitution des EPCI à fiscalité propre aux syndicats de communes et syndicats mixte de mêmes compétences et même périmètre

Cet article a pour objet de permettre aux EPCI à fiscalité propre de se substituer aux syndicats de communes et syndicats mixtes dont le périmètre est identique ou inclus dans le périmètre de l'intercommunalité.

Il a été adopté dans des termes identiques par le Sénat et l'Assemblée nationale, à l'exception d'une correction rédactionnelle.

Votre commission a adopté l'article 24 **sans modification**.

Article 24 bis

(art. L. 5211-61 du code général des collectivités territoriales)

Prise en compte de la portion pertinente de la population d'un EPCI à fiscalité propre pour le calcul des majorités qualifiées en cas d'inclusion partielle d'un syndicat mixte

Cet article, introduit par le Sénat à l'initiative de notre collègue Dominique Braye, avec l'avis favorable de votre commission, vise à préciser que, lorsqu'un EPCI à fiscalité propre est membre, pour une partie de son territoire, d'un syndicat mixte, seule compte, pour le calcul de la majorité qualifiée, la part de sa population effectivement incluse dans le périmètre du syndicat mixte.

En effet, en principe, la logique de rationalisation de l'intercommunalité interdit qu'un EPCI à fiscalité propre transfère sur son territoire à une ou plusieurs structures plus petites la même compétence. Cependant, compte tenu du périmètre de l'intercommunalité, il est tout à fait possible qu'un tel transfert de compétence soit pertinent, parce que, suivant la localisation du ou des syndicats et les besoins spécifiques des populations, la compétence doit être exercée différemment.

À ce titre, dans le but de faciliter la constitution de syndicats de réseaux, l'article L. 5211-61 du code général des collectivités territoriales, introduit par la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 relative à la mise en œuvre du

Grenelle de l'environnement, prévoit que, par exception, en matière d'assainissement collectif, de traitement et de collecte des déchets, de distribution en eau, en électricité et en gaz, un EPCI à fiscalité propre puisse transférer la compétence à un ou plusieurs syndicats situés sur tout ou partie de son territoire.

Une telle situation de chevauchement peut aussi se produire lorsqu'un EPCI se substitue aux communes membres d'un syndicat auquel appartiennent des communes non comprises dans le périmètre de l'EPCI (art. L. 5214-21, L. 5215-22 et L. 5216-7 du CGCT).

Dans de telles situations, la question se pose de savoir comment doit être calculée la majorité qualifiée¹ applicable en matière de transfert de compétence (art. L. 5211-17 du CGCT), de modification du périmètre ou des statuts du syndicat (art. L. 5211-18 à 20 du CGCT), ou de fusion de ce syndicat avec un autre (nouvel article L. 5212-27 du CGCT créé par le présent texte à l'article 22).

Le présent article impose de ne prendre en compte que la population et les communes incluses dans le périmètre du syndicat et non la totalité de la population ou des communes de l'EPCI à fiscalité propre. En effet, sauf à créer une inégalité de représentation, la population prise en compte dans ce cadre doit correspondre à la population de la communauté effectivement incluse dans le périmètre du syndicat considéré.

L'Assemblée nationale a adopté cet article en n'y apportant que des modifications d'ordre rédactionnel.

Votre commission a adopté l'article 24 *bis* **sans modification.**

SOUS-SECTION 3

Pays

Article 25 bis

(art. L. 333-4 du code de l'environnement, art. L. 6121-6
du code de la santé publique, art. 1^{er}, 2, 23 et 26
de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement
et le développement du territoire)

Coordinations textuelles nécessaires avec la suppression de la catégorie juridique des pays

Cet article, intégré au texte par la commission des lois de l'Assemblée nationale, à l'initiative de son rapporteur, procède à un certain nombre de coordinations textuelles pour faire suite à l'abrogation de l'article 22 de la

¹ Majorité qualifiée des deux tiers des conseils municipaux des communes intéressées représentant la moitié de la population ou de la moitié des communes intéressées représentant les deux tiers de la population.

loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, qui a entraîné la suppression de la catégorie juridique des pays.

Est ainsi supprimée la référence faite aux pays aux articles L. 333-4 du code de l'environnement et L. 6121-6 du code de la santé publique, ainsi que dans plusieurs des articles de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.

De telles modifications sont tout à fait opportunes parce qu'elles ne font que tirer les conséquences de la suppression de la catégorie juridique des pays et ne portent pas atteinte, conformément à ce que prévoit l'article 25 du présent texte, aux contrats de pays en cours d'exécution ni aux structures juridiques (GIP, syndicat mixte, association ou EPCI) qui portent actuellement les pays.

Votre commission a adopté l'article 25 *bis* **sans modification**.

SOUS-SECTION 4
**Commission départementale
de la coopération intercommunale**

Article 26
(art. L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales)
**Composition de la commission départementale
de la coopération intercommunale**

Cet article procède à un rééquilibrage de la représentation respective des communes et des intercommunalités au sein de la commission interdépartementale de la coopération intercommunale (CDCI).

• En **première lecture**, le Sénat, sur proposition de sa commission des lois, a souhaité affiner la composition de la commission sur la base de ses attributions. Aussi, il a :

- créé un collège spécifique aux syndicats de communes et aux syndicats mixtes pour 5 % des sièges,

- abaissé, en conséquence, la part attribuée au conseil général de 15 à 10 %.

• L'**Assemblée nationale** a approuvé l'équilibre retenu par le Sénat tout en améliorant opportunément le texte de l'article 26.

Elle a précisé que le collège des EPCI ne représentait que les établissements à fiscalité propre : en effet, les syndicats de communes sont

distingués au sein des collèges spécifiques aux syndicats. Puis elle a corrigé une erreur matérielle au sein du paragraphe qui l'institue.

• Pour ces motifs, la commission des lois a adopté l'article 26 **sans modification.**

Article 26 bis A

(art. L. 5211-44 du code général des collectivités territoriales)

**Composition du collège représentant les EPCI à fiscalité propre
au sein de la CDCI**

Cet article nouveau a été introduit par la commission des lois de l'Assemblée nationale.

Il précise la **composition du collège représentant les EPCI à fiscalité propre au sein de la CDCI**, qui sera fixée par décret en Conseil d'Etat. Celui-ci déterminera notamment le nombre des membres de la CDCI au regard des caractéristiques du département (population, nombre et importance démographique des communes).

L'article 26 *bis* A prévoit la prise en compte du nombre et de la population des EPCI à fiscalité propre, qui constituerait donc un critère supplémentaire pour la détermination de la composition des collèges.

Il répond au souci du rapporteur de l'Assemblée de représenter « *de manière équilibrée les petites et les grandes intercommunalités au sein de la CDCI* ».

Approuvant cet ajout qui s'inscrit dans sa logique d'équilibre au sein de la CDCI, la commission des lois a adopté l'article 26 *bis* A **sans modification.**

Article 26 bis B

**Renouvellement intégral exceptionnel
des membres de la CDCI rénovée**

Autre disposition insérée à l'initiative de la commission des lois de l'Assemblée nationale, l'article 26 *bis* B prévoit un dispositif dérogatoire exceptionnel au principe du droit commun au fil de l'eau : en effet, le terme du mandat des membres de la CDCI intervient normalement au renouvellement des fonctions au titre desquelles ils ont été désignés (*cf.* article L. 5211-43, dernier alinéa).

La CDCI renouvelée, selon les dispositions du présent projet de loi, le serait également dans son personnel : un renouvellement intégral interviendrait, dans chaque département, dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi.

En revanche, les mandats en cours seraient prorogés jusqu'à l'installation de la nouvelle commission pour éviter tout vide juridique.

Votre rapporteur approuve la démarche de l'Assemblée qui lui apparaît adaptée au nouveau rôle dévolu aux CDCI dans l'élaboration de la carte de l'intercommunalité. Elle facilitera, en outre, la mise en œuvre de leur nouvelle composition.

• Sur sa proposition, la commission des lois a adopté l'article 26 *bis* B **sans modification.**

Article 26 bis

(art. L. 5211-44-1 du code général des collectivités territoriales)

**Représentation des communes et intercommunalités de montagne
au sein de la CDCI**

Cet article résulte d'une initiative de notre collègue Jean-Paul Amoudry pour prendre en compte la spécificité des départements de montagne dans la constitution des collèges de la CDCI représentant les communes et les EPCI à fiscalité propre.

C'est pourquoi il a proposé de composer les deux collèges « communes » et « EPCI » à la proportionnelle des collectivités classées « montagne » en y prévoyant, dans tous les cas, la présence obligatoire de l'une d'entre elles au moins.

Cette précaution contrebalance justement les critères démographiques de détermination des représentants des maires (*cf.* article L. 5211-44 et R. 5211-20 du code général des collectivités territoriales), la densité de population étant généralement plus faible en montagne.

• Sur la proposition de son rapporteur, **l'Assemblée nationale**, tout en approuvant le principe porté par ce nouvel article, l'a assoupli pour ne pas attribuer aux collectivités classées « montagne » une représentation excessive par rapport à leur place dans certains départements ne comportant qu'une petite zone de montagne. Aussi, les députés ont-ils prévu que les collectivités prises en compte devraient être situées en tout ou partie dans ces zones. Les conséquences de cette modification demeurent incertaines au regard de l'objectif poursuivi.

• Favorable à la prise en compte des spécificités géographiques des territoires, la commission des lois a adopté l'article 26 *bis* **sans modification.**

Article 27

(art. L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales)

**Attributions de la commission départementale
de la coopération intercommunale**

Cet article élargit les cas de consultation obligatoire de la CDCI.

• **L'adaptation poursuivie par le Sénat du régime des CDCI**

En première lecture, le Sénat a approuvé ce renforcement des attributions de la commission en le modifiant sur deux points :

- par coordination avec la création, au sein de la CDCI, d'un collègue spécifique aux syndicats, il a, sur la proposition de son rapporteur, rééquilibré la composition de la formation de la commission, consultée sur les demandes de retrait d'une commune d'un syndicat de communes ;

- il a prévu la faculté pour la CDCI de s'autosaisir, à la demande de 20 % de ses membres, à l'initiative de Mme Jacqueline Gourault et de votre commission : cette faculté accompagne logiquement le renforcement voulu de cette institution.

• L'Assemblée nationale a approuvé la démarche empruntée par le Sénat. Elle a rectifié une erreur matérielle.

• En conséquence, la commission des lois a adopté l'article 27 **sans modification.**

SOUS-SECTION 5

Dispositions diverses

Article 28 bis

(art. L. 5211-26 du code général des collectivités territoriales)

Procédure administrative de dissolution et de liquidation des EPCI

Cet article, introduit par le Sénat en séance publique à l'initiative de votre rapporteur, tend à réécrire l'intégralité de l'article L. 5211-26 du CGCT pour préciser le régime juridique et la procédure administrative applicable en cas de dissolution d'un EPCI et de liquidation de son patrimoine.

La loi prévoit actuellement que, lorsque la dissolution d'un EPCI intervient avant que son compte administratif n'ait été arrêté et son patrimoine réparti entre les communes membres, un liquidateur, désigné dans l'acte de dissolution, doit préparer le compte administratif – qui est ensuite arrêté par le préfet – apurer les dettes et les créances de l'établissement et céder ses actifs. L'antériorité de cette dissolution est une source d'insécurité juridique, qui a

conduit le juge administratif à préciser¹ que, dans l'attente de l'établissement du compte administratif de l'EPCI, sa personnalité morale pouvait être maintenue pendant une durée maximale de six mois à compter de sa dissolution. Le présent article clarifie la procédure et valide cette jurisprudence, essentielle pour que les dépenses puissent continuer à être payées. Ce nouvel article permet en effet, lorsqu'il apparaît que le compte administratif de l'EPCI ne pourra pas être établi avant que sa dissolution ne prenne effet, de procéder en deux phases :

– un premier acte met fin à l'activité de l'EPCI, dont les biens et droits doivent alors être partagés entre les communes membres comme le prévoit l'article L. 5211-25-1 ;

– un second acte prononce la dissolution de l'EPCI, après que le préfet a arrêté son compte administratif et constaté la répartition du patrimoine intercommunal entre les communes membres. Pour parvenir à ce résultat, il serait désormais précisé que le préfet doit obligatoirement consulter la chambre régionale des comptes (qui disposera d'un délai d'un mois pour rendre son avis) sur le projet d'arrêté des comptes, ce qui constitue une garantie importante. Le président de l'EPCI devrait informer le préfet, à un rythme trimestriel, de la progression de la liquidation et pourrait lui demander de prononcer la dissolution.

Enfin, un liquidateur interviendrait, au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'arrêté qui a mis fin aux activités de l'EPCI, pour apurer les dettes et les créances, ainsi que pour la cession des actifs de l'établissement, puis leur répartition entre les communes. Cette phase ne pourrait pas dépasser une durée d'un an, prolongeable une seule fois. Il serait, enfin, précisé que, pendant le déroulement de ces opérations de liquidation, les dispositions financières et comptables régissant l'activité des collectivités territoriales et de leurs établissements publics (articles L. 1612-1 à L. 1612-20 du CGCT) sont applicables aux budgets et comptes administratifs de l'EPCI dont la dissolution est prévue.

L'Assemblée nationale n'a apporté à cet article que des modifications rédactionnelles et de précision.

Votre commission a adopté l'article 28 *bis* **sans modification**.

SECTION 3

Dispositifs temporaires d'achèvement et de rationalisation de l'intercommunalité

Rappelons que ces dispositions exceptionnelles destinées à mettre en œuvre la carte de l'intercommunalité, s'appliquent aux EPCI à fiscalité propre

¹ CE, Commune de Pourcieux, 13 juillet 2007.

comme aux syndicats sur une période de deux ans (2012-2013) selon le texte présenté par le Gouvernement et adopté par le Sénat.

Elles confèrent, à cette fin, des pouvoirs contraignants aux préfets.

Article 29

Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre

Cet article dote le préfet des moyens d'appliquer les prescriptions du schéma départemental de coopération intercommunale ou, si le schéma n'a pas pu être adopté, de proposer des mesures d'achèvement et de rationalisation des intercommunalités dans le respect des objectifs qui lui sont assignés.

Ces pouvoirs exceptionnels, actifs durant une période limitée, lui permettront de créer un établissement, de modifier un périmètre existant et de fusionner des EPCI.

• Le vote en première lecture du Sénat : un accord sous conditions

En première lecture, à l'initiative de son rapporteur, le Sénat a validé, en l'encadrant, l'économie générale de ce dispositif :

- il a supprimé le pouvoir d'appréciation du préfet pour mettre en œuvre le schéma départemental ;

- il a conforté le rôle de la CDCI en prescrivant l'intégration de ses modifications adoptées à la majorité des deux tiers au projet préfectoral ;

- il a inclus dans la majorité assouplie requise pour exprimer l'accord des communes à la proposition formulée par le préfet en 2012 pour créer, modifier le périmètre et fusionner des EPCI (la moitié au moins des conseils municipaux représentant la moitié au moins de la population totale), celle de la commune la plus peuplée. Celle-ci devra également valider l'exercice en 2013 par le préfet de ses pouvoirs spéciaux, faute d'accord des communes aux propositions formulées en 2012 pour fusionner des établissements ;

- il a imposé à la CDCI l'audition de tout élu qui demande à être entendu ;

- il a, à l'initiative de notre collègue François-Noël Buffet reprise par la commission, prévu la fixation, par l'arrêté de fusion, des compétences exercées par le nouvel EPCI qui assumerait l'intégralité des compétences auparavant transférées aux EPCI fusionnés ;

- il a précisé que la mise en œuvre, en 2013, à défaut d'accord des communes, des pouvoirs contraignants du préfet ne devrait, en tout état de

cause, s'exercer qu'une fois achevées les procédures de consultation engagées en 2012 ;

- il a assorti la révision du schéma départemental, tous les 6 ans au moins, des procédures temporaires prévues en 2012 pour modifier le périmètre ou fusionner des établissements, pour une durée d'un an.

• Les améliorations votées par l'Assemblée nationale

L'Assemblée a approuvé les principes généraux retenus par la Haute assemblée pour encadrer le processus d'achèvement et de rationalisation de la carte des intercommunalités. Elle y a, cependant, apporté quelques amendements, outre quelques modifications rédactionnelles, qui n'altèrent pas l'esprit du texte sénatorial :

- en introduisant la garantie supplémentaire du respect impératif des orientations du schéma ;

- en limitant le droit de vote accordé à la commune la plus peuplée au seul cas où elle représente au moins le tiers de la population totale du projet d'intercommunalité ;

- en supprimant la condition de l'accord de la commune la plus peuplée à la fusion décidée par le préfet en 2013.

Elle a prévu l'application de l'ensemble des pouvoirs spéciaux (2012-2013) à la révision périodique du schéma et en tout état de cause en 2018.

Enfin, elle a anticipé de 6 mois le terme de la seconde phase du dispositif en le fixant au 30 juin 2013 au lieu du 31 décembre 2013 pour qu'il n'interfère pas avec la campagne des élections municipales de 2014.

• La position de la commission des lois : valider le dispositif dans le texte de l'Assemblée nationale

Lors de la première lecture, la commission des lois avait envisagé un raccourcissement de la période d'effet des dispositifs transitoires de l'article 29. Cependant, sur la proposition de son rapporteur, elle avait jugé plus sage en l'état de la procédure parlementaire de maintenir la date proposée par le Gouvernement, renvoyant cette question au débat en deuxième lecture sur la base de la date probable de promulgation de la réforme.

C'est pourquoi elle a validé le calendrier voté par l'Assemblée nationale.

Par ailleurs, elle a jugé que les différentes modifications votées par les députés s'inscrivaient dans l'esprit qui avait présidé à ses travaux en première lecture.

Aussi, votre commission des lois a adopté l'article 29 **sans modification.**

Article 30

Syndicats de communes et syndicats mixtes

Cet article reproduit le processus temporaire et gradué prévu à l'article 29 pour les EPCI à fiscalité propre pour la mise en œuvre des prescriptions du schéma départemental concernant les syndicats (dissolution, modification du périmètre, fusion).

• En première lecture, sur la proposition de votre commission des lois, **le Sénat a appliqué à l'achèvement de la carte des syndicats les principes retenus précédemment :**

- il a supprimé le pouvoir d'application du préfet dans la mise en œuvre du schéma ;

- il a prescrit le caractère obligatoire des modifications adoptées aux deux tiers par la CDCI ;

- il a inclus la commune-centre dans la majorité requise pour exprimer l'accord des communes au projet préfectoral ;

- en cas de fusion, il a imposé l'accord de la commune la plus nombreuse à l'exercice des pouvoirs exceptionnels de 2013 ;

- il a prévu l'audition par la CDCI de tout élu qui demande à être entendu ;

- il a subordonné la mise en œuvre en 2013 des pouvoirs spéciaux du préfet à l'achèvement des procédures de consultation introduites en 2012 pour recueillir l'accord des collectivités ;

- il a étendu l'application des procédures de modification du périmètre aux syndicats mixtes fermés.

• **L'Assemblée nationale a approuvé l'économie générale** du dispositif **voté** par le **Sénat** tout en lui apportant les mêmes modifications que celles retenues à l'article 29 :

- respect par les propositions préfectorales « hors schéma départemental » des orientations fixées par celui-ci ;

- limitation du veto accordé à la commune la plus peuplée à celle dont la population représente au moins un tiers de la population totale concernée ;

- suppression de la faculté accordée à la commune la plus peuplée de s'opposer à la proposition du préfet de fusionner plusieurs syndicats ;

- avancement de six mois de la date d'achèvement du processus du 31 décembre 2013 au 30 juin 2013.

• Pour les mêmes motifs que ceux exposés à l'article 29, la commission des lois a adopté l'article 30 **sans modification.**

Article 31

(art. L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales)

Pouvoirs de police pouvant être transférés au président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre

L'article L 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales prévoit notamment que, lorsqu'un EPCI est compétent en matière d'assainissement, d'élimination des déchets ménagers, d'accueil et d'habitat des gens du voyage, ou de voirie, les maires des communes membres peuvent transférer au président de l'EPCI des attributions lui permettant de réglementer cette activité, c'est-à-dire le pouvoir de police correspondant.

Le présent article, dans sa rédaction proposée par le gouvernement, rendait obligatoire ce transfert dans chacun des quatre domaines énumérés.

Le Sénat a apporté des modifications tendant à assouplir ce régime :

- le transfert aura automatiquement lieu pour l'assainissement, l'élimination des déchets ménagers, l'accueil et l'habitat des gens du voyage, mais il restera facultatif en matière de voirie ;

- dans tous les cas, **les maires pourront d'opposer à ce transfert pour leur propre commune et garder leur pouvoir de police**, aussi bien au moment où le transfert automatique aura lieu, soit un an après la promulgation de la présente loi, que dans un délai de six mois suivant chaque élection du président de l'EPCI.

L'Assemblée nationale n'a apporté que des modifications rédactionnelles à cet article.

Votre commission a adopté l'article 31 **sans modification**.

Article 33

(art. L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales)

Mises à disposition des services entre un établissement public de coopération intercommunale et ses communes membres

Cet article vise à sécuriser, au regard du droit communautaire, la mutualisation « ascendante » en précisant les conditions dans lesquelles interviennent les conventions entre l'EPCI et les communes.

Il précise ainsi que la mise à disposition par les communes de leurs services ne peut être effectuée que **lorsque ces communes ont dû conserver en tout ou partie ces services, pourtant concernés par le transfert, notamment à raison du caractère partiel de ce dernier et dans le cadre d'une bonne organisation des services**.

Par ailleurs, le dispositif proposé supprime, au sein de l'article L. 5211-4-1, les dispositions concernant la mise à la disposition des communes par un EPCI à fiscalité propre de son personnel et ses services dans le cadre d'une gestion unifiée du personnel de l'EPCI et de ces communes membres, sans convention ni remboursement de frais. En effet, ces dispositions sont reprises, de manière plus approfondie, dans l'article 34 du présent projet de loi.

Un point devait cependant être précisé : lorsqu'une commune conserve tout ou partie d'un service chargé d'une compétence transférée, notamment en raison du caractère partiel de ce transfert de compétence, il est logique que cette commune doive mettre ce service en tout ou partie à disposition de l'EPCI pour l'exercice de la compétence : cette mise à disposition ne peut rester, dans ce cas, une simple faculté, comme le prévoit le texte du gouvernement. **Votre commission** avait donc adopté un **amendement** en ce sens, permettant en outre aux communes membres d'un EPCI existant, qui n'auraient pas procédé à la mise à disposition de leurs services au bénéfice de l'EPCI, d'y procéder dans le délai maximal d'un an suivant la promulgation de la loi.

En séance publique, le **Sénat** avait en outre adopté, avec l'accord du Gouvernement et de la commission, un amendement présenté par Mme Brigitte Gonthier-Maurin, prévoyant que les modalités du remboursement des frais de fonctionnement du service mis à disposition seraient définies après consultation des comités techniques paritaires compétents. Au vu du rôle confié aux comités techniques paritaires par le législateur, et de l'amendement similaire apporté à l'article 34 du présent projet de loi organique, la commission des lois de l'**Assemblée nationale** a estimé qu'il était plus cohérent que ces comités soient consultés sur la convention de mise à disposition conclue entre un EPCI et ses communes intéressées.

Par ailleurs, la commission des lois de l'Assemblée nationale a souhaité préciser la situation des agents territoriaux n'exerçant qu'une partie de leur service dans un service transféré d'une commune à l'EPCI (transfert et, en cas de refus, mise à disposition de plein droit et sans limitation de durée) ainsi que celle des agents territoriaux affectés dans un service ou une partie de service mis à disposition : ces agents, qui pourront refuser dans le premier cas d'être transférés avec leur service, seront ainsi placés sous l'autorité fonctionnelle, soit du président de l'EPCI, soit du maire, selon les fonctions exercées. Enfin, elle a adopté un amendement précisant que les agents transférés, en plus du bénéfice du régime indemnitaire le plus favorable, conservent également les avantages acquis en application de l'article 111 de la

loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale¹.

Votre commission a approuvé ces modifications de précision.

Votre commission a adopté l'article 33 **sans modification**.

Article 34

(art. L. 5211-4-2 et L. 5211-4-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales ; article 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984)

Création de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ses communes membres

Cet article précise les modalités de création de services communs et de la mise en commun de moyens matériels entre un EPCI et ses communes membres. **Il permet explicitement la création de services communs entre l'EPCI et une ou plusieurs de ses communes membres**, y compris pour l'exercice par les communes de compétences qui n'ont pas été transférées à l'EPCI. Les conséquences, notamment financières, de ces mises en commun, seront réglées par des conventions. Par ailleurs, les EPCI pourront, dans la même logique, se doter de moyens matériels destinés à être utilisés par eux-mêmes ou par les communes membres selon des modalités prévues par un règlement de mise à disposition, y compris pour l'exercice de compétences non transférées par les communes membres.

En première lecture au Sénat, un amendement présenté par Mme Marie-Agnès Labarre a été adopté, avec l'avis favorable du Gouvernement et de la commission, prévoyant que les comités techniques paritaires compétents devront être consultés sur les modalités de création des services communs.

Par ailleurs, comme dans le cas des mutualisations (article 33), l'Assemblée nationale a souhaité préciser la situation des agents territoriaux exerçant en totalité ou en partie leurs fonctions dans un service ou une partie de service mis en commun : **ces agents seront de plein droit mis à disposition de l'EPCI pour le temps de travail consacré au service commun**. Cette solution garantissant une certaine souplesse (notamment par la possibilité que les agents ne travaillent que pour partie dans le service

¹ Il s'agit des avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération que les collectivités locales et leurs établissements publics ont mis en place avant l'entrée en vigueur de la présente loi et qui ont été maintenus au profit de l'ensemble de leurs agents, lorsque ces avantages étaient pris en compte dans le budget de la collectivité ou de l'établissement, et ceci même s'ils avaient pour effet d'offrir aux agents territoriaux des conditions indemnitaires plus favorables que celles des agents de l'Etat.

commun) a été préférée au transfert pur et simple des agents, que la commission des lois de l'Assemblée nationale défendait.

En outre, afin de prendre en compte le fait qu'un service commun pourrait ne regrouper qu'une partie des communes membres d'un EPCI, l'Assemblée nationale a souhaité permettre la création de comités techniques communs à un EPCI et à seulement une partie des communes membres de l'EPCI.

Votre commission a adopté l'article 34 **sans modification.**

Article 34 bis AA

(art. L. 5211-39-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales)

Rapport sur la mutualisation des services entre les communes et leurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre

L'Assemblée nationale a adopté, lors de l'élaboration du texte de la commission et à l'initiative de son rapporteur, un amendement portant article additionnel ayant pour objet de prévoir l'établissement, après chaque renouvellement général des conseils municipaux, **d'un rapport relatif aux mutualisations de services entre les services de l'EPCI à fiscalité propre et les services des communes membres.** Ce rapport comporterait un projet de schéma de mutualisation des services. Il serait soumis à l'avis des communes membres puis approuvé par l'organe délibérant. Chaque année, il serait fait un bilan de l'état d'avancement du schéma de mutualisation ainsi approuvé.

Considérant que les mutualisations de services entre les EPCI et leurs communes membres permettent souvent de rationaliser l'organisation de ces services et de diminuer certaines dépenses, votre rapporteur a estimé qu'un rapport comportant un projet de schéma de mutualisation était de nature à donner un nouvel élan à cette pratique tout en garantissant une certaine rigueur dans la conduite des opérations.

Votre commission a adopté l'article 34 *bis* AA **sans modification.**

Article 34 bis A

(art. L. 1116-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales)

Mutualisation des services entre les collectivités territoriales et leurs établissements publics

En séance publique, la commission des Lois du Sénat a repris un amendement portant article additionnel qui avait été déposé par M. Alain Lambert et avait pour objet d'introduire dans le titre unique du livre Ier de la

première partie du code général des collectivités territoriales un nouveau chapitre, consacré à la mutualisation des services entre les collectivités territoriales et leurs établissements publics.

Ce nouvel article vise notamment à **permettre une mise à disposition de services entres collectivités territoriales et établissements publics et ainsi à faire l'économie de nouveaux syndicats mixtes ou de sociétés publiques locales pour l'exercice d'une même mission de service public par plusieurs collectivités.**

Le Gouvernement a signalé que cette disposition était « *susceptible de poser un certain nombre de problèmes juridiques* », car il ne serait « *pas possible d'affirmer que ce type de mutualisation serait conforme à la législation communautaire en matière de droit de la commande publique* ». Toutefois, le Gouvernement s'en est remis à la sagesse du Sénat et ce dernier a adopté l'amendement.

Les évolutions récentes de la jurisprudence communautaire ont ouvert la possibilité de mettre en œuvre le type de mutualisations prévues par le présent article. Notamment, la Cour de justice des communautés européenne a admis que plusieurs collectivités territoriales allemandes aient, sans appel à la concurrence, conclu un contrat pour la construction et l'exploitation d'une installation d'élimination des déchets sans même avoir créé pour ce faire un organisme de droit public. En effet, selon la Cour, « *le droit communautaire n'impose nullement aux autorités publiques, pour assurer en commun leurs missions de service public, de recourir à une forme juridique particulière* »¹. Ainsi, la coopération entre collectivités territoriales peut ne pas être soumise aux règles communautaires en matière de marchés publics dès lors que cette coopération a pour objet d'assurer la mise en œuvre d'une mission de service public commune aux collectivités concernées, ce qui est bien le cas visé par le présent article.

Toutefois, afin de garantir la meilleure sécurité juridique pour ce dispositif, le gouvernement a proposé un amendement de réécriture à la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui l'a adopté.

La rédaction ainsi retenue précise tout d'abord que les conventions conclues entre des collectivités ou avec leurs groupements dont l'objet est la simple réalisation de prestations de services sont passées dans les conditions de publicité et de mises en concurrence de droit commun.

Elle distingue ensuite deux cas :

- les collectivités souhaitent exercer en commun une compétence qui leur est reconnue par la loi ou transférée (c'est le cas des collectivités allemandes dans le cas cité ci-dessus). Une convention prévoit alors soit la mise à disposition du service et des équipements d'un des cocontractants à la convention au profit d'un autre de ces cocontractants, soit le regroupement des

¹ CJCE, arrêt *Commission contre République fédérale d'Allemagne* du 9 juin 2009 (C-480/06)

services et équipements existant de chaque cocontractant à la convention au sein d'un service unifié relevant d'un seul des cocontractants ;

- **les collectivités souhaitent se doter d'un service unifié ayant pour objet d'assurer en commun des services fonctionnels** (ceux-ci étant définis comme des services administratifs ou techniques concourant à l'exercice des compétences des collectivités intéressées sans être directement rattachées à ces compétences : il s'agit ici d'une généralisation de la possibilité prévue par l'article 34 pour les seuls EPCI).

Dans ces deux cas, les règles du code des marchés publics n'ont pas à s'appliquer.

Votre commission se félicite de cette nouvelle possibilité offerte aux collectivités de développer leurs coopérations mutuelles afin de mener à bien leurs missions de service public, dans un cadre expressément différent de celui où s'appliquent les règles de la concurrence et des marchés publics.

Votre commission a adopté l'article 34 *bis* A **sans modification.**

Article 34 ter

(art. 1609 *nonies* C du code général des impôts)

Révision sexennale de l'attribution de compensation des communes membres d'une communauté d'agglomération ou d'une communauté urbaine percevant la taxe professionnelle

En séance publique, le Sénat a adopté un amendement portant article additionnel présenté par M. Laurent Bêteille et ayant pour objet de permettre une révision sexennale de l'attribution de compensation qui est versée aux communes membres d'une communauté d'agglomération ou d'une communauté urbaine percevant la taxe professionnelle.

Après le premier alinéa du 1° du V de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts, il est inséré un alinéa prévoyant que l'attribution de compensation versée aux communes ayant réalisé des équipements avant le transfert de la compétence correspondante à l'EPCI sera révisée tous les six ans si de nouveaux équipements, de même nature et créés sur le territoire d'une ou plusieurs autres communes après la date du transfert de la compétence, connaissent un déficit de fonctionnement. La révision de l'attribution de compensation devra être adoptée à la majorité qualifiée des deux tiers du conseil communautaire.

Un deuxième alinéa, relatif à la majoration des attributions de compensation des communes ayant créé des équipements avant le transfert de compétence, vient compléter le premier alinéa. Il précise que le conseil communautaire devra tenir compte de l'évaluation effectuée par la commission locale d'évaluation des transferts de charge. La majoration des attributions de compensation devra correspondre au montant total des

subventions de fonctionnement versées par l'EPCI pour les équipements créés après le transfert de compétence. Le montant ainsi fixé devra être réparti à parts égales entre les communes ayant réalisé un équipement avant le transfert de compétence.

Alors que la commission des Lois avait émis un avis favorable à l'amendement, le Gouvernement a souhaité son retrait, en le justifiant par les effets indésirables que serait susceptible de produire la disposition.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a partagé cette analyse et a supprimé cet article.

En deuxième analyse, votre commission a également estimé qu'une réflexion plus approfondie était nécessaire afin d'élaborer un dispositif plus abouti et a **donc maintenu cette suppression.**

Article 34 quater

(art. L. 5211-28-2 [nouveau] du code général des collectivités territoriales)

Création d'une dotation globale de fonctionnement unique - Attribution de la dotation de développement rural aux EPCI fusionnés

En séance publique, le Sénat a adopté, avec l'avis favorable du Gouvernement ainsi que du rapporteur, un amendement portant article additionnel présenté par M. Dominique Braye, et ayant pour objet de **permettre la perception de la dotation globale de fonctionnement des communes par les EPCI à fiscalité propre.** Cet amendement a été complété par l'adoption, contre l'avis du Gouvernement, d'un sous-amendement de M. Hugues Portelli introduisant un II dans l'article additionnel, relatif aux attributions au titre de la dotation de développement rural (DDR) des EPCI fusionnés.

Le nouvel article L. 5211-28-2 introduit dans le code général des collectivités territoriales par le I du présent article permet ainsi de confier la perception des DGF des communes membres à un EPCI à fiscalité propre, **sur délibérations concordantes du conseil communautaire et de chacun des conseils municipaux des communes membres.** Une telle disposition devrait ainsi favoriser la mise en commun des ressources au sein des EPCI. Il est prévu que, dans cette hypothèse, l'EPCI devra mettre en place une dotation de reversement.

La commission des lois de l'Assemblée nationale avait remplacé la condition de l'accord unanime des conseils municipaux par un accord à la majorité qualifiée renforcée (deux tiers des conseils municipaux représentant la moitié de la population ou l'inverse), mais les députés sont revenus en séance publique à la rédaction du Sénat en adoptant un amendement présenté par M. Jacques Pélissard.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale a précisé les modalités de fixation du montant de la dotation de reversement. Ainsi :

-le montant global de la dotation de reversement sera égal à la somme des dotations globales de fonctionnement des communes ;

-le montant individuel versé à chaque commune sera fixé par l'organe délibérant de l'EPCI à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. Il sera calculé en fonction de critères tenant compte prioritairement, d'une part, de l'écart entre le revenu par habitant de la commune et le revenu moyen par habitant de l'établissement public de coopération intercommunale et, d'autre part, de l'insuffisance de potentiel fiscal par habitant de la commune au regard du potentiel fiscal communal moyen par habitant sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale.

Cette dotation de reversement deviendrait ainsi similaire à la dotation de solidarité communautaire. Elle ne constituera pas un nouvel apport pour les projets intercommunaux mais un **intéressant outil de péréquation entre les communes membres de l'EPCI**.

Votre commission a adopté l'article 34 *quater* **sans modification**.

Article 34 quinquies A

(art. 1609 *nonies* C du code général des impôts)

Modalités de création de la commission locale d'évaluation des charges au sein d'un EPCI

Cet article, introduit par l'Assemblée nationale en séance publique sur proposition de M. Jean-Pierre Gorges, tend à préciser que la commission locale d'évaluation des transferts de charge au sein des EPCI appliquant les dispositions fiscales de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts (EPCI à cotisation foncière des entreprises unique) est créée par le conseil communautaire qui en détermine la composition à la majorité simple. En effet, à l'inverse des règles applicables à son fonctionnement, les conditions de mise en place de cette commission ne sont pas précisément fixées en l'état actuel du droit.

Votre commission a adopté l'article 34 *quinquies* A **sans modification**.

Article 34 quinquies

(art. L. 5211-28-3 [nouveau] du code général des collectivités territoriales)
**Unification des impôts directs locaux au sein d'un établissement public
de coopération intercommunale à fiscalité propre**

La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté le présent article additionnel, présenté par M. Michel Piron, qui prévoit que les EPCI à fiscalité propre et leurs communes membres peuvent décider, **sur délibérations concordantes du conseil communautaire et de chaque conseil municipal**, de procéder à l'unification de tout ou partie des impôts directs locaux suivants : taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe foncière sur les propriétés non bâties. Les conditions dans lesquelles une telle unification pourrait avoir lieu, et notamment les critères permettant de déterminer la convergence des taux des impôts ainsi unifiés et les dotations de reversement qui seraient instituées, sont renvoyées à une autre loi.

Votre commission a validé ce dispositif, qui offre une possibilité intéressante aux communes membres d'un EPCI, tout en étant subordonné à l'accord unanime des conseils municipaux de ces communes.

Votre commission a adopté l'article 34 *quinquies* **sans modification**.

TITRE IV
CLARIFICATION DES COMPÉTENCES
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Article 35

**Principes généraux applicables à la répartition des compétences
entre collectivités territoriales et à l'encadrement
des financements croisés**

Le texte proposé par le gouvernement pour l'article 35 fixait quelques grands principes pour encadrer les dispositions d'une **future loi de clarification de la répartition des compétences entre les collectivités territoriales**, qui devait être votée dans l'année suivant la promulgation de la présente loi :

- exercice par la région et le département des compétences qui leurs sont attribuées par la loi, à l'exclusion des compétences attribuées à l'autre niveau de collectivités ;

- capacité d'initiative de la région et du département dans les domaines non prévus par la législation existante mais où l'intérêt local appelle une intervention ;

- désignation d'un chef de file par la loi ou les collectivités lorsqu'une compétence est, par exception, partagée entre plusieurs niveaux ;

- limitation de la pratique des financements croisés aux projets dont l'envergure le justifie ou qui répondent à des motifs de solidarité ou d'aménagement du territoire, sous réserve que le maître d'ouvrage assure alors une « part significative » du financement.

• Sur ce dernier point, la commission des lois du **Sénat** avait, à l'initiative de votre rapporteur, supprimé la mention trop vague de la « part significative » du financement, tandis qu'un amendement de Mme Françoise Férat, repris en séance publique par votre rapporteur et voté par le Sénat, avait permis de préciser que « *Le département continuera à être identifié comme le lieu des politiques publiques de proximité et sera confirmé dans son rôle de garant des solidarités sociales et territoriales.* », ce qui permettait de réaffirmer le rôle du département en matière de soutien aux communes rurales, aux communes de montagne et aux communes disposant de ressources faibles.

• Toutefois, la perspective d'un nouveau projet de loi de clarification des compétences apparaissant de plus en plus incertaine, la commission des lois de l'**Assemblée nationale** a estimé qu'il convenait de conférer aux dispositions de l'article 35 un caractère plus directement normatif, afin d'en garantir l'application effective même en l'absence de clarification ultérieure des compétences. **Elle a ainsi adopté, à l'initiative du rapporteur, un amendement de complète réécriture de cet article, qui modifie les dispositions du code général des collectivités territoriales relatives à la clause générale de compétence des départements et des régions.**

** Principe d'exclusivité*

La rédaction proposée complète tout d'abord l'énoncé de la clause générale de compétence du département et de la région (« *Le conseil général/régional règle par ses délibérations les affaires du département/de la région* ») par la mention « *dans les domaines de compétence que la loi lui attribue* », ainsi que par la phrase « *Il peut en outre, par délibération spécialement motivée, se saisir de tout objet d'intérêt départemental pour lequel la loi n'a donné compétence à aucune autre personne publique.* » : il s'agit de la reprise des notions d'exclusivité des compétences légales et de capacité d'initiative dans les domaines non prévus par la loi, tels qu'énoncés dans le texte initial.

** Compétences partagées*

La rédaction proposée modifie ensuite les dispositions figurant dans le premier chapitre du code général des collectivités territoriales afin d'affirmer que, si les compétences attribuées par la loi aux collectivités territoriales le sont en principe à titre exclusif, **la loi peut, à titre exceptionnel, prévoir des compétences partagées entre plusieurs niveaux de collectivités territoriales.**

Il convient de noter que ces dispositions ne peuvent avoir de valeur normative ; le législateur ne peut se lier lui-même. Rien ne peut donc l'empêcher, par exemple, de prévoir très peu de compétences exclusives et de nombreuses compétences partagées.

En outre, un alinéa supplémentaire précise la notion d'exclusivité des compétences, en prévoyant que « *Lorsque la loi a attribué à une catégorie de collectivités territoriales une compétence exclusive, les collectivités territoriales relevant d'une autre catégorie ne peuvent intervenir dans aucun des domaines relevant de cette compétence* » : ceci permet d'écarter une interprétation de l'exclusivité comme impossibilité d'intervenir dans les domaines non couverts par la loi, interprétation qui irait d'ailleurs à l'encontre de la possibilité, garantie au début de l'article, de « *se saisir de tout objet d'intérêt départemental/régional pour lequel la loi n'a donné compétence à aucune autre personne publique* ».

Concernant les compétences partagées, il est précisé d'emblée que **les compétences en matière de tourisme, de culture et de sport sont partagées entre les communes, les départements et les régions**. En effet, les interventions multiples y sont la règle et il serait sans doute trop complexe, et trop nocif pour les activités et les acteurs de ces différents domaines, de vouloir y rigidifier les interventions et des financements.

** Compétences déléguées*

Enfin, l'Assemblée nationale a prévu un dispositif pour encadrer les délégations de compétences entre les collectivités territoriales de catégories différentes.

Les délégations d'une collectivité à une autre (et avec des EPCI à fiscalité propre) seraient ainsi possibles aussi bien pour les compétences exclusives que pour les compétences partagées, sous réserve de la passation d'une convention définissant les objectifs à atteindre et les modalités du contrôle du délégant sur le délégataire. Les modalités de cette convention seraient précisées par décret en Conseil d'Etat.

La réécriture effectuée par l'Assemblée nationale tire ainsi directement sur le plan normatif les conséquences des grands principes posés *in abstracto* par les dispositions initiales du projet de loi. **Elle préserve une certaine souplesse d'application** en reprenant la notion d'« intérêt départemental » (ou régional) justifiant l'intervention des collectivités lorsque la loi est muette, en prévoyant expressément la possibilité de compétences partagées et en plaçant hors champ la culture, le tourisme et le sport. La nouvelle rédaction du présent article semble donc équilibrée.

Votre commission a adopté l'article 35 **sans modification**.

Article 35 bis A
(art. 28 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004)
Transfert d'aérodromes aux collectivités

Cet article, inséré à l'Assemblée nationale en séance publique par un amendement de M. Yves Fromion, prévoit qu'une collectivité ayant bénéficié du transfert d'un aérodrome de l'Etat en vertu de l'article 28 de la loi du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales doit obtenir l'accord de l'Etat et des tiers qui utilisent cet aérodrome avant de décider de sa fermeture.

En effet, de nombreuses collectivités se désintéresseraient des aérodromes qui leur ont été transférés et en décideraient la réaffectation à d'autres usages, au détriment de l'activité aéronautique.

Toutefois, ces dispositions aboutiraient à placer des communes sous une forme de tutelle.

C'est pourquoi votre commission a **supprimé** cet article.

Article 35 bis
(art. L. 1111-4 et L. 1111-9 du code général des collectivités territoriales)
**Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation
des services de la région et des départements**

Cet article, adopté à l'Assemblée nationale lors de l'élaboration du texte de la commission à l'initiative du rapporteur, insère un article L 1111-9 au code général des collectivités territoriales, prévoyant qu'un conseil régional et les conseils généraux des départements qui le composent pourront, dans les six mois suivant l'élection des conseillers territoriaux, adopter conjointement un schéma précisant les compétences temporairement déléguées de l'un à l'autre de ces niveaux, les conditions dans lesquelles certains de leurs services pourraient être mutualisés et leurs interventions financières respectives. Ce schéma sera ensuite mis en œuvre par le biais des conventions prévues par l'article précédent pour les délégations de compétences et par l'article 36 *bis* A pour l'exercice commun de compétences.

Ce schéma porterait au moins sur les compétences relatives au développement économique, à la formation professionnelle, à la construction, à l'équipement et à l'entretien des collèges et des lycées, aux transports, aux infrastructures, voiries et réseaux, à l'aménagement des territoires ruraux et aux actions environnementales.

- Votre commission estime qu'un tel schéma permettra d'inciter les départements et les régions à clarifier la répartition de leurs compétences mutuelles.

Toutefois, elle a adopté, à l'initiative de son rapporteur, un amendement précisant les finalités de ce schéma. Ainsi, le schéma fixera *«l'organisation des interventions financières respectives de la région et des départements en matière d'investissement et de fonctionnement des projets décidés ou subventionnés par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales»*.

Votre commission a adopté l'article 35 *bis* **ainsi modifié**.

Article 35 ter

(art. L. 1111-10 du code général des collectivités territoriales)

Règles générales applicables au financement de projets locaux par les régions et les départements – Participation financière minimale des collectivités territoriales et de leurs groupements aux opérations d'investissement dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage

Ce nouvel article, inséré à l'Assemblée nationale, lors de l'élaboration du texte de la commission, à l'initiative du Gouvernement, vise à **limiter l'importance des cofinancements apportés par les collectivités territoriales à des opérations d'investissement**.

Pour ce faire, il prévoit d'abord que le département peut apporter son soutien financier aux communes et intercommunalités, tandis que les cofinancements apportés par la région à ces mêmes échelons, ainsi qu'au département, doivent concerner uniquement des opérations d'envergure régionale.

Il tend, ensuite, à **soumettre la part de financement apportée par la collectivité maître d'ouvrage à un « plancher »**, fixé à un niveau variable en fonction de l'importance de la population concernée :

- 20 % du montant total des financements apportés à ce projet pour les communes de moins de 3 500 habitants et pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de moins de 50 000 habitants ;

- 30 % pour les autres collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales.

En outre, **en matière de renouvellement urbain et de rénovation des monuments classés**, la participation minimale du maître d'ouvrage, quelle que soit la collectivité maître d'ouvrage, serait de 20 % du montant total.

Il est, enfin, précisé que ces nouvelles règles ne s'appliquent ni aux opérations prévues dans les contrats de projet État-région, ni à celles dont la responsabilité incombe à l'État ou à ses établissements publics.

• Votre commission, sur proposition de votre rapporteur, a adopté un amendement qui **modifie** cet article sur deux points :

- les règles en matière de financement de la **rénovation urbaine** sont déjà fixées par l'article 9 de la loi du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine. Cet article prévoit que, pour assurer la réalisation des investissements engagés dans le cadre du programme national de rénovation urbaine, le coût des opérations à la charge des collectivités, de leurs établissements publics de coopération intercommunale ou de leurs syndicats mixtes peut, après déduction des aides publiques directes ou indirectes, être, le cas échéant, inférieur à 20 % du montant total prévisionnel de la dépense subventionnée.

Votre rapporteur a donc proposé d'inscrire un renvoi à cet article pour préserver les règles de financement qui en résultent ;

- l'amendement de votre rapporteur élargit par ailleurs la liste des **monuments** concernés par la dérogation fixant à 20 % la participation minimale du maître d'ouvrage, en y incluant les monuments protégés au titre du code du patrimoine (et non les seuls monuments classés). Il permet en outre au représentant de l'Etat d'autoriser, par dérogation, une participation plus faible du maître d'ouvrage afin notamment de permettre la rénovation d'un patrimoine exceptionnel situé dans des très petites communes.

Votre commission a adopté l'article 35 *ter* **ainsi modifié**.

Article 35 quater

(art. L. 1611-8 [nouveau] du code général des collectivités territoriales)

Conditions du cumul de financements de la région et du département

Cet article, inséré à l'Assemblée nationale lors de l'élaboration du texte de la commission puis modifié en séance à l'initiative du gouvernement, comporte un dispositif visant à **limiter le cumul de subventions de la région et du département pour un même projet d'une commune ou d'un EPCI à fiscalité propre, en investissement ou en fonctionnement**.

Ainsi :

- à compter de 2012, aucun projet ne pourra bénéficier d'un cumul de crédits d'investissement ou de fonctionnements accordés par un département et une région, sauf si ce projet est décidé par une commune dont la population est inférieure à 3500 habitants ou un EPCI à fiscalité propre dont la population est inférieure à 50 000 habitants. **Les projets culturels, sportifs et touristiques ne seraient pas soumis à cette contrainte**.

- à compter de 2015, l'article pose une alternative. Si le schéma régional d'organisation des compétences et de mutualisation prévu à l'article 35 *bis* n'a pas été adopté, l'interdiction de cumul perdure (avec son exception pour les communes dont la population est inférieure à 3 500 habitants et les EPCI à fiscalité propre dont la population est inférieure à 50 000 habitants), mais sans exception pour les projets culturels, sportifs et

touristiques. Si ce schéma est adopté, la règle de non cumul ne s'applique plus.

Il s'agit ainsi davantage d'inciter fortement les régions et les départements à adopter le schéma prévu à l'article 35 *bis* que d'interdire purement et simplement les cumuls.

Les députés ont par ailleurs estimé que l'adoption de ce schéma serait facilitée par l'élection des conseillers territoriaux.

Le présent article prévoit également que toute délibération du département ou de la région tendant à attribuer une subvention d'investissement ou de fonctionnement à un projet décidé ou subventionné par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales s'accompagne d'un état récapitulatif de l'ensemble des subventions attribuées à ce même projet par les collectivités territoriales. La délibération est nulle lorsque cet état récapitulatif prévoit un cumul contraire aux dispositions décrites ci-dessus.

L'enchaînement dans le temps des règles de non cumul prévues par cet article est quelque peu singulier : pendant trois ans, de 2012 à 2015, aucun cumul ne sera possible, hormis pour les petites communes et petits EPCI ; ces cumuls redeviendront possibles à partir de 2015 en cas d'adoption du schéma.

- Votre rapporteur a ainsi proposé de supprimer les dispositions restreignant le cumul entre 2012 et 2015, et, à partir de 2015, de relever le seuil de population sous lequel la règle ne s'applique pas à 50 000 habitants pour les communes et 150 000 habitants pour les EPCI.

Toutefois, votre commission a estimé que, même avec ces modifications, ces dispositions auraient des effets négatifs ou imprévisibles sur de nombreuses interventions nécessaires des collectivités territoriales.

Votre commission a en conséquence **supprimé** l'article 35 *quater*.

Article 35 quinquies

(art. L. 3312-5 et L. 4311-4 du code général des collectivités territoriales)

Publicité des subventions départementales et régionales au profit des communes

Cet article, inséré à l'Assemblée nationale lors de l'élaboration du texte de la commission, tend à compléter la liste des documents annexés au compte administratif de la région et du département par un état récapitulatif des subventions attribuées au profit de chaque commune au cours de l'exercice.

Votre commission a adopté l'article 35 *quinquies* **sans modification**.

TITRE V DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

Article 36 A

(art. L. 1211-2 du code général des collectivités territoriales)

Composition du collège des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale au sein du Comité des finances locales

Cet article propose de modifier la composition du Comité des finances locales, afin d'attribuer un siège pour les métropoles et les communautés urbaines, deux sièges pour les communautés de communes à taxe professionnelle unique, deux sièges pour les communautés de communes à fiscalité additionnelle et deux sièges pour les communautés d'agglomération et les syndicats d'agglomération nouvelle.

Serait ainsi supprimé le siège des syndicats et ajouté un siège pour les communautés de commune faisant application de l'article 1609 *nonies C* du code général des impôts (perception par l'EPCI de la contribution économique territoriale, CET).

- Votre commission, sur proposition de votre rapporteur, a souhaité réintroduire le siège pour un président de syndicat de communes. Par conséquent, elle a également supprimé le second siège offert à un président de communauté de communes faisant application de l'article 1609 *nonies C* du code général des impôts.

Votre commission a adopté l'article 36 A **ainsi modifié**.

Article 36 B

(art. L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales)

Chefs-lieux des cantons

Inséré par l'Assemblée à l'initiative de MM. Jean-Luc Warsmann, président de la commission des lois, et Dominique Perben, rapporteur, et avec l'avis favorable du gouvernement, cet article prévoit que, en cas de fusion de cantons, le canton issu de la fusion pourra avoir plusieurs chefs-lieux.

En effet, les auteurs de l'amendement ont souligné que **la qualité de chef-lieu avait des conséquences importantes pour la commune concernée** (majoration des indemnités de fonction attribuées aux élus municipaux sur décision du conseil municipal, conditions d'éligibilité particulières à la dotation de solidarité rurale ou à la dotation d'intercommunalité, etc.).

Selon M. Jean-Luc Warsmann, cet article additionnel vise à « *faciliter l'évolution de la carte cantonale [qui est impliquée par la mise en place des conseillers territoriaux] sans traumatisme pour les chefs-lieux de cantons actuels* ». En d'autres termes, **cet amendement tire les conséquences du tableau** annexé à l'article 1^{er} *ter* du projet de loi, dans sa version issue des travaux de l'Assemblée nationale.

Dès lors, par cohérence avec la suppression de l'article 1^{er} *ter*, votre commission a **supprimé** l'article 36 B.

Article 36 C

(art. 9, 9-1 A nouveau et 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique)

Sanctions financières à l'encontre des partis politiques ne respectant pas l'objectif de parité

Cet article met en place des **sanctions financières pour pénaliser les partis politiques qui ne présenteraient pas autant de femmes que d'hommes aux élections territoriales** et qui, ce faisant, contreviendraient à l'objectif constitutionnel d'égal accès aux mandats électoraux et fonctions électives consacré par l'article 1^{er} de notre Constitution.

Ces dispositions résultent d'un amendement de M. Perben, rapporteur de la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui a été adopté en séance publique sur l'avis favorable du gouvernement.

- **Les débats menés par l'Assemblée nationale**

Tout au long des travaux menés par l'Assemblée nationale, la question des garanties à apporter pour assurer le respect de l'objectif de parité malgré la mise en place d'un mode de scrutin qui tend, comme l'ont montré les recherches effectuées par l'Observatoire de la parité, à défavoriser les femmes, s'est posée avec une acuité particulière.

En effet, lors de l'examen du texte en commission **M. Alain Marleix, secrétaire d'Etat à l'intérieur et aux collectivités territoriales, s'était déclaré favorable à l'adoption de la proposition de loi n° 2529** présentée par Mme Chantal Brunel et plusieurs de ses collègues du groupe UMP, qui vise, par le biais d'un système de pénalités financières, à inciter les partis politiques à présenter un nombre significatif de candidates et à donner à celles-ci les moyens d'être effectivement élues.

**Le dispositif prévu par la proposition de loi n° 2529
tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux
pourvus au scrutin uninominal majoritaire**

La proposition de loi n° 2529 vise à garantir le respect, du principe de parité par les partis politiques, en :

- créant un **mécanisme de financement de la vie politique départementale**, qui serait financé par le biais d'un prélèvement sur les aides publiques existantes et représenterait 50 % de l'enveloppe actuelle ;

- instaurant des **sanctions financières pour pénaliser les formations politiques qui présentent un nombre insuffisant de candidates aux élections cantonales**. Dans ce cadre, un mécanisme de financement de la vie politique départementale serait introduit et des pénalités similaires à celles qui existent déjà pour les élections législatives seraient mises en place (diminution du nombre de suffrages recueillis par les candidats, et donc du montant de l'aide publique attribuée par l'État, d'un montant égal aux trois quarts de l'écart entre le nombre de candidats de chaque sexe dès lors que cet écart dépasse 2 % à l'échelle d'un même département) ;

- **pénalisant financièrement les partis politiques qui, tout en donnant leur investiture à des candidates, leur attribuent des circonscriptions difficilement « gagnables »**. Pour ce faire, le calcul du montant de la seconde fraction d'aide publique, qui est aujourd'hui déterminé en fonction du nombre d'élus (quel que soit leur sexe), **tiendrait désormais compte du nombre de femmes effectivement élues** : tout parti faisant élire moins de 30 % de femmes aux élections législatives de 2012 ou moins de 40 % de femmes aux élections cantonales de 2014 serait ainsi pénalisé. Cette proportion serait progressivement augmentée pour atteindre 50 % aux cantonales de 2020 et aux législatives de 2022.

Toutefois, l'Assemblée nationale a finalement fait le choix de traiter cette problématique au sein du présent projet de loi, plutôt que dans un texte séparé.

Le dispositif retenu par les députés **s'inspire largement de la proposition de loi présentée par Mme Chantal Brunel**, à deux exceptions près : d'abord, il ne pénalise pas les formations politiques qui ne font pas élire assez de femmes ; en second lieu, il **ne concerne que les élections des conseillers territoriaux**, et non l'ensemble des élections au scrutin uninominal.

Ainsi, le système mis en place par l'Assemblée nationale est très similaire aux pénalités que le législateur a déjà prévues pour sanctionner les formations politiques qui présentent un nombre insuffisant de femmes aux élections législatives (articles 9 et 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique).

Plus précisément, la première fraction de l'aide publique actuellement accordée aux partis politiques en fonction des résultats obtenus par les candidats qu'ils présentent aux élections législatives serait désormais **divisée en deux parties** : la première de ces parties, qui correspondrait aux deux tiers de l'enveloppe actuelle, demeurerait attribuée dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui ; la seconde partie permettrait de moduler l'aide publique aux

partis politiques en fonction du nombre de suffrages qu'ils ont recueillis aux élections des conseillers territoriaux.

Cette seconde partie serait elle-même décomposée en **deux parts** :

- l'une serait accordée aux partis en fonction du nombre de conseillers territoriaux déclarant s'y rattacher ;

- l'autre serait attribuée aux partis dont au moins 350 candidats ont obtenu au moins 1 % des suffrages exprimés dans des cantons répartis entre quinze départements ou plus. **Le montant de cette seconde part serait modulé en fonction de la proportion de candidats de chaque sexe qui ont été présentés aux élections des conseillers territoriaux** : de la même manière que pour les élections législatives, l'aide de l'État serait diminuée d'un pourcentage égal à la moitié de l'écart constaté entre les candidats des deux sexes, dès lors que cet écart est supérieur à 2 %. La diminution serait portée, à compter de 2020, à trois quarts de l'écart constaté.

En outre, un mécanisme similaire serait prévu pour les **départements et collectivités d'outre-mer** : bien que ces territoires n'aient pas vocation à élire des conseillers territoriaux, les partis qui y présentent des candidats lors des élections locales seraient soumis aux mêmes obligations qu'en métropole.

- **La position de votre commission des lois**

Votre commission des lois a affirmé son **attachement au principe constitutionnel d'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux**, et elle a souhaité que la réforme des collectivités territoriales ne vienne pas en réduire l'effectivité.

Néanmoins, elle a constaté que l'article 36 B visait, selon les débats menés en séance publique à l'Assemblée nationale, à tirer les conséquences de la mise en place du mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours prévu par l'article 1^{er} A du texte adopté par les députés.

En conséquence, par cohérence avec la suppression de l'article 1^{er} A, votre commission a **supprimé** l'article 36 C.

Article 36

Entrée en vigueur des dispositions relatives aux conseillers territoriaux

Cet article prévoit que les dispositions découlant de la création des conseillers territoriaux n'entreront en vigueur qu'à compter de leur première élection, en mars 2014.

Le texte issu des travaux de l'Assemblée nationale prévoit ainsi une entrée en vigueur différée de l'article 1^{er} (description du mandat de conseiller

territorial) et de l'article 1^{er} *bis* (adaptation du fonctionnement des conseils régionaux à la création des conseillers territoriaux).

Par cohérence avec ses positions précédentes, votre commission a adopté un **amendement** du rapporteur supprimant la référence, dans le présent article, à l'article 1^{er} *bis*.

Votre commission a adopté l'article 36 **ainsi modifié**.

Article 37

Entrée en vigueur de certaines dispositions relatives aux établissements publics de coopération intercommunale

Cet article prévoit l'entrée en vigueur différée des articles du présent projet de loi relatifs aux compétences des EPCI à fiscalité propre et à la composition de leurs organes délibérants.

Conformément au texte adopté par le Sénat en première lecture :

- les dispositions de l'article 2 (élection des délégués des communes au sein des organes délibérants des EPCI à fiscalité propre) n'entreraient en vigueur qu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux, en mars 2014 ;

- les dispositions de l'article 3 (fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires) entreraient en application en mars 2014 pour les EPCI à fiscalité propre existants, et immédiatement pour tous les EPCI à fiscalité propre créés après la promulgation de la présente loi. La commission des lois de l'Assemblée nationale a enrichi ce dispositif en prévoyant, de même, que les règles relatives à la **composition des bureaux des EPCI** ne s'appliquent qu'en 2014 pour les EPCI créés avant la promulgation de la loi de réforme des collectivités territoriales (amendements présentés par MM. Jean-Pierre Schosteck et Bernard Derosier).

En outre, par coordination, la commission des lois de l'Assemblée nationale a également prévu que les dispositions de l'article 34 *bis* AA n'entreraient en vigueur qu'en mars 2014 : en effet, le **schéma de mutualisation des services** entre les services de l'EPCI et ceux de ses communes-membres créé par cet article devrait être approuvé par une simple délibération du conseil communautaire (c'est-à-dire à la majorité simple). Dans un contexte où la composition des organes délibérants des EPCI ne reflète pas le poids démographique réel de chaque commune, il aurait été peu opportun de prévoir l'entrée en vigueur immédiate de ces dispositions, ce qui aurait pu conduire à ce qu'un groupe de communes représentant une nette minorité de la population totale de l'EPCI puisse décider des modalités de mise à disposition des services de chaque commune-membre.

Votre commission a adopté l'article 37 **sans modification**.

Article 38

**Applicabilité à Mayotte des nouvelles règles
relatives aux finances locales**

Cet article précise quelles dispositions de la loi devront être applicables à Mayotte en matière de finances locales.

L'Assemblée nationale a adopté un amendement de précision et de coordination.

Votre commission a adopté l'article 38 **sans modification**.

Article 39

**Applicabilité à la Polynésie française de certaines dispositions
du code général des collectivités territoriales**

L'Assemblée nationale a amendé cet article pour tenir compte de certaines modifications apportées au texte par sa commission des lois ainsi que par le Sénat.

Votre commission a adopté l'article 39 **sans modification**.

Article 39 bis

Ratification de trois ordonnances

Issu d'un **amendement du gouvernement**, qui a été adopté par la commission des lois de l'Assemblée nationale avec l'avis favorable de son rapporteur, cet article **ratifie trois ordonnances** prises sur le fondement de la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures.

Ces trois ordonnances ont été publiées, puis ont fait l'objet d'un projet de loi de ratification¹ dans les délais fixés par le législateur, et ont été prises dans le respect du champ des habilitations consenties par le Parlement. **Le calendrier a donc bien été respecté.**

¹ Projets de loi n° 231, 232 et 288 (2009-2010).

- **La ratification de l'ordonnance n° 2009-1400 du 17 novembre 2009 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux régions et aux syndicats mixtes**

L'article 88 de la loi du 12 mai 2009 a habilité le gouvernement à prendre par ordonnance « *toutes mesures de simplification et d'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux régions et aux syndicats mixtes mentionnés à l'article L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales* ».

Sur cette base, l'ordonnance n° 2009-1400 :

- fixe les **modalités de vote et de présentation du budget** (qui pourra désormais être présenté et voté par nature ou par fonction) ;
- précise les modalités de reprise, d'affectation et de reprise anticipée des résultats de l'exercice budgétaire clos pour les régions ;
- permet un **meilleur suivi des engagements pluriannuels** de la région et une meilleure fongibilité des crédits de paiement.

Votre rapporteur souligne que les nouvelles règles qui figurent dans cette ordonnance ont été **élaborées en concertation avec les régions** : d'une part, elles ont été expérimentées, dès 2005, par des régions « pilotes », puis par toutes les régions à partir de 2007 ; en outre, elles ont reçu l'accord de l'Association des régions de France, qui s'est prononcée à leur sujet lors d'une réunion du 15 mai 2009.

- **La ratification de l'ordonnance n° 2009-1401 du 17 novembre 2009 portant simplification de l'exercice du contrôle de légalité**

Prise sur le fondement de l'article 120 de la loi du 12 mai 2009 et entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2010, l'ordonnance n° 2009-1401 vise à **alléger l'exercice du contrôle de légalité**. À cette fin, et conformément à l'habilitation accordée au pouvoir réglementaire par le législateur, elle **réduit le champ des actes obligatoirement transmis au représentant de l'État dans les domaines de la fonction publique territoriale** (qui représentent actuellement le tiers des actes transmis chaque année aux préfetures, soit un million et demi d'actes) **et de la voirie routière**.

Ainsi, ne sont plus communiqués au préfet :

- les délibérations relatives aux droits de voirie et de stationnement ; au classement, au déclassement, à l'établissement des plans d'alignement et de nivellement ; à l'ouverture, au redressement et à l'élargissement des voies ;
- les délibérations relatives aux ratios d'avancement de grade, à l'affiliation ou à la désaffiliation aux centres de gestion et aux conventions de prestations liées aux missions optionnelles des centres de gestion ;

- les actes individuels de sortie contrainte de la fonction publique (mise à la retraite d'office ou révocation des fonctionnaires) : malgré la sensibilité de ces actes, il est en effet apparu que les fonctionnaires concernés étaient les plus à même de former des recours devant le juge administratif ;

- les actes individuels portant avancement de grade.

Votre rapporteur estime que cet allègement du contrôle de légalité permettra aux services préfectoraux de concentrer leur action sur les actes à forts enjeux (urbanisme, marchés publics, etc.). Dès lors, **il s'associe à cette démarche de « recentrage » du contrôle de légalité sur les actes les plus sensibles**, qui est pleinement cohérente avec l'esprit de la révision générale des politiques publiques (RGPP) et qui évite de maintenir certaines lourdeurs inutiles dans les relations entre les collectivités territoriales et les représentants de l'État.

- **La ratification de l'ordonnance n° 2009-1530 du 10 décembre 2009 modifiant la partie législative du code général des collectivités territoriales**

Enfin, l'article 87 de la loi du 12 mai 2009 prévoyait l'intervention d'une ordonnance pour « *remédier aux éventuelles erreurs ou insuffisances de codification, adapter les renvois à des textes codifiés ou non aux évolutions législatives et réglementaires et abroger les dispositions devenues obsolètes ou sans objet* » au sein du code général des collectivités territoriales. Ces améliorations ont été effectuées **à droit constant**, et ont notamment permis :

- de **mettre à jour certains renvois** au code du travail ou au code électoral et de corriger des erreurs matérielles ;

- d'inclure dans le code des dispositions non encore codifiées sur le statut des sapeurs-pompiers volontaires ;

- d'intégrer au code certaines jurisprudences du Conseil d'État (comme, par exemple, la jurisprudence relative à la contestation des exécutifs locaux non municipaux), afin d'en renforcer la lisibilité.

- **La position de votre commission des lois**

Ayant constaté que les ordonnances dont le gouvernement sollicite la ratification étaient **conformes à l'habilitation donnée par le Parlement** et qu'elles contribuaient à améliorer la qualité du droit, votre commission a **adopté l'article 36 sans modification**.

Article 40

**Habilitation à adapter les conseillers territoriaux
aux départements et régions d'outre-mer**

Issu d'un **amendement du gouvernement**, cet article habilite ce dernier à légiférer par ordonnance, selon les modalités prévues par l'article 38 de la Constitution, pour adapter les dispositions relatives à l'élection des conseillers territoriaux dans les départements et régions d'outre-mer.

- **La position de votre commission en première lecture**

L'article 40 du projet de loi initial, qui était rédigé en des termes comparables, **avait été supprimé par votre commission des lois en première lecture.**

Celle-ci avait en effet estimé :

- tout d'abord, que « *les ordonnances de l'article 38 [n'avaient] pas été conçues pour permettre au pouvoir législatif de décaler dans le temps ses prises de décision* » : cette habilitation était en effet motivée par les évolutions institutionnelles souhaitées par certains départements et régions d'outre-mer -à propos desquelles la Guadeloupe ne s'est toujours pas prononcée, les autres collectivités ayant effectué des choix clairs dans un passé récent¹- ;

- qu'ensuite, **le recours aux ordonnances serait inutile dans tous les cas** (c'est-à-dire non seulement si les collectivités concernées choisissaient d'être soumises au statut prévu par l'article 74 de la Constitution -auquel cas une loi organique devrait être prise pour déterminer « *les règles d'organisation et de fonctionnement [de leurs] institutions et le régime électoral de [leurs] assemblée[s] délibérante[s]* »-, mais aussi si, à l'inverse, elles exprimaient le souhait de demeurer soumises au statut prévu par l'article 73 -puisque, dans ce cas, aucune mesure d'adaptation ne serait plus nécessaire).

- **La position de l'Assemblée nationale**

La suppression de l'article 40 a été **maintenue par la commission des lois de l'Assemblée nationale.**

Toutefois, à l'initiative du gouvernement (qui faisait valoir qu'en Guadeloupe, « *les élus régionaux et départementaux [avaient] souhaité [...] qu'un délai de dix-huit mois leur soit donné pour mener à bien leur réflexion propre* » sur une éventuelle évolution institutionnelle), l'Assemblée a réintroduit, en séance publique, une habilitation à légiférer par ordonnance

¹ La Réunion a en effet exprimé le souhait de demeurer une collectivité régie par l'article 73 de la Constitution, et donc par le principe d'identité législative, tandis que les électeurs de Guyane et de Martinique ont, le 24 janvier dernier, approuvé la création d'une collectivité unique.

pour permettre au gouvernement d'adapter les dispositions relatives aux conseillers territoriaux aux départements et régions d'outre-mer.

- **La position de votre commission des lois**

À la lumière des arguments nouveaux que le gouvernement a mis en avant, et consciente que nos compatriotes de Guadeloupe souhaitent qu'un horizon temporel précis soit fixé à l'aboutissement du processus d'évolution institutionnelle dans lequel ils pourraient, votre commission a **adopté** le présent article **sans modification**.

Article 41

(art L 5211-5, L 5211-17 et L 5211-18

du code général des collectivités territoriales)

Transfert des biens immobiliers liés au transfert de compétence en matière de zones d'activité économique

Cet article, inséré par un amendement de M. M. Pierre Morel-À-L'Huissier à l'Assemblée nationale lors de l'élaboration de la commission, concerne la mise à disposition d'un EPCI des biens immobiliers des zones d'activité économique et des zones d'aménagement concerté lorsque la compétence correspondante lui est transférée par les communes membres.

La loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale a prévu un régime de mise à disposition automatique des biens, équipements et services publics nécessaires à l'exercice d'une compétence en cas de transfert de la compétence à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI).

Toutefois, en cas de transfert de la compétence en matière de zones d'activité économique ou de zones d'aménagement concerté, les conditions financières et patrimoniales du **transfert** des biens doivent faire l'objet d'une décision spécifique, **dans les mêmes conditions de majorité que pour la création de l' EPCI**. En effet, lorsque la communauté détient une compétence en matière économique et que les communes transfèrent cette compétence, alors qu'elles avaient déjà commencé à mettre en place de telles zones, le principe est **le transfert en plein propriété**, puisque ces biens relèvent du domaine privé et pourront ainsi être vendus : s'il y avait simplement mise à disposition, les communautés de communes ne pourraient pas vendre les terrains concernés, n'en étant pas propriétaires.

Or, le Conseil d'Etat a estimé¹ que, s'agissant du transfert de compétences en matière de zones d'activités économiques et de zones d'aménagement concerté, l'arrêté préfectoral ne peut légalement transférer ces

¹ CE, 29 avril 2002, District de l'agglomération de Montpellier.

compétences à un EPCI sans que les organes délibérants des communes membres et de l'EPCI aient délibéré **préalablement** à son entrée en vigueur sur les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers.

De ce fait, il existe une insécurité juridique pour tout établissement public de coopération intercommunale qui aurait bénéficié d'un arrêté de création ou de transfert de compétences dans ce domaine sans que l'organe délibérant des communes et de l'EPCI aient délibéré au préalable sur les conditions du transfert des biens immobiliers nécessaire à l'exercice de ces compétences.

Les dispositions introduites par cet article prévoient ainsi qu'un délai d'un an est accordé à l'EPCI et aux communes membres pour décider des conditions du transfert des biens immobiliers à compter du transfert de compétences ou, le cas échéant, de la délibération déterminant l'intérêt communautaire.

Votre commission a donc adopté l'article 41 **sans modification.**

PRÉSENTATION DE L'AVIS DE LA DÉLÉGATION AUX DROITS DES FEMMES ET À L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

MERCREDI 16 JUIN 2010

Mme Michèle André, présidente-rapporteuse de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, présente son avis sur le projet de loi n° 527 (2009-2010), modifié par l'Assemblée nationale, de réforme des collectivités territoriales.

M. Jean-Jacques Hyest, président – La Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes a été saisie pour avis du projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, portant réforme des collectivités territoriales. Mme Michèle André, présidente et rapporteure, a soumis à sa délégation les dispositions de ce texte ayant des incidences sur la parité dans l'accès aux mandats électoraux et aux fonctions électives et nous allons écouter son avis.

Mme Michèle André, présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, rapporteure - Je vous remercie de m'accueillir dans cette commission que je connais bien pour y avoir siégé plusieurs années, et où je reviens toujours avec plaisir.

M. Jean-Pierre Sueur – Le plaisir est partagé.

Mme Michèle André – Je suis venue aujourd'hui pour vous présenter, en qualité de présidente et de rapporteure, les recommandations formulées par notre délégation en réponse à votre saisine du 4 novembre 2009. Ces recommandations, je tiens à le souligner, nous les avons adoptées à l'unanimité au cours de notre réunion du 10 juin dernier, et nous avons décidé de reprendre les deux principales sous la forme d'amendements que j'ai déposés devant votre commission et qui ont déjà été cosignés par la grande majorité des membres de la délégation.

Conformément à votre saisine, notre délégation s'est attachée à mesurer l'impact des modes de scrutin envisagés par le Gouvernement sur l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et aux fonctions électives, en particulier pour l'élection des futurs conseillers territoriaux.

Nous nous sommes demandé dans quelle mesure l'impact négatif de ce mode de scrutin pouvait se concilier avec le principe d'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux qui est consacré par la Constitution depuis la révision constitutionnelle du 8 juillet 1999 et nous

avons cherché des moyens pour améliorer la prise en compte de cet objectif de parité.

A cette fin, nous avons auditionné sept éminents constitutionnalistes, ainsi que les responsables de grandes associations d'élus - Association des régions de France, Association des départements de France, Association des maires ruraux de France. L'article 4 de la Constitution reconnaît aux partis politiques un rôle dans la mise en œuvre de ce principe d'égal accès, et je crois que nous ne devons pas sous-estimer cette responsabilité. C'est pourquoi nous avons aussi auditionné les responsables de l'ensemble des partis politiques représentés au Parlement.

J'ai également rencontré les représentantes de plusieurs associations de femmes qui militent en faveur de la parité. Elles n'ont pas manqué de relever que l'adoption en juin, à l'Assemblée nationale, puis au Sénat, d'un mode de scrutin défavorable à la parité serait une bien triste façon de célébrer le dixième anniversaire de la loi du 6 juin 2000, la première grande loi sur la parité en politique.

Le choix du Gouvernement de revenir au scrutin majoritaire à deux tours, par nature défavorable à l'accès des femmes, n'a pas privé nos travaux de leur pertinence, même si le changement de support législatif, par le truchement d'un amendement adopté à l'Assemblée nationale, nous a contraints d'y adapter nos préconisations suivant un calendrier très serré.

J'en viens donc à nos recommandations. Les sept premières relèvent plutôt du constat. Les huitième et neuvième constituent le cœur de nos propositions.

Premier constat : les mécanismes mis en place par la loi du 6 juin 2000 ont permis à la parité de devenir une réalité effective dans les assemblées élues au scrutin de liste, et en particulier dans les conseils régionaux et dans les conseils municipaux des communes de plus de 3.500 habitants.

Plus précisément, les conseils régionaux sont devenus l'exemple d'une parité effective à tous les niveaux : les femmes représentent 48 % des conseillers régionaux élus en mars 2010, et grâce à la loi du 31 janvier 2007 qui favorise la parité des exécutifs municipaux et régionaux, elles occupent 45 % des vice-présidences.

Second constat, négatif celui-ci, la parité n'a pas progressé dans les élections au scrutin uninominal majoritaire, en particulier dans les conseils généraux qui, avec 12,3 % de femmes seulement, restent les assemblées les plus masculinisées de France.

Ces constats nous conduisent à formuler un regret : celui que le Gouvernement ait successivement privilégié deux modes de scrutin qui, reposant pour l'essentiel ou en totalité sur le scrutin uninominal majoritaire, sont de nature à « défavoriser » et non à « favoriser » l'accès des femmes aux futurs conseils régionaux et conseils généraux : 17,3 % de femmes avec le

premier mode de scrutin d'après l'Observatoire de la parité ; beaucoup moins encore avec celui qui nous est maintenant proposé.

Le Gouvernement met régulièrement en avant l'impact positif pour les femmes de l'extension du scrutin de liste aux petites communes et de l'élection au suffrage universel des délégués communautaires. Nous en approuvons certes le principe, mais nous refusons de considérer que l'impact positif de ces mesures à l'échelon municipal pourrait compenser la régression prévisible et accentuée des femmes dans les conseils régionaux et généraux.

J'en viens au sixième point, qui est l'affirmation d'un principe : l'article 34 de la Constitution reconnaît au Parlement la faculté de fixer le régime électoral des assemblées. Mais la liberté dont il jouit dans le choix des modes de scrutin ne doit pas le dispenser pour autant de chercher à atteindre l'objectif constitutionnel d'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux.

Dans ces conditions, nous considérons que l'adoption d'un mode de scrutin particulièrement défavorable à la parité, comme le scrutin majoritaire à deux tours, ne peut devenir acceptable que si celui-ci s'accompagne de mécanismes susceptibles d'en neutraliser les effets négatifs.

Nous ne privilégions pas la voie des pénalités financières imposées aux partis politiques pour non respect de la parité, car nous relevons dans notre septième point qu'elle n'a pas produit pour l'instant les effets escomptés. Les sommes en jeu dans les législatives ne semblent pas du tout impressionner nos partis politiques... Il faudrait les rendre « insupportables » pour qu'elles soient efficaces, et c'est très loin d'être le cas du dispositif introduit par l'Assemblée nationale dans le projet de loi de réforme des collectivités.

Aussi privilégions-nous une autre voie dont je reconnais qu'elle est novatrice, même si je ne crois pas qu'elle bouscule les grands principes de notre droit électoral.

Dans notre huitième recommandation, notre recommandation clef, nous vous proposons, tout en restant dans le cadre du scrutin majoritaire à deux tours – dont nous comprenons qu'il a la faveur de beaucoup de nos collègues –, de substituer un scrutin binominal au scrutin uninominal. Autrement dit, l'élection porterait, dans chaque canton, non sur un candidat unique, doublé d'un remplaçant, mais sur un « binôme paritaire », constitué de deux candidats de sexe différent, accompagnés de deux remplaçants désignés dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui.

Bien entendu, pour maintenir inchangé l'effectif prévu des conseillers territoriaux, il faudrait réduire de moitié le nombre de cantons par rapport au redécoupage actuellement envisagé par le Gouvernement.

L'adoption de ce mode de scrutin permettrait d'obtenir, par définition, une stricte parité dans les conseils régionaux et les conseils généraux.

La parité étant réalisée dans ces derniers, on pourra et c'est notre neuvième recommandation, leur étendre les dispositions de la loi du 31 janvier 2007 qui ne favorisent actuellement la parité des exécutifs que dans les conseils régionaux et les conseils municipaux des communes de plus de 3.500 habitants.

J'ai déposé devant votre commission deux amendements qui apportent une traduction législative à ces deux dernières recommandations. Ils ont été cosignés par la grande majorité des membres de notre délégation, issus de la majorité comme de l'opposition.

Je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien leur porter. Je crois qu'ils constituent la seule solution efficace pour éviter que la réforme territoriale ne se traduise par un recul historique de la parité, qui enverrait, dix ans après l'adoption de la loi du 6 juin 2000, un message très négatif à l'opinion quant à la volonté des pouvoirs publics – Gouvernement et Parlement – de continuer à progresser dans le sens d'un meilleur accès des femmes aux responsabilités politiques.

Or, c'est un enjeu important : comme l'ont reconnu tous les responsables des partis politiques que nous avons auditionnés, ce n'est qu'en s'ouvrant davantage aux femmes et à la diversité que nos assemblées et nos responsables politiques seront considérés par nos concitoyens comme véritablement représentatifs de la société française dans son ensemble.

M. Jean-Jacques Hyest, président. – Je vous remercie.

EXAMEN EN COMMISSION

MERCREDI 16 JUIN 2010

&&Réforme des collectivités territoriales – Examen du rapport
et du texte de la commission en deuxième lecture&&

La commission examine, en deuxième lecture, le rapport de M. Jean Patrick Courtois et le texte qu'elle propose pour le projet de loi n° 527 (2009-2010), modifié par l'Assemblée nationale, de réforme des collectivités territoriales.

Examen du rapport

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'Assemblée nationale a apporté des modifications nombreuses et parfois substantielles au texte issu des délibérations du Sénat. Le texte transmis à la Haute assemblée en deuxième lecture compte ainsi 97 articles, contre 40 dans le projet de loi initial et 67 dans le texte soumis à l'Assemblée nationale en première lecture : les députés ont adopté trente articles additionnels et en ont supprimé six ; ils ont, en outre, adopté 15 articles conformes.

Ce faisant, et tout en tenant compte des travaux du Sénat, dont elle a conservé l'esprit dans de nombreux domaines, l'Assemblée nationale a opéré plusieurs innovations d'importance.

Je précise que les commissions des finances et de la culture sont saisies pour avis : elles se réuniront le 23 juin prochain. La délégation aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes s'est prononcée sur les dispositions électorales et leur impact sur la parité politique. La délégation aux collectivités territoriales est intervenue sur certaines des questions soulevées par le projet de réforme : la mutualisation des moyens entre les collectivités et le mode de scrutin pour l'élection des conseillers territoriaux.

En première lecture, le Sénat avait globalement respecté la logique du texte qui lui était proposé, tout en introduisant de nombreuses modifications afin de mettre davantage l'accent sur la liberté des collectivités territoriales et sur l'accroissement de leur capacité à exercer leurs compétences pour renforcer la qualité du service public.

Il avait souhaité tout à la fois donner nettement son accord à la création des conseillers territoriaux et encadrer le mode de scrutin applicable à leur élection. La Haute assemblée avait ainsi adopté un amendement de notre collègue Nicolas About combinant un scrutin uninominal afin d'« assurer la représentation des territoires » et un scrutin proportionnel pour garantir « l'expression du pluralisme politique et la représentation démographique », ainsi que la parité.

Approuvant sans réserve l'objectif affiché d'achever et de rationaliser la carte de l'intercommunalité, la Haute assemblée a voulu en conforter le succès par une plus grande prise en compte de la cellule de base de notre démocratie locale que constitue la commune. Elle a voulu dégager des solutions pragmatiques et consensuelles afin d'adapter la composition des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre à la mise en place, à partir de mars 2014, d'une élection des délégués des communes-membres au suffrage universel direct. Elle a créé un système où le nombre et la répartition des sièges pourraient être fixés librement par les communes-membres des communautés de communes et d'agglomération par un accord à la majorité qualifiée simple et où 10 % de sièges supplémentaires pourraient, dans un second temps, être créés et librement répartis selon la même majorité et avec l'accord de la ville-centre. Enfin, le Sénat a augmenté le nombre maximal de vice-présidents pouvant être élus par chaque conseil communautaire par rapport au texte du Gouvernement.

Constatant que la décentralisation est aujourd'hui parvenue à l'âge de la maturité, le Sénat a encadré les pouvoirs conférés au préfet pour modifier la carte intercommunale, tout d'abord dans les procédures d'achèvement et de rationalisation de la carte des EPCI à fiscalité propre et des syndicats, puis pour la simplification de la procédure de fusion des EPCI dont l'un au moins est à fiscalité propre, en exigeant l'accord de l'organe délibérant au rattachement d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale par le préfet.

La Haute assemblée a encadré le dispositif de suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales, qui entrera en vigueur au terme du processus d'achèvement et de rationalisation de la carte de l'intercommunalité, en prévoyant l'accord de l'EPCI au rattachement, assorti d'une clause de sauvegarde pour le préfet avec l'intervention de la commission départementale de la coopération intercommunale (CDCI).

Pour faciliter la recomposition des structures syndicales, elle a adopté des amendements permettant de recourir plus largement, pour les syndicats intercommunaux et les syndicats mixtes, ouverts ou fermés, aux mécanismes de fusion, de dissolution ou de substitution.

Elle a créé un collège des syndicats au sein de la CDCI et doté celle-ci d'un pouvoir d'auto-saisine.

Le Sénat a rétabli la majorité qualifiée et les conditions démographiques en vigueur pour les transferts de compétences après la création d'un EPCI et pour la détermination de l'intérêt communautaire. Par ailleurs, il a ouvert la possibilité pour les collectivités territoriales de passer des conventions de gestion commune de services publics et de mettre en œuvre cette gestion par le biais de mutualisations.

Il a validé, dans le respect de l'autonomie communale, le principe d'un EPCI plus intégré, la métropole, afin d'accroître sa capacité à rayonner au niveau européen. Souhaitant concilier la nécessité de favoriser le

développement des métropoles et celle de préserver la gestion de proximité, la Haute assemblée a maintenu au maire sa compétence en matière d'autorisations d'urbanisme, introduit la notion d'intérêt métropolitain pour le transfert des équipements et supprimé le transfert obligatoire de l'ensemble de la fiscalité des communes à la métropole, en rendant le transfert de la dotation globale de fonctionnement (DGF) communale à celle-ci simplement facultatif.

En première lecture, le Sénat a approuvé le dispositif proposé des pôles métropolitains tout en précisant leur régime juridique - clarification et élargissement de ses champs d'intervention, abaissement du double seuil de création à 300 000 habitants pour la population totale du périmètre et à 150 000 habitants pour celle de l'EPCI membre le plus peuplé, et détermination du mode de répartition des sièges au sein de l'organe délibérant du pôle pour tenir compte du poids démographique de chacun de ses membres.

En première lecture, par réalisme, le Sénat a consenti, tout en s'avouant sceptique sur ses effets, à l'introduction d'un nouveau dispositif de fusion des communes. Il l'a toutefois assorti de plusieurs garanties dont la consultation des électeurs dans tous les cas en appréciant les résultats au niveau de chaque commune, et le droit de la commune nouvelle de choisir son EPCI de rattachement. Par ailleurs, le Sénat a supprimé la dotation particulière des communes nouvelles, qui aurait été prélevée sur la DGF des autres collectivités territoriales.

Confirmant le souci exprimé par votre commission, le Sénat a apporté de nouvelles garanties aux procédures de regroupement des départements et des régions. De tels regroupements ne pourraient intervenir qu'avec l'accord de chacun des territoires concernés et celui de leur population, recueilli par un référendum organisé selon les modalités prévues pour les référendums locaux. Par ailleurs, le Sénat a introduit deux nouvelles procédures de regroupement : la première permettrait à un département d'être rattaché à une région qui lui est limitrophe, la seconde autoriserait une région et les départements qui la composent à solliciter du législateur, avec l'accord de leurs populations respectives, le droit de fusionner dans une collectivité unique.

Le Sénat a également modifié les principes devant encadrer la répartition des compétences entre les collectivités territoriales. Ainsi, il a supprimé la référence à la « part significative du financement » assurée par le maître d'ouvrage, cette disposition étant trop imprécise.

L'Assemblée nationale a respecté l'économie générale du texte du Sénat, qu'elle a cependant assoupli sur plusieurs points et complétée de façon substantielle dans ses volets « conseillers territoriaux » et « compétences ».

Elle a fixé, en détail, le mode d'élection des futurs conseillers territoriaux. Contrairement au texte du Sénat, qui était dénué de valeur prescriptive et se limitait à fixer des grands principes, le nouvel article 1er A et les articles additionnels adoptés par les députés avant et après l'article 1er sont pleinement normatifs.

Tout d'abord, par analogie avec le mode de scrutin applicable à l'élection des actuels conseillers généraux, l'Assemblée nationale a prévu un scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour l'élection des conseillers territoriaux, avec un seuil de passage au second tour à 12,5 % des inscrits.

Ensuite, les députés ont fixé la répartition des conseillers territoriaux par département et par région. Cette répartition répondrait à deux objectifs fondamentaux : chaque département serait administré par au moins 15 conseillers territoriaux ; le nombre de conseillers territoriaux attribué à chaque département ne pourrait s'écarter de plus de 20 % par rapport à la moyenne régionale, sauf pour quatre départements.

Conscients que le mode de scrutin retenu pouvait avoir des effets pervers sur la présence des femmes dans les conseils généraux et régionaux, les députés ont adopté deux dispositifs visant à favoriser la parité : ils ont prévu que les conseillers territoriaux dont le siège serait vacant « pour quelque cause que ce soit » seraient remplacés par une personne de sexe opposé ; ils ont mis en place des pénalités financières à l'encontre des partis politiques présentant un nombre insuffisant de femmes aux élections des conseillers territoriaux.

En matière d'intercommunalité, les principes dégagés par le Sénat ont été, dans l'ensemble, conservés par l'Assemblée nationale. Celle-ci a largement maintenu le système créé par le Sénat pour déterminer le nombre et la répartition des sièges au sein des conseils communautaires.

Elle a précisé les critères de composition du collège « EPCI à fiscalité propre » au sein de la CDCI sur la base des caractéristiques départementales, et aménagé le contenu du schéma départemental de la coopération intercommunale.

Les députés ont adopté le dispositif retenu par le Sénat pour fixer le processus temporaire d'achèvement et de rationalisation des intercommunalités en l'amendant sur plusieurs points : limitation du droit de veto accordé à la commune la plus peuplée à celle dont la population représente au moins un tiers de la population totale concernée en 2012 ; suppression de la faculté accordée à la commune la plus peuplée de s'opposer aux fusions en 2013 ; anticipation de la date d'achèvement du processus - du 31 décembre 2013 au 30 juin 2013.

Pour simplifier la procédure de fusion entre intercommunalités, les députés ont attribué un rôle actif à la CDCI, qui pourra modifier le projet de périmètre à la majorité des deux tiers de ses membres. La condition requise au niveau de chaque EPCI pour décider de la fusion a été abaissée au tiers des conseils municipaux regroupés dans chacun des établissements à fusionner. L'Assemblée nationale a dispensé le nouvel établissement résultant d'une fusion d'EPCI, dont une communauté urbaine, du respect du seuil démographique en vigueur au moment de la fusion.

Elle a complété le dispositif des pôles métropolitains et a habilité les pôles frontaliers à déroger à la condition démographique exigée de l'EPCI membre le plus peuplé à condition qu'il soit limitrophe d'un État étranger en l'abaissant ainsi à plus de 50 000 habitants. Les députés ont encadré la répartition des sièges dans l'assemblée délibérante entre un minimum fixé à un siège et un maximum de 50 % du total des sièges.

L'Assemblée nationale a adopté une série de modifications ponctuelles en matière d'intercommunalité : dérogation temporaire, durant un an, au principe de continuité territoriale pour la création d'une métropole, à la double condition que l'enclave soit constituée de plusieurs communes elles-mêmes regroupées dans un EPCI à fiscalité propre ; suppression de la catégorie des communautés d'agglomération nouvelle (CAN) aujourd'hui inexistantes ; assouplissement de la procédure de transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle en communauté d'agglomération ou en communauté de communes ; extension du champ des délégations de signature opérées par le président de l'EPCI au profit du directeur général ou du directeur général adjoint.

Elle a modifié les compétences et le régime financier des métropoles et des communes nouvelles.

Le volet des compétences métropolitaines a été essentiellement renforcé dans ses composantes départementale et régionale. D'abord par le transfert de plein droit des compétences relatives aux zones d'activités et à la promotion à l'étranger du territoire et de ses activités économiques : dans le texte sénatorial, ces compétences étaient en tout état de cause transférées de plein droit à la métropole au terme d'un délai de dix-huit mois en cas de refus d'une demande en ce sens de la métropole. Ensuite par le transfert conventionnel, d'une part, de l'action sociale en faveur des personnes âgées et de l'aide sociale à l'enfance, qui complètent le bloc social existant et, d'autre part, de certaines compétences en matière touristique, culturelle et sportive.

L'Assemblée nationale a prévu un régime financier plus intégré par le transfert automatique de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes-membres à la métropole. Par ailleurs, elle a facilité le transfert de la DGF en prévoyant qu'il pouvait être approuvé à la majorité qualifiée. Elle a également apporté quelques modifications au régime financier des communes nouvelles, notamment en prévoyant que ces nouvelles collectivités percevraient les montants versés au titre du fonds de compensation de la taxe professionnelle l'année même des investissements, comme les communautés de communes et d'agglomération.

Elle a allégé la procédure de création d'une commune nouvelle en prévoyant un accord unanime des communes et en supprimant, par coordination, la consultation de la population. En revanche, les députés ont supprimé le dispositif de retour à l'autonomie d'une commune associée en considérant que le droit en vigueur permettait déjà de procéder à des « défusions ».

L'Assemblée nationale a marqué son accord avec les modifications apportées par le Sénat sur les procédures de regroupement des départements et des régions en procédant à l'harmonisation des procédures.

La perspective d'un nouveau projet de loi de clarification des compétences apparaissant de plus en plus incertaine, la commission des lois de l'Assemblée a adopté un amendement de complète réécriture de l'article 35. Elle a, ce faisant, préservé la possibilité de compétences partagées et de délégations de compétences. En outre, sa rédaction reprend la notion d'« intérêt départemental » - ou régional - justifiant l'intervention des collectivités lorsque la loi est muette, et permet l'exercice par tous les niveaux de collectivité de compétences en matière de culture, de tourisme et de sport.

Par ailleurs, en matière de financements croisés - aux articles 35 ter et quater -, elle a soumis la part de financement apportée par la collectivité maître d'ouvrage à un « plancher », fixé à un niveau variable en fonction de l'importance de la population. En outre, elle a prévu des règles de limitation des cumuls de financements, qui toutefois ne s'appliqueront plus si la région et les départements adoptent ensemble un schéma d'organisation de leurs compétences.

L'Assemblée a, en outre, procédé à des innovations ponctuelles. En particulier, afin de tenir compte de la situation particulière des élus de Guadeloupe, elle a réintroduit une habilitation à légiférer par ordonnance pour adapter les dispositions relatives aux conseillers territoriaux aux régions et départements d'outre-mer.

Je vous propose de retenir les dispositions de l'Assemblée nationale conformes à l'esprit qui nous a guidés en première lecture. En revanche, je vous soumettrai la modification de celles qui s'en écartent ainsi que de certains des compléments apportés au texte par les députés.

Votre rapporteur a noté avec satisfaction l'économie générale des dispositions prévues pour parachever le paysage intercommunal, qu'il s'agisse d'en proposer de nouvelles formes pour adapter les structures à la diversité des territoires - métropoles, pôles métropolitains -, d'en développer et simplifier les processus ou d'en achever et rationaliser la carte. Toutefois, je vous proposerai de revenir à la rédaction du Sénat en ce qui concerne le régime financier des métropoles.

En outre, je vous propose de valider les grandes orientations des dispositions relatives aux conseillers territoriaux, mais de mieux prendre en compte les besoins des élus locaux.

Tout d'abord, il me semble opportun de confirmer la mise en place du mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours, choisi par l'Assemblée nationale. En effet, les auditions que j'ai menées ont fait apparaître que les élus locaux, et notamment les élus départementaux, étaient favorables à ce mode de scrutin et ne comprendraient pas qu'il soit remis en cause. Ce choix

répond également à la nécessité de doter les futurs conseillers territoriaux d'une légitimité locale et d'une assise territoriale claires et fortes.

Toutefois, il me semble nécessaire d'indiquer dès maintenant que le tableau de répartition des conseillers territoriaux présente un problème de taille : dans une quinzaine de départements, il fait varier le nombre d'élus du conseil général de plus de 30 %, à la hausse ou à la baisse, par rapport à la situation actuelle. Cette modification brutale de la taille des assemblées départementales risque de déstabiliser la démocratie locale notamment en cas de baisse substantielle des effectifs et de provoquer l'incompréhension des habitants des départements concernés.

Cet impératif doit néanmoins être concilié avec un principe constitutionnel absolument fondamental, à savoir l'égalité devant le suffrage. Ce principe implique que, au niveau de la région, la voix des citoyens de tous les départements ait un poids similaire. Or, la conciliation de ces deux nécessités est complexe et fragile, puisqu'elle impose de faire le calcul du ratio « nombre d'élus par habitant » dans toutes les régions et dans tous les départements, et de s'assurer qu'une éventuelle modification du nombre de conseillers territoriaux dans un département ne fasse pas dériver le ratio constaté dans ce département par rapport à la moyenne régionale. Et je dois dire que, au vu du peu de temps qui sépare la fin des travaux de l'Assemblée et le passage du présent texte devant la commission, je n'ai pas eu le temps de parvenir à un résultat satisfaisant.

Dès lors, je propose à la commission d'affirmer, dès maintenant, qu'elle fera tout son possible pour éviter que les effectifs d'un conseil général varient de plus de 30 % à l'occasion de la création des conseillers territoriaux, et de prévoir qu'un amendement en ce sens sera déposé en vue de la séance publique.

Je vous proposerai également d'assouplir l'encadrement des financements croisés, notamment en prévoyant des dérogations plus larges pour la rénovation urbaine ainsi que les monuments protégés, et en supprimant l'interdiction de cumul de financements entre 2012 et 2015.

M. Patrice Gélard. – Qu'en sera-t-il des communes associées existantes ?

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Elles demeurent dans le droit actuel. Votre amendement est conservé.

M. Jean-Pierre Sueur. – Deux autres amendements du Sénat sur les communes associées n'ont pas survécu. Il faudra les représenter.

M. Pierre-Yves Collombat. – Si j'étais naïf, je m'étonnerais que le rapporteur n'ait pas davantage insisté sur le mode de scrutin ni sur le fameux tableau n°7 qui devait faire l'objet d'une ordonnance. S'agissant de la répartition des conseillers territoriaux par département, que devient l'article 72 de la Constitution qui interdit la tutelle d'une collectivité sur une autre ? En Alsace, le Bas-Rhin aura 39 de ces conseillers tandis que le Haut-Rhin en aura

27 ! Les conseils régionaux seront des assemblages de conseillers généraux. Comment cela se passera-t-il ? Et ce sera la même chose pour le Nord-Pas-de-Calais ! Comment pourrait-il ne pas y avoir tutelle d'une collectivité sur une autre ?

Plus étonnantes encore seront les modifications d'effectifs dans les conseils régionaux. Certains vont voir doubler le nombre de leurs membres, qui pourra atteindre 250 à 300. En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, il passera de 123 à 224. Sans parler de la région Rhône-Alpes où il sera de 296 !

A lire l'article 1er bis nouveau, on s'aperçoit que les commissions permanentes seront mises sur le même plan juridique que le conseil régional. La région sera donc gouvernée par des commissions permanentes qui siègent à huis-clos !

Les régions seront ingouvernables. Alors que l'échelon régional devait l'emporter sur l'échelon départemental, paradoxalement, c'est l'inverse qui s'annonce. Je m'étonne donc que le rapporteur n'ait pas davantage insisté sur la façon dont sera gouvernée la région...

Mme Jacqueline Gourault. – A l'origine, les questions électorales devaient être traitées dans une loi spécifique. Le premier projet de loi du Gouvernement prévoyait un scrutin mixte, à un tour, incluant une dose de proportionnelle. En première lecture, le Sénat avait voté un amendement en ce sens du président de mon groupe, avec l'accord de l'UMP. Or, monsieur le rapporteur, vous venez de dire que la commission va « conforter » la décision de l'Assemblée nationale, celle d'un scrutin uninominal à deux tours ! Cela fait beaucoup de changements en peu de temps... Vous avez dit que les élus départementaux étaient favorables à ce mode de scrutin mais vous n'avez pas interrogé les élus régionaux ! En quelque sorte, la région disparaît. Et la parité recule !

Vous avez, d'autre part, sous-entendu que, seuls, les élus au scrutin majoritaire à deux tours seraient « légitimes ». Les sénateurs élus au scrutin de liste à la proportionnelle apprécieront... Tous les élus du suffrage universel sont légitimes !

J'ai déposé un amendement tendant à revenir au scrutin que nous avons décidé en première lecture.

Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. – L'Assemblée nationale a considérablement modifié et augmenté le texte issu du Sénat. Nous devons donc en discuter longuement malgré votre décision, monsieur le rapporteur, de l'accepter globalement. Le Sénat est l'assemblée des élus locaux et tout ce qu'il avait décidé tenait compte de leur profond mécontentement sur la forme comme sur le fond du projet initial. Au prétexte de diminuer le nombre d'élus, on en arrive à les éloigner des citoyens et à complexifier davantage encore la situation. Le Sénat avait atténué les dispositions autoritaires –notamment la marche forcée de l'intercommunalité– et tenté de préserver, au moins dans la forme, l'autonomie des collectivités. Comment pourra-t-il, comment votre

majorité pourra-t-elle se couler dans le moule du texte des députés ? En quoi leurs modifications correspondent-elles aux souhaits clairement exprimés par les élus locaux, par leurs associations, voire par les citoyens ?

Le conseiller territorial sera une espèce de monstre de compétences. Sa présence dans deux assemblées différentes annonce la disparition du département, on le sait bien... Il sera d'autant plus éloigné du citoyen et, avec les pouvoirs des commissions permanentes, on assistera au triomphe de la technocratie, pour un coût supérieur au coût actuel. Il est vraiment regrettable que vous donniez l'impression qu'il faille accepter le texte de l'Assemblée nationale...

Pour les conseillers communautaires, on nous renvoie à plus tard, alors que ce texte est prétendument complet, même si en matière de compétences, c'est un embrouillamini ... Il est inadmissible de traiter ainsi les élus locaux et, donc, les citoyens.

M. Jacques Mézard. – Nous considérons que le comportement du Gouvernement vis-à-vis du Sénat n'est pas correct. Nous ne sommes pas d'accord avec l'affirmation du rapporteur selon laquelle l'économie générale du texte des députés est proche de ce que nous avons voté. Le projet de loi a été pulvérisé. En séance publique, à chaque fois que nous abordions la question du mode de scrutin ou celle des compétences, on nous rétorquait que cela n'était pas encore à l'ordre du jour car cela serait traité dans un autre texte. Quant au découpage des territoires et au nombre des futurs cantons, on devait aussi nous en parler plus tard.

Et voilà que, soudainement, de l'Assemblée nationale nous revient un texte portant sur les dispositions électorales et sur les compétences. Et le fameux tableau ! Le Gouvernement étant coincé entre un plancher fixé et un plafond virtuel, on en arrive à ce monstre ! Le débat, qui fut pourtant fort long au Sénat, a donc été tronqué et le texte revenu de l'Assemblée nationale a peu de choses à voir avec ce qui avait été soumis à notre discussion. Nous étions favorables au scrutin uninominal mais nous n'adopterons pas l'ensemble de ce texte.

Mme Nicole Bonnefoy. – Au sujet de la parité, vous avez dit, monsieur le rapporteur, que, dans le texte venu de l'Assemblée, il était prévu qu'une femme remplacerait un homme quand celui-ci ne pourrait plus exercer son mandat. Faut-il s'en contenter ? Est-ce la égalité ? En réalité, on constate un recul évident de la parité avec le mode de scrutin adopté par l'Assemblée. Je suis donc favorable à la proposition de Michèle André d'un binôme composé d'un homme et d'une femme sur un territoire électoral élargi : c'est là une avancée vers une parité politique parfaite.

M. Pierre Fauchon. – Je suis assez fâché de la tournure que prend cette affaire. D'abord à cause du mode de scrutin retenu. Ce que nous avons voté résultait d'un accord et mon groupe avait accepté de voter ces dispositions à cause de cet accord. J'ai la faiblesse de respecter les accords passés. Et je crois aussi à l'importance de la proportionnelle dans les scrutins :

à cause de la parité et à cause du pluralisme. Les collectivités locales sont de plus en plus souvent gérées par des majorités qui ne représentent au maximum qu'un tiers des électeurs et qui sont en réalité minoritaires. Il s'agit en général d'un parti unique et c'est le patron de ce parti unique qui règne ; on a ainsi créé des roitelets locaux qui font ce qu'ils veulent et tout le monde est prié de s'aligner sur les appareils de parti – car il s'agit de cela – qui gèrent les collectivités locales. Si, au plan national, il est peut-être nécessaire de dégager une vraie majorité, au plan local mieux vaut rassembler un large consensus – représentant environ les deux tiers des électeurs – pour gérer les affaires des collectivités. Que les décisions soient prises par une toute petite cellule, c'est le contraire même de la démocratie.

Ensuite, comment accepter que l'Assemblée nationale ait pris de telles initiatives dans un domaine qui relève – par tradition - de nos responsabilités ? Car enfin, en matière de collectivités locales, nous sommes les mieux à même d'apprécier ! L'ignorer ainsi, c'est nous provoquer ! Et c'est M. Warsmann qui nous fournit un tableau ! C'est grotesque....

Enfin, j'étais favorable au départ à une réforme des collectivités locales, à une simplification – y compris par référendum pour la question des départements et des régions. Mais là, nous en arrivons à un cafouillage général dont je n'attends aucune amélioration pour les collectivités locales. Je voterai contre ce texte.

M. Bernard Saugey. – Les quatre textes initialement prévus ont été regroupés en un seul, le mode de scrutin évolue... Le Gouvernement s'entoure d'un flou artistique certain. Le tableau annexé au projet de loi ne mentionne ni le nombre actuel des conseillers régionaux, ni celui des conseillers généraux. Mon département, l'Isère, compte 58 conseillers généraux et aura 49 conseillers territoriaux. Nous avons actuellement 50 conseillers régionaux. Les 296 futurs élus de la région Rhône-Alpes – un petit Sénat ! - ne tiendront même pas dans l'hémicycle qui est en train d'être construit chez M. Collomb ... Contrairement à ce que dit Mme Borvo Cohen-Seat, les commissions permanentes incluent déjà souvent tous les conseillers généraux, personne n'est laissé à l'écart. La clause de revoyure votée lors de la suppression de la taxe professionnelle est renvoyée aux calendes, c'est-à-dire à la loi de finances pour 2011. Sortons de ce flou. Je partage l'avis de M. Fauchon, ce sont les sénateurs et non les députés qui connaissent ces questions et c'est à la Haute assemblée de décider.

M. Jean-Pierre Sueur. – Fermez le ban, tout a été dit ! A présent, que faire, au sein de notre commission ? Les contradictions sont tellement fortes entre les déclarations faites ici au Sénat et en première lecture et le texte qui nous revient de l'Assemblée nationale – je songe au mode de scrutin – qu'il convient d'adresser un message au Gouvernement, car tout cela n'est pas raisonnable. Les contradictions sont vives aussi entre les déclarations du Gouvernement et ce qui a été fait. Chaque fois que nous avons posé des questions, au sujet des compétences ou du mode de scrutin, on nous a renvoyés à des textes ultérieurs. L'Élysée a sans doute ordonné qu'on en

finisse suffisamment tôt avant la prochaine élection présidentielle ! Après le 14 juillet, on ne doit plus en parler.

Ces contradictions nous ont menés dans une impasse. Au plus haut niveau de l'État, on estimait qu'il y avait trop d'élus. Les élus communaux ne coûtent rien à la République et les conseillers généraux sont plutôt mal rémunérés, au regard du nombre d'heures qu'ils consacrent à leur mandat. Demain, dans ma région, il y aura 172 élus, un vrai petit parlement, pour gérer un budget en stagnation. Vous sentez bien que cela ne va pas. Les dotations de l'État vont stagner, nous a-t-on annoncé. Elles seraient réparties en fonction de la bonne gestion locale : voilà qui va mettre les responsables locaux de bonne humeur !

Je vous propose une autre solution. Une troisième étape de la décentralisation est nécessaire, mais le texte ne répond pas au problème : décidons d'arrêter là son examen et de reprendre la réflexion sur des bases plus raisonnables. Si le président de la commission prenait une telle initiative, si nous le suivions tous, cela aurait une portée considérable. Adoptons une question préalable, car le sujet n'est pas mûr et le texte comporte plus d'inconvénients que d'avantages. Et rassurez-vous : cette position n'aurait rien de bizarre en la circonstance. La Haute assemblée peut s'exprimer fortement, dans le cadre de la séparation des pouvoirs.

M. Simon Sutour. – La semaine dernière, les maires de mon département se sont réunis pour leur assemblée générale. Ils n'en reviennent pas ! Ils attendaient la mise en œuvre de la clause de revoyure que M. Saugey vient de mentionner pour la taxe professionnelle, car bien des points ne sont pas réglés. Par exemple, les sommes reçues du fonds de péréquation de taxe professionnelle, pour Marcoule ou certaines communes cévenoles, étaient substantielles. Or, pour l'avenir, on ne sait rien. Le rapport de revoyure devait être établi avant le 1er juin, la délibération en séance publique prise avant fin juillet. Le pauvre préfet ne sait que répondre quand je l'interroge. La suppression de la taxe professionnelle a été votée sous la pression de certains, qui se font à présent bien discrets.

Je suis scandalisé aussi par l'introduction du socle de 15 conseillers territoriaux par département – et à présent par le seuil de 30 %. La Lozère, 70 000 habitants, aura 15 représentants et le Gard, 700 000 habitants, 38 ! Que devient l'égalité des citoyens devant le suffrage ? Certains veulent aller plus loin, avec les 30 %, mais cela ne supprimera pas la sous-représentation des territoires les plus pauvres et isolés. Du reste, comment le Conseil constitutionnel pourrait-il accepter pareilles distorsions ? Il faut revoir la copie.

M. Jean-Claude Peyronnet. – Il n'y a pas ici de majorité pour voter le texte. Les critiques sont vives sur le fond. Nous verrons ce qu'il en restera en séance publique. Nous maintiendrons pour notre part notre position.

M. Gérard Collomb. – Le Sénat assure la représentation des collectivités territoriales. C'est une tradition, dit M. Fauchon. Je dirais plus :

c'est l'essence même de notre Haute assemblée. Les rapports actuels entre l'Assemblée nationale et le Sénat dévient de la normale. Il y a un vrai problème : quand Mme Merkel perd un Land, elle se trouve en position délicate politiquement au Bundesrat. Comment traite-t-on le Sénat français ?

Les régions ont peiné au début, mais sont en train de trouver leur vocation : les grandes politiques, universités, régénération de l'industrie, pôles de compétitivité, transports régionaux. La réforme risque de détruire ces actions d'ampleur et de les relocaliser à outrance. L'équilibre actuel n'est pas mauvais : aux conseils généraux l'extrême proximité, à la région le soin de voir large.

M. Jean-Jacques Hyest, président. – Considérons d'où nous venons et où nous en sommes. Le rapport Balladur voulait faire disparaître les communes, surtout les petites communes rurales. On criait alors « vive les régions » et les départements étaient considérés comme de vieux machins. Les projets de loi se sont succédé et la commune est restée le véritable foyer de la démocratie locale. Quant aux départements, ils s'en sortent toujours.

Les conseillers territoriaux seront issus des départements. « Cantonalisation de l'élection », clame-t-on. Dit-on « départementalisation de l'élection » pour les députés ? Comme si le conseiller territorial allait s'occuper uniquement de son canton ! C'est mépriser les élus locaux que de les croire incapables de prendre en considération l'intérêt général ! J'en suis à mon cinquième mandat de conseiller général, je sais de quoi je parle.

S'agissant du volet intercommunalité, il ne faut pas se référer aux votes de la commission des lois de l'Assemblée nationale, mais à ceux exprimés en séance publique. « Le Sénat manque d'ambition », a-t-on lu dans le rapport et entendu dans les débats. Mais c'est la position du Sénat qui a prévalu, pragmatique et progressive. Les membres de l'Association des maires de France ne me démentiront pas : les amendements Pélissard l'ont emporté contre la commission des lois de l'Assemblée.

Notre vrai désaccord avec nos collègues députés porte sur la façon de faire émerger les métropoles. Des dispositions trop brutales, comme le transfert de la taxe sur le foncier bâti des communes ou de la DGF, empêcheraient le développement de ces métropoles. Il faut du réalisme et de la progressivité. Comme pour l'intercommunalité !

Monsieur Sueur, ne désespérez pas, vous n'aurez qu'à déposer des amendements en séance publique. Constitutionnellement, les textes concernant les collectivités territoriales doivent être déposés en premier sur le bureau du Sénat, mais rien n'interdit ensuite de les compléter. L'Assemblée nationale a pris l'initiative de définir les modalités d'élection des conseillers territoriaux, que nous souhaitons renvoyer à un texte spécifique. Quant à l'article 35 relatif aux compétences, le sujet est si compliqué que jamais une loi n'aurait été élaborée. Les « compétences exclusives » évacuent un débat surréaliste, je m'en réjouis.

Le conseiller territorial siègera dans les deux instances. J'étais partisan, vous le savez, de l'ensemble formé par les communes, l'intercommunalité, les départements et l'interdépartementalité. Mais il y a un obstacle de taille : les régions sont désormais inscrites dans la Constitution. Le système d'avant 1986 fonctionnait pourtant bien.

M. Pierre-Yves Collombat. – Non et c'est pourquoi on en a changé.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – On en a changé pour faire émerger les régions. Or je préfère quelques grandes métropoles.

M. François-Noël Buffet. – La clause de revoyure sur la réforme de la taxe professionnelle s'est concrétisée avec le rapport Durieux. Afin que l'on puisse procéder aux ajustements, le rapport établi par certains de nos collègues missionnés à cet effet, il y a quelques semaines, mentionne les chiffres de 2009 et les précisions qui devront être apportées en loi de finances. La réforme de la taxe professionnelle fonctionne bien, hormis quelques ajustements inévitables, je songe aux fonds de péréquation ou au critère de la valeur ajoutée.

Nous avons tous déploré l'éloignement du conseiller régional par rapport à la population qu'il représente : un sondage effectué avant les dernières élections régionales a révélé que 20 % seulement des Français connaissaient leur président de région. L'instauration du scrutin uninominal à deux tours, sur un territoire établi, renforce la légitimité des élus et la démocratie. C'est le meilleur mode de scrutin. Comment oser prétendre que les élus d'un territoire se contentent de défendre les intérêts de leur territoire ? Nous, sénateurs, serions dans le même cas avec notre mode de scrutin ! Enfin, faire tomber les contradictions par la spécialisation des compétences me paraît bienvenu.

M. Hugues Portelli. – En 1958, avec la Ve République, un système homogène d'élection a été mis en place, fondé sur le scrutin majoritaire uninominal à deux tours. Ce fut le choix des constituants. Puis, à l'occasion des élections européennes, on a commencé à instiller une part de proportionnelle, ce qui a perturbé le système en transformant le premier tour du scrutin majoritaire en une proportionnelle, ce qui vaut même aujourd'hui pour l'élection présidentielle. Le retour aux origines me convient !

Les compétences sont un problème secondaire, car le même personnel politique gèrera les deux échelons, si bien que les ajustements nécessaires seront les fruits de la pratique.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Nous sommes en train d'améliorer le tableau de répartition des conseillers territoriaux par département, pour mieux l'adapter aux réalités locales ; j'ai annoncé que le fruit de ce travail serait présenté lors de la séance publique. Distinguons aussi entre les déclarations, les votes de la commission et les votes en séance publique de l'Assemblée nationale. Sur les communes nouvelles, ce n'est pas la position de la commission des lois de l'Assemblée qui a prévalu, mais la

nôtre. Les députés sont allés encore plus loin que nous, inscrivant l'exigence d'unanimité des communes concernées.

Ce sont les déclarations dans la presse le lendemain de l'examen en commission qui ont semé la confusion, non le texte qui nous a été transmis. Sur l'intercommunalité, il n'y a pas grand changement, les procédures de vote aux deux tiers ou à la majorité ont été légèrement modifiées, mais les dispositions adoptées par le Sénat ont été maintenues. L'article 3 n'a pas été changé.

Je précise que j'ai reçu les représentants des départements et non ceux des régions parce que ces derniers n'ont pas souhaité me rencontrer. Mon rapport mentionne leur préférence pour le scrutin majoritaire uninominal à deux tours : c'est ce qu'ils m'ont dit !

Enfin, les questions de fond seront tranchées par le vote en séance publique.

Mme Jacqueline Gourault. – Je suis d'accord avec les dispositions relatives à l'intercommunalité. M. Marleix avait dit qu'une loi spécifique à l'intercommunalité serait préférable : je l'aurais votée ! Mais le conseiller territorial et son mode d'élection me posent problème.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – La divergence importante entre les deux assemblées porte, je l'ai dit, sur les métropoles, non sur l'intercommunalité. Nous sommes même moins libéraux que nos collègues députés !

Après une suspension de séance, la commission aborde l'examen des articles.

Examen des articles

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Le seul sujet sur lequel députés et sénateurs s'accordent vraiment est la création des conseillers territoriaux. L'article 1er a été voté dans des termes identiques par les deux assemblées. Il suggère que nous supprimions tous les articles 1er A, 1er B, etc. qui traitent du mode d'élection et que nous voulons renvoyer à un autre projet de loi. Le Gouvernement ne nous a pas consultés. Si nous votons l'amendement n° 5 de M. Nicolas About et ses collègues du groupe centriste, ce vote induira des incohérences. Les articles ajoutés par l'Assemblée nationale ne doivent pas à mon sens figurer dans le texte que nous allons établir. Plusieurs d'entre vous ont dénoncé un « coup de force » de l'Assemblée nationale. Je vous écoute.

M. Jacques Mézard – Le coup de force vient aussi du Gouvernement puisque c'est lui qui a, reprenant un amendement retiré, introduit le scrutin uninominal dans le texte !

M. Jean-Pierre Sueur. – Nous comprenons le désagrément qu'éprouve la majorité de la majorité à voter certaines parties du texte, mais vous ne devez pas, Monsieur le président, priver la commission du droit de vote.

M. Jean-Jacques Hyest, président. – Je ferai voter sur chaque article, rassurez-vous ! Et si la majorité se prononce contre les dispositions concernant le mode de scrutin, elles ne figureront pas dans notre texte.

M. Alain Anziani. – Supprimer ces articles revient à supprimer le tableau, donc à revenir au système dans lequel le nombre de cantons est fixé par ordonnance.

M. Jean-Jacques Hyest, président. – Non : l'habilitation à laquelle vous faites allusion figure dans le projet de loi électorale qui n'a été adopté ni par l'Assemblée, ni par le Sénat. Et rien ne nous forcera à l'adopter à l'avenir.

M. Yves Détraigne. – Nous sommes en deuxième lecture : le texte discuté en séance publique sera-t-il à nouveau celui établi par la commission ?

M. Jean-Jacques Hyest, président. – Oui, comme en première lecture. Par conséquent le projet de loi ne comprendra plus les dispositions qui devaient être renvoyées à un autre texte – si nous nous prononçons en ce sens dans quelques instants. Je vais maintenant appeler les amendements.

Article additionnel

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 2 rectifié crée une nouvelle circonscription territoriale, formant un espace homogène. Avis favorable.

L'amendement n° 2 rectifié est adopté.

Article 1er A

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 5 est bien connu : nous l'avions voté ...

M. Jean-Pierre Sueur. – Alors, vous allez le revoter ?

M. Pierre Fauchon. – Il n'y a pas que les imbéciles qui ne changent pas d'avis.

L'amendement n° 5 n'est pas adopté.

L'amendement de coordination n° 1 est adopté.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Je suis défavorable à l'amendement n° 72 rectifié car le système de binôme paritaire diviserait par deux le nombre des territoires.

M. Jean-Pierre Sueur. – Nous sommes contre le conseiller territorial.

M. Patrice Gélard. – Il est adopté !

M. Jean-Pierre Sueur. – Certes, mais rappeler notre opposition évitera qu'on interprète mal notre vote en faveur de la parité. Si cela nous est imposé, mieux vaut instaurer la parité par un tel système.

Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. – Nous sommes également hostiles au conseiller territorial.

M. Gérard Collomb. – Nous sommes contre le conseiller territorial mais, s'il est adopté, le système présenté ici permet la parité et il est bon de ce point de vue.

M. Charles Gautier. – Je partage ce sentiment, même si je pense que la double élection uninominale eût été préférable. Le résultat eût été le même, d'où mon ralliement, mais le scrutin uninominal établit un lien entre l'électeur et l'élu.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Ce serait autre chose. Les formations politiques présenteraient des femmes dans la moitié des territoires et des hommes dans l'autre moitié. C'est un peu compliqué.

M. Jacques Mézard. – La parité est importante, mais l'amendement a le grave inconvénient de diminuer de moitié le nombre des cantons, lequel devrait d'ailleurs être pair. Un tel système n'est pas facilement réalisable sur le terrain et n'est pas raisonnable.

– Je m'abstiendrai car je ne vois pas très bien deux élus sur le même territoire.

Mme Marie-Hélène Des Esgaulx. – Si cette proposition a été adoptée à l'unanimité de la Délégation, c'est à celle des présents. Je n'y étais pas et je ne l'aurais pas votée car la diminution du nombre de cantons n'est pas acceptable. On aurait dû travailler davantage la question du remplaçant. Avec le conseiller territorial, on va vers la professionnalisation et le non-cumul des mandats. Ce poste est très important et il aurait fallu s'occuper davantage des remplaçants.

Mme Nicole Bonnefoy. – Il n'est pas acceptable que les femmes ne soient que des remplaçantes.

Mme Marie-Hélène Des Esgaulx. – Je n'ai pas dit ça !

Mme Catherine Troendle. – En 2014, nous aurons les conseillères régionales sortantes et les conseillers généraux : les sortantes sont capables de s'imposer dans le canton.

Mme Marie-Hélène Des Esgaulx. – Tordons le cou au lien entre la parité et la proportionnelle : avec un scrutin de liste, une candidate inconnue des états-majors ne peut guère se présenter car la proportionnelle passe par des listes établies par les partis politiques.

Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. – C'est scandaleux !

Mme Jacqueline Gourault. – La Constitution reconnaît le rôle des partis.

M. Hugues Portelli. – Il suffirait de présenter des listes départementales paritaires en fléchant les candidats par territoires. On aurait une liste paritaire et un scrutin uninominal par canton.

M. Jean-Pierre Sueur. – Et il y a des cantons où personne ne serait élu...

Les amendements n°s 72 rectifié et 73, de conséquence, ne sont pas adoptés.

M. Jean-Pierre Sueur. – Nous demandons un vote sur l'article 1er A.

L'article 1er A n'est pas adopté.

M. Jean-Claude Peyronnet. – Le conseiller territorial n'est pas créé...

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Si, il a été voté conforme.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – L'amendement centriste précisait seulement le mode d'élection du conseiller territorial.

M. Gérard Collomb. – Mme Gourault a été battue.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Mais l'article 1er a déjà été adopté conforme.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – L'article 1er crée le conseiller territorial ; cela a été adopté conforme par les deux assemblées. Il n'est donc plus en navette.

M. Pierre Fauchon. – Il est bizarre de ne pas avoir ce fameux article 1er.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – On procède toujours ainsi.

M. Jean-Pierre Sueur. – En votant la suppression de l'article 1er A, nous avons refusé de dire « la présente loi crée le mandat de conseiller territorial ». Nous pouvons donc défendre la position suivante : la majorité de la commission est hostile au mode de scrutin défendu par le Gouvernement. Il convient d'en tirer toutes les conséquences.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – On peut avoir plusieurs raisons de dire que c'était à nous de le fixer. J'ai pour ma part voté pour le texte de l'Assemblée nationale, et ces votes ne remettent pas en cause le conseiller territorial dans son principe.

M. Nicolas Alfonsi. – Le conseiller territorial n'apparaît pas et l'on a supprimé son mode d'élection.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – On a voté.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'Assemblée nationale a voté conforme l'article 1er, qui traite de la création du conseiller territorial.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Le mode d'élection avait été renvoyé au deuxième texte déposé devant le Sénat et qui prévoyait un scrutin à un tour avec proportionnelle. On revient à cette situation. La majorité de la commission ne souhaite pas que le mode de scrutin figure dans ce texte mais dans celui qui a été déposé devant le Sénat.

Article 1er B

L'amendement de suppression n° 6 n'est pas adopté.

L'article 1er B est adopté.

M. Alain Anziani. – Pourquoi maintenir des dispositions relatives au seuil pour accéder au second tour ? Il faut être sérieux. Nous venons de supprimer l'article 1er A à la majorité : comment garder le suivant ?

M. Jean-Jacques Hyst, président. – L'article 1er B nouveau s'applique aux conseillers généraux.

Mme Virginie Klès. – Il figure dans un chapitre consacré aux conseillers territoriaux.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Aujourd'hui, l'article 1er B nouveau vise l'élection des conseillers généraux et fixe le seuil pour le second tour à 12,5% des inscrits : il n'y a donc nulle incohérence, c'est un autre sujet.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Cela s'appliquera l'an prochain.

M. Alain Anziani. – C'est ubuesque ! Nous connaissons tous l'esprit du texte.

Articles additionnels

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 58, qui traite des remplaçants, sera traité dans le projet de loi n° 61.

Les amendements n°s 58, 60, 61 et 62 ne sont pas adoptés.

Article 1er bis

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Cet article traite de la commission permanente et des vice-présidents.

M. Jean-Claude Peyronnet. – Il y a pourtant une erreur de perspective car il n'est pas évident que cet article vise les conseils actuels. A l'évidence, il s'applique aux futures assemblées.

M. Alain Anziani. – Le chapitre 1er s'intitule « Conseillers territoriaux ».

L'article 1er bis n'est pas adopté.

Article 1er ter

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Le tableau annexé tombe : un vote différent serait incohérent.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Il en va de même de l'amendement n° 81 du Gouvernement, qui corrigeait une erreur matérielle.

L'amendement n° 81 du Gouvernement n'est pas adopté, non plus que l'article 1er ter et le tableau annexé.

Articles additionnels

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – On ne peut qu'être défavorable à l'amendement « montagne » n° 22 rectifié.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Il en aurait été de même si on avait accepté le tableau car il aurait fallu éventuellement le corriger, et non fixer les normes à cette fin.

Les amendements n°s 22 et 21 ne sont pas adoptés.

Article 1er quater

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Cet article tombe ainsi que l'amendement n° 106.

L'amendement n° 106 devient sans objet.

L'article 1er quater est supprimé, ainsi que les articles 1er quater et 1er quinquies.

M. Jean-Pierre Sueur. – Outre l'article 1er, il ne resterait donc dans ce chapitre que l'article 1er B.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Et l'amendement de M. Portelli.

M. Jean-Pierre Sueur. – C'est un peu étrange car le passage de 10 à 12,5 % ne concerne nullement les conseillers territoriaux mais les prochaines cantonales. Ne peut-on retirer aussi cet article ? On a vu des deuxièmes délibérations...

Mme Marie-Hélène Des Esgaulx. – On verra dans l'hémicycle.

M. Gérard Collomb. – Le conseiller territorial tombe à peu près.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Nous retirons le mode de scrutin !

M. Gérard Collomb. – Il a perdu tous ses attributs. M. Portelli nous dit qu'il sera le représentant du territoire au sein du conseil général et il n'est pas question du conseil régional. Ne pourrait-on réaffirmer les prérogatives du Sénat et montrer les convergences ? Je ne vais pas pour autant aussi loin que le suggérait M. Sueur.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Compte tenu de ce qui a été dit dans la discussion générale, faut-il revenir sur des arbitrages ? L'équilibre n'avait pas été aisé à dégager et le texte correspond largement aux souhaits du Sénat.

M. Gérard Collomb. – Je retirerai tous mes amendements à l'article 3.

Article additionnel

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Comme en première lecture, je propose le rejet de l'amendement n° 4, qui vise à réduire le nombre des conseillers municipaux.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Pourquoi cet amendement ?

M. Yves Détraigne. – Parce que le seuil de 500 habitants pour le passage au scrutin de liste aux élections municipales a été réintroduit subrepticement. Cela ira dans le projet n° 61.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – L'amendement n° 78 du rapporteur supprime le seuil des 500.

Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. – Et les progrès en matière de parité qui devaient en découler ?

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Cela doit être discuté dans le projet n° 61. Nous ne voulons pas ici du seuil de 500.

L'amendement n° 4 n'est pas adopté.

Article 2

L'amendement n° 78 est adopté.

L'amendement n° 7 devient sans objet.

L'amendement n° 107 est adopté.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 79 prend acte du fait que cette disposition ne figure pas dans le bon texte.

L'amendement n° 79 est adopté.

L'article 2 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 3

Les amendements n° 32 et 36 sont retirés.

L'amendement n° 23 n'est pas adopté.

L'amendement n° 33 est retiré.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Avis défavorable à l'amendement n° 8, identique à l'amendement n° 33.

L'amendement n° 8 n'est pas adopté.

L'amendement n° 34 est retiré, ainsi que l'amendement n° 35.

L'article 3 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 5 A

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 82 rectifie une erreur matérielle.

L'amendement n° 82 est adopté.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 76 reprend le principe qui consiste à inclure les communes les plus nombreuses dans la majorité qui consent à la création d'un EPCI à fiscalité propre, mais il accepte certaines des modifications apportées par l'Assemblée nationale. Avis favorable.

L'amendement n° 76 est adopté.

L'article 5 A est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 5 B

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Même chose pour l'amendement n° 77 que pour le précédent.

L'amendement n° 77 est adopté.

L'article 5 B est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 5

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 9 revient au texte du Sénat : avis favorable.

M. Jean-Jacques Hyest, président. – L'amendement n° 38 de M. Collomb est identique.

Les amendements identiques n°s 9 et 38 sont adoptés.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Avis favorable aux amendements identiques n° 10 et 39.

Les amendements identiques n°s 10 et 39 sont adoptés.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Il en est de même pour les amendements n° 11 et 40.

Les amendements identiques n°s 11 et 40 sont adoptés.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Le Sénat a déjà adopté les amendements identiques n°s 12, 41 et 89 en première lecture. Je renvoie sur les métropoles au texte du Sénat, d'où les amendements n° 90 et 91.

M. Gérard Collomb. – Très bien !

Les amendements identiques n° 12, 41 et 89 sont adoptés.

Les amendements n°s 90 et 91 sont adoptés.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 75 est satisfait.

L'amendement n° 75 n'est pas adopté.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 74 est incompatible avec le nôtre.

L'amendement n° 74 n'est pas adopté.

Les amendements n°s 102, 13 et 42 deviennent sans objet.

L'article 5 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 5 bis B

L'amendement de coordination n° 92 et les amendements identiques n°s 14 et 43 sont adoptés ; en conséquence, l'article 5 bis B est supprimé.

Article 5 quater

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 44 étend la dérogation en matière de périmètre des métropoles aux discontinuités territoriales, et favorise ainsi la création de métropoles. Cette dérogation est limitée à l'année suivant la publication de la présente loi. Avis favorable.

L'amendement n° 44 est adopté.

L'article 5 quater est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 6

L'amendement n° 93 est adopté.

L'article 6 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

L'article 6 bis est adopté sans modification.

Article 6 ter

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 103 abaisse de 50 000 à 30 000 habitants le seuil de population exigé pour la création d'une communauté d'agglomération. En outre, en ajoutant la commune la plus peuplée, il introduit une dérogation supplémentaire... Avis défavorable.

L'amendement n° 103 n'est pas adopté.

L'article 6 ter est adopté sans modification.

Article 7

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 63 étend le régime des pôles métropolitains pour fédérer de plus petits EPCI. Le droit d'association est libre : il suffit de créer un syndicat mixte !

L'amendement n° 63 n'est pas adopté.

L'article 7 est adopté sans modification, ainsi que l'article 8.

Article 10

L'amendement de coordination n° 94 rectifié est adopté.

L'amendement rédactionnel n° 83 rectifié est adopté.

L'amendement de coordination n° 84 est adopté, ainsi que l'amendement n° 85.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 15 est satisfait par l'un de mes amendements. Idem pour l'amendement n° 45.

Les amendements n°s 15 et 45 tombent.

L'article 10 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

L'article 11 est adopté sans modification.

Article 12

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 24 porte de deux à quatre mois le délai dans lequel le comité de massif doit se prononcer sur le projet de regroupement de départements. Je n'y vois pas d'inconvénient : favorable.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Où est la spécificité des communes de montagne en la matière ? Il ne s'agit pas d'aménagement du territoire !

M. Jacques Mézard. – Tout à fait d'accord, et pourtant je suis de la montagne !

L'amendement n° 24 est adopté.

L'article 12 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

L'article 12 bis est adopté sans modification.

Article 13

L'amendement n° 25 est adopté.

L'article 13 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 13 bis

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 98 rectifié substitue à la demande de fusion formulée par la région et les départements, la demande d'organisation d'une consultation sur le sujet. Qu'en pensent les élus locaux ?

Mme Catherine Troendle. – J'y suis peu favorable, comme tous les élus du Haut-Rhin. Pourquoi ne pas en rester à la rédaction actuelle, qui est cohérente : si les collectivités locales expriment une volonté de fusion, la consultation de la population est automatique.

Mme Jacqueline Gourault. – C'est toute la différence entre Haut-Rhin et Bas-Rhin...

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Dans le texte issu de l'Assemblée nationale, qui reprend le texte de première lecture du Sénat, les assemblées locales se prononcent d'abord sur le projet de fusion, puis la population. Cet amendement propose que les assemblées locales se prononcent sur l'organisation de la consultation de la population sur le projet de fusion... L'amendement sera défendu par son auteur en séance publique.

Les amendements n°s 98 rectifié et 99 ne sont pas adoptés

L'article 13 bis est adopté sans modification, ainsi que l'article 14.

Article 14 bis

L'amendement de coordination n° 86 est adopté.

L'article 14 bis est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 14 ter

L'amendement de coordination n° 87 rectifié est adopté.

L'article 14 ter est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 15 bis

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n°47 élargit la délégation de signature du président d'un EPCI au directeur général des services techniques, au directeur des services techniques et aux responsables de service. Pour des raisons pratiques, favorable.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Ce texte est-il le véhicule idoine pour une telle disposition ?

Mme Marie-Hélène Des Esgaulx. – La démocratie ne sort pas renforcée de cette multiplication des délégations à des personnes autres que les élus.

M. Gérard Collomb. – Dans une grande collectivité locale, le problème est réel ! En tout état de cause, la délégation se fait sous la responsabilité du président.

L'amendement n° 47 est adopté.

L'article 15 bis est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 15 ter

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 46 supprime une disposition introduite au Sénat par Mme Goulet, qui adjoint au rapport annuel sur l'activité de l'EPCI un état de l'utilisation des crédits pour chaque commune. Malgré l'intérêt pour la vie démocratique d'une telle mesure, cela pose des problèmes pratiques conséquents... Je m'en remets à l'avis de la commission.

L'amendement n° 46 est adopté ; l'article 15 ter est supprimé.

Article 16

L'amendement n° 64 n'est pas adopté.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 65 est satisfait.

L'amendement n° 65 n'est pas adopté.

L'article 16 est adopté sans modification.

Article 18

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 66 est satisfait.

L'amendement n° 66 n'est pas adopté.

L'amendement n° 26 est adopté.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 16 avance de trois mois la date d'entrée en vigueur de la procédure pérenne d'achèvement de la carte de l'intercommunalité. En première lecture, un accord s'est dégagé sur la date du 1er juillet : avis défavorable.

M. Yves Détraigne. – Nous souhaitons simplement que les élections de mars 2014 ne soient pas polluées par le débat sur l'intercommunalité.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – C'est une question délicate. D'un côté, il faut avancer, de l'autre, il ne faut pas détourner l'enjeu du scrutin municipal...

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Le 1er juillet est un moyen terme.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – L'Assemblée nationale nous a suivis. Je sais que le président de l'Association des maires de France souhaiterait avancer la date... Je propose que nous y revenions en séance publique.

Mme Jacqueline Gourault. – Il faut également fixer la répartition des sièges dans les intercommunalités avant juillet...

Les amendements identiques n°s 16 et 48 ne sont pas adoptés .

L'article 18 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

L'article 19 bis A est adopté sans modification, ainsi que les articles 20, 20 bis A, 21 bis, 22, 23, 24 et 24 bis.

Article 25

L'amendement n° 67 n'est pas adopté.

L'article 25 bis est adopté sans modification, ainsi que les articles 26, 26 bis A, 26 bis B, 26 bis, 27 et 28 bis.

Article 29

Les amendements identiques n°s 17 et 49 ne sont pas adoptés.

L'article 29 est adopté sans modification.

Article 30

Les amendements identiques n°s 18 et 50 ne sont pas adoptés.

L'article 30 est adopté sans modification.

Article 31

L'amendement n° 68 n'est pas adopté.

L'article 31 est adopté sans modification, ainsi que les articles 33, 34 et 34 bis AA.

Article 34 bis A

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 69 est satisfait.

L'amendement n° 69 devient sans objet.

L'article 34 bis A est adopté sans modification, ainsi que les articles 34 quater et 34 quinquies A.

Article 34 quinquies

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 19 propose que la décision d'unifier les impôts directs locaux de la métropole puisse être prise à la majorité qualifiée, ce qui va à l'encontre de la liberté communale. Avis défavorable.

L'amendement n° 19 n'est pas adopté et l'amendement n° 51 est retiré.

L'article 34 quinquies est adopté sans modification.

Article 35

M. Gérard Collomb. – Mon amendement n° 52 rétablit la clause générale de compétence. À Lyon, le syndicat des transports est financé pour deux tiers par la communauté urbaine, pour un tiers par le département. Si l'on spécialise les compétences, je perds 18 millions d'euros de subventions ! De même, c'est une société d'économie mixte qui construit le musée financé par le conseil général... J'ai déposé plusieurs amendements visant à préserver les instruments existants.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – En effet, il serait fâcheux que des départements et régions membres de syndicats mixtes perdent leur compétence alors qu'ils ont pris des engagements importants. Avis favorable.

M. Jean-Jacques Hyest, président. – Le principe d'égalité n'est-il pas malmené ? En effet, cette disposition ne s'appliquerait que pour les structures déjà existantes au moment de la publication de la loi.

M. Gérard Collomb. – Nous avons un syndicat mixte sur le ruissellement des eaux : un même cours d'eau relève pour partie du conseil général, pour partie de la communauté urbaine ! Le problème est plus sensible encore pour les transports.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Je vous propose de déposer votre amendement en amendement extérieur. J'émettrai le même avis qu'aujourd'hui.

M. Gérard Collomb. – Soit.

L'amendement n° 52 est retiré.

Les amendements n°s 27 et 28 ne sont pas adoptés.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 100, qui ajoute le logement et l'habitat aux domaines dans lesquels tous les niveaux de collectivités territoriales sont compétents, sera largement satisfait par mon amendement à l'article 35 ter. Avis défavorable.

M. Jean-Pierre Sueur. – Dans les temps qui courent, n'empêchons pas une région ou un département qui le souhaiterait de financer le logement social !

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – C'est l'objet de mon amendement.

Les amendements n°s 100, 101 et 29 ne sont pas adoptés.

M. Gérard Collomb. – Je défendrai mon amendement n° 53 en séance publique.

L'amendement n° 53 est retiré.

L'article 35 est adopté sans modification.

Article additionnel après l'article 35

L'amendement n° 30 n'est pas adopté.

Article 35 bis A

L'amendement n° 57 est adopté ; l'article 35 bis A est supprimé

Article 35 bis

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Mon amendement n° 95 clarifie les finalités du schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services, qui prévoit que tout cumul de financements sera interdit à compter de 2015, sauf pour les régions qui auront adopté le schéma. Le représentant des présidents de conseils généraux y est favorable.

L'amendement n° 95 est adopté, ainsi que l'amendement n° 56.

L'amendement n° 70 n'est pas adopté.

L'article 35 bis est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article additionnel après l'article 35 bis

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – L'amendement n° 105, qui mutualise les services support du département au profit des services

départementaux d'incendie et de secours (SDIS), est satisfait par l'article 34 bis A, alinéa 11.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Si cela doit être l'occasion pour certains présidents de conseils généraux de faire disparaître les SDIS, je suis contre ! Rien n'empêche de passer des conventions pour mutualiser la paye, par exemple, mais attention à ne pas supprimer des établissements publics où siègent les maires ! Il faut préserver l'équilibre de la loi de 2004.

L'amendement n° 105 n'est pas adopté.

Article 35 ter

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Mon amendement n° 97 vise la rénovation de monuments « protégés » au titre du code du patrimoine, en plus des monuments « classés ». Il permet en outre au représentant de l'État d'autoriser, par dérogation, une participation plus faible du maître d'ouvrage afin de rénover le patrimoine situé dans de très petites communes, qui ne peuvent financer 20 % du coût.

L'amendement n° 97 est adopté.

M. Gérard Collomb. – Je défendrai mon amendement n° 54 en séance publique.

L'amendement n° 54 est retiré.

Les amendements n°s 104 et 71 ne sont pas adoptés.

L'article 35 ter est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 35 quater

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Mon amendement n° 88 rectifié supprime l'interdiction de cumul des financements par le département et la région pour la période 2012-2015. En outre, il relève les seuils de population en dessous desquels cette interdiction ne s'appliquera pas après 2015.

M. Gérard Collomb. – Dans ce cas, faute d'accord entre le conseil général et le conseil régional sur le schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services, la communauté urbaine de Lyon perdrait 80 millions d'euros de subventions !

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Votre amendement n° 55 ne vise que la période à partir de 2015. Il serait plus cohérent de supprimer non seulement l'alinéa 3 mais aussi l'alinéa 4 !

M. Gérard Collomb. – D'accord.

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Dans ce cas, je rectifie mon amendement pour supprimer tout l'article.

M. Jean-Pierre Sueur. – Très bien.

L'amendement n° 88 rectifié bis est adopté ; l'article 35 quater est supprimé.

Les amendements identiques n°s 20 et 55 deviennent sans objet, ainsi que l'amendement n° 31.

L'article 35 quinquies est adopté sans modification.

Article 36 A

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Mon amendement n° 96 réintroduit un président de syndicat de communes au Comité des finances locales.

L'amendement n° 96 est adopté.

L'article 36 A est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Articles 36 B et 36 C

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Par coordination avec ce que nous avons voté, il faut supprimer les articles 36 B et 36 C.

L'article 36 B est supprimé, ainsi que l'article 36 C.

Article 36

M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur. – Par coordination, l'amendement n° 108 supprime la référence à l'article 1er bis.

L'amendement n° 108 est adopté.

L'article 36 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

L'article 37 est adopté sans modification, ainsi que les articles 38, 39, 39 bis, 40 et 41.

L'ensemble du projet de loi est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Le sort des amendements examinés par la commission est retracé dans le tableau suivant :

Article additionnel avant l'article premier A			
Auteur	N°	Objet	Sort de l'amendement
M. Hugues Portelli	2 rect.	Création des « territoires », circonscription pour l'élection des conseillers territoriaux	Adopté

Article premier A			
Mode de scrutin pour l'élection des conseillers territoriaux			
M. Nicolas About et les membres du groupe de l'union centriste	5	Mode de scrutin mixte pour l'élection des conseillers territoriaux	Rejeté
M. Hugues Portelli	1	Coordination	Adopté
Mme Michèle André et plusieurs de ses collègues	72 rect.	Mise en place d'un scrutin binominal majoritaire à deux tours	Rejeté
	73	Coordination avec l'amendement 72 rect.	Rejeté
Article premier B			
Seuil de passage au second tour pour les élections territoriales			
M. Nicolas About et les membres du groupe de l'union centriste	6	Suppression de l'article	Rejeté
Article additionnel après l'article premier			
M. Alain Fouché	58	Suppléants ayant vocation à représenter les conseillers territoriaux titulaires dans des organismes extérieurs	Rejeté
	60	Interdiction pour un suppléant de conseiller territorial de se présenter contre son titulaire	Rejeté
	61	Suppléants ayant vocation à représenter les conseillers territoriaux titulaires dans des organismes extérieurs	Rejeté
	62	Suppléants ayant vocation à représenter les conseillers territoriaux titulaires au sein des assemblées locales	Rejeté
Article premier <i>ter</i>			
Fixation du nombre de conseillers territoriaux dans chaque département et dans chaque région			
Gouvernement	81	Rectification d'une erreur matérielle	
Article additionnel après l'article premier <i>ter</i>			
M. Jacques Blanc et plusieurs de ses collègues	22 rect.	Nombre de conseillers territoriaux attribués aux territoires de montagne	Rejeté
	21	Nombre de conseillers territoriaux attribués aux territoires de montagne	Rejeté

Article premier quater Délimitation des cantons			
M. Hugues Portelli	106	Coordination avec l'amendement n° 2 rect	
Article additionnel avant l'article 2			
M. Yves Détraigne et plusieurs de ses collègues	4	Réduction du nombre de conseillers municipaux	Rejeté
Article 2 Élection des délégués des communes-membres des EPCI à fiscalité propre au suffrage universel direct			
M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur	78	Rédactionnel	Adopté
M. Dominique de Legge	7	Rédactionnel	Tombe
M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur	107	Rédactionnel	Adopté
	79	Suppression des dispositions relatives au régime d'incompatibilités des conseillers communautaires	Adopté
Article 3 Fixation du nombre et de la répartition des sièges au sein des conseils communautaires			
M. Gérard Collomb	32	Accord de la ville-centre pour la répartition de sièges supplémentaires	Retiré
	36	Coordination rédactionnelle	Retiré
M. Jacques Blanc et plusieurs de ses collègues	23	Représentation des communes de montagne au sein d'un collège spécifique	Rejeté
M. Gérard Collomb	33	Nombre de vice-présidents dans les EPCI à fiscalité propre	Retiré
Mme Jacqueline Gourault et plusieurs de ses collègues	8	Nombre de vice-présidents dans les EPCI à fiscalité propre	Rejeté
M. Gérard Collomb	34	Nombre de vice-présidents dans les métropoles et les communautés urbaines	Retiré
	35	Rédactionnel	Retiré
Article 5 A Conditions de création de certains EPCI à fiscalité propre			
M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur	82	Rectification d'une erreur	adopté
M. Jean-René Lecerf	76	Attribution d'un droit de veto aux communes dont la population est supérieure au quart de la population concernée	Adopté

Article 5 B Conditions de transformation d'un EPCI en communauté d'agglomération, communauté urbaine ou métropole			
M. Jean-René Lecerf	77	Attribution d'un droit de veto aux communes dont la population est supérieure au quart de la population concernée	Adopté
Article 5 Organisation de la métropole			
M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur	89	Suppression du transfert de la TFPB	Adopté
	90	Unanimité pour le transfert de la DGF	Adopté
	91	Coordination avec 89	Adopté
Mme Jacqueline Gourault et plusieurs de ses collègues	9	Définition de l'intérêt métropolitain à la majorité des deux tiers	Adopté
M. Gérard Collomb	38	Définition de l'intérêt métropolitain à la majorité des deux tiers	Adopté
Mme Jacqueline Gourault et plusieurs de ses collègues	10	Fixation d'un délai de 18 mois pour la signature de la convention de transfert de compétences départementales	Adopté
M. Gérard Collomb	39	Fixation d'un délai de 18 mois pour la signature de la convention de transfert de compétences départementales	Adopté
Mme Jacqueline Gourault et plusieurs de ses collègues	11	Fixation d'un délai de 18 mois pour la signature de la convention de transfert de compétences régionales	Adopté
M. Gérard Collomb	40	Fixation d'un délai de 18 mois pour la signature de la convention de transfert de compétences régionales	Adopté
Mme Jacqueline Gourault et plusieurs de ses collègues	12	Suppression du transfert de la TFPB	Tombe
M. Gérard Collomb	41	Suppression du transfert de la TFPB	Tombe
M. Jean-René Lecerf	75	Suppression du transfert de la TFPB	Tombe
	74	Transfert de la DGF aux 4/5èmes des conseils municipaux	Rejeté
M. Pierre Jarlier	102	Transfert de la DGF à l'unanimité des conseils municipaux	Satisfait

Mme Jacqueline Gourault et plusieurs de ses collègues	13	Coordination avec 12	Tombe
M. Gérard Collomb	42	Coordination avec 41	Tombe
Article 5 bis B Modalités du transfert de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes à la métropole			
M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur	92	Suppression de l'article	adopté
Mme Jacqueline Gourault et plusieurs de ses collègues	14	Suppression de l'article	Tombe
M. Gérard Collomb	43	Suppression de l'article	Tombe
Article 5 quater Dérogation temporaire au principe de continuité territoriale pour la création de métropoles			
M. Gérard Collomb	44	Extension de la dérogation aux discontinuités territoriales	Adopté
Article 6 Coordination			
M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur	93	Coordination avec suppression transfert TFPB	Adopté
Article 6 ter Assouplissement du seuil démographique de création d'une communauté d'agglomération			
M. Pierre Jarlier	103	Extension de l'assouplissement à la commune la plus peuplée	Rejeté
Article 7 Création de pôles métropolitains			
M. Alain Fouché	63	Constitution de pôles de coopération	Rejeté
Article 10 Adaptation du code général des collectivités territoriales à la création des communes nouvelles			
M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur	94 rect.	coordination	Adopté
	83 rect.	Rédactionnel	Adopté
	84	Coordination	Adopté
	85	Coordination	Adopté
Mme Jacqueline Gourault et plusieurs de ses collègues	15	coordination	Tombe
M. Gérard Collomb	45	coordination	Tombe

Article 12			
Procédure de regroupement des départements			
M. Jacques Blanc et plusieurs de ses collègues	24	Extension du délai dans lequel le comité de massif se prononce	Adopté
Article 13			
Procédure de regroupement des départements			
M. Jacques Blanc et plusieurs de ses collègues	25	Extension du délai dans lequel le comité de massif se prononce	Adopté
Article 13 bis			
Procédure de fusion d'une région et des départements qui la composent			
M. Philippe Richert	98 rect.	Possibilité de demander l'organisation d'une consultation des électeurs sur le projet de fusion	Rejeté
	99	Définition par la loi de la composition et du régime électoral de l'assemblée de la nouvelle collectivité	Rejeté
Article 14 bis			
Suppression de la catégorie des communautés d'agglomération nouvelle			
M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur	86	Coordination	Adopté
Article 14 ter			
Transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle en communauté d'agglomération ou en communauté de communes			
M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur	87 rect.	Coordination	Adopté
Article 15 bis			
Extension des cas de délégation de signature par le président d'un établissement public de coopération intercommunale			
M. Gérard Collomb	47	Extension de la liste des délégataires	Adopté
Article 15 ter			
Information annuelle des communes membres d'un EPCI			
M. Gérard Collomb	46	Suppression de l'article	Adopté
Article 16			
Contenu et modalités d'élaboration du schéma départemental de coopération intercommunale			
M. Alain Fouché	64	prise en compte du pays existant	Rejeté
	65	Insertion d'une nouvelle orientation sur l'aménagement du territoire infradépartemental et infrarégional	Rejeté

Article 18 Suppression des communes isolées, des enclaves et des discontinuités territoriales			
M. Alain Fouché	66	Modification de la procédure	Rejeté
M. Jacques Blanc et plusieurs de ses collègues	26	Allongement du délai fixé au comité de massif	Adopté
Mme Jacqueline Gourault et plusieurs de ses collègues	16	Avancement de la date d'entrée en vigueur de l'article	Rejeté
M. Gérard Collomb	48	Avancement de la date d'entrée en vigueur de l'article	Rejeté
Article 29 Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre			
Mme Jacqueline Gourault et plusieurs de ses collègues	17	Avancement du terme de la procédure exceptionnelle	Rejeté
M. Gérard Collomb	49	Avancement du terme de la procédure exceptionnelle	Rejeté
Article 30 Syndicats de communes et syndicats mixtes			
Mme Jacqueline Gourault et plusieurs de ses collègues	18	Avancement du terme de la procédure exceptionnelle	Rejeté
M. Gérard Collomb	50	Avancement du terme de la procédure exceptionnelle	Rejeté
Article 31 Transfert des pouvoirs au président d'un EPCI			
M. Alain Fouché	68	Délai de huit jours pour la transmission des arrêtés de police du pdt de l'EPCI aux maires	Rejeté
Article 34 bis A Mutualisation des services entre les collectivités territoriales et leurs établissements publics			
M. Alain Fouché	69	Mutualisation par syndicats mixtes	Satisfait
Article 34 quinquies Unification des impôts directs locaux au sein d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre			
Mme Jacqueline Gourault et plusieurs de ses collègues	19	Unification des taxes au sein de la métropole à la majorité qualifiée	Rejeté
M. Gérard Collomb	51 rect.	Unification de la TFPB au sein de la métropole à la majorité qualifiée	Retiré

Article 35 Principes généraux applicables à la répartition des compétences entre collectivités territoriales et à l'encadrement des financements croisés			
M. Gérard Collomb	52	Clause de sauvegarde pour les régions et départements membres d'un syndicat mixte hors de leur champ de compétences	Retiré
M. Jacques Blanc et plusieurs de ses collègues	27	Prise en compte de la spécificité des territoires de montagne	Rejeté
	28	Compétences partagées pour l'aménagement des territoires ruraux	Rejeté
M. Pierre Jarlier	100	Compétences partagées pour le logement et l'habitat	Rejeté
	101	Chef de file	Rejeté
M. Jacques Blanc et plusieurs de ses collègues	29	Prise en compte de la spécificité des territoires de montagne	Rejeté
M. Gérard Collomb	53	Clause de sauvegarde pour les régions et départements membres d'un syndicat mixte hors de leur champ de compétences	Retiré
Article additionnel après l'article 35			
M. Jacques Blanc et plusieurs de ses collègues	30	Prise en compte de la spécificité des territoires de montagne par une loi spécifique	Rejeté
Article 35 bis A Transfert d'aérodromes aux collectivités			
M. François-Noël Buffet	57	Suppression de l'article	Adopté
Article 35 bis Schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services de la région et des départements			
M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur	95	Clarification des finalités du schéma régional des compétences et des mutualisations de service	Adopté
M. Gérard Collomb	56	Association de la métropole à l'élaboration du schéma régional des compétences	Adopté
M. Alain Fouché	70	Possibilité de mutualisation des pays existants	Rejeté
M. Bruno Sido	105	Mutualisation des services supports du département et du SDIS	Rejeté

Article 35 ter			
Règles générales applicables au financement de projets locaux par les régions et les départements – Participation financière minimale des collectivités territoriales et de leurs groupements aux opérations d'investissement dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage			
M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur	97	Assouplissement de la règle de participation minimale du maître d'ouvrage et prise en compte de la rénovation urbaine et du patrimoine protégé	Adopté
M. Gérard Collomb	54	Clause de sauvegarde pour les régions et départements membres d'un syndicat mixte hors de leur champ de compétences	Retiré
M. Pierre Jarlier	104	Suppression de la participation minimale du maître d'ouvrage	Rejeté
M. Alain Fouché	71	Exception pour les opérations inscrites dans un contrat de territoire	Rejeté
Article 35 quater			
Conditions du cumul de financements de la région et du département			
M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur	88 rect.	Suppression de l'article	Adopté
Mme Jacqueline Gourault et plusieurs de ses collègues	20	Suppression de l'encadrement des cofinancements à partir de 2015	tombe
M. Gérard Collomb	55	Suppression de l'encadrement des cofinancements à partir de 2015	Tombe
M. Jacques Blanc et plusieurs de ses collègues	31	Dérogation pour l'aménagement des territoires ruraux	Tombe
Article 36 A			
Composition du collège des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale au sein du Comité des finances locales			
M. Jean-Patrick Courtois, rapporteur	96	Rétablissement du délégué pour les syndicats	Adopté

ANNEXE 1

LISTE DES PERSONNES ENTENDUES

NB : Ces personnes ont été entendues par le rapporteur dans le cadre de la préparation de son rapport sur le projet de loi n° 61 (2009-2010) relatif à l'élection des conseillers territoriaux et au renforcement de la démocratie locale.

Conseil d'État

- **M. Bernard Stirn**, président de la section du contentieux

Direction de la modernisation et de l'action territoriale

- **M Xavier Péneau**, directeur adjoint

Conseil Économique Social et Environnemental

- **Mme Françoise Vilain**, présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

Observatoire de la Parité

- **Mme Emmanuelle Latour**, secrétaire générale

Associations d'élus

ADF

- **M. Krattinger**, sénateur
- **M. Lebreton**, président

AMF

- **M. Pierre Jarlier**, sénateur
- **M. Christophe Sirugue**, Député-Maire de Chalon-sur-Saône
- **Mme Geneviève Cerf**, responsable du département gestion communale
- **Mme Dominique Brachet**, directrice de la mission intercommunalité et territoires

APVF

- **M. Philippe Bluteau**, avocat
- **Mme Virginie Klès**, sénateur

ACUF

- **M. Gérard Collomb**, président, sénateur
- **Mme Arabelle Chambre-Foa**, directrice de cabinet
- **M. Olivier Landel**, délégué général

FMVM

- **M. Arsene Lux**, maire de Verdun
- **M. Guy Ferez**, maire d'Auxerre
- **M. Pierre Regnault**, maire de La Roche sur Yon
- **Madame Caroline Cayeux**, maire de Beauvais
- **Mme Nicole Gibourdel**, déléguée générale

Professeurs de droit

- **M. Jean-Claude Colliard**, président de l'Université Paris I - Panthéon-Sorbonne
- **M. Didier Maus**, professeur associé à l'Université Paris I - Panthéon-Sorbonne
- **M. Guy Carcassonne**, professeur de droit à l'université de Paris X - Nanterre et à Sciences-Po Paris
- **M. Michel Verpeaux**, professeur à l'Université Paris I - Panthéon-Sorbonne
- **M. Bernard Maligner**, ingénieur de recherches au CNRS
- **M. Bertrand Mathieu**, président de l'Association française de droit constitutionnel
- **M. Jacques Bourdon**, professeur de droit public à l'université d'Aix-Marseille III
- **M. Pierre Martin**, professeur à l'IEP de Grenoble, ingénieur de recherches au CNRS
- **M. Dominique Rousseau**, professeur de droit constitutionnel à l'université Montpellier I, directeur du CERCOP

Association Parité

- **Mme Régine Saint-Criq**, présidente et présidente coordination du lobby européen des femmes

ANNEXE 2
NOMBRE ACTUEL
DE CONSEILLERS RÉGIONAUX ET GÉNÉRAUX

Région	Nombre de conseillers régionaux	Département	Nombre de conseillers généraux
Alsace	47	Bas-Rhin	44
		Haut-Rhin	31
Aquitaine	85	Dordogne	50
		Gironde	63
		Landes	30
		Lot-et-Garonne	40
		Pyrénées-Atlantiques	52
Auvergne	47	Allier	35
		Cantal	27
		Haute-Loire	35
		Puy-de-Dôme	61
Bourgogne	57	Côte-d'Or	43
		Nièvre	32
		Saône-et-Loire	57
		Yonne	42
Bretagne	83	Côtes-d'Armor	52
		Finistère	54
		Ille-et-Vilaine	53
		Morbihan	42
Centre	77	Cher	35
		Eure-et-Loir	29
		Indre	26
		Indre-et-Loire	37
		Loir-et-Cher	30
		Loiret	41
Champagne-Ardenne	49	Ardennes	37
		Aube	33
		Marne	44
		Haute-Marne	32
Corse		Corse-du-Sud	22
		Haute-Corse	30
Franche-Comté	43	Doubs	35
		Jura	34
		Haute-Saône	32
		Territoire de Belfort	15

Région	Nombre de conseillers régionaux	Département	Nombre de conseillers généraux
Guadeloupe	41	Guadeloupe	43
Guyane	31		19
Île-de-France	209	Paris	163
		Seine-et-Marne	43
		Yvelines	39
		Essonne	42
		Hauts-de-Seine	45
		Seine-Saint-Denis	40
		Val-de-Marne	49
		Val-d'Oise	39
Languedoc-Roussillon	67	Aude	35
		Gard	46
		Hérault	49
		Lozère	25
		Pyrénées-Orientales	31
Limousin	43	Corrèze	37
		Creuse	27
		Haute-Vienne	42
Lorraine	73	Meurthe-et-Moselle	44
		Meuse	31
		Moselle	51
		Vosges	31
Martinique	41		45
Mayotte		Mayotte	19
Midi-Pyrénées	91	Ariège	22
		Aveyron	46
		Haute-Garonne	53
		Gers	31
		Lot	31
		Hautes-Pyrénées	34
		Tarn	46
		Tarn-et-Garonne	30
Basse-Normandie	47	Calvados	49
		Manche	52
		Orne	40
Haute-Normandie	55	Eure	43
		Seine-Maritime	69

Région	Nombre de conseillers régionaux	Département	Nombre de conseillers généraux
Nord - Pas-de-Calais	113	Nord	79
		Pas-de-Calais	77
Pays de la Loire	93	Loire-Atlantique	59
		Maine-et-Loire	41
		Mayenne	32
		Sarthe	40
		Vendée	31
Picardie	57	Aisne	42
		Oise	41
		Somme	46
Poitou-Charentes	55	Charente	35
		Charente-Maritime	51
		Deux-Sèvres	33
		Vienne	38
Provence-Alpes-Côte d'Azur	123	Alpes-de-Haute-Provence	30
		Hautes-Alpes	30
		Alpes-Maritimes	52
		Bouches-du-Rhône	57
		Var	43
		Vaucluse	24
La Réunion	45	La Réunion	49
Rhône-Alpes	157	Ain	43
		Ardèche	33
		Drôme	36
		Isère	58
		Loire	40
		Rhône	54
		Savoie	37
		Haute-Savoie	34

TABLEAU COMPARATIF

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	—	—	—
	Projet de loi de réforme des collectivités territoriales	Projet de loi de réforme des collectivités territoriales	Projet de loi de réforme des collectivités territoriales
	TITRE I ^{ER}	TITRE I ^{ER}	TITRE I ^{ER}
	RÉNOVATION DE L'EXERCICE DE LA DÉMOCRATIE LOCALE	RÉNOVATION DE L'EXERCICE DE LA DÉMOCRATIE LOCALE	RÉNOVATION DE L'EXERCICE DE LA DÉMOCRATIE LOCALE
	CHAPITRE I ^{ER}	CHAPITRE I ^{ER}	CHAPITRE I ^{ER}
	CONSEILLERS TERRITORIAUX	CONSEILLERS TERRITORIAUX	CONSEILLERS TERRITORIAUX
			<i>Article 1^{er} AA (nouveau)</i>
			Avant l'article L. 3113-1 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 3113 ainsi rédigé :
			« Art. L. 3113-1 A. — Le département est divisé en territoires.
			« Le territoire est une circonscription électorale dont les communes constituent un espace géographique, économique et social homogène.
			« Le découpage territorial du département respecte sa diversité géographique, économique et sociale.
			« Le conseiller territorial est le représentant du territoire au sein du conseil général. »

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	Article 1 ^{er} A (<i>nouveau</i>) La présente loi crée le mandat de conseiller territorial. Le mode d'élection du conseiller territorial assure la représentation des territoires par un scrutin uninominal, l'expression du pluralisme politique et la représentation démographique par un scrutin proportionnel ainsi que la parité.	Article 1 ^{er} A La présente loi crée le mandat de conseiller territorial. Les conseillers territoriaux sont élus au scrutin uninominal majoritaire à deux tours selon les modalités prévues au titre III du livre I^{er} du code électoral. Ils sont renouvelés intégralement tous les six ans.	Article 1 ^{er} A Supprimé.
Code électoral <i>Art. L. 210-1.</i> — Tout candidat à l'élection au conseil général doit obligatoirement, avant chaque tour de scrutin, souscrire une déclaration de candidature dans les conditions prévues par un décret en Conseil d'Etat. Cette déclaration, revêtue de la signature du candidat, énonce les nom, prénoms, sexe, date et lieu de naissance, domicile et profession. Elle mentionne également la personne appelée à remplacer le candidat comme conseiller général dans le cas prévu à l'article L. 221. Les articles L. 155 et L. 163 sont applicables à la désignation du remplaçant. Le candidat et son remplaçant sont de sexe différent. A cette déclaration sont jointes les pièces propres à prouver que le candidat et son remplaçant répondent aux conditions d'éligibilité prévues par l'article L. 194. Si la déclaration de candidature n'est pas conforme aux dispositions du premier alinéa, qu'elle n'est pas accompagnée des pièces mentionnées au deuxième alinéa ou si ces pièces n'établissent pas que le candidat et		Article 1 ^{er} B (<i>nouveau</i>)	Article 1 ^{er} B

Texte en vigueur —	Texte adopté par le Sénat —	Texte adopté par l'Assemblée nationale —	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique —
<p>son remplaçant répondent aux conditions d'éligibilité prévues par l'article L. 194, elle n'est pas enregistrée.</p> <p>Nul ne peut être candidat dans plus d'un canton.</p> <p>Si le candidat fait, contrairement aux prescriptions de l'alinéa précédent, acte de candidature dans plusieurs cantons, sa candidature n'est pas enregistrée.</p> <p>Le candidat qui s'est vu opposer un refus d'enregistrement dispose de vingt-quatre heures pour saisir le tribunal administratif qui statue sous trois jours.</p> <p>Faute pour le tribunal administratif d'avoir statué dans ce délai, la candidature doit être enregistrée.</p> <p>Nul ne peut être candidat au deuxième tour s'il ne s'est présenté au premier tour et s'il n'a obtenu un nombre de suffrages au moins égal à 10 % du nombre des électeurs inscrits.</p> <p>Dans le cas où un seul candidat remplit ces conditions, le candidat ayant obtenu après celui-ci le plus grand nombre de suffrages au premier tour peut se maintenir au second.</p> <p>Dans le cas où aucun candidat ne remplit ces conditions, les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages au premier tour peuvent se maintenir au second.</p> <p>.....</p>		<p>Au huitième alinéa de l'article L. 210-1 du code électoral, le taux : « 10 % » est remplacé par le taux : « 12,5 % ».</p>	<p>(Sans modification).</p> <p>.....</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p align="center">Code général des collectivités territoriales</p>		<p align="center">Article 1^{er} bis (nouveau)</p>	<p align="center">Article 1^{er} bis</p>
<p><i>Art. L. 4131-2.</i> — Le conseil régional par ses délibérations, le président du conseil régional par l'instruction des affaires et l'exécution des délibérations, le conseil économique et social régional par ses avis concourent à l'administration de la région.</p>		<p>Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	<p align="center">Supprimé.</p>
<p><i>Art. L. 4133-4.</i> — Le conseil régional élit les membres de la commission permanente.</p>		<p>1° À l'article L. 4131-2, après les mots : « ses délibérations », sont insérés les mots : « et celles de sa commission permanente » ;</p>	
<p>La commission permanente est composée du président du conseil régional, de quatre à quinze vice-présidents, sous réserve que le nombre de ceux-ci ne soit pas supérieur à 30 % de l'effectif du conseil, et éventuellement d'un ou plusieurs autres membres.</p>		<p>2° Après le mot : « vice-présidents, », la fin du dernier alinéa de l'article L. 4133-4 est ainsi rédigée : « et éventuellement d'un ou plusieurs autres membres, sous réserve que le nombre total de ses membres ne soit pas supérieur au tiers de l'effectif du conseil régional. » ;</p>	
		<p>3° Après l'article L. 4133-6, il est inséré un article L. 4133-6-1 ainsi rédigé :</p>	
		<p>« Art. L. 4133-6-1. — Le conseil régional fixe, par une délibération adoptée dans un délai de trois mois à compter de son renouvellement, la liste des compétences dont l'exercice est, sous son contrôle, délégué à sa commission permanente. »</p>	
		<p align="center">Article 1^{er} ter (nouveau)</p>	<p align="center">Article 1^{er} ter</p>
		<p>Le nombre des conseillers territoriaux de chaque département et de</p>	<p align="center">Supprimé.</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	—	—	—
Code électoral		chaque région est fixé par le tableau annexé à la présente loi.	
<i>Art. L. 221. — Cf. annexe.</i>		Article 1 ^{er} <i>quater</i> (nouveau)	Article 1 ^{er} <i>quater</i>
		La délimitation des cantons respecte les limites des circonscriptions législatives déterminées conformément au tableau n° 1 annexé au code électoral. Est entièrement comprise dans le même canton toute commune dont la population est inférieure à 3 500 habitants.	Supprimé.
		Article 1 ^{er} <i>quinquies</i> (nouveau)	Article 1 ^{er} <i>quinquies</i>
		Par dérogation à l'article L. 221 du code électoral, le remplaçant d'un conseiller territorial, de sexe opposé à celui-ci, est appelé à le remplacer si son siège devient vacant pour quelque cause que ce soit.	Supprimé.
	CHAPITRE II	CHAPITRE II	CHAPITRE II
	ÉLECTION ET COMPOSITION DES CONSEILS COMMUNAUTAIRES	ÉLECTION ET COMPOSITION DES CONSEILS COMMUNAUTAIRES	ÉLECTION ET COMPOSITION DES CONSEILS COMMUNAUTAIRES
	Article 2	Article 2	Article 2
	Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :	I. — Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :	Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
Code général des collectivités territoriales	1° L'article L. 5211-6 est ainsi rédigé :	1° (Alinéa sans modification).	1° (Sans modification).
<i>Art. L. 5211-6. — L'établissement public de coopération intercommunale est administré par un organe</i>	« Art. L. 5211-6. — Les métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération et commu-	« Art. L. 5211-6. — (Alinéa sans modification).	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>délibérant composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes membres.</p>	<p>nautés de communes sont administrées par un organe délibérant composé de délégués des communes membres élus dans le cadre de l'élection municipale au suffrage universel direct pour toutes les communes dont le conseil municipal est élu au scrutin de liste, dans les conditions fixées par la loi. Les autres établissements publics de coopération intercommunale sont administrés par un organe délibérant composé de délégués élus par les conseils municipaux des communes membres dans les conditions fixées à l'article L. 2122-7.</p>	<p>« Dans les communautés de communes et les communautés d'agglomération, lorsqu'une commune ne dispose que d'un seul délégué, elle désigne dans les mêmes conditions un délégué suppléant qui peut participer avec voix délibérative aux réunions de l'organe délibérant en cas d'absence du délégué titulaire et si celui-ci n'a pas donné procuration. » ;</p>	<p>« Dans les communautés de communes et les communautés d'agglomération, lorsqu'une commune ne dispose que d'un seul délégué, elle désigne dans les mêmes conditions un délégué suppléant qui peut participer avec voix délibérative aux réunions de l'organe délibérant en cas d'absence du délégué titulaire et si celui-ci n'a pas donné procuration à un autre délégué. Lorsque les conseillers municipaux sont élus au scrutin de liste, le délégué suppléant est de sexe différent du délégué titulaire. » ;</p>
<p>Toute commune associée issue d'une fusion en application de l'article L. 2113-1 est représentée au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, avec voix consultative, par le maire délégué ou un représentant qu'il désigne au sein du conseil ou de la commission consultative.</p>	<p>« Dans les communautés de communes et les communautés d'agglomération, lorsqu'une commune ne dispose que d'un seul délégué, elle désigne dans les mêmes conditions un délégué suppléant qui peut participer avec voix délibérative aux réunions de l'organe délibérant en cas d'absence du délégué titulaire et si celui-ci n'a pas donné procuration. » ;</p>	<p>« Dans les communautés de communes et les communautés d'agglomération, lorsqu'une commune ne dispose que d'un seul délégué, elle désigne dans les mêmes conditions un délégué suppléant qui peut participer avec voix délibérative aux réunions de l'organe délibérant en cas d'absence du délégué titulaire et si celui-ci n'a pas donné procuration à un autre délégué. Lorsque les conseillers municipaux sont élus au scrutin de liste, le délégué suppléant est de sexe différent du délégué titulaire. » ;</p>	<p>« Dans les communautés de communes et les communautés d'agglomération, lorsqu'une commune ne dispose que d'un seul délégué, elle désigne dans les mêmes conditions un délégué suppléant qui peut participer avec voix délibérative aux réunions de l'organe délibérant en cas d'absence du délégué titulaire et si celui-ci n'a pas donné procuration à un autre délégué. Lorsque les conseillers municipaux sont élus au scrutin de liste, le délégué suppléant est de sexe différent du délégué titulaire. » ;</p>
<p><i>Art. L. 2122-7. — Cf. annexe.</i></p>	<p>2° Les I et I bis de l'article L. 5211-7 sont abrogés ;</p>	<p>2° (Sans modification).</p>	<p>2° (Sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 5211-7. —</i> I. — Sans préjudice des dispositions du troisième alinéa de l'article L. 5212-7 et de l'article L. 5215-10, ces délégués sont élus par les conseils municipaux des communes intéressées parmi leurs membres, au scrutin secret à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité</p>	<p>2° Les I et I bis de l'article L. 5211-7 sont abrogés ;</p>	<p>2° (Sans modification).</p>	<p>2° (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>relative.</p> <p>En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.</p> <p><i>I bis.</i> — Dans les communes de Paris, Marseille et Lyon, soumises aux dispositions du titre I^{er} du livre V de la deuxième partie, le choix du conseil municipal peut également porter sur des conseillers d'arrondissement.</p> <p>II. — Les conditions d'éligibilité, les inéligibilités et les incompatibilités applicables aux membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale sont celles prévues pour les élections au conseil municipal par les articles L. 44 à L. 46, L. 228 à L. 237-1 et L. 239 du code électoral.</p> <p>Les agents employés par un établissement public de coopération intercommunale ne peuvent être désignés par une des communes membres pour la représenter au sein de l'organe délibérant de cet établissement.</p> <p><i>Art. L. 5211-8.</i> — Sans préjudice des dispositions de l'article L. 2121-33, le mandat des délégués est lié à celui du conseil municipal qui les a désignés. Ce mandat expire lors de l'installation de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale suivant le renouvellement général des conseils municipaux.</p> <p>Après le renouvellement général des conseils municipaux, l'organe délibé-</p>	<p>3° L'article L. 5211-8 est ainsi modifié :</p> <p>a) À la première phrase du premier alinéa, les mots : « qui les a désignés » sont remplacés par les mots : « de la commune dont ils sont issus » ;</p>	<p>3° (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>a) (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>3° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>rant de l'établissement public de coopération intercommunale se réunit au plus tard le vendredi de la quatrième semaine qui suit l'élection des maires.</p> <p>En cas de suspension ou de dissolution d'un conseil municipal ou de démission de tous les membres en exercice, le mandat des délégués du conseil municipal est prorogé jusqu'à la désignation des délégués par le nouveau conseil.</p> <p>En cas de vacance parmi les délégués d'un conseil municipal pour quelque cause que ce soit, ce conseil pourvoit au remplacement dans le délai d'un mois.</p> <p>À défaut pour une commune d'avoir désigné ses délégués, cette commune est représentée au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale par le maire si elle ne compte qu'un délégué, par le maire et le premier adjoint dans le cas contraire. L'organe délibérant est alors réputé complet.</p> <p>Les délégués sortants sont rééligibles.</p> <p><i>Art. L. 5211-6. — Cf. supra.</i></p> <p><i>Art. L. 2122-7. — Cf. annexe.</i></p> <p><i>Art. L. 5212-7. —</i> Chaque commune est représentée dans le comité par</p>	<p>b) À la fin du troisième alinéa, les mots : « par le nouveau conseil » sont remplacés par les mots : « conformément aux dispositions de l'article L. 5211-6 » ;</p> <p>c) Le quatrième alinéa est complété par les mots : « selon les modalités prévues à l'article L. 2122-7 pour les syndicats de communes et celles prévues par la loi pour les autres établissements publics de coopération intercommunale » ;</p> <p>d) Les cinquième et dernier alinéas sont supprimés ;</p> <p>4° L'article L. 5212-7 est complété par deux alinéas</p>	<p>b) À la fin du troisième alinéa, les mots : « par le nouveau conseil » sont remplacés par les mots : « conformément à l'article L. 5211-6 » ;</p> <p>c) <i>(Sans modification).</i></p> <p>d) Le dernier alinéa est supprimé ;</p> <p>4° L'article L. 5212-7 est complété par quatre ali-</p>	<p>4° <i>(Alinéa sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>deux délégués titulaires.</p> <p>La décision d'institution ou une décision modificative peut prévoir la désignation d'un ou plusieurs délégués suppléants, appelés à siéger au comité avec voix délibérative, en cas d'empêchement du ou des délégués titulaires.</p> <p>Le choix du conseil municipal peut porter sur tout citoyen réunissant les conditions requises pour faire partie d'un conseil municipal, sous réserve des dispositions du deuxième alinéa du II de l'article L. 5211-7.</p>	<p>ainsi rédigés :</p> <p>« À défaut pour une commune d'avoir désigné ses délégués, cette commune est représentée au sein du comité du syndicat par le maire si elle ne compte qu'un délégué, par le maire et le premier adjoint dans le cas contraire. L'organe délibérant est alors réputé complet.</p> <p>« Toute commune déléguée créée en application de l'article L. 2113-10 est repré-</p>	<p>nées ainsi rédigés :</p> <p>« En cas de fusion de plusieurs communes sur la base des articles L. 2113-1 et suivants dans leur rédaction antérieure à la loi n° du de réforme des collectivités territoriales, lorsque l'une des communes associées dépasse en nombre d'habitants la moitié de la population de la commune principale, elle est représentée de plein droit par un délégué au sein du comité syndical auquel appartient la commune fusionnée, lorsque cette dernière dispose de plusieurs sièges.</p> <p>« Si la population de la commune associée est supérieure à 500 habitants, le représentant siégeant au nom de cette dernière est désigné sur les listes soumises à l'élection municipale.</p> <p>« Si la population de la commune associée est inférieure à 500 habitants, le siège est occupé par le maire délégué.</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« Si le conseil municipal de la commune associée est élu au scrutin de liste, le représentant siégeant au nom de cette dernière est désigné sur les listes soumises à l'élection municipale.</p> <p>« Dans les autres cas, le siège est occupé par le maire délégué.</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Cf. infra art. 8.</i></p>	<p>sentée au sein du comité syndical, avec voix consultative, par le maire délégué ou, le cas échéant, par un représentant qu'il désigne au sein du conseil de la commune déléguée. » ;</p>	<p>4° bis (nouveau) Le dernier alinéa de l'article L. 5214-7 est supprimé ;</p>	<p>4° bis Supprimé.</p>
<p><i>Art. L. 5214-7. —</i> Dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté fixant le périmètre de la communauté, le nombre et la répartition des sièges au sein du conseil de la communauté de communes sont fixés :</p> <p>.....</p> <p>La décision institutive ou une décision modificative peut prévoir la désignation d'un ou plusieurs délégués suppléants, appelés à siéger au conseil avec voix délibérative en cas d'empêchement du ou des titulaires.</p>	<p>5° L'article L. 5215-10 est abrogé.</p>	<p>5° (Sans modification).</p>	<p>5° (Sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 5215-10. —</i> <i>Cf. annexe.</i></p> <p><i>Art. L. 5216-3. —</i> Dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté fixant le périmètre de la communauté, le nombre et la répartition des sièges au sein du conseil de la communauté d'agglomération sont fixés :</p> <p>.....</p> <p>La décision institutive ou une décision modificative peut prévoir la désignation d'un ou plusieurs délégués suppléants, appelés à siéger au conseil avec voix délibérative en cas d'empêchement du ou des titulaires.</p>	<p>6° (nouveau) Le dernier alinéa de l'article L. 5216-3 est supprimé.</p>	<p>6° (nouveau) Le dernier alinéa de l'article L. 5216-3 est supprimé.</p>	<p>6° Supprimé.</p>
<p>Code électoral</p>	<p>II (nouveau) — L'article L. 46-1 du code électoral est complété par un</p>	<p>II (nouveau) — L'article L. 46-1 du code électoral est complété par un</p>	<p>II. — Supprimé.</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. 46-1.</i> — Nul ne peut cumuler plus de deux des mandats électoraux énumérés ci-après : conseiller régional, conseiller à l'assemblée de Corse, conseiller général, conseiller de Paris, conseiller municipal.</p>		alinéa ainsi rédigé :	
<p>Quiconque, à l'exception des personnes visées aux articles L. 270, L. 272-6 et L. 360 du présent code, se trouve dans ce cas doit faire cesser l'incompatibilité en démissionnant d'un des mandats qu'il détenait antérieurement. Il dispose à cet effet d'un délai de trente jours à compter de la date de l'élection qui l'a mis en situation d'incompatibilité ou, en cas de contestation, de la date à laquelle le jugement confirmant cette élection est devenu définitif. A défaut d'option ou en cas de démission du dernier mandat acquis dans le délai imparti, le mandat ou la fonction acquis ou renouvelé à la date la plus ancienne prend fin de plein droit.</p>			
<p>Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, quiconque se trouve placé en situation d'incompatibilité du fait de son élection comme membre d'un conseil municipal d'une commune à laquelle s'appliquent les dispositions du chapitre II du titre IV du livre Ier du présent code doit faire cesser cette incompatibilité en démissionnant du mandat de son choix. Il dispose à cet effet d'un délai de trente jours à compter de la proclamation de l'élection qui l'a placé en situation d'incompatibilité ou, en cas de contestation, de la date à laquelle la décision juridictionnelle confirmant</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>cette élection est devenue définitive. A défaut d'option dans le délai imparti, il est réputé avoir renoncé au mandat acquis ou renouvelé à la date la plus ancienne.</p>	<p>Article 3</p> <p>I (<i>nouveau</i>). — La répartition des sièges dans les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre assure la représentation des territoires sur une base démographique et territoriale dans les conditions prévues par la présente loi.</p> <p>II. — Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p> <p>1° Après l'article L. 5211-6, sont insérés trois articles L. 5211-6-1 à L. 5211-6-3 ainsi rédigés :</p> <p>« Art. L. 5211-6-1. — I A (<i>nouveau</i>). — Sans préjudice des dispositions de l'article L. 5212-7, le nombre et la répartition des délégués sont établis :</p> <p>« — soit, dans les communautés de communes et les communautés d'agglomération, par accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées repré-</p>	<p>« Les fonctions de directeur général des services, directeur général des services adjoint, directeur des services, directeur de cabinet ou chef de cabinet sont incompatibles avec un mandat d'élu au sein d'une des communes membres de l'établissement public à caractère intercommunal concerné. »</p> <p>Article 3</p> <p>I. — (<i>Sans modification</i>).</p> <p>II. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>1° (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« Art. L. 5211-6-1. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« — soit, dans les communautés de communes et les communautés d'agglomération, par accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées repré-</p>	<p>Article 3</p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p>

Art. L. 5212-7. —
Cf. supra art. 2.

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

sentant la moitié de la population ou de la moitié des conseils municipaux des communes intéressées représentant les deux tiers de la population. Cette répartition tient compte de la population de chaque commune. Chaque commune dispose d'au moins un siège et aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié des sièges ;

« – soit selon les modalités prévues aux I et II du présent article.

« I. — Dans les métropoles et les communautés urbaines et, à défaut d'accord, dans les communautés de communes et les communautés d'agglomération, la composition des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale est établie par les II, III, IV et V du présent article selon les principes suivants :

« 1° L'attribution des sièges à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale, en fonction du tableau fixé au II, garantit une représentation essentiellement démographique ;

« 2° L'attribution d'un siège à chaque commune membre de l'établissement public de coopération intercommunale assure la représentation de l'ensemble des communes.

Texte adopté par l'Assemblée nationale

—

sentant la moitié de la population totale de celles-ci ou de la moitié des conseils municipaux des communes intéressées représentant les deux tiers de la population totale. Cette répartition tient compte de la population de chaque commune. Chaque commune dispose d'au moins un siège et aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié des sièges. Le nombre de sièges total ne peut excéder de plus de 10 % le nombre de sièges qui serait attribué en application des I, II et III du présent article ;

(Alinéa sans modification).

« I. — Dans les métropoles et les communautés urbaines et, à défaut d'accord, dans les communautés de communes et les communautés d'agglomération, la composition de l'organe délibérant est établie par les II à V selon les principes suivants :

« 1° *(Sans modification).*

« 2° *(Sans modification).*

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

Texte en vigueur —	Texte adopté par le Sénat —	Texte adopté par l'Assemblée nationale —	Texte élaboré par la com- mission en vue de l'examen en séance publique —																						
	« II. — Chaque organe délibérant est composé de délégués dont le nombre est établi à partir du tableau ci-dessous.	« II. — <i>(Sans modification)</i> .																							
	<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="450 548 630 828">« Population municipale de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre</th> <th data-bbox="630 548 798 616">Nombre de sièges</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="450 851 630 952">« De moins de 3 500 habitants</td> <td data-bbox="630 851 798 896">16</td> </tr> <tr> <td data-bbox="450 974 630 1075">« De 3 500 à 4 999 habitants</td> <td data-bbox="630 974 798 1019">18</td> </tr> <tr> <td data-bbox="450 1097 630 1198">« De 5 000 à 9 999 habitants</td> <td data-bbox="630 1097 798 1142">22</td> </tr> <tr> <td data-bbox="450 1220 630 1321">« De 10 000 à 19 999 habitants</td> <td data-bbox="630 1220 798 1265">26</td> </tr> <tr> <td data-bbox="450 1344 630 1444">« De 20 000 à 29 999 habitants</td> <td data-bbox="630 1344 798 1388">30</td> </tr> <tr> <td data-bbox="450 1467 630 1568">« De 30 000 à 39 999 habitants</td> <td data-bbox="630 1467 798 1512">34</td> </tr> <tr> <td data-bbox="450 1590 630 1691">« De 40 000 à 49 999 habitants</td> <td data-bbox="630 1590 798 1635">38</td> </tr> <tr> <td data-bbox="450 1713 630 1814">« De 50 000 à 74 999 habitants</td> <td data-bbox="630 1713 798 1758">40</td> </tr> <tr> <td data-bbox="450 1836 630 1937">« De 75 000 à 99 999 habitants</td> <td data-bbox="630 1836 798 1881">42</td> </tr> <tr> <td data-bbox="450 1960 630 2087">« De 100 000 à 149 999 habitants</td> <td data-bbox="630 1960 798 2004">48</td> </tr> </tbody> </table>	« Population municipale de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre	Nombre de sièges	« De moins de 3 500 habitants	16	« De 3 500 à 4 999 habitants	18	« De 5 000 à 9 999 habitants	22	« De 10 000 à 19 999 habitants	26	« De 20 000 à 29 999 habitants	30	« De 30 000 à 39 999 habitants	34	« De 40 000 à 49 999 habitants	38	« De 50 000 à 74 999 habitants	40	« De 75 000 à 99 999 habitants	42	« De 100 000 à 149 999 habitants	48		
« Population municipale de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre	Nombre de sièges																								
« De moins de 3 500 habitants	16																								
« De 3 500 à 4 999 habitants	18																								
« De 5 000 à 9 999 habitants	22																								
« De 10 000 à 19 999 habitants	26																								
« De 20 000 à 29 999 habitants	30																								
« De 30 000 à 39 999 habitants	34																								
« De 40 000 à 49 999 habitants	38																								
« De 50 000 à 74 999 habitants	40																								
« De 75 000 à 99 999 habitants	42																								
« De 100 000 à 149 999 habitants	48																								

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
	<p>« De 150 000 à 199 999 habitants</p> <p>« De 200 000 à 249 999 habitants</p> <p>« De 250 000 à 349 999 habitants</p> <p>« De 350 000 à 499 999 habitants</p> <p>« De 500 000 à 699 999 habitants</p> <p>« De 700 000 à 1 000 000 habitants</p> <p>« Plus de 1 000 000 habitants</p>		
	56		
	64		
	72		
	80		
	90		
	100		
	130		
	<p>« Ce nombre peut être modifié dans les conditions prévues aux 2°, 4° ou 5° du III ou au IV.</p>		
	<p>« III. — La répartition des sièges est établie selon les modalités suivantes :</p>	<p>« III. — (Alinéa sans modification).</p>	
	<p>« 1° Les sièges à pourvoir prévus au tableau du II sont répartis entre les communes suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle de la plus forte moyenne, sur la base de leur population municipale telle qu'elle résulte du dernier recensement authentifié ;</p>	<p>« 1° Les sièges à pourvoir prévus au tableau du II sont répartis entre les communes à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sur la base de leur population municipale authentifiée par le plus récent décret publié en application de l'article 156 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;</p>	
	<p>« 2° Les communes n'ayant pu bénéficier de la répartition de sièges prévue au 1° se voient attribuer un siège, au-delà de l'effectif</p>	<p>« 2° Les communes n'ayant pu bénéficier de la répartition de sièges prévue au 1° du présent III se voient attribuer un siège, au-delà de</p>	

Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité

Art. 156. —
Cf. annexe.

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Art. 156. — Cf. annexe.</p>	<p>fixé par le tableau du II ;</p> <p>« 3° Si, après application des modalités prévues aux 1° et 2°, une commune obtient plus de la moitié des sièges du conseil :</p> <p>« – seul un nombre de sièges portant le nombre total de ses délégués à la moitié des sièges du conseil, arrondie à l'entier inférieur, lui est finalement attribué ;</p> <p>« – les sièges qui, par l'effet de l'alinéa précédent, se trouvent non attribués, sont ensuite répartis entre les autres communes suivant la règle de la plus forte moyenne, sur la base de leur population municipale telle qu'elle résulte des derniers recensements authentifiés ;</p> <p>« 4° Si, par application des modalités prévues aux alinéas précédents, le nombre de sièges attribués à une commune est supérieur à celui de ses conseillers municipaux, le nombre total de sièges de l'organe délibérant est réduit à due concurrence du nombre de sièges nécessaire pour que, à l'issue d'une nouvelle application des alinéas précédents, cette commune dispose d'un nombre total de sièges inférieur ou égal à celui de ses conseillers municipaux ;</p> <p>« 5° En cas d'égalité de la plus forte moyenne entre des communes lors de l'attribution du dernier siège, chacune de ces communes se voit attribuer un siège.</p>	<p>l'effectif fixé par le tableau du II ;</p> <p>« 3° Si, après application des modalités prévues aux 1° et 2° du présent III, une commune obtient plus de la moitié des sièges du conseil :</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« – les sièges qui, par application de l'alinéa précédent, se trouvent non attribués, sont ensuite répartis entre les autres communes suivant la règle de la plus forte moyenne, sur la base de leur population municipale authentifiée par le plus récent décret publié en application de l'article 156 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 précitée ;</p> <p>« 4° Si, par application des modalités prévues aux 1° à 3° du présent III, le nombre de sièges attribués à une commune est supérieur à celui de ses conseillers municipaux, le nombre total de sièges au sein de l'organe délibérant est réduit à due concurrence du nombre de sièges nécessaire pour que, à l'issue d'une nouvelle application des 1° à 3° du présent III, cette commune dispose d'un nombre total de sièges inférieur ou égal à celui de ses conseillers municipaux ;</p> <p>« 5° <i>(Sans modification).</i></p>	

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte élaboré par la com-
mission en vue de l'examen
en séance publique

« IV. — Les communes peuvent créer et répartir un nombre de sièges inférieur ou égal à 10 % du nombre total de sièges issu de l'application des II et III. Cette décision est prise à la majorité des deux tiers des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population ; cette majorité doit comprendre le conseil municipal de la commune la plus importante dont la population est supérieure au quart de la population de l'établissement public de coopération intercommunale.

« Pour les communautés urbaines et les métropoles, cette décision peut fixer pour une commune un nombre de sièges supérieur à la moitié des sièges du conseil communautaire.

« V. — Au plus tard six mois avant le 31 décembre de l'année précédant les dates de renouvellement général des conseils municipaux, il est procédé aux opérations prévues aux III et IV.

« III *bis* (nouveau). — Dans les communautés de communes et les communautés d'agglomération, si les sièges attribués sur le fondement du 2° du III excèdent 30 % du nombre de sièges définis au deuxième alinéa du II, 10 % du nombre total de sièges issus de l'application des II et III, sont attribués aux communes selon les modalités prévues au III. Dans ce cas, il ne peut être fait application du IV.

« IV. — Les communes peuvent créer et répartir un nombre de sièges inférieur ou égal à 10 % du nombre total de sièges issu de l'application des II et III. Cette décision est prise à la majorité des deux tiers des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population totale.

« Pour les communautés urbaines et les métropoles, cette décision peut fixer pour une commune un nombre de sièges supérieur à la moitié des sièges de l'organe délibérant.

« V. — Au plus tard six mois avant le 31 décembre de l'année précédant celle du renouvellement général des conseils municipaux, il est procédé aux opérations prévues aux I A, III et IV. Au

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Art. 156. — Cf. <i>annexe</i>.</p>	<p>Au regard des délibérations sur le nombre et la répartition des sièges prévus aux III et IV et de la population municipale authentifiée de chaque commune issue du dernier recensement, le représentant de l'État dans le département constate, par arrêté, au plus tard avant le 30 septembre de l'année précédant l'année du renouvellement général des conseils municipaux, le nombre total de sièges que comptera l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ainsi que celui attribué à chaque commune membre lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux.</p>	<p>regard des délibérations sur le nombre et la répartition des sièges prévus aux III et IV et de la population municipale authentifiée par le plus récent décret publié en application de l'article 156 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 précitée, le nombre total de sièges que comptera l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ainsi que celui attribué à chaque commune membre lors du prochain renouvellement général des conseils municipaux est constaté par arrêté du représentant de l'État dans le département lorsque les communes font partie du même département ou par arrêté conjoint des représentants de l'État dans les départements concernés dans le cas contraire, au plus tard le 30 septembre de l'année précédant celle du renouvellement général des conseils municipaux.</p>	
<p>Code général des collectivités territoriales</p>	<p>« En cas de création d'un nouvel établissement public de coopération intercommunale par application des dispositions des articles L. 5211-5, L. 5211-41, L. 5211-41-1 ou L. 5211-41-3, les délibérations prévues aux III et IV s'effectuent en même temps que celle relative au projet de périmètre. L'arrêté de création ou de fusion mentionne le nombre total de sièges de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, ainsi que celui attribué à chaque commune membre.</p>	<p>« En cas de création d'un nouvel établissement public de coopération intercommunale par application des articles L. 5211-5, L. 5211-41, L. 5211-41-1 ou L. 5211-41-3, les délibérations prévues aux I A, III et IV du présent article s'effectuent en même temps que celle relative au projet de périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. L'acte de création ou de fusion mentionne le nombre total de sièges de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, ainsi que celui attribué à chaque commune membre.</p>	
<p>Art. L. 5211-5. — Cf. <i>infra art. 5 A</i>.</p>			
<p>Art. L. 5211-41. — Cf. <i>infra art. 6</i>.</p>			
<p>Art. L. 5211-41-1. — Cf. <i>infra</i>.</p>			
<p>Art. L. 5211-41-3. — Cf. <i>infra et supra art. 20</i>.</p>			
<p>Art. L. 5211-6. —</p>	<p>« Art. L. 5211-6-2. — Par dérogation aux articles</p>	<p>« Art. L. 5211-6-2. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Cf. supra art. 2.</i></p>	<p>L. 5211-6 et L. 5211-6-1, entre deux renouvellements généraux des conseils municipaux :</p>	<p>« 1° En cas de création d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou d'extension du périmètre de l'établissement par l'intégration d'une ou de plusieurs communes ou la modification des limites territoriales d'une commune membre, il est procédé à la détermination du nombre et à la répartition des délégués dans les conditions prévues à l'article L. 5211-6-1.</p>	<p>« 1° En cas de création d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou d'extension du périmètre d'un tel établissement par l'intégration d'une ou de plusieurs communes ou la modification des limites territoriales d'une commune membre, il est procédé à la détermination du nombre et à la répartition des délégués dans les conditions prévues à l'article L. 5211-6-1.</p>
<p><i>Art. L. 2122-7 et L. 2121-21. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« Les délégués devant être désignés pour compléter l'organe délibérant de l'établissement public sont élus au sein du conseil municipal de la commune qu'ils représentent.</p>	<p>« Les délégués devant être désignés pour former ou compléter l'organe délibérant de l'établissement public sont élus au sein du conseil municipal de la commune qu'ils représentent.</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
	<p>« Dans les communes dont le conseil municipal est élu au scrutin de liste, l'élection des délégués a lieu dans les conditions suivantes :</p>	<p>« a) Si elles n'ont qu'un délégué, il est élu dans les conditions prévues à l'article L. 2122-7 ;</p>	
	<p>« a) S'il n'y a qu'un délégué, il est élu selon la procédure prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 2121-21 ;</p>	<p>« b) Dans les autres cas, les délégués sont élus au scrutin de liste à un tour, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. La répartition des sièges entre les listes est opérée à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.</p>	
	<p>« b) Dans les autres cas, les délégués sont élus au scrutin de liste à un tour, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. La répartition des sièges entre les listes est opérée selon les règles de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.</p>	<p>« En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, le candidat venant sur</p>	
	<p>« En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, le candidat venant sur</p>		

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L. 2122-7 et L. 2121-21. — Cf. annexe.</i></p>	<p>une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le délégué élu sur cette liste. Lorsque ces dispositions ne peuvent être appliquées, il est procédé à une nouvelle élection de l'ensemble des délégués de la commune au conseil de la communauté.</p> <p>« Dans les communes dont le conseil municipal n'est pas élu au scrutin de liste, l'élection des délégués a lieu dans les conditions de l'article L. 2121-21.</p> <p>« La constatation, par la juridiction administrative, de l'inéligibilité d'un ou plusieurs candidats au conseil de la communauté n'entraîne l'annulation de l'élection que du ou des élus inéligibles. La juridiction saisie proclame en conséquence l'élection du ou des suivants de liste. »</p> <p>« 2° En cas de retrait d'une ou plusieurs communes membres d'un établissement public à fiscalité propre, il n'est pas procédé à une nouvelle répartition des sièges ;</p> <p>« 3° En cas de création d'une commune nouvelle en lieu et place de plusieurs communes membres d'un même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, il est procédé, au bénéfice de la commune nouvelle, à l'attribution d'un nombre de sièges égal à la somme des sièges détenus précédemment par chacune</p>	<p>une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le délégué élu sur cette liste. Lorsque ces dispositions ne peuvent être appliquées, il est procédé à une nouvelle élection de l'ensemble des délégués de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.</p> <p>« Dans les communes dont le conseil municipal n'est pas élu au scrutin de liste, l'élection des délégués a lieu dans les conditions prévues à l'article L. 2122-7.</p> <p>« La constatation, par la juridiction administrative, de l'inéligibilité d'un ou plusieurs candidats à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre n'entraîne l'annulation de l'élection que du ou des élus inéligibles. La juridiction saisie proclame en conséquence l'élection du ou des candidats suivants dans l'ordre de la liste ;</p> <p>« 2° En cas de retrait d'une ou plusieurs communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, il n'est pas procédé à une nouvelle répartition des sièges ;</p> <p>« 3° (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>—</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne</p>	<p>des communes concernées. Si, par application de ces modalités, la commune nouvelle obtient plus de la moitié des sièges du conseil, ou si elle obtient un nombre de sièges supérieur à celui de ses conseillers municipaux, les procédures prévues respectivement aux 3° et 4° du III de l'article L. 5211-6-1 s'appliquent.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p>Art. 8. — Cf. annexe.</p>	<p>« Art. L. 5211-6-3 (nouveau). — Chaque conseil communautaire, qui n'est pas composé intégralement de communes de montagne, constitue en son sein un collège spécifique regroupant ces communes qui bénéficient d'un classement en application de l'article 8 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne. Pour toute décision ayant un impact sur la vie des populations de montagne, l'accord du collège spécifique est requis par un vote à la majorité qualifiée des membres qui le composent. » ;</p>	<p>« Art. L. 5211-6-3. — Supprimé.</p>	
<p>Code général des collectivités territoriales</p>			
<p>Art. L. 5211-5-1. — Les statuts d'un établissement public de coopération intercommunale mentionnent notamment :</p>			
<p>a) La liste des communes membres de l'établissement ;</p>			
<p>b) Le siège de celui-</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>ci ;</p> <p>c) Le cas échéant, la durée pour laquelle il est constitué ;</p> <p>d) Les modalités de répartition des sièges ;</p> <p>e) Le nombre de sièges attribué à chaque commune membre ;</p> <p>f) L'institution éventuelle de suppléants ;</p> <p>g) Les compétences transférées à l'établissement.</p>	<p>2° Le d de l'article L. 5211-5-1 est abrogé ;</p>	<p>2° Les d, e et f de l'article L. 5211-5-1 sont abrogés ;</p>	
<p>Ils sont approuvés par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés.</p>	<p>3° Le premier alinéa de l'article L. 5211-10 est remplacé par quatre alinéas ainsi rédigés :</p>	<p>3° Le premier alinéa de l'article L. 5211-10 est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :</p>	
<p><i>Art. L. 5211-10.</i> — Le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou de plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres. Le nombre de vice-présidents est librement déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif de celui-ci.</p>	<p>« Le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
	<p>« Le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse excéder quinze vice-présidents.</p>	<p>« Le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 % de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents.</p>	
	<p>« Par dérogation à l'alinéa précédant, le nombre de vice-présidents peut être porté à 20 % de l'effectif total</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 5211-20-1. —</i> Sans préjudice des dispositions de l'article L. 5215-8, le nombre des sièges de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, ou leur répartition entre les communes membres, peuvent être modifiés à la demande :</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 5215-8. —</i> <i>Cf. annexe.</i></p> <p><i>Art. L. 5211-41-1. —</i> Le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui a décidé de se transformer peut être étendu aux communes dont l'inclusion dans le périmètre communautaire est de nature à assurer la cohérence spatiale et économique ainsi que la solidarité financière et sociale qui sont nécessaires au développement d'une communauté d'agglomération et à son évolution en pôle urbain de développement ou au développement d'une communauté urbaine et à son évolution en métropole régionale selon le cas. Il ne peut toutefois inclure, sans leur accord, les communes membres d'une communauté de communes dont l'éligibilité à la dotation prévue au onzième alinéa de l'article L. 5211-29</p>	<p>de l'organe délibérant.</p> <p>« Toutefois, si l'application de la règle définie à l'alinéa précédent conduit à fixer à moins de quatre le nombre des vice-présidents, ce nombre peut être porté à quatre. » ;</p> <p>3° bis (nouveau) Au premier alinéa de l'article L. 5211-20-1, les mots : « Sans préjudice des dispositions de l'article L. 5215-8, » sont supprimés ;</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p> <p>3° bis (Sans modification).</p>	<p>—</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>a été constatée dans les conditions fixées à l'article L. 5214-23-1.</p>			
<p>Le projet d'extension du périmètre de l'établissement public est arrêté par le représentant de l'État dans le département lorsque les communes font partie du même département, ou par arrêté conjoint des représentants de l'État dans les départements concernés lorsque le périmètre projeté s'étend au-delà d'un seul département, après avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale concernées. Cet avis est réputé négatif s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois. Le périmètre peut être étendu après accord du conseil de l'établissement public ainsi que des deux tiers au moins des conseils municipaux de toutes les communes incluses dans le futur périmètre et représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou de la moitié au moins des conseils municipaux de ces communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est supérieure à la moitié de la population totale concernée ou, à défaut, de la commune dont la population est la plus importante. À défaut de délibération dans le délai de trois mois à compter de la notification du projet d'extension de périmètre, l'accord est réputé donné.</p>			
<p>L'extension du périmètre de l'établissement public et la transformation de cet établissement en un autre établissement public de coo-</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>pération intercommunale sont prononcées par le même arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements. Cet arrêté vaut retrait des communes des établissements publics de coopération intercommunale dont elles sont membres. Dans le cas particulier de syndicats de communes ou de syndicats mixtes, le retrait s'effectue dans les conditions fixées à l'article L. 5216-7 ou à l'article L. 5215-22 selon le cas.</p>	<p>4° Au dernier alinéa de l'article L. 5211-41-1, les deux premières phrases sont supprimées et au début de la troisième phrase, le mot : « Elle » est remplacé par les mots : « La transformation de l'établissement public de coopération intercommunale » ;</p>	<p>4° (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p>Dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté portant projet d'extension du périmètre, toutes les communes intéressées par le projet se prononcent sur une nouvelle répartition des sièges au conseil de l'établissement public dans les conditions applicables au nouvel établissement public. Cette nouvelle répartition des sièges entre en vigueur à la date de transformation et d'extension du périmètre de l'établissement public. Elle entraîne l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à l'exercice des compétences transférées, ainsi que des droits et obligations attachés à ces biens, équipements et services publics à la date du transfert, des dispositions du II de l'article L. 5211-18.</p>		<p>4° bis (<i>nouveau</i>) Le dernier alinéa de l'article L. 5211-41-2 est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :</p>	
<p><i>Art. L. 5211-41-2. — .</i></p>		<p>« Le nombre et la répartition des membres de l'organe délibérant de la communauté de communes ou de la communauté</p>	
<p>La transformation entraîne une nouvelle répartition entre toutes les communes des sièges au sein de l'organe délibérant du nouvel</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>établissement, dans les conditions qui lui sont applicables, ainsi qu'une nouvelle élection de l'ensemble des délégués des communes.</p> <p><i>Art. L. 5211-6-1 et L. 5211-6-2. — Cf. supra.</i></p> <p><i>Art. L. 5211-41-3. —</i></p>	<p>5° Le IV de l'article L. 5211-41-3 est ainsi rédigé :</p>	<p>d'agglomération sont déterminés dans les conditions prévues à l'article L. 5211-6-1.</p> <p>« Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant la transformation en communauté de communes ou communauté d'agglomération, les délégués des communes sont désignés dans les conditions prévues au 1° de l'article L. 5211-6-2. » ;</p> <p>5° (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p>IV. — La fusion entraîne une nouvelle élection des délégués des communes au conseil du nouvel établissement public.</p> <p><i>Art. L. 5211-6-1 et L. 5211-6-2. — Cf. supra.</i></p>	<p>« IV. — Le nombre et la répartition des membres de l'organe délibérant du nouvel établissement public sont déterminés dans les conditions prévues à l'article L. 5211-6-1.</p> <p>« Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux suivant la création du nouvel établissement, les délégués des communes sont désignés dans les conditions prévues au 1° de l'article L. 5211-6-2. » ;</p>		
<p><i>Art. L. 5215-40-1. —</i></p> <p>L'extension du périmètre entraîne une nouvelle répartition des sièges au conseil de la communauté urbaine conformément aux articles L. 5215-6 et L. 5215-7. Elle entraîne l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à l'exercice des compétences transférées, ainsi que des droits et obligations attachés à ces biens, équipements et services à la date du transfert, des dispositions prévues au II</p>	<p>6° À la fin de la première phrase du quatrième alinéa de l'article L. 5215-40-1, les mots : « une nouvelle répartition des sièges au conseil de la communauté urbaine conformément aux articles L. 5215-6 et L. 5215-7 » sont remplacés par les mots : « l'attribution de sièges, conformément au 1° de l'article L. 5211-6-2, à chaque commune intégrant la communauté urbaine » ;</p>	<p>6° (<i>Sans modification</i>).</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>de l'article L. 5211-18.</p>			
<p>..... <i>Art. L. 5216-10.</i> —</p>			
<p>L'extension du périmètre entraîne une nouvelle répartition des sièges au conseil de la communauté d'agglomération conformément à l'article L. 5216-3. Elle entraîne l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à l'exercice des compétences transférées, ainsi que des droits et obligations attachés à ces biens, équipements et services à la date du transfert, des dispositions prévues au II de l'article L. 5211-18.</p>	<p>7° À la fin de la première phrase du quatrième alinéa de l'article L. 5216-10, les mots : « une nouvelle répartition des sièges au conseil de la communauté d'agglomération conformément à l'article L. 5216-3 » sont remplacés par les mots : « l'attribution de sièges, conformément au 1° de l'article L. 5211-6-2, à chaque commune intégrant la communauté d'agglomération » ;</p>	<p>7° (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p>..... <i>Art. L. 5214-7, L. 5215-6 à L. 5215-8 et L. 5216-3.</i> — <i>Cf. annexe.</i></p>	<p>8° Les articles L. 5214-7, L. 5215-6 à L. 5215-8 et L. 5216-3 sont abrogés.</p>	<p>8° (<i>Sans modification</i>).</p>	
	<p>Article 3 bis (<i>nouveau</i>)</p> <p>La composition des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale favorise la parité.</p>	<p>Article 3 bis</p> <p>Supprimé.</p>	<p>Article 3 bis</p> <p>Maintien de la suppression.</p>
	<p>CHAPITRE III</p> <p>LE CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL RÉGIONAL</p>	<p>CHAPITRE III</p> <p>Division et intitulé supprimés.</p>	<p>CHAPITRE III</p> <p>Maintien de la suppression de la division et de l'intitulé</p>
<p><i>Art. L. 4241-1.</i> — Préalablement à leur examen par le conseil régional, le conseil économique et so-</p>	<p>Article 4</p> <p>L'article L. 4241-1 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	<p>Article 4</p> <p>Supprimé.</p>	<p>Article 4</p> <p>Maintien de la suppression.</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>cial régional est obligatoirement saisi pour avis des documents relatifs :</p>			
<p>1° À la préparation et à l'exécution dans la région du plan de la nation ;</p>			
<p>2° Au projet de plan de la région et à son bilan annuel d'exécution ainsi qu'à tout document de planification et aux schémas directeurs qui intéressent la région ;</p>			
<p>3° Aux différents documents budgétaires de la région, pour se prononcer sur leurs orientations générales ;</p>			
<p>4° Aux orientations générales dans les domaines sur lesquels le conseil régional est appelé à délibérer en application des lois reconnaissant une compétence aux régions, ainsi qu'aux schémas et aux programmes prévus par ces lois et au bilan des actions menées dans ces domaines ;</p>	<p>1° Le 5° est ainsi rétabli :</p>		
	<p>« 5° Aux orientations générales dans le domaine de l'environnement. » ;</p>		
<p>À l'initiative du président du conseil régional, il peut être saisi de demandes d'avis et d'études sur tout projet à caractère économique, social ou culturel.</p>	<p>2° L'avant-dernier alinéa est complété par les mots : « ou intéressant l'environnement dans la région ».</p>		
<p>Il peut, en outre, émettre des avis sur toute question entrant dans les compétences de la région.</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	—	—	—
	TITRE II	TITRE II	TITRE II
	ADAPTATION DES STRUCTURES À LA DIVERSITÉ DES TERRITOIRES	ADAPTATION DES STRUCTURES À LA DIVERSITÉ DES TERRITOIRES	ADAPTATION DES STRUCTURES À LA DIVERSITÉ DES TERRITOIRES
	Article 5 A (<i>nouveau</i>)	Article 5 A	Article 5 A
<p data-bbox="197 752 443 779"><i>Art. L. 5211-5. — I. —</i></p> <p data-bbox="124 786 448 1173">Sans préjudice des dispositions de l'article L. 5212-2, le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale peut être fixé par arrêté du représentant de l'État dans le département lorsque les communes font partie du même département ou par arrêté conjoint des représentants de l'État dans les départements concernés dans le cas contraire :</p> <p data-bbox="124 1211 448 1451">1° Soit, dans un délai de deux mois à compter de la première délibération transmise, à l'initiative d'un ou de plusieurs conseils municipaux demandant la création d'un établissement public de coopération intercommunale ;</p> <p data-bbox="124 1489 448 1756">2° Soit à l'initiative du ou des représentants de l'État, après avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale concernées. Cet avis est réputé négatif s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois.</p> <p data-bbox="124 1794 448 1883">Cet arrêté dresse la liste des communes intéressées.</p> <p data-bbox="124 1921 448 2096">À compter de la notification de cet arrêté, le conseil municipal de chaque commune concernée dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de dé-</p>	<p data-bbox="464 752 788 869">Le 2° du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</p>	<p data-bbox="807 752 1131 869">Le II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	<p data-bbox="1222 752 1469 779"><i>(Alinéa sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>libération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.</p> <p>Le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ne peut être identique à celui d'un département.</p> <p>II. — La création de l'établissement public de coopération intercommunale peut être décidée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés après accord des conseils municipaux des communes intéressées sur l'arrêté dressant la liste des communes. Cet accord doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.</p> <p>Cette majorité doit nécessairement comprendre :</p> <p>1° Pour la création d'un syndicat ou d'une communauté de communes, les conseils municipaux des communes dont la population est supérieure au quart de la population totale concernée ;</p> <p>2° Pour la création d'une communauté d'agglomération ou d'une communauté urbaine, le conseil municipal de la commune dont la population est supérieure à la moitié de la population totale concernée ou, à défaut, de la commune</p>	<p>« 2° Pour la création d'une communauté d'agglomération, d'une communauté urbaine ou d'une métropole, les conseils municipaux des communes dont la population est supérieure au tiers de la popula-</p>	<p>1° Au 1°, les mots : « ou d'une communauté » sont supprimés ;</p> <p>2° Le 2° est ainsi rédigé :</p> <p>« 2° Pour la création d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci représente plus du quart de la population totale concer-</p>	<p>1° Au 1°, les mots : « ou d'une communauté <u>de communes</u> » sont supprimés ;</p> <p>2° (Alinéa sans modification).</p> <p>« 2° Pour la création d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, <u>les conseils municipaux des communes</u> dont la population est <u>supérieure au</u> quart de la population concernée. »</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>dont la population est la plus importante.</p>	tion concernée. »	née. »	
<p>III. — Le transfert des compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L. 1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L. 1321-2 et des articles L. 1321-3, L. 1321-4 et L. 1321-5.</p>			
<p>Toutefois, lorsque l'établissement public de coopération intercommunale est compétent en matière de zones d'activité économique, les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers nécessaires à l'exercice de cette compétence sont décidées dans les conditions de majorité qualifiée requise au II. Il en va de même lorsque l'établissement public est compétent en matière de zones d'aménagement concerté.</p>			
<p>L'établissement public de coopération intercommunale est substitué de plein droit, à la date du transfert des compétences, aux communes qui le créent dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.</p>			
<p>Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La commune qui trans-</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>fère la compétence informe les cocontractants de cette substitution.</p>	<p>Article 5 B (<i>nouveau</i>)</p>	<p>Article 5 B</p>	<p>Article 5 B</p>
<p>IV. — Sans préjudice des dispositions de l'article L. 5212-4, l'arrêté de création détermine le siège de l'établissement public de coopération intercommunale.</p>	<p>L'avant-dernière phrase du deuxième alinéa de l'article L. 5211-41-1 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigée :</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Art. L. 5211-41-1. — Cf. <i>supra</i> art. 3.</p>	<p>« Cette majorité doit nécessairement comprendre les conseils municipaux des communes dont la population est supérieure au tiers de la population totale concernée. »</p>	<p>« Cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée. »</p>	<p>« Cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal <u>des communes</u> dont la population est supérieure au quart de la population concernée. »</p>
	<p>CHAPITRE I^{ER}</p>	<p>CHAPITRE I^{ER}</p>	<p>CHAPITRE I^{ER}</p>
	<p>MÉTROPOLES</p>	<p>MÉTROPOLES</p>	<p>MÉTROPOLES</p>
	<p>Article 5</p>	<p>Article 5</p>	<p>Article 5</p>
	<p>I. — Le titre I^{er} du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales est complété par un chapitre VII ainsi rédigé :</p>	<p>I. — (Alinéa sans modification).</p>	<p>I. — (Alinéa sans modification).</p>
	<p>« CHAPITRE VII</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
	<p>« MÉTROPOLE</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
	<p>« <i>Section 1</i></p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
	<p>« Création</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L. 5211-5. — Cf. supra art. 5 A.</i></p> <p><i>Art. L. 5211-41. — Cf. infra art. 6.</i></p> <p><i>Art. L. 5211-41-1. — Cf. supra art. 3.</i></p> <p><i>Art. L. 5211-41-3. — Cf. supra art. 3 et infra art. 20.</i></p>	<p>—</p> <p>« <i>Art. L. 5217-1.</i> — La métropole est un établissement public de coopération intercommunale regroupant plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave qui forment, à la date de sa création, un ensemble de plus de 450 000 habitants et qui s'associent au sein d'un espace de solidarité pour élaborer et conduire ensemble un projet d'aménagement et de développement économique, écologique, éducatif, culturel et social de leur territoire afin d'en améliorer la compétitivité et la cohésion.</p> <p>« <i>Art. L. 5217-2.</i> — La création d'une métropole s'effectue dans les conditions prévues soit à l'article L. 5211-5, à l'exception du 2° du I, soit à l'article L. 5211-41, soit à l'article L. 5211-41-1, à l'exception de la seconde phrase du premier alinéa, soit à l'article L. 5211-41-3, et sous réserve des dispositions prévues aux alinéas suivants.</p> <p>« Le représentant de l'État dans le département siège de la métropole notifie pour avis le projet de création à l'assemblée délibérante de chaque département et de chaque région dont font partie les communes intéressées. À compter de cette notification, l'assemblée délibérante dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.</p> <p>« La création de la métropole peut être décidée par décret après accord des conseils municipaux des communes concernées dans les conditions de majorité</p>	<p>—</p> <p>« <i>Art. L. 5217-1.</i> — (<i>Sans modification.</i>)</p> <p>« <i>Art. L. 5217-2.</i> — La création d'une métropole s'effectue dans les conditions prévues soit à l'article L. 5211-5, à l'exception du 2° du I, soit à l'article L. 5211-41, soit à l'article L. 5211-41-1, à l'exception de la seconde phrase du premier alinéa, soit à l'article L. 5211-41-3, à l'exception du 2° du I, et sous réserve des dispositions prévues aux alinéas suivants.</p> <p>« Le représentant de l'État dans le département siège de la métropole notifie pour avis le projet de création à l'assemblée délibérante de chaque département et de chaque région dont font partie les communes intéressées. À compter de cette notification, les assemblées délibérantes disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.</p> <p>(<i>Alinéa sans modification.</i>)</p>	<p>—</p> <p>« <i>Art. L. 5217-1.</i> — (<i>Sans modification.</i>)</p> <p>« <i>Art. L. 5217-2.</i> — (<i>Sans modification.</i>)</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Cf. supra art. 5 A.</p>	<p>prévues au II de l'article L. 5211-5.</p> <p>« Art. L. 5217-3. — La métropole est créée sans limitation de durée.</p> <p>« Section 2</p> <p>« Compétences</p> <p>« Art. L. 5217-4. — I. — La métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences suivantes :</p> <p>« 1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :</p> <p>« a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;</p> <p>« b) Actions de développement économique ;</p> <p>« c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;</p> <p>« 2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :</p> <p>« a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; création et réalisation de zones d'aménagement concerté ; constitution de réserves foncières ;</p>	<p>« Art. L. 5217-3. — (Sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 5217-4. — I. — (Alinéa sans modification).</p> <p>« 1° (Sans modification).</p> <p>« 2° (Sans modification).</p>	<p>« Art. L. 5217-3. — (Sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 5217-4. — I. — (Alinéa sans modification).</p> <p>« 1° (Sans modification).</p> <p>« 2° (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs</p> <p><i>Art. 46. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« b) Organisation des transports urbains au sens du chapitre II du titre II de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, sous réserve des dispositions de l'article 46 de cette loi ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; parcs de stationnement, plan de déplacements urbains ;</p> <p>« c) Prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement au sens du code de l'urbanisme ;</p> <p>« 3° En matière de politique locale de l'habitat :</p> <p>« a) Programme local de l'habitat ;</p> <p>« b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; action en faveur du logement des personnes défavorisées ;</p> <p>« c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;</p> <p>« 4° En matière de politique de la ville :</p> <p>« a) Dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;</p> <p>« b) Dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;</p> <p>« 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :</p>	<p>« 3° (Sans modification).</p> <p>« 4° (Sans modification).</p> <p>« 5° (Sans modification).</p>	<p>« 3° (Sans modification).</p> <p>« 4° (Sans modification).</p> <p>« 5° (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	<p>« a) Assainissement et eau ;</p> <p>« b) Création, extension et translation des cimetières et sites cinéraires, ainsi que création et extension des crématoriums ;</p> <p>« c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;</p> <p>« d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie ;</p>	—	—
<p>Code de l'urbanisme</p> <p>Art. L. 123-18. — Cf. annexe.</p>	<p>« 6° En matière de protection et mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :</p> <p>« a) Élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés ;</p> <p>« b) Lutte contre la pollution de l'air ;</p> <p>« c) Lutte contre les nuisances sonores ;</p> <p>« d) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.</p> <p>« Conformément à l'article L. 123-18 du code de l'urbanisme, le projet de plan local d'urbanisme arrêté est soumis pour avis aux conseils municipaux des communes.</p>	<p>« 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :</p> <p>« a) Collecte, élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés ;</p> <p>« b) <i>(Sans modification)</i>.</p> <p>« c) <i>(Sans modification)</i></p> <p>« d) <i>(Sans modification)</i></p> <p>Alinéa supprimé.</p>	<p>« 6° <i>(Sans modification)</i>.</p> <p>Maintien de la suppression.</p>
	<p>« Lorsque l'exercice des compétences mentionnées au présent I est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt métropolitain, celui-ci est déterminé à la majorité des deux tiers du conseil de la métropole. Il est défini au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur du décret prononçant</p>	<p>« Lorsque l'exercice des compétences mentionnées au présent I est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt métropolitain, celui-ci est déterminé à la majorité du conseil de la métropole. Il est défini au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur du décret prononçant</p>	<p>« Lorsque l'exercice des compétences mentionnées au présent I est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt métropolitain, celui-ci est déterminé à la majorité <u>des deux tiers</u> du conseil de la métropole. Il est défini au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur du décret</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Code de l'action sociale et des familles</p> <p style="text-align: center;"><i>Art. L. 113-2, L. 121-1, L. 121-2 et L. 221-1. — Cf. annexe.</i></p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>le transfert de compétences. À défaut, la métropole exerce l'intégralité de la compétence transférée.</p> <p style="text-align: center;">« II. — La métropole exerce de plein droit à l'intérieur de son périmètre, en lieu et place du département, les compétences suivantes :</p> <p style="text-align: center;">« 1° Transports scolaires ;</p> <p style="text-align: center;">« 2° Gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental, ainsi que de leurs dépendances et accessoires. Ce transfert est constaté par arrêté du représentant de l'État dans le département. Cette décision emporte le transfert aux métropoles des servitudes, droits et obligations correspondants, ainsi que le classement des routes transférées dans le domaine public de la métropole.</p> <p style="text-align: center;">« III. — Par convention passée avec le département saisi d'une demande en ce sens de la métropole, celle-ci peut exercer à l'intérieur de son périmètre, en lieu et place du département :</p> <p style="text-align: center;">« 1° Tout ou partie des compétences qui, dans le domaine de l'action sociale, sont attribuées à cette collectivité territoriale en vertu des articles L. 121-1 et L. 121-2 du code de l'action sociale et des familles ;</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>le transfert de compétences. À défaut, la métropole exerce l'intégralité de la compétence transférée.</p> <p style="text-align: center;">« II. — 1. La métropole exerce de plein droit à l'intérieur de son périmètre, en lieu et place du département, les compétences suivantes :</p> <p style="text-align: center;">« a) Transports scolaires ;</p> <p style="text-align: center;">« b) Gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental, ainsi que de leurs dépendances et accessoires. Ce transfert est constaté par arrêté du représentant de l'État dans le département. Cette décision emporte le transfert à la métropole des servitudes, droits et obligations correspondants, ainsi que le classement des routes transférées dans le domaine public de la métropole ;</p> <p style="text-align: center;">« c) (nouveau) Compétences relatives aux zones d'activités et à la promotion à l'étranger du territoire et de ses activités économiques.</p> <p style="text-align: center;">« 2. Par convention passée avec le département saisi d'une demande en ce sens de la métropole, celle-ci peut exercer à l'intérieur de son périmètre, en lieu et place du département :</p> <p style="text-align: center;">« a) Tout ou partie des compétences qui, dans le domaine de l'action sociale, sont attribuées à cette collectivité territoriale en vertu des articles L. 113-2, L. 121-1, L. 121-2 et L. 221-1 du code de l'action sociale et des familles ;</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>prononçant le transfert de compétences. À défaut, la métropole exerce l'intégralité de la compétence transférée.</p> <p style="text-align: center;">« II. — 1. (<i>Sans modification</i>).</p> <p style="text-align: center;">« 2. (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p style="text-align: center;">« a) (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	—	—	—
<p>Code du patrimoine</p> <p>Art. L. 410-2 L. 410-4. — Cf. annexe.</p>	à	<p>« b) La compétence en matière de construction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement des collèges. À ce titre, elle assure l'accueil, la restauration, l'hébergement ainsi que l'entretien général et technique, à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance des élèves, dans les collèges dont elle a la charge ;</p> <p>« c) Sans préjudice du c du 1 du présent II, tout ou partie des compétences exercées par cette collectivité territoriale en matière de développement économique ;</p> <p>« d) (nouveau) Tout ou partie des compétences exercées par cette collectivité territoriale en matière de tourisme en application du chapitre II du titre III du livre I^{er} du code du tourisme ;</p> <p>« e) (nouveau) Tout ou partie des compétences exercées par cette collectivité territoriale en matière culturelle en application des articles L. 410-2 à L. 410-4 du code du patrimoine ;</p> <p>« f) (nouveau) Tout ou partie des compétences exercées par cette collectivité territoriale en matière de construction, d'exploitation et d'entretien des équipements et infrastructures destinés à la pratique du sport.</p>	<p>« b) (Sans modification).</p> <p>« c) (Sans modification).</p> <p>« d) (Sans modification).</p> <p>« e) (Sans modification).</p> <p>« f) (Sans modification).</p> <p>« La convention est signée dans un délai de dix-huit mois à compter de la réception de la demande.</p>
	<p>« La convention précise l'étendue et les conditions financières du transfert et, après avis des comités techniques paritaires, les</p>	<p>« La convention précise l'étendue et les conditions financières du transfert et, après avis des comités techniques compétents, les</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

conditions dans lesquelles les services départementaux correspondants sont transférés à la métropole. Elle constate la liste des services ou parties de service qui sont, pour l'exercice de leurs missions, mis à disposition de la métropole et en fixe la date de transfert définitif. Ces services ou parties de service sont placés sous l'autorité du président du conseil de la métropole.

« Toutefois, lorsque le département, dans le cadre d'une bonne organisation des services, décide de conserver une partie des services concernés par un transfert de compétences, la ou les conventions prévues au présent III peuvent prévoir que ces parties de service sont mises en tout ou partie à disposition de la métropole pour l'exercice de ses compétences.

« À la date d'entrée en vigueur de la convention mentionnée au premier alinéa du présent III, les fonctionnaires territoriaux exerçant leurs fonctions dans le service ou la partie de service transféré à la métropole sont affectés de plein droit à la métropole et les agents non titulaires de droit public exerçant leurs fonctions dans le service ou la partie de service transféré à la métropole deviennent des agents non titulaires de la métropole. Ceux-ci conservent, à titre individuel, le bénéfice des stipulations de leur contrat. Les services antérieurement accomplis en qualité d'agent non titulaire du département sont assimilés à des services accomplis dans la métropole.

« Aucun emploi territorial permanent titulaire ou

Texte adopté par l'Assemblée nationale

—

conditions dans lesquelles les services départementaux correspondants sont transférés à la métropole. Elle constate la liste des services ou parties de service qui sont, pour l'exercice de leurs missions, mis à disposition de la métropole et fixe la date de transfert définitif. Ces services ou parties de service sont placés sous l'autorité du président du conseil de la métropole.

« Toutefois, lorsque le département, dans le cadre d'une bonne organisation des services, décide de conserver une partie des services concernés par un transfert de compétences, la ou les conventions prévues au présent II peuvent prévoir que ces parties de service sont mises en tout ou partie à disposition de la métropole pour l'exercice de ses compétences.

Alinéa supprimé.

Alinéa supprimé.

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

(Alinéa sans modification).

Maintien de la suppression.

Maintien de la suppression.

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	<p>contractuel, à temps complet ou à temps partiel, ne peut être créé dans les trois ans suivant ce transfert, en remplacement des agents transférés en vertu du présent article.</p>	—	—
Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales	<p>« Les créations d'emplois nouveaux doivent être justifiées exclusivement par l'augmentation des besoins des services existants ou par la création de nouveaux services.</p>	Alinéa supprimé.	Maintien de la suppression.
<i>Art. 109. — Cf. annexe.</i>	<p>« Toutefois, les fonctionnaires de l'État détachés à la date d'entrée en vigueur de ladite convention auprès du département en application du III de l'article 109 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et affectés dans un service ou une partie de service transféré à la métropole sont réintégrés pour ordre dans leur corps d'origine et placés en position de détachement sans limitation de durée auprès de la métropole.</p>	Alinéa supprimé.	Maintien de la suppression.
	<p>« Pour l'exercice des compétences mentionnées au 3° du présent III, la convention est signée dans un délai de dix-huit mois à compter de la réception de la demande. À défaut, les compétences relatives aux zones d'activités et à la promotion à l'étranger du territoire et de ses activités économiques sont transférées de plein droit à la métropole. Dans ce cas, il est fait application des articles L. 5217-6, L. 5217-7 et L. 5217-15 à L. 5217-21. Le représentant de l'État dans le département propose au président du conseil général et au président du conseil de la métropole, dans le délai d'un mois, un projet de convention pré-</p>	Alinéa supprimé.	Maintien de la suppression.

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

cisant l'étendue et les conditions financières de ce transfert ainsi que les conditions dans lesquelles les services départementaux correspondants sont transférés à la métropole. Ils disposent d'un délai d'un mois pour signer le projet de convention qui leur a été transmis. À défaut de signature du projet proposé par le représentant de l'État, la convention est établie par arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales.

« IV. — Par convention passée avec la région saisie d'une demande en ce sens de la métropole, celle-ci peut exercer à l'intérieur de son périmètre, en lieu et place de la région :

« 1° La compétence en matière de construction, aménagement, entretien et fonctionnement des lycées. À ce titre, elle assure l'accueil, la restauration, l'hébergement ainsi que l'entretien général et technique, à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance des élèves, dans les lycées dont elle a la charge ;

« 2° Tout ou partie des compétences exercées par cette collectivité territoriale en matière de développement économique.

Texte adopté par l'Assemblée nationale

—

« III. — 1. La métropole exerce de plein droit à l'intérieur de son périmètre, en lieu et place de la région, les compétences relatives à la promotion à l'étranger du territoire et de ses activités économiques.

« 2. Par convention passée avec la région saisie d'une demande en ce sens de la métropole, celle-ci peut exercer, à l'intérieur de son périmètre, en lieu et place de la région :

« a) La compétence en matière de construction, d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement des lycées. À ce titre, elle assure l'accueil, la restauration, l'hébergement ainsi que l'entretien général et technique, à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance des élèves, dans les lycées dont elle a la charge ;

« b) Sans préjudice du 1 du présent III, tout ou partie des compétences exercées par cette collectivité territoriale en matière de développement économique.

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

« III. — 1. *(Sans modification)*.

« 2. *(Alinéa sans modification)*.

« a) *(Sans modification)*.

« b) *(Sans modification)*.

« La convention est signée dans un délai de dix-

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

« La convention précise l'étendue et les conditions financières du transfert et, après avis des comités techniques paritaires, les conditions dans lesquelles tout ou partie des services régionaux correspondants sont transférés à la métropole. Elle constate la liste des services ou parties de service qui sont, pour l'exercice de leurs missions, mis à disposition de la métropole et fixe la date de transfert définitif. Ces services ou parties de service sont placés sous l'autorité du président du conseil de la métropole.

« Toutefois, lorsque la région, dans le cadre d'une bonne organisation des services, décide de conserver une partie des services concernés par un transfert de compétences, la ou les conventions prévues au présent IV peuvent prévoir que ces parties de service sont mises en tout ou partie à disposition de la métropole pour l'exercice de ses compétences.

« À la date d'entrée en vigueur de la convention mentionnée au premier alinéa du présent IV, les fonctionnaires territoriaux exerçant leurs fonctions dans le service ou la partie de service transféré à la métropole sont affectés de plein droit à la métropole et les agents non titulaires de droit public exerçant leurs fonctions dans le service ou la partie de service transféré à la métropole deviennent des agents non titulaires de la métropole. Ceux-ci conservent, à titre individuel, le bénéfice des stipulations de leur contrat.

Texte adopté par l'Assemblée nationale

—

« La convention précise l'étendue et les conditions financières du transfert et, après avis des comités techniques compétents, les conditions dans lesquelles tout ou partie des services régionaux correspondants sont transférés à la métropole. Elle constate la liste des services ou parties de service qui sont, pour l'exercice de leurs missions, mis à disposition de la métropole et fixe la date de transfert définitif. Ces services ou parties de service sont placés sous l'autorité du président du conseil de la métropole.

« Toutefois, lorsque la région, dans le cadre d'une bonne organisation des services, décide de conserver une partie des services concernés par un transfert de compétences, la ou les conventions prévues au présent III peuvent prévoir que ces parties de service sont mises en tout ou partie à disposition de la métropole pour l'exercice de ses compétences.

Alinéa supprimé.

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

huit mois à compter de la réception de la demande.

(Alinéa sans modification).

(Alinéa sans modification).

Maintien de la suppression.

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 1511-2. — Cf. annexe.</i></p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Les services antérieurement accomplis en qualité d'agent non titulaire de la région sont assimilés à des services accomplis dans la métropole.</p> <p style="padding-left: 40px;">« Toutefois, les fonctionnaires de l'État détachés à cette date auprès de la région en application du III de l'article 109 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 précitée et affectés dans un service ou une partie de service transféré à la métropole sont réintégrés pour ordre dans leur corps d'origine et placés en position de détachement sans limitation de durée auprès de la métropole.</p> <p style="padding-left: 40px;">« Pour l'exercice des compétences mentionnées au 2° du présent IV, la convention est signée dans un délai de dix-huit mois à compter de la réception de la demande. À défaut, les compétences relatives à la définition des régimes d'aides aux entreprises, au sens du premier alinéa de l'article L. 1511-2, et à la promotion à l'étranger du territoire et de ses activités économiques sont transférées de plein droit à la métropole. Dans ce cas, il est fait application des articles L. 5217-6, L. 5217-7 et L. 5217-15 à L. 5217-21. Le représentant de l'État dans le département siège de la métropole propose, dans le délai d'un mois, un projet de convention au président du conseil régional et au président du conseil de la métropole. Ils disposent d'un délai d'un mois pour signer le projet de convention qui leur a été transmis. À défaut de signature du projet proposé par le représentant de l'État, la convention est établie par arrêté du ministre chargé des collectivités terri-</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Alinéa supprimé.</p> <p style="text-align: center;">Alinéa supprimé.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Maintien de la suppression.</p> <p style="text-align: center;">Maintien de la suppression.</p>

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

toriales.

« V. — L'État peut transférer aux métropoles qui en font la demande la propriété, l'aménagement, l'entretien et la gestion de grands équipements et infrastructures. Ces transferts sont effectués à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraires.

« Le transfert est autorisé par décret. Une convention conclue entre l'État et la métropole bénéficiaire précise les modalités du transfert.

« Art. L. 5217-5. — La métropole est substituée, de plein droit, à l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre inclus en totalité dans son périmètre.

« Lorsque le périmètre d'une métropole inclut une partie des communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, les communes sont retirées de plein droit de cet établissement public. Leur retrait en-

Texte adopté par l'Assemblée nationale

—

« IV. — La métropole est associée de plein droit à l'élaboration, la révision et la modification des schémas et documents de planification en matière d'aménagement, de transports et d'environnement dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État et qui relèvent de la compétence de l'État, d'une collectivité territoriale ou de leurs établissements publics, lorsque ces schémas et documents ont une incidence ou un impact sur le territoire de la métropole.

« V. — *(Sans modification)*.

« Art. L. 5217-5. — La métropole est substituée, de plein droit, aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre inclus en totalité dans son périmètre.

(Alinéa sans modification).

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

« IV. — *(Sans modification)*.

« V. — *(Sans modification)*.

« Art. L. 5217-5. — *(Sans modification)*.

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L. 5211-41. — Cf. infra art. 6.</i></p>	<p>traîne la réduction du périmètre de ce dernier. La métropole est, pour l'exercice de ses compétences, substituée de plein droit à cet établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.</p> <p>« La substitution de la métropole aux établissements publics de coopération intercommunale est opérée dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 5211-41.</p>	<p>—</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p>—</p> <p><i>« Art. L. 5217-6. — (Sans modification).</i></p>
<p>—</p> <p><i>Art. L. 1321-4. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« Art. L. 5217-6. — Les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier situés sur le territoire de la métropole et utilisés pour l'exercice des compétences visées aux I, II et au dernier alinéa des III et IV de l'article L. 5217-4 sont mis de plein droit à la disposition de la métropole par les communes membres, le département, la région et, le cas échéant, les établissements publics de coopération intercommunale dont le périmètre est réduit par application de l'article L. 5217-5. Un procès-verbal précise la consistance et la situation juridique de ces biens et droits.</p> <p>« En application de l'article L. 1321-4, les biens et droits visés à l'alinéa précédent sont transférés dans le patrimoine de la métropole au plus tard un an après la date de la première réunion du conseil de la métropole.</p>	<p>« Art. L. 5217-6. — Les biens et droits à caractère mobilier ou immobilier situés sur le territoire de la métropole et utilisés pour l'exercice des compétences transférées à titre obligatoire visées aux I, au 1 du II et au 1 du III de l'article L. 5217-4 sont mis de plein droit à la disposition de la métropole par les communes membres, le département, la région et, le cas échéant, les établissements publics de coopération intercommunale dont le périmètre est réduit par application de l'article L. 5217-5. Un procès-verbal établi contradictoirement précise la consistance et la situation juridique de ces biens et droits.</p> <p>« Les biens et droits visés à l'alinéa précédent sont transférés dans le patrimoine de la métropole au plus tard un an après la date de la première réunion du conseil de la métropole.</p>	
	<p>« Les biens et droits appartenant au patrimoine de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre supprimé en</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L. 1321-1 et L. 1321-2. — Cf. annexe.</i></p>	<p>—</p> <p>application de l'article L. 5217-5 sont transférés à la métropole en pleine propriété. Lorsque les biens étaient mis, par les communes, à la disposition de cet établissement public, en application des articles L. 1321-1 et L. 1321-2, le transfert de propriété est opéré entre la ou les communes concernées et la métropole.</p> <p>« À défaut d'accord amiable, un décret en Conseil d'État procède au transfert définitif de propriété. Il est pris après avis d'une commission dont la composition est fixée par arrêté du ministre de l'intérieur et qui comprend les maires des communes concernées par de tels transferts, le président du conseil de la métropole, le président du conseil général, le président du conseil régional et des présidents d'organe délibérant d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre. La commission élit son président en son sein.</p> <p>« Les transferts sont réalisés à titre gratuit et ne donnent lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraires.</p> <p>« La métropole est substituée de plein droit, pour l'exercice des compétences mentionnées aux I, II et au dernier alinéa des III et IV de l'article L. 5217-4, aux communes membres, au département, à la région, à l'établissement public de coopération intercommunale supprimé en application de l'article L. 5217-5 et, le cas échéant, aux établissements publics de coopération intercommunale dont le périmètre</p>	<p>—</p> <p>« À défaut d'accord amiable, un décret en Conseil d'État procède au transfert définitif de propriété. Il est pris après avis d'une commission dont la composition est fixée par arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales et qui comprend des maires des communes concernées par un tel transfert, le président du conseil de la métropole, le président du conseil général, le président du conseil régional et des présidents d'organe délibérant d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre. La commission élit son président en son sein.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« La métropole est substituée de plein droit, pour l'exercice des compétences transférées à titre obligatoire visées aux I, au 1 du II et au 1 du III de l'article L. 5217-4, aux communes membres, au département, à la région, à l'établissement public de coopération intercommunale supprimé en application de l'article L. 5217-5 et, le cas échéant, aux établissements publics de coopération intercommunale dont le périmètre</p>	<p>—</p>

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte élaboré par la com-
mission en vue de l'examen
en séance publique

est réduit par application de l'article L. 5217-5, dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens mis à disposition en application du premier alinéa et transférés à la métropole en application des deuxième et troisième alinéas, ainsi que, pour l'exercice de ces compétences sur le territoire métropolitain dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

« Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les co-contractants sont informés de la substitution de personne morale par le conseil de la métropole. La substitution de personne morale aux contrats en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

« Art. L. 5217-7. —

I. — Le transfert à la métropole des compétences du département mentionnées au II de l'article L. 5217-4 entraîne le transfert à celle-ci du service ou de la partie de service du département chargé de leur mise en œuvre, après avis des comités techniques paritaires, selon les modalités définies ci-après.

« II. — Dans un délai de six mois à compter de la création de la métropole, une ou plusieurs conventions conclues entre le président du conseil général et le président du conseil de la métropole constatent la liste des services ou parties de service qui sont, pour l'exercice de leurs missions, mis à disposition de la métropole en vue de leur transfert après consultation

est réduit par application de l'article L. 5217-5, dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens mis à disposition en application du premier alinéa du présent article et transférés à la métropole en application des deuxième et troisième alinéas, ainsi que pour l'exercice de ces compétences sur le territoire métropolitain dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

« Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les co-contractants sont informés de la substitution de personne morale par le conseil de la métropole. La substitution de personne morale dans les contrats en cours n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

« Art. L. 5217-7. —

I. — Le transfert à la métropole des compétences obligatoires mentionnées au I du II de l'article L. 5217-4 entraîne le transfert à celle-ci du service ou de la partie de service du département chargé de leur mise en œuvre, après avis des comités techniques compétents, selon les modalités définies ci-après.

« Dans un délai de six mois à compter de la création de la métropole, une ou plusieurs conventions conclues entre le président du conseil général et le président du conseil de la métropole constatent la liste des services ou parties de service qui sont, pour l'exercice de leurs missions, mis à disposition de la métropole en vue de leur transfert après consultation

« Art. L. 5217-7. —
(Sans modification).

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

des comités techniques paritaires compétents du conseil général et de la métropole. La ou les conventions fixent les modalités et la date du transfert définitif de chaque service ou partie de service. Ces services ou parties de service sont placés sous l'autorité du président du conseil de la métropole.

« Toutefois, lorsque le département, dans le cadre d'une bonne organisation des services, décide de conserver une partie des services concernés par un transfert de compétences, la ou les conventions prévues au premier alinéa du II peuvent prévoir que ces parties de service sont mises en tout ou partie à disposition de la métropole pour l'exercice de ses compétences.

« À défaut de convention passée dans le délai précité, le représentant de l'État dans le département propose, dans le délai d'un mois, un projet de convention au président du conseil général et au président du conseil de la métropole. Ils disposent d'un délai d'un mois pour signer le projet de convention qui leur a été transmis. À défaut de signature du projet proposé par le représentant de l'État, la convention est établie par arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales.

« III. — *(Supprimé)*.

Texte adopté par l'Assemblée nationale

—

des comités techniques compétents. La ou les conventions fixent les modalités et la date du transfert définitif de chaque service ou partie de service. Ces services ou parties de service sont placés sous l'autorité du président du conseil de la métropole.

« Toutefois, lorsque le département, dans le cadre d'une bonne organisation des services, décide de conserver une partie des services concernés par un transfert de compétences, la ou les conventions prévues au présent I peuvent prévoir que ces parties de service sont mises en tout ou partie à disposition de la métropole pour l'exercice de ses compétences.

« À défaut de convention passée dans le délai précité, le représentant de l'État dans le département siège de la métropole propose, dans le délai d'un mois, un projet de convention au président du conseil général et au président du conseil de la métropole. Ils disposent d'un délai d'un mois pour signer le projet de convention qui leur a été transmis. À défaut de signature du projet proposé par le représentant de l'État, la convention est établie par arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales.

« II. — Le transfert à la métropole des compétences obligatoires de la région mentionnées au 1 du III de l'article L. 5217-4 entraîne le transfert à celle-ci du service ou de la partie de service de la région chargé de leur mise en oeuvre, après avis des comités techniques compétents,

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

—

Texte élaboré par la com-
mission en vue de l'examen
en séance publique

—

selon les modalités définies
ci-après.

« Dans un délai de six
mois à compter de la création
de la métropole, une ou plu-
sieurs conventions conclues
entre le président du conseil
régional et le président du
conseil de la métropole constatent la liste des services ou
parties de services qui sont,
pour l'exercice de leurs mis-
sions, mis à disposition de la
métropole en vue de leur
transfert après consultation
des comités techniques com-
pétents. La ou les conven-
tions fixent les modalités et la
date du transfert définitif de
chaque service ou partie de
service. Ces services ou par-
ties de services sont placés
sous l'autorité du président
de la métropole.

« À défaut de conven-
tion passée dans le délai pré-
cité, le représentant de l'État
dans le département siège de
la métropole propose, dans le
délai d'un mois, un projet de
convention au président du
conseil régional et au prési-
dent du conseil de la métro-
pole. Ils disposent d'un délai
d'un mois pour signer le pro-
jet de convention qui leur a
été transmis. À défaut de si-
gnature du projet proposé par
le représentant de l'État, la
convention est établie par ar-
rêté du ministre chargé des
collectivités territoriales.

« IV. — Les fonc-
tionnaires et les agents non
titulaires du département, de
la région et de leurs établis-
sements publics, affectés à
des services ou des parties de
service mis, en application
des conventions ou arrêtés
mentionnés au II du présent
article et aux II et IV de
l'article L. 5217-4, à disposi-

« III. — Les fonc-
tionnaires et les agents non
titulaires du département, de
la région et de leurs établis-
sements publics, affectés à
des services ou des parties de
service mis, en application
des conventions ou arrêtés
mentionnés aux I et II du pré-
sent article, au 2 du II et au 2
du III de l'article L. 5217-4, à

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale</p>	<p>tion de la métropole, sont de plein droit mis à disposition contre remboursement, à titre individuel, du président du conseil de la métropole et placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous son autorité.</p>	<p>disposition de la métropole, sont de plein droit mis à disposition contre remboursement, à titre individuel, du président du conseil de la métropole et placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous son autorité.</p>	
<p><i>Art. 111. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« Les fonctionnaires conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	
	<p>« V. — À la date d'entrée en vigueur des transferts définitifs des services ou parties de service auxquels ils sont affectés, les agents non titulaires de droit public du département et de la région exerçant leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré à la métropole deviennent des agents non titulaires de la métropole et les fonctionnaires territoriaux exerçant leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré à la métropole sont affectés de plein droit à la métropole.</p>	<p>« IV. — À la date d'entrée en vigueur des transferts définitifs des services ou parties de service auxquels ils sont affectés, les agents non titulaires de droit public du département et de la région exerçant leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré à la métropole deviennent des agents non titulaires de la métropole et les fonctionnaires territoriaux exerçant leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré à la métropole sont affectés de plein droit à la métropole.</p>	
<p><i>Art. 111. — Cf. annexe.</i></p>		<p>« Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Les agents non titulaires conservent, à titre individuel, le bénéfice des stipulations de leur</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 précitée</p> <p><i>Art. 109. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« VI. — Toutefois, les fonctionnaires de l'État actuellement détachés auprès du département ou de la région en application du III de l'article 109 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 précitée et affectés dans un service ou une partie de service transféré à la métropole sont réintégrés pour ordre dans leur corps d'origine et placés en position de détachement sans limitation de durée auprès de la métropole.</p> <p>« VII. — Sans préjudice des dispositions du cinquième alinéa de l'article L. 5217-6, les charges correspondant aux services transférés par le département et par la région sont évaluées dans les conditions définies aux articles L. 5217-16 à L. 5217-21.</p>	<p>contrat. Les services antérieurement accomplis en qualité d'agent non titulaire du département ou de la région sont assimilés à des services accomplis dans la métropole.</p> <p>« V. — Les fonctionnaires de l'État détachés, à la date du transfert, auprès du département ou de la région en application du III de l'article 109 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et affectés dans un service ou une partie de service transféré à la métropole sont réintégrés pour ordre dans leur corps d'origine et placés en position de détachement sans limitation de durée auprès de la métropole.</p> <p>« VI. — Sans préjudice des dispositions du sixième alinéa de l'article L. 5217-6, les charges correspondant aux services transférés par le département et par la région sont évaluées dans les conditions définies aux articles L. 5217-16 à L. 5217-20.</p> <p>« VII. — À la date du transfert à la métropole des services ou parties de services exerçant les compétences en matière de gestion des routes classées dans le domaine public routier départemental, les ouvriers des parcs et ateliers jusqu'alors mis à disposition sans limitation de durée du président du conseil général en application de l'article 10 de la loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 relative au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à la situation des ouvriers des parcs et ateliers, sont mis à disposition sans limitation de durée du</p>	—

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>Art. 7. — Cf. annexe.</p>	<p>—</p> <p>« Section 3</p> <p>« Régime juridique applicable</p> <p>« Art. L. 5217-8. — Le conseil de la métropole est présidé par le président du conseil de la métropole. Il est composé de conseillers de la métropole.</p>	<p>—</p> <p>président de la métropole.</p> <p>« À cette même date, les fonctionnaires mis à disposition du président du conseil général en application de l'article 7 de la loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 précitée ou détachés sans limitation de durée auprès du conseil général en application de l'article 8 de la même loi, sont respectivement mis à disposition du président de la métropole ou placés en position de détachement sans limitation de durée.</p> <p>« VIII (nouveau). — Aucun emploi territorial permanent, de titulaire ou de non-titulaire, à temps complet ou à temps partiel, ne peut être créé dans les trois ans suivant les transferts de services ou parties de services prévus au présent article et aux 2 des II et III de l'article L. 5217-4, en remplacement des agents transférés à la métropole en application des mêmes dispositions. Les créations d'emplois nouveaux doivent être justifiées exclusivement par l'augmentation des besoins des services existants ou par la création de nouveaux services.</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 5217-8. — (Sans modification).</p>	<p>—</p> <p>« Art. L. 5217-8. — (Sans modification).</p>
<p>Code général des collectivités territoriales</p>	<p>« Les articles</p>	<p>L. 5215-16 à L. 5215-18, L. 5215-21, L. 5215-22, L. 5215-26 à L. 5215-29,</p>	
<p>Art. L. 5215-16 à L. 5215-18, L. 5215-26 et L. 5215-29, L. 5215-40</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>L. 5215-42. — Cf. annexe.</p> <p>Art. L. 5215-21 et L. 5215-22. — Cf. infra art. 24.</p>	<p>L. 5215-40 et L. 5215-42 sont applicables aux métropoles.</p> <p>« Pour l'application de l'article L. 5215-40, l'extension du périmètre de la métropole est décidée par décret.</p>		
<p>Art. L. 1611-1 à L. 1611-5. — Cf. annexe.</p>	<p>« Section 4</p> <p>« Dispositions financières</p> <p>« Sous-section 1</p> <p>« Budget et comptes</p> <p>« Art. L. 5217-9. — Les articles L. 1611-1 à L. 1611-5 sont applicables à la métropole.</p>	<p>(Alinéa sans modification)</p> <p>(Alinéa sans modification)</p> <p>(Alinéa sans modification)</p> <p>(Alinéa sans modification)</p> <p>« Art. L. 5217-9. — (Sans modification).</p>	<p>« Art. L. 5217-9. — (Sans modification).</p>
<p>Deuxième partie La commune</p> <p>Livre III Finances communales</p>	<p>« Art. L. 5217-10. — Sous réserve des dispositions du présent titre, la métropole est soumise aux dispositions du livre III de la deuxième partie.</p>	<p>« Art. L. 5217-10. — Sous réserve des dispositions du présent titre, la métropole est soumise au livre III de la deuxième partie.</p>	<p>« Art. L. 5217-10. — (Sans modification).</p>
<p>Titre II Dépenses</p> <p>Troisième partie Le département</p> <p>Livre III Finances du département</p>	<p>« Art. L. 5217-11. — Sous réserve des dispositions qui leur sont propres, le titre II du livre III de la deuxième partie est applicable aux métropoles pour les compétences que les communes ou le ou les établissements publics de coopération intercommunale exerçaient avant leur création, ainsi que le titre II du livre III de la troisième partie pour les compétences que le département exerçait avant leur création et le titre II du livre III de la quatrième partie pour les compétences que la région exerçait avant leur création.</p>	<p>« Art. L. 5217-11. — (Sans modification).</p>	<p>« Art. L. 5217-11. — (Sans modification).</p>
<p>Titre II Dépenses</p> <p>Quatrième partie La région</p> <p>Livre III Finances de la région</p> <p>Titre II Dépenses</p>	<p>« Sous-section 2</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	—	—	—
<p>Code général des impôts</p> <p><i>Art. 1609 nonies C. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« Recettes</p> <p>« <i>Art. L. 5217-12. — (Supprimé)</i></p>	<p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« <i>Art. — L. 5217-12. —</i> La métropole est substituée aux communes membres pour l'application des dispositions relatives à la taxe foncière sur les propriétés bâties et pour la perception du produit de cette taxe, dans les conditions définies au I ter de l'article 1609 nonies C du code général des impôts.</p>	<p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« <i>Art. L. 5217-12. —</i> Alinéa supprimé.</p>
<p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 5215-32 à L. 5215-35. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« <i>Art. L. 5217-13. —</i> Les articles L. 5215-32 à L. 5215-35 sont applicables aux métropoles.</p>	<p>« <i>Art. L. 5217-13. — (Sans modification)</i></p>	<p>« <i>Art. L. 5217-13. — (Sans modification)</i></p>
<p><i>Art. L. 5211-30. — Cf. infra art. 10.</i></p>	<p>« <i>Art. L. 5217-14. —</i> I. — Les métropoles bénéficient, à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle de leur création, d'une dotation globale de fonctionnement égale à la somme des deux composantes suivantes :</p>	<p>« <i>Art. L. 5217-14. —</i> I. — (<i>Alinéa sans modification</i>)</p>	<p>« <i>Art. L. 5217-14. —</i> I. — (<i>Sans modification</i>)</p>
<p><i>Art. L. 2334-7. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« 1^o Une dotation forfaitaire calculée, la première année, sur la base de la dotation moyenne par habitant de la catégorie des communautés urbaines, telle que définie aux trois premiers alinéas du I de l'article L. 5211-30.</p>	<p>« 1^o Une dotation d'intercommunalité calculée, la première année, sur la base de la dotation moyenne par habitant de la catégorie des communautés urbaines, telle que définie aux trois premiers alinéas du I de l'article L. 5211-30.</p>	
<p><i>Art. L. 5211-41. — Cf. infra art. 6.</i></p>	<p>« Lorsque la métropole est créée dans les conditions prévues aux articles L. 5211-41 et L. 5211-41-1, elle bénéficie d'une garantie égale à la différence constatée entre la somme des montants de dotation d'intercommunalité perçus au titre de l'année précédente par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre préexistants à la métropole et indexés selon un taux fixé par le comité des finances locales dans la limite du taux</p>	<p>« Lorsque la métropole est créée dans les conditions prévues aux articles L. 5211-41, L. 5211-41-1 et L. 5211-41-3, elle bénéficie d'une garantie égale à la différence constatée entre la somme des montants de dotation d'intercommunalité perçus au titre de l'année précédente par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre préexistants à la métropole et indexés selon un taux fixé par le comité des finances locales dans la limite du taux</p>	
<p><i>Art. L. 5211-41-1. — Cf. supra art. 3.</i></p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L. 5211-5. — Cf. supra art. 5 A.</i></p>	<p>d'évolution de la dotation forfaitaire prévu à l'article L. 2334-7 et le montant de la dotation forfaitaire calculé au profit de la métropole dans les conditions définies aux trois premiers alinéas du I de l'article L. 5211-30.</p> <p>« Lorsque la métropole est créée dans les conditions prévues à l'article L. 5211-5, la dotation forfaitaire est égale au produit de sa population par la dotation moyenne par habitant de la catégorie des communautés urbaines.</p>	<p>d'évolution de la dotation forfaitaire prévu à l'article L. 2334-7 et le montant de la dotation d'intercommunalité calculé au profit de la métropole dans les conditions définies aux trois premiers alinéas du I de l'article L. 5211-30.</p> <p>« Lorsque la métropole est créée dans les conditions prévues à l'article L. 5211-5, la dotation d'intercommunalité est égale au produit de sa population par la dotation moyenne par habitant de la catégorie des communautés urbaines.</p>	<p>—</p>
<p>—</p> <p><i>Art. L. 2334-7. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« À compter de la deuxième année, le montant de l'attribution totale par habitant dû à la métropole évolue chaque année selon un taux fixé par le comité des finances locales dans la limite du taux d'évolution de la dotation forfaitaire prévu à l'article L. 2334-7 ;</p>	<p>« À compter de la deuxième année, le montant de l'attribution totale par habitant dû à la métropole évolue chaque année selon un taux fixé par le comité des finances locales dans la limite du taux d'évolution de la dotation de base prévu à l'article L. 2334-7 ;</p>	<p>—</p>
<p>—</p> <p><i>Art. L. 5211-28-1 et L. 2334-7. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« 2° Une dotation de compensation égale à la somme :</p> <p>« a) De la part de la dotation de compensation due au seul titre des établissements publics de coopération intercommunale, telle que prévue au premier alinéa de l'article L. 5211-28-1 et versée l'année précédant la création de la métropole, indexée tous les ans selon le taux mentionné par le 3° de l'article L. 2334-7 ;</p>	<p>« 2° (Alinéa sans modification).</p> <p>« a) De la part de la dotation de compensation due au seul titre des établissements publics de coopération intercommunale, telle que prévue au premier alinéa de l'article L. 5211-28-1 et versée l'année précédant la création de la métropole, indexée tous les ans selon le taux mentionné au 3° de l'article L. 2334-7 ;</p>	<p>—</p>
<p>Loi n° 98-1266 du 30 décembre 1998 de finances pour 1999</p>	<p>« b) Et de la part de la dotation forfaitaire des communes incluses dans le périmètre de la métropole correspondant à la compensation antérieurement perçue en application du I du D de l'article 44 de la loi de finan-</p>	<p>« b) Et de la part de la dotation forfaitaire des communes incluses dans le périmètre de la métropole correspondant à la compensation antérieurement perçue en application du I du D de l'article 44 de la loi</p>	<p>—</p>
<p><i>Art. 44. — Cf. annexe.</i></p>			<p>—</p>
<p>Code général des</p>			<p>—</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p align="center">—</p> <p>collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 2334-7. — Cf. annexe.</i></p>	<p align="center">—</p> <p>ces pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998), indexée tous les ans selon le taux mentionné au 3° de l'article L. 2334-7.</p>	<p align="center">—</p> <p>n° 98-1266 du 30 décembre 1998 de finances pour 1999, indexée tous les ans selon le taux mentionné au 3° de l'article L. 2334-7.</p>	<p align="center">—</p>
<p>Loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010</p>	<p align="center">« Lorsqu'une ou plusieurs des communes ou un ou plusieurs des établissements publics de coopération intercommunale inclus dans le périmètre de la métropole subissaient un prélèvement sur la fiscalité en application du 1.2.4.2 de l'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, la dotation de compensation versée à la métropole est minorée du montant de ce prélèvement. En cas de retrait de communes ou d'établissements publics de coopération intercommunale, la dotation de compensation de la métropole est majorée, le cas échéant, en fonction de la part du prélèvement subi par celle-ci en application du 1.2.4.2 du même article 77.</p>	<p align="center"><i>(Alinéa sans modification)</i></p>	
<p><i>Art. 77. —</i></p> <p>1. 2. 4. 2. Le montant de la compensation prévue au D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998) ou de la dotation de compensation prévue à l'article L. 5211-28-1 du code général des collectivités territoriales est diminué en 2011 d'un montant égal, pour chaque collectivité territoriale ou établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, au produit de la taxe sur les surfaces commerciales perçu par l'État en 2010 sur le territoire de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale.</p> <p>.....</p>	<p align="center">« Lorsque le territoire d'une métropole est modifié, la dotation de compensation revenant à cette dernière est majorée ou minorée en fonction du montant des bases de taxe professionnelle des communes qui intègrent ou quittent cette métropole, ayant servi au calcul de la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 précitée.</p>	<p align="center"><i>(Alinéa sans modification)</i></p>	
<p>Code général des collectivités territoriales</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>Art. L. 5211-28-2. — Cf. <i>infra</i>. art. 34 quarter.</p>	<p>« II. — La métropole peut percevoir, après délibération concordante de l'organe délibérant de la métropole et des conseils municipaux, une dotation communale composée de la somme des dotations dues aux communes membres de la métropole au titre de la dotation globale de fonctionnement prévue aux articles L. 2334-1 et suivants.</p>	<p>« II. — Par dérogation à l'article L. 5211-28-2, la métropole peut percevoir, après accord du conseil de la métropole et des conseils municipaux, une dotation communale composée de la somme des dotations dues aux communes membres l'année précédant la création de la métropole au titre de la dotation globale de fonctionnement prévue aux articles L. 2334-1 et suivants. Cet accord doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressés représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci représente plus du quart de la population totale concernée.</p> <p>« Cette dotation communale évolue, y compris la première année de sa création, comme l'ensemble des ressources de la dotation globale de fonctionnement.</p>	<p>« II. — Par dérogation à l'article L. 5211-28-2, la métropole peut percevoir, après <u>délibération concordante de l'organe délibérant de la métropole et des conseils municipaux</u>, une dotation communale composée de la somme des dotations dues aux communes membres l'année précédant la création de la métropole au titre de la dotation globale de fonctionnement prévue aux articles L. 2334-1 et suivants.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« <u>La métropole verse alors chaque année à chaque commune membre une dotation de reversement.</u></p> <p>« <u>Le montant versé à chaque commune est fixé par l'organe délibérant de la métropole à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. Il est calculé en fonction de critères tenant compte prioritairement, d'une part, de l'écart entre le revenu par habitant de la commune et le revenu moyen par habitant de la métropole et, d'autre part,</u></p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L. 2334-2. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« III. — Pour l'application du 1° du I du présent article, la population à prendre en compte est la population définie à l'article L. 2334-2.</p>	<p>« III. — <i>(Sans modification).</i></p>	<p><u>de l'insuffisance de potentiel fiscal par habitant de la commune au regard du potentiel fiscal communal moyen par habitant sur le territoire de la métropole.</u></p>
	<p>« Sous-section 3</p>	<p><i>(Alinéa sans modification)</i></p>	<p><u>« Cette dotation de reversement constitue une dépense obligatoire de la métropole.</u></p>
	<p>« Transferts de charges et de ressources entre la région, le département et la métropole</p>	<p>« Transferts de charges et de ressources entre la région, le département ou les communes membres et la métropole</p>	<p>« III. — <i>(Sans modification)</i></p>
	<p>« Art. L. 5217-15. — Tout accroissement net de charges résultant des transferts de compétences effectués entre la région, le département et la métropole conformément à l'article L. 5217-4 est accompagné du transfert concomitant à la métropole des ressources nécessaires à l'exercice normal de ces compétences. Ces ressources sont équivalentes aux dépenses effectuées, à la date du transfert, par la région et le département au titre des compétences transférées. Elles assurent la compensation intégrale des charges transférées.</p>	<p>« Art. L. 5217-15. — Tout accroissement net de charges résultant des transferts de compétences effectués entre la région, le département ou les communes membres et la métropole conformément à l'article L. 5217-4 est accompagné du transfert concomitant à la métropole des ressources nécessaires à l'exercice normal de ces compétences. Ces ressources sont équivalentes aux dépenses effectuées, à la date du transfert, par la région, le département ou les communes membres au titre des compétences transférées. Elles assurent la compensation intégrale des charges transférées.</p>	<p><i>(Alinéa sans modification)</i></p>
	<p>« Art. L. 5217-16. — I. — Les charges correspondant à l'exercice des compétences transférées font l'objet d'une évaluation préalable au transfert desdites</p>	<p>« Art. L. 5217-16. — Les charges correspondant à l'exercice des compétences transférées font l'objet d'une évaluation préalable au transfert desdites compétences.</p>	<p>« Art. L. 5217-15. — Tout accroissement net de charges résultant des transferts de compétences effectués entre la région <u>ou</u> le département et la métropole conformément à l'article L. 5217-4 est accompagné du transfert concomitant à la métropole des ressources nécessaires à l'exercice normal de ces compétences. Ces ressources sont équivalentes aux dépenses effectuées, à la date du transfert, par la région <u>ou</u> le département au titre des compétences transférées. Elles assurent la compensation intégrale des charges transférées.</p>
		<p>« Art. L. 5217-16. —</p>	<p>« Art. L. 5217-16. — <i>(Alinéa sans modification)</i></p>

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par l'Assemblée nationale

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

compétences.

« Il est créé une commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées. Elle est composée paritairement de représentants de la métropole et de représentants de la collectivité qui transfère une partie de ses compétences à la métropole.

« Pour l'évaluation des charges correspondant aux compétences transférées par la région, la commission est composée de quatre représentants du conseil de la métropole et de quatre représentants du conseil régional. Pour celle afférente aux compétences transférées par le département, la commission est composée de quatre représentants du conseil de la métropole et de quatre représentants du conseil général.

« Dans tous les cas, la commission est présidée par le président de la chambre régionale des comptes territorialement compétente. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par un magistrat relevant de la même chambre qu'il a au préalable désigné.

« III. — *(Supprimé)*

(Alinéa sans modification)

« Pour l'évaluation des charges correspondant aux compétences transférées par la région, la commission est composée de quatre représentants du conseil de la métropole et de quatre représentants du conseil régional. Pour celle afférente aux compétences transférées par le département, la commission est composée de quatre représentants du conseil de la métropole et de quatre représentants du conseil général. ~~Pour celle afférente aux compétences transférées par les communes membres, la commission est composée de quatre représentants du conseil de la métropole et de quatre représentants des communes membres élus parmi les conseillers municipaux de ces communes à la représentation proportionnelle au plus fort reste.~~

(Alinéa sans modification).

« III. — **Maintien de la suppression.**

(Alinéa sans modification)

« Pour l'évaluation des charges correspondant aux compétences transférées par la région, la commission est composée de quatre représentants du conseil de la métropole et de quatre représentants du conseil régional. Pour celle afférente aux compétences transférées par le département, la commission est composée de quatre représentants du conseil de la métropole et de quatre représentants du conseil général.

(Alinéa sans modification).

« III. — **Maintien de la suppression.**

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte élaboré par la com-
mission en vue de l'examen
en séance publique

—

« Art. L. 5217-17. —
La commission locale pour
l'évaluation des charges et
des ressources transférées est
consultée sur les modalités de
compensation des charges
correspondant aux compéten-
ces transférées.

« La commission ne
peut valablement délibérer
que si le nombre des mem-
bres présents est au moins
égal à la moitié du nombre
des membres appelés à déli-
bération. Si ce nombre n'est pas
atteint, une nouvelle convo-
cation est adressée aux mem-
bres de la commission. La
commission peut alors délibé-
rer quel que soit le nombre de
membres présents.

« En cas de partage
égal des voix, celle du prési-
dent est prépondérante.

« Art. L. 5217-18. —
La commission peut faire
appel, pour l'exercice de sa
mission, à des experts. Elle
rend ses conclusions au plus
tard dans l'année qui suit
celle de la création de la mé-
tropole.

« Le montant des dé-
penses résultant des accrois-
sements et diminutions de
charges est constaté pour
chaque compétence transférée
et pour chaque collectivité
par arrêté du représentant de
l'État dans le département.

« Art. L. 5217-19. —
Les charges transférées doi-
vent être équivalentes aux
dépenses consacrées l'année
précédant la création de la
métropole par la région et le
département à l'exercice des
compétences transférées. Ces
charges peuvent être dimi-
nuées du montant des éven-
tuelles réductions brutes de

—

« Art. L. 5217-17. —
(Sans modification).

« Art. L. 5217-18. —
(Sans modification).

« Art. L. 5217-19. —
Les charges transférées doi-
vent être équivalentes aux
dépenses consacrées l'année
précédant la création de la
métropole par la région, le
département ~~ou les commu-
nes membres~~ à l'exercice des
compétences transférées. Ces
charges peuvent être dimi-
nuées du montant des éven-
tuelles réductions brutes de

—

« Art. L. 5217-17. —
(Sans modification).

« Art. L. 5217-18. —
(Sans modification).

« Art. L. 5217-19. —
Les charges transférées doi-
vent être équivalentes aux
dépenses consacrées l'année
précédant la création de la
métropole par la région ou le
département à l'exercice des
compétences transférées. Ces
charges peuvent être dimi-
nuées du montant des éven-
tuelles réductions brutes de

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par l'Assemblée nationale

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

charges ou des augmentations de ressources entraînées par les transferts.

« Les périodes de référence et les modalités d'évaluation des dépenses engagées par la région et le département et figurant dans les comptes administratifs avant le transfert de chaque compétence sont déterminées à la majorité des deux tiers des membres de la commission mentionnée au II de l'article L. 5217-16.

« À défaut d'accord des membres de la commission, le droit à compensation des charges d'investissement transférées est égal à la moyenne des dépenses actualisées, hors taxe, hors fonds européens et hors fonds de concours, figurant dans les comptes administratifs du département et constatées sur une période de dix ans précédant la date du transfert, à l'exception de la voirie pour lesquelles la période prise pour la détermination du droit à compensation est fixée à cinq ans. Les dépenses prises en compte pour la détermination du droit à compensation sont actualisées en fonction de l'indice des prix de la formation brute de capital des administrations publiques, tel que constaté à la date des transferts.

« Le droit à compensation des charges de fonctionnement transférées est égal à la moyenne des dépenses actualisées figurant dans les comptes administratifs du département et constatées sur

tuelles réductions brutes de charges ou des augmentations de ressources entraînées par les transferts.

« Les périodes de référence et les modalités d'évaluation des dépenses engagées par la région, le département ~~ou les communes membres~~ et figurant dans les comptes administratifs avant le transfert de chaque compétence sont déterminées à la majorité des deux tiers des membres de la commission mentionnée à l'article L. 5217-16.

« À défaut d'accord des membres de la commission, le droit à compensation des charges d'investissement transférées est égal à la moyenne des dépenses actualisées, hors taxes, hors fonds européens et hors fonds de concours, figurant dans les comptes administratifs ~~de la commune membre~~, du département ou de la région et constatées sur une période de dix ans précédant la date du transfert, à l'exception de celles relatives à la voirie pour lesquelles la période prise en compte pour la détermination du droit à compensation est fixée à cinq ans. Les dépenses prises en compte pour la détermination du droit à compensation sont actualisées en fonction de l'indice des prix de la formation brute de capital des administrations publiques, tel que constaté à la date du transfert.

« À défaut d'accord des membres de la commission, le droit à compensation des charges de fonctionnement transférées est égal à la moyenne des dépenses actualisées figurant dans les comptes administratifs ~~de la com-~~

charges ou des augmentations de ressources entraînées par les transferts.

« Les périodes de référence et les modalités d'évaluation des dépenses engagées par la région ou le département et figurant dans les comptes administratifs avant le transfert de chaque compétence sont déterminées à la majorité des deux tiers des membres de la commission mentionnée à l'article L. 5217-16.

« À défaut d'accord des membres de la commission, le droit à compensation des charges d'investissement transférées est égal à la moyenne des dépenses actualisées, hors taxes, hors fonds européens et hors fonds de concours, figurant dans les comptes administratifs du département ou de la région et constatées sur une période de dix ans précédant la date du transfert, à l'exception de celles relatives à la voirie pour lesquelles la période prise en compte pour la détermination du droit à compensation est fixée à cinq ans. Les dépenses prises en compte pour la détermination du droit à compensation sont actualisées en fonction de l'indice des prix de la formation brute de capital des administrations publiques, tel que constaté à la date du transfert.

« À défaut d'accord des membres de la commission, le droit à compensation des charges de fonctionnement transférées est égal à la moyenne des dépenses actualisées figurant dans les comptes administratifs du départ-

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L. 4321-1. — Cf. annexe.</i></p>	<p>une période de trois ans précédant le transfert de compétences. Les dépenses prises en compte pour la détermination du droit à compensation sont actualisées en fonction de l'indice des prix à la consommation, hors tabac, tel que constaté à la date des transferts.</p> <p>« <i>Art. L. 5217-20. —</i></p> <p>I. — Les charges mentionnées à l'article L. 5217-15 transférées par la région, dont le montant est fixé dans les conditions prévues par l'article L. 5217-19, sont compensées par le versement chaque année par la région à la métropole d'une dotation de compensation des charges transférées.</p> <p>« Cette dotation de compensation des charges transférées constitue une dépense obligatoire au sens de l'article L. 4321-1. Elle évolue chaque année, dès la première année, comme la dotation globale de fonctionnement.</p> <p>« II. — Les charges mentionnées à l'article L. 5217-15 transférées par le département, dont le montant est fixé dans les conditions prévues par l'article L. 5217-19, sont compensées par le versement chaque année par le département à la métropole d'une dotation de compensation des charges transférées.</p> <p>« Cette dotation de compensation des charges transférées constitue une dépense obligatoire au sens de l'article L. 3321-1. Elle évolue</p>	<p>une membre, du département ou de la région et constatées sur une période de trois ans précédant le transfert de compétences. Les dépenses prises en compte pour la détermination du droit à compensation sont actualisées en fonction de l'indice des prix à la consommation, hors tabac, tel que constaté à la date des transferts.</p> <p>« <i>Art. L. 5217-20. —</i></p> <p>I. — Les charges mentionnées à l'article L. 5217-15 transférées par la région, dont le montant est fixé dans les conditions prévues par les articles L. 5217-18 et L. 5217-19, sont compensées par le versement chaque année par la région à la métropole d'une dotation de compensation des charges transférées.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>II. — Les charges mentionnées à l'article L. 5217-15 transférées par le département, dont le montant est fixé dans les conditions prévues par les articles L. 5217-18 et L. 5217-19, sont compensées par le versement chaque année par le département à la métropole d'une dotation de compensation des charges transférées.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p>tement ou de la région et constatées sur une période de trois ans précédant le transfert de compétences. Les dépenses prises en compte pour la détermination du droit à compensation sont actualisées en fonction de l'indice des prix à la consommation, hors tabac, tel que constaté à la date des transferts.</p> <p>« <i>Art. L. 5217-20. — (Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

lue chaque année, dès la première année, comme la dotation globale de fonctionnement.

« Art. L. 5217-21. —
(Supprimé)

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

—

« Art. L. 5217-21. —
—Les charges mentionnées à l'article L. 5217-15 transférées par les communes membres, dont le montant est fixé dans les conditions prévues par les articles L. 5217-18 et L. 5217-19, sont compensées par le transfert à la métropole de la taxe foncière sur les propriétés bâties prévu à l'article L. 5217-12 et, le cas échéant, par le transfert de la dotation mentionnée au II de l'article L. 5217-14.

« La métropole verse chaque année à chaque commune membre une dotation de reversement composée de deux parts, dont les montants sont fixés par le conseil de la métropole à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

« La première part est calculée, pour chaque commune, en fonction des ressources et des charges transférées mentionnées au premier alinéa du présent article.

« La seconde part, versée au titre de la solidarité métropolitaine, est calculée, pour chaque commune, en fonction de critères tenant compte prioritairement, d'une part, de l'écart entre le revenu par habitant de la commune et le revenu moyen par habitant de la métropole et, d'autre part, de l'insuffisance de potentiel fiscal ou financier par habitant de la commune au regard du potentiel fiscal ou financier communal moyen par habitant sur le ter-

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

« Art. L. 5217-21. —
Supprimé.

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Code général des impôts</p> <p><i>Art. 1609 nonies C.</i> —</p> <p>2° L'attribution de compensation est égale au produit de taxe professionnelle perçu par elle l'année précédant celle de l'institution du taux de taxe professionnelle communautaire diminué du coût net des charges transférées calculé dans les conditions définies au IV ; ce produit de taxe professionnelle est majoré du montant perçu la même année au titre de la part de la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7 du code général des collectivités territoriales correspondant au montant antérieurement versé en application du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998), de la compensation prévue au B de l'article 26 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002) ainsi que, sous réserve d'une délibération du conseil de l'établissement public de coopération intercommunale statuant à l'unanimité, de la compensation prévue à l'article 53 de la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003) et, le cas échéant, des compensations prévues au B de l'article 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville ou au B</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>I bis (nouveau). — Au premier alinéa du 2° du V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, après les mots : « du taux de taxe professionnelle communautaire », sont insérés les mots : « , augmenté, pour les communes faisant application du II de l'article L. 5217-14, d'une somme égale à celle perçue au titre de la dotation générale de fonctionnement prévue aux articles L. 2334-1 et suivants du code général des collectivités territoriales l'année précédant celle de la création de la dotation communale de la métropole, et ».</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>ritoire de la métropole.</p> <p>« Cette dotation de reversement constitue une dépense obligatoire de la métropole. Elle évolue chaque année selon un taux fixé par le conseil de la métropole à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. »</p> <p>I bis. — Supprimé.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>I bis. — Maintien de la suppression.</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>de l'article 3 de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 relative à la zone franche de Corse, versées antérieurement aux communes, mais hors compensation prévue au IV <i>bis</i> de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986). L'attribution de compensation est majorée d'une fraction de la contribution d'une commune définie à l'article L. 302-8 du code de la construction et de l'habitation, à condition que l'établissement public de coopération intercommunale ait, dans les conditions prévues à l'article L. 302-7 du même code, perçu le prélèvement visé à cet article et que cette fraction soit affectée à la réalisation d'opérations de logements locatifs sociaux. Cette fraction est égale à la part du potentiel fiscal de la taxe professionnelle dans le potentiel fiscal de la commune. Cette attribution est recalculée, dans les conditions prévues au IV, lors de chaque nouveau transfert de charges.</p> <p>.....</p>			
<p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 5211-30. — Cf. infra. art. 10.</i></p>	<p>II. — <i>(Supprimé)</i></p>	<p>II. — Maintien de la suppression.</p> <p>III <i>(nouveau)</i>. — Supprimé.</p> <p>IV <i>(nouveau)</i>. — Supprimé.</p> <p>Article 5 <i>bis</i> A <i>(nouveau)</i></p> <p>Au deuxième alinéa du 2° du I de l'article L. 5211-30 du code général des collectivités territoriales, le mot : « forfaitaire » est remplacé par les mots : « de</p>	<p>II. — Maintien de la suppression.</p> <p>III. — Maintien de la suppression.</p> <p>IV <i>(nouveau)</i>. — Maintien de la suppression.</p> <p>Article 5 <i>bis</i> A</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010</p>		<p>base ».</p> <p>Article 5 bis B (nouveau)</p> <p>L'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 est ainsi modifié :</p>	<p>Article 5 bis B</p> <p>Supprimé.</p>
<p><i>Art. 77.</i> —</p> <p>2.1.4. I. — À compter du 1^{er} janvier 2011, l'article 1609 <i>nonies</i> C du même code est ainsi modifié :</p> <p>1° Les I à III sont remplacés par des I, I <i>bis</i>, II et III ainsi rédigés :</p>		<p>1° Au deuxième alinéa du I du 2.1.4, après la référence : « I <i>bis</i>, », il est inséré la référence : « I <i>ter</i>, » ;</p> <p>2° Après le onzième alinéa du I du 2.1.4, sont insérés six alinéas ainsi rédigés :</p> <p>« I <i>ter</i>. — Les métropoles sont substituées aux communes membres pour l'application des dispositions relatives à la taxe foncière sur les propriétés bâties et pour la perception du produit de cette taxe.</p> <p>« Le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties est voté par le conseil de la métropole dans les limites fixées à l'article 1636 B <i>septies</i>.</p> <p>« La première année d'application du présent I <i>ter</i>, le taux de la taxe sur les propriétés bâties voté par le conseil de la métropole ne peut excéder le taux moyen de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes membres constaté l'année précédente, pondéré par l'importance relative des bases de ces communes.</p>	
<p>Code général des impôts</p> <p><i>Art. 1636 B septies.</i> — <i>Cf. annexe.</i></p>			

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

—

Texte élaboré par la com-
mission en vue de l'examen
en séance publique

—

~~« Par dérogation, lorsque l'établissement public de coopération intercommunale auquel, le cas échéant, se substitue la métropole percevait une fiscalité additionnelle l'année précédant celle de l'application de ces dispositions, le taux moyen pondéré mentionné à l'alinéa précédent est majoré du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçue l'année précédente par cet établissement public de coopération intercommunale.~~

~~« Le taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties applicable dans chaque commune membre est rapproché du taux de la métropole, jusqu'à application d'un taux unique, l'écart étant réduit chaque année par parts égales, dans des proportions dépendant du rapport observé, l'année précédant la première année d'application du présent I *ter*, entre le taux de la commune la moins taxée et celui de la commune la plus taxée.~~

~~« Lorsque ce rapport est supérieur à 90 % et inférieur à 100 %, le taux de la métropole s'applique dès la première année. Lorsque ce rapport est supérieur à 80 % et inférieur à 90 %, l'écart est réduit de moitié la première année et supprimé la seconde. La réduction s'opère par tiers lorsque le rapport est supérieur à 70 % et inférieur à 80 %, par quart lorsqu'il est supérieur à 60 % et inférieur à 70 %, par cinquième lorsqu'il est supérieur à 50 % et inférieur à 60 %, par sixième lorsqu'il est supérieur à 40 % et inférieur à 50 %, par septième lorsqu'il est supérieur à 30 % et inférieur à 40 %, par huitième lorsqu'il est supé-~~

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Art. 1609 bis. — Cf. annexe.</p>	<p>Article 5 ter (nouveau)</p> <p>À compter du 1^{er} janvier 2011, l'article 1609 bis du code général des impôts est abrogé.</p>	<p>rieur à 20 % et inférieur à 30 %, par neuvième lorsqu'il est supérieur à 10 % et inférieur à 20 %, et par dixième lorsqu'il est inférieur à 10 %.»</p> <p>Article 5 ter</p> <p>I. — (Sans modification).</p> <p>II (nouveau). — À compter du 1^{er} janvier 2011, le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p> <p>1° À l'antépénultième alinéa de l'article L. 2313-1, la référence : « 1609 bis, » est supprimée ;</p>	<p>Article 5 ter</p> <p>(Sans modification).</p>
<p>Code général des collectivités territoriales</p>			
<p>Art. L. 2313-1. — . . .</p>			
<p>Les communes et leurs groupements de 10 000 habitants et plus ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères conformément aux articles 1520, 1609 bis, 1609 quater, 1609 quinquies C, 1609 nonies A ter, 1609 nonies B et 1609 nonies D du code général des impôts et qui assurent au moins la collecte des déchets ménagers retracent dans un état spécial annexé aux documents budgétaires, d'une part, le produit perçu de la taxe précitée, et d'autre part, les dépenses, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.</p>			
<p>Art. L. 5215-20-1. — .</p>			
<p>Cet élargissement est acquis par délibérations</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>concordantes du conseil de communauté et d'au moins la moitié des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population totale de la communauté. Il emporte perception de la taxe professionnelle dans les conditions fixées au 1° du I de l'article 1609 <i>bis</i> du code général des impôts.</p>		<p>2° Après le mot : « emporte », la fin de la seconde phrase du second alinéa du III de l'article L. 5215-20-1 est ainsi rédigée : « application du régime fiscal prévu à l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts. »</p>	
<p><i>Art. L. 2333-2 à L. 2333-5, L. 5211-21 et L. 5722-6. — Cf. annexe.</i></p>		<p>III (<i>nouveau</i>). — Le 2.1.2 de l'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 est complété par des VII et VIII ainsi rédigés :</p>	
<p>Code général des impôts</p>		<p>« VII. — Les communautés urbaines et les communautés d'agglomération peuvent percevoir la taxe de balayage lorsqu'elles assurent le balayage de la superficie des voies livrées à la circulation publique, qui incombe aux propriétaires riverains.</p>	
<p><i>Art. 1609 ter A. — . . .</i></p>		<p>« VIII. — Les communautés d'agglomération peuvent percevoir la taxe de séjour, lorsqu'elle répond aux conditions fixées aux articles L. 5211-21 et L. 5722-6 du code général des collectivités territoriales, et la taxe sur les fournitures d'électricité dans les conditions prévues aux articles L. 2333-2 à L. 2333-5 du même code, en lieu et place des communes membres dont la population est inférieure ou égale à 2 000 habitants. Dans ce cas, celle-ci est recouvrée sans frais par le gestionnaire du réseau de distribution ou le fournisseur. Le taux de la taxe ne peut dépasser 8 % . »</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>.....</p> <p>Toutefois, en cas de délibération contraire prise dans les conditions prévues au premier alinéa, le conseil d'une communauté urbaine existant à la date de publication de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 précitée peut, à la majorité simple de ses membres, décider de percevoir la taxe professionnelle selon les dispositions de l'article 1609 <i>nonies</i> C. Cette décision doit être prise avant le 31 décembre pour être applicable au 1er janvier de l'année suivante ; elle ne peut être rapportée pendant la période d'unification des taux prévue au 1° du III de l'article 1609 <i>nonies</i> C.</p>		<p>IV (<i>nouveau</i>). — À la première phrase du second alinéa de l'article 1609 <i>ter</i> A du code général des impôts, les mots : « taxe professionnelle » sont remplacés par les mots : « cotisation foncière des entreprises ».</p>	
<p><i>Art. 1609 nonies A ter, 1609 nonies B, 1609 nonies D et 1639 B. — Cf. annexe.</i></p>		<p>V (<i>nouveau</i>). — Les articles 1609 <i>nonies</i> A <i>ter</i>, 1609 <i>nonies</i> B, 1609 <i>nonies</i> D et 1639 B du même code sont abrogés.</p>	
<p>Code général des collectivités territoriales</p>		<p>VI (<i>nouveau</i>). — À compter du 1^{er} janvier 2011, le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	
<p><i>Art. L. 2313-1. — . . .</i></p> <p>.....</p> <p>Les communes et leurs groupements de 10 000 habitants et plus ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères conformément aux articles 1520, 1609 <i>bis</i>, 1609 <i>quater</i>, 1609 <i>quinquies</i> C, 1609 <i>nonies</i> A <i>ter</i>, 1609 <i>nonies</i> B et 1609 <i>nonies</i> D du code général des impôts et qui assurent au moins la collecte des déchets ménagers retracent dans un état spécial annexé aux documents budgétaires, d'une part, le produit perçu de la taxe précitée, et d'autre part,</p>		<p>1° À l'antépénultième alinéa de l'article L. 2313-1, les références : « , 1609 <i>nonies</i> A <i>ter</i>, 1609 <i>nonies</i> B et 1609 <i>nonies</i> D » sont remplacées par la référence : « et 1379-0 <i>bis</i> » ;</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>les dépenses, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.</p> <p>.....</p>			
<p><i>Art. L. 2333-78.</i> — À compter du 1^{er} janvier 1993, les communes, les établissements publics de coopération intercommunale ainsi que les syndicats mixtes qui n'ont pas institué la redevance prévue à l'article L. 2333-76 créent une redevance spéciale afin d'assurer l'élimination des déchets visés à l'article L. 2224-14. Par exception aux dispositions précédentes, les syndicats mixtes qui ont institué la redevance prévue à l'article L. 2333-76 peuvent instituer la redevance prévue au présent article sur un périmètre strictement limité à celui de leurs communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre membres qui, en application respectivement du II de l'article 1520 et du <i>a</i> de l'article 1609 <i>nonies A ter</i> du code général des impôts, ont institué et perçoivent pour leur propre compte la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Cette redevance se substitue pour les déchets concernés à celle prévue à l'article L. 2333-77. Cette redevance est calculée en fonction de l'importance du service rendu et notamment de la quantité des déchets éliminés. Elle peut toutefois être fixée de manière forfaitaire pour l'élimination de petites quantités de déchets.</p> <p>.....</p>		<p>2° À l'article L. 2333-78, la référence : « <i>a</i> de l'article 1609 <i>nonies A ter</i> » est remplacée par la référence : « <i>a</i> du 2 du VI de l'article 1379-0 <i>bis</i> ».</p>	
		Article 5 <i>quater</i> (nouveau)	Article 5 <i>quater</i>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p style="text-align: center;">—</p> <p><i>Art. L. 1111-4.</i> — La répartition des compétences entre les collectivités territoriales et l'État s'effectue, dans la mesure du possible, en distinguant celles qui sont mises à la charge de l'État et celles qui sont dévolues aux communes, aux départements ou aux régions de telle sorte que chaque domaine de compétences ainsi que les ressources correspondantes soient affectés en totalité soit à l'État, soit aux communes, soit aux départements, soit aux régions.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 6</p> <p>I. — Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Par dérogation à l'article L. 5217-1 du code général des collectivités territoriales, il peut être créé, pendant une année à compter de la publication de la présente loi, une métropole comportant une enclave composée de plusieurs communes, à la condition que la totalité de ces communes soit regroupée dans un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.</p> <p style="text-align: center;">Article 6</p> <p>I. — <i>(Alinéa sans modification)</i></p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Par dérogation à l'article L. 5217-1 du code général des collectivités territoriales, il peut être créé, pendant une année à compter de la publication de la présente loi, une métropole comportant une enclave <u>ou une discontinuité territoriale</u> composée de plusieurs communes, à la condition que la totalité de ces communes soit regroupée dans un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.</p> <p style="text-align: center;">Article 6</p> <p>I. — <i>(Alinéa sans modification)</i></p>
<p>Afin d'étudier et débattre de tous sujets concernant l'exercice de compétences pour lesquelles une concertation est prévue par la loi et de tous domaines nécessitant une harmonisation entre les deux niveaux de collectivités, il est créé une instance de concertation entre la région et les départements dénommée "conférence des exécutifs". Cette instance est composée du président du conseil régional, des présidents des conseils généraux, des présidents des communautés urbaines et des présidents des communautés</p>	<p>1° À la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article L. 1111-4, après les mots : « des conseils généraux », sont insérés les mots : « , des présidents des conseils de métropoles » et après les mots : « des communautés d'agglomération », sont insérés les mots : « et d'un repré-</p>	<p>1° Après les mots : « des conseils généraux », la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article L. 1111-4 est ainsi rédigée : « , des présidents des conseils de métropoles, des présidents des communautés urbaines,</p>	<p>1° <i>(Alinéa sans modification)</i>.</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>d'agglomération situées sur le territoire régional. Elle se réunit à l'initiative du président du conseil régional au moins une fois par an.</p> <p>Les communes, les départements et les régions financent par priorité les projets relevant des domaines de compétences qui leur ont été dévolus par la loi. Les décisions prises par les collectivités locales d'accorder ou de refuser une aide financière à une autre collectivité locale ne peuvent avoir pour effet l'établissement ou l'exercice d'une tutelle, sous quelque forme que ce soit, sur celle-ci. Ces dispositions s'appliquent aux décisions prises après le 1^{er} avril 1991.</p> <p><i>Art. L. 1211-2. — Le comité des finances locales comprend :</i></p> <p>.....</p> <p>— sept présidents d'établissements publics de coopération intercommunale élus par le collège des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale à raison d'un pour les communautés urbaines, d'un pour les communautés de communes ayant opté pour le régime fiscal de l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts, de deux pour les communautés de communes n'ayant pas opté pour les dispositions du même article, d'un pour les communautés d'agglomération, d'un pour les syndicats et d'un pour les organismes institués en vue de la création d'une agglomération nouvelle ;</p> <p>.....</p>	<p>sentant des communautés de communes par département » ;</p> <p>2° Au sixième alinéa de l'article L. 1211-2, après les mots : « communautés urbaines », sont insérés les mots : « et les métropoles » ;</p>	<p>des présidents des communautés d'agglomération et d'un représentant par département des communautés de communes situées sur le territoire régional. » ;</p> <p>2° Supprimé.</p>	<p>2° Maintien de la suppression.</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Art. L. 2333-67.</i> — Le taux de versement est fixé ou modifié par délibération du conseil municipal ou de l'organisme compétent de l'établissement public dans la limite de :</p> <p>.....</p>	<p>3° Le sixième alinéa de l'article L. 2333-67 est ainsi rédigé :</p>	<p>3° (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>3° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Toutefois, les communautés de communes et communautés d'agglomération ont la faculté de majorer de 0,05 % les taux maxima mentionnés aux alinéas précédents.</p>	<p>« Cette faculté est également ouverte aux communautés urbaines, aux métropoles et aux autorités organisatrices de transports urbains auxquelles ont adhéré une communauté urbaine, une communauté d'agglomération ou une communauté de communes. » ;</p>		
<p>Cette faculté est également ouverte aux communautés urbaines et aux autorités organisatrices de transports urbains auxquelles ont adhéré une communauté urbaine, une communauté d'agglomération ou une communauté de communes.</p> <p>.....</p>	<p>4° (<i>Supprimé</i>)</p>	<p>4° Après le treizième alinéa de l'article L. 2334-4, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :</p>	<p>4° Supprimé.</p>
<p><i>Art. L. 2334-4.</i> —</p>			
<p>Le potentiel fiscal mentionné aux huitième et neuvième alinéas est majoré de la part de la dotation de compensation prévue au premier alinéa de l'article L. 5211-28-1 perçue par l'établissement public de coopération intercommunale l'année précédente, correspondant aux montants antérieurement perçus au titre du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998), avant prélèvement effectué en application du 1 du III de l'article 29 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575) du 30 décembre 2002). Cette part est répartie entre les communes membres de l'établissement</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>public de coopération intercommunale au prorata des diminutions de base de taxe professionnelle, dans chacune de ces communes, ayant servi au calcul de la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 précitée. Le montant ainsi obtenu est minoré du prélèvement subi par l'établissement public de coopération intercommunale en application du 1 du III de l'article 29 de la loi de finances pour 2003 précitée, réparti entre les communes au prorata de leur population.</p>		<p>« L'année suivant la création d'une métropole, pour la détermination du potentiel fiscal de chaque commune membre de cette métropole, il est procédé, en ce qui concerne les bases de la taxe foncière sur les propriétés bâties, à la ventilation entre les communes de la métropole des bases de cette taxe, selon les modalités suivantes :</p> <p>« 1° Les bases de la taxe foncière sur les propriétés bâties constatées dans chaque commune membre d'une métropole l'année précédant son intégration à la métropole sont prises en compte dans son potentiel fiscal ;</p> <p>« 2° Il est ajouté à ces bases une quote-part, déterminée au prorata de la population de la commune, de l'augmentation ou de la diminution totale des bases de cet impôt de l'ensemble des communes membres de la métropole. Cette disposition ne s'applique pas la première année d'intégration de la commune à la métropole. » ;</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Pour les établissements publics de coopération intercommunale issus de la transformation d'un syndicat ou d'une communauté d'agglomération nouvelle, le potentiel financier des communes qui étaient membres du syndicat ou de la communauté et qui font partie du nouvel établissement public de coopération intercommunale est calculé à compter de 2006 conformément aux premier à treizième alinéas. Pour le calcul du potentiel fiscal de ces communes, la part de la dotation de compensation répartie entre les communes membres en application du treizième alinéa est prise en compte à hauteur d'un seuil de 20 % en 2006. Ce seuil augmente de 20 points par an pour atteindre 100 % en 2010.</p> <p>.....</p>			
<p><i>Art. L. 5211-5. — Cf. supra art. 5 A.</i></p>	<p>5° Le II de l'article L. 5211-5 est ainsi modifié :</p>	<p>5° (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p>5° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5217-2. — Cf. supra art. 5.</i></p>	<p>a) Au début de la première phrase, sont ajoutés les mots : « Sans préjudice des dispositions de l'article L. 5217-2, » ;</p> <p>b) Au 2°, les mots : « ou d'une communauté urbaine » sont remplacés par les mots : « , d'une communauté urbaine ou d'une métropole » ;</p>	<p>a) Au début de la première phrase du premier alinéa, sont insérés les mots : « Sans préjudice des dispositions de l'article L. 5217-2, » ;</p> <p>b) Supprimé.</p>	
<p><i>Art. L. 5211-12. —</i> Les indemnités maximales votées par le conseil ou comité d'un syndicat de communes, d'une communauté de communes, d'une communauté urbaine, d'une communauté d'agglomération et d'une communauté ou d'un syndicat d'agglomération</p>	<p>6° Au premier alinéa de l'article L. 5211-12, après les mots : « d'une communauté d'agglomération », sont insérés les mots : « , d'une métropole » ;</p>	<p>6° (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>6° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>nouvelle pour l'exercice effectif des fonctions de président et de vice-président sont déterminées par un décret en Conseil d'État par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.</p> <p>.....</p>			
<p><i>Art. L. 5211-19. —</i></p> <p>Une commune peut se retirer de l'établissement public de coopération intercommunale, sauf s'il s'agit d'une communauté urbaine, dans les conditions prévues à l'article L. 5211-25-1, avec le consentement de l'organe délibérant de l'établissement. À défaut d'accord entre l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et le conseil municipal concerné sur la répartition des biens ou du produit de leur réalisation et du solde de l'encours de la dette visés au 2° de l'article L. 5211-25-1, cette répartition est fixée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés.</p> <p>.....</p>	<p>7° Au premier alinéa de l'article L. 5211-19, après les mots : « communauté urbaine », sont insérés les mots : « ou d'une métropole » ;</p>	<p>7° (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>7° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5211-28. —</i></p> <p>Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre reçoivent, à compter de l'année où ils perçoivent pour la première fois le produit de leur fiscalité, une attribution au titre de la dotation d'intercommunalité calculée selon les modalités définies aux articles L. 5211-30 à L. 5211-35-1.</p>			
<p>Pour les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les</p>	<p>8° Au second alinéa de l'article L. 5211-28, après</p>	<p>8° (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>8° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>communautés urbaines et les syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle, les ressources de la dotation d'intercommunalité sont prélevées sur la dotation d'aménagement prévue à l'article L. 2334-13.</p> <p><i>Art. L. 5211-41. —</i> Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre exerce déjà, au lieu et place des communes qui le composent, les compétences fixées par le présent code pour une autre catégorie d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, cet établissement peut se transformer, sous réserve qu'il remplisse les conditions de création, en établissement public de cette catégorie par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux des communes membres se prononçant dans les conditions requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification au maire de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale pour se prononcer sur la transformation proposée. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. La transformation est alors prononcée par arrêté du représentant de l'État dans le département lorsque les communes appartiennent au même département et par arrêté conjoint des représentants de l'État dans les départements concernés dans le cas</p>	<p>les mots : « les communautés urbaines », sont insérés les mots : « , les métropoles » ;</p> <p>9° L'article L. 5211-41 est ainsi modifié :</p> <p><i>a)</i> Au début de la dernière phrase du premier alinéa, sont ajoutés les mots : « Sans préjudice des dispositions de l'article L. 5217-2, » ;</p>	<p>tion).</p> <p>9° (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p><i>a)</i> Au début de la dernière phrase du premier alinéa, sont insérés les mots : « Sans préjudice des dispositions de l'article L. 5217-2, » ;</p>	<p>tion).</p> <p>9° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>contraire.</p> <p>L'ensemble des biens, droits et obligations de l'établissement public de coopération intercommunale transformé sont transférés au nouvel établissement public qui est substitué de plein droit à l'ancien établissement dans toutes les délibérations et tous les actes de ce dernier à la date de l'arrêté de transformation. L'ensemble des personnels de l'établissement transformé est réputé relever du nouvel établissement dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.</p> <p>Sans préjudice des dispositions des articles L. 2121-33 et L. 2122-10, les délégués des communes à l'organe délibérant de l'ancien établissement conservent leur mandat, pour la durée de celui-ci restant à courir, à l'organe délibérant du nouvel établissement.</p>	<p>b) À la fin de la première phrase du deuxième alinéa, les mots : « l'arrêté de transformation » sont remplacés par les mots : « l'acte duquel la transformation est issue » ;</p>	<p>b) (Sans modification).</p>	
<p>Art. L. 5211-41-1. — Cf. supra art. 3.</p>	<p>10° L'article L. 5211-41-1 est ainsi modifié :</p> <p>a) Au premier alinéa, les mots : « ou au développement d'une communauté urbaine et à son évolution en métropole régionale » sont remplacés par les mots : « , au développement d'une communauté urbaine et à son évolution en pôle régional ou au développement d'une métropole et à son évolution en pôle européen » ;</p> <p>b) Au début de la première phrase du troisième alinéa, sont ajoutés les mots : « Sans préjudice des dispositions de l'article L. 5217-2, » ;</p>	<p>10° (Alinéa sans modification).</p> <p>a) (Sans modification).</p> <p>b) Au début de la première phrase du troisième alinéa, sont insérés les mots : « Sans préjudice des dispositions de l'article L. 5217-2, » ;</p>	<p>10° (Sans modification).</p>
<p>Art. L. 5217-2. — Cf. supra art. 5.</p> <p>Art. L. 5211-56. —</p>	<p>11° À la première phrase du premier alinéa de</p>	<p>11° (Sans modifica-</p>	<p>11° (Sans modifica-</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Sans préjudice des dispositions propres aux communautés urbaines et aux communautés d'agglomération, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale assure une prestation de services pour le compte d'une collectivité, d'un autre établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte, les dépenses afférentes sont retracées dans un budget annexe au budget visé aux articles L. 5212-18 à L. 5212-21, L. 5214-23, ou L. 5216-8 selon le cas. Les recettes du budget annexe comprennent le produit des redevances ou taxes correspondant au service assuré et les contributions de la collectivité ou de l'établissement au bénéfice duquel la prestation est assurée.</p> <p>.....</p>	<p>l'article L. 5211-56, après les mots : « dispositions propres », sont insérés les mots : « aux métropoles, » ;</p>	<p>tion).</p>	<p>tion).</p>
<p><i>Art. L. 5813-1. —</i> Lorsqu'une communauté urbaine exerce sa compétence sur une voie, elle perçoit les droits, prévus par l'article 4 de la loi locale du 21 mai 1879, sur les propriétaires riverains de cette voie.</p>	<p>12° À l'article L. 5813-1, après les mots : « communauté urbaine », sont insérés les mots : « ou une métropole » ;</p>	<p>12° (Sans modification).</p>	<p>12° (Sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 5813-2. —</i> Pour l'application de l'article L. 5211-1 au conseil de la communauté urbaine, les références qui sont faites au chapitre I^{er} du titre II du livre I^{er} de la deuxième partie s'entendent comme visant les dispositions du titre IV du livre V de la deuxième partie et les autres lois locales maintenues en vigueur</p>	<p>13° À l'article L. 5813-2, après les mots : « communauté urbaine », sont insérés les mots : « ou de la métropole » ;</p>	<p>13° (Sans modification).</p>	<p>13° (Sans modification).</p>
<p>Chapitre III Communauté urbaine</p>	<p>14° (nouveau) L'intitulé du chapitre III du titre I^{er} du livre VIII de la cinquième partie est ainsi rédigé : « Communauté urbaine</p>	<p>14° (Sans modification).</p>	<p>14° (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p>
<p>Code de la construction et de l'habitation</p>	<p>et métropole ».</p>	<p>II. — <i>(Sans modification)</i>.</p>	<p>II. — <i>(Sans modification)</i>.</p>
<p><i>Art. L. 301-3. —</i></p>	<p>II. — Le code de la construction et de l'habitation est ainsi modifié :</p>		
<p>Le représentant de l'État dans la région, après avis du comité régional de l'habitat ou, dans les régions d'outre-mer, du conseil départemental de l'habitat, répartit le montant des crédits publics qui lui sont notifiés entre les communautés urbaines, les communautés d'agglomération, les syndicats d'agglomération nouvelle et les communautés de communes et, pour le reste du territoire, entre les départements. La participation à cette répartition est subordonnée à la conclusion d'une convention avec l'État définie aux articles L. 301-5-1 ou L. 301-5-2.</p>	<p>1° Au troisième alinéa de l'article L. 301-3, les mots : « les communautés urbaines, les communautés d'agglomération, les syndicats d'agglomération nouvelle et les communautés de communes » sont remplacés par les mots : « les différents établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre » ;</p>		
<p><i>Art. L. 302-1. —</i></p>			
<p>Un programme local de l'habitat est élaboré dans les communautés de communes compétentes en matière d'habitat de plus de 30 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants, dans les communautés d'agglomération et dans les communautés urbaines.</p>	<p>2° À l'avant-dernier alinéa de l'article L. 302-1, après les mots : « communautés d'agglomération », sont insérés les mots : « , dans les métropoles » ;</p>		
<p><i>Art. L. 302-5. — Les dispositions de la présente section s'appliquent aux communes dont la population est au moins égale à 1 500 habitants en Ile-de-France et</i></p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>3 500 habitants dans les autres régions qui sont comprises, au sens du recensement général de la population, dans une agglomération de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants, et dans lesquelles le nombre total de logements locatifs sociaux représente, au 1^{er} janvier de l'année précédente, moins de 20 % des résidences principales. En sont exemptées les communes comprises dans une agglomération dont le nombre d'habitants a décliné entre les deux derniers recensements de la population et qui appartiennent à une communauté urbaine, une communauté d'agglomération ou une communauté de communes compétentes en matière de programme local de l'habitat, dès lors que celui-ci a été adopté.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 302-7. —</i></p> <p>.....</p> <p>Lorsque la commune appartient à une communauté urbaine, à une communauté d'agglomération, une communauté d'agglomération nouvelle, une communauté de communes ou à un syndicat d'agglomération nouvelle compétents pour effectuer des réserves foncières en vue de la réalisation de logements sociaux et lorsque cet établissement public est doté d'un programme local de l'habitat, la somme correspondante est versée à l'établissement public de coopération intercommunale ; en sont déduites les dépenses définies au sixième alinéa et effectivement exposées par la commune pour la réalisation de logements sociaux. Elle est</p>	<p>3° À la seconde phrase du premier alinéa de l'article L. 302-5, après les mots : « communauté urbaine, », sont insérés les mots : « une métropole, » ;</p>		
	<p>4° À la première phrase du septième alinéa de l'article L. 302-7, les mots : « une communauté urbaine, à une communauté d'agglomération, une communauté d'agglomération nouvelle, une communauté de communes ou à un syndicat d'agglomération nouvelle compétents » et à la première phrase du deuxième alinéa de l'article L. 302-8, les mots : « une communauté urbaine, une communauté d'agglomération, une communauté d'agglomération nouvelle, une communauté de communes ou à un syndicat d'agglomération nouvelle compétents » sont remplacés par les mots : « un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité</p>		

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>utilisée pour financer des acquisitions foncières et immobilières en vue de la réalisation de logements locatifs sociaux et, notamment dans les quartiers inscrits en contrat de ville ou dans des zones urbaines sensibles, des opérations de renouvellement et de requalification urbains.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 302-8. —</i> Le conseil municipal définit un objectif de réalisation de logements locatifs sociaux qui ne peut être inférieur au nombre de logements locatifs sociaux nécessaires pour atteindre 20 % du total des résidences principales.</p> <p>Toutefois, lorsqu'une commune appartient à une communauté urbaine, une communauté d'agglomération, une communauté d'agglomération nouvelle, une communauté de communes ou à un syndicat d'agglomération nouvelle compétents en matière de programme local de l'habitat, celui-ci fixe, de façon à favoriser la mixité sociale en assurant entre les communes une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements, l'objectif de réalisation de logements locatifs sociaux sur le territoire de la commune de manière à accroître la part de ces logements par rapport au nombre de résidences principales. L'objectif de réalisation de logements locatifs sociaux pour l'ensemble des communes de la communauté ne peut être inférieur au nombre total de logements locatifs sociaux dont la réalisation serait nécessaire, dans les communes soumises au prélèvement prévu par le premier</p>	<p>propre compétent » ;</p>		

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>alinéa de l'article L. 302-7, pour atteindre 20 % du total des résidences principales de ces communes, chacune de ces dernières devant se rapprocher de l'objectif de 20 %. Les communes non soumises à ce prélèvement ne peuvent se voir imposer la construction de logements sociaux supplémentaires sans leur accord.</p>			
<p>.....</p> <p><i>Art. L. 422-2-1. —</i></p> <p>I. — Le capital des sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré est réparti entre quatre catégories d'actionnaires :</p>			
<p>.....</p> <p>2° Lorsqu'ils n'ont pas la qualité d'actionnaire de référence, les communautés de communes de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants, les communautés urbaines, les communautés d'agglomération, les syndicats d'agglomération nouvelle, les départements et les régions sur le territoire desquels la société anonyme d'habitations à loyer modéré possède des logements ;</p>	<p>5° Au 2° du I de l'article L. 422-2-1, après les mots : « communautés urbaines », sont insérés les mots : « , les métropoles ».</p>		
<p>.....</p> <p>Code des ports maritimes</p> <p><i>Art. L. 601-1. —</i></p> <p>.....</p> <p>III. — Les communes ou, le cas échéant, les communautés de communes, les communautés urbaines ou les communautés d'agglomération, sont compétentes pour créer, aménager et exploiter les ports maritimes</p>	<p>III. — À la première phrase du premier alinéa et au deuxième alinéa du III de l'article L. 601-1 du code des ports maritimes, après les mots : « communautés urbaines », sont respectivement insérés les mots : « , les métropoles » et « , aux métropoles ».</p>	<p>III. — <i>(Sans modification).</i></p>	<p>III. — <i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur —	Texte adopté par le Sénat —	Texte adopté par l'Assemblée nationale —	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique —
<p>dont l'activité principale est la plaisance. Elles sont également compétentes pour aménager et exploiter les ports de commerce et de pêche qui leur ont été transférés en application de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 précitée.</p> <p>Toutefois, les compétences exercées à la date de promulgation de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 précitée par d'autres collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales sur les ports maritimes dont l'activité principale est la plaisance ne peuvent être transférées aux communes ou, le cas échéant, aux communautés de communes, aux communautés urbaines ou aux communautés d'agglomération sans l'accord exprès de ces autres collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales.</p> <p>.....</p>			
<p>Code du tourisme</p> <p><i>Art. L. 134-1.</i> — La communauté urbaine et la communauté d'agglomération exercent de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière de développement économique, notamment création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité touristique qui sont d'intérêt communautaire au sens du 2° du I de l'article L. 5215-20-1 du code général des collectivités territoriales et du 1° du I de l'article L. 5216-5 du même code.</p>	<p>IV. — À l'article L. 134-1 du code du tourisme, après les mots : « communauté urbaine », sont insérés les mots : « , la métropole ».</p>	<p>IV. — <i>(Sans modification).</i></p>	<p>IV. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p>Code de l'urbanisme</p>	<p>V. — Le code de l'urbanisme est ainsi modi-</p>	<p>V. — <i>(Sans modification).</i></p>	<p>V. — <i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L. 122-5. —</i></p>	fié :		
<p>Toutefois, par dérogation aux dispositions des articles L. 5214-21, L. 5215-22 et L. 5216-7 du code général des collectivités territoriales, lorsque le périmètre d'une communauté urbaine, d'une communauté d'agglomération ou d'une communauté de communes compétente en matière de schéma de cohérence territoriale est entièrement compris dans celui d'un schéma de cohérence territoriale, la communauté est substituée de plein droit à ses communes membres ou à l'établissement public de coopération intercommunale dont elle est issue dans l'établissement public prévu à l'article L. 122-4. Ni les attributions de l'établissement public ni le périmètre dans lequel il exerce ses compétences ne sont modifiés.</p>	1° À la première phrase des troisième et quatrième alinéas de l'article L. 122-5, après les mots : « d'une communauté urbaine », sont insérés les mots : « , d'une métropole » ;		
<p>Lorsque le périmètre d'une communauté urbaine, d'une communauté d'agglomération ou d'une communauté de communes compétente en matière de schéma de cohérence territoriale n'est pas entièrement compris dans celui d'un schéma de cohérence territoriale, la communauté devient, au terme d'un délai de six mois, membre de plein droit de l'établissement public prévu à l'article L. 122-4 et le périmètre du schéma est étendu en conséquence, sauf lorsque l'organe délibérant de la communauté s'est prononcé, dans ce délai, contre son appartenance à cet établissement public ou si, dans ce même délai, l'établissement public chargé de l'élaboration</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>du schéma s'oppose à l'extension. Dans l'un ou l'autre de ces cas, la délibération de la communauté ou l'opposition de l'établissement public emporte réduction du périmètre du schéma de cohérence territoriale.</p> <p>.....</p>			
<p><i>Art. L. 122-12. —</i></p> <p>Lorsqu'une commune ou un établissement public de coopération intercommunale qui a fait usage de la procédure prévue à l'article L. 122-9 n'a pas obtenu les modifications demandées malgré un avis favorable du préfet, le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale peut, dans un délai de deux mois suivant la notification qui lui est faite de la délibération approuvant le schéma, décider de se retirer.</p> <p>.....</p>			
<p>Les dispositions des alinéas précédents ne sont pas applicables lorsque l'établissement public prévu à l'article L. 122-4 est une communauté urbaine, une communauté d'agglomérations ou une communauté de communes.</p>	<p>2° Au dernier alinéa de l'article L. 122-12, après les mots : « une communauté urbaine », sont insérés les mots : « , une métropole » ;</p>		
<p>Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée</p>	<p>3° (<i>Supprimé</i>)</p>		
<p><i>Art. 32. —</i></p>	<p>VI. — Au deuxième alinéa de l'article 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, après les mots : « communauté d'agglomération », sont insérés les mots : « , d'une mé-</p>	<p>VI. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>VI. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Il peut être également décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une communauté de communes, d'une communauté d'agglomération ou d'une communauté urbaine et des communes adhérentes à</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>cette communauté, de créer un comité technique paritaire compétent pour tous les agents desdites collectivités lorsque l'effectif global concerné est au moins égal à cinquante agents.</p> <p>.....</p>	<p>tropole ».</p>		
<p>Loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine</p> <p><i>Art. 11.</i> —</p> <p>.....</p> <p>En complément des conventions prévues par les articles L. 301-5-1 et L. 301-5-2 du code de la construction et de l'habitation, les communautés urbaines, les communautés d'agglomération, les syndicats d'agglomération nouvelle, les communautés de communes et, pour le reste du territoire, les départements peuvent conclure une convention avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine par laquelle celle-ci leur délègue la gestion des concours financiers qu'elle affecte au titre des conventions visées au deuxième alinéa de l'article 10. Cette délégation de gestion des concours financiers peut être subdéléguée à des organismes publics ayant vocation à conduire des projets de rénovation urbaine et dotés d'un comptable public, dans des conditions définies par décret.</p> <p>.....</p>	<p>VII. — Au troisième alinéa de l'article 11 de la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, après les mots : « communautés urbaines », sont insérés les mots : « , les métropoles ».</p>	<p>VII. — <i>(Sans modification).</i></p>	<p>VII. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p>Loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010</p> <p><i>Art. 77.</i> — 2.1.2. Après l'article 1379 du même</p>		<p>VIII <i>(nouveau)</i>. — Le 2.1.2 de l'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 est ainsi modi-</p>	<p>VIII. — <i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>code, il est inséré, à compter du 1^{er} janvier 2011, un article 1379-0 <i>bis</i> ainsi rédigé :</p> <p>.....</p> <p>« 1° Les communautés urbaines, à l'exception de celles mentionnées au 1° du II du présent article ;</p> <p>« 2° Les communautés d'agglomération ;</p> <p>.....</p> <p>« VI. — 1. Sont substitués aux communes pour l'application des dispositions relatives à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères :</p> <p>« 1° Les communautés urbaines ;</p> <p>« 2° Les communautés de communes, les communautés d'agglomération ainsi que les communautés ou les syndicats d'agglomération nouvelle bénéficiant du transfert de la compétence prévue à l'article L. 2224-13 du code général des collectivités territoriales et assurant au moins la collecte des déchets des ménages.</p> <p>.....</p>		<p>fié :</p> <p>1° Après le troisième alinéa, il est inséré un 1° <i>bis</i> ainsi rédigé :</p> <p>« 1° <i>bis</i> Les métropoles ; » ;</p> <p>2° Après le vingt-troisième alinéa, il est inséré un 1° <i>bis</i> ainsi rédigé :</p> <p>« 1° <i>bis</i> Les métropoles ; ».</p>	
<p><i>Art. L. 5216-1.</i> — La communauté d'agglomération est un établissement public de coopération intercommunale regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul</p>	<p>Article 6 <i>ter</i> (nouveau)</p> <p>Après la deuxième phrase de l'article L. 5216-1 du code général des collectivités territoriales, sont insérées deux phrases ainsi rédigées :</p>	<p>Article 6 <i>ter</i></p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>Article 6 <i>ter</i></p> <p>(Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants. Le seuil démographique de 15 000 habitants ne s'applique pas lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département ou la commune la plus importante du département. Le périmètre d'une communauté d'agglomération ne peut comprendre une commune qui est déjà membre d'un autre établissement public de coopération intercommunale percevant la taxe professionnelle selon les dispositions de l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts au 1^{er} janvier 1999, si le conseil municipal de la commune intéressée a émis une délibération défavorable à l'arrêté dressant la liste des communes ou si plus du quart des conseils municipaux des communes membres de l'établissement existant s'opposent au retrait de ladite commune. Ces communes s'associent au sein d'un espace de solidarité, en vue d'élaborer et conduire ensemble un projet commun de développement urbain et d'aménagement de leur territoire.</p> <p><i>Art. L. 2334-2. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« Le seuil démographique de 50 000 habitants est réduit à 30 000 habitants lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département. Le seuil démographique peut également être apprécié en population "dotation globale de fonctionnement" si, cumulativement, la population "dotation globale de fonctionnement" l'excède d'au moins 20 % et si la population "dotation globale de fonctionnement" majeure de plus de 50 % la population totale (données INSEE). »</p>	<p>« Le seuil démographique de 50 000 habitants est réduit à 30 000 habitants lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département. Le seuil démographique de 50 000 habitants peut également être apprécié en prenant en compte la population telle que définie à l'article L. 2334-2, à la double condition que cette dernière excède ce seuil d'au moins 20 % et qu'elle excède la population totale de plus de 50 %. »</p>	
	<p>CHAPITRE II</p> <p>PÔLES MÉTROPOLITAINS</p> <p>Article 7</p> <p>Le livre VII de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales est complété par un titre III</p>	<p>CHAPITRE II</p> <p>PÔLES MÉTROPOLITAINS</p> <p>Article 7</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p>CHAPITRE II</p> <p>PÔLES MÉTROPOLITAINS</p> <p>Article 7</p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs</p> <p><i>Art. 30-1. — Cf. annexe.</i></p>	<p>ainsi rédigé :</p> <p>« Titre III</p> <p>« Pôle métropolitain</p> <p>« Chapitre unique</p> <p>« <i>Art. L. 5731-1. —</i></p> <p>Le pôle métropolitain est un établissement public constitué par accord entre des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, en vue d'actions d'intérêt métropolitain en matière de développement économique, de promotion de l'innovation, de la recherche et de l'université, de la culture, d'aménagement de l'espace à travers la coordination des schémas de cohérence territoriale dont le périmètre est identique à celui des établissements publics de coopération intercommunale qui le composent, et de développement des infrastructures et des services de transport au sens de l'article 30-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, afin de promouvoir un modèle de développement du pôle métropolitain durable et d'améliorer la compétitivité et l'attractivité de son territoire.</p> <p>« Les organes délibérants de chaque établissement public de coopération intercommunale se prononcent, par délibérations concordantes, sur l'intérêt métropolitain des compétences transférées au pôle métropolitain.</p> <p>« Sa création fait l'objet d'une consultation préalable avec les régions et les départements concernés.</p>	<p>—</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« <i>Art. L. 5731-1. —</i></p> <p>Le pôle métropolitain est un établissement public constitué par accord entre des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, en vue d'actions d'intérêt métropolitain en matière de développement économique, de promotion de l'innovation, de la recherche, de l'université et de la culture, d'aménagement de l'espace par la coordination des schémas de cohérence territoriale dont le périmètre est identique à celui des établissements publics de coopération intercommunale qui composent le pôle, et de développement des infrastructures et des services de transport au sens de l'article 30-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, afin de promouvoir un modèle de développement durable du pôle métropolitain et d'améliorer la compétitivité et l'attractivité de son territoire.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>Alinéa supprimé.</p>	<p>—</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	<p>« Art. L. 5731-2. — Le pôle métropolitain regroupe des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre formant un ensemble de plus de 300 000 habitants. L'un d'entre eux compte plus de 150 000 habitants.</p>	<p>« Art. L. 5731-2. — (Alinéa sans modification).</p>	—
Code général des collectivités territoriales	<p>« Sa création peut être décidée par arrêté du représentant de l'État dans le département siège de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre le plus important.</p>	<p>« Par dérogation au précédent alinéa, le pôle métropolitain peut regrouper, sur un territoire d'un seul tenant et sans enclave, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre formant un ensemble de plus de 300 000 habitants et comprenant au moins un établissement public de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants limitrophe d'un État étranger.</p>	
<i>Art. L. 5711-1. — Cf. annexe.</i>	<p>« Art. L. 5731-3. — Le pôle métropolitain est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes prévus à l'article L. 5711-1, sous réserve des dispositions du présent titre.</p>	<p>« Sa création fait l'objet d'une information préalable des assemblées délibérantes des régions et des départements concernés.</p>	
	<p>« Par dérogation aux règles visées à l'alinéa précédent, les modalités de répartition des sièges entre les établissements publics de coopération intercommunale membres du pôle métropoli-</p>	<p>« Cette création peut être décidée par arrêté du représentant de l'État dans le département siège de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la population est la plus importante.</p>	
		<p>« Art. L. 5731-3. — (Alinéa sans modification).</p>	
		<p>« Par dérogation aux règles visées à l'alinéa précédent, les modalités de répartition des sièges entre les établissements publics de coopération intercommunale membres du pôle métropoli-</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	—	—	—
	<p>tain au sein de l'assemblée délibérante du pôle métropolitain tiennent compte du poids démographique de chacun des membres du pôle. Ces modalités sont fixées par les statuts du pôle métropolitain. »</p>	<p>tain au sein de l'assemblée délibérante du pôle métropolitain tiennent compte du poids démographique de chacun des membres du pôle. Chaque établissement public de coopération intercommunale dispose d'au moins un siège et aucun établissement public de coopération intercommunale ne peut disposer de plus de la moitié des sièges. Ces modalités sont fixées par les statuts du pôle métropolitain.</p>	
		<p>« Par dérogation à l'article L. 5711-4, le pôle métropolitain peut adhérer aux groupements définis aux articles L. 1115-4-1 et L. 1115-4-2. L'adhésion du pôle métropolitain est sans incidence sur les règles qui régissent ces syndicats mixtes. »</p>	
	CHAPITRE III	CHAPITRE III	CHAPITRE III
	COMMUNES NOUVELLES	COMMUNES NOUVELLES	COMMUNES NOUVELLES
	Article 8	Article 8	Article 8
	<p>Le chapitre III du titre I^{er} du livre I^{er} de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p><i>(Sans modification).</i></p>
Chapitre III	« Chapitre III	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	
Fusion de communes	« Création d'une commune nouvelle	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	
	<p>« Art. L. 2113-1. — La commune nouvelle est soumise aux règles applicables aux communes, sous réserve des dispositions du présent chapitre et des autres dispositions législatives qui lui sont propres.</p>	<p>« Art. L. 2113-1. — <i>(Sans modification).</i></p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
Section 1	« Section 1	<i>(Alinéa sans modification).</i>	
Dispositions communes	« Procédure de création	<i>(Alinéa sans modification).</i>	
<i>Art. L. 2113-1. — Les conseils municipaux des communes désirant fusionner peuvent décider de procéder soit à une fusion simple, soit à une fusion comportant la création d'une ou plusieurs communes associées.</i>	« <i>Art. L. 2113-2. — Une commune nouvelle peut être créée en lieu et place de communes contiguës :</i>	« <i>Art. L. 2113-2. — (Alinéa sans modification).</i>	
Seules les communes limitrophes peuvent fusionner.	« 1° Soit à la demande de tous les conseils municipaux ;	« 1° <i>(Sans modification).</i>	
	« 2° Soit à la demande des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres du même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, représentant plus des deux tiers de la population totale de celles-ci ;	« 2° Supprimé.	
	« 3° Soit à la demande de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, en vue de la création d'une commune nouvelle en lieu et place de toutes ses communes membres ;	« 3° <i>(Sans modification).</i>	
	« 4° Soit à l'initiative du représentant de l'État dans le département.	« 4° <i>(Sans modification).</i>	
	« Dans le cas mentionné au 3°, la création est subordonnée à l'accord des conseils municipaux des communes concernées dans les conditions de majorité mentionnées au 2°. À compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune membre dispose	« Dans les cas visés aux 3° et 4°, la création est subordonnée à l'accord de l'ensemble des conseils municipaux des communes concernées. À compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public ou de l'arrêté de périmètre au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Art. L. 2113-2.</i> — Les personnes inscrites sur les listes électorales municipales sont consultées sur l'opportunité de la fusion de communes.</p>	<p>d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.</p>	<p>pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.</p>	
	<p>« Dans le cas visé au 4°, la création est subordonnée à l'accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées, représentant plus des deux tiers de la population totale de celles-ci. À compter de la notification de l'arrêté de périmètre, chaque conseil municipal dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	
<p>Les dépenses résultant de la consultation sont à la charge de l'État.</p>	<p><i>« Art. L. 2113-3. —</i> I. — La création de la commune nouvelle est subordonnée à la consultation des personnes inscrites sur les listes électorales municipales dans chacune des communes concernées sur l'opportunité de la création de la commune nouvelle. Un décret en Conseil d'État fixe les modalités de ces consultations. Les dépenses sont à la charge de l'État.</p>	<p><i>« Art. L. 2113-3. —</i> Supprimé.</p>	
<p>Un décret fixe les modalités applicables à l'organisation des consultations prévues au premier alinéa.</p>			
<p><i>Art. L. 2113-3. —</i> Lorsqu'une consultation a été organisée suivant la procédure définie à l'article L. 2113-2, la fusion est prononcée par arrêté du représentant de l'État dans le département si le projet recueille l'accord de la majo-</p>	<p>« La création ne peut être décidée par arrêté du représentant de l'État dans le département où se situe la commune nouvelle que si la participation au scrutin est supérieure à la moitié des électeurs inscrits et que le projet recueille, dans chacune</p>		

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>rité absolue des suffrages exprimés correspondant à un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits dans l'ensemble des communes concernées.</p>	<p>des communes concernées, l'accord de la majorité absolue des suffrages exprimés correspondant à un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits.</p>		
<p>Toutefois, une commune ne peut être contrainte à fusionner si la consultation fait apparaître que les deux tiers des suffrages exprimés représentant au moins la moitié des électeurs inscrits dans cette commune ont manifesté leur opposition au projet.</p>			
<p><i>Art. L. 2113-4. —</i> Tout électeur participant à la consultation, ainsi que le représentant de l'État dans le département, a le droit de contester la régularité des opérations devant le tribunal administratif.</p>	<p>« Tout électeur participant à la consultation, toute commune concernée ainsi que le représentant de l'État dans le département ont le droit de contester la régularité des opérations devant le tribunal administratif. Les recours ont un effet suspensif.</p>		
<p>Les recours prévus au présent article ont un effet suspensif.</p>	<p>« II. — Lorsque la demande fait l'objet de délibérations concordantes des conseils municipaux de toutes les communes concernées, la création ne peut être refusée que pour des motifs impérieux d'intérêt général par le représentant de l'État dans le département où se situe la commune nouvelle.</p>		
	<p>« Art. L. 2113-4. — Lorsque les communes intéressées par une demande de création de commune nouvelle ne sont pas situées dans le même département ou dans la même région, la décision de création ne peut être prise qu'après modification des limites territoriales des départements ou régions concernés par décret en Conseil d'État pris après accord des conseils</p>	<p>« Art. L. 2113-4. — Lorsque les communes concernées par une demande de création d'une commune nouvelle ne sont pas situées dans le même département ou dans la même région, la décision de création ne peut être prise qu'après modification des limites territoriales des départements ou régions concernés par décret en Conseil d'État pris après ac-</p>	

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

généraux et des conseils régionaux concernés. À défaut d'accord, les limites territoriales des départements ou régions ne peuvent être modifiées que par la loi.

« Art. L. 2113-5. —

I. — En cas de création d'une commune nouvelle en lieu et place de communes appartenant à un même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, l'arrêté portant création de ladite commune nouvelle emporte également suppression de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont étaient membres les communes intéressées.

« L'ensemble des biens, droits et obligations de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre supprimé et des communes dont est issue la commune nouvelle est transféré à cette dernière.

« La création de la commune nouvelle entraîne sa substitution dans toutes les

Texte adopté par l'Assemblée nationale

—

cord des conseils généraux et des conseils régionaux concernés. Le ministre chargé des collectivités territoriales notifie à chaque conseil général concerné et, le cas échéant, à chaque conseil régional concerné, le projet de création de la commune nouvelle, les délibérations des conseils municipaux concernés ainsi que le résultat des consultations organisées en application de l'article L. 2113-3. À compter de cette notification, les conseils généraux et régionaux disposent d'un délai de deux mois pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, leur décision est réputée favorable. À défaut d'accord, les limites territoriales des départements ou régions ne peuvent être modifiées que par la loi.

« Art. L. 2113-5. —

I. — *(Alinéa sans modification).*

(Alinéa sans modification).

(Alinéa sans modification).

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée</p>	<p>délibérations et dans tous les actes pris par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre supprimé et par les communes qui en étaient membres.</p>	<p>« Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les co-contractants sont informés de la substitution de personne morale par la commune nouvelle. La substitution de personne morale dans les contrats conclus par l'établissement public de coopération intercommunale supprimé et les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.</p>	
<p><i>Art. 111. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« La création de la commune nouvelle est effectuée à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraires.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
	<p>« L'ensemble des personnels de l'établissement public de coopération intercommunale supprimé et des communes dont est issue la commune nouvelle est réputé relever de cette dernière dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes. Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
	<p>« La commune nouvelle est substituée à l'établissement public de</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

coopération intercommunale supprimé et aux communes dont elle est issue dans les syndicats dont ils étaient membres.

« II. — Lorsque la commune nouvelle est issue de communes contiguës membres d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre distincts, le conseil municipal délibère dans le mois de sa création sur l'établissement public dont elle souhaite être membre.

« En cas de désaccord du représentant de l'État dans le département, dans un délai d'un mois, celui-ci saisit la commission départementale de la coopération intercommunale d'un projet de rattachement de la commune nouvelle à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre auquel appartenait une des communes dont la commune nouvelle est issue. La commission dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération, celle-ci est réputée favorable à la proposition du représentant de l'État dans le département. La commune nouvelle ne devient membre de l'établissement public en faveur duquel elle a délibéré que si la commission départementale s'est prononcée en ce sens à la majorité des deux tiers de ses membres. En l'absence d'une telle décision, elle devient membre de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre désigné par le représentant de l'État dans le département.

Texte adopté par l'Assemblée nationale

—

« II. — Lorsque la commune nouvelle est issue de communes contiguës membres d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre distincts, le conseil municipal de la commune nouvelle délibère dans le mois de sa création sur l'établissement public dont elle souhaite être membre.

« En cas de désaccord du représentant de l'État dans le département, dans un délai d'un mois à compter de la délibération, celui-ci saisit la commission départementale de la coopération intercommunale d'un projet de rattachement de la commune nouvelle à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre auquel appartenait une des communes dont la commune nouvelle est issue. La commission dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération, celle-ci est réputée favorable à la proposition du représentant de l'État dans le département. La commune nouvelle ne devient membre de l'établissement public en faveur duquel elle a délibéré que si la commission départementale s'est prononcée en ce sens à la majorité des deux tiers de ses membres. En l'absence d'une telle décision, elle devient membre de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre désigné par le représentant de l'État dans

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	—	—	—
Code général des collectivités territoriales	« Un arrêté du représentant de l'État dans le département prononce le rattachement de la commune nouvelle à un établissement public. Jusqu'à cet arrêté, la commune nouvelle reste membre de chacun des établissements publics auxquels les communes appartenaient dans la limite du territoire de celles-ci.	le département. <i>(Alinéa sans modification).</i>	
<i>Art. L. 5211-25-1. — Cf. infra art. 19 bis A.</i>	« Le retrait du ou des autres établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre s'effectue dans les conditions prévues à l'article L. 5211-25-1. Il vaut réduction du périmètre des syndicats mixtes dont le ou les établissements publics précités sont membres, dans les conditions fixées au troisième alinéa de l'article L. 5211-19.	<i>(Alinéa sans modification).</i>	
<i>Art. L. 5211-19. — Cf. supra art. 6.</i>	« III. — L'arrêté du représentant de l'État dans le département prononçant la création de la commune nouvelle peut prévoir que sera opérée une nouvelle dévolution de tout ou partie des biens ou des droits distincts de ceux de la commune nouvelle, y compris l'excédent disponible.	« III. — <i>(Sans modification).</i>	
<i>Art. L. 2113-5. —</i> L'arrêté du représentant de l'État dans le département prononçant la fusion en détermine la date et en complète, en tant que de besoin, les modalités.	<i>« Art. L. 2113-6. —</i> L'arrêté du représentant de l'État dans le département prononçant la création de la commune nouvelle en détermine la date et en complète, en tant que de besoin, les modalités. Il en fixe notamment le nom et le chef-lieu sur proposition conjointe de la majorité absolue des conseils municipaux des communes composant la commune nouvelle.	<i>« Art. L. 2113-6. —</i> L'arrêté du représentant de l'État dans le département prononçant la création de la commune nouvelle en détermine la date et en complète, en tant que de besoin, les modalités.	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Art. L. 2113-6. —</i> L'acte qui prononce la fusion de deux ou plusieurs communes peut prévoir que la nouvelle commune est, sous réserve de l'accord préalable des conseils municipaux et jusqu'au prochain renouvellement, administrée par un conseil où entrent tout ou partie des membres en exercice des anciennes assemblées et, dans tous les cas, le maire et les adjoints de chacune d'entre elles.</p>	<p><i>« Art. L. 2113-7. —</i> L'arrêté du représentant de l'État dans le département prononçant la création de la commune nouvelle peut prévoir que celle-ci est, sous réserve de l'accord préalable des conseils municipaux et jusqu'au prochain renouvellement, administrée par un conseil où entrent tout ou partie des membres en exercice des anciens conseils municipaux et, dans tous les cas, le maire et les adjoints de chacune d'entre elles.</p>	<p><i>« Art. L. 2113-7. —</i> Jusqu'au renouvellement général des conseils municipaux suivant la création de la commune nouvelle, l'arrêté du représentant de l'État dans le département prononçant cette création fixe la composition du conseil municipal de la commune nouvelle dans lequel entrent tout ou partie des membres en exercice des anciens conseils municipaux et, dans tous les cas, le maire et les adjoints de chacune des anciennes communes.</p>	
<p>L'effectif total du conseil ne peut dépasser soixante-neuf membres, sauf dans les cas où l'intégration des maires et adjoints des anciennes communes rend nécessaire l'attribution de sièges complémentaires.</p>	<p><i>« L'effectif total du conseil ne peut dépasser soixante-neuf membres, sauf dans les cas où la désignation des maires et adjoints des anciennes communes rend nécessaire l'attribution de sièges complémentaires.</i></p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	
<p><i>Art. L. 2113-7. —</i> Le nombre de conseillers provenant de chacun des anciens conseils municipaux est proportionnel, suivant la règle du plus fort reste, au nombre des électeurs inscrits.</p>	<p><i>« Art. L. 2113-8. —</i> Jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, le nombre de conseillers provenant de chacun des anciens conseils municipaux est proportionnel, suivant la règle du plus fort reste, au nombre des électeurs inscrits.</p>	<p><i>« Art. L. 2113-8. —</i> <i>(Sans modification).</i></p>	
<p>Cette répartition s'opère en prenant pour base de calcul un effectif de soixante-neuf sièges au total mais elle ne peut conduire à attribuer à l'une des anciennes communes un nombre de sièges supérieur à celui de ses conseillers en exercice.</p>	<p><i>« Cette répartition s'opère en prenant pour base de calcul un effectif de soixante-neuf sièges au total mais elle ne peut conduire à attribuer à l'une des anciennes communes un nombre de sièges supérieur à celui de ses conseillers en exercice.</i></p>		
<p>Si, par application des deux alinéas précédents, une ancienne commune n'obtient pas un nombre de sièges permettant l'intégration du maire et des adjoints, le ou les sièges qui doivent lui être attribués en sus à cet effet viennent en complément de la</p>	<p><i>« Si, par application des deux alinéas précédents, une ancienne commune n'obtient pas un nombre de sièges permettant la désignation du maire et des adjoints, le ou les sièges qui doivent lui être attribués en sus à cet effet viennent en complément</i></p>		

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>répartition effectuée.</p> <p>La désignation se fait dans l'ordre suivant : maire, adjoints dans l'ordre de leur nomination, conseillers dans l'ordre du tableau.</p>	<p>de la répartition effectuée.</p> <p>« La désignation se fait dans l'ordre suivant : maire, adjoints dans l'ordre de leur élection, conseillers dans l'ordre du tableau.</p>	<p>« Art. L. 2113-9. — (Sans modification).</p>	
<p><i>Art. L. 2113-8. —</i> L'acte de fusion peut prévoir que sera opérée une nouvelle dévolution de tout ou partie des biens ou des droits distincts de ceux de la nouvelle commune, y compris l'excédent disponible.</p>	<p>« Art. L. 2113-9. — Une commune nouvelle regroupant toutes les communes membres d'un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale ou créée à partir de toutes les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale et d'une ou plusieurs communes non précédemment membres d'un établissement public de coopération intercommunale peut adhérer à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année suivant celle de sa création.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Section 2</p> <p>Fusions simples</p>	<p>« Section 2</p> <p>« Création, au sein d'une commune nouvelle, de communes déléguées</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
<p><i>Art. L. 2113-9. —</i> La délibération par laquelle les conseils municipaux décident de procéder à une fusion simple comporte la ratification d'une convention déterminant les modalités de la fusion.</p>			
<p><i>Art. L. 2113-10. —</i> L'acte de fusion peut prévoir la création d'annexes à la mairie dans une ou plusieurs des communes fusionnées.</p>			
<p>Les actes de l'état civil sont établis à la mairie de la nouvelle commune. Ils peuvent l'être également, sauf opposition du procureur de la République, dans les annexes</p>	<p>« Art. L. 2113-10. — Dans un délai de six mois à compter de la création de la commune nouvelle, des communes déléguées reprenant le nom et les limites ter-</p>	<p>« Art. L. 2113-10. — (Sans modification).</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
de la mairie.	ritoriales de l'ensemble des anciennes communes dont la commune nouvelle est issue sont instituées au sein de celle-ci, sauf délibération contraire du conseil municipal de la commune nouvelle. Ce conseil municipal peut décider la suppression des communes déléguées dans un délai qu'il détermine.		
Section 3 Fusions comportant la création d'une ou plusieurs communes associées	« La commune nouvelle a seule la qualité de collectivité territoriale.		
Sous-section 1 Dispositions communes			
<i>Art. L. 2113-11.</i> — Lorsqu'une fusion est envisagée, le conseil municipal d'une ou de plusieurs des communes concernées, à l'exception de celle sur le territoire de laquelle doit être fixé le chef-lieu de la nouvelle commune, peut demander que le territoire correspondant à sa commune soit maintenu en qualité de commune associée et conserve son nom.			
Il est fait droit à cette demande dans l'acte prononçant la fusion.			
<i>Art. L. 2113-12.</i> — Les modalités de la fusion, autres que celles qui sont fixées par les articles L. 2113-13, L. 2113-15, le premier alinéa de l'article L. 2113-19, les articles L. 2113-21 à L. 2113-24 et L. 2123-21, peuvent être déterminées par une convention qui fait l'objet d'une ratification par les conseils municipaux.			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>paux intéressés.</p> <p><i>Art. L. 2113-13.</i> — La création d'une commune associée entraîne de plein droit :</p>	<p>« <i>Art. L. 2113-11.</i> — La création au sein d'une commune nouvelle de communes déléguées entraîne de plein droit pour chacune d'entre elles :</p>	<p>« <i>Art. L. 2113-11.</i> — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	
<p>1° L'institution d'un maire délégué ;</p>	<p>« 1° L'institution d'un maire délégué ;</p>	<p>« 1° L'institution d'un maire délégué, désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle ;</p>	
<p>2° La création d'une annexe de la mairie dans laquelle sont notamment établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune associée ;</p>	<p>« 2° La création d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune déléguée.</p>	<p>« 2° (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p>3° La création d'une section du centre d'action sociale dotée de la personnalité juridique à laquelle est dévolu le patrimoine du centre d'action sociale ayant existé dans l'ancienne commune et dont les conditions de fonctionnement sont fixées par décret.</p>	<p>« <i>Art. L. 2113-12.</i> — Le conseil municipal d'une commune nouvelle peut décider, à la majorité des deux tiers de ses membres, la création dans une ou plusieurs communes déléguées d'un conseil de la commune déléguée, composé d'un maire délégué et de conseillers communaux, dont il fixe le nombre, désignés par le conseil municipal parmi ses membres.</p>	<p>« <i>Art. L. 2113-12.</i> — (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p><i>Art. L. 2122-18</i> à <i>L. 2122-20.</i> — <i>Cf. annexe.</i></p>	<p>« <i>Art. L. 2113-13.</i> — Le maire délégué remplit dans la commune déléguée les fonctions d'officier d'état civil et d'officier de police judiciaire. Il peut être chargé, dans la commune déléguée, de l'exécution des lois et règlements de police et recevoir du maire les délégations prévues aux articles L. 2122-18 à L. 2122-20.</p>	<p>« <i>Art. L. 2113-13.</i> — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	
<p><i>Art. L. 2113-14.</i> — La fonction de maire de la commune et la fonction de maire délégué sont incompatibles.</p>	<p>« Les fonctions de maire de la commune nouvelle et de maire délégué sont incompatibles.</p>	<p>« Sans préjudice du deuxième alinéa de l'article L. 2113-16, les fonctions de maire de la commune nouvelle et de maire délégué sont incompatibles.</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Art. L. 2113-15.</i> — Le maire délégué remplit dans la commune associée les fonctions d'officier d'état civil et d'officier de police judiciaire.</p>	<p>« <i>Art. L. 2113-14.</i> — Le conseil municipal peut également désigner, parmi les conseillers communaux, un ou plusieurs adjoints au maire délégué.</p>	<p>« <i>Art. L. 2113-14.</i> — (<i>Sans modification.</i>)</p>	
<p>Il peut être chargé, dans la commune associée, de l'exécution des lois et règlements de police et recevoir du maire les délégations prévues aux articles L. 2122-18 à L. 2122-20.</p>	<p>« Le nombre de ceux-ci ne peut excéder 30 % du nombre total des conseillers communaux.</p>		
<p><i>Art. L. 2113-16.</i> — Le représentant de l'État dans le département peut prononcer la suppression de la commune associée si la population de cette commune, consultée à la demande du conseil municipal dans les conditions prévues à l'article L. 2113-2, se prononce en faveur de cette suppression à la majorité absolue des suffrages exprimés correspondant à un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits.</p>	<p>« <i>Art. L. 2113-15.</i> — Le conseil de la commune déléguée se réunit à l'annexe de la mairie située sur le territoire de la commune déléguée.</p>	<p>« <i>Art. L. 2113-15.</i> — (<i>Sans modification.</i>)</p>	
<p>Sous-section 2 Dispositions relatives aux communes issues d'une fusion comptant plus de 100 000 habitants</p>			
<p><i>Art. L. 2113-17.</i> — Il est créé un conseil consultatif pour chaque commune associée.</p>			
<p>Le nombre des membres du conseil consultatif de la commune associée est déterminé selon les mêmes critères de population que ceux prévus par l'article L. 2121-2 pour la composition des conseils municipaux.</p>			
<p>Le conseil consultatif est élu à la même date que le conseil municipal de la commune. L'élection a lieu dans</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>les mêmes conditions et selon le même mode de scrutin que ceux applicables à l'élection du conseil municipal d'une commune de même importance que la commune associée. Toutefois, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal qui suit la fusion, le conseil consultatif est composé de plein droit des conseillers municipaux en exercice au moment de la fusion dans la commune associée.</p>			
<p>Le conseil consultatif se réunit à l'annexe de la mairie.</p>			
<p>Le mandat de membre du conseil consultatif de la commune associée et le mandat de conseiller municipal ne sont pas incompatibles.</p>			
<p><i>Art. L. 2113-18.</i> — Le conseil consultatif est présidé par le maire délégué.</p>	<p>« <i>Art. L. 2113-16.</i> — Le conseil de la commune déléguée est présidé par le maire délégué.</p>	<p>« <i>Art. L. 2113-16.</i> — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	
<p><i>Art. L. 2113-19.</i> — Le maire de l'ancienne commune en fonction au moment de la fusion devient de droit maire délégué jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal.</p>	<p>« Le maire de l'ancienne commune en fonction au moment de la création devient de droit maire délégué jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal.</p>	<p>« Le maire de l'ancienne commune en fonction au moment de la création de la commune nouvelle devient de droit maire délégué jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal.</p>	
<p>Après ce renouvellement ou en cas de vacance, le maire délégué est élu au sein du conseil consultatif au plus tôt un jour franc après l'élection du maire de la commune. Le conseil consultatif est, à cette occasion, exceptionnellement convoqué par le maire de la commune.</p>			
<p>Le conseil consultatif désigne également en son sein un ou plusieurs adjoints. Le nombre de ceux-ci ne peut excéder 30 % du nombre total des membres du conseil</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
consultatif.	<p>« Art. L. 2113-17. — Les articles L. 2511-9, L. 2511-10-1 à L. 2511-24, le quatrième alinéa de l'article L. 2511-25, les articles L. 2511-26, L. 2511-28 à L. 2511-33, et l'article 36 de la loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale sont applicables aux communes déléguées.</p>	<p>« Art. L. 2113-17. — (Sans modification).</p>	
<p>Art. L. 2511-9, L. 2511-10-1 à L. 2511-25, L. 2511-26, L. 2511-28 à L. 2511-33 et L. 2511-36 à L. 2511-45. — Cf. annexe.</p>	<p>« Les articles L. 2511-36 à L. 2511-45 sont applicables aux communes déléguées dotées d'un conseil.</p>		
<p>Loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale</p>	<p>« Art. L. 2113-18. — Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les règles relatives aux délibérations et au fonctionnement des conseils municipaux ainsi que les règles qui s'imposent aux conseils municipaux dans l'exercice de leurs compétences s'appliquent aux conseils des communes déléguées pour l'exercice de leurs attributions définies à la présente section.</p>	<p>« Art. L. 2113-18. — (Sans modification).</p>	
<p>Art. 36. — Cf. annexe.</p>	<p>« Art. L. 2113-19. — Les dispositions du chapitre III du titre II du livre I^{er} de la présente partie relatives au maire et à ses adjoints sont également applicables respectivement aux maires délégués et à leurs adjoints.</p>	<p>« Art. L. 2113-19. — (Alinéa sans modification).</p>	
<p>Code général des collectivités territoriales</p>	<p>« Toutefois, pour l'application de l'article L. 2123-23, les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions de maire délégué et d'adjoint au</p>	<p>« Toutefois, pour l'application des articles L. 2123-23 et L. 2123-24, les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions de maire délégué et</p>	
<p>Art. L. 2123-23. — Cf. annexe.</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Sous-section 3</p> <p>Dispositions relatives aux communes issues d'une fusion comptant 100 000 habitants ou moins</p> <p><i>Art. L. 2113-21.</i> — La création d'une commune associée entraîne de plein droit le sectionnement électoral prévu par l'article L. 255-1 du code électoral, sauf dans le cas où le conseil municipal a opté en faveur des dispositions prévues au second alinéa de l'article L. 2113-26.</p> <p><i>Art. L. 2334-7</i> à <i>L. 2334-12.</i> — <i>Cf. annexe.</i></p> <p><i>Art. L. 2113-22.</i> — Le maire de l'ancienne commune en fonction au moment de la fusion devient de droit maire délégué jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal.</p> <p>Après ce renouvellement ou en cas de vacance, le maire délégué est choisi par le conseil municipal parmi les conseillers élus dans la section correspondante ou, à défaut, parmi les membres du conseil.</p> <p><i>Art. L. 2334-7.</i> —</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>maire délégué sont votées par le conseil municipal en fonction de la population de la commune déléguée, et l'indemnité versée au titre des fonctions d'adjoint au maire de la commune nouvelle ne peut être cumulée avec l'indemnité de maire délégué ou d'adjoint au maire délégué.</p> <p>« Section 3</p> <p>« Dotation globale de fonctionnement</p> <p>« <i>Art. L. 2113-20.</i> —</p> <p>I. — Les communes nouvelles définies à l'article L. 2113-1 bénéficient des différentes parts de la dotation forfaitaire des communes prévues aux articles L. 2334-7 à L. 2334-12.</p> <p>« II. — La dotation de base et la dotation proportionnelle à la superficie de ces communes sont calculées conformément à l'article L. 2334-7.</p> <p>« La première année, la population et la superficie prises en compte sont égales à la somme des populations et superficies des anciennes communes. La garantie est calculée la première année par addition des montants correspondants versés aux anciennes communes l'année précédant la création, indexés selon le taux d'évolution de la garantie fixé par le comité des finances locales, et évo-</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>d'adjoint au maire délégué sont votées par le conseil municipal en fonction de la population de la commune déléguée et l'indemnité versée au titre des fonctions d'adjoint au maire de la commune nouvelle ne peut être cumulée avec l'indemnité de maire délégué ou d'adjoint au maire délégué.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« <i>Art. L. 2113-20.</i> —</p> <p>I. — Les communes nouvelles mentionnées à l'article L. 2113-1 bénéficient des différentes parts de la dotation forfaitaire des communes prévues aux articles L. 2334-7 à L. 2334-12.</p> <p>« II. — <i>(Alinéa sans modification) ;</i></p> <p>« La première année de la création de la commune nouvelle, la population et la superficie prises en compte sont égales à la somme des populations et superficies des anciennes communes. La garantie prévue au 4° de l'article L. 2334-7 est calculée la première année par addition des montants correspondants versés aux anciennes communes l'année précédant la création et évo-</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Cf. annexe.</i></p>	<p>lue ensuite tel que prévu au onzième alinéa de l'article L. 2334-7.</p>	<p>lue ensuite tel que prévu au onzième alinéa de ce même article L. 2334-7.</p>	
<p><i>Art. L. 2113-23. —</i> Une commission consultative peut être créée dans chaque commune associée par la convention prévue à l'article L. 2113-12 et dans les conditions fixées ci-après :</p>	<p>« III. — La commune nouvelle perçoit une part "compensation" telle que définie au 3° de l'article L. 2334-7, égale à l'addition des montants dus à ce titre aux anciennes communes, indexés selon le taux d'évolution fixé par le comité des finances locales et minorés, le cas échéant, du prélèvement prévu au 1.2.4.2 de l'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010.</p>	<p>« III. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>	
<p>— jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal qui suit la fusion, elle est composée des conseillers municipaux en exercice dans la commune au moment de cette fusion à moins qu'ils ne soient tous appelés à siéger au conseil municipal de la nouvelle commune ;</p>	<p>« La commune nouvelle regroupant toutes les communes membres d'un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre perçoit en outre une part "compensation" telle que définie à l'article L. 5211-28-1, égale à l'addition des montants perçus à ce titre par le ou les établissements publics de coopération intercommunale dont elle est issue, indexés selon le taux d'évolution fixé par le comité des finances locales.</p>	<p>« La commune nouvelle regroupant toutes les communes membres d'un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre perçoit en outre une part "compensation" telle que définie à l'article L. 5211-28-1, égale à l'addition des montants perçus à ce titre par le ou les établissements publics de coopération intercommunale dont elle est issue, indexés selon le taux d'évolution fixé par le comité des finances locales et minorés, le cas échéant, du prélèvement prévu au 1.2.4.2 de l'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010.</p>	
<p>— après ce renouvellement, elle comprend de droit le ou les conseillers municipaux élus, le cas échéant, dans la section électorale correspondante ; elle est complétée par des membres désignés par le conseil municipal de la nouvelle commune parmi les électeurs domiciliés dans la</p>	<p>« IV. — Lorsque la commune nouvelle regroupe toutes les communes membres d'un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, sa dotation forfaitaire comprend en outre les attributions d'une dotation de consolidation égale au montant de la dota-</p>	<p>« IV. — Lorsque la commune nouvelle regroupe toutes les communes membres d'un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, sa dotation forfaitaire comprend en outre les attributions d'une dotation de consolidation égale au montant de la dota-</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>commune associée.</p> <p>Loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances précitée</p> <p><i>Art. 77. — Cf. supra art. 5.</i></p> <p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 5211-28. — Cf. supra art. 6.</i></p> <p><i>Art. L. 5211-29 et L. 5211-31 à L. 5211-34. — Cf. annexe.</i></p> <p><i>Art. L. 5211-30. — Cf. infra art. 10.</i></p> <p><i>Art. L. 2113-24. — La commission consultative est présidée par le maire délégué.</i></p> <p><i>Art. L. 2113-25. — La commission consultative peut se saisir de toute affaire intéressant directement la population ou le territoire de la commune associée et faire des propositions au maire.</i></p> <p>La commission peut également être consultée à l'initiative du maire ou du conseil municipal.</p> <p>Elle peut être chargée, à l'initiative du conseil municipal, de veiller au bon fonc-</p>	<p>tion d'intercommunalité qui aurait été perçue, au titre de cette même année, en application des articles L. 5211-29 à L. 5211-34 par le ou les établissements publics de coopération intercommunale auxquels elle se substitue en l'absence de création de commune nouvelle.</p> <p>« Cette dotation évolue selon le taux d'indexation fixé par le comité des finances locales pour la dotation de base.</p> <p>« <i>Art. L. 2113-21. — (Supprimé)</i></p> <p>« <i>Art. L. 2113-22. —</i> La première année de création de la commune nouvelle, les bases communales prises en compte dans le calcul du potentiel fiscal sont les bases constatées de chaque ancienne commune, calculées dans les conditions prévues à l'article L. 2334-4, ainsi que, le cas échéant, celles du ou des établissements publics de coopération intercommunale auxquels la commune nouvelle se substitue.</p> <p>« La première année de création de la commune nouvelle, le potentiel finan-</p>	<p>tion d'intercommunalité qui aurait été perçue, au titre de la même année, en application des articles L. 5211-29 à L. 5211-34 par le ou les établissements publics de coopération intercommunale auxquels elle se substitue en l'absence de création de commune nouvelle.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« <i>Art. L. 2113-21. —</i> Maintien de la suppression.</p> <p>« <i>Art. L. 2113-22. — (Alinéa sans modification).</i></p> <p>« La première année de création de la commune nouvelle, le potentiel finan-</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>tionnement de certains équipements ou services mis à la disposition de la population.</p> <p><i>Art. L. 2334-4. — Cf. infra art. 10.</i></p> <p><i>Art. L. 2334-7. — Cf. annexe.</i></p> <p><i>Art. L. 2113-26. —</i> Le conseil municipal peut décider, après avis de la commission consultative ou à sa demande, d'attribuer au maire délégué et à la commission consultative tout ou partie des compétences mentionnées à l'article L. 2113-20.</p> <p>Il peut également demander le remplacement de la commission consultative par le conseil consultatif prévu à l'article L. 2113-17.</p> <p><i>Art. L. 2334-13. — Cf. infra art. 10.</i></p>	<p>cier est composé du potentiel fiscal, de la dotation forfaitaire hors la part prévue au sixième alinéa de l'article L. 2334-7 des communes dont la commune nouvelle est issue et, le cas échéant, de la dotation de compensation et de la dotation d'intercommunalité versées l'année précédente à ou aux établissements publics de coopération intercommunale auxquels la commune nouvelle se substitue. Ces éléments correspondent aux données de l'année précédant l'année où la commune nouvelle perçoit pour la première fois le produit de sa fiscalité.</p> <p><i>« Art. L. 2113-23. —</i> Les communes nouvelles sont éligibles aux dotations de péréquation communale dans les conditions de droit commun.</p> <p><i>« Toutefois, elles perçoivent à compter de l'année de leur création une attribution au titre de la dotation de solidarité rurale au moins égale à la somme des attributions perçues au titre de chacune des deux fractions de la dotation de solidarité rurale par les communes anciennes, l'année précédant la création de la commune nouvelle. Cette attribution évolue selon un taux égal au taux d'évolution de la dotation de solidarité rurale prévu à l'article L. 2334-13. »</i></p>	<p>cier est composé de la somme du potentiel fiscal, de la dotation forfaitaire hors la part prévue au 3° de l'article L. 2334-7 des communes dont la commune nouvelle est issue et, le cas échéant, de la dotation de compensation et de la dotation d'intercommunalité versées l'année précédente à ou aux établissements publics de coopération intercommunale auxquels la commune nouvelle se substitue. Ces éléments correspondent aux données de l'année précédant l'année où la commune nouvelle perçoit pour la première fois le produit de sa fiscalité.</p> <p><i>« Art. L. 2113-23. — (Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>« Toutefois, elles perçoivent à compter de l'année de leur création une attribution au titre de la dotation de solidarité rurale au moins égale à la somme des attributions perçues au titre de chacune des deux fractions de la dotation de solidarité rurale par les communes anciennes, l'année précédant la création de la commune nouvelle. Cette attribution évolue selon un taux égal au taux d'évolution de la dotation de solidarité rurale mentionné à l'article L. 2334-13. »</i></p>	
<p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 2334-1. —</i></p>	<p>Article 10</p>	<p>Article 10</p>	<p>Article 10</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>Une dotation globale de fonctionnement est instituée en faveur des communes et de certains de leurs groupements. Elle se compose d'une dotation forfaitaire et d'une dotation d'aménagement.</p> <p>.....</p>	<p>I. — <i>(Supprimé)</i></p>	<p>I. — Maintien de la suppression.</p>	<p>I. — Maintien de la suppression.</p>
<p><i>Art. L. 2334-4.</i> — Le potentiel fiscal d'une commune est déterminé par application aux bases communales des quatre taxes directes locales du taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes. Il est majoré du montant perçu l'année précédente au titre de la part de la dotation forfaitaire prévue au sixième alinéa (3°) de l'article L. 2334-7, hors montant correspondant à la compensation prévue au 2° <i>bis</i> du II de l'article 1648 B du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003), ou des montants ventilés en application du treizième alinéa du présent article.</p>	<p>II. — L'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p> <p>1° À la première phrase du premier alinéa, après les mots : « d'une commune », sont insérés les mots : « ou d'une commune nouvelle » et après les mots : « bases communales », sont insérés les mots : « ou aux bases de la commune nouvelle, telles que définies à l'article L. 2113-22, » ;</p>	<p>II. — <i>(Sans modification)</i></p>	<p>II. — <i>(Sans modification)</i></p>
<p>Le potentiel financier d'une commune est égal à son potentiel fiscal, majoré du montant de la dotation forfaitaire perçu par la commune l'année précédente, hors la part prévue au sixième alinéa (3°) de l'article L. 2334-7. Il est minoré le cas échéant des prélèvements sur le produit des impôts directs locaux mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 2334-7 subis l'année précédente. Pour la</p>	<p>2° À la première phrase du deuxième alinéa, après les mots : « d'une commune », sont insérés les mots : « ou d'une commune nouvelle » et après les mots : « par la commune », sont insérés les mots : « ou par la commune nouvelle ».</p>		

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>commune de Paris, il est minoré du montant de sa participation obligatoire aux dépenses d'aide et de santé du département constaté dans le dernier compte administratif.</p>			
<p>Pour l'application du premier alinéa :</p>			
<p>1° Les bases retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions communales, minorées, le cas échéant, du montant de celles correspondant à l'écrêtement opéré au titre du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle prévu par l'article 1648 A du code général des impôts. À compter de 2011, pour les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale faisant application avant le 1^{er} janvier 2011 du régime fiscal prévu à l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts dans sa rédaction en vigueur avant cette même date ou du régime fiscal prévu au II de l'article 1609 <i>quinquies</i> C du même code, les bases retenues sont celles issues du rapport entre les bases brutes de cotisation foncière des entreprises de la commune de l'année 2010 rapportées aux bases brutes de la compensation relais, définie au II de l'article 1640 B du même code, de la commune ;</p>			
<p>2° Le taux moyen national d'imposition est celui constaté lors de la dernière année dont les résultats sont connus.</p>			
<p>Le potentiel financier par habitant est égal au potentiel financier de la commune divisé par le nombre</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>d'habitants constituant la population de cette commune, tel que défini à l'article L. 2334-2.</p>			
<p>À compter de 2005, pour la détermination du potentiel fiscal de chaque commune membre d'un établissement de coopération intercommunale faisant application du régime fiscal prévu à l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts ou du régime fiscal prévu au II de l'article 1609 <i>quinquies</i> C du même code, il est procédé, en ce qui concerne la taxe professionnelle, à la ventilation entre les communes des bases de cette taxe selon les modalités suivantes sous réserve des dispositions du neuvième alinéa du présent article :</p>			
<p>1° Les bases de taxe professionnelle constatées dans chaque commune membre l'année précédant son appartenance à un établissement public de coopération intercommunale faisant application du régime fiscal prévu à l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts sont prises en compte dans son potentiel financier, sous réserve des dispositions du dixième alinéa.</p>			
<p>Sont également prises en compte les bases de taxe professionnelle situées sur la zone d'activité économique constatées dans chaque commune membre l'année précédant son appartenance à un établissement public de coopération intercommunale faisant application du régime fiscal prévu au II de l'article 1609 <i>quinquies</i> C du code général des impôts.</p>			
<p>Pour les communes</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>membres d'un établissement public de coopération intercommunale faisant application du régime fiscal prévu à l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts, issu de la transformation d'un syndicat ou d'une communauté d'agglomération nouvelle et qui faisaient antérieurement partie de ce syndicat ou de cette communauté, il est ajouté à leurs bases de taxe professionnelle, calculées selon les modalités prévues à l'article L. 5334-16 l'année précédant la transformation, une quote-part déterminée au prorata de leur population, de l'augmentation ou de la diminution totale des bases de taxe professionnelle de l'ensemble des communes membres de l'ancien syndicat d'agglomération nouvelle par rapport à l'année précédente.</p>			
<p>2° La différence entre les bases de taxe professionnelle d'un établissement ayant opté pour le régime fiscal prévu à l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts, ou les bases de taxe professionnelle situées sur la zone d'activité économique d'un établissement ayant opté pour le régime fiscal prévu au II de l'article 1609 <i>quinquies</i> C du même code, d'une part, et la somme des bases de taxe professionnelle calculées en application du 1°, d'autre part, est répartie entre toutes les communes membres de l'établissement au prorata de leur population.</p>			
<p>Cette disposition ne s'applique pas la première année d'application des dispositions de l'article 1609 <i>nonies</i> C ou du II de l'article 1609 <i>quinquies</i> C du code général des impôts.</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>Le potentiel fiscal mentionné aux huitième et neuvième alinéas est majoré de la part de la dotation de compensation prévue au premier alinéa de l'article L. 5211-28-1 perçue par l'établissement public de coopération intercommunale l'année précédente, correspondant aux montants antérieurement perçus au titre du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998), avant prélèvement effectué en application du 1 du III de l'article 29 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575) du 30 décembre 2002). Cette part est répartie entre les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale au prorata des diminutions de base de taxe professionnelle, dans chacune de ces communes, ayant servi au calcul de la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 précitée. Le montant ainsi obtenu est minoré du prélèvement subi par l'établissement public de coopération intercommunale en application du 1 du III de l'article 29 de la loi de finances pour 2003 précitée, réparti entre les communes au prorata de leur population.</p>			
<p>Pour les établissements publics de coopération intercommunale issus de la transformation d'un syndicat ou d'une communauté d'agglomération nouvelle, le potentiel financier des communes qui étaient membres du syndicat ou de la communauté et qui font partie du nouvel établissement public de coopération intercommunale est calculé à compter de 2006 conformément aux premier à</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>treizième alinéas. Pour le calcul du potentiel fiscal de ces communes, la part de la dotation de compensation répartie entre les communes membres en application du treizième alinéa est prise en compte à hauteur d'un seuil de 20 % en 2006. Ce seuil augmente de 20 points par an pour atteindre 100 % en 2010.</p>			
<p>Lorsque, à compter de l'année de promulgation de la loi n° 99-1126 du 28 décembre 1999 modifiant le code général des collectivités territoriales et relative à la prise en compte du recensement général de population de 1999 pour la répartition des dotations de l'État aux collectivités locales, l'institution du régime fiscal prévu à l'article 1609 <i>nonies C</i> du code général des impôts entraîne pour des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale faisant application de ce régime la cessation de l'application des dispositions de l'article 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, les bases retenues pour déterminer leur potentiel fiscal tiennent compte de la correction de potentiel fiscal appliquée la dernière année précédant l'institution de ce régime.</p>			
<p>Lorsque, à compter de 1999, l'institution du régime fiscal prévu à l'article 1609 <i>quinquies C</i> du code général des impôts entraîne, pour des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale faisant application de ce régime, la cessation de l'application des dispositions de l'article 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>aménagement de la fiscalité directe locale, les bases retenues pour déterminer leur potentiel fiscal tiennent compte de la correction de potentiel fiscal appliquée la dernière année précédant l'institution de ce régime.</p> <p><i>Art. L. 2113-22. — Cf. supra art. 8.</i></p> <p><i>Art. L. 2334-13. —</i> Il est institué une dotation d'aménagement qui regroupe une dotation au bénéfice des groupements de communes, une dotation nationale de péréquation, une dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale et une dotation de solidarité rurale.</p> <p>Le montant de la dotation d'aménagement est égal à la différence entre l'ensemble des ressources affectées à la dotation globale de fonctionnement des communes et la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 2113-20 et L. 2113-21. — Cf. supra art. 8.</i></p> <p><i>Art. L. 2334-33. —</i> La dotation globale d'équipement des communes est répartie, après constitution d'une quote-part au profit des collectivités territoriales et groupements mentionnés à l'article L. 2334-37, entre :</p> <p>– les communes dont la population n'excède pas 2 000 habitants dans les départements de métropole ou 7 500 habitants dans les départements d'outre-mer ;</p>	<p>III. — Le deuxième alinéa de l'article L. 2334-13 du même code est ainsi rédigé :</p> <p>« Le montant de la dotation d'aménagement est égal à la différence entre l'ensemble des ressources affectées à la dotation globale de fonctionnement des communes et l'ensemble formé par la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7 et la dotation forfaitaire des communes nouvelles prévue à l'article L. 2113-20. »</p> <p>IV. — L'article L. 2334-33 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>III. — <i>(Alinéa sans modification)</i></p> <p>« Le montant de la dotation d'aménagement est égal à la différence entre l'ensemble des ressources affectées à la dotation globale de fonctionnement des communes et l'ensemble formé par la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7, la dotation forfaitaire des communes nouvelles prévue à l'article L. 2113-20 et la dotation particulière destinée aux communes nouvelles prévue à l'article L. 2113-21. »</p> <p>IV. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p>III. — <i>(Alinéa sans modification)</i></p> <p>« Le montant de la dotation d'aménagement est égal à la différence entre l'ensemble des ressources affectées à la dotation globale de fonctionnement des communes et l'ensemble formé par la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7 et la dotation forfaitaire des communes nouvelles prévue à l'article L. 2113-20. »</p> <p>IV. — <i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>– les communes dont la population est supérieure à 2000 habitants et n'excède pas 20 000 habitants dans les départements de métropole ou est supérieure à 7500 habitants et n'excède pas 35 000 habitants dans les départements d'outre-mer et dont le potentiel financier par habitant est inférieur à 1,3 fois le potentiel financier moyen par habitant de l'ensemble des communes de métropole dont la population est supérieure à 2000 habitants et n'excède pas 20 000 habitants ;</p> <p>– les établissements publics de coopération intercommunale dont la population n'excède pas 20 000 habitants dans les départements de métropole et 35 000 habitants dans les départements d'outre-mer ;</p> <p>– les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants dans les départements de métropole et de plus de 35 000 habitants dans les départements d'outre-mer, dont les communes membres répondent aux critères indiqués ci-dessus.</p> <p>– les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 20 000 habitants dans les départements de métropole et de plus de 35 000 habitants dans les départements d'outre-mer, composés de communes de moins de 3500 habitants, dont le potentiel fiscal moyen par habitant est inférieur à 1,3 fois le potentiel fiscal moyen par habitant de l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale de même nature.</p>			
Les communes de la			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon bénéficiaire de la dotation.</p>			
<p>Les syndicats mentionnés au premier alinéa de l'article L. 5334-20 ne sont pas compris dans la répartition prévue par le présent article.</p>			
<p>Pour 1996, la dotation globale d'équipement des communes s'élève à 2198,8 millions de francs en autorisations de programme et crédits de paiement. Elle comprend une quote-part constituée au profit des collectivités territoriales et groupements mentionnés à l'article L. 2334-37 dont le montant est fixé à 35,8 millions de francs, ainsi que deux fractions, réparties dans les conditions prévues par les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 2334-34, dont les montants sont fixés, pour la première, à 1366 millions de francs et, pour la seconde, à 797 millions de francs. Ces trois montants évoluent chaque année dans les conditions prévues par l'article L. 2334-32.</p>			
<p>Sont ouverts en outre, en 1996, 972 millions de francs en autorisations de programme et 821 millions de francs en crédits de paiement pour l'achèvement des opérations antérieures au titre de la première part de la dotation globale d'équipement des communes.</p>			
	<p>« Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale était éligible à la dotation globale d'équipement des communes l'année précédant sa transformation en commune nouvelle, cette dernière est répu-</p>	<p>« Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale était éligible à la dotation globale d'équipement des communes l'année précédant sa transformation en commune nouvelle, cette dernière est répu-</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L. 2334-34. — Cf. annexe.</i></p>	<p>tée remplir, pendant les trois premiers exercices à compter de sa création, les conditions de population posées aux deuxième et troisième alinéas du présent article. L'enveloppe revenant au département dans lequel se trouve la commune nouvelle est adaptée en conséquence. Au terme de ce délai, l'éligibilité de cette commune nouvelle est appréciée suivant les conditions de droit commun applicables aux communes. »</p>	<p>tée remplir, pendant les trois premiers exercices à compter de sa création, les conditions de population posées aux deuxième et troisième alinéas du présent article. Les crédits revenant, en application du troisième alinéa de l'article L. 2334-34, au département dans lequel se trouve la commune nouvelle sont adaptés en conséquence. Au terme de ce délai, l'éligibilité de cette commune nouvelle est appréciée suivant les conditions de droit commun applicables aux communes. »</p>	<p>—</p> <p>V. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 2334-40. —</i> Il est institué une dotation budgétaire intitulée dotation de développement rural. Le montant de cette dotation est fixé à 116,104 millions d'euros pour 2004. À compter de 2005, chaque année, la loi de finances détermine le montant de cette dotation par application du taux de croissance de la formation brute de capital fixe des administrations publiques prévu pour l'année à venir, tel qu'il est estimé dans la projection économique associée présentée en annexe au projet de loi de finances. À compter de 2006, la dotation de développement rural comporte deux parts. En 2006, le montant de la première part est fixé à 104 370 000 € et celui de la seconde part à 20 000 000 €. À compter de 2007, le montant des deux parts est fixé par application du taux de croissance défini ci-dessus. A titre dérogatoire, cette évolution ne s'applique pas en 2009 ni en 2010.</p>	<p>V. — L'article L. 2334-40 du même code est ainsi modifié :</p>	<p>V. — <i>(Sans modification).</i></p>	<p>V. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p>Bénéficiaire de la première et de la seconde part de la dotation de développement rural les groupements de communes à fiscalité propre</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>exerçant une compétence en matière d'aménagement de l'espace et de développement économique dont la population regroupée n'excède pas 60 000 habitants et qui ne satisfont pas aux seuils de population nécessaires pour une transformation en communauté d'agglomération, si les deux tiers au moins des communes du groupement comptent moins de 5 000 habitants, ainsi que les syndicats mixtes composés uniquement d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre répondant aux mêmes règles d'éligibilité. Les communes éligibles au titre d'une année à la seconde fraction de la dotation de solidarité rurale prévue à l'article L. 2334-22 bénéficient l'année suivante de la seconde part de la dotation de développement rural.</p> <p>Les crédits de la première part de la dotation de développement rural sont répartis entre les départements en tenant compte du nombre de communes regroupées et du nombre d'établissements publics de coopération intercommunale, de la population regroupée, du potentiel fiscal et, le cas échéant, du coefficient d'intégration fiscale de ces établissements. La répartition peut également tenir compte du nombre de communes regroupées et d'établissements publics de coopération intercommunale situés en zone de montagne. Les crédits de la seconde part sont répartis entre les départements en proportion du rapport entre la densité moyenne de population de l'ensemble des départements</p>	<p>1° La première phrase du deuxième alinéa est complétée par les mots : « et les communes nouvelles, pendant les trois premiers exercices à compter de leur création, lorsque le ou les établissements publics de coopération intercommunale dont elles sont issues étaient éligibles à la dotation l'année précédant leur transformation en commune nouvelle ; »</p> <p>2° Le troisième alinéa est ainsi modifié :</p> <p>a) À la première phrase, après les mots : « en tenant compte », sont insérés les mots : « du nombre de communes nouvelles, » ;</p> <p>b) À la deuxième phrase, après les mots : « tenir compte », sont insérés les mots : « du nombre de communes nouvelles, ».</p>		

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>et la densité de population du département.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 5211-30. —</i> I. — Les sommes affectées à chacune des catégories d'établissements publics de coopération intercommunale mentionnées au I de l'article L. 5211-29 sont réparties entre les établissements après prélèvement des sommes nécessaires à l'application des dispositions de l'article L. 5211-33, à raison de 30 % pour la dotation de base et de 70 % pour la dotation de péréquation.</p> <p>À compter du 1^{er} janvier 2009, la somme affectée à la catégorie des communautés urbaines est répartie de telle sorte que l'attribution revenant à chacune d'entre elles soit égale au produit de sa population par la dotation moyenne par habitant de la catégorie des communautés urbaines, augmenté, le cas échéant, d'une garantie.</p> <p>En 2009, cette dotation moyenne est fixée à 60 € par habitant.</p> <p>Les communautés urbaines ayant perçu, au titre de cette même catégorie, en 2008, une attribution de la dotation d'intercommunalité bénéficiant d'une garantie lorsque le montant prévu au 1^o ci-dessous est supérieur au montant prévu au 2^o. Elle est égale en 2009 à la différence entre :</p> <p>1^o Le montant de la dotation d'intercommunalité perçue par la communauté urbaine en 2008, indexé selon un taux fixé par le comité des</p>	<p>VI. — L'article L. 5211-30 du même code est ainsi modifié :</p>	<p>VI. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>VI. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>finances locales, qui ne peut excéder le taux d'évolution pour 2009 de la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7 ;</p>			
<p>2° Le produit de sa population au 1^{er} janvier 2009 par le montant moyen mentionné au troisième alinéa du présent I.</p>			
<p>À compter de 2010, le montant de l'attribution totale par habitant due à chaque communauté urbaine évolue chaque année selon un taux fixé par le comité des finances locales dans la limite du taux d'évolution de la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7.</p>			
<p>Chaque établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre mentionné au premier alinéa perçoit, par prélèvement sur le montant total des sommes affectées à la catégorie d'établissement à laquelle il appartient :</p>			
<p>a) Une dotation de base, calculée en fonction de la population totale des communes regroupées et pondérée, le cas échéant, par le coefficient d'intégration fiscale de l'établissement public de coopération intercommunale ;</p>	<p>1° Aux a et b du 2° du I, après le mot : « communes », sont insérés les mots : « et des communes nouvelles » ;</p>		
<p>b) Une dotation de péréquation calculée en fonction de la population totale des communes regroupées, du potentiel fiscal de l'établissement public de coopération intercommunale et pondérée, le cas échéant, par le coefficient d'intégration fiscale de l'établissement public de coopération intercommunale.</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>La majoration prévue au onzième alinéa de l'article L. 5211-29 est affectée aux communautés de communes visées à l'article L. 5214-23-1. Elle s'ajoute à leur dotation de base et est répartie comme cette dernière entre les communautés de communes concernées.</p> <p>II. — Le potentiel fiscal des communautés urbaines de 2000 à 2002, des communautés de communes ou des communautés d'agglomération est déterminé par application à leurs bases brutes d'imposition aux quatre taxes directes locales du taux moyen national à ces taxes constaté pour la catégorie d'établissement à laquelle elles appartiennent. Il est majoré du montant, pour la dernière année connue, de la dotation de compensation prévue au premier alinéa de l'article L. 5211-28-1, hors les montants correspondant à la compensation prévue au 2° <i>bis</i> du II de l'article 1648 B du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003).</p> <p>Toutefois, pour les communautés de communes visées au I de l'article 1609 <i>quinquies</i> C du code général des impôts, la majoration mentionnée à l'alinéa précédent est pondérée par le rapport entre le taux appliqué dans la communauté de communes en 1998. De même, pour les communautés de communes visées au II de l'article précité, ladite majoration est pondérée par le rapport entre le taux moyen national et le taux appliqué dans la communauté de communes entre 1998 au titre</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>des bases hors zone d'activités économiques.</p>			
<p>Par dérogation également, le potentiel fiscal des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats ou de communautés d'agglomération nouvelle est pondéré par le rapport entre les bases brutes par habitant de taxe professionnelle des communautés d'agglomération et la somme des bases brutes par habitant des syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle et de ceux d'entre eux qui se sont transformés en communautés d'agglomération, sous réserve que ce rapport soit inférieur à un.</p>			
<p>Le potentiel fiscal des syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle est déterminé par application à leurs bases brutes de taxe professionnelle du taux moyen national d'imposition à cette taxe constaté pour la catégorie d'établissement à laquelle ils appartiennent. Il est majoré du montant, pour la dernière année connue, de la dotation de compensation prévue au premier alinéa de l'article L. 5211-28-1, hors les montants correspondant à la compensation prévue au 2° <i>bis</i> du II de l'article 1648 B du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003).</p>			
<p>III. — 1° Le coefficient d'intégration fiscale, qui est défini pour les communautés urbaines de 2000 à 2002 et les communautés d'agglomération, est égal, pour chacun de ces établissements publics, au rapport</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>entre :</p> <p><i>a)</i> Les recettes provenant des quatre taxes directes locales, de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères et de la redevance d'assainissement perçues par l'établissement public minorées des dépenses de transfert ;</p> <p><i>b)</i> Les recettes provenant des quatre taxes directes locales, de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères et de la redevance d'assainissement perçues par les communes regroupées et l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale sur le territoire de celles-ci ;</p> <p>Les recettes de taxe professionnelle prévues au <i>a</i> et au <i>b</i> ci-dessus perçues par les communautés d'agglomération et les communautés urbaines faisant application des dispositions de l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts sont majorées du montant de la dernière année connue de la dotation de compensation prévue au premier alinéa de l'article L. 5211-28-1, hors les montants correspondant à la compensation prévue au 2° <i>bis</i> du II de l'article 1648 B du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003) et, le cas échéant, de celles prévues au B de l'article 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville ou au B de l'article 3 de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 relative à la zone franche de Corse ou au III de l'article 2 de la loi</p>	<p>2° Au <i>b</i> des 1° et 1° <i>bis</i> du III, après le mot : « communes », sont insérés les mots : « et les communes nouvelles » ;</p>		

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>n° 94-1131 du 27 décembre 1994 portant statut fiscal de la Corse.</p>			
<p>1° <i>bis</i> Le coefficient d'intégration fiscale, qui est défini pour les communautés de communes, est égal, pour chacun de ces établissements publics, au rapport entre :</p>			
<p>a) Les recettes provenant des quatre taxes directes locales et de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères perçues par l'établissement public. Pour les communautés de communes faisant application des dispositions de l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts, ces recettes sont minorées des dépenses de transfert ;</p>			
<p>b) Les recettes provenant des quatre taxes directes locales et de la taxe ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères perçues par les communes regroupées et l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale sur le territoire de celles-ci ;</p>			
<p>Les recettes de taxe professionnelle prévues au <i>a</i> et au <i>b</i> ci-dessus perçues par les communautés de communes faisant application des dispositions de l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts sont majorées du montant de la dernière année connue de la dotation de compensation prévue au premier alinéa de l'article L. 5211-28-1, hors les montants correspondant à la compensation prévue au 2° <i>bis</i> du II de l'article 1648 B du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décem-</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>bre 2003) et, le cas échéant, de celles prévues au B de l'article 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 précitée ou au B de l'article 3 de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 précitée ou au III de l'article 2 de la loi n° 94-1131 du 27 décembre 1994 précitée.</p>	<p>3° Au 2° du III, après le mot : « communes », sont insérés les mots : « et des communes nouvelles ».</p>		
<p>2° Pour déterminer le coefficient d'intégration fiscale moyen d'une catégorie d'établissement public de coopération intercommunale, sont prises en compte les sommes des recettes et le cas échéant des dépenses de transfert de l'ensemble des établissements publics percevant depuis plus de deux ans la dotation d'intercommunalité dans cette catégorie et la somme des recettes des communes regroupées dans ces établissements publics.</p>			
<p>IV. — Les dépenses de transfert retenues pour déterminer le coefficient d'intégration fiscale des communautés de communes faisant application des dispositions de l'article 1609 <i>nomies</i> C du code général des impôts et des communautés d'agglomération sont l'attribution de compensation et la moitié de la dotation de solidarité communautaire, prévues respectivement aux V et VI du même article, telles que constatées dans le dernier compte administratif disponible.</p>			
<p>Elles sont prises en compte pour ces deux catégories de groupements, à hauteur de 75 % en 2005 et de 100 % à compter de 2006.</p>			
<p>V. — Le coefficient d'intégration fiscale des</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>communautés de communes ayant opté pour l'application des dispositions de l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts est pris en compte, pour le calcul des dotations de base et de péréquation, à hauteur de 10 % en 2000. Ce seuil augmente de 10 points par an pour atteindre 100 % en 2009.</p>			
<p>VI. — À compter du 1^{er} janvier 2003, la dotation des communautés urbaines est répartie selon les dispositions fixées aux deuxième et troisième alinéas du I.</p>			
<p>VII. — La population à prendre en compte pour l'application de la présente sous-section est celle résultant des conditions prévues à l'article L. 2334-2.</p>			
<p><i>Art. L. 5211-35. — Cf. annexe.</i></p>	<p>VII. — L'article L. 5211-35 du même code est abrogé.</p>	<p>VII. — <i>(Sans modification).</i></p>	<p>VII. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 1615-6. —</i></p>			
<p>Pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération instituées respectivement aux articles L. 5214-1 et L. 5216-1, les dépenses réelles d'investissement à prendre en considération sont celles afférentes à l'exercice en cours.</p> <p>.....</p>		<p>VIII <i>(nouveau)</i>. — Au deuxième alinéa du II de l'article L. 1615-6 du même code, après la référence : « L. 5216-1 », sont insérés les mots : « et pour les communes nouvelles mentionnées à l'article L. 2113-1 ».</p>	<p>VIII. — <i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 2123-21, L. 2335-7 et L. 2411-5. — Cf. annexe.</i></p>		<p>IX <i>(nouveau)</i>. — Les articles du chapitre III du titre I^{er} du livre I^{er} de la deuxième partie du même code mentionnés aux articles L. 2123-21, L. 2335-7 et L. 2411-5 du même code et à l'article L. 290-1 du code électoral s'entendent dans leur rédaction antérieure à la</p>	<p>IX. — Les <u>références aux</u> articles du chapitre III du titre I^{er} du livre I^{er} de la deuxième partie du même code, mentionnées aux articles L. 2123-21, L. 2335-7 et L. 2411-5 dudit code et à l'article L. 290-1 du code électoral <u>visent ces dispositions</u> dans leur rédaction an-</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p align="center">—</p> <p>Code électoral</p> <p><i>Art. L. 290-1. — Cf. annexe.</i></p> <p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 2112-4. —</i> Après accomplissement des formalités prévues aux articles L. 2112-2 et L. 2112-3, les conseils municipaux, sous réserve des dispositions des articles L. 2113-1 à L. 2113-12, donnent obligatoirement leur avis.</p> <p><i>Art. L. 2114-1. —</i> Lorsque le rachat, en exécution de dispositions législatives ou de décisions légales, de tout ou partie du territoire d'une commune a eu pour effet de rendre la vie communale impossible, la suppression de la commune et son rattachement à une ou plusieurs autres communes sont prononcés par décret en Conseil d'État, selon la procédure prévue par les articles L. 2112-12 et L. 2113-6 à L. 2113-9, en tant que leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent chapitre.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 2113-7 et L. 2113-8. — Cf. supra. art. 8.</i></p> <p><i>Art. L. 2411-13. —</i> Au terme d'un délai de cinq ans à compter de la fusion prononcée par l'arrêté prévu à l'article L. 2113-5, les biens et droits des sections de commune créées consécutivement à la fusion de deux ou plusieurs communes ou au rattachement d'une partie du territoire d'une commune à une autre commune peuvent</p>	<p align="center">—</p>	<p align="center">—</p> <p>présente loi.</p> <p>X (<i>nouveau</i>). — A l'article L. 2112-4 du code général des collectivités territoriales, les mots : « , sous réserve des dispositions des articles L. 2113-1 à L. 2113-12, » sont supprimés.</p> <p>XI (<i>nouveau</i>). — Au premier alinéa de l'article L. 2114-1 du même code, les références : « articles L. 2112-12 et L. 2113-6 à L. 2113-9 » sont remplacées par les références : « articles L. 2113-7 et L. 2113-8 ».</p> <p>XII (<i>nouveau</i>). — À l'article L. 2411-13 du même code, après la référence : « L. 2113-5 », sont insérés les mots : « dans sa rédaction antérieure à la loi n° du de réforme des collectivités territoriales ou de la création d'une commune nouvelle prononcée par l'arrêté prévu à l'article L. 2113-3 ».</p>	<p align="center">—</p> <p>térieure à la présente loi.</p> <p>X. — (<i>Sans modification</i>).</p> <p>XI. — (<i>Sans modification</i>).</p> <p>XII. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>être transférés en tout ou partie, en tant que de besoin, à la commune par arrêté du représentant de l'État dans le département pris après enquête publique à la demande du conseil municipal.</p> <p><i>Art. L. 2113-3. —</i> <i>Cf. supra. art. 8.</i></p> <p><i>Art. L. 2571-2. —</i> Les articles L. 2113-1 à L. 2113-26 et les articles L. 2224-12-4 et L. 2224-12-5 ne sont pas applicables aux communes de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon.</p> <p><i>Art. L. 2113-23. —</i> <i>Cf. supra. art. 8.</i></p> <p><i>Art. L. 5321-1. —</i> Après création de l'agglomération nouvelle, les conseils municipaux des communes figurant sur la liste des communes membres sont appelés à se prononcer dans un délai de six mois sur le choix de l'une des solutions suivantes :</p> <p>1° Création d'une nouvelle commune, soit par fusion simple, soit par fusion-association des communes membres de l'agglomération nouvelle ; le choix en faveur de cette solution doit être opéré par les communes dans les deux premiers mois du délai ouvert à l'alinéa ci-dessus. La consultation de la population prévue à l'article L. 2113-2 est effectuée dans les deux mois suivants. Dans le cas où il résulte de cette consultation que la majorité absolue des suffrages exprimés correspondant à un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits dans l'ensemble des communes consultées est en faveur de la fusion, celle-ci est pro-</p>		<p>XIII (<i>nouveau</i>). — À l'article L. 2571-2 du même code, la référence : « L. 2113-26 » est remplacée par la référence : « L. 2113-23 ».</p> <p>XIV (<i>nouveau</i>). — Les 1° et 2° de l'article L. 5321-1 du même code sont ainsi rédigés :</p> <p>« 1° Création d'une commune nouvelle par regroupement des communes membres de l'agglomération nouvelle, par application des dispositions des articles L. 2113-1 à L. 2113-3. Le choix en faveur de cette solution doit être opéré par les communes dans les deux premiers mois du délai ouvert à l'alinéa précédent. Dans le cas où les conditions de création d'une commune nouvelle fixées aux articles L. 2113-2 et L. 2113-3 ne sont pas remplies, les communes disposent d'un délai de deux mois pour opter entre l'une des deux solutions restantes ;</p>	<p>XIII. — (<i>Sans modification</i>).</p> <p>XIV. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« 1° Création d'une commune nouvelle par regroupement des communes membres de l'agglomération nouvelle, par application des dispositions des articles L. 2113-1 et L. 2113-2. Le choix en faveur de cette solution doit être opéré par les communes dans les deux premiers mois du délai ouvert à l'alinéa précédent. Dans le cas où les conditions de création d'une commune nouvelle fixées à l'article L. 2113-2 ne sont pas remplies, les communes disposent d'un délai de deux mois pour opter entre l'une des deux solutions restantes ;</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>noncée par arrêté du représentant de l'État dans le département. Les dispositions des articles L. 2113-4 à L. 2113-12 sont alors applicables. Dans le cas contraire, les communes disposent d'un délai de deux mois pour opter entre l'une des trois solutions restantes ;</p> <p>2° Transformation en commune unique, suivant le régime de la fusion simple, des communes ou portions de communes comprises à l'intérieur du périmètre d'urbanisation ;</p> <p><i>Art. L. 2113-1 à L. 2113-3. — Cf. supra. art. 8.</i></p>		<p>« 2° Transformation en commune nouvelle, suivant les dispositions des articles L. 2113-2 et L. 2113-3, des communes ou portions de communes comprises à l'intérieur du périmètre d'urbanisation ; ».</p>	<p>« 2° Transformation en commune nouvelle, suivant les dispositions de l'article L. 2113-2, des communes ou portions de communes comprises à l'intérieur du périmètre d'urbanisation ; ».</p>
<p><i>Art. L. 2214-2. —</i> Les communes résultant de la fusion de deux ou plusieurs communes sont soumises au régime de la police d'État lorsque celle-ci était, antérieurement à l'acte prononçant la fusion, instituée sur le territoire d'au moins l'une des communes fusionnées.</p>		<p>XV (nouveau). — L'article L. 2214-2 du même code est ainsi rédigé :</p>	<p>XV. — (Sans modification).</p>
<p>Code électoral</p>		<p>« Art. L. 2214-2. — La commune résultant de la fusion de deux ou plusieurs communes ou de la création d'une commune nouvelle est soumise au régime de la police d'État lorsque celle-ci était, antérieurement à l'acte prononçant la fusion ou la création de la commune nouvelle, instituée sur le territoire d'au moins l'une des anciennes communes. »</p>	
<p><i>Art. L. 284. —</i></p> <p>Dans le cas où le conseil municipal est constitué par application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du code général des collectivités territoriales relatif aux fusions de communes, le nombre de délégués est égal à celui auquel les anciennes</p>		<p>XVI (nouveau). — Au dernier alinéa de l'article L. 284 du code électoral, après les mots : « fusions de communes », sont insérés les mots : « dans leur rédaction antérieure à la loi n° du de réforme des collectivités</p>	<p>XVI. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>communes auraient eu droit avant la fusion.</p> <p>Code des communes</p> <p><i>Art. L. 431-1.</i> — Les personnels soumis aux dispositions de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et les personnels soumis aux dispositions du code du travail qui remplissent leurs fonctions dans les communes fusionnées sont pris en charge par la nouvelle commune à compter de l'acte prononçant la fusion et demeurent soumis aux dispositions de leur statut.</p> <p>.....</p>		<p>territoriales ».</p> <p>XVII (<i>nouveau</i>). — Après les mots : « dans les communes », la fin du premier alinéa de l'article L. 431-1 du code des communes est ainsi rédigée : « concernées par une fusion de communes ou la création d'une commune nouvelle sont pris en charge par la nouvelle commune à compter de l'acte prononçant la fusion ou la création et demeurent soumis aux dispositions de leur statut. »</p>	<p>XVII. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Code général des impôts</p> <p><i>Art. 1042 A.</i> — Les transferts de biens, droits et obligations résultant de fusions ou de regroupements de communes sont exonérés du droit d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière. Il en est de même des transferts de biens, droits et obligations effectués entre établissements publics de coopération intercommunale.</p>	<p>Article 11</p>	<p>XVIII (<i>nouveau</i>). — À la première phrase de l'article 1042 A du code général des impôts, les mots : « regroupements de communes » sont remplacés par les mots : « créations de communes nouvelles ».</p> <p>XIX (<i>nouveau</i>). — Supprimé.</p>	<p>XVIII. — (<i>Sans modification</i>).</p> <p>XIX (<i>nouveau</i>). — Maintien de la suppression.</p>
<p>Code général des impôts</p> <p><i>Art. 1638.</i> —</p>	<p>Article 11</p> <p>I. — Les communes fusionnées avant la publication de la présente loi demeurent régies par le chapitre III du titre I^{er} du livre I^{er} de la deuxième partie du code gé-</p>	<p>Article 11</p> <p>I. — Les communes fusionnées avant la publication de la présente loi demeurent régies par le chapitre III du titre I^{er} du livre I^{er} de la deuxième partie du code gé-</p>	<p>Article 11</p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Cf. supra art. 9.</i></p>	<p>néral des collectivités territoriales et par l'article 1638 du code général des impôts, dans leur rédaction antérieure à leur modification par la présente loi, sous réserve des dispositions du III.</p>	<p>néral des collectivités territoriales et par l'article 1638 du code général des impôts, dans leur rédaction antérieure à la présente loi, sous réserve des dispositions prévues aux deux alinéas suivants du présent article.</p>	
<p>Code général des collectivités territoriales</p>		<p>Pour son application aux communes visées à l'alinéa précédent, l'article L. 2113-16 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</p>	
<p><i>Art. L. 2113-16. — Cf. supra art. 8</i></p>		<p>« <i>Art. L. 2113-16. —</i> Le représentant de l'État dans le département peut prononcer la suppression de la ou des communes associées lorsqu'il a été saisi d'une demande à cet effet soit par délibération à la majorité des deux tiers des membres du conseil municipal, soit par le tiers des électeurs inscrits de la commune ou de la portion de territoire en question après accomplissement des formalités prévues aux articles L. 2112-2 et L. 2112-3. »</p>	
<p><i>Art. L. 2112-2 et L. 2112-3. — Cf. annexe.</i></p>	<p>Les communes associées des communes fusionnées avant la publication de la présente loi peuvent, par délibération du conseil municipal, être soumises à la section 2 du chapitre III du titre I^{er} du livre I^{er} de la deuxième partie du code général des collectivités territoriales dans sa rédaction résultant de la présente loi.</p>	<p><i>(Alinéa sans modification)</i></p>	
<p><i>Art. L. 2334-11. — Cf. annexe.</i></p>	<p>L'article L. 2334-11 du code général des collectivités territoriales cesse de produire ses effets à compter de l'année 2011.</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	
	<p>II <i>(nouveau)</i>. — Dans les communes fusionnées avant la publication de la présente loi, le représentant de</p>	<p>II. — Supprimé.</p>	

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

—

Texte élaboré par la com-
mission en vue de l'examen
en séance publique

—

l'État dans le département peut prononcer le retour à l'autonomie de la commune « associée », si les électeurs inscrits dans la section électorale de la commune associée se prononcent en faveur de cette autonomie dans le cadre de l'appartenance à une communauté de communes, à une communauté d'agglomération ou à une communauté urbaine.

La procédure de consultation est réalisée dans les conditions suivantes :

1° Le représentant de l'État organise la consultation lorsqu'il a été saisi d'une demande soit par le conseil consultatif ou la commission consultative de la commune associée, soit par le tiers des électeurs inscrits sur la liste électorale de la commune associée ;

2° La consultation est organisée dans les six mois qui suivent la réception de la demande par le représentant de l'État ;

3° Pour être validé, le projet doit recevoir la majorité absolue des suffrages exprimés, sous réserve que la participation au scrutin soit supérieure à la moitié des électeurs inscrits, correspondant à un nombre au moins égal au quart des électeurs inscrits consultés ;

4° Le retour à l'autonomie est de plein droit au 1^{er} janvier de l'année qui suit la consultation, dans le respect des limites territoriales de l'ancienne commune « associée » ;

5° La nouvelle commune redevient propriétaire

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Art. L. 2113-16. — Cf. supra art. 8.</p>	<p>de tous les terrains et édifices communaux, du domaine privé communal, du patrimoine des établissements publics communaux situés sur son territoire, des obligations et des droits relatifs à son territoire. Elle se voit dévolue la totalité des archives administratives nécessaire à son fonctionnement dans les trois mois qui suivent le retour à l'autonomie.</p>	<p>III. — Supprimé.</p>	
<p>Art. L. 2112-2 L. 2112-3. — Cf. annexe.</p>	<p>III (nouveau). — L'article L. 2113-16 du code général des collectivités territoriales, pour son application aux communes visées au premier alinéa du I, est ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 2113-16. — I. — Le représentant de l'État dans le département peut prononcer la suppression de la ou des communes associées lorsqu'il a été saisi d'une demande à cet effet soit par délibération à la majorité des deux tiers du conseil municipal, soit par le tiers des électeurs inscrits de la commune ou de la portion de territoire en question après accomplissement des formalités prévues aux articles L. 2112-2 et L. 2112-3.</p> <p>« II. — Le I s'applique aux communes visées au premier alinéa du I de l'article 11 de la loi n° de réforme des collectivités territoriales. »</p>		
<p>Art. L. 2143-1. — Dans les communes de 80 000 habitants et plus, le conseil municipal fixe le périmètre de chacun des quar-</p>	<p>Article 11 bis (nouveau)</p>	<p>Article 11 bis</p>	<p>Article 11 bis</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>tiers constituant la commune.</p> <p>Chacun d'eux est doté d'un conseil de quartier dont le conseil municipal fixe la dénomination, la composition et les modalités de fonctionnement.</p> <p>Les conseils de quartier peuvent être consultés par le maire et peuvent lui faire des propositions sur toute question concernant le quartier ou la ville. Le maire peut les associer à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des actions intéressant le quartier, en particulier celles menées au titre de la politique de la ville.</p> <p>Le conseil municipal peut affecter aux conseils de quartier un local et leur allouer chaque année des crédits pour leur fonctionnement.</p> <p>Les communes dont la population est comprise entre 20 000 et 79 999 habitants peuvent appliquer les présentes dispositions. Dans ce cas, les articles L. 2122-2-1 et L. 2122-18-1 s'appliquent.</p>	<p>À la première phrase du dernier alinéa de l'article L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales, le nombre : « 20 000 » est remplacé par le nombre : « 10 000 ».</p>	<p>Supprimé.</p>	<p>Maintien de la suppression.</p>
	<p>CHAPITRE IV</p> <p>REGROUPEMENT DE DÉPARTEMENTS ET DE RÉGIONS</p> <p>Article 12</p> <p>Le titre I^{er} du livre I^{er} de la troisième partie du code général des collectivités territoriales est complété par un chapitre IV ainsi rédigé :</p>	<p>CHAPITRE IV</p> <p>REGROUPEMENT ET MODIFICATION DES LIMITES TERRITORIALES DE DÉPARTEMENTS ET DE RÉGIONS</p> <p>Article 12</p> <p><i>(Alinéa sans modification)</i></p>	<p>CHAPITRE IV</p> <p>REGROUPEMENT ET MODIFICATION DES LIMITES TERRITORIALES DE DÉPARTEMENTS ET DE RÉGIONS</p> <p>Article 12</p> <p><i>(Alinéa sans modification)</i></p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne</p>	<p>« Chapitre IV</p> <p>« Regroupement de départements</p> <p>« Art. L. 3114-1. — I. — À la demande de leurs conseils généraux, des départements formant un territoire continu peuvent être regroupés en un seul.</p>	<p>(Alinéa sans modification)</p> <p>(Alinéa sans modification)</p> <p>« Art. L. 3114-1. — I. — Plusieurs départements formant, dans la même région, un territoire d'un seul tenant peuvent, par délibérations concordantes de leurs conseils généraux, demander à être regroupés en un seul département. L'avis du comité de massif compétent est requis dès lors que l'un des départements intéressés comprend des territoires de montagne au sens de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne. Son avis est réputé favorable s'il ne s'est pas prononcé à l'expiration d'un délai de deux mois suivant la notification par le représentant de l'État des délibérations des conseils généraux intéressés.</p>	<p>(Alinéa sans modification)</p> <p>(Alinéa sans modification)</p> <p>« Art. L. 3114-1. — I. — Plusieurs départements formant, dans la même région, un territoire d'un seul tenant peuvent, par délibérations concordantes de leurs conseils généraux, demander à être regroupés en un seul département. L'avis du comité de massif compétent est requis dès lors que l'un des départements intéressés comprend des territoires de montagne au sens de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne. Son avis est réputé favorable s'il ne s'est pas prononcé à l'expiration d'un délai de quatre mois suivant la notification par le représentant de l'État des délibérations des conseils généraux intéressés.</p>
<p>Art. L. 3121-9 et L. 3121-10. — Cf. annexe.</p>	<p>« Par dérogation aux articles L. 3121-9 et L. 3121-10, la demande de regroupement de départements prévue au premier alinéa est inscrite à l'ordre du jour du conseil général à l'initiative d'au moins 10 % de ses membres.</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	<p>Maintien de la suppression.</p>
<p>Art. L.O. 1112-3,</p>	<p>« II. — En cas de délibérations concordantes de l'ensemble des conseils généraux intéressés, le Gouvernement ne peut donner suite à la demande qu'avec l'accord des personnes inscrites sur les listes électorales des communes appartenant à ces départements.</p>	<p>« II. — Le Gouvernement ne peut donner suite à la demande que si ce projet de regroupement recueille, dans chacun des départements concernés, l'accord de la majorité absolue des suffrages exprimés, correspondant à un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits.</p>	<p>« II. — (Sans modification).</p>
<p>« Cette consultation est organisée selon les modalités définies aux articles</p>	<p>« Cette consultation des électeurs est organisée selon les modalités définies à</p>		

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>L.O. 1112-4, L.O. 1112-5, L.O. 1112-6, L.O. 1112-7 et L.O. 1112-8 à L.O. 1112-14. — Cf. annexe.</i></p>	<p>L.O. 1112-1 et suivants.</p> <p>« III. — Le regroupement est décidé par décret en Conseil d'État. »</p> <p>Article 12 bis (nouveau)</p> <p>Après l'article L. 4122-1 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 4122-1-1 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 4122-1-1. — I. — À la demande du conseil général intéressé ou d'un ou des deux conseils régionaux intéressés, un département peut être rattaché à une région qui lui est limitrophe.</p> <p>« Lorsque la demande n'émane pas à la fois des organes délibérants des trois collectivités intéressées, celui ou ceux ne s'étant pas prononcés disposent pour le faire d'un délai de six mois à compter de la notification par le représentant de l'État dans le département ou la région du projet de rattachement. À défaut de délibération dans ce délai, la décision est réputée favorable.</p>	<p>l'article L.O. 1112-3, au second alinéa de l'article L.O. 1112-4, aux articles L.O. 1112-5 et L.O. 1112-6, au second alinéa de l'article L.O. 1112-7 et aux articles L.O. 1112-8 à L.O. 1112-14. Un arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales fixe la date du scrutin, qui ne peut intervenir moins de deux mois après la transmission de la dernière délibération prévue au I du présent article.</p> <p>« III. — (Sans modification).</p> <p>Article 12 bis</p> <p>(Alinéa sans modification)</p> <p>« Art. L. 4122-1-1. — I. — Un département et deux régions contiguës peuvent demander, par délibérations concordantes de leurs assemblées délibérantes, une modification des limites régionales visant à inclure le département dans le territoire d'une région qui lui est limitrophe.</p> <p>Alinéa supprimé.</p>	<p>« III. — (Sans modification).</p> <p>Article 12 bis</p> <p>(Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L.O. 1112-3, L.O. 1112-4, L.O. 1112-5, L.O. 1112-6, L.O. 1112-7 et L.O. 1112-8 à L.O. 1112-14. — Cf. annexe.</i></p>	<p>—</p> <p>« II. — Si le Gouvernement décide de donner suite à la demande :</p> <p>« 1° En cas de délibérations concordantes de l'ensemble des organes délibérants des collectivités intéressées, il peut consulter les personnes inscrites sur les listes électorales des communes appartenant aux régions concernées sur l'opportunité de ce rattachement ;</p> <p>« 2° En l'absence de délibérations concordantes de l'ensemble des organes délibérants des collectivités intéressées, la consultation mentionnée au 1° est obligatoire.</p> <p>« Lorsqu'une consultation a été organisée, le rattachement ne peut être décidé que si le projet recueille, dans chacune des deux régions concernées et dans le département concerné, l'accord de la majorité absolue des suffrages exprimés correspondant à un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits dans l'ensemble des communes qui la composent. À défaut, le rattachement ne peut intervenir que dans les conditions fixées à l'article L. 4122-1.</p>	<p>—</p> <p>« II. — Le Gouvernement ne peut donner suite à la demande que si ce projet de modification des limites régionales recueille, dans le département et dans chacune des deux régions concernées, l'accord de la majorité absolue des suffrages exprimés, correspondant à un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits.</p> <p>« Cette consultation des électeurs est organisée selon les modalités définies à l'article L.O. 1112-3, au second alinéa de l'article L.O. 1112-4, aux articles L.O. 1112-5 et L.O. 1112-6, au second alinéa de l'article L.O. 1112-7 et aux articles L.O. 1112-8 à L.O. 1112-14. Un arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales fixe la date du scrutin, qui ne peut intervenir moins de deux mois après la transmission de la dernière délibération prévue au I du présent article.</p>	<p>Alinéa supprimé</p>
			<p>Alinéa supprimé</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Art. L. 4123-1. —</i> Deux ou plusieurs régions peuvent demander à se regrouper en une seule par délibérations concordantes des conseils régionaux intéressés.</p>	<p>« III. — Le rattachement est décidé par décret en Conseil d'État. »</p> <p>Article 13</p> <p>L'article L. 4123-1 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 4123-1. —</i> I. — À la demande de leurs conseils régionaux, des régions formant un territoire continu peuvent être regroupées en une seule.</p>	<p>« III. — La modification des limites territoriales des régions concernées est décidée par décret en Conseil d'État. »</p> <p>Article 13</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>)</p> <p>« <i>Art. L. 4123-1. —</i> I. — Plusieurs régions formant un territoire d'un seul tenant et sans enclave peuvent, par délibérations concordantes de leurs conseils régionaux, demander à être regroupées en une seule région. L'avis du comité de massif compétent est requis dès lors que l'une des régions intéressées comprend des territoires de montagne au sens de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne. Son avis est réputé favorable s'il ne s'est pas prononcé à l'expiration d'un délai de deux mois suivant la notification par le représentant de l'État des délibérations des conseils régionaux intéressés.</p>	<p>Article 13</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>)</p> <p>« <i>Art. L. 4123-1. —</i> I. — Plusieurs régions formant un territoire d'un seul tenant et sans enclave peuvent, par délibérations concordantes de leurs conseils régionaux, demander à être regroupées en une seule région. L'avis du comité de massif compétent est requis dès lors que l'une des régions intéressées comprend des territoires de montagne au sens de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne. Son avis est réputé favorable s'il ne s'est pas prononcé à l'expiration d'un délai de <u>quatre</u> mois suivant la notification par le représentant de l'État des délibérations des conseils régionaux intéressés.</p>
<p>Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne</p> <p><i>Art. 3. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« Par dérogation aux articles L. 4132-8 et L. 4132-9, la demande de regroupement de régions prévue au premier alinéa est inscrite à l'ordre du jour du conseil régional à l'initiative d'au moins 10 % de ses membres.</p> <p>« Le projet de regroupement est soumis pour avis aux conseils généraux concernés qui disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis</p>	<p>Alinéa supprimé.</p> <p>« Ce projet de regroupement est soumis pour avis aux conseils généraux concernés. L'avis de tout conseil général qui, à l'expiration d'un délai de trois mois suivant sa saisine par le président du conseil</p>	<p>Suppression maintenue.</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>La demande de regroupement doit être accompagnée de l'avis favorable exprimé par une majorité qualifiée constituée de la moitié des conseils généraux représentant les deux tiers de la population ou des deux tiers des conseils généraux représentant la moitié de la population.</p>	<p>est réputé favorable.</p> <p>« II. — En cas de délibérations concordantes de l'ensemble des conseils régionaux intéressés, le Gouvernement ne peut donner suite à la demande qu'avec l'accord des personnes inscrites sur les listes électorales des communes appartenant à ces régions.</p> <p>« Cette consultation est organisée par le représentant de l'État selon les modalités définies aux articles L.O. 1112-1 et suivants.</p>	<p>régional, ne s'est pas prononcé est réputé favorable.</p> <p>« II. — Le Gouvernement ne peut donner suite à la demande que si ce projet de regroupement recueille, dans chacune des régions concernées, l'accord de la majorité absolue des suffrages exprimés, correspondant à un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits.</p> <p>« Cette consultation des électeurs est organisée selon les modalités définies à l'article L.O. 1112-3, au second alinéa de l'article L.O. 1112-4, aux articles L.O. 1112-5 et L.O. 1112-6, au second alinéa de l'article L.O. 1112-7 et aux articles L.O. 1112-8 à L.O. 1112-14. Un arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales fixe la date du scrutin, qui ne peut intervenir moins de deux mois après la transmission de la dernière délibération prévue au I du présent article.</p>	<p>—</p> <p>« II. — <i>(Sans modification)</i>.</p>
<p>Le regroupement est prononcé par décret en Conseil d'État.</p> <p><i>Art. L. 4132-8, L. 4132-9, L.O. 1112-3, L.O. 1112-4, L.O. 1112-5, L.O. 1112-6, L.O. 1112-7 et L.O. 1112-8 à L.O. 1112-14. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« III. — Le regroupement est décidé par décret en Conseil d'État. »</p> <p>Article 13 <i>bis</i> (nouveau)</p> <p>Le titre II du livre I^{er} de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales est complété par un chapitre IV ainsi rédigé :</p>	<p>« III. — <i>(Sans modification)</i></p> <p>Article 13 <i>bis</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification)</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification)</i></p>	<p>« II. — <i>(Sans modification)</i>.</p> <p>Article 13 <i>bis</i></p> <p><i>(Sans modification)</i>.</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne</p>	<p>« Création d'une collectivité à statut particulier se substituant à une région et aux départements qui la composent</p>	<p>« Fusion d'une région et des départements qui la composent</p>	
<p><i>Art. 3. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« <i>Art. L. 4124-1. —</i> Une région et les départements qui la composent peuvent demander à fusionner en une unique collectivité à statut particulier, par délibérations concordantes de leurs assemblées délibérantes.</p>	<p>« <i>Art. L. 4124-1. —</i> I. — Une région et les départements qui la composent peuvent, par délibérations concordantes de leurs assemblées délibérantes, demander à fusionner en une unique collectivité territoriale exerçant leurs compétences respectives.</p>	
	<p>« Les personnes inscrites sur les listes électorales des communes de chacun des départements concernés sont consultées sur l'opportunité de ce projet, dans les conditions prévues par les articles L.O. 1112-1 et suivants.</p>	<p>« Lorsque le territoire concerné comprend des zones de montagne délimitées conformément à l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 précitée, les comités de massif concernés sont consultés sur le projet de fusion. Leur avis est réputé favorable s'ils ne se sont pas prononcés à l'expiration d'un délai de deux mois suivant la notification, par le représentant de l'État dans la région, des délibérations du conseil régional et des conseils généraux intéressés.</p>	
	<p>« Les résultats de la consultation sont appréciés dans la région et dans chacun des départements concernés.</p>	<p>« II. — Le Gouvernement ne peut donner suite à la demande que si ce projet de fusion recueille, dans chacun des départements concernés, l'accord de la majorité absolue des suffrages exprimés, correspondant à un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits.</p>	
<p>Code général des collectivités territoriales</p>	<p>« Lorsque la région et les départements qui demandent à fusionner comprennent des zones de montagne, l'avis des comités de massif est préalablement recueilli.</p>	<p>« Cette consultation des électeurs est organisée selon les modalités définies à l'article L.O. 1112-3, au second alinéa de l'article L.O. 1112-4, aux articles L.O. 1112-5 et L.O. 1112-6, au second alinéa de l'article L.O. 1112-7 et aux articles</p>	
<p><i>Art. L.O. 1112-3, L.O. 1112-4, L.O. 1112-5, L.O. 1112-6, L.O. 1112-7 et L.O. 1112-8 à L.O. 1112-14. — Cf. annexe.</i></p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Art. L. 5111-1.</i> — Les collectivités territoriales peuvent s'associer pour l'exercice de leurs compétences en créant des organismes publics de coopération dans les formes et conditions prévues par la législation en vigueur.</p>	<p>« La création de la collectivité est autorisée par la loi, qui fixe le statut et le régime juridique de la nouvelle collectivité ainsi créée. »</p>	<p>L.O. 1112-8 à L.O. 1112-14. Un arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales fixe la date du scrutin, qui ne peut intervenir moins de deux mois après la transmission de la dernière délibération prévue au I du présent article.</p>	
	TITRE III	TITRE III	TITRE III
	DÉVELOPPEMENT ET SIMPLIFICATION DE L'INTERCOMMUNALITÉ	DÉVELOPPEMENT ET SIMPLIFICATION DE L'INTERCOMMUNALITÉ	DÉVELOPPEMENT ET SIMPLIFICATION DE L'INTERCOMMUNALITÉ
	CHAPITRE I ^{ER}	CHAPITRE I ^{ER}	CHAPITRE I ^{ER}
	DISPOSITIONS COMMUNES	DISPOSITIONS COMMUNES	DISPOSITIONS COMMUNES
	Article 14	Article 14	Article 14
	<p>I. — Après le premier alinéa de l'article L. 5111-1 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>I. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p><i>(Sans modification).</i></p>
	<p>« Forment la catégorie des groupements de collectivités territoriales les établissements publics de coopération intercommunale et les établissements publics que sont les syndicats mixtes, mentionnés aux articles L. 5711-1 et L. 5721-8, les pôles métropolitains, les institutions ou organismes interdépartementaux</p>	<p>« Forment la catégorie des groupements de collectivités territoriales les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes, mentionnés aux articles L. 5711-1 et L. 5721-8, les pôles métropolitains, les agences départementales, les institutions ou organismes interdépartemen-</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Les collectivités territoriales peuvent conclure entre elles des conventions par lesquelles l'une d'elles s'engage à mettre à la disposition d'une autre collectivité ses services et moyens afin de lui faciliter l'exercice de ses compétences.</p>	<p>et les ententes interrégionales. »</p>	<p>taux et les ententes interrégionales. »</p>	
<p><i>Art. L. 5711-1 et L. 5721-8. — Cf. annexe.</i></p>	<p>II. — Après l'article L. 5210-1 du même code, il est inséré un article L. 5210-1-1 A ainsi rédigé :</p>	<p>II. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>	
	<p>« <i>Art. L. 5210-1-1 A.</i> — Forment la catégorie des établissements publics de coopération intercommunale les syndicats de communes, les communautés de communes, les communautés urbaines, les communautés d'agglomération, les syndicats d'agglomération nouvelle, les communautés d'agglomération nouvelle et les métropoles. »</p>	<p>« <i>Art. L. 5210-1-1 A.</i> — Forment la catégorie des établissements publics de coopération intercommunale les syndicats de communes, les communautés urbaines, les communautés d'agglomération, les syndicats d'agglomération nouvelle et les métropoles. »</p>	
		<p>Article 14 bis <i>(nouveau)</i></p>	<p>Article 14 bis</p>
		<p>I. — Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	<p>I. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 5331-1 à L. 5331-3. — Cf. annexe.</i></p>		<p>1° Le chapitre I^{er} du titre III de livre III de la cinquième partie est abrogé ;</p>	<p>1° <i>(Sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 5332-2. — . . .</i></p>		<p>2° Le deuxième alinéa de l'article L. 5332-2 est supprimé ;</p>	<p>2° <i>(Sans modification).</i></p>
<p>À défaut de l'accord prévu à l'alinéa précédent, à la date de l'arrêté d'autorisation pris par le représentant de l'État dans le département, la répartition</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>des sièges entre les communes s'effectue dans les conditions prévues aux articles L. 5331-1 et L. 5331-2 pour la communauté d'agglomération nouvelle.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 1211-2. — . . .</i></p> <p>.....</p> <p>— sept présidents d'établissements publics de coopération intercommunale élus par le collège des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale à raison d'un pour les communautés urbaines, d'un pour les communautés de communes ayant opté pour le régime fiscal de l'article 1609 <i>nonies C</i> du code général des impôts, de deux pour les communautés de communes n'ayant pas opté pour les dispositions du même article, d'un pour les communautés d'agglomération, d'un pour les syndicats et d'un pour les organismes institués en vue de la création d'une agglomération nouvelle ;</p> <p>.....</p>			
<p><i>Art. L. 1615-2. —</i> Les ressources destinées au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, visé à l'article L. 1615-1, sont réparties entre les régions, les départements, les communes, leurs groupements, leurs régies, les organismes chargés de la gestion des agglomérations nouvelles, les services départementaux d'incendie et de secours, les centres communaux d'action sociale, les caisses des écoles, le Centre national de la fonction publique territoriale et les centres de gestion des personnels de</p>		<p>3° Au sixième alinéa de l'article L. 1211-2, les mots : « les organismes » sont remplacés par les mots : « les syndicats » ;</p> <p>4° Au premier alinéa de l'article L. 1615-2, les mots : « les organismes » sont remplacés par les mots : « les syndicats » ;</p>	<p>3° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>4° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>la fonction publique territoriale au prorata de leurs dépenses réelles d'investissement, telles qu'elles sont définies par décret.</p> <p>.....</p>			
<p><i>Art. L. 2334-4. —</i></p>		<p>5° L'article L. 2334-4 est ainsi modifié :</p>	<p>5° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Pour les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale faisant application du régime fiscal prévu à l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts, issu de la transformation d'un syndicat ou d'une communauté d'agglomération nouvelle et qui faisaient antérieurement partie de ce syndicat ou de cette communauté, il est ajouté à leurs bases de taxe professionnelle, calculées selon les modalités prévues à l'article L. 5334-16 l'année précédant la transformation, une quote-part déterminée au prorata de leur population, de l'augmentation ou de la diminution totale des bases de taxe professionnelle de l'ensemble des communes membres de l'ancien syndicat d'agglomération nouvelle par rapport à l'année précédente.</p> <p>.....</p>		<p>a) Au dixième alinéa, les mots : « ou d'une communauté » et les mots : « ou de cette communauté » sont supprimés ;</p>	
<p>Pour les établissements publics de coopération intercommunale issus de la transformation d'un syndicat ou d'une communauté d'agglomération nouvelle, le potentiel financier des communes qui étaient membres du syndicat ou de la communauté et qui font partie du nouvel établissement public de coopération intercommunale est calculé à compter de 2006 conformément aux</p>		<p>b) À la première phrase du quatorzième alinéa, les mots : « ou d'une communauté » et les mots : « ou de la communauté » sont supprimés ;</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>premier à treizième alinéas. Pour le calcul du potentiel fiscal de ces communes, la part de la dotation de compensation répartie entre les communes membres en application du treizième alinéa est prise en compte à hauteur d'un seuil de 20 % en 2006. Ce seuil augmente de 20 points par an pour atteindre 100 % en 2010.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 2531-12. — . . .</i></p> <p>.....</p> <p>4° Trois présidents d'établissement public de coopération intercommunale, dont deux au titre des communautés ou syndicats d'agglomération nouvelle, élus par le collège des présidents d'établissement public de coopération intercommunale de la région d'Ile-de-France à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 5211-12. —</i></p> <p>Les indemnités maximales votées par le conseil ou comité d'un syndicat de communes, d'une communauté de communes, d'une communauté urbaine, d'une communauté d'agglomération et d'une communauté ou d'un syndicat d'agglomération nouvelle pour l'exercice effectif des fonctions de président et de vice-président sont déterminées par un décret en Conseil d'État par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.</p> <p>.....</p>		<p>6° Au 4° de l'article L. 2531-12, les mots : « communautés ou » sont supprimés ;</p> <p>7° Au premier alinéa de l'article L. 5211-12, les mots : « d'une communauté ou » sont supprimés ;</p>	<p>6° (Sans modification).</p> <p>7° (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Art. L. 5211-28.</i> —</p> <p>Pour les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les communautés urbaines et les syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle, les ressources de la dotation d'intercommunalité sont prélevées sur la dotation d'aménagement prévue à l'article L. 2334-13.</p> <p>.....</p>		<p>8° Au second alinéa de l'article L. 5211-28, les mots : « ou communautés » sont supprimés ;</p>	<p>8° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5211-29.</i> —</p> <p>4° Les syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle ;</p> <p>.....</p>		<p>9° Au 4° du I et, à deux reprises, au neuvième alinéa du II de l'article L. 5211-29, les mots : « ou communautés » sont supprimés ;</p>	<p>9° Au 4° du I de l'article L. 5211-29, les mots : « ou communautés » sont supprimés ;</p>
<p>La dotation par habitant des communautés d'agglomération, issues d'une transformation de syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle en application des dispositions des articles L. 5341-1 et L. 5341-2, ne peut être inférieure à celle fixée pour les syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle.</p> <p>.....</p>			
<p><i>Art. L. 5211-30.</i> —</p> <p>Par dérogation également, le potentiel fiscal des communautés d'agglomération issues de la transformation de syndicats ou de communautés d'agglomération nouvelle est pondéré par le rapport entre les bases brutes par habitant de taxe professionnelle des communautés d'agglomération et la somme des bases brutes par habitant</p>		<p>10° Le II de l'article L. 5211-30 est ainsi modifié :</p> <p>a) Au troisième alinéa, les mots : « ou de communautés » sont supprimés ;</p> <p>b) Au troisième alinéa et à la première phrase du quatrième alinéa, les mots : « ou communautés » sont</p>	<p>10° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>des syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle et de ceux d'entre eux qui se sont transformés en communautés d'agglomération, sous réserve que ce rapport soit inférieur à un.</p> <p>Le potentiel fiscal des syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle est déterminé par application à leurs bases brutes de taxe professionnelle du taux moyen national d'imposition à cette taxe constaté pour la catégorie d'établissement à laquelle ils appartiennent. Il est majoré du montant, pour la dernière année connue, de la dotation de compensation prévue au premier alinéa de l'article L. 5211-28-1, hors les montants correspondant à la compensation prévue au 2° bis du II de l'article 1648 B du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003).</p> <p>.....</p>		<p>supprimés ;</p>	
<p><i>Art. L. 5211-32. —</i></p> <p>Au titre de la première année où il perçoit le produit de sa fiscalité propre, un établissement public de coopération intercommunale reçoit une attribution calculée dans les conditions prévues à l'article L. 5211-30. Les attributions des communautés de communes et des syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle ainsi déterminées font l'objet d'un abattement de 50 %.</p> <p>.....</p>		<p>11° A la seconde phrase du premier alinéa de l'article L. 5211-32, les mots : « ou communautés » sont supprimés ;</p>	<p>11° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5211-33. —</i></p> <p>Les syndicats ou</p>		<p>12° À l'avant-dernier alinéa du II de l'article L. 5211-33, les mots : « ou communautés » sont suppri-</p>	<p>12° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>communautés d'agglomération nouvelle perçoivent une attribution qui progresse chaque année selon un taux fixé par le comité des finances locales au plus égal au taux d'évolution de la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 5321-1. — . . .</i></p> <p>.....</p> <p>1° Création d'une nouvelle commune, soit par fusion simple, soit par fusion-association des communes membres de l'agglomération nouvelle ; le choix en faveur de cette solution doit être opéré par les communes dans les deux premiers mois du délai ouvert à l'alinéa ci-dessus. La consultation de la population prévue à l'article L. 2113-2 est effectuée dans les deux mois suivants. Dans le cas où il résulte de cette consultation que la majorité absolue des suffrages exprimés correspondant à un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits dans l'ensemble des communes consultées est en faveur de la fusion, celle-ci est prononcée par arrêté du représentant de l'État dans le département. Les dispositions des articles L. 2113-4 à L. 2113-12 sont alors applicables. Dans le cas contraire, les communes disposent d'un délai de deux mois pour opter entre l'une des trois solutions restantes ;</p> <p>.....</p> <p>3° Création d'une communauté d'agglomération nouvelle régie par les dispositions du présent livre par adhésion, en termes concor-</p>		<p>més ;</p> <p>13° L'article L. 5321-1 est ainsi modifié :</p> <p><i>a) Supprimé.</i></p> <p><i>b) Le 3° est abrogé et le dernier alinéa est supprimé ;</i></p>	<p>13° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>dants, à un projet de décision institutive réglant le fonctionnement de la communauté ;</p> <p>.....</p> <p>4° Création d'un syndicat d'agglomération nouvelle régi par les dispositions du présent livre par adhésion, en termes concordants, à un projet de décision institutive réglant le fonctionnement du syndicat, sous réserve, le cas échéant, des dispositions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 5332-2.</p> <p>Le choix entre ces solutions s'effectue à la majorité qualifiée des conseils municipaux concernés : deux tiers des communes représentant plus de la moitié de la population ou la moitié des communes représentant plus des deux tiers de la population. Ce décompte ne s'effectue qu'entre les communes dont les conseils municipaux se sont prononcés explicitement en faveur de l'une des solutions énumérées aux 1° à 4° ci-dessus. À défaut de décision obtenue dans ces conditions avant l'expiration du délai de six mois prévu au premier alinéa, la zone comprise à l'intérieur du périmètre d'urbanisation est érigée en commune.</p> <p>La commune visée au 1° ci-dessus est créée par arrêté du représentant de l'État dans le département à une date fixée par celui-ci. La commune visée au 2° ci-dessus ou à l'alinéa précédent est créée par arrêté du représentant de l'État dans le département à une date fixée par celui-ci. Cet arrêté constate les nouvelles limites</p>		<p>c) Au cinquième alinéa, la référence : « 4° » est remplacée par la référence : « 3° » et les mots : « , sous réserve, le cas échéant, des dispositions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 5332-2 » sont supprimés ;</p> <p>d) À la deuxième phrase du sixième alinéa, la référence : « 4° » est remplacée par la référence : « 3° » ;</p> <p>e) À la dernière phrase de l'avant-dernier alinéa, les mots : « La communauté</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>communales et, le cas échéant, les nouvelles limites cantonales. La communauté d'agglomération nouvelle visée au 3° ci-dessus ou le syndicat d'agglomération nouvelle visé au 4° ci-dessus sont autorisés par arrêté du représentant de l'État dans le département.</p>		<p>d'agglomération nouvelle visée au 3° ci-dessus ou » sont supprimés et les mots : « 4° ci-dessus » sont autorisés » sont remplacés par les mots : « 3° est autorisé » ;</p>	
<p>Après chaque renouvellement général des conseils municipaux, les conseils municipaux des communes membres d'un syndicat d'agglomération nouvelle peuvent décider, à la majorité qualifiée prévue au sixième alinéa, de substituer au syndicat une communauté d'agglomération nouvelle. Cette décision, qui doit avoir été prise dans un délai de six mois, prend effet neuf mois après le renouvellement général des conseils municipaux.</p>			
<p><i>Art. L. 5321-5.</i> — La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle regroupe des communes entières ; ses compétences s'exercent sur l'ensemble du territoire des communes membres.</p>		<p>14° Au début de l'article L. 5321-5, les mots : « La communauté ou » sont supprimés ;</p>	<p>14° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Chapitre III Compétences et pouvoirs de la communauté d'agglomération nouvelle et du syndicat d'agglomération nouvelle</p>		<p>15° À l'intitulé du chapitre III du titre III du livre III de la cinquième partie, les mots : « de la communauté d'agglomération nouvelle et » sont supprimés ;</p>	<p>15° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5333-1.</i> — La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle exerce les compétences des communes en matière de programmation et</p>		<p>16° L'article L. 5333-1 est ainsi modifié :</p> <p>a) Aux première et seconde phrases, les mots : « la communauté ou » sont supprimés ;</p>	<p>16° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>d'investissement dans les domaines de l'urbanisme, du logement, des transports, des réseaux divers et de la création des voies nouvelles et du développement économique. Ils sont compétents en matière d'investissement pour la réalisation des équipements rendus nécessaires par les urbanisations nouvelles engagées sous forme de zones d'aménagement concerté ou de lotissement comprenant plus de trente logements, quelle que soit la localisation de ces équipements ; les autres équipements sont réalisés par les communes soit sur leurs ressources propres, soit sur des crédits délégués à cet effet par la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle.</p>		<p>b) Le début de la seconde phrase est ainsi rédigé : « Il est compétent en ... (le reste sans changement). » ;</p>	
<p><i>Art. L. 5333-2.</i> — La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle exerce les compétences définies au chapitre II du titre II du livre I^{er} du code de l'urbanisme relatif aux schémas de cohérence territoriale.</p>		<p>17° Au premier et au second alinéa de l'article L. 5333-2, les mots : « La communauté ou » sont supprimés ;</p>	<p>17° (Sans modification).</p>
<p>Lorsque les communes ne sont pas couvertes par un schéma de cohérence territoriale approuvé et rendu exécutoire, les compétences qui leur sont normalement attribuées relatives à l'élaboration des plans locaux d'urbanisme sont exercées par la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle.</p>		<p>18° L'article L. 5333-3 est ainsi modifié :</p>	<p>18° (Sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 5333-3.</i> — La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle</p>		<p>a) Au début du premier alinéa, les mots : « La communauté ou » sont sup-</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>exerce les compétences attribuées aux communes relatives aux zones d'aménagement concerté et au plan d'aménagement des zones ainsi qu'aux lotissements comportant plus de trente logements.</p>		primés ;	
<p>Les projets relatifs à ces décisions d'urbanisme sont soumis pour avis aux conseils municipaux des communes dont le territoire est intéressé. Dans les zones d'aménagement concerté et les lotissements de plus de trente logements ainsi que pour les opérations groupées de plus de trente logements, le président de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle exerce les pouvoirs dévolus au maire de la commune en matière d'autorisations d'utilisation des sols et l'assemblée délibérante exerce ceux du conseil municipal en matière d'adoption des investissements. Toutefois, lorsque 90 % de la surface des programmes prévisionnels de construction de la zone d'aménagement concerté ont été réalisés ou lorsque les neuf dixièmes des lots du lotissement ont été construits, le conseil de la communauté ou le comité du syndicat le constate par une délibération qui a pour effet de restituer au maire dans cette zone ou ce lotissement ses pouvoirs en matière d'autorisation d'utilisation du sol. Il en est de même dès que la conformité d'une opération groupée a été constatée.</p>		<p>b) À la deuxième phrase du second alinéa, les mots : « de la communauté ou » sont supprimés ;</p>	
.....		<p>c) À la troisième phrase du second alinéa, les mots : « le conseil de la communauté ou » sont supprimés ;</p>	
		<p>19° L'article L. 5333-4 est ainsi modifié :</p>	<p>19° (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Art. L. 5333-4.</i> — Les communes gèrent les équipements ainsi que les services publics qui leur sont attachés, à l'exception de ceux qui sont reconnus d'intérêt commun et qui sont à ce titre créés et gérés par la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle.</p> <p>Un inventaire des équipements existants ou en voie de réalisation est dressé lors de la création de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle ; les conseils municipaux se prononcent à la majorité des deux tiers de ceux-ci représentant plus de la moitié de la population ou la moitié des conseils municipaux représentant plus des deux tiers de la population dans un délai de quatre mois à compter de la date de l'arrêté pris par le représentant de l'État dans le département en application du septième alinéa de l'article L. 5321-1 sur la liste des équipements reconnus d'intérêt commun lors de l'établissement de cet inventaire qui est constaté par un arrêté du représentant de l'État dans le département. L'inventaire est renouvelé après chaque renouvellement des conseils municipaux dans les conditions prévues pour son établissement initial. Dans le cas de transferts d'équipements lors du renouvellement de l'inventaire, les conséquences financières de ces transferts sont fixées par une convention signée entre la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle et la ou les communes membres concernées et approuvée à la majorité des deux tiers des membres du conseil d'agglomération ou du comi-</p>		<p>a) Au premier alinéa, à la dernière phrase du deuxième alinéa et au troisième alinéa, les mots : « la communauté ou » sont supprimés ;</p> <p>b) À la première phrase du deuxième alinéa et au troisième alinéa, les mots : « de la communauté ou » sont supprimés ;</p> <p>c) À la dernière phrase du deuxième alinéa et au dernier alinéa, les mots : « du conseil d'agglomération ou » sont supprimés ;</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>té syndical.</p> <p>Les équipements dont la réalisation est décidée par la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle, postérieurement à l'établissement de cet inventaire, peuvent être ajoutés à la liste des équipements reconnus d'intérêt commun par délibération de la communauté ou du syndicat adoptée à la majorité des deux tiers au moment de la première inscription budgétaire les concernant.</p> <p>Si un équipement de nature intercommunale n'est pas porté sur la liste des équipements reconnus d'intérêt commun, faute de la majorité qualifiée prévue aux deux alinéas précédents, la commune à qui en revient la gestion peut demander qu'il soit ajouté à cette liste par arrêté du représentant de l'État dans le département, après une nouvelle délibération du conseil d'agglomération ou du comité du syndicat.</p> <p><i>Art. L. 5333-4-1. —</i></p> <p>Les communes membres d'un syndicat d'agglomération nouvelle ou d'une communauté d'agglomération nouvelle peuvent à tout moment transférer à ce syndicat ou à cette communauté tout ou partie des compétences visées à l'article L. 5216-5 dont le transfert n'est pas prévu par les articles L. 5333-1 à L. 5333-4, ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à l'exercice</p>	<p>—</p>	<p>—</p> <p>20° L'article L. 5333-4-1 est ainsi modifié :</p> <p>a) Au premier alinéa, les mots : « ou d'une communauté d'agglomération nouvelle » et les mots : « ou à cette communauté » sont supprimés ;</p>	<p>—</p> <p>20° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
de ces compétences.			
<p>Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes du comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou du conseil de la communauté d'agglomération nouvelle et des conseils municipaux se prononçant à une majorité des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre la commune dont la population est supérieure à la moitié de la population totale concernée. Le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification au maire de la commune de la délibération du comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou du conseil de la communauté d'agglomération pour se prononcer sur les transferts proposés. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.</p>		<p>b) À la première phrase du deuxième alinéa, les mots : « ou du conseil de la communauté d'agglomération nouvelle » sont supprimés ;</p>	
		<p>c) À la troisième phrase du deuxième alinéa, les mots : « ou du conseil de la communauté d'agglomération » sont supprimés ;</p>	
		<p>21° L'article L. 5333-5 est ainsi modifié :</p>	<p>21° (Sans modification).</p>
<p>.....</p> <p><i>Art. L. 5333-5.</i> — La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle peut assurer la gestion de services et l'exécution de tous travaux ou études pour le compte des communes membres dans les conditions fixées par convention avec la ou les communes intéressées. Ils peuvent demander, dans des conditions fixées par convention, à une ou plusieurs communes d'assurer pour son compte certaines</p>		<p>a) Au début de la première phrase, les mots : « La communauté ou » sont supprimés ;</p>	
		<p>b) À la dernière</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>prestations de services et, le cas échéant, certains investissements. Ces conventions sont adoptées à la majorité des deux tiers des membres du conseil d'agglomération ou du comité syndical.</p>		<p>—</p> <p>phrase, les mots : « du conseil d'agglomération ou » sont supprimés ;</p>	
<p><i>Art. L. 5333-6.</i> — La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle est substitué de plein droit pour l'exercice de ses compétences aux communes membres qui font partie d'un établissement public de coopération intercommunale lorsque celui-ci comprend des communes extérieures à l'agglomération nouvelle.</p>		<p>22° L'article L. 5333-6 est ainsi modifié :</p>	<p>22° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Après consultation de ces communes membres, la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle peut, dans le délai d'un an à compter de sa création, demander son retrait de l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice d'une ou plusieurs compétences dans les conditions fixées au présent article.</p>		<p>a) Aux premier et deuxième alinéas, les mots : « la communauté ou » sont supprimés ;</p>	
<p>Le conseil de la communauté ou le comité du syndicat d'agglomération nouvelle et le comité de l'établissement public de coopération intercommunale se prononcent, par délibérations concordantes, sur les conditions de ce retrait. Ces délibérations déterminent les conditions financières et patrimoniales de ce retrait ainsi que l'affectation des personnels concernés.</p>		<p>b) Au début de la première phrase du troisième alinéa, les mots : « Le conseil de la communauté ou » sont supprimés ;</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>.....</p> <p><i>Art. L. 5333-7.</i> — Les biens, immeubles et meubles, faisant partie du domaine public des communes membres sont affectés à la communauté ou au syndicat d'agglomération nouvelle dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exercice de ses compétences.</p> <p>La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle est propriétaire des biens du domaine public qu'elle ou qu'il acquiert ou crée dans l'exercice de ses compétences.</p> <p>Il peut être procédé par convention à des transferts de propriété entre les communes et la communauté ou le syndicat ainsi que des droits et obligations qui sont attachés aux biens transférés. Ces transferts ne donnent pas lieu à indemnités, droits, taxes, salaires ou honoraires. Toutefois, des dotations pour travaux d'investissement, destinées à couvrir la charge incombant au propriétaire au titre des équipements transférés, peuvent être attribuées par le conseil d'agglomération ou le comité syndical, selon des modalités fixées par lui à la majorité des deux tiers de ses membres.</p> <p><i>Art. L. 5333-8.</i> — La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle, substitué au syndicat communautaire d'aménagement, assure le service de la dette afférente, d'une part, aux équipements créés ou acquis</p>		<p>23° L'article L. 5333-7 est ainsi modifié :</p> <p>a) Au premier alinéa, les mots : « à la communauté ou » sont supprimés ;</p> <p>b) Au deuxième alinéa et à la première phrase du troisième alinéa, les mots : « la communauté ou » sont supprimés ;</p> <p>c) À la dernière phrase du troisième alinéa, les mots : « le conseil d'agglomération ou » sont supprimés ;</p> <p>24° Au début de l'article L. 5333-8, les mots : « La communauté ou » sont supprimés ;</p>	<p>23° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>24° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>par lui et, d'autre part, aux équipements créés ou acquis par les communes lorsque ces équipements figurent sur la liste des équipements reconnus d'intérêt commun dans les conditions prévues à l'article L. 5333-4.</p>		<p>25° L'article L. 5334-2 est ainsi modifié :</p>	<p>25° (Sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 5334-2.</i> — Le budget de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle est exécutoire dans les conditions applicables aux budgets des communes.</p>		<p>a) Au premier alinéa, les mots : « de la communauté ou » sont supprimés ;</p>	
<p>.....</p> <p>Les dépenses que la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle doit engager en exécution de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage constituent des dépenses obligatoires.</p>		<p>b) Au troisième alinéa, les mots : « la communauté ou » sont supprimés ;</p>	
<p><i>Art. L. 5334-3.</i> — Les communes membres d'une communauté ou d'un syndicat d'agglomération nouvelle votent les taux et perçoivent le produit des taxes foncières, de la taxe d'habitation et des autres droits et taxes, à l'exclusion de la taxe professionnelle, conformément aux dispositions applicables aux communes.</p>		<p>26° L'article L. 5334-3 est ainsi modifié :</p>	<p>26° (Sans modification).</p>
<p>Le transfert de ces droits et taxes à la communauté ou au syndicat d'agglomération nouvelle s'accompagne des obligations liées à leur perception.</p>		<p>a) Au premier alinéa, les mots : « d'une communauté ou » sont supprimés ;</p>	
		<p>b) Au second alinéa, les mots : « à la communauté ou » sont supprimés ;</p>	
		<p>27° L'article</p>	<p>27° (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L. 5334-4.</i> — La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle est substitué aux communes membres pour l'application des dispositions relatives à la taxe professionnelle, à l'exception des II à V <i>ter</i> de l'article 1648 A du code général des impôts. Elle ou il perçoit le produit de cette taxe et en vote le taux dans les limites définies aux troisième à sixième alinéas du I de l'article 1636 B <i>sexies</i> et à l'article 1636 B <i>septies</i> du code général des impôts.</p> <p>.....</p>	<p>—</p>	<p>L. 5334-4 est ainsi modifié :</p> <p><i>a)</i> Au premier alinéa et au 3°, les mots : « la communauté ou » sont supprimés ;</p>	<p><i>tion</i>).</p>
<p>1° Le taux de la taxe d'habitation est égal au taux moyen de cette taxe constaté dans l'ensemble des communes membres de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle ;</p>		<p><i>b)</i> Aux 1° et 2°, les mots : « de la communauté ou » sont supprimés ;</p>	
<p>2° Le taux moyen pondéré de la taxe d'habitation et des taxes foncières est égal à la somme des taux moyens constatés pour chacune de ces taxes dans l'ensemble des communes membres de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle, pondérés par l'importance relative des bases de ces trois taxes pour l'année visée au 3° ci-après ;</p> <p>.....</p>			
<p><i>Art. L. 5334-6.</i> — Pour la première année d'application des dispositions de l'article L. 5334-4, la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle verse aux communes membres une dotation de référence</p>		<p>28° À la première phrase du premier alinéa et à la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article L. 5334-6, les mots : « la communauté ou » sont supprimés ;</p>	<p>28° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>destinée à couvrir une insuffisance éventuelle des ressources des communes qui résulterait des transferts de recettes et de charges prévus par le présent titre. Ces dotations constituent pour l'agglomération une dépense obligatoire.</p>			
<p>Après avis d'une commission, et après consultation des maires de l'ensemble des communes membres, le représentant de l'État dans le département détermine une dotation de référence. Cette dotation de référence sera calculée sur la base des comptes administratifs des communes membres en tenant compte des mesures nouvelles et des transferts de recettes et de charges qui auront été effectivement décidés au cours de la première année au titre de laquelle la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle est substitué aux communes membres pour la perception de la taxe professionnelle.</p>			
<p>.....</p>		<p>29° L'article L. 5334-7 est ainsi modifié :</p>	<p>29° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5334-7.</i> — Il est créé dans le budget de chaque communauté ou syndicat d'agglomération nouvelle un fonds de coopération destiné à servir les dotations de coopération prévues à l'article L. 5334-8.</p>		<p>a) Au premier alinéa, les mots : « communauté ou » sont supprimés ;</p>	
<p>Ce fonds de coopération dispose des ressources suivantes :</p>			
<p>1° Un prélèvement sur le produit de la taxe professionnelle perçu par la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle sur son territoire, augmenté des</p>		<p>b) Aux premier, troisième, quatrième et sixième alinéas du 1°, les mots : « la communauté ou » sont supprimés ;</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>compensations versées en contrepartie de l'application des dispositions prévues aux articles 1472, 1472 A et 1472 A bis, au troisième alinéa du II de l'article 1478 du code général des impôts, 26 (B) de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002), ainsi que du montant perçu en 2003 en application du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998) et du 1 du III de l'article 29 de la loi de finances pour 2003 précitée indexé chaque année comme la dotation forfaitaire prévue par l'article L. 2334-7.</p> <p>.....</p> <p>Le montant de ce prélèvement est indexé chaque année, par rapport au montant du prélèvement de l'année précédente, d'un pourcentage égal au moins à 70 % de la variation du produit de la taxe professionnelle perçu par la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle, augmenté des compensations versées en contrepartie de l'application des dispositions prévues aux articles 1472, 1472 A et 1472 A bis, au troisième alinéa du II de l'article 1478 du code général des impôts, 26 (B) de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002), ainsi que du montant perçu en 2003 en application du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998) et du 1 du III de l'article 29 de la loi de finances pour 2003 précitée indexé chaque année comme la dotation forfaitaire prévue par l'article L. 2334-7.</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Lorsqu'il est fait application des dispositions de l'article 1609 <i>nonies</i> BA du code général des impôts, le produit de la taxe professionnelle perçu par la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle sur son territoire, augmenté des compensations, mentionné aux alinéas précédents, s'entend après répartition du produit de la taxe professionnelle et des compensations y afférentes perçus dans la zone d'activités économiques.</p>		<p>c) Au début du cinquième alinéa du 1^o, les mots : « Le conseil d'agglomération ou » sont supprimés ;</p>	
<p>Le conseil d'agglomération ou le comité syndical peut, à la majorité des trois quarts de ses membres, décider d'abonder ce prélèvement.</p>		<p>d) À la première phrase du premier alinéa du 2^o, les mots : « de la communauté ou » sont supprimés ;</p>	
<p>Cette disposition n'est pas applicable lorsque la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle bénéficie ou a bénéficié, depuis moins de cinq années, d'avances remboursables accordées par l'État afin d'équilibrer son budget de fonctionnement.</p>			
<p>2^o Une contribution de chaque commune dont le potentiel fiscal par habitant excède deux fois le potentiel fiscal moyen par habitant des communes membres de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle. Le montant de la contribution est égal aux trois quarts du montant du potentiel fiscal excédant le double du potentiel fiscal moyen par habitant, multiplié par le nombre d'habitants de la commune considérée. Pour l'application du présent alinéa, le potentiel fiscal est calculé selon les règles fixées à l'article L. 5334-</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>8.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 5334-8. —</i> Une dotation de coopération est instituée en faveur de chacune des communes membres de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle. Elle se substitue à la dotation de référence à compter de 1992.</p> <p>Le versement de cette dotation constitue pour la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle une dépense obligatoire.</p> <p>.....</p> <p>La pondération entre les différents critères ci-dessus énumérés est fixée par le conseil d'agglomération ou le comité syndical à la majorité des deux tiers de ses membres. À défaut, la pondération entre ces différents critères est la suivante :</p> <p>.....</p> <p>— le potentiel fiscal, calculé sur la base des données fiscales de la dernière année connue, qui est égal au montant des bases pondérées de la taxe d'habitation et des deux taxes foncières, le coefficient de pondération étant le taux moyen d'imposition, à chacune de ces trois taxes, des communes membres de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle ; ce montant est majoré des compensations versées par l'État au titre des mesures temporaires d'exonération de la taxe foncière des propriétés bâties pour les constructions nouvelles ; il y est ajouté, pour les communes en béné-</p>		<p>30° L'article L. 5334-8 est ainsi modifié :</p> <p>a) Aux premier et avant-dernier alinéas, les mots : « de la communauté ou » sont supprimés ;</p> <p>b) Au deuxième alinéa, les mots : « la communauté ou » sont supprimés ;</p> <p>c) À la première phrase du neuvième alinéa, les mots : « le conseil d'agglomération ou » sont supprimés ;</p>	<p>30° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>ficiant, le montant de l'attribution de garantie de ressources, ou retranché, pour les communes visées par l'article L. 5334-10, le montant du reversement tel que défini par cet article ;</p> <p>.....</p>		<p>31° Au début de la première phrase de l'article L. 5334-8-1, les mots : « Le conseil d'agglomération ou » sont supprimés ;</p>	<p>31° (Sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 5334-8-1. —</i> Le conseil d'agglomération ou le comité syndical peut, à la majorité des trois quarts de ses membres, décider de majorer l'attribution de péréquation mentionnée au 3° de l'article L. 5334-8. Dans ce cas, l'ordre de priorité des attributions prévues aux 2° et 3° de l'article L. 5334-8 est inversé.</p>		<p>32° Au début de la première phrase de l'article L. 5334-8-2, les mots : « Le conseil d'agglomération ou » sont supprimés ;</p>	<p>32° (Sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 5334-8-2. —</i> Le conseil d'agglomération ou le comité syndical peut, à la majorité des trois quarts de ses membres, modifier ou compléter les critères prévus pour l'attribution de péréquation mentionnée au 3° de l'article L. 5334-8, ainsi que leur pondération, afin de renforcer le caractère péréquisiteur de cette attribution.</p>		<p>33° L'article L. 5334-9 est ainsi modifié :</p>	<p>33° (Sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 5334-9. —</i> En sus du fonds de coopération, le conseil d'agglomération ou le comité syndical statuant à la majorité des deux tiers de ses membres peut attribuer aux communes, selon des modalités qu'il fixe, des compléments de ressources.</p>		<p>a) Au premier alinéa et au début de la seconde phrase du troisième alinéa, les mots : « le conseil d'agglomération ou » sont supprimés ;</p>	
<p>Le montant total de ces compléments de ressources ne peut excéder un plafond. Celui-ci est calculé en</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>appliquant au prélèvement prévu au 1° de l'article L. 5334-7 et afférent à l'année précédente un pourcentage égal à 30 % de la variation du produit de la taxe professionnelle perçu par la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle, augmenté des compensations versées en contrepartie de l'application des dispositions prévues aux articles 1472, 1472 A et 1472 A bis, au troisième alinéa du II de l'article 1478 du code général des impôts.</p>		<p>b) À la seconde phrase du deuxième alinéa, aux quatrième et cinquième alinéas, les mots : « la communauté ou » sont supprimés ;</p>	
<p>Pour l'application du présent article en 1992, le montant du prélèvement mentionné ci-dessus est remplacé par la somme des dotations de référence versées aux communes en 1991. Le conseil d'agglomération ou le comité syndical peut en 1992, à la majorité des deux tiers, décider d'abonder au titre de 1992 et des années ultérieures ces compléments de ressources d'un montant au plus égal à 10 % de la somme des dotations de référence versées aux communes en 1991.</p>			
<p>Le présent article n'est pas applicable lorsque la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle bénéficie ou a bénéficié, depuis moins de cinq années, d'avances remboursables accordées par l'État afin d'équilibrer son budget de fonctionnement.</p>			
<p>Lorsqu'il est fait application des dispositions de l'article 1609 <i>nonies</i> BA du code général des impôts, le produit de la taxe professionnelle perçu par la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle, augmenté des compensations,</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>mentionné au deuxième alinéa, s'entend après répartition du produit de la taxe professionnelle et des compensations y afférentes perçus dans la zone d'activités économiques.</p>		<p>34° À l'article L. 5334-10, les mots : « à la communauté ou » sont supprimés ;</p>	<p>34° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5334-10.</i> — Les communes qui, en 1991, ont reversé un excédent à la communauté ou au syndicat d'agglomération nouvelle devront lui reverser, chaque année, un montant égal à celui de l'année précédente divisé par l'indice d'évolution du prélèvement prévu au 1° de l'article L. 5334-7.</p>		<p>35° À l'article L. 5334-11, les mots : « aux communautés ou » sont supprimés ;</p>	<p>35° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5334-11.</i> — Pour l'application des dispositions prévues aux articles L. 5334-7 à L. 5334-10 aux communautés ou aux syndicats d'agglomération nouvelle créés après le 1er janvier 1992, l'exercice 1991 s'entend du premier exercice au titre duquel l'organisme d'agglomération nouvelle a été substitué aux communes membres pour l'application des dispositions relatives à la taxe professionnelle et l'exercice 1992 s'entend du deuxième exercice au titre duquel l'organisme d'agglomération nouvelle a été substitué aux communes membres pour l'application des dispositions relatives à la taxe professionnelle.</p>		<p>36° À l'article L. 5334-12, les mots : « de la communauté ou » et les mots : « la communauté ou » sont supprimés ;</p>	<p>36° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5334-12.</i> — Si, du fait de l'application des dispositions des articles 1636 B <i>sexies</i> et 1636 B <i>septies</i> du code général des impôts, les ressources propres de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle, à l'exclusion du produit des emprunts, sont insuffisantes pour couvrir la charge de la dette et les autres dépenses</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>obligatoires, notamment la dotation d'équilibre servie aux communes en vertu de l'article L. 5334-6, la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle peut prélever une taxe additionnelle sur les taxes foncières et sur la taxe d'habitation, sous réserve que les rapports entre les taux de ces trois taxes soient égaux aux rapports constatés, l'année précédente, entre les taux moyens pondérés de chaque taxe dans l'ensemble des communes membres.</p>			
<p><i>Art. L. 5334-13. —</i></p>			
<p><i>a)</i> Pour la première année de fonctionnement de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle, le potentiel fiscal de chaque commune intègre, au titre de la taxe professionnelle, une quote-part des bases d'imposition de l'ensemble de l'agglomération, proportionnelle à la population de la commune ;</p>		<p>37° Aux <i>a</i> et <i>b</i> de l'article L. 5334-13, les mots : « de la communauté ou » sont supprimés ;</p>	<p>37° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>b)</i> À compter de la seconde année de fonctionnement de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle, le potentiel fiscal de chaque commune est celui qui est défini à l'article L. 5334-16.</p>			
<p><i>Art. L. 5334-14. —</i></p>			
<p>Chaque commune peut décider d'appliquer la procédure d'intégration fiscale progressive prévue à l'article 1638 du code général des impôts, afin de réduire les écarts de taux de taxe d'habitation ou de l'une des taxes foncières constatés l'année précédant la constitution de la communauté ou du nouveau syndicat entre la zone</p>		<p>38° L'article L. 5334-14 est ainsi modifié :</p>	<p>38° (<i>Sans modification</i>).</p>
		<p><i>a)</i> Au premier alinéa, les mots : « de la communauté ou » sont supprimés ;</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>d'agglomération nouvelle et la portion de son territoire située hors de cette zone.</p> <p>.....</p> <p>La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle peut décider de réduire progressivement les écarts de taux de taxe professionnelle constatés l'année précédant la mise en application de la loi n° 83-636 du 13 juillet 1983 portant modification du statut des agglomérations nouvelles entre : d'une part, le taux pratiqué en zone d'agglomération nouvelle et les taux des territoires des communes membres situés hors zone d'agglomération nouvelle et, d'autre part, le taux moyen pondéré de référence qui aurait été applicable à l'organisme d'agglomération nouvelle compte tenu notamment des dotations de référence visées à l'article L. 5334-6. Cette réduction des écarts de taux s'effectue à raison d'un onzième par année pendant dix ans. Dans ce cas, les dispositions de l'article 1638 du code général des impôts ne sont pas applicables.</p> <p><i>Art. L. 5334-15. —</i></p> <p>Les communes reçoivent la dotation globale de fonctionnement selon les dispositions du droit commun à compter de la seconde année de fonctionnement de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle.</p> <p><i>Art. L. 5334-16. —</i> Le potentiel financier de chaque commune intègre, au titre de la taxe professionnelle, une quote-part déterminée en divisant la somme des dotations de coopération visées à</p>		<p>b) Au début de la première phrase du dernier alinéa, les mots : « La communauté ou » sont supprimés ;</p> <p>39° À l'article L. 5334-15, les mots : « de la communauté ou » sont supprimés ;</p>	<p>39° (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>l'article L. 5334-8 et des compléments de ressources prévus à l'article L. 5334-9 par le taux de taxe professionnelle voté l'année précédente par la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle et, pour le produit de taxe professionnelle non reversé par la communauté ou le syndicat, une quote-part, proportionnelle à la population de la commune, dans les bases d'imposition correspondant à ce produit.</p>		<p>40° À l'article L. 5334-16, les mots : « la communauté ou » sont, à trois reprises, supprimés ;</p>	<p>40° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Lorsqu'il est fait application des dispositions de l'article 1609 <i>nonies</i> BA du code général des impôts, le produit de taxe professionnelle non reversé par la communauté ou le syndicat, mentionné à l'alinéa précédent, s'entend après répartition du produit de la taxe professionnelle perçu dans la zone d'activités économiques.</p>		<p>41° À la première phrase de l'article L. 5334-18, les mots : « d'une communauté ou » sont supprimés ;</p>	<p>41° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5334-18.</i> — Les communes membres d'une communauté ou d'un syndicat d'agglomération nouvelle reçoivent la dotation globale d'équipement selon les dispositions du droit commun. Toutefois, un même investissement ne peut bénéficier à la fois de la dotation globale d'équipement et de la dotation spécifique visée à l'article L. 5334-19.</p>		<p>42° L'article L. 5334-19 est ainsi modifié :</p>	<p>42° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5334-19.</i> — La communauté, le syndicat d'agglomération nouvelle ou la commune créée en application des 1° et 2° de l'article L. 5321-1 bénéficient :</p>		<p>a) Au début du premier alinéa, les mots : « La communauté, » sont supprimés ;</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>.....</p> <p>La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle ou la commune unique support d'une agglomération nouvelle est habilité à recevoir la garantie de l'État et des collectivités publiques pour les opérations engageant sa propre responsabilité vis-à-vis des établissements publics de crédit.</p> <p><i>Art. L. 5341-1.</i> — Sur proposition ou après avis du conseil d'agglomération ou du comité du syndicat d'agglomération nouvelle, un décret fixe, pour chaque agglomération nouvelle, la date à laquelle les opérations de construction et d'aménagement sont considérées comme terminées.</p> <p>.....</p>		<p>b) Au début du dernier alinéa, les mots : « La communauté ou » sont supprimés ;</p> <p>43° Au premier alinéa de l'article L. 5341-1, les mots : « du conseil d'agglomération ou » sont supprimés ;</p>	<p>43° (Sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 5341-2.</i> —</p> <p>Dans le délai d'un an suivant la date de publication du décret prévu à l'article L. 5341-1, un syndicat d'agglomération nouvelle ou une communauté d'agglomération nouvelle qui remplit les conditions fixées à l'article L. 5216-1 peut être transformé en communauté d'agglomération par décision prise à la majorité des membres du comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou du conseil d'agglomération nouvelle lorsque le syndicat ou la communauté exerce les compétences prévues à l'article L. 5216-5. Dans le cas contraire, cette transformation peut être décidée par l'accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale</p>		<p>44° L'article L. 5341-2 est ainsi modifié :</p> <p>a) À la première phrase du premier alinéa, les mots : « ou une communauté d'agglomération nouvelle » et « ou du conseil d'agglomération nouvelle » sont supprimés ;</p> <p>b) À la première phrase du premier alinéa et au dernier alinéa, les mots : « ou la communauté » sont supprimés ;</p>	<p>44° (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, cette majorité devant en outre nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est supérieure à la moitié de la population totale concernée, cette transformation se faisant sur proposition du comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou du conseil de la communauté d'agglomération nouvelle adressée au représentant de l'État dans le département lorsque les communes font partie du même département ou aux représentants de l'État dans les départements concernés dans le cas contraire. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération du comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou du conseil de la communauté d'agglomération nouvelle par le ou les représentants de l'État dans le ou les départements concernés, pour se prononcer sur cette proposition. À défaut de cette délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.</p>		<p>c) Aux deuxième et troisième phrases du premier alinéa et au dernier alinéa, les mots : « ou du conseil de la communauté d'agglomération nouvelle » sont supprimés ;</p>	
<p>La transformation du syndicat d'agglomération nouvelle ou de la communauté d'agglomération nouvelle est prononcée par arrêté du représentant de l'État dans le département ou par arrêté conjoint des représentants de l'État dans les départements</p>		<p>d) À la dernière phrase du deuxième alinéa, les mots : « ou au conseil de la communauté d'agglomération nouvelle » sont supprimés ;</p>	
		<p>e) Aux première, quatrième et cinquième phrases du deuxième alinéa, les mots : « ou de la communauté d'agglomération nouvelle » sont supprimés ;</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>concernés. La transformation n'entraîne pas création d'une nouvelle personne morale. Cette transformation est sans effet sur les compétences exercées au lieu et place des communes à la date de la transformation, ou en leur nom par voie de convention à la même date, et qui ne sont pas visées au I et au II de l'article L. 5216-5. L'ensemble des biens, droits et obligations du syndicat d'agglomération nouvelle ou de la communauté d'agglomération nouvelle est transféré à la communauté d'agglomération, qui est substituée de plein droit au syndicat d'agglomération nouvelle ou à la communauté d'agglomération nouvelle dans toutes les délibérations et tous les actes de ce dernier à la date de l'arrêté de transformation. L'ensemble des personnels du syndicat d'agglomération nouvelle ou de la communauté d'agglomération nouvelle est réputé relever de la communauté d'agglomération dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes. Sans préjudice des dispositions des articles L. 2121-33 et L. 2122-10, les délégués des communes au comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou au conseil de la communauté d'agglomération nouvelle conservent leur mandat, pour la durée de celui-ci restant à courir, à l'organe délibérant de la communauté d'agglomération.</p>		<p>f) À la quatrième phrase du deuxième alinéa, les mots : « ou à la communauté d'agglomération nouvelle » sont supprimés ;</p>	
<p>En cas de rejet de la proposition du comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou du conseil de la communauté d'agglomération nouvelle, le syndicat ou la communauté d'agglomération</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>nouvelle continue d'être régie par les dispositions du titre III du présent livre.</p>		<p>45° Le premier alinéa de l'article L. 5341-3 est ainsi modifié :</p>	<p>45° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5341-3.</i> — Le périmètre d'une agglomération nouvelle dont les opérations de construction et d'aménagement sont déclarées terminées conformément à l'article L. 5341-1 et dont le comité du syndicat ou le conseil de la communauté d'agglomération nouvelle propose la transformation en communauté d'agglomération en application de l'article L. 5341-2 peut être étendu dans les conditions prévues aux trois premiers alinéas de l'article L. 5211-41-1 ou dans celles fixées par l'article L. 5211-41-3. À cette fin, la proposition de transformation du comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou du conseil de la communauté d'agglomération nouvelle et le projet d'extension du périmètre arrêté par le ou les représentants de l'État dans le ou les départements concernés font l'objet de la même notification aux communes membres du syndicat.</p>		<p>a) À la première phrase, les mots : « ou le conseil de la communauté » sont supprimés ;</p>	
<p><i>Art. L. 5832-5.</i> —</p>		<p>b) À la seconde phrase, les mots : « ou du conseil de la communauté d'agglomération nouvelle » sont supprimés ;</p>	
<p>II. — Pour l'application de l'article L. 5211-12, les mots : « d'une communauté urbaine, d'une communauté d'agglomération et d'une communauté ou d'un syndicat d'agglomération nouvelle » au premier alinéa sont remplacés par les mots : « d'une communauté d'agglomération ».</p>		<p>46° Au II de l'article L. 5832-5, les mots : « d'une communauté ou » sont supprimés ;</p>	<p>46° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5832-8.</i> —</p>			
<p>II. — Pour</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>l'application des articles L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-33 et L. 5211-34, les références aux communautés urbaines et aux syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle sont supprimées.</p>		<p>47° Au II de l'article L. 5832-8, les mots : « ou communautés » sont supprimés ;</p>	<p>47° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Code de la construction et de l'habitation</p>		<p>II. — Supprimé.</p>	<p>II. — Maintien de la suppression.</p>
<p><i>Art. L. 302-7. —</i></p>			
<p>Lorsque la commune appartient à une communauté urbaine, à une communauté d'agglomération, une communauté d'agglomération nouvelle, une communauté de communes ou à un syndicat d'agglomération nouvelle compétents pour effectuer des réserves foncières en vue de la réalisation de logements sociaux et lorsque cet établissement public est doté d'un programme local de l'habitat, la somme correspondante est versée à l'établissement public de coopération intercommunale ; en sont déduites les dépenses définies au sixième alinéa et effectivement exposées par la commune pour la réalisation de logements sociaux. Elle est utilisée pour financer des acquisitions foncières et immobilières en vue de la réalisation de logements locatifs sociaux et, notamment dans les quartiers inscrits en contrat de ville ou dans des zones urbaines sensibles, des opérations de renouvellement et de requalification urbains.</p>			
<p><i>Art. L. 302-8. —</i></p>			
<p>Toutefois, lorsqu'une</p>			

Texte en vigueur —	Texte adopté par le Sénat —	Texte adopté par l'Assemblée nationale —	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique —
<p>commune appartient à une communauté urbaine, une communauté d'agglomération, une communauté d'agglomération nouvelle, une communauté de communes ou à un syndicat d'agglomération nouvelle compétents en matière de programme local de l'habitat, celui-ci fixe, de façon à favoriser la mixité sociale en assurant entre les communes une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements, l'objectif de réalisation de logements locatifs sociaux sur le territoire de la commune de manière à accroître la part de ces logements par rapport au nombre de résidences principales. L'objectif de réalisation de logements locatifs sociaux pour l'ensemble des communes de la communauté ne peut être inférieur au nombre total de logements locatifs sociaux dont la réalisation serait nécessaire, dans les communes soumises au prélèvement prévu par le premier alinéa de l'article L. 302-7, pour atteindre 20 % du total des résidences principales de ces communes, chacune de ces dernières devant se rapprocher de l'objectif de 20 %. Les communes non soumises à ce prélèvement ne peuvent se voir imposer la construction de logements sociaux supplémentaires sans leur accord.</p> <p>.....</p>			
<p>Code de justice administrative</p> <p><i>Art. L. 554-1. — . . .</i></p> <p>.....</p>			
<p>Les demandes de suspension assortissant les requêtes du représentant de</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>l'État dirigées contre les actes d'autres collectivités ou établissements suivent, de même, les règles fixées par les articles L. 2541-22, L. 2561-1, L. 3132-1, L. 4142-1, L. 4411-1, L. 4421-1, L. 4431-1, L. 5211-3, L. 5331-3, L. 5332-1, L. 5421-2, L. 5711-1 et L. 5721-4 du code général des collectivités territoriales.</p>		<p>III. — Au troisième alinéa de l'article L. 554-1 du code de justice administrative, la référence : « L. 5331-3 » est supprimée.</p>	<p>III. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Code général des impôts</p> <p><i>Art. 1379.</i> —</p> <p>III. — Les communes membres d'une communauté ou d'un syndicat d'agglomération nouvelle visés à l'article 1609 <i>nonies</i> B perçoivent le produit des taxes foncières, de la taxe d'habitation et des autres droits et taxes, à l'exclusion de la taxe professionnelle, conformément aux dispositions applicables aux communes.</p> <p><i>Art. 1466.</i> —</p>		<p>IV. — Le code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>1° Au III de l'article 1379, les mots : « d'une communauté ou » sont supprimés ;</p>	<p>IV. — (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Les exonérations appliquées antérieurement à la création d'une agglomération nouvelle, en exécution des délibérations des conseils des communes ou communautés préexistantes, sont maintenues pour la quotité et la durée initialement prévues.</p> <p><i>Art. 1609 nonies B.</i> —</p> <p>I. — La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle est substitué aux</p>		<p>2° Au second alinéa de l'article 1466, les mots : « ou communautés préexistantes » sont supprimés ;</p> <p>3° L'article 1609 <i>nonies</i> B est ainsi modifié :</p> <p>a) Au début de la première phrase du I et au début du VI, les mots : « La communauté ou » sont supprimés ;</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>communes membres pour l'application des dispositions relatives à la taxe professionnelle, à l'exception des II et suivants de l'article 1648 A. Elle ou il perçoit le produit de cette taxe.</p>		<p>b) Au II, les mots : « de la communauté ou » et les mots : « la communauté ou » sont supprimés ;</p>	
<p>II. — Si, du fait de l'application des dispositions de l'article 1636 B <i>sexies</i> et de l'article 1636 B <i>septies</i>, les ressources propres de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle, à l'exclusion du produit des emprunts, sont insuffisantes pour couvrir la charge de la dette et les autres dépenses obligatoires, notamment la dotation d'équilibre servie aux communes en vertu de l'article L. 5334-6 du code général des collectivités territoriales, la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle peut prélever une taxe additionnelle sur les taxes foncières et sur la taxe d'habitation, sous réserve que les rapports entre les taux de ces trois taxes soient égaux aux rapports constatés, l'année précédente, entre les taux moyens pondérés de chaque taxe dans l'ensemble des communes membres.</p>		<p>c) Au V, les mots : « à une communauté ou » sont supprimés ;</p>	
<p>V. — En cas de rattachement à une communauté ou à un syndicat d'agglomération nouvelle, les dispositions des I, II et II bis de l'article 1638 quater sont applicables.</p>		<p>d) Au VI, les mots : « peuvent », « ils bénéficient » et « assurent » sont respectivement remplacés par les mots : « peut », « il bénéficie » et « assure » ;</p>	
<p>VI. — La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle peuvent instituer la taxe d'enlèvement des ordures ménagères dès lors qu'ils bénéficient du transfert de la compétence prévue à l'article L. 2224-13 du code général des collectivités territoriales</p>			

Texte en vigueur

—

et assurent au moins la collecte des déchets des ménages.

Art. 1609 nonies C. —

I. — 1° Les communautés d'agglomération définies aux articles L. 5216-1 et L. 5216-2 du code général des collectivités territoriales ou issues de la transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle ou d'une communauté d'agglomération nouvelle conformément aux dispositions de l'article L. 5341-2 du code général des collectivités territoriales, les communautés urbaines soumises de plein droit ou après option aux dispositions du présent article sont substituées aux communes membres pour l'application des dispositions relatives à la taxe professionnelle, à l'exception des I et II des articles 1648 A et 1648 AA, et perçoivent le produit de cette taxe.

.....

4° Lorsqu'il est fait application des dispositions du présent article à une communauté d'agglomération issue de la transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle ou d'une communauté d'agglomération nouvelle, l'attribution de compensation versée chaque année aux communes membres est égale à la dotation de coopération définie à l'article L. 5334-8 du code général des collectivités territoriales perçue l'année précédant celle de la première application de ces dispositions.

.....

L'attribution de compensation versée chaque an-

Texte adopté par le Sénat

—

Texte adopté par l'Assemblée nationale

—

4° Au 1° du I, au premier alinéa du 4° et à la première phrase du troisième alinéa du 5° du V de l'article 1609 *nonies C*, les mots : « ou d'une communauté d'agglomération nouvelle » sont supprimés ;

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>née aux communes membres qui étaient antérieurement membres d'un syndicat d'agglomération nouvelle ou d'une communauté d'agglomération nouvelle est égale à la dotation de coopération définie à l'article L. 5334-8 du code général des collectivités territoriales perçue l'année de la fusion. Lorsque la fusion s'accompagne d'un transfert ou d'une restitution de compétences, l'attribution de compensation est respectivement diminuée ou majorée du montant net des charges transférées calculé dans les conditions définies au IV.</p> <p>.....</p>			
<p><i>Art. 1636 B decies.</i> — I. — Les communes membres d'une communauté ou d'un syndicat d'agglomération nouvelle mentionnés à l'article 1609 <i>nonies</i> B ou d'un établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions de l'article 1609 <i>nonies</i> C votent les taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation, conformément aux dispositions applicables aux communes.</p> <p>.....</p>	<p>5° L'article 1636 B <i>decies</i> est ainsi modifié :</p>	<p>a) Au premier alinéa du I, les mots : « d'une communauté ou » sont supprimés et le mot : « mentionnés » est remplacé par le mot : « mentionné » ;</p>	
<p>II. — La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle visés à l'article 1609 <i>nonies</i> B ou les établissements publics de coopération intercommunale visés soit au I de l'article 1609 <i>nonies</i> C, soit au II de l'article 1609 <i>quinquies</i> C votent le taux de la taxe professionnelle dans les limites</p>		<p>b) Au premier alinéa du II, les mots : « La communauté ou » sont supprimés et les mots : « nouvelle visés » sont remplacés par les mots : « nouvelle visé » ;</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>définies au b du 1, ainsi qu'aux 2 et 3, au premier alinéa du a du 4 et au 5 du I de l'article 1636 B <i>sexies</i> et à l'article 1636 B <i>septies</i>.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. 1638 bis.</i> — I. Chaque commune membre d'une communauté ou d'un syndicat d'agglomération nouvelle visés à l'article 1609 <i>nonies</i> B peut décider d'appliquer la procédure d'intégration fiscale progressive prévue à l'article 1638, afin de réduire les écarts de taux de taxe d'habitation ou de l'une des taxes foncières constatés l'année précédant la constitution de la communauté ou du nouveau syndicat entre la zone d'agglomération nouvelle et la portion de son territoire située hors de cette zone.</p> <p>.....</p> <p>II. — La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle visés à l'article 1609 <i>nonies</i> B peut décider de réduire progressivement les écarts de taux de taxe professionnelle constatés l'année précédant la mise en application de l'article 1609 <i>nonies</i> B entre d'une part, le taux pratiqué en zone d'agglomération nouvelle et les taux des territoires des communes membres situés hors zone d'agglomération nouvelle et, d'autre part, le taux moyen pondéré de référence qui aurait été applicable à l'organisme d'agglomération nouvelle compte tenu notamment des dotations de ré-</p>		<p>6° L'article 1638 <i>bis</i> est ainsi modifié :</p> <p>a) Au premier alinéa du I, les mots : « d'une communauté ou » et les mots : « de la communauté ou » sont supprimés et le mot : « visés » est remplacé par le mot : « visé » ;</p> <p>b) À la première phrase du II, les mots : « La communauté ou » sont supprimés et le mot : « visés » est remplacé par le mot : « visé ».</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>férence visées à l'article L. 5334-6 du code général des collectivités territoriales. Cette réduction des écarts de taux s'effectue à raison d'un onzième par année pendant dix ans. Dans ce cas les dispositions de l'article 1638 ne sont pas applicables.</p> <p>Code de l'urbanisme</p> <p><i>Art. L. 123-8.</i> — Le président du conseil régional, le président du conseil général, et, le cas échéant, le président de l'établissement public prévu à l'article L. 122-4, le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat dont la commune est membre, le président de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains, le président de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle ainsi que ceux des organismes mentionnés à l'article L. 121-4 ou leurs représentants sont consultés à leur demande au cours de l'élaboration du projet de plan local d'urbanisme.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 321-5.</i> — . . .</p> <p>Lorsqu'un établissement public a été créé pour l'aménagement d'une agglomération nouvelle, les représentants, au conseil d'administration de cet établissement, des communes incluses dans l'agglomération nouvelle sont élus par le conseil d'agglomération de la communauté ou par le comité</p>		<p>V. — Le code de l'urbanisme est ainsi modifié :</p> <p>1° Au premier alinéa de l'article L. 123-8, les mots : « de la communauté ou » sont supprimés ;</p> <p>2° À la première phrase du dernier alinéa de l'article L. 321-5, les mots : « par le conseil d'agglomération de la communauté ou » sont suppri-</p>	<p>V. — (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>du syndicat ou le conseil municipal s'il s'agit d'une commune unique ; les autres communes, qui sont liées à cet établissement par une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, désignent un représentant chacune. Dans ce cas, il n'est pas créé d'assemblée spéciale au sens du premier alinéa ci-dessus.</p>		més ;	
<p><i>Art. L. 321-6. — . . .</i></p>		<p>3° À la première phrase du deuxième alinéa de l'article L. 321-6, les mots : « des communautés ou » sont supprimés.</p>	
<p>Lorsqu'un établissement public a été créé pour l'aménagement d'une agglomération nouvelle, les présidents des communautés ou des syndicats d'agglomération nouvelle sont membres de droit du conseil d'administration de cet établissement public, en sus de la représentation statutaire des collectivités locales intéressées. Dans le cas où l'établissement public a été créé pour l'aménagement de plusieurs agglomérations nouvelles au sens de la loi n° 83-636 du 13 juillet 1983 portant modification du statut des agglomérations nouvelles, un décret détermine la répartition des sièges revenant aux représentants de ces agglomérations nouvelles.</p>		<p>Article 14 <i>ter</i> (nouveau)</p>	<p>Article 14 <i>ter</i></p>
<p><i>Art. L. 5341-2. — Cf. annexe.</i></p>		<p>I. — Par dérogation à l'article L. 5341-2 du code général des collectivités territoriales, un syndicat d'agglomération nouvelle peut être transformé, dans les conditions fixées par le présent article, en communauté d'agglomération s'il remplit les conditions fixées à l'article L. 5216-1 du même</p>	<p>I. — (Sans modification).</p>
<p><i>Art. L. 5216-1. — Cf.</i></p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>annexe.</i></p> <p><i>Art. L. 5216-5 et L. 5214-16. — Cf. annexe.</i></p>		<p>code ou, dans le cas contraire, en communauté de communes.</p> <p>Si le syndicat d'agglomération nouvelle exerce les compétences requises par l'article L. 5216-5 du même code ou, selon le cas, par l'article L. 5214-16 du même code, la transformation peut être prononcée par arrêté du représentant de l'État dans le département ou, le cas échéant, par arrêté conjoint des représentants de l'État dans les départements concernés, après accord du comité du syndicat d'agglomération nouvelle.</p>	
<p><i>Art. L. 5211-17. — Cf. annexe.</i></p>		<p>Si le syndicat n'exerce pas les compétences citées à l'alinéa précédent, la modification des compétences du syndicat pour assurer le respect de l'article L. 5216-5 du même code ou, selon le cas, de l'article L. 5214-16 du même code, et sa transformation peuvent être prononcées par arrêté du représentant de l'État dans le département ou, le cas échéant, par arrêté conjoint des représentants de l'État dans les départements concernés, après accord des conseils municipaux des communes membres, exprimé dans les conditions de procédure et de majorité fixées au deuxième alinéa de l'article L. 5211-17 du même code.</p>	
<p><i>Art. L. 5333-1 à L. 5333-8. — Cf. annexe.</i></p>		<p>La communauté d'agglomération ou la communauté de communes issue de la transformation du syndicat d'agglomération nouvelle continue d'exercer les compétences prévues aux articles L. 5333-1 à L. 5333-8 du même code.</p> <p>L'ensemble des biens, droits et obligations du syn-</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Art. L. 2121-33. — Cf. annexe.</p>		<p>dicat d'agglomération nouvelle est transféré à la communauté d'agglomération ou à la communauté de communes, qui est substituée de plein droit au syndicat d'agglomération nouvelle dans toutes les délibérations et tous les actes de ce dernier à la date de la transformation. L'ensemble des personnels du syndicat d'agglomération nouvelle est, à compter de cette date, réputé relever de la communauté d'agglomération ou de la communauté de communes dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.</p>	
<p>Art. L. 5334-17. — Cf. annexe.</p>		<p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 2121-33 du même code, les délégués des communes au comité du syndicat d'agglomération nouvelle conservent leur mandat, pour la durée restant à courir, au sein de l'organe délibérant de la communauté d'agglomération ou de la communauté de communes.</p> <p>L'article L. 5334-17 du même code s'applique aux communes qui étaient membres de syndicats d'agglomération nouvelle transformés par l'effet du présent article.</p>	
<p>Art. L. 5211-29. — Cf. annexe.</p>		<p>II. — Le neuvième alinéa du II de l'article L. 5211-29 du même code est supprimé.</p>	<p>II. — Les neuvième et dixième alinéas du II de l'article L 5211-29 du même code sont supprimés.</p>
<p>Code général des collectivités territoriales</p>		<p>Article 15 bis (nouveau)</p> <p>Après la deuxième phrase du troisième alinéa de l'article L. 5211-9 du même code, il est inséré une phrase</p>	<p>Article 15 bis</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Art. L. 5211-9. — . . .</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>.....</p> <p>Il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au directeur général des services, au directeur général adjoint des services, au directeur général des services techniques, au directeur des services techniques et aux responsables de service. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 5211-10. — Cf. supra. art. 3.</i></p>		<p>ainsi rédigée :</p> <p>« La délégation de signature donnée au directeur général ou au directeur général adjoint des services peut être étendue aux attributions confiées par l'organe délibérant au président en application de l'article L. 5211-10, sauf si cet organe en a décidé autrement dans la délibération délégrant ces attributions au président. »</p> <p>Article 15 <i>ter</i> (nouveau)</p> <p>À la première phrase du premier alinéa de l'article L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales, après la deuxième occurrence du mot : « établissement », sont insérés les mots : « et l'utilisation des crédits engagés par l'établissement dans chaque commune ».</p>	<p>« La délégation de signature donnée au directeur général <u>des services</u>, au directeur général adjoint des services, <u>au directeur général des services techniques</u>, <u>au directeur des services techniques et aux responsables de service</u> peut être étendue aux attributions confiées par l'organe délibérant au président en application de l'article L. 5211-10, sauf si cet organe en a décidé autrement dans la délibération délégrant ces attributions au président. »</p> <p>Article 15 <i>ter</i></p> <p>Supprimé.</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
	<p style="text-align: center;">CHAPITRE II</p> <p style="text-align: center;">ACHÈVEMENT ET RATIONALISATION DE LA CARTE DE L'INTERCOMMUNALITÉ</p> <p style="text-align: center;"><i>Section 1</i></p> <p style="text-align: center;">Schéma départemental de coopération intercommunale</p> <p style="text-align: center;">Article 16</p> <p>I. — Après l'article L. 5210-1 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 5210-1-1 ainsi rédigé :</p> <p style="text-align: center;">« Art. L. 5210-1-1. —</p> <p>I. — Dans chaque département, il est établi, au vu d'une évaluation de la cohérence des périmètres et de l'exercice des compétences des groupements existants, un schéma prévoyant une couverture intégrale du territoire par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et la suppression des enclaves et discontinuités territoriales.</p> <p style="text-align: center;">« II. — Ce schéma prévoit également les modalités de rationalisation des périmètres des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes existants.</p> <p style="text-align: center;">« Il peut proposer la création, la transformation ou la fusion d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, ainsi que la modification de leurs périmètres.</p> <p style="text-align: center;">« Il peut également proposer la suppression, la</p>	<p style="text-align: center;">CHAPITRE II</p> <p style="text-align: center;">ACHÈVEMENT ET RATIONALISATION DE LA CARTE DE L'INTERCOMMUNALITÉ</p> <p style="text-align: center;"><i>Section 1</i></p> <p style="text-align: center;">Schéma départemental de coopération intercommunale</p> <p style="text-align: center;">Article 16</p> <p>I. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p style="text-align: center;">« Art. L. 5210-1-1. —</p> <p>I. — Dans chaque département, il est établi, au vu d'une évaluation de la cohérence des périmètres et de l'exercice des compétences des groupements existants, un schéma départemental de coopération intercommunale prévoyant une couverture intégrale du territoire par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et la suppression des enclaves et discontinuités territoriales.</p> <p style="text-align: center;">« II. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p style="text-align: center;"><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p style="text-align: center;">« Il peut également proposer la suppression, la</p>	<p style="text-align: center;">CHAPITRE II</p> <p style="text-align: center;">ACHÈVEMENT ET RATIONALISATION DE LA CARTE DE L'INTERCOMMUNALITÉ</p> <p style="text-align: center;"><i>Section 1</i></p> <p style="text-align: center;">Schéma départemental de coopération intercommunale</p> <p style="text-align: center;">Article 16</p> <p style="text-align: center;"><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
	<p>création, la transformation, ainsi que la fusion de syndicats.</p> <p>« Ces propositions sont reportées sur une carte annexée au schéma comprenant notamment les périmètres des établissements publics de coopération intercommunale, des syndicats mixtes, des schémas de cohérence territoriale et des parcs naturels régionaux.</p> <p>« III. — Le schéma prend en compte les orientations suivantes :</p> <p>« 1° La constitution d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins 3 000 habitants ; toutefois, le représentant de l'État dans le département peut retenir un seuil de population inférieur pour tenir compte de la spécificité de certaines zones ;</p> <p>« 2° Une amélioration de la cohérence spatiale des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre au regard notamment du périmètre des unités urbaines au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques, des bassins de vie et des schémas de cohérence territoriale ;</p>	<p>transformation, ainsi que la fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« III. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« 1° La constitution d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins 5 000 habitants ; toutefois, ce seuil de population n'est pas applicable aux établissements publics dont le territoire comprend des zones de montagne délimitées conformément à l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne ; par ailleurs, ce seuil peut être abaissé par le représentant de l'État dans le département pour tenir compte des caractéristiques géographiques particulières de certains espaces ;</p> <p>« 2° <i>(Sans modification).</i></p>	

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte élaboré par la com-
mission en vue de l'examen
en séance publique

« 3° L'accroissement de la solidarité financière ;

« 4° La réduction du nombre de syndicats de communes et de syndicats mixtes au regard en particulier de l'objectif de suppression des double emplois ;

« 4° bis (nouveau) Le transfert des compétences exercées par les syndicats à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

« 5° La rationalisation des structures compétentes en matière d'aménagement de l'espace.

« IV. — Un projet de schéma est élaboré par le représentant de l'État dans le département.

« Il est adressé pour avis aux conseils municipaux des communes et aux organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes concernés par les propositions de modification de la situation existante en matière de coopération intercommunale. Ils se prononcent dans un délai de trois mois à compter de la notification. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.

« 3° (*Sans modification*).

« 4° La réduction du nombre de syndicats de communes et de syndicats mixtes au regard en particulier de l'objectif de suppression des doubles emplois entre des établissements publics de coopération intercommunale ou entre ceux-ci et des syndicats mixtes ;

« 4° bis Le transfert des compétences exercées par les syndicats de communes ou les syndicats mixtes à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

« 5° La rationalisation des structures compétentes en matière d'aménagement de l'espace, de protection de l'environnement et de respect des principes du développement durable.

« IV. — Un projet de schéma est élaboré par le représentant de l'État dans le département. Il est présenté à la commission départementale de la coopération intercommunale.

(*Alinéa sans modification*).

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

« Lorsqu'une proposition intéresse des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale ou des syndicats mixtes appartenant à des départements différents, le représentant de l'État dans le département saisit, pour avis, le représentant de l'État dans le département concerné, qui se prononce dans un délai de trois mois après consultation de la commission départementale de la coopération intercommunale. À défaut d'avis rendu dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

« Le projet de schéma, ainsi que l'ensemble des avis mentionnés aux deux alinéas précédents, sont ensuite transmis, pour avis, à la commission départementale de la coopération intercommunale qui, à compter de cette transmission, dispose d'un délai de quatre mois pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable. Les propositions de modification du projet de schéma conformes au I adoptées par la commission départementale de la coopération intercommunale à la majorité des deux tiers de ses membres sont intégrées dans le projet de schéma.

« Le schéma est arrêté par décision du représentant de l'État dans le département publiée au recueil des actes administratifs et fait l'objet d'une insertion dans au moins une publication locale diffusée dans le département.

« Il est révisé selon la même procédure au moins tous les six ans à compter de

Texte adopté par l'Assemblée nationale

—

« Lorsqu'une proposition intéresse des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale ou des syndicats mixtes appartenant à des départements différents, le représentant de l'État dans le département saisit pour avis le représentant de l'État dans le ou les autres départements concernés, qui se prononce dans un délai de trois mois après consultation de la commission départementale de la coopération intercommunale. À défaut d'avis rendu dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

« Le projet de schéma, ainsi que l'ensemble des avis mentionnés aux deux alinéas précédents, sont ensuite transmis pour avis à la commission départementale de la coopération intercommunale qui, à compter de cette transmission, dispose d'un délai de quatre mois pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable. Les propositions de modification du projet de schéma conformes aux I à III adoptées par la commission départementale de la coopération intercommunale à la majorité des deux tiers de ses membres sont intégrées dans le projet de schéma.

« Le schéma est arrêté par décision du représentant de l'État dans le département et fait l'objet d'une insertion dans au moins une publication locale diffusée dans le département.

(Alinéa sans modification)

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	<p>sa publication. »</p> <p>II (<i>nouveau</i>). — Sur le territoire des départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, les schémas départementaux de coopération intercommunale ne sont pas dans l'obligation de prévoir la couverture intégrale du territoire par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre.</p>	<p>« V (<i>nouveau</i>). — Sur le territoire des départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, les schémas départementaux de coopération intercommunale ne sont pas dans l'obligation de prévoir la couverture intégrale du territoire par des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre. »</p> <p>II. — Supprimé.</p>	—
.....	<p><i>Section 2</i></p> <p>Organisation et amélioration du fonctionnement de l'intercommunalité</p> <p><i>Sous-section 1</i></p> <p>Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre</p> <p>Article 18</p> <p>I. — Après l'article L. 5210-1 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 5210-1-2 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 5210-1-2. — Lorsque le représentant de</p>	<p><i>Section 2</i></p> <p>Organisation et amélioration du fonctionnement de l'intercommunalité</p> <p><i>Sous-section 1</i></p> <p>Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre</p> <p>Article 18</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« Art. L. 5210-1-2. — Lorsque le représentant de</p>	<p><i>Section 2</i></p> <p>Organisation et amélioration du fonctionnement de l'intercommunalité</p> <p><i>Sous-section 1</i></p> <p>Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre</p> <p>Article 18</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« Art. L. 5210-1-2. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

l'État dans le département constate qu'une commune n'appartient à aucun établissement de coopération intercommunale à fiscalité propre ou créée à l'égard d'un tel établissement existant une enclave ou une discontinuité territoriale, il peut rattacher, par arrêté, cette commune à un établissement de coopération intercommunale à fiscalité propre, après accord de son organe délibérant et avis de la commission départementale de la coopération intercommunale qui disposent d'un délai de trois mois à compter de la notification par le représentant de l'État dans le département pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable. En cas de divergence sur le futur périmètre d'une communauté de communes entre une collectivité classée montagne et le représentant de l'État dans le département, la décision finale est prise après consultation du comité de massif. En cas de refus de l'organe délibérant de l'établissement, le préfet ne peut pas opérer le rattachement si la commission départementale de la coopération intercommunale s'est prononcée, à la majorité des deux tiers de ses membres, en faveur d'un autre projet de rattachement à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre limitrophe de la commune concernée. L'arrêté du représentant de l'État dans le département emporte, le cas échéant, retrait de la commune rattachée d'un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre. »

Texte adopté par l'Assemblée nationale

—

l'État dans le département constate qu'une commune n'appartient à aucun établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou créée, au sein du périmètre d'un tel établissement existant, une enclave ou une discontinuité territoriale, il rattache, par arrêté, cette commune à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, après accord de l'organe délibérant de ce dernier et avis de la commission départementale de la coopération intercommunale. À compter de la notification du projet d'arrêté à l'organe délibérant de l'établissement public et à la commission, ceux-ci disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable. Lorsque le projet d'arrêté n'a pas recueilli l'accord de l'organe délibérant de l'établissement public, le représentant de l'État dans le département met en œuvre le rattachement de la commune conformément à ce projet, sauf si la commission départementale de la coopération intercommunale s'est prononcée, à la majorité des deux tiers de ses membres, en faveur d'un autre projet de rattachement à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre limitrophe de la commune concernée. Dans ce dernier cas, le représentant de l'État dans le département met en œuvre le projet de rattachement proposé par la commission départementale de la coopération intercommunale.

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 précitée</p> <p>Art. 3 et 7. — Cf. annexe.</p>	<p>II. — L'article L. 5210-1-2 du code général des collectivités territoriales entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Il n'est pas applicable aux trois départements limitrophes de Paris.</p>	<p>« Si la commune qu'il est prévu de rattacher à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est située dans une zone de montagne délimitée en application de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 précitée, l'arrêté du représentant de l'État dans le département intervient après consultation du comité de massif prévu à l'article 7 de la même loi. L'avis de celui-ci est réputé favorable s'il ne s'est pas prononcé dans un délai de deux mois à compter de sa saisine par le représentant de l'État dans le département.</p> <p>« L'arrêté du représentant de l'État dans le département emporte, le cas échéant, retrait de la commune rattachée d'un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre. »</p>	<p>« Si la commune qu'il est prévu de rattacher à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est située dans une zone de montagne délimitée en application de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 précitée, l'arrêté du représentant de l'État dans le département intervient après consultation du comité de massif prévu à l'article 7 de la même loi. L'avis de celui-ci est réputé favorable s'il ne s'est pas prononcé dans un délai de quatre mois à compter de sa saisine par le représentant de l'État dans le département.</p>
<p>Art. L. 5211-19. — Cf. supra art. 6.</p>	<p>Article 19 bis A (nouveau)</p> <p>Le premier alinéa de l'article L. 5211-19 et le 2° de l'article L. 5211-25-1 du code général des collectivités territoriales sont complétés par une phrase ainsi rédigée :</p>	<p>Article 19 bis A</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>Article 19 bis A</p> <p>(Sans modification).</p>
<p>Art. L. 5211-25-1. — En cas de retrait de la compétence transférée à un éta-</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>blissement public de coopération intercommunale :</p>			
<p>1° Les biens meubles et immeubles mis à la disposition de l'établissement bénéficiaire du transfert de compétences sont restitués aux communes antérieurement compétentes et réintégrés dans leur patrimoine pour leur valeur nette comptable, avec les adjonctions effectuées sur ces biens liquidées sur les mêmes bases. Le solde de l'encours de la dette transférée afférente à ces biens est également restituée à la commune propriétaire ;</p>			
<p>2° Les biens meubles et immeubles acquis ou réalisés postérieurement au transfert de compétences sont répartis entre les communes qui reprennent la compétence ou entre la commune qui se retire de l'établissement public de coopération intercommunale et l'établissement ou, dans le cas particulier d'un syndicat dont les statuts le permettent, entre la commune qui reprend la compétence et le syndicat de communes. Il en va de même pour le produit de la réalisation de tels biens, intervenant à cette occasion. Le solde de l'encours de la dette contractée postérieurement au transfert de compétences est réparti dans les mêmes conditions entre les communes qui reprennent la compétence ou entre la commune qui se retire et l'établissement public de coopération intercommunale ou, le cas échéant, entre la commune et le syndicat de communes. À défaut d'accord entre l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et les conseils municipaux des communes</p>	<p>« Cet arrêté est pris dans un délai de deux mois suivant la saisine du ou des représentants de l'État concernés par une des collectivités locales concernées. »</p>	<p>« Cet arrêté est pris dans un délai de six mois suivant la saisine du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>concernés, cette répartition est fixée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés.</p> <p>Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les établissements publics de coopération intercommunale n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. L'établissement public de coopération intercommunale qui restitue la compétence informe les cocontractants de cette substitution.</p>		<p>ou de l'une des communes concernées. »</p>	
<p>.....</p> <p style="text-align: center;">Article 20</p> <p><i>Art. L. 5211-41-3. —</i> I. — Des établissements publics de coopération intercommunale, dont au moins l'un d'entre eux est à fiscalité propre, peuvent être autorisés à fusionner dans les conditions suivantes.</p> <p>Le projet de périmètre du nouvel établissement public de coopération intercommunale envisagé peut être fixé par arrêté du représentant de l'État dans le département lorsque les communes font partie du même département, ou par arrêté conjoint des représentants de l'État dans les départements concernés dans le cas contraire :</p> <p>1° Soit dans un délai de deux mois à compter de la première délibération transmise, à l'initiative d'un ou de</p>	<p style="text-align: center;">Article 20</p> <p>L'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	<p style="text-align: center;">Article 20</p> <p>I. — L'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	<p style="text-align: center;">Article 20</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>plusieurs conseils municipaux des communes membres ou de l'organe délibérant du ou des établissements publics de coopération intercommunale dont la fusion est envisagée ;</p>	<p>1° Le I est ainsi modifié :</p>	<p>1° (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	
<p>2° Soit à l'initiative du ou des représentants de l'État, après avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes. Cet avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois courant à compter de la saisine de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale.</p>	<p>a) Le quatrième alinéa est ainsi rédigé :</p>	<p>a) Le 2° est remplacé par des 2° et 3° ainsi rédigés :</p>	
	<p>« 2° Soit à l'initiative du ou des représentants de l'État, soit à l'initiative de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale. » ;</p>	<p>« 2° Soit à l'initiative du ou des représentants de l'État ;</p>	
	<p>b) Les deux premières phrases du cinquième alinéa sont ainsi rédigées :</p>	<p>« 3° Soit à l'initiative de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale. » ;</p> <p>b) Le cinquième alinéa est ainsi rédigé :</p>	
<p>Cet arrêté dresse la liste des établissements publics de coopération intercommunale intéressés. Le projet de périmètre peut en outre inclure des communes en vue de délimiter un territoire d'un seul tenant et sans enclave. Toutefois, le projet de périmètre ne peut inclure, sans leur accord, des communes appartenant à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Leur retrait s'effectue selon la procédure prévue à l'article L. 5211-19 et, le cas échéant, selon les modalités prévues à l'article 1638 <i>quin-</i></p>	<p>« L'arrêté fixant le projet de périmètre dresse la liste des établissements publics de coopération intercommunale intéressés et détermine la catégorie de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre envisagé conformément au premier alinéa du III. Le projet de périmètre, d'un seul tenant et sans enclave, peut en outre comprendre des communes dont l'inclusion est de nature à assurer la cohérence spatiale et économique ainsi que la solidarité financière nécessaires au développement du</p>	<p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>quies</i> du code général des impôts.</p> <p>À compter de la notification de cet arrêté, le conseil municipal de chaque commune membre de l'un des établissements publics ou dont l'inclusion est envisagée et l'organe délibérant de chacun de ces établissements disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.</p>	<p>nouvel établissement public dans le respect du schéma départemental de coopération intercommunale. » ;</p> <p>c) La dernière phrase du cinquième alinéa est supprimée ;</p> <p>d) Le sixième alinéa est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :</p> <p>« Le projet de périmètre, accompagné d'un rapport explicatif et d'une étude d'impact budgétaire et fiscal, est soumis pour avis par le représentant de l'État dans le département à la ou aux commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes. Dès la notification du rapport et du projet de périmètre aux membres de la commission, son examen est mis à l'ordre du jour et fait l'objet d'une délibération. À défaut de délibération dans le délai de deux mois à compter de la notification, l'avis est réputé favorable.</p> <p>« Une fois l'avis rendu par la ou les commissions départementales, les établissements publics de coopération intercommunale dont la fusion est envisagée sont consultés par le représentant de l'État dans le département sur le projet de périmètre. Leur avis est réputé favorable s'il n'intervient pas dans un délai de trois mois après transmission du projet d'arrêté. En cas d'avis défavorable de la commission départementale de la coopération intercommunale, le représentant de l'État dans le département fait une nouvelle proposition de périmètre en tenant compte de l'avis motivé de celle-ci.</p>	<p>c) Supprimé.</p> <p>d) Le sixième alinéa est remplacé par quatre alinéas ainsi rédigés :</p> <p>« Le projet de périmètre, accompagné d'un rapport explicatif et d'une étude d'impact budgétaire et fiscal, est notifié par le ou les représentants de l'État dans le département au maire de chaque commune incluse dans le projet de périmètre. Les conseils municipaux disposent d'un délai de trois mois à compter de la notification pour se prononcer sur le projet de périmètre, la catégorie et les statuts du nouvel établissement public de coopération intercommunale. À défaut de délibération dans ce délai, leur avis est réputé favorable.</p> <p>« Le projet de périmètre est également soumis pour avis par le ou les représentants de l'État dans le département aux établissements publics de coopération intercommunale dont la fusion est envisagée. À défaut de délibération dans un délai de trois mois à compter de la transmission du projet d'arrêté, leur avis est réputé favorable.</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Art. L. 5210-1-1. — Cf. supra art. 16.</p>	<p>« Le projet de périmètre est également notifié par le représentant de l'État dans le département au maire de chaque commune incluse dans le projet de périmètre. Les conseils municipaux disposent d'un délai de trois mois à compter de la notification pour se prononcer sur le projet de périmètre, la catégorie et les statuts du nouvel établissement public de coopération intercommunale. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable. En cas d'avis défavorable de la commission départementale de la coopération intercommunale, le représentant de l'État dans le département fait une nouvelle proposition de périmètre en tenant compte de l'avis motivé de celle-ci. » ;</p>	<p>« Le projet de périmètre, accompagné du rapport explicatif, de l'étude d'impact et des délibérations des communes et des établissements publics de coopération intercommunale, est notifié à la commission départementale de la coopération intercommunale compétente par le ou les représentants de l'État dans le département. Lorsqu'un projet intéresse des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale appartenant à des départements différents, les commissions concernées se réunissent en formation interdépartementale. À défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la notification, l'avis de la ou des commissions est réputé favorable.</p>	<p>« Les propositions de modification du projet de périmètre adoptées, dans le respect des objectifs prévus aux I et II de l'article L. 5210-1-1 et des orientations définies au III du même article, par la ou les commissions départementales de la coopération intercommunale à la majorité des deux tiers de leurs membres sont intégrées à l'arrêté du ou des représentants de l'État dans le département. » ;</p>
<p>Dans le délai prévu à l'alinéa précédent, les conseils municipaux de toutes les communes intéressées par le projet de fusion se prononcent sur la répartition des sièges au conseil du nouvel établissement dans les conditions applicables à la catégorie d'établissements publics dont ce dernier relèvera après la fusion.</p>	<p>e) Le dernier alinéa est supprimé ;</p>	<p>e) (Sans modification).</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>II. — La fusion peut être décidée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés, après accord des conseils municipaux et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale sur l'arrêté dressant la liste des établissements publics et des communes. Cet accord doit être exprimé par les organes délibérants des établissements publics et par deux tiers au moins des conseils municipaux de toutes les communes incluses dans le projet de périmètre représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.</p>	<p>2° Le II est ainsi modifié :</p> <p>a) À la première phrase, les mots : « et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale » sont supprimés et sont ajoutés les mots : « inclus dans le projet de périmètre et sur les statuts » ;</p> <p>b) À la deuxième phrase, les mots : « par les organes délibérants des établissements publics et » sont supprimés ;</p> <p>c) Sont ajoutées deux phrases ainsi rédigées :</p> <p>« Cette majorité doit nécessairement comprendre au moins les deux tiers des conseils municipaux des communes représentant la moitié de la population, ou la moitié des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, qui sont regroupées dans chacun des établissements publics de coopération intercommunale dont la fusion est envisagée. Sous réserve de leur accord, l'arrêté vaut retrait des communes des établissements publics de coopération intercommunale dont elles sont membres et qui ne sont pas intégralement inclus dans le périmètre. » ;</p>	<p>2° (Alinéa sans modification).</p> <p>a) (Sans modification).</p> <p>b) (Sans modification).</p> <p>c) (Alinéa sans modification).</p> <p>« Ces majorités doivent nécessairement comprendre au moins un tiers des conseils municipaux des communes qui sont regroupées dans chacun des établissements publics de coopération intercommunale dont la fusion est envisagée. Sous réserve de leur accord, l'arrêté vaut retrait des communes des établissements publics de coopération intercommunale dont elles sont membres et qui ne sont pas intégralement inclus dans le projet de périmètre. » ;</p>	
<p>III. — L'établissement public issu de la fusion relève de droit de</p>	<p>3° Le III est ainsi modifié :</p> <p>a) Au premier alinéa, les mots : « de droit » sont supprimés et sont ajoutés les</p>	<p>3° (Alinéa sans modification).</p> <p>a) Au premier alinéa, les mots : « de droit » sont supprimés et sont ajoutés les</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>la catégorie de celui des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre inclus dans le projet auquel la loi a confié le plus grand nombre de compétences.</p>	<p>mots : « ou d'une catégorie plus intégrée, sous réserve qu'il remplisse les conditions de création de celle-ci » ;</p>	<p>mots : « ou d'une catégorie disposant de compétences obligatoires en nombre supérieur, sous réserve qu'il remplisse les conditions de création de l'établissement public prévues pour celle-ci » ;</p>	
<p>Les compétences transférées par les communes aux établissements publics existant avant la fusion, à titre obligatoire et optionnel, sont exercées par le nouvel établissement public sur l'ensemble de son périmètre.</p>	<p>b) Au deuxième alinéa, les mots : « et optionnel » sont supprimés ;</p>	<p>b) (Sans modification).</p>	
	<p>c) Le troisième alinéa est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :</p>	<p>c) (Alinéa sans modification).</p>	
<p>Les autres compétences transférées par les communes aux établissements publics existant avant la fusion sont exercées par le nouvel établissement public sur l'ensemble de son périmètre ou font l'objet d'une restitution aux communes.</p>	<p>« Sans préjudice des dispositions du II des articles L. 5214-16 et L. 5216-5, les compétences transférées à titre optionnel et celles transférées à titre supplémentaire par les communes aux établissements publics de coopération intercommunale existant avant la fusion sont exercées par le nouvel établissement sur l'ensemble de son périmètre ou font l'objet d'une restitution aux communes.</p>	<p>« Sans préjudice des dispositions du II des articles L. 5214-16 et L. 5216-5, les compétences transférées à titre optionnel et celles transférées à titre supplémentaire par les communes aux établissements publics de coopération intercommunale existant avant la fusion sont exercées par le nouvel établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre sur l'ensemble de son périmètre ou, si l'organe délibérant de celui-ci le décide dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté décidant la fusion, font l'objet d'une restitution aux communes. Jusqu'à cette délibération ou, au plus tard, jusqu'à l'expiration du délai précité, le nouvel établissement public exerce, dans les anciens périmètres correspondant à chacun des établissements publics de coopération intercommunale ayant fusionné, les compétences transférées à titre optionnel ou supplémentaire par les communes à chacun de ces établissements publics.</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>L'ensemble des biens, droits et obligations des établissements publics de coopération intercommunale fusionnés sont transférés à l'établissement public issu de la fusion.</p> <p>Lorsque la fusion emporte transfert de compétences des communes au nouvel établissement public, ces transferts s'effectuent dans les conditions financières et patrimoniales prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 5211-17.</p>	<p>—</p> <p>« Dans le cas où le nouvel établissement public relève d'une catégorie plus intégrée que celle des établissements publics qui fusionnent, les statuts doivent, le cas échéant, prévoir des compétences nouvelles afin de respecter les conditions tenant aux compétences obligatoires et optionnelles prévues par la loi pour cette catégorie.</p> <p>« Lorsque l'exercice des compétences du nouvel établissement public est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt communautaire, cet intérêt est défini au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de l'arrêté prononçant la fusion. À défaut, l'établissement public exerce l'intégralité de la compétence transférée. Jusqu'à la définition de l'intérêt communautaire, celui qui était défini au sein de chacun des établissements publics de coopération intercommunale ayant fusionné est maintenu dans les anciens périmètres correspondant à chacun de ces établissements. » ;</p>	<p>—</p> <p>« Dans le cas où le nouvel établissement public relève d'une catégorie disposant de compétences obligatoires en nombre supérieur à celle des établissements publics qui fusionnent, les statuts doivent, le cas échéant, prévoir des compétences nouvelles afin de respecter les conditions tenant aux compétences obligatoires et optionnelles prévues par la loi pour cette catégorie.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p>—</p>
L'établissement public			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>issu de la fusion est substitué de plein droit, pour l'exercice de ses compétences, aux anciens établissements publics et, le cas échéant, aux communes incluses dans son périmètre dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.</p>			
<p>Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les co-contractants sont informés de la substitution de personne morale par l'établissement public issu de la fusion. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les établissements publics de coopération intercommunale et les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le co-contractant.</p>			
<p>La fusion d'établissements publics est effectuée à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire.</p>			
<p>L'ensemble des personnels des établissements publics de coopération intercommunale fusionnés est réputé relever de l'établissement public issu de la fusion dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes. Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>IV. — Cf. <i>supra</i> art. 3.</p> <p>Art. L. 5214-16 et L. 5216-5. — Cf. annexe.</p>	<p>4° Il est ajouté un V ainsi rédigé :</p> <p>« V. — Le mandat des délégués en fonction avant la fusion des établissements publics de coopération intercommunale est prorogé jusqu'à l'installation du nouvel organe délibérant au plus tard le vendredi de la quatrième semaine suivant la fusion. La présidence de l'établissement issu de la fusion est, à titre transitoire, assurée par le plus âgé des présidents des établissements publics ayant fusionné. Les pouvoirs de l'assemblée des délégués et du président sont limités aux actes d'administration conservatoire et urgente. »</p>	<p>4° (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p>Code général des impôts</p>			
<p>Art. 1639 A bis. —</p> <p>À défaut de délibération, le régime applicable en matière de taxe d'enlèvement des ordures ménagères sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale ayant fait l'objet de la fusion ou sur le territoire des communes incluses dans le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion, en application du deuxième alinéa du 2° du I de l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales, est maintenu pour une durée qui ne peut excéder les deux années suivant la fusion. Pour l'application de ces dispositions, l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion perçoit</p>		<p>II (<i>nouveau</i>). — Le code général des impôts est ainsi modifié :</p> <p>1° À la première phrase du deuxième alinéa du III de l'article 1639 A bis, les mots : « deuxième alinéa du 2° » sont remplacés par les mots : « sixième alinéa » ;</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>la taxe au lieu et place des établissements publics de coopération intercommunale ayant fait l'objet de la fusion.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. 1639 A ter.</i> —</p> <p>a. Sont maintenues pour leur durée et leur quotité lorsqu'elles sont prises en application des articles 1464 B, 1464 D, 1464 E, 1464 F, 1464 I, 1465, 1465 A, 1465 B, des I, <i>I ter</i>, <i>I quater</i> et <i>I quinquies</i> de l'article 1466 A et des articles 1466 B, 1466 B <i>bis</i>, 1466 C et 1466 F, et que les dispositions prévues par ces articles sont en cours d'application ou sont applicables pour la première fois l'année suivant celle de la fusion. Lorsque le nouvel établissement public de coopération intercommunale est soumis aux dispositions du I de l'article 1609 <i>nonies</i> C, il en est de même pour les délibérations prises, d'une part, par les communes visées au deuxième alinéa du 2° du I de l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales et, d'autre part, par les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale pré-existant à fiscalité propre additionnelle ou sans fiscalité propre ; toutefois, dans ce dernier cas, les exonérations sont maintenues en proportion du taux d'imposition de la commune et de l'établissement public de coopération intercommunale l'année de la fusion ;</p> <p>b. Sont maintenues pour la première année suivant celle de la fusion lorsqu'elles sont prises en appli-</p>		<p>2° À la seconde phrase du <i>a</i> et du <i>b</i> du 2 du IV de l'article 1639 <i>A ter</i>, les mots : « deuxième alinéa du 2° » sont remplacés par les mots : « sixième alinéa ».</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>cation des articles 1459 (3°), 1464, 1464 A, 1464 H, 1469 A <i>quater</i>, 1518 A et 1647 D. Il en est de même pour les délibérations prises par les communes visées au deuxième alinéa du 2° du I de l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales lorsque le nouvel établissement public de coopération intercommunale est soumis aux dispositions du I de l'article 1609 <i>nonies</i> C.</p> <p>.....</p>			
<p>Code général des collectivités territoriales</p>			
<p><i>Art. L. 5215-1.</i> — La communauté urbaine est un établissement public de coopération intercommunale regroupant plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave qui forment, à la date de sa création, un ensemble de plus de 500 000 habitants et qui s'associent au sein d'un espace de solidarité, pour élaborer et conduire ensemble un projet commun de développement urbain et d'aménagement de leur territoire.</p>			
<p>Ces conditions ne sont pas exigées pour les communautés urbaines existant à la date de publication de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale.</p>		<p>Article 20 <i>bis</i> A (<i>nouveau</i>)</p> <p>I. — L'article L. 5215-1 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« La création d'une communauté urbaine issue de la fusion d'une communauté urbaine mentionnée au précédent alinéa avec un ou plusieurs autres établissements publics de coopération intercommunale n'est pas soumise au seuil démographique fixé au premier alinéa. »</p>	<p>Article 20 <i>bis</i> A</p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Art. L. 5215-20-1. —</p> <p>II. — Les communes urbaines existant à la date de promulgation de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 précitée continuent d'exercer dans les conditions de droit commun, au lieu et place des communes membres, les compétences qui leur ont été antérieurement librement transférées par les communes membres.</p> <p>.....</p>	<p>Article 20 bis (nouveau)</p> <p>Un établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre supprimé après le 1^{er} décembre avec effet au 1^{er} janvier de l'année suivante et remplacé à la même date par un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre assure la continuité du service public au-delà du 1^{er} janvier et pendant le temps strictement nécessaire à l'installation du nouvel établissement public de coopération intercommunale et au vote des premiers moyens budgétaires indispensables.</p>	<p>II. — Au II de l'article L. 5215-20-1 du même code, après le mot : « précitée », sont insérés les mots : « et celles mentionnées au troisième alinéa de l'article L. 5215-1 ».</p> <p>Article 20 bis</p> <p>Supprimé.</p>	<p>Article 20 bis</p> <p>Maintien de la suppression.</p>
<p>Art. L. 5211-6. — Cf. supra art. 2.</p>	<p>Article 20 ter (nouveau)</p> <p>Dans les mêmes conditions que celles définies à l'article L. 5211-6 du code général des collectivités territoriales, les conseils municipaux peuvent désigner des délégués suppléants qui siègent avec voix délibérative aux réunions de l'organe délibérant et des commissions qui en découlent en cas</p>	<p>Article 20 ter</p> <p>Supprimé.</p>	<p>Article 20 ter</p> <p>Maintien de la suppression.</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Art. L. 5212-1, L. 5711-1 et L. 5721-1. — Cf. annexe.</i></p>	<p>d'absence du délégué titulaire et si celui-ci n'a pas donné procuration.</p>	<p>I. — (<i>Sans modification</i>).</p>	<p>(<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5210-1-1. — Cf. supra art. 16.</i></p>	<p>Le nombre de délégués suppléants est fixé par l'organe délibérant de l'établissement public après avis des conseils municipaux concernés.</p>	<p><i>Sous-section 2 Syndicats de communes et syndicats mixtes</i></p>	<p><i>Sous-section 2 Syndicats de communes et syndicats mixtes</i></p>
<p><i>Art. L. 5721-2. — Un syndicat mixte peut être constitué par accord entre des institutions d'utilité commune interrégionales, des régions, des ententes ou des institutions interdépartementales, des départements, des établissements publics de coopération intercommunale, des communes, des syndicats mixtes définis à l'article L. 5711-1 ou à l'article L. 5711-4, des chambres de</i></p>	<p><i>Article 21</i></p> <p>I. — Après l'article L.O. 5111-5 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 5111-6 ainsi rédigé :</p>	<p><i>Article 21</i></p>	<p><i>Article 21</i></p>
	<p>« <i>Art. L. 5111-6. — La création d'un syndicat de communes visé à l'article L. 5212-1 ou d'un syndicat mixte visé à l'article L. 5711-1 ou à l'article L. 5721-1 ne peut être autorisée par le représentant de l'État dans le département que si elle est compatible avec le schéma départemental de coopération intercommunale mentionné à l'article L. 5210-1-1 ou avec les orientations en matière de rationalisation mentionnées au III du même article L. 5210-1-1. »</i></p>		

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>commerce et d'industrie, d'agriculture, de métiers et d'autres établissements publics, en vue d'œuvres ou de services présentant une utilité pour chacune de ces personnes morales.</p> <p>.....</p> <p>La création du syndicat mixte est autorisée par arrêté du représentant de l'État dans le département siège du syndicat.</p> <p>.....</p>	<p>II. — Au cinquième alinéa de l'article L. 5721-2 du même code, le mot : « est » est remplacé par les mots : « peut être ».</p>	<p>II. — <i>(Sans modification)</i>.</p>	
<p>Code de l'urbanisme</p> <p><i>Art. L. 122-4-1. —</i></p> <p>Lorsque la majorité des communes comprises dans le périmètre du schéma de cohérence territoriale sont incluses dans le périmètre d'un syndicat mixte, celui-ci peut, par dérogation à l'article L. 122-4, exercer la compétence d'élaboration, de suivi et de révision du schéma de cohérence territoriale, à condition que les autres communes comprises dans le périmètre du schéma de cohérence territoriale adhèrent au syndicat mixte pour cette compétence.</p> <p>Seuls les communes et les établissements publics de coopération intercommunale qui adhèrent au syndicat mixte pour la compétence d'élaboration, de suivi et de révision du schéma de cohérence territoriale prennent part aux délibérations concernant le schéma.</p>	<p>III <i>(nouveau)</i>. — Au premier alinéa de l'article L. 122-4-1 du code de l'urbanisme, après le mot : « lorsque », sont insérés les mots : « au moins ».</p> <p>Article 21 <i>bis (nouveau)</i></p> <p>Il est rétabli un article</p>	<p>III. — Supprimé.</p> <p>Article 21 <i>bis</i></p> <p>Dans le code général des collectivités territoriales,</p>	<p>Article 21 <i>bis</i></p> <p><i>(Sans modification)</i>.</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Code général des collectivités territoriales</p> <p>Art. L. 5212-16. — Cf. annexe.</p>	<p>L. 5212-8 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 5212-8. — La décision d'institution ou une décision modificative peut prévoir que les délégués désignés par les conseils municipaux des communes membres du syndicat constituent un collège pour l'élection de leurs représentants au comité. Sauf disposition contraire des statuts et en application du 1° de l'article L. 5212-16, ces représentants ainsi élus sont également habilités à prendre part au vote pour la seule affaire mise en délibération pour laquelle au moins une commune représentée au sein du collège est concernée. »</p> <p>Article 22</p> <p>I. — La sous-section 2 de la section 5 du chapitre II du titre I^{er} du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigée :</p> <p>« Sous-section 2</p> <p>« Fusion</p> <p>« Art. L. 5212-27. —</p> <p>I. — Des syndicats de communes et des syndicats mixtes peuvent être autorisés à fusionner dans les conditions fixées par le présent article.</p> <p>« Le projet de périmètre du nouveau syndicat envisagé peut être fixé par arrêté du représentant de l'État dans le département lorsque les membres font partie du même département, ou par arrêté conjoint des représentants de l'État dans les départements</p>	<p>il est rétabli un article L. 5212-8 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 5212-8. —</p> <p>La décision d'institution ou une décision modificative peut prévoir que les délégués désignés par les conseils municipaux des communes membres du syndicat constituent un collège pour l'élection de leurs représentants au comité. Sauf disposition contraire des statuts du syndicat de communes et par dérogation au 1° de l'article L. 5212-16, les représentants ainsi élus sont également habilités à prendre part au vote pour toute affaire mise en délibération, pour laquelle au moins une commune représentée au sein du collège est concernée. »</p> <p>Article 22</p> <p>I. — (Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>I. — (Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>Article 22</p> <p>(Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<hr/>	<p>concernés dans le cas contraire :</p> <p>« 1° Soit dans un délai de deux mois à compter de la première délibération transmise, à l'initiative d'un ou de plusieurs organes délibérants des membres du ou des syndicats ou de l'organe délibérant du ou des syndicats dont la fusion est envisagée ;</p> <p>« 2° Soit à l'initiative du ou des représentants de l'État, après avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes. Cet avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois à compter de leur saisine.</p> <p>« Cet arrêté dresse la liste des syndicats intéressés. Les syndicats concernés sont consultés sur le projet de périmètre et les statuts. Leur avis est réputé favorable s'il n'intervient pas dans un délai de trois mois après la notification du projet d'arrêté.</p> <p>« Le projet de périmètre est également notifié par le représentant de l'État dans le département au maire de chaque commune ou, le cas échéant, au président de l'organe délibérant de chaque membre d'un syndicat dont la fusion est envisagée. Les organes délibérants disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer sur le projet de périmètre et les statuts du nouveau syndicat. À défaut de délibération dans ce délai,</p>	<p>« 1° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>« 2° Soit à l'initiative du ou des représentants de l'État dans le ou les départements, après avis de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale compétentes. Cet avis est réputé favorable s'il n'a pas été rendu à l'issue d'un délai de deux mois à compter de leur saisine ;</p> <p>« 3° (<i>nouveau</i>) Soit à l'initiative de la ou des commissions départementales de la coopération intercommunale.</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« Le projet de périmètre et les statuts sont également notifiés par le représentant de l'État dans le département au maire de chaque commune ou, le cas échéant, au président de l'organe délibérant de chaque membre d'un syndicat dont la fusion est envisagée. Les organes délibérants des membres des syndicats concernés disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer sur le projet de périmètre et les sta-</p>	<hr/>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L. 5210-1-1. — Cf. supra art. 16.</i></p>	<p>celle-ci est réputée favorable.</p> <p>« II. — La fusion peut être décidée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés, après accord des organes délibérants des membres des syndicats sur l'arrêté dressant la liste des syndicats intéressés à la fusion et sur les statuts du nouveau syndicat. Cet accord doit être exprimé par les deux tiers au moins des organes délibérants des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale membres des syndicats inclus dans le projet de périmètre représentant plus de la moitié de la population totale de ceux-ci, ou par la moitié au moins des mêmes organes délibérants représentant les deux tiers de la population.</p> <p>« Dans le cas où le projet de fusion inclut un ou plusieurs syndicats mixtes prévus à l'article L. 5721-1, l'accord sur la fusion doit être exprimé par délibérations concordantes des organes délibérants des syndicats intéressés et des membres les constituant.</p>	<p>tuts du nouveau syndicat. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.</p> <p>« Les propositions de modification du projet de périmètre adoptées, dans le respect des objectifs prévus aux I et II de l'article L. 5210-1-1 et des orientations définies au III du même article, par la ou les commissions départementales de la coopération intercommunale à la majorité des deux tiers de leurs membres sont intégrées à l'arrêté du ou des représentants de l'État dans le département.</p> <p>« II. — La fusion peut être décidée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés, après accord des organes délibérants des membres des syndicats sur l'arrêté dressant la liste des syndicats intéressés à la fusion et sur les statuts du nouveau syndicat. Cet accord doit être exprimé par les deux tiers au moins des organes délibérants des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale membres des syndicats inclus dans le projet de périmètre représentant plus de la moitié de la population totale de ceux-ci, ou par la moitié au moins des mêmes organes délibérants représentant les deux tiers de cette population.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p>—</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L. 5711-1. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« III. — L'établissement public issu de la fusion constitue de droit un syndicat de communes lorsqu'il résulte de la fusion exclusive de syndicats de communes, un syndicat prévu à l'article L. 5711-1 ou, selon sa composition, à l'article L. 5721-1 dans le cas contraire.</p>	<p>« III. — L'établissement public issu de la fusion constitue de droit soit un syndicat de communes lorsqu'il résulte de la fusion exclusive de syndicats de communes, soit, dans le cas contraire, un syndicat prévu à l'article L. 5711-1 ou, selon sa composition, à l'article L. 5721-1.</p>	<p>—</p>
	<p>« Les statuts déterminent parmi les compétences transférées aux syndicats existants celles qui sont exercées par le nouvel établissement public dans son périmètre ; les autres compétences font l'objet d'une restitution aux membres des syndicats.</p>	<p>« Les statuts déterminent parmi les compétences transférées aux syndicats existants celles qui sont exercées par le nouveau syndicat dans son périmètre ; les autres compétences font l'objet d'une restitution aux membres des syndicats.</p>	
	<p>« L'ensemble des biens, droits et obligations des établissements publics fusionnés sont transférés à l'établissement public issu de la fusion.</p>	<p>« L'ensemble des biens, droits et obligations des établissements publics fusionnés est transféré au syndicat issu de la fusion.</p>	
<p><i>Art. L. 5211-17. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« Lorsque la fusion emporte transfert de compétences des syndicats au nouvel établissement public, ces transferts s'effectuent dans les conditions financières et patrimoniales prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 5211-17.</p>	<p>« Lorsque la fusion emporte transferts de compétences des syndicats au nouveau syndicat, ces transferts s'effectuent dans les conditions financières et patrimoniales prévues aux cinquième et sixième alinéas de l'article L. 5211-17.</p>	
	<p>« L'établissement public issu de la fusion est substitué de plein droit, pour l'exercice de ses compétences, dans son périmètre, aux anciens syndicats dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.</p>	<p>« Le syndicat issu de la fusion est substitué de plein droit, pour l'exercice de ses compétences, dans son périmètre, aux anciens syndicats dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.</p>	
	<p>« Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les co-contractants sont informés de la substitution de personne morale par l'établissement</p>	<p>« Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les co-contractants sont informés de la substitution de personne morale par le syndicat issu de</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée</p> <p><i>Art. 111. — Cf. annexe.</i></p>	<p>public issu de la fusion. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les syndicats n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.</p> <p>« La fusion de syndicats est effectuée à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraires.</p> <p>« L'ensemble des personnels des syndicats fusionnés est réputé relever de l'établissement public issu de la fusion dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes. Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.</p> <p>« IV. — La fusion entraîne une nouvelle élection des délégués des membres du nouvel établissement public au conseil de ce dernier.</p> <p>« Le mandat des délégués en fonction avant la fusion des syndicats est prorogé jusqu'à l'installation du nouvel organe délibérant, au plus tard le vendredi de la quatrième semaine suivant la fusion. La présidence de l'établissement issu de la fusion est, à titre transitoire, assurée par le plus âgé des présidents des syndicats ayant fusionné.</p> <p>« Les pouvoirs de l'assemblée des délégués et</p>	<p>la fusion. La substitution de personne morale dans les contrats conclus par les syndicats n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.</p> <p><i>(Alinéa sans modification)</i></p> <p>« L'ensemble des personnels des syndicats fusionnés est réputé relever du syndicat issu de la fusion dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes. Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.</p> <p>« IV. — La fusion entraîne une nouvelle élection des délégués des membres du nouveau syndicat au conseil de ce dernier.</p> <p>« Le mandat des délégués en fonction avant la fusion des syndicats est prorogé jusqu'à l'installation du nouvel organe délibérant, au plus tard le vendredi de la quatrième semaine suivant la fusion. La présidence du syndicat issu de la fusion est, à titre transitoire, assurée par le plus âgé des présidents des syndicats ayant fusionné.</p> <p><i>(Alinéa sans modification)</i></p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 5721-2.</i> — Un syndicat mixte peut être constitué par accord entre des institutions d'utilité commune interrégionales, des régions, des ententes ou des institutions interdépartementales, des départements, des établissements publics de coopération intercommunale, des communes, des syndicats mixtes définis à l'article L. 5711-1 ou à l'article L. 5711-4, des chambres de commerce et d'industrie, d'agriculture, de métiers et d'autres établissements publics, en vue d'œuvres ou de services présentant une utilité pour chacune de ces personnes morales.</p> <p>Le syndicat mixte doit comprendre au moins une collectivité territoriale ou un groupement de ces collectivités.</p> <p>La répartition des sièges au sein du comité syndical entre les collectivités locales et les établissements</p>	<p>du président sont limités aux actes d'administration conservatoire et urgente.</p> <p>« À défaut pour une commune ou un établissement public de coopération intercommunale d'avoir désigné ses délégués, il est représenté au sein de l'organe délibérant du nouvel établissement par le maire ou le président s'il ne compte qu'un délégué, par le maire et le premier adjoint ou le président et un vice-président dans le cas contraire. »</p>	<p>« À défaut pour une commune, un établissement public de coopération intercommunale ou tout autre membre de l'un des anciens syndicats d'avoir désigné ses délégués, ce membre est représenté, au sein de l'organe délibérant du nouveau syndicat, soit par le maire ou le président si ce membre n'y compte qu'un délégué, soit, dans le cas contraire, par le maire et le premier adjoint, ou le président et un vice-président. »</p>	<p style="text-align: center;">—</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>publics membres du syndicat mixte est fixée par les statuts. À défaut de dispositions particulières dans les statuts, le nombre de sièges attribués aux établissements publics de coopération intercommunale qui se substituent à tout ou partie de leurs communes membres au sein du syndicat mixte en application des articles L. 5214-21, L. 5215-22 et L. 5216-7 est égal au nombre de sièges dont disposaient les communes avant la substitution.</p>			
<p>Le président du syndicat mixte est élu par le comité syndical ou, si les statuts le prévoient, par le bureau qu'il a constitué.</p>			
<p>La création du syndicat mixte est autorisée par arrêté du représentant de l'État dans le département siège du syndicat.</p>			
<p>La décision d'autorisation approuve les modalités de fonctionnement du syndicat mixte.</p>			
<p>Les syndicats mixtes peuvent être autorisés à fusionner. La fusion est opérée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3, à l'exception des dispositions relatives à la continuité territoriale.</p>	<p>II. — Les septième et huitième alinéas de l'article L. 5721-2 sont supprimés.</p>	<p>II. — Les septième et huitième alinéas de l'article L. 5721-2 du même code sont supprimés.</p>	
<p>Pour l'application du II de cet article, l'accord sur la fusion est exprimé par délibérations concordantes des organes délibérants des syndicats mixtes intéressés et des membres les constituant.</p>			
<p>Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la population est supérieure à 400 000 habi-</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>tants a transféré sa compétence en matière d'organisation des transports urbains à un syndicat mixte, sa représentation au titre de cette compétence est au moins égale à la majorité des sièges composant le comité syndical. Les statuts des syndicats mixtes existant à la date de promulgation de la loi n° 2006-10 du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports devront être mis en conformité avec cette disposition dans un délai de six mois à compter de la publication de la même loi. Les autres membres du syndicat peuvent être autorisés par le représentant de l'État dans le département à se retirer pendant ce délai.</p>	<p>Article 23</p> <p>I. — L'article L. 5212-33 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p> <p>1° Le <i>a</i> est ainsi modifié :</p> <p><i>a)</i> Après les mots : « de conduire », sont insérés les mots : « ou lorsqu'il ne compte plus qu'une seule commune membre ; » et les mots : « à une communauté de communes, à une communauté d'agglomération ou à une communauté urbaine » sont remplacés par les mots : « à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou à un syndicat mixte relevant de l'article L. 5711-1 ou de l'article L. 5721-2 » ;</p>	<p>Article 23</p> <p>I. — (<i>Alinéa sans modification</i>)</p> <p>1° Le deuxième alinéa (<i>a</i>) est ainsi modifié :</p> <p><i>a)</i> Après les mots : « de conduire », sont insérés les mots : « ou lorsqu'il ne compte plus qu'une seule commune membre » et les mots : « à une communauté de communes, à une communauté d'agglomération ou à une communauté urbaine » sont remplacés par les mots : « à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ou à un syndicat mixte relevant des articles L. 5711-1 ou L. 5721-2 » ;</p>	<p>Article 23</p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>b) Soit par le consentement de tous les conseils municipaux intéressés.</p>	<p>b) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Dans ce dernier cas, les communes membres du syndicat dissous deviennent de plein droit membres du syndicat mixte auquel le syndicat de communes a transféré l'intégralité de ses compétences. Le syndicat mixte est substitué au syndicat de communes dissous dans les conditions prévues aux troisième à dernier alinéas de l'article L. 5711-4. » ;</p>	<p>b) Il est complété par une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« Dans ce dernier cas, les communes membres du syndicat dissous deviennent de plein droit membres du syndicat mixte auquel le syndicat de communes a transféré l'intégralité de ses compétences. Le syndicat mixte est substitué au syndicat de communes dissous dans des conditions identiques à celles prévues, pour la dissolution d'un syndicat mixte, aux troisième à dernier alinéas de l'article L. 5711-4 ; » ;</p>	
<p>Il peut être dissous :</p> <p>a) Soit sur la demande motivée de la majorité de ces conseils municipaux par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés ;</p>			
<p>b) Soit d'office par un décret rendu sur l'avis conforme du Conseil d'État.</p> <p>Une copie de l'arrêté ou du décret de dissolution est adressée au conseil général pour information.</p>			
<p>L'arrêté ou le décret de dissolution détermine, dans le respect des dispositions de l'article L. 5211-25-1 et sous la réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles le syndicat est liquidé.</p>	<p>2° Au huitième alinéa, la référence : « de l'article L. 5211-25-1 » est remplacée par les références : « des articles L. 5211-25-1 et L. 5211-26 ».</p>	<p>2° (Sans modification).</p>	
<p>La répartition des personnels concernés entre les communes membres est soumise, pour avis, aux commissions administratives paritaires compétentes. Elle ne peut donner lieu à un dégagement</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>des cadres. Les personnels concernés sont nommés dans un emploi de même niveau et en tenant compte de leurs droits acquis. Les communes attributaires supportent les charges financières correspondantes.</p>			
<p><i>Art. L. 5711-1 et L. 5711-4. — Cf. annexe.</i></p>			
<p><i>Art. L. 5721-2. — Cf. supra art. 22.</i></p>			
<p><i>Art. L. 5211-25-1. — Cf. supra art. 19 bis A.</i></p>			
<p><i>Art. L. 5211-26. — Cf. infra art. 28 bis.</i></p>			
<p><i>Art. L. 5214-28. — La communauté de communes est dissoute :</i></p>	<p>II. — Le <i>a</i> de l'article L. 5214-28 du même code est complété par les mots : « ou lorsqu'elle ne compte plus qu'une seule commune membre ».</p>	<p>II. — Le deuxième alinéa (<i>a</i>) de l'article L. 5214-28 du même code est complété par les mots : « ou lorsqu'elle ne compte plus qu'une seule commune membre ».</p>	
<p>.....</p>	<p>II bis (nouveau). — À la première phrase du premier alinéa de l'article L. 5216-9 du même code, après les mots : « par décret en Conseil d'État », sont insérés les mots : « de plein droit lorsqu'elle ne compte plus qu'une seule commune membre ou ».</p>	<p>II bis. — (Sans modification).</p>	
<p><i>Art. L. 5216-9. — La communauté d'agglomération est dissoute, par décret en Conseil d'État, sur la demande des conseils municipaux des communes membres acquise par un vote des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, cette majorité devant en outre nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est supé-</i></p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>rieure à la moitié de la population concernée. Ce décret détermine, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-25-1 et dans le respect des droits des tiers, les conditions dans lesquelles la communauté d'agglomération est liquidée.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 5215-42.</i> — La communauté urbaine peut être dissoute sur la demande des conseils municipaux des communes qu'elle rassemble, statuant par un vote des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, cette majorité devant en outre nécessairement comprendre le conseil municipal dont la population est supérieure à la moitié de la population totale concernée. La dissolution est prononcée par décret en conseil des ministres.</p> <p>.....</p>		<p><i>II ter (nouveau).</i> — Après la première phrase du premier alinéa de l'article L. 5215-42 du même code, il est inséré une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« Elle est dissoute de plein droit lorsqu'elle ne compte plus qu'une seule commune membre. »</p>	
<p><i>Art. L. 5721-7.</i> — Le syndicat mixte est dissous de plein droit soit à l'expiration de la durée pour laquelle il a été institué, soit à la fin de l'opération qu'il avait pour objet de conduire.</p> <p>Il peut également être dissous, d'office ou à la demande des personnes morales qui le composent, par arrêté motivé du représentant de l'État dans le département siège du syndicat.</p>	<p>III. — L'article L. 5721-7 du même code est ainsi modifié :</p> <p>1° Le premier alinéa est complété par les mots : « , soit lorsqu'il ne compte plus qu'un seul membre » ;</p> <p>2° Au deuxième alinéa, les mots : « à la demande des personnes morales qui le composent » sont remplacés par les mots : « à la demande motivée de la majorité des personnes morales qui le</p>	<p>III. — (<i>Sans modification</i>).</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Le décret ou l'arrêté détermine, dans le respect du droit des tiers et des dispositions de l'article L. 5211-25-1, les conditions de liquidation du syndicat.</p> <p><i>Art. L. 5211-25-1. — Cf. supra art. 19 bis A.</i></p> <p><i>Art. L. 5211-26. — Cf. infra art. 28 bis.</i></p> <p><i>Art. L. 5721-2. —</i></p> <p>Le syndicat mixte doit comprendre au moins une collectivité territoriale ou un groupement de ces collectivités.</p> <p><i>Art. L. 5711-4. — Cf. annexe.</i></p>	<p>composent » ;</p> <p>3° Au troisième alinéa, les mots : « Le décret ou » sont supprimés et la référence : « de l'article L. 5211-25-1 » est remplacée par les références : « des articles L. 5211-25-1 et L. 5211-26 ».</p>	<p>IV (nouveau). — Après le deuxième alinéa de l'article L. 5721-2 du même code, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Lorsque le syndicat mixte qui adhère à un autre syndicat mixte lui transfère la totalité des compétences qu'il exerce, l'adhésion du syndicat mixte entraîne sa dissolution dans les conditions prévues aux troisième à neuvième alinéas de l'article L. 5711-4. »</p>	
<p><i>Art. L. 5214-21. —</i></p> <p>Lorsque des communes ont décidé de créer une communauté de communes et que</p>	<p>Article 24</p> <p>I. — L'article L. 5214-21 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p> <p>1° Les trois premiers alinéas sont ainsi rédigés :</p> <p>« La communauté de communes dont le périmètre correspond ou vient à correspondre exactement à celui</p>	<p>Article 24</p> <p>I. — (Alinéa sans modification).</p> <p>1° (Alinéa sans modification).</p> <p>« La communauté de communes dont le périmètre est identique à celui d'un syndicat de communes ou</p>	<p>Article 24</p> <p>(Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>ces mêmes communes, à l'exclusion de toute autre, étaient antérieurement associées dans un syndicat de communes, la communauté de communes ainsi créée est substituée de plein droit à ces syndicats de communes pour la totalité des compétences qu'ils exercent.</p> <p>La communauté de communes est également substituée de plein droit, pour les compétences qu'elle exerce, au syndicat de communes inclus en totalité dans son périmètre.</p> <p>Dans les cas prévus aux premier et deuxième alinéas précédents, ainsi que dans celui où un syndicat de communes se trouve inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté de communes appelée à exercer l'ensemble des compétences de cet établissement public, l'ensemble du personnel du syndicat est réputé relever du nouvel établissement public dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.</p> <p>Pour l'exercice de ses compétences, la communauté de communes est également substituée aux communes qui en sont membres lorsque celles-ci sont groupées avec des communes extérieures à la communauté dans un syndicat de communes ou dans un syndicat mixte. S'il s'agit d'un syndicat de communes, ce dernier devient un syndicat mixte au sens de l'article L. 5711-1. Ni les attributions du syndicat, ni le périmètre</p>	<p>d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte est substituée de plein droit à ce syndicat de communes ou à ce syndicat mixte pour la totalité des compétences qu'ils exercent.</p> <p>« La communauté de communes est également substituée de plein droit, pour les compétences qu'elle exerce ou vient à exercer, au syndicat de communes ou au syndicat mixte inclus en totalité dans son périmètre.</p> <p>« Dans les cas prévus aux premier et deuxième alinéas, la substitution de la communauté de communes au syndicat s'effectue dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 5211-41. » ;</p> <p>2° La première phrase du quatrième alinéa est ainsi rédigée :</p> <p>« La communauté de communes est également substituée, pour les compétences qu'elle exerce ou vient à exercer, aux communes qui en sont membres lorsque celles-ci sont groupées avec des communes extérieures à la communauté dans un syndicat de communes ou un syndicat mixte. » ;</p>	<p>d'un syndicat mixte est substituée de plein droit à ce syndicat de communes ou à ce syndicat mixte pour la totalité des compétences qu'ils exercent.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>2° <i>(Sans modification).</i></p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>dans lequel il exerce ses compétences ne sont modifiés.</p>	<p>3° (<i>Supprimé</i>)</p>	<p>3° Maintien de la suppression.</p>	
<p><i>Art. L. 5211-41. — Cf. supra art. 6.</i></p>	<p>II. — L'article L. 5215-21 du même code est ainsi modifié :</p>	<p>II. — (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p><i>Art. L. 5215-21. — La communauté urbaine est substituée de plein droit au syndicat de communes préexistant dont le périmètre est identique au sien, pour la totalité des compétences qu'il exerce.</i></p>	<p>1° Aux premier et deuxième alinéas, le mot : « préexistant » est remplacé par les mots : « ou au syndicat mixte » ;</p>		
<p>La communauté urbaine est également substituée de plein droit, pour les compétences qu'elle exerce, au syndicat de communes préexistant inclus en totalité dans son périmètre.</p>	<p>2° Au troisième alinéa, les mots : « de communes » sont supprimés.</p>		
<p>La substitution de la communauté urbaine au syndicat de communes s'effectue dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 5211-41.</p>	<p>III. — L'article L. 5216-6 du même code est ainsi modifié :</p>	<p>III. — (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p><i>Art. L. 5216-6. — La communauté d'agglomération est substituée de plein droit au syndicat de communes préexistant dont le périmètre est identique au sien, pour la totalité des compétences qu'il exerce.</i></p>	<p>1° Aux premier et deuxième alinéas, le mot : « préexistant » est remplacé par les mots : « ou au syndicat mixte » ;</p>		
<p>La communauté d'agglomération est également substituée de plein droit, pour les compétences qu'elle exerce, au syndicat de</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>communes préexistant inclus en totalité dans son périmètre.</p>	<p>2° Au troisième alinéa, les mots : « de communes » sont supprimés.</p>		
<p>La substitution de la communauté d'agglomération au syndicat de communes s'effectue dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 5211-41.</p>			
<p><i>Art. L. 5215-22. —</i></p>			
<p>I. — Lorsqu'une partie des communes d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte fait partie d'une communauté urbaine, par création de cette communauté, par fusion d'établissements publics de coopération intercommunale pour constituer une communauté urbaine ou par transformation d'un établissement public de coopération intercommunale en communauté urbaine, et que cette communauté est incluse en totalité dans le syndicat, cette création, cette fusion ou cette transformation vaut retrait du syndicat des communes membres de la communauté pour les compétences visées au I de l'article L. 5215-20 que le syndicat exerce. Ce retrait s'effectue dans les conditions fixées à l'article L. 5211-25-1 et au troisième alinéa de l'article L. 5211-19. À défaut d'accord entre l'organe délibérant du syndicat et le conseil municipal concerné sur la répartition des biens ou du produit de leur réalisation et du solde de l'encours de la dette visés au 2° de l'article L. 5211-25-1, cette répartition est fixée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés.</p>			
<p>Pour l'exercice des compétences transférées autres que celles visées au I de l'article L. 5215-20, la communauté urbaine est substi-</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique	
<p>tuée au sein du syndicat aux communes qui la composent. Cette disposition ne modifie pas les attributions du syndicat de communes, qui devient syndicat mixte au sens de l'article L. 5711-1, ou du syndicat mixte intéressé. Elle ne modifie pas non plus le périmètre dans lequel ce syndicat exerce ses compétences.</p>	<p>II. — Lorsqu'une partie des communes d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte est associée avec des communes extérieures à ce syndicat dans une communauté urbaine, par création de cette communauté, par fusion d'établissements publics de coopération intercommunale pour constituer une communauté urbaine ou par transformation d'un établissement public de coopération intercommunale en communauté urbaine, cette création, cette fusion ou cette transformation vaut retrait du syndicat des communes membres de la communauté pour les compétences transférées et dans les conditions prévues au premier alinéa du I. Elle vaut substitution de la communauté urbaine aux communes pour les compétences transférées et dans les conditions prévues au second alinéa du même paragraphe.</p>	<p>III. — Lorsque le périmètre d'une communauté urbaine est étendu, conformément à l'article L. 5211-18, par adjonction d'une ou de plusieurs communes membres d'un ou de plusieurs syndicats de communes ou syndicats mixtes, cette extension vaut retrait des communes des syndicats ou substitution de la communauté urbaine aux communes</p>	<p>IV (nouveau). — Au premier alinéa du III des articles L. 5215-22 et L. 5216-7 du même code, les mots : « , conformément à l'article L. 5211-18, » sont supprimés.</p>	<p>IV. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>au sein des syndicats dans les cas et conditions prévus aux I et II.</p>			
<p>Lorsque les compétences d'une communauté urbaine sont étendues, conformément à l'article L. 5211-17, à des compétences antérieurement déléguées par tout ou partie des communes qui la composent à un ou plusieurs syndicats de communes ou syndicats mixtes, la communauté urbaine est substituée à ces communes au sein du ou des syndicats dans les conditions visées au second alinéa du I.</p>			
<p><i>Art. L. 5216-7. —</i></p> <p>I. — Lorsqu'une partie des communes d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte fait partie d'une communauté d'agglomération, par création de cette communauté, par fusion d'établissements publics de coopération intercommunale pour constituer une communauté d'agglomération ou par transformation d'un établissement public de coopération intercommunale en communauté d'agglomération, et que cette communauté est incluse en totalité dans le syndicat, cette création, cette fusion ou cette transformation vaut retrait du syndicat des communes membres de la communauté pour les compétences visées aux I et II de l'article L. 5216-5 que le syndicat exerce. Ce retrait s'effectue dans les conditions fixées à l'article L. 5211-25-1 et au troisième alinéa de l'article L. 5211-19. À défaut d'accord entre l'organe délibérant du syndicat et le conseil municipal concerné sur la répartition des biens ou du produit de leur réalisation et du solde de l'encours de la</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>dette visés au 2° de l'article L. 5211-25-1, cette répartition est fixée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés.</p>			
<p>Pour l'exercice des compétences transférées qui ne sont pas visées par les I et II de l'article L. 5216-5, la communauté d'agglomération est substituée au sein du syndicat aux communes qui la composent. Cette disposition ne modifie pas les attributions du syndicat de communes, qui devient syndicat mixte au sens de l'article L. 5711-1, ou du syndicat mixte intéressé. Elle ne modifie pas non plus le périmètre dans lequel ce syndicat exerce ses compétences.</p>			
<p>II. — Lorsqu'une partie des communes d'un syndicat de communes ou d'un syndicat mixte est associée avec des communes extérieures à ce syndicat dans une communauté d'agglomération, par création de cette communauté, par fusion d'établissements publics de coopération intercommunale pour constituer une communauté d'agglomération ou par transformation d'un établissement public de coopération intercommunale en communauté d'agglomération, cette création, cette fusion ou cette transformation vaut retrait du syndicat des communes membres de la communauté d'agglomération pour les compétences transférées et dans les conditions prévues au premier alinéa du I. Elle vaut substitution de la communauté d'agglomération aux communes pour les compétences transférées et dans les conditions prévues au second</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
alinéa du même paragraphe.			
<p>III. — Lorsque le périmètre d'une communauté d'agglomération est étendu, conformément à l'article L. 5211-18, par adjonction d'une ou de plusieurs communes membres d'un ou de plusieurs syndicats de communes ou syndicats mixtes, cette extension vaut retrait des communes des syndicats ou substitution de la communauté d'agglomération aux communes au sein des syndicats dans les cas et conditions prévus aux I et II.</p>			
<p>Lorsque les compétences d'une communauté d'agglomération sont étendues, conformément à l'article L. 5211-17, à des compétences antérieurement déléguées par tout ou partie des communes qui la composent à un ou plusieurs syndicats de communes ou syndicats mixtes, la communauté d'agglomération est substituée à ces communes au sein du ou des syndicats dans les conditions visées au second alinéa du I.</p>			
<p><i>Art. L. 5211-18. — Cf. supra art. 19.</i></p>	Article 24 bis (nouveau)	Article 24 bis	Article 24 bis
<p><i>Art. L. 5211-61. —</i> Un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut transférer toute compétence à un syndicat de communes ou un syndicat mixte dont le périmètre inclut en totalité le périmètre communautaire après création du syndicat ou adhésion de l'établissement public.</p>	<p>L'article L. 5211-61 du code général des collectivités territoriales est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	<p>(Sans modification).</p>
<p>Par dérogation à l'alinéa précédent, en matière</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>de gestion de l'eau et des cours d'eau, d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif ou non collectif, de collecte ou d'élimination des déchets ménagers et assimilés, ou de distribution d'électricité ou de gaz naturel, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut transférer toute compétence à un syndicat de communes ou un syndicat mixte sur tout ou partie de son territoire ou à plusieurs syndicats situés chacun sur des parties distinctes de son territoire.</p> <p><i>Art. L. 5214-21, L. 5215-22 et L. 5216-7. — Cf. supra art. 24.</i></p> <p><i>Art. L. 5211-17 et L. 5211-20. — Cf. annexe</i></p> <p><i>Art. L. 5212-27. — Cf. supra. art. 22.</i></p>	<p>« Lorsque par application des précédents articles ou des articles L. 5214-21, L. 5215-22 ou L. 5216-7, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre n'est membre que pour une partie de son territoire d'un syndicat mixte, la population prise en compte dans le cadre de la majorité prévue aux articles L. 5211-17 à L. 5211-20 et L. 5212-27 au titre de cet établissement est la population correspondant à la partie de son territoire incluse dans le syndicat mixte. »</p>	<p>« Lorsque par application des alinéas précédents ou des articles L. 5214-21, L. 5215-22 ou L. 5216-7, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre n'est membre que pour une partie de son territoire d'un syndicat mixte, la population prise en compte dans le cadre de la majorité prévue aux articles L. 5211-17 à L. 5211-20 et L. 5212-27 au titre de cet établissement est la population correspondant à la partie de son territoire incluse dans le syndicat mixte. »</p>	
	<p><i>Sous-section 3</i> <i>Pays</i></p>	<p><i>Sous-section 3</i> <i>Pays</i></p>	<p><i>Sous-section 3</i> <i>Pays</i></p>
<p>Code de l'environnement</p> <p><i>Art. L. 333-4. — Cf. annexe.</i></p> <p>Code de la santé publique</p> <p><i>Art. L. 6121-6. — . . .</i></p>		<p>Article 25 bis (<i>nouveau</i>)</p> <p>I. — L'article L. 333-4 du code de l'environnement est abrogé.</p>	<p>Article 25 bis <i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Toutefois, une communauté d'établissements de santé peut être constituée entre des établissements relevant de plusieurs secteurs sanitaires d'une même région sanitaire, dès lors qu'ils sont situés dans le même pays au sens de l'article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.</p> <p>.....</p>		<p>II. — Au deuxième alinéa de l'article L. 6121-6 du code de la santé publique, les mots : « , dès lors qu'ils sont situés dans le même pays au sens de l'article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire » sont supprimés.</p>	
<p>Loi n° 95-115 du 4 février 1995 précitée</p>		<p>III. — La loi n° 95-115 du 4 février 1995 précitée est ainsi modifiée :</p>	
<p><i>Art. 1^{er}.</i> —</p> <p>.....</p>		<p>1° À la première phrase du dernier alinéa de l'article 1^{er}, les mots : « , des pays » sont supprimés ;</p>	
<p>Ces choix stratégiques et ces objectifs offrent un cadre de référence pour l'action des collectivités territoriales et de leurs groupements, des agglomérations, des pays et des parcs naturels régionaux. Les schémas régionaux d'aménagement et de développement du territoire doivent être compatibles avec les schémas de services collectifs prévus à l'article 2.</p>		<p>2° Le début de la seconde phrase du troisième alinéa de l'article 2 est ainsi rédigé : « Il favorise la mise en valeur des potentialités du territoire... <i>(le reste sans changement)</i>. » ;</p>	
<p><i>Art. 2.</i> —</p> <p>.....</p>			
<p>– le développement local, organisé dans le cadre des bassins d'emploi et fondé sur la complémentarité et la solidarité des territoires ruraux et urbains. Il favorise au sein de pays présentant une cohésion géographique, historique, culturelle, économique et sociale la mise en valeur des potentialités du territoire en s'appuyant sur une forte coopération intercommunale et sur l'initiative et la participation des acteurs locaux ;</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>.....</p> <p>– le soutien des territoires en difficulté, notamment les territoires ruraux en déclin, certains territoires de montagne, les territoires urbains déstructurés ou très dégradés cumulant des handicaps économiques et sociaux, certaines zones littorales, les zones en reconversion, les régions insulaires et les départements d'outre-mer, régions ultrapériphériques françaises et des pays mentionnés à l'article 22.</p> <p>.....</p>		<p>3° À la fin du cinquième alinéa de l'article 2, les mots : « et des pays mentionnés à l'article 22 » sont supprimés ;</p>	
<p style="text-align: center;">Titre II</p> <p>De l'organisation et du développement des territoires : des pays et des agglomérations.</p> <p><i>Art. 23.</i> —</p> <p>.....</p>		<p>4° À l'intitulé du titre II, les mots : « des pays et » sont supprimés ;</p>	
<p>Lorsqu'un pays comprend une agglomération éligible à un contrat particulier, la continuité et la complémentarité entre le contrat de pays et le contrat d'agglomération sont précisées par voie de convention entre les parties concernées.</p> <p>Le contrat contient un volet foncier. Il précise, le cas échéant, les conditions de création d'un établissement public foncier.</p> <p>.....</p>		<p>5° Les quatrième et cinquième alinéas de l'article 23 sont supprimés ;</p>	
<p><i>Art. 26.</i> — Lorsque les pays sont situés aux confins de départements ou de régions bénéficiant d'aides spécifiques plus favorables en vertu de la présente loi, l'État veille en coordination avec les collectivités locales</p>		<p>6° L'article 26 est abrogé.</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>concernées à assurer la continuité de leur développement.</p>			
	<p><i>Sous-section 4</i></p>	<p><i>Sous-section 4</i></p>	<p><i>Sous-section 4</i></p>
<p>Code général des collectivités territoriales</p>	<p>Commission départementale de la coopération intercommunale</p>	<p>Commission départementale de la coopération intercommunale</p>	<p>Commission départementale de la coopération intercommunale</p>
<p><i>Art. L. 5211-43.</i> — La commission départementale de la coopération intercommunale est composée à raison de :</p>	<p>Article 26</p> <p>L'article L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	<p>Article 26</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p>Article 26</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>
<p>1° 60 % par des maires, des adjoints au maire ou des conseillers municipaux élus à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne par les maires regroupés au sein des collèges électoraux déterminés en fonction de l'importance démographique des communes ;</p>	<p>1° Au 1°, le pourcentage : « 60 % » est remplacé par le pourcentage : « 40 % » ;</p>	<p>1° <i>(Sans modification).</i></p>	
<p>2° 20 % par des représentants d'établissements publics de coopération intercommunale ayant leur siège dans le département, élus à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne par le collège des présidents des organes délibérants de ces établissements et par des représentants de communes associées à la date du 8 février 1992, date de publication de la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, dans le cadre de chartes intercommunales de développement et d'aménagement, élus à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne par le</p>	<p>2° Au 2°, le pourcentage : « 20 % » est remplacé par le pourcentage : « 40 % » et les mots : « et par des représentants de communes associées à la date du 8 février 1992, date de publication de la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, dans le cadre de chartes intercommunales de développement et d'aménagement, élus à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne par le collège des maires de ces communes » sont remplacés par les mots : « à l'exception des syndicats de communes » ;</p>	<p>2° Le 2° est ainsi rédigé :</p> <p>« 2° 40 % par des représentants d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ayant leur siège dans le département, élus à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne par le collège des présidents des organes délibérants de ces établissements ; » ;</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
collège des maires de ces communes ;	<p>2° bis (nouveau) Les 3° et 4° sont remplacés par un 3°, un 4° et un 5° ainsi rédigés :</p>	<p>2° bis Les 3° et 4° sont remplacés par des 3° à 5° ainsi rédigés :</p>	
<p>3° 15 % par des représentants du conseil général, élus par celui-ci à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne ;</p>	<p>« 3° 5 % par des représentants des syndicats mixtes et des syndicats de communes, élus à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne par le collège des présidents de chacune de ces catégories de président ;</p>	<p>« 3° 5 % par des représentants des syndicats mixtes et des syndicats de communes, élus à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne par le collège des présidents de chacune de ces catégories de syndicats ;</p>	
<p>4° 5 % par des représentants du conseil régional dans la circonscription départementale, élus par celui-ci à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.</p>	<p>« 4° 10 % par des représentants du conseil général élus par celui-ci à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne ;</p>	<p>« 4° (Sans modification).</p>	
	<p>« 5° 5 % par des représentants du conseil régional dans la circonscription départementale, élus par celui-ci à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne. » ;</p>	<p>« 5° (Sans modification).</p>	
	<p>3° Avant le dernier alinéa, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>3° Avant le dernier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p>	
	<p>« Pour la désignation des représentants des communes mentionnés au 1°, lorsqu'une seule liste de candidats réunissant les conditions requises a été adressée au représentant de l'État dans le département par l'association départementale des maires et qu'aucune autre candidature individuelle ou collective n'est présentée, le représentant de l'État en prend acte et il n'est pas procédé à l'élection des représentants des différents collèges des maires. Il en est de même pour la désignation des représentants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscali-</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Le mandat des membres de la commission cesse à l'occasion du renouvellement des fonctions au titre desquelles ils ont été désignés. Il est pourvu à leur remplacement dans les conditions prévues au présent article.</p>	<p>té propre mentionnés au 2° et celle des représentants des syndicats mentionnés au 3°. »</p>	<p>Article 26 bis A (<i>nouveau</i>)</p>	<p>Article 26 bis A</p>
<p><i>Art. L. 5211-44. —</i> Les conditions d'application des articles L. 5211-42 et L. 5211-43 sont fixées par décret en Conseil d'État. Ce décret fixe notamment le nombre total des membres de la commission départementale, déterminé compte tenu de la population, du nombre des communes du département et de leur importance démographique, les critères démographiques utilisés pour la constitution des collèges de maires mentionnés au 1° de l'article L. 5211-43 ainsi que les modalités de désignation des membres de la commission départementale et les règles de fonctionnement de celle-ci.</p>		<p>À la seconde phrase de l'article L. 5211-44 du code général des collectivités territoriales, après le mot : « communes », sont insérés les mots : « et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ».</p>	<p>(<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5211-43. —</i> <i>Cf. supra. art. 26.</i></p>		<p>Article 26 bis B (<i>nouveau</i>)</p>	<p>Article 26 bis B</p>
		<p>Par dérogation au dernier alinéa de l'article L. 5211-43 du code général des collectivités territoriales, une nouvelle élection des membres de la commission départementale de la coopération intercommunale est organisée, dans chaque département, dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi.</p>	<p>(<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne</p>	<p>Article 26 bis (nouveau)</p> <p>Après l'article L. 5211-44 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 5211-44-1 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 5211-44-1. — Dans les départements ayant des zones de montagne, la composition des collèges des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale de la commission départementale de la coopération intercommunale est calculée à la représentation proportionnelle des communes et des établissements publics de coopération intercommunale classés montagne. Les collèges des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale sont composés obligatoirement et au minimum d'un représentant d'une commune classée montagne et d'un établissement public de coopération intercommunale de montagne. »</p>	<p>Le mandat des membres de la commission départementale de la coopération intercommunale en fonction avant la date de promulgation de la présente loi est prorogé jusqu'à l'installation de la commission départementale de la coopération intercommunale dans sa nouvelle composition issue de l'article 26.</p> <p>Article 26 bis</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 5211-44-1. — Dans les départements dont le territoire comprend des zones de montagne délimitées conformément à l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, la composition des collèges des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale de la commission départementale de la coopération intercommunale est déterminée à la représentation proportionnelle des communes et des établissements publics de coopération intercommunale situés, en tout ou partie, dans ces zones. Les collèges des représentants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale siégeant dans cette commission comprennent au moins un représentant d'une commune et un représentant d'un établissement public de coopération intercommunale situés, en tout ou partie, dans ces zones. »</p>	<p>Article 26 bis</p> <p>(Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 5211-45.</i> — La commission départementale de la coopération intercommunale établit et tient à jour un état de la coopération intercommunale dans le département. Elle peut formuler toute proposition tendant à renforcer la coopération intercommunale. À cette fin elle entend, à leur demande, des représentants des collectivités territoriales concernées. Le représentant de l'État dans le département la consulte dans les conditions fixées à l'article L. 5211-5 sur tout projet de création d'un établissement public de coopération intercommunale. Tout projet d'association de communes en vue de l'élaboration d'une charte intercommunale de développement et d'aménagement lui est communiqué. Ses propositions et observations sont rendues publiques.</p> <p><i>Art. L. 5210-1-1.</i> — <i>Cf. supra art. 16.</i></p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 27</p> <p>I. — Le premier alinéa de l'article L. 5211-45 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p> <p>1° La quatrième phrase est ainsi rédigée :</p> <p>« Le représentant de l'État dans le département la consulte sur tout projet de création d'un établissement public de coopération intercommunale, dans les conditions fixées à l'article L. 5211-5, et sur tout projet de création d'un syndicat mixte. » ;</p> <p>2° Après la quatrième phrase, il est inséré une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« Elle est saisie par le représentant de l'État dans le département ou à la demande de 20 % de ses membres. »</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 27</p> <p>I. — <i>(Sans modification).</i></p> <p>1° <i>(Sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>2° Après la quatrième phrase, sont insérées deux phrases ainsi rédigées :</p> <p>« Elle est saisie par le représentant de l'État dans le département ou à la demande de 20 % de ses membres. Elle est également consultée sur tout projet de modification du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale ou de fusion de tels établissements qui diffère des propositions du schéma départemental de la coopération intercommunale prévu à</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 27</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>La commission départementale de la coopération intercommunale, consultée par le représentant de l'État dans le département sur toute demande de retrait d'un syndicat de communes en application des articles L. 5212-29, L. 5212-29-1 et L. 5212-30, ou d'une communauté de communes en application de l'article L. 5214-26, est composée du quart des membres élus par le collège visé au 1° de l'article L. 5211-43, dont deux membres représentant les communes de moins de 2000 habitants, et du quart des membres élus par le collège visé au 2° de l'article L. 5211-43.</p> <p><i>Art. L. 5211-5. — Cf. supra art. 5 A.</i></p> <p><i>Art. L. 5211-43. — Cf. supra art. 26.</i></p>	<p>II (<i>nouveau</i>). — Au second alinéa du même article, les mots : « est composée du quart des membres élus par le collège visé au 1° de l'article L. 5211-43, dont deux membres représentant les communes de moins de 2 000 habitants, et du quart des membres élus par le collège visé au 2° de l'article L. 5211-43 » sont remplacés par les mots : « est composé de la moitié des membres élus par le collège visé au 1° de l'article L. 5211-43, dont deux membres représentant les communes de moins de 2 000 habitants, du quart des membres élus par le collège visé au 2° du même article L. 5211-43, et de la moitié du collège visé au 3° dudit article L. 5211-43 ».</p> <p style="text-align: center;"><i>Sous-section 5</i> <i>Autres dispositions</i></p>	<p>l'article L. 5210-1-1. »</p> <p>II. — (<i>Sans modification</i>).</p> <p style="text-align: center;"><i>Sous-section 5</i> <i>Dispositions diverses</i></p>	<p style="text-align: center;"><i>Sous-section 5</i> <i>Dispositions diverses</i></p>
<p><i>Art. L. 5211-26. — En cas de dissolution d'un établissement public de coopération intercommunale, ses communes membres corrigent leurs résultats de la reprise des résultats de</i></p>	<p>Article 28 bis (<i>nouveau</i>)</p> <p>L'article L. 5211-26 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 5211-26. —</i></p> <p>I. — Un arrêté ou un décret met fin à l'exercice des compétences de l'établissement public de coopération intercommunale dont la dissolution est demandée ou requise</p>	<p>Article 28 bis</p> <p>(<i>Alinéa sans modification</i>).</p> <p>« <i>Art. L. 5211-26. —</i></p> <p>I. — Un décret ou, selon le cas, un arrêté met fin à l'exercice des compétences de l'établissement public de coopération intercommunale dont la dissolution est de-</p>	<p>Article 28 bis</p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>l'établissement dissous, par délibération budgétaire, dans les conditions définies par la répartition consécutive au vote du compte administratif. Le détail des opérations non budgétaires justifiant cette reprise est joint en annexe au budget de reprise des résultats.</p> <p>Lorsque l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale ne s'est pas prononcé sur l'adoption du compte administratif et sur les conditions de transfert de l'actif et du passif à ses communes membres avant la dissolution dudit établissement, l'arrêté ou le décret de dissolution prévoit la nomination d'un liquidateur, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État, et détermine, sous la réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles il est chargé</p>	<p>et, le cas échéant, au régime fiscal de cet établissement et à ses droits à percevoir les dotations de l'État. Cet arrêté ou ce décret entraîne la mise en œuvre consécutive de l'article L. 5211-25-1, sous réserve des dispositions de l'article L. 5217-6. Lorsque les conditions de la liquidation sont réunies, la dissolution d'un établissement public de coopération intercommunale peut être prononcée, par le même arrêté ou décret, dans les conditions prévues au III du présent article.</p> <p>« II. — En cas d'obstacle à la liquidation de l'établissement public, l'autorité compétente sursoit à sa dissolution qui est prononcée dans un second arrêté ou décret. L'établissement public conserve alors sa personnalité morale pour les seuls besoins de sa dissolution. Le président de l'établissement public rend compte, tous les trois mois, de l'état d'avancement des opérations de liquidation à l'autorité compétente.</p> <p>« Les budgets et les comptes administratifs de l'établissement public en cours de liquidation sont soumis aux articles L. 1612-1 à L. 1612-20. En cas d'absence d'adoption du compte administratif au 30 juin de l'année suivant celle où la fin de l'exercice des compétences a été prononcée, le préfet arrête les comptes à l'appui du compte de gestion après avis rendu sous un mois par la chambre régionale des comptes.</p>	<p>mandée ou requise et, le cas échéant, au régime fiscal de cet établissement et à ses droits à percevoir les dotations de l'État. Ce décret ou, selon le cas, cet arrêté entraîne la mise en œuvre consécutive de l'article L. 5211-25-1. Lorsque les conditions de la liquidation sont réunies, la dissolution de l'établissement public de coopération intercommunale peut être prononcée, par le même décret ou arrêté selon le cas, dans les conditions prévues au III du présent article.</p> <p>« II. — En cas d'obstacle à la liquidation de l'établissement public, l'autorité administrative compétente sursoit à la dissolution, qui est prononcée dans un second décret ou arrêté selon le cas. L'établissement public conserve alors sa personnalité morale pour les seuls besoins de sa dissolution. Le président de l'établissement public rend compte, tous les trois mois, de l'état d'avancement des opérations de liquidation à l'autorité administrative compétente.</p> <p>« Les budgets et les comptes administratifs de l'établissement public en cours de liquidation sont soumis aux articles L. 1612-1 à L. 1612-20. En cas d'absence d'adoption du compte administratif au 30 juin de l'année suivant celle où la fin de l'exercice des compétences a été prononcée, le représentant de l'État dans le département arrête les comptes à l'appui du compte de gestion, après avis rendu dans un délai d'un mois par la chambre régionale des</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>d'apurer les dettes et les créances et de céder les actifs. En ce qui concerne l'exercice en cours, les pouvoirs du liquidateur sont limités aux seuls actes de pure administration conservatoire et urgente. À cette fin, le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable de l'établissement public de coopération intercommunale.</p>	<p>« Lorsque la trésorerie disponible de l'établissement public est insuffisante pour couvrir l'ensemble des charges liées à la dissolution, l'assemblée délibérante prévoit, par délibération, la répartition entre les membres des contributions budgétaires. Ces contributions constituent des dépenses obligatoires.</p>	<p>comptes.</p>	
<p>Le liquidateur est placé sous la responsabilité du représentant de l'État dans le département du siège de l'établissement dissous.</p>	<p>« À la demande du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou s'il constate, au vu des rapports d'avancement prévus au premier alinéa du présent II, que les conditions de la liquidation sont réunies, l'autorité compétente prononce la dissolution de l'établissement public dans les conditions prévues au III.</p>	<p>« Lorsque la trésorerie disponible de l'établissement public est insuffisante pour couvrir l'ensemble des charges liées à la dissolution, son assemblée délibérante prévoit, par délibération, la répartition entre les membres des contributions budgétaires. Ces contributions constituent des dépenses obligatoires.</p>	
<p>Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au représentant de l'État dans le département, du siège de l'établissement, appuyé du compte de gestion. Le représentant de l'État arrête les comptes. Les collectivités membres de l'établissement public de coopération intercommunale dissous corrigent leurs résultats de la reprise des résultats de l'établissement dissous, par délibération budgétaire, dans les conditions définies</p>	<p>« Au plus tard au 30 juin de l'année suivant celle où elle a prononcé la fin de l'exercice des compétences, l'autorité compétente nomme, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'État, un liquidateur chargé, sous réserve du droit des tiers, d'apurer les dettes et les créances et de céder les actifs. La mission du liquidateur, d'une durée initiale d'une année, peut être prolongée pour une même période jusqu'au terme de la liquidation. Dès</p>	<p>« À la demande du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou s'il constate, au vu des comptes rendus d'avancement prévus au premier alinéa du présent II, que les conditions de la liquidation sont réunies, l'autorité administrative compétente prononce la dissolution de l'établissement public dans les conditions prévues au III.</p>	
		<p>« Au plus tard au 30 juin de l'année suivant celle où elle a prononcé la fin de l'exercice des compétences, l'autorité administrative compétente nomme, dans des conditions prévues par décret en Conseil d'État, un liquidateur chargé, sous réserve du droit des tiers, d'apurer les dettes et les créances et de céder les actifs. La mission du liquidateur, d'une durée initiale d'une année, peut être prolongée pour une même période jusqu'au terme de la</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>par la répartition consécutive à l'arrêté du compte administratif. Le détail des opérations non budgétaires justifiant cette reprise est joint en annexe au budget de reprise des résultats.</p>	<p>sa nomination, le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable de l'établissement public de coopération intercommunale en lieu et place du président de ce dernier. De manière consécutive à l'arrêt des comptes par le préfet dans les conditions prévues au deuxième alinéa du II du présent article, le liquidateur détermine la répartition de l'actif et du passif dans le respect des dispositions de l'article L. 5211-25-1.</p>	<p>liquidation. Dès sa nomination, le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable de l'établissement public de coopération intercommunale en lieu et place du président de ce dernier. Après l'arrêt des comptes par le représentant de l'État dans le département dans les conditions prévues au deuxième alinéa du présent II, le liquidateur détermine la répartition de l'actif et du passif dans le respect des dispositions de l'article L. 5211-25-1.</p>	
<p><i>Art. L. 5211-25-1. — Cf. supra art. 19 bis A.</i></p>	<p>« III. — L'autorité compétente prononce la dissolution de l'établissement public de coopération intercommunale par arrêté ou décret et constate, sous réserve</p>	<p>« III. — L'autorité administrative compétente prononce la dissolution de l'établissement public de coopération intercommunale par arrêté ou décret et constate, sous réserve des droits</p>	
<p><i>Art. L. 5217-6. — Cf. supra art. 5.</i></p>	<p>des droits des tiers, la répartition entre les membres de l'ensemble de l'actif et du passif figurant au dernier compte administratif de l'établissement public de coopération intercommunale dissous.</p>	<p>des tiers, la répartition entre les membres de l'ensemble de l'actif et du passif figurant au dernier compte administratif de l'établissement public de coopération intercommunale dissous.</p>	
<p><i>Art. L. 1612-1 à L. 1612-20. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« Les membres de l'établissement public de coopération intercommunale dissous corrigent leurs résultats de la reprise des résultats de l'établissement dissous, par délibération budgétaire, conformément à l'arrêté ou au décret de dissolution. »</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
	<p><i>Section 3</i> Dispositifs temporaires d'achèvement et de rationalisation de l'intercommunalité</p>	<p><i>Section 3</i> Dispositifs temporaires d'achèvement et de rationalisation de l'intercommunalité</p>	<p><i>Section 3</i> Dispositifs temporaires d'achèvement et de rationalisation de l'intercommunalité</p>
	<p>Article 29</p>	<p>Article 29</p>	<p>Article 29</p>
<p><i>Art. L. 5210-1-1. —</i></p>	<p>I. — Dès la publication du schéma départemental de coopération intercommu-</p>	<p>I. — Dès la publication du schéma départemental de coopération intercommu-</p>	<p>(Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Cf. supra art. 16.</i></p>	<p>nale prévu à l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales, et en tout état de cause à compter du 1^{er} janvier 2012, le représentant de l'État dans le département fixe par arrêté jusqu'au 31 décembre 2012, pour la mise en œuvre du schéma, tout projet de périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. À défaut de schéma adopté, il peut fixer, dans les mêmes conditions et dans le respect des objectifs mentionnés aux I et II du même article L. 5210-1-1, tout projet de périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.</p> <p>Il peut également fixer un projet de périmètre ne figurant pas dans le schéma, dans le respect des objectifs précités, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale. L'arrêté intègre les propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV du même article L. 5210-1-1. La commission dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.</p> <p>L'arrêté définit la catégorie d'établissement public de coopération intercommunale dont la création est envisagée, dresse la liste des communes intéressées et détermine le siège de l'établissement public de</p>	<p>nale prévu à l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales, et en tout état de cause à compter du 1^{er} janvier 2012, le représentant de l'État dans le département fixe par arrêté jusqu'au 31 décembre 2012, pour la mise en œuvre du schéma, tout projet de périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. À défaut de schéma adopté, il peut fixer, dans les mêmes conditions et sous réserve de respecter les objectifs mentionnés aux I et II du même article L. 5210-1-1 et de prendre en compte les orientations définies au III du même article, tout projet de périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.</p> <p>Il peut également fixer un projet de périmètre ne figurant pas dans le schéma, sous la même réserve, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale. L'arrêté intègre les propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV du même article L. 5210-1-1. La commission dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	<p>—</p>

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

coopération intercommunale.

À compter de la notification de cet arrêté au maire de chaque commune intéressée, le conseil municipal dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.

La création de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est prononcée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements intéressés après accord des conseils municipaux des communes intéressées. Cet accord doit être exprimé par la moitié au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant la moitié au moins de la population totale de celles-ci, y compris le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse.

À défaut d'accord des communes et sous réserve de l'achèvement des procédures de consultation, le représentant de l'État dans le département peut, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2013, par décision motivée, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale, créer l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. En vue de formuler son avis, la commission départementale entend tout maire d'une commune et tout président d'un établissement public de coopération intercommunale dont l'audition est de nature à

Texte adopté par l'Assemblée nationale

—

À compter de la notification de cet arrêté au maire de chaque commune intéressée, le conseil municipal dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

La création de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est prononcée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements intéressés après accord des conseils municipaux des communes intéressées. Cet accord doit être exprimé par la moitié au moins des conseils municipaux des communes intéressées, représentant la moitié au moins de la population totale de celles-ci, y compris le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse si cette dernière représente au moins le tiers de la population totale.

À défaut d'accord des communes et sous réserve de l'achèvement des procédures de consultation, le ou les représentants de l'État dans le ou les départements concernés peuvent, jusqu'au 30 juin 2013, par décision motivée, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale, créer l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. En vue de formuler son avis, la commission départementale entend tout maire d'une commune et tout président d'un établissement public de coopération intercommunale dont l'audition est de nature à

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	<p>éclairer ses délibérations ou qui en fait la demande. Les nouvelles propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV de l'article L. 5210-1-1 sont intégrées. La commission dispose d'un délai d'un mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.</p>	<p>éclairer ses délibérations ou qui en fait la demande. Les nouvelles propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au IV de l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales sont intégrées au périmètre fixé par l'arrêté du représentant de l'État dans le département. La commission dispose d'un délai d'un mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.</p>	—
	<p>L'arrêté emporte retrait des communes auxquelles le périmètre est étendu des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elles sont membres.</p>	<p>L'arrêté de création de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre emporte retrait des communes auxquelles le périmètre est étendu des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elles sont membres.</p>	
	<p>L'arrêté peut également porter, en cas d'accord des conseils municipaux des communes dans les conditions prévues au cinquième alinéa, sur les compétences exercées par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dans le respect des dispositions propres à sa catégorie.</p>	<p>L'arrêté peut également porter, en cas d'accord des conseils municipaux des communes dans les conditions prévues au cinquième alinéa du présent I, sur les compétences exercées par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dans le respect des dispositions propres à sa catégorie.</p>	
	<p>À défaut d'accord sur les compétences, les communes membres disposent d'un délai de six mois à compter de sa création pour se mettre en conformité, suivant la procédure définie à l'article L. 5211-17 du même code, avec le II de l'article L. 5214-16 du même code en</p>	<p>À défaut d'accord sur les compétences de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, les communes membres disposent d'un délai de six mois à compter de sa création pour se mettre en conformité, suivant la procédure définie à l'article L. 5211-17 du code général des collectivités terri-</p>	

*Art. L. 5211-17,
L. 5214-16 et L. 5216-5. —
Cf. annexe.*

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

**Texte élaboré par la com-
mission en vue de l'examen
en séance publique**

cas de création d'une communauté de communes ou le II de l'article L. 5216-5 du même code en cas de création d'une communauté d'agglomération. Si les communes ne se sont pas mises en conformité avec ces dispositions dans ce délai, le nouvel établissement public exerce l'intégralité des compétences prévues par lesdites dispositions.

Le présent article n'est pas applicable à la création d'une métropole.

II. — Dès la publication du schéma départemental de coopération intercommunale prévu à l'article L. 5210-1-1 du même code, et en tout état de cause à compter du 1^{er} janvier 2012, le représentant de l'État dans le département propose, jusqu'au 31 décembre 2012, pour la mise en œuvre du schéma, la modification du périmètre de tout établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. À défaut de schéma adopté, il peut proposer, dans les mêmes conditions et dans le respect des objectifs mentionnés aux I et II du même article L. 5210-1-1, la modification du périmètre de tout établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Il peut également proposer une modification de périmètre ne figurant pas dans le schéma, dans le respect des objectifs précités, après avis de la commission

toriales, avec le II de l'article L. 5214-16 du même code en cas de création d'une communauté de communes ou le II de l'article L. 5216-5 du même code en cas de création d'une communauté d'agglomération. Si les communes ne se sont pas mises en conformité avec ces dispositions dans ce délai, le nouvel établissement public exerce l'intégralité des compétences prévues par lesdites dispositions.

Le présent I n'est pas applicable à la création d'une métropole.

II. — Dès la publication du schéma départemental de coopération intercommunale prévu à l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales, et en tout état de cause à compter du 1^{er} janvier 2012, le représentant de l'État dans le département propose, jusqu'au 31 décembre 2012, pour la mise en œuvre du schéma, la modification du périmètre de tout établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. À défaut de schéma adopté, il peut proposer, dans les mêmes conditions et sous réserve de respecter les objectifs mentionnés aux I et II du même article L. 5210-1-1 et de prendre en compte les orientations définies au III du même article, la modification du périmètre de tout établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Il peut également proposer une modification de périmètre ne figurant pas dans le schéma, sous la même réserve, après avis de la commission départementale

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

**Texte élaboré par la com-
mission en vue de l'examen
en séance publique**

départementale de la coopération intercommunale. Le préfet intègre à sa proposition les propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV du même article L. 5210-1-1. La commission dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.

La modification de périmètre peut porter sur des communes appartenant ou non à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Un arrêté de projet de périmètre dresse la liste des communes intéressées.

Cet arrêté est notifié par le représentant de l'État dans le département à ou aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre intéressés, afin de recueillir l'avis de l'organe délibérant et, concomitamment, au maire de chaque commune incluse dans le projet de périmètre, afin de recueillir l'accord du conseil municipal. À compter de la notification de l'arrêté de projet de périmètre, les organes délibérants des établissements et les conseils municipaux disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération de l'organe délibérant ou d'un conseil municipal dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.

de la coopération intercommunale. Le représentant de l'État dans le département intègre à sa proposition les propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV du même article L. 5210-1-1. La commission dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

(Alinéa sans modification).

Cet arrêté est notifié par le représentant de l'État dans le département au président de chaque établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre intéressé, afin de recueillir l'avis de son organe délibérant et, concomitamment, au maire de chaque commune incluse dans le projet de périmètre, afin de recueillir l'accord de son conseil municipal. À compter de la notification de l'arrêté de projet de périmètre, les organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et les conseils municipaux disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération de l'organe délibérant ou d'un conseil municipal dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte élaboré par la com-
mission en vue de l'examen
en séance publique

La modification de périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est prononcée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés après accord des conseils municipaux des communes incluses dans le projet de périmètre. Cet accord doit être exprimé par la moitié au moins des conseils municipaux des communes intéressées, y compris le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, représentant la moitié au moins de la population totale de celles-ci.

À défaut d'accord des communes et sous réserve de l'achèvement des procédures de consultation, le représentant de l'État dans le département peut, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2013, par décision motivée, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale, modifier le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. En vue de formuler son avis, la commission départementale entend tout maire d'une commune et tout président d'un établissement public de coopération intercommunale dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations ou qui en fait la demande. L'arrêté de projet de périmètre intègre les nouvelles propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV du même article L. 5210-1-1. La commission

La modification de périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est prononcée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés après accord des conseils municipaux des communes incluses dans le projet de périmètre. Cet accord doit être exprimé par la moitié au moins des conseils municipaux des communes intéressées, représentant la moitié au moins de la population totale de celles-ci, y compris le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse si cette dernière représente au moins le tiers de la population totale.

À défaut d'accord des communes et sous réserve de l'achèvement des procédures de consultation, le ou les représentants de l'État dans le ou les départements concernés peuvent, jusqu'au 30 juin 2013, par décision motivée, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale, modifier le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. En vue de formuler son avis, la commission départementale entend tout maire d'une commune et tout président d'un établissement public de coopération intercommunale dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations ou qui en fait la demande. L'arrêté de projet de périmètre intègre les nouvelles propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa de l'article

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L. 5211-18. — Cf. supra art. 19.</i></p>	<p>dispose d'un délai d'un mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.</p> <p>L'arrêté emporte retrait des communes auxquelles le périmètre est étendu des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elles sont membres.</p> <p>Le II de l'article L. 5211-18 du même code est applicable.</p> <p>Les cinq premiers alinéas du présent II s'appliquent de plein droit, tous les six ans, l'année qui suit la publication du schéma départemental de coopération intercommunale révisé conformément au dernier alinéa de l'article L. 5210-1-1 du même code et, en tout état de cause, pendant l'année 2018.</p> <p>III. — Dès la publication du schéma départemental de coopération intercommunale prévu à l'article L. 5210-1-1 du même code et, en tout état de cause, à compter du 1^{er} janvier 2012, le représentant de l'État dans le département propose jusqu'au 31 décembre 2012, pour la mise en œuvre du schéma, la fusion d'établissements publics de coopération intercommunale, dont l'un au moins est à fiscalité propre. À défaut de schéma adopté, il peut, dans les mêmes conditions, et dans le respect des objectifs mentionnés aux I et II du même article L. 5210-1-1, proposer la fusion d'établissements</p>	<p>L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales. La commission dispose d'un délai d'un mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>Le présent II s'applique de plein droit, tous les six ans, l'année qui suit la publication du schéma départemental de coopération intercommunale révisé conformément au dernier alinéa de l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales et, en tout état de cause, pendant l'année 2018.</p> <p>III. — Dès la publication du schéma départemental de coopération intercommunale prévu à l'article L. 5210-1-1 du même code et, en tout état de cause, à compter du 1^{er} janvier 2012, le représentant de l'État dans le département propose jusqu'au 31 décembre 2012, pour la mise en œuvre du schéma, la fusion d'établissements publics de coopération intercommunale, dont l'un au moins est à fiscalité propre. À défaut de schéma adopté, il peut, dans les mêmes conditions et sous réserve de respecter les objectifs mentionnés aux I et II du même article L. 5210-1-1 et de prendre en compte les</p>	<p>—</p>

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

publics de coopération intercommunale, dont l'un au moins est à fiscalité propre.

Il peut également proposer un périmètre de fusion ne figurant pas dans le schéma, dans le respect des objectifs précités, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale. Le préfet intègre à sa proposition les propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV du même article L. 5210-1-1. La commission dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.

Un arrêté de projet de périmètre du nouvel établissement public de coopération intercommunale dresse la liste des établissements publics de coopération intercommunale à fusionner. Il peut en outre comprendre d'autres communes appartenant ou non à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Cet arrêté est notifié par le représentant de l'État dans le département aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre intéressés, afin de recueillir l'avis de l'organe délibérant et, concomitamment, au maire de chaque commune incluse dans le projet de périmètre, afin de recueillir

Texte adopté par l'Assemblée nationale

—

orientations définies au III du même article, proposer la fusion d'établissements publics de coopération intercommunale, dont l'un au moins est à fiscalité propre.

Il peut également proposer un périmètre de fusion ne figurant pas dans le schéma, sous la même réserve, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale. Le représentant de l'État dans le département intègre à sa proposition les propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV du même article L. 5210-1-1. La commission dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Un arrêté de projet de périmètre du nouvel établissement public de coopération intercommunale dresse la liste des établissements publics de coopération intercommunale appelés à fusionner. Il peut en outre comprendre des communes appartenant ou non à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

(Alinéa sans modification).

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

l'accord du conseil municipal. À compter de la notification de l'arrêté de projet de périmètre, les organes délibérants des établissements et les conseils municipaux disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération de l'organe délibérant ou d'un conseil municipal dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.

La fusion est prononcée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés après accord des conseils municipaux des communes incluses dans le projet de périmètre. L'accord des communes doit être exprimé par la moitié au moins des conseils municipaux de toutes les communes incluses dans le projet de périmètre, y compris le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, représentant la moitié au moins de la population totale de celles-ci.

À défaut d'accord des communes et sous réserve de l'achèvement des procédures de consultation, le représentant de l'État dans le département peut, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2013, par décision motivée, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale, fusionner des établissements publics de coopération intercommunale, sous réserve de l'accord du conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse. En vue de formuler son avis, la commission départementale entend tout maire d'une commune et tout président d'un établissement public de coopération

Texte adopté par l'Assemblée nationale

—

La fusion est prononcée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés après accord des conseils municipaux des communes incluses dans le projet de périmètre. L'accord des communes doit être exprimé par la moitié au moins des conseils municipaux des communes intéressées, représentant la moitié au moins de la population totale de celles-ci, y compris le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse si cette dernière représente au moins le tiers de la population totale.

À défaut d'accord des communes et sous réserve de l'achèvement des procédures de consultation, le ou les représentants de l'État dans le ou les départements concernés peuvent, jusqu'au 30 juin 2013, par décision motivée, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale, fusionner des établissements publics de coopération intercommunale. En vue de formuler son avis, la commission départementale entend tout maire d'une commune et tout président d'un établissement public de coopération intercommunale dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations ou

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Art. L. 5211-41-3. — Cf. supra art. 3 et 20.</p>	<p>intercommunale dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations ou qui en fait la demande. L'arrêté de fusion intègre les nouvelles propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV du même article L. 5210-1-1. La commission dispose d'un délai d'un mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.</p>	<p>qui en fait la demande. L'arrêté de fusion intègre les nouvelles propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV de l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales. La commission dispose d'un délai d'un mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.</p>	
	<p>L'arrêté emporte également, le cas échéant, retrait des communes des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elles sont membres et qui ne sont pas intégralement inclus dans le périmètre.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
	<p>L'arrêté fixe également les compétences du nouvel établissement public. Celui-ci exerce l'intégralité des compétences dont sont dotés les établissements publics de coopération intercommunale qui fusionnent, sur l'ensemble de son périmètre.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
	<p>Les III et IV de l'article L. 5211-41-3 du même code sont applicables.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
	<p>Les cinq premiers alinéas du présent III s'appliquent de plein droit, tous les six ans, l'année qui suit la publication du schéma départemental de coopération intercommunale révisé conformément au dernier alinéa de l'article L. 5210-1-1 du même code et, en tout état de cause, pendant l'année 2018.</p>	<p>Le présent III s'applique de plein droit, tous les six ans, l'année qui suit la publication du schéma départemental de coopération intercommunale révisé conformément au dernier alinéa du IV de l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales et, en tout état de cause, pendant l'année 2018.</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L. 5210-1-1. — Cf. supra art. 16</i></p> <p><i>Art. L. 5711-1. — Cf. annexe.</i></p>	<p>—</p> <p>Article 30</p> <p>I. — Dès la publication du schéma départemental de coopération intercommunale prévu à l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales et, en tout état de cause, à compter du 1^{er} janvier 2012, le représentant de l'État dans le département propose jusqu'au 31 décembre 2012, pour la mise en œuvre du schéma, la dissolution de tout syndicat de communes ou syndicat mixte prévu à l'article L. 5711-1 du même code. À défaut de schéma adopté dans les mêmes conditions et dans le respect des objectifs mentionnés au II du même article L. 5210-1-1, il peut proposer la dissolution de tout syndicat de communes ou syndicat mixte prévu au même article L. 5711-1.</p> <p>Il peut également proposer une dissolution ne figurant pas dans le schéma, dans le respect des objectifs précités, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale. Dans cette hypothèse, il intègre à sa proposition l'avis adopté par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV du même article L. 5210-1-1. La commission dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.</p> <p>Le représentant de l'État dans le département</p>	<p>—</p> <p>Article 30</p> <p>I. — Dès la publication du schéma départemental de coopération intercommunale prévu à l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales et, en tout état de cause, à compter du 1^{er} janvier 2012, le représentant de l'État dans le département propose jusqu'au 31 décembre 2012, pour la mise en œuvre du schéma, la dissolution de tout syndicat de communes ou syndicat mixte prévu à l'article L. 5711-1 du même code. À défaut de schéma adopté dans les mêmes conditions et sous réserve de respecter les objectifs mentionnés au II de l'article L. 5210-1-1 du même code et de prendre en compte les orientations définies au III du même article, il peut proposer la dissolution de tout syndicat de communes ou syndicat mixte prévu à l'article L. 5711-1 du même code.</p> <p>Il peut également proposer une dissolution ne figurant pas dans le schéma, sous la même réserve, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale. Dans cette hypothèse, il intègre à sa proposition l'avis adopté par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV de l'article L. 5210-1-1 du même code. La commission dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.</p> <p>Le représentant de l'État dans le département</p>	<p>—</p> <p>Article 30</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat

**Texte adopté par
l'Assemblée nationale**

**Texte élaboré par la com-
mission en vue de l'examen
en séance publique**

notifie son intention de dissoudre au président du syndicat dont la dissolution est envisagée, afin de recueillir l'avis du comité, ainsi qu'au maire ou au président de chacun de ses membres, afin de recueillir l'accord du conseil municipal ou de l'organe délibérant. Les conseils municipaux ou les organes délibérants disposent d'un délai de trois mois à compter de la notification pour se prononcer sur la dissolution envisagée. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.

La dissolution est prononcée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés, après accord exprimé par la moitié au moins des organes délibérants de tous les membres du syndicat, y compris le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, représentant la moitié au moins de la population totale de ceux-ci.

À défaut d'accord des membres du syndicat et sous réserve de l'achèvement de la procédure de consultation, le représentant de l'État dans le département peut, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2013, par décision motivée, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale, dissoudre le syndicat. En vue de formuler son avis, la commission départementale entend tout maire d'une commune et tout président d'un établisse-

notifie son intention de dissoudre au président du syndicat dont la dissolution est envisagée, afin de recueillir l'avis du comité syndical, ainsi qu'au maire ou au président de chacun des membres du syndicat, afin de recueillir l'accord du conseil municipal ou de l'organe délibérant. Les conseils municipaux ou les organes délibérants disposent d'un délai de trois mois à compter de la notification pour se prononcer sur la dissolution envisagée. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.

La dissolution du syndicat est prononcée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés, après accord des organes délibérants des membres du syndicat. Cet accord doit être exprimé par la moitié au moins des organes délibérants des membres du syndicat, représentant la moitié au moins de la population totale de ceux-ci, y compris le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse si cette dernière représente au moins le tiers de la population totale.

À défaut d'accord des membres du syndicat et sous réserve de l'achèvement de la procédure de consultation, le ou les représentants de l'État dans le ou les départements concernés peuvent, jusqu'au 30 juin 2013, par décision motivée, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale, dissoudre le syndicat. En vue de formuler son avis, la commission départementale entend tout maire d'une commune et tout prési-

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>Art. L. 5212-33. — Cf. supra art. 23.</p>	<p>ment public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations ou qui en fait la demande. Le représentant de l'État se conforme aux nouvelles propositions adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV du même article L. 5210-1-1. La commission dispose d'un délai d'un mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.</p>	<p>dent d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations ou qui en fait la demande. Le représentant de l'État se conforme aux nouvelles propositions adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV de l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales. La commission dispose d'un délai d'un mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.</p>	
	<p>Les deux derniers alinéas de l'article L. 5212-33 du même code sont applicables.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
	<p>II. — Dès la publication du schéma départemental de coopération intercommunale prévu à l'article L. 5210-1-1 du même code et, en tout état de cause, à compter du 1^{er} janvier 2012, le représentant de l'État dans le département propose, jusqu'au 31 décembre 2012, pour la mise en œuvre du schéma, la modification du périmètre de tout syndicat de communes ou syndicat mixte. À défaut de schéma adopté dans les mêmes conditions et dans le respect des objectifs mentionnés au II du même article L. 5210-1-1, il peut proposer la modification du périmètre de tout syndicat de communes ou syndicat mixte prévu à l'article L. 5711-1 du même code.</p>	<p>II. — Dès la publication du schéma départemental de coopération intercommunale prévu à l'article L. 5210-1-1 du même code et, en tout état de cause, à compter du 1^{er} janvier 2012, le représentant de l'État dans le département propose, jusqu'au 31 décembre 2012, pour la mise en œuvre du schéma, la modification du périmètre de tout syndicat de communes ou syndicat mixte. À défaut de schéma adopté dans les mêmes conditions et sous réserve de respecter les objectifs mentionnés au II du même article L. 5210-1-1 et de prendre en compte les orientations définies au III du même article, il peut proposer la modification du périmètre de tout syndicat de communes ou syndicat mixte prévu à l'article L. 5711-1 du même code.</p>	

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

Il peut également proposer une modification de périmètre ne figurant pas dans le schéma, dans le respect des objectifs précités, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale. Dans cette hypothèse, il intègre à sa proposition les propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV du même article L. 5210-1-1. La commission dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.

Un arrêté de projet de périmètre dresse la liste des communes et établissements publics concernés. La modification de périmètre est soumise à l'avis du comité syndical concerné. Il dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À compter de la notification de l'arrêté de projet de périmètre au maire et au président de l'établissement public, le conseil municipal de chaque commune et l'organe délibérant de chaque établissement public inclus dans le projet de périmètre disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération d'un organe délibérant ou d'un conseil municipal dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.

Texte adopté par l'Assemblée nationale

—

Il peut également proposer une modification de périmètre ne figurant pas dans le schéma, sous la même réserve, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale. Dans cette hypothèse, il intègre à sa proposition les propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV de l'article L. 5210-1-1 du même code. La commission dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Un arrêté de projet de périmètre dresse la liste des communes et établissements publics concernés. La modification de périmètre est soumise à l'avis du comité syndical concerné. Il dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. Cet arrêté est notifié par le représentant de l'État dans le département au président de chaque établissement public concerné, afin de recueillir l'avis de son organe délibérant et, concomitamment, au maire de chaque commune incluse dans le périmètre, afin de recueillir l'accord de son conseil municipal. À compter de la notification de l'arrêté de projet de périmètre, le conseil municipal de chaque commune et l'organe délibérant de chaque établissement public disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération d'un organe délibérant ou d'un conseil municipal dans ce délai,

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte élaboré par la com-
mission en vue de l'examen
en séance publique

La modification de périmètre du syndicat est prononcée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés après accord des conseils municipaux des communes et avis des organes délibérants des établissements publics inclus dans le projet de périmètre. Cet accord doit être exprimé par la moitié au moins des organes délibérants de tous les membres inclus dans le projet de périmètre, y compris le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse.

À défaut d'accord des membres du syndicat et sous réserve de l'achèvement des procédures de consultation, le représentant de l'État dans le département peut, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2013, par décision motivée, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale, modifier le périmètre du syndicat. En vue de formuler son avis, la commission départementale entend tout maire d'une commune et tout président d'un établissement public de coopération intercommunale dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations ou qui en fait la demande. L'arrêté du représentant de l'État dans le département intègre les nouvelles propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV du même article L. 5210-1-1. La commission dispose d'un délai d'un mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de dé-

celle-ci est réputée favorable.

La modification du périmètre du syndicat est prononcée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés, après accord des organes délibérants des membres du syndicat. Cet accord doit être exprimé par la moitié au moins des organes délibérants des membres du syndicat, représentant la moitié au moins de la population totale de ceux-ci, y compris le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse si cette dernière représente au moins le tiers de la population totale.

À défaut d'accord des membres du syndicat et sous réserve de l'achèvement des procédures de consultation, le ou les représentants de l'État dans le ou les départements concernés peuvent, jusqu'au 30 juin 2013, par décision motivée, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale, modifier le périmètre du syndicat. En vue de formuler son avis, la commission départementale entend tout maire d'une commune et tout président d'un établissement public de coopération intercommunale dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations ou qui en fait la demande. L'arrêté du représentant de l'État dans le département intègre les nouvelles propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV de l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales. La commission dispose d'un délai

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Art. L. 5211-18. — Cf. supra art. 19.</p>	<p>libération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.</p> <p>En cas d'extension de périmètre, l'arrêté fixe également le nombre de délégués revenant à chaque commune ou chaque établissement public intégrant le syndicat. Ce nombre est déterminé par accord des organes délibérants des membres inclus dans le projet de périmètre dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du présent II ou, à défaut, fixé à deux délégués titulaires.</p> <p>Le II de l'article L. 5211-18 du même code est applicable.</p> <p>III. — Dès la publication du schéma départemental de coopération intercommunale prévu à l'article L. 5210-1-1 du même code et, en tout état de cause, à compter du 1^{er} janvier 2012, le représentant de l'État dans le département propose, jusqu'au 31 décembre 2012, pour la mise en œuvre du schéma, la fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes prévus à l'article L. 5711-1 du même code. À défaut de schéma adopté, il peut, dans les mêmes conditions et dans le respect des objectifs mentionnés au II du même article L. 5210-1-1, proposer la fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes prévus au même article L. 5711-1.</p>	<p>d'un mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>Le II de l'article L. 5211-18 du code général des collectivités territoriales est applicable.</p> <p>III. — Dès la publication du schéma départemental de coopération intercommunale prévu à l'article L. 5210-1-1 du même code et, en tout état de cause, à compter du 1^{er} janvier 2012, le représentant de l'État dans le département propose, jusqu'au 31 décembre 2012, pour la mise en œuvre du schéma, la fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes prévus à l'article L. 5711-1 du même code. À défaut de schéma adopté, il peut, dans les mêmes conditions et sous réserve de respecter les objectifs mentionnés au II de l'article L. 5210-1-1 du même code et de prendre en compte les orientations définies au III du même article, proposer la fusion de syndicats de communes ou de syndicats mixtes prévus à l'article L. 5711-1 du même code.</p>	

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

Il peut également proposer une fusion ne figurant pas dans le schéma, dans le respect des objectifs précités, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale. Dans cette hypothèse, il intègre à sa proposition les propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV du même article L. 5210-1-1. La commission dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.

Un arrêté de projet de périmètre dresse la liste des établissements publics intéressés. Il est notifié par le représentant de l'État dans le département au président de chacun des syndicats dont la fusion est envisagée afin de recueillir l'avis du comité et au maire de chaque commune et, le cas échéant, au président de chaque établissement public, membre des syndicats inclus dans le projet de périmètre, afin de recueillir l'accord du conseil municipal ou de l'organe délibérant. Les conseils municipaux ou les organes délibérants disposent d'un délai de trois mois à compter de la notification pour se prononcer sur le projet de périmètre. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.

La fusion est prononcée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés, après accord des organes délibérants des membres des

Texte adopté par l'Assemblée nationale

—

Il peut également proposer une fusion ne figurant pas dans le schéma, sous la même réserve, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale. Dans cette hypothèse, il intègre à sa proposition les propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV de l'article L. 5210-1-1 du même code. La commission dispose d'un délai de trois mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Un arrêté de projet de périmètre dresse la liste des établissements publics intéressés. Il est notifié par le représentant de l'État dans le département au président de chacun des syndicats dont la fusion est envisagée afin de recueillir l'avis du comité syndical et au maire de chaque commune et, le cas échéant, au président de chaque établissement public, membre des syndicats inclus dans le projet de périmètre, afin de recueillir l'accord du conseil municipal ou de l'organe délibérant. Les conseils municipaux ou les organes délibérants disposent d'un délai de trois mois à compter de la notification pour se prononcer sur le projet de périmètre. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.

La fusion des syndicats est prononcée par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés, après accord des organes délibérants

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

Texte en vigueur

Texte adopté par le Sénat

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

Texte élaboré par la com-
mission en vue de l'examen
en séance publique

syndicats. Cet accord doit être exprimé par la moitié au moins des organes délibérants de tous les membres inclus dans le projet de périmètre, y compris le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, représentant la moitié au moins de la population totale de ceux-ci.

À défaut d'accord des membres des syndicats et sous réserve de l'achèvement des procédures de consultation, le représentant de l'État dans le département peut, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2013, par décision motivée, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale, fusionner les syndicats, sous réserve de l'accord du conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse. En vue de formuler son avis, la commission départementale entend tout maire d'une commune et tout président d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations ou qui en fait la demande. L'arrêté de fusion intègre les nouvelles propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV du même article L. 5210-1-1. La commission dispose d'un délai d'un mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, celle-ci est réputée favorable.

des membres des syndicats intéressés. Cet accord doit être exprimé par la moitié au moins des organes délibérants des membres de tous les syndicats inclus dans le projet de périmètre, représentant la moitié au moins de la population totale de ceux-ci, y compris le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse si cette dernière représente au moins le tiers de la population totale.

À défaut d'accord des membres des syndicats et sous réserve de l'achèvement des procédures de consultation, le ou les représentants de l'État dans le ou les départements concernés peuvent, jusqu'au 30 juin 2013, par décision motivée, après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale, fusionner des syndicats. En vue de formuler son avis, la commission départementale entend tout maire d'une commune et tout président d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations ou qui en fait la demande. L'arrêté de fusion intègre les nouvelles propositions de modification du périmètre adoptées par la commission départementale dans les conditions de majorité prévues au quatrième alinéa du IV de l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales. La commission dispose d'un délai d'un mois à compter de sa saisine pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Art. L. 5212-27. — Cf. supra art. 22.</i></p>	<p>L'arrêté peut également porter, en cas d'accord des organes délibérants des membres des syndicats dans les conditions prévues au quatrième alinéa du présent III, sur le nombre et les conditions de répartition des sièges au comité du nouveau syndicat, ainsi que sur les compétences exercées par le futur établissement. À défaut, chaque membre du syndicat est représenté dans le comité par deux délégués titulaires et le nouveau syndicat exerce l'ensemble des compétences exercées par les syndicats fusionnés.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>	
	<p>Les III et IV de l'article L. 5212-27 du même code sont applicables.</p>	<p>Les III et IV de l'article L. 5212-27 du code général des collectivités territoriales sont applicables.</p>	
	<p>CHAPITRE III Renforcement de l'intercommunalité</p>	<p>CHAPITRE III Renforcement de l'intercommunalité</p>	<p>CHAPITRE III Renforcement de l'intercommunalité</p>
	<p>Article 31</p>	<p>Article 31</p>	<p>Article 31</p>
	<p>I. — L'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	<p>I. — (Alinéa sans modification).</p>	<p>(Sans modification).</p>
	<p>1° Le I est ainsi modifié :</p>	<p>1° (Alinéa sans modification).</p>	
	<p>a) Les premier à troisième alinéas sont ainsi rédigés :</p>	<p>a) (Alinéa sans modification).</p>	
<p><i>Art. L. 5211-9-2. —</i> I. — Par dérogation aux dispositions de l'article L. 2212-2, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est compétent en matière d'assainissement, les maires des communes membres de celui-ci peuvent transférer au président de cet</p>	<p>« Par dérogation à l'article L. 2212-2, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est compétent en matière d'assainissement, les maires des communes membres de celui-ci transfèrent au président de cet établissement les attributions lui permettant de réglementer</p>	<p>« Sans préjudice de l'article L. 2212-2, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est compétent en matière d'assainissement, les maires des communes membres de celui-ci transfèrent au président de cet établissement les attributions lui permettant de réglementer</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>établissement des attributions lui permettant de réglementer cette activité. Il peut, dans le cadre de ce pouvoir, établir des règlements d'assainissement et mettre en œuvre leur application sous la responsabilité d'agents spécialement assermentés. Il peut notamment arrêter ou retirer des autorisations de déversement d'effluents non domestiques.</p>	<p>cette activité.</p> <p>« Par dérogation aux articles L. 2212-2 et L. 2224-16, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est compétent en matière d'élimination des déchets ménagers, les maires des communes membres de celui-ci transfèrent au président de cet établissement les attributions lui permettant de réglementer cette activité.</p>	<p>cette activité.</p> <p>« Sans préjudice de l'article L. 2212-2 et par dérogation à l'article L. 2224-16, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est compétent en matière d'élimination des déchets ménagers, les maires des communes membres de celui-ci transfèrent au président de cet établissement les attributions lui permettant de réglementer cette activité.</p>	
<p>Par dérogation à l'article 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est compétent en matière de réalisation d'aires d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage, les maires des communes membres de celui-ci peuvent transférer au président de cet établissement des attributions dans le cadre de cette compétence.</p>	<p>« Par dérogation à l'article 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est compétent en matière de réalisation d'aires d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage, les maires des communes membres de celui-ci transfèrent au président de cet établissement leurs attributions dans ce domaine de compétences. » ;</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>	
<p>Les maires des communes membres d'un établis-</p>	<p>b) Le dernier alinéa</p>	<p>b) <i>(Alinéa sans modification).</i></p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>sement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent transférer au président de cet établissement les prérogatives qu'ils détiennent en application de l'article 23 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité pour assurer la sécurité des manifestations culturelles et sportives organisées dans des établissements communautaires.</p> <p>Par dérogation aux dispositions des articles L. 2213-2 à L. 2213-6, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est compétent en matière de voirie, les maires des communes membres peuvent transférer au président de cet établissement tout ou partie des prérogatives qu'ils détiennent en matière de circulation et de stationnement.</p> <p>II. — Dans les cas précédents, les arrêtés de police sont pris conjointement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale et le ou les maires des communes concernées.</p>	<p>est ainsi rédigé :</p> <p>« Par dérogation aux articles L. 2212-2 et L. 2213-1 à L. 2213-6, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est compétent en matière de voirie, les maires des communes membres peuvent transférer au président de cet établissement leurs prérogatives en matière de circulation et de stationnement. » ;</p> <p>2° Le premier alinéa du II est ainsi rédigé :</p> <p>« Lorsque le président de l'établissement public de coopération intercommunale prend un arrêté de police dans les cas prévus au I du présent article, il le transmet pour information aux maires des communes concernées dans les meilleurs délais. » ;</p> <p>3° Après le premier alinéa du II, il est inséré un III ainsi rédigé :</p> <p>« III. — Dans un délai de six mois suivant la date de l'élection du président de l'établissement public de coopération intercommunale, un ou plusieurs maires peuvent s'opposer, dans chacun des domaines énumérés aux</p>	<p>« Sans préjudice de l'article L. 2212-2 et par dérogation aux articles L. 2213-1 à L. 2213-6, lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est compétent en matière de voirie, les maires des communes membres peuvent transférer au président de cet établissement leurs prérogatives en matière de police de la circulation et du stationnement. » ;</p> <p>2° <i>(Sans modification).</i></p> <p>3° <i>(Sans modification).</i></p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Sur proposition d'un ou de plusieurs maires de communes intéressées, le transfert est décidé par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements concernés, après accord de tous les maires des communes membres et du président de l'établissement public de coopération intercommunale. Il y est mis fin dans les mêmes conditions.</p>	<p>trois premiers alinéas du I, au transfert des pouvoirs de police. À cette fin, ils notifient leur opposition au président de l'établissement public de coopération intercommunale. Il est alors mis fin au transfert pour les communes dont le maire a notifié son opposition. » ;</p>	<p>4° (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p>Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque l'établissement public de coopération intercommunale est une communauté urbaine, le transfert est décidé par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements, après accord du président de la communauté urbaine et des deux tiers au moins des maires de communes membres dont la population représente plus de la moitié de la population totale, ou de la moitié des maires de communes membres dont la population représente plus des deux tiers de la population totale.</p>	<p>4° Au début du deuxième alinéa du II, sont insérés les mots : « IV. — Dans les cas prévus aux quatrième et dernier alinéas du I, » ;</p>	<p>5° (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p><i>Art. L. 2212-2, L. 2212-5 et L. 2213-1 à L. 2213-6. — Cf. annexe.</i></p>	<p>5° Il est ajouté un V ainsi rédigé :</p> <p>« V. — Les agents de police municipale recrutés en application du cinquième alinéa de l'article L. 2212-5 et les agents spécialement assermentés peuvent assurer, sous l'autorité du président de l'établissement public de coopération intercommunale, l'exécution des décisions pri-</p>		

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
	<p>ses conformément aux attributions transférées par les maires des communes membres en vertu du I du présent article. »</p> <p>II. — Les transferts prévus au 1° du I interviennent au plus tard le premier jour du douzième mois qui suit la promulgation de la loi n° du de réforme des collectivités territoriales. Toutefois, dans chacun des domaines énumérés aux trois premiers alinéas du I de l'article L. 5211-9-2, un ou plusieurs maires peuvent s'opposer au transfert des pouvoirs de police. À cette fin, ils notifient leur opposition au président de l'établissement public de coopération intercommunale. Le transfert n'a pas lieu pour les communes dont le maire a notifié son opposition.</p>	<p>II. — Les transferts prévus au 1° du I de l'article L. 5211-9-2 du même code interviennent au plus tard le premier jour du douzième mois qui suit la promulgation de la présente loi. Toutefois, dans chacun des domaines énumérés aux trois premiers alinéas du même I, un ou plusieurs maires peuvent s'opposer au transfert des pouvoirs de police. À cette fin, ils notifient leur opposition au président de l'établissement public de coopération intercommunale. Le transfert n'a pas lieu pour les communes dont le maire a notifié son opposition.</p>	
<p><i>Art. L. 5211-4-1. —</i></p> <p>I. — Le transfert de compétences d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale entraîne le transfert du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre.</p>	<p>Article 33</p> <p>I. — L'article L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p> <p>1° Le premier alinéa du I est complété par une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« Toutefois, dans le cadre d'une bonne organisation des services, une commune peut conserver tout ou partie des services concernés par le transfert de compéten-</p>	<p><i>Article 32 bis (nouveau)</i></p> <p>Supprimé.</p> <p>Article 33</p> <p>I. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>1° <i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« Toutefois, dans le cadre d'une bonne organisation des services, une commune peut conserver tout ou partie du service concerné par le transfert de compétences, à</p>	<p><i>Article 32 bis</i></p> <p>Maintien de la suppression.</p> <p>Article 33</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré en application de l'alinéa précédent sont transférés dans l'établissement public de coopération intercommunale. Ils relèvent de cet établissement dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs.</p>	<p>ces, à raison notamment du caractère partiel de ce dernier. » ;</p>	<p>raison notamment du caractère partiel de ce dernier. » ;</p> <p>1° <i>bis (nouveau)</i> Le quatrième alinéa du I est ainsi rédigé :</p>	
<p>Les modalités du transfert prévu aux alinéas précédents font l'objet d'une décision conjointe de la commune et de l'établissement public de coopération intercommunale, prise respectivement après avis du comité technique paritaire compétent pour la commune et, s'il existe, du comité technique paritaire compétent pour l'établissement public.</p>			
<p>Les questions relatives à la situation des fonctionnaires territoriaux exerçant pour partie seulement dans un service ou une partie de service transféré sont réglées par convention entre les communes et l'établissement public de coopération intercommunale après avis des commissions administratives paritaires concernées, dans le respect des conditions de statut et d'emploi fixées par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.</p>		<p>« Le transfert peut être proposé aux fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires exerçant pour partie seulement dans un service ou une partie de service transféré. En cas de refus, ils sont de plein droit et sans limitation de durée mis à disposition, à titre individuel et pour la partie de leurs fonctions relevant du service ou de la partie de service transféré, du président de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. Ils sont placés, pour l'exercice de cette partie de leurs fonctions, sous son autorité fonctionnelle. Les modalités de cette mise à dispo-</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Les agents transférés en vertu des alinéas précédents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable.</p>	<p>2° Les deux premiers alinéas du II sont remplacés par un II, un III et un IV ainsi rédigés :</p>	<p>sition sont réglées par une convention conclue entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale. » ;</p>	
<p>Il en est de même lorsqu'à l'inverse, par suite de modifications des statuts de la communauté, des personnels de celle-ci sont transférés à des communes.</p>	<p>« II. — Lorsqu'une commune a conservé tout ou partie de ses services dans les conditions prévues au premier alinéa du I, ces services sont en tout ou partie mis à disposition de l'établissement public de coopération intercommunale auquel la commune adhère pour l'exercice des compétences de celui-ci.</p>	<p>1° <i>ter (nouveau)</i> Le cinquième alinéa du I est complété par les mots : « ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale » ;</p>	
<p>II. — Les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services. Une convention conclue entre l'établissement et les communes intéressées fixe alors les modalités de cette mise à disposition. Cette convention prévoit notamment les conditions de remboursement par la commune des frais de fonctionnement du service.</p>	<p>« III. — Les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses communes</p>	<p>2° Les deux premiers alinéas du II sont remplacés par des II à IV ainsi rédigés :</p>	
<p>Dans les mêmes conditions, par dérogation au I, les services d'une commune membre peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'un établissement pu-</p>		<p>« II. — (<i>Sans modification</i>).</p>	
		<p>« III. — (<i>Sans modification</i>).</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>blic de coopération intercommunale pour l'exercice de ses compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.</p>	<p>membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.</p>		
<p>Le maire ou le président de l'établissement public adresse directement au chef du service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie audit service. Il contrôle l'exécution de ces tâches.</p>	<p>« IV. — Dans le cadre des mises à disposition prévues aux II et III, une convention conclue entre l'établissement et chaque commune intéressée en fixe les modalités. Cette convention prévoit notamment les conditions de remboursement par la commune ou l'établissement public bénéficiaire de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service. Les modalités de ce remboursement sont définies par décret après consultation des comités techniques paritaires compétents. » ;</p>	<p>« IV. — Dans le cadre des mises à disposition prévues aux II et III, une convention conclue entre l'établissement public de coopération intercommunale et chaque commune intéressée en fixe les modalités après consultation des comités techniques compétents. Cette convention prévoit notamment les conditions de remboursement par la commune ou l'établissement public bénéficiaire de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service. Les modalités de ce remboursement sont définies par décret. » ;</p>	
<p>Il peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au chef dudit service pour l'exécution des missions qu'il lui confie en application de l'alinéa précédent.</p>	<p>3° L'avant-dernier alinéa du II est supprimé ;</p>	<p>3° (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p>Un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut également, dans le cadre d'une gestion unifiée du personnel de l'établissement public et de celles des communes membres qui en ont</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>exprimé le souhait, et dans les conditions fixées par le conseil de communauté, mettre son personnel et ses services à la disposition des communes qui en font la demande.</p> <p>Les agents territoriaux affectés au sein de services ou parties de services mis à disposition en application du présent article sont de plein droit mis à disposition de l'autorité territoriale compétente.</p>	<p>4° Au dernier alinéa du II, les mots : « du présent article » sont remplacés par les mots : « des II ou III ».</p>	<p>4° Le dernier alinéa du II est ainsi rédigé :</p> <p>« Les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires affectés au sein d'un service ou d'une partie de service mis à disposition en application des II ou III, sont de plein droit et sans limitation de durée mis à disposition, à titre individuel, selon le cas, du président de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire. Ils sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous son autorité fonctionnelle. Les modalités de cette mise à disposition sont réglées par la convention prévue au premier alinéa du présent IV. »</p>	
<p>Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale</p> <p><i>Art. 111. — Cf. annexe.</i></p>	<p>II. — Les communes, membres d'un établissement public de coopération intercommunale à la date de promulgation de la présente loi, disposent d'un délai maximal d'un an pour se mettre en conformité avec les prescriptions du II de l'article L. 5211-4-1.</p>	<p>II. — <i>(Sans modification).</i></p>	
	<p>Article 34</p> <p>Après l'article L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, sont insérés deux articles L. 5211-4-2 et L. 5211-4-3 ainsi rédigés :</p>	<p>Article 34</p> <p>I. — Après l'article L. 5211-4-1 du code général des collectivités territoriales, sont insérés deux articles L. 5211-4-2 et L. 5211-4-3 ainsi rédigés :</p>	<p>Article 34</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Code général des impôts</p> <p><i>Art. 1609 nonies C. — Cf. annexe.</i></p>	<p>« <i>Art. L. 5211-4-2. —</i> Un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres peuvent se doter de services communs, y compris pour l'exercice par les communes de compétences qui n'ont pas été transférées à l'établissement public de coopération intercommunale antérieurement.</p> <p>« Les effets de ces mises en commun sont réglés par convention après avis des comités techniques paritaires compétents. Pour les établissements publics soumis au régime fiscal de l'article 1609 <i>nonies C</i> du code général des impôts, ces effets peuvent également être pris en compte par imputation sur l'attribution de compensation prévue au même article.</p> <p>« Les services communs sont gérés par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Les agents communaux affectés aux services communs en application du présent article sont de plein droit mis à disposition de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.</p>	<p>« <i>Art. L. 5211-4-2. —</i> En dehors des compétences transférées, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres peuvent se doter de services communs.</p> <p>« Les effets de ces mises en commun sont réglés par convention après avis du ou des comités techniques compétents. Pour les établissements publics soumis au régime fiscal prévu à l'article 1609 <i>nonies C</i> du code général des impôts, ces effets peuvent également être pris en compte par imputation sur l'attribution de compensation prévue au même article.</p> <p>« Les services communs sont gérés par l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.</p> <p>« Les fonctionnaires et agents non titulaires communaux qui remplissent en totalité ou en partie leurs fonctions dans un service ou une partie de service mis en commun sont de plein droit mis à disposition de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre pour le temps de travail consacré au service commun.</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. 39, 40, 61, 64 à 73, 75, 78, 79, 89, 92 à 98. — Cf. annexe.</i></p>	<p>—</p> <p>« En fonction de la mission réalisée, le personnel du service commun est placé sous l'autorité hiérarchique du maire ou sous celle du président de l'établissement public.</p> <p>« <i>Art. L. 5211-4-3. —</i> Afin de permettre une mise en commun de moyens, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut se doter de biens qu'il partage avec ses communes membres selon des modalités prévues par un règlement de mise à disposition, y compris pour l'exercice par les communes de compétences qui n'ont pas été transférées antérieurement à l'établissement public de coopération intercommunale. »</p>	<p>—</p> <p>« L'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre exerce à leur égard les prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination à l'exception de celles mentionnées aux articles 39, 40, 61, 64 à 73, 75, 78, 79, aux sixième à huitième alinéas de l'article 89 et suivants et aux articles 92 à 98 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.</p> <p>« Les agents mis à disposition en vertu de l'alinéa précédent conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.</p>	<p>« En fonction de la mission réalisée, le personnel des services communs est placé sous l'autorité fonctionnelle du maire ou sous celle du président de l'établissement public.</p> <p>« <i>Art. L. 5211-4-3. —</i> (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Art. 32. —</p> <p>Il peut être également décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une communauté de communes, d'une communauté d'agglomération ou d'une communauté urbaine et des communes adhérentes à cette communauté, de créer un comité technique paritaire compétent pour tous les agents desdites collectivités lorsque l'effectif global concerné est au moins égal à cinquante agents.</p> <p>Art. 28. — Une commission administrative paritaire est créée pour chaque catégorie A, B, et C de fonctionnaires auprès du centre de gestion auquel est affilié la collectivité ou l'établissement. Toutefois, lorsque l'affiliation n'est pas obligatoire, la collectivité ou l'établissement peut, à la date de son affiliation, se réserver d'assurer lui-même le fonctionnement des commissions ainsi que l'établissement des listes d'aptitude visées à l'article 39. Lorsqu'il est fait application du troisième alinéa de l'article 26, les commissions administratives paritaires siègent en formation commune.</p>		<p>II (nouveau). — Au deuxième alinéa de l'article 32 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, après les mots : « urbaine et », sont insérés les mots : « de l'ensemble ou d'une partie ».</p> <p>III (nouveau). — Après le premier alinéa de l'article 28 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :</p> <p>« Il peut être également décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et d'une ou plusieurs de ses communes membres, de créer auprès de l'établissement public de coopération intercommunale une commission administrative paritaire commune compétente à l'égard des fonc-</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Dans le cas où la collectivité ou l'établissement n'est pas affilié à un centre de gestion, la commission administrative créée pour chaque catégorie de fonctionnaires est placée auprès de la collectivité ou l'établissement. Toutefois, dans le cas où il a été fait application de la dernière phrase du premier alinéa de l'article 15 ci-dessus, il peut être décidé, par délibérations concordantes des organes délibérants de l'établissement public communal et de la commune, de créer auprès de cette dernière une commission administrative paritaire compétente à l'égard des fonctionnaires de la commune et de l'établissement. Les listes d'aptitude prévues à l'article 39, communes à cette collectivité et à cet établissement, sont alors établies par le maire de la commune.</p>		<p>tionnaires desdites collectivités, lorsque l'effectif global concerné atteint le seuil mentionné à l'article 15 et dans les mêmes conditions.</p>	
		<p>« Les listes d'aptitude prévues à l'article 39 sont alors établies par le président de cet établissement public de coopération intercommunale. »</p>	
		Article 34 bis AA (<i>nouveau</i>)	Article 34 bis AA
		<p>Après l'article L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 5211-39-1 ainsi rédigé :</p>	<i>(Sans modification).</i>
		<p>« Art. L. 5211-39-1. — Afin d'assurer une meilleure organisation des services, dans l'année qui suit chaque renouvellement général des conseils municipaux, le président de</p>	

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

—

Texte élaboré par la com-
mission en vue de l'examen
en séance publique

—

l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre établit un rapport relatif aux mutualisations de services entre les services de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ceux des communes membres. Ce rapport comporte un projet de schéma de mutualisation des services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat. Le projet de schéma prévoit notamment l'impact prévisionnel de la mutualisation sur les effectifs de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et des communes concernées et sur leurs dépenses de fonctionnement.

« Le rapport est transmis pour avis à chacun des conseils municipaux des communes membres. Le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer. À défaut de délibération dans ce délai, son avis est réputé favorable.

« Le projet de schéma est approuvé par délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

« Le schéma de mutualisation est adressé à chacun des conseils municipaux des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.

« Chaque année, lors du débat d'orientation budgétaire ou, à défaut, lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du président de l'établissement public de

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p style="text-align: center;">—</p> <p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 5111-1.</i> — Les collectivités territoriales peuvent s'associer pour l'exercice de leurs compétences en créant des organismes publics de coopération dans les formes et conditions prévues par la législation en vigueur.</p> <p>Les collectivités territoriales peuvent conclure entre elles des conventions par lesquelles l'une d'elles s'engage à mettre à la disposition d'une autre collectivité ses services et moyens afin de lui faciliter l'exercice de ses compétences.</p> <p>.....</p> <p><i>Art. L. 5721-2.</i> —</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Article 34 bis A (<i>nouveau</i>)</p> <p>Le titre unique du livre I^{er} de la première partie du code général des collectivités territoriales est complété par un chapitre VI ainsi rédigé :</p> <p>« Chapitre VI</p> <p>« Mutualisation</p> <p>« <i>Art. L. 1116-1.</i> — Les communes, départements, régions, établissements publics intercommunaux, syndicats mixtes et les établissements publics qui en dépendent peuvent conclure entre eux des conventions de gestion de services publics communs ainsi que de leurs équipements lorsqu'une bonne organisation et la rationalisation de l'action publique le nécessitent. À ce titre, des conventions de mise à disposition d'un ou plusieurs services peuvent être conclues.</p> <p>« Dans le cadre défini au premier alinéa, la convention prévue entre les parties fixe les modalités de la ges-</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>coopération intercommunale à fiscalité propre à son organe délibérant. »</p> <p>Article 34 bis A</p> <p>I. — Le second alinéa de l'article L. 5111-1 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</p> <p>Alinéa supprimé</p> <p>Alinéa supprimé</p> <p>« Les collectivités territoriales peuvent conclure entre elles ou avec leurs groupements des conventions qui ont pour objet la réalisation de prestations de services. Ces conventions sont passées dans les conditions prévues par le code des marchés publics ou par l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics. »</p> <p>II. — Après l'article L. 5111-1 du même code, il est inséré un article L. 5111-1-1 ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 5111-1-1.</i> — I. — Les départements et les régions, leurs établissements publics et les syndicats</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>Article 34 bis A</p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Cf. supra art. 22.</i></p>	<p>—</p> <p>tion commune et prévoit notamment les conditions de remboursement des frais dus par la collectivité ou l'établissement public bénéficiaire. »</p>	<p>—</p> <p>mixtes visés à l'article L. 5721-2 auxquels ils appartiennent peuvent conclure entre eux des conventions ayant pour objet d'assurer l'exercice en commun d'une compétence qui leur est reconnue par la loi ou transférée. Ces conventions ne sont pas soumises aux règles prévues par le code des marchés publics ou par l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 précitée.</p> <p>« Sans préjudice du mode de gestion ou d'exécution retenu, ces conventions prévoient :</p> <p>« – soit la mise à disposition du service et des équipements d'un des cocontractants à la convention au profit d'un autre de ces cocontractants ;</p> <p>« – soit le regroupement des services et équipements existants de chaque cocontractant à la convention au sein d'un service unifié relevant d'un seul de ces cocontractants.</p> <p>« Dans le cas mentionné au troisième alinéa du présent I, la convention fixe les conditions de remboursement, par le bénéficiaire de la mise à disposition du service, des frais de fonctionnement lui incombant.</p> <p>« Dans le cas mentionné au quatrième alinéa du présent I, la convention précise les modalités de remboursement des dépenses engagées par le service unifié pour le compte des cocontractants de la convention. Elle prévoit également, après avis des comités techniques compétents, les effets sur le</p>	<p>—</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L. 5721-2. — Cf. supra art. 22.</i></p>	<p>Article 34 <i>ter</i> (nouveau)</p> <p>Après le premier alinéa du 1° du V de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :</p> <p>« En outre, l'attribution de compensation des communes ayant réalisé des équipements avant le transfert de la compétence correspondante à l'établissement public de coopération intercommunale est révisée tous les six ans dans le cas où de nouveaux</p>	<p>personnel concerné.</p> <p>« Le personnel du service mis à disposition ou du service unifié est placé sous l'autorité fonctionnelle de l'autorité administrative pour laquelle il exerce sa mission.</p> <p>« II. — Les départements et les régions, leurs établissements publics et les syndicats mixtes visés à l'article L. 5721-2 auxquels ils appartiennent peuvent, notamment par la création d'un syndicat mixte, se doter d'un service unifié ayant pour objet d'assurer en commun des services fonctionnels. Les services fonctionnels se définissent comme des services administratifs ou techniques concourant à l'exercice des compétences des collectivités intéressées sans être directement rattachés auxdites compétences.</p> <p>« III. — Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent article. »</p>	<p>Article 34 <i>ter</i></p> <p>Maintien de la suppression.</p>
<p>.....</p> <p>Code général des impôts</p> <p><i>Art. 1609 nonies C. — Cf. annexe.</i></p>			

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

—

Texte élaboré par la com-
mission en vue de l'examen
en séance publique

—

équipements de même nature, créés sur le territoire d'une ou de plusieurs autres communes par l'établissement public de coopération intercommunale après la date du transfert de la compétence, connaissent un déficit de fonctionnement. Cette révision est adoptée à la majorité des deux tiers du conseil communautaire. La première révision a lieu au plus tard le premier jour du douzième mois qui suit la promulgation de la loi n° du de réforme des collectivités territoriales.

« Le conseil communautaire tient compte de l'évaluation effectuée par la commission locale d'évaluation des transferts de charges. Celle-ci calcule, pour chaque catégorie d'équipements, le montant total des subventions versées par l'établissement public de coopération intercommunale pour assurer l'équilibre de fonctionnement de l'ensemble des équipements de cette catégorie créés après le transfert de la compétence correspondante. Ce montant est ensuite réparti à parts égales entre les attributions de compensation de toutes les communes qui avaient réalisé un équipement de la catégorie concernée avant le transfert de compétence correspondant. Cette disposition s'applique également à compter de la promulgation de la loi n° du précitée aux établissements publics de coopération intercommunale soumis au 31 décembre 2009 aux dispositions du présent article. »

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	—	—	—
<i>Art. L. 2334-1. — Cf. annexe.</i>	<p>Article 34 <i>quater</i> (nouveau)</p> <p>I. — Après l'article L. 5211-28-1 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 5211-28-2 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 5211-28-2. — Afin de permettre une mise en commun des ressources, sur délibérations concordantes du conseil communautaire et de chacun des conseils municipaux des communes membres, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut percevoir en lieu et place de ses communes membres les montants dont elles bénéficient au titre de la dotation globale de fonctionnement prévue aux articles L. 2334-1 et suivants.</p> <p>« Dans cette hypothèse, l'établissement public de coopération intercommunale met en place à destination de ses communes membres une dotation de reversement, selon des critères de ressources et de charges librement définis par l'organe délibérant statuant à la majorité qualifiée des suffrages exprimés. »</p>	<p>Article 34 <i>quater</i></p> <p>I. — (Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 5211-28-2. — Afin de permettre une mise en commun des ressources, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut percevoir, en lieu et place de ses communes membres, les montants dont elles bénéficient au titre de la dotation globale de fonctionnement prévue aux articles L. 2334-1 et suivants, sur délibérations concordantes de l'organe délibérant et de chacun des conseils municipaux des communes membres.</p> <p>« L'établissement public de coopération intercommunale verse chaque année à l'ensemble de ses communes membres une dotation de reversement dont le montant global est égal à la somme de leurs dotations globales de fonctionnement.</p> <p>« Le montant individuel versé à chaque commune est fixé par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés. Il est calculé en fonction de critères tenant compte prioritairement, d'une part, de l'écart entre le revenu par habitant de la commune et le revenu moyen par habitant de l'établissement public de coopération intercommunale</p>	<p>Article 34 <i>quater</i></p> <p>(Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Code général des collectivités territoriales</p> <p>Art. L. 2334-40. — Cf. supra art. 10.</p>	<p>II. — Afin de permettre une mise en commun des ressources, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, issu de la fusion d'établissements publics de coopération intercommunale dont au moins un a bénéficié, au cours des cinq dernières années, de la dotation prévue à l'article L. 2334-40 du code général des collectivités territoriales, peut percevoir, en lieu et place des établissements publics antérieurement bénéficiaires, à compter de l'année de sa création, une attribution au titre de ladite dotation égale à la somme de la moyenne des attributions perçues sur les cinq dernières années par les établissements publics membres bénéficiaires. Les dispositions du deuxième alinéa du même article L. 2334-40 relatives au seuil de population ne s'appliquent pas à l'attribution de la dotation pour ce nouvel établissement public de coopération intercommunale.</p>	<p>et, d'autre part, de l'insuffisance de potentiel fiscal par habitant de la commune au regard du potentiel fiscal communal moyen par habitant sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale.</p> <p>« Cette dotation de reversement constitue une dépense obligatoire de l'établissement public de coopération intercommunale. »</p> <p>II. — Supprimé.</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Code général des impôts</p> <p><i>Art. 1609 nonies C.</i> —</p> <p>IV. Il est créé entre l'établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions fiscales du I du présent article et les communes membres une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.</p> <p>.....</p>		<p>Article 34 <i>quinquies</i> A (nouveau)</p> <p>Après la première phrase du premier alinéa du IV de l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts, il est inséré une phrase ainsi rédigée :</p> <p>« Cette commission est créée par le conseil communautaire qui en détermine la composition à la majorité simple. »</p> <p>Article 34 <i>quinquies</i> (nouveau)</p> <p>Après l'article L. 5211-28-1 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 5211-28-3 ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 5211-28-3.</i> — Un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et ses communes membres peuvent décider, sur délibérations concordantes de l'organe délibérant et de chacun des conseils municipaux des communes membres, de procéder à l'unification de l'un ou de plusieurs des impôts directs suivants : la taxe d'habitation, la taxe foncière sur les propriétés bâties, la</p>	<p>Article 34 <i>quinquies</i> A</p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p> <p>Article 34 <i>quinquies</i></p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	—	—	—
<p><i>Art. L. 3211-1.</i> — Le conseil général règle par ses délibérations les affaires du département.</p>	<p>TITRE IV</p> <p>CLARIFICATION DES COMPÉTENCES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</p> <p>Article 35</p> <p>Dans un délai de douze mois à compter de la promulgation de la présente loi, une loi précise la répartition des compétences des régions et des départements, ainsi que les règles d'encadrement des cofinancements entre les collectivités territoriales, en application des principes suivants :</p> <p>– la région et le département exercent, en principe exclusivement, les compétences qui leur sont attribuées par la loi ; dès lors que la loi a attribué une compétence à l'une de ces collectivités, cette compétence ne peut être exercée par une autre collectivité ;</p> <p>– la capacité d'initiative de la région ou du département ne peut s'appliquer qu'à des situations et des demandes non prévues dans le cadre de la législation existante, dès lors qu'elle est justifiée par l'intérêt local et motivée par une délibération de l'assemblée concernée ;</p> <p>– lorsque, à titre exceptionnel, une compétence est partagée entre plusieurs niveaux de collectivités, la loi</p>	<p>taxe foncière sur les propriétés non bâties. Cette unification s'opère dans les conditions prévues par la loi. »</p> <p>TITRE IV</p> <p>CLARIFICATION DES COMPÉTENCES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</p> <p>Article 35</p> <p>I. — L'article L. 3211-1 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p> <p>1° Le premier alinéa est complété par les mots : « dans les domaines de compétences que la loi lui attribue » ;</p> <p>2° Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :</p> <p>« Il peut en outre, par délibération spécialement motivée, se saisir de tout objet d'intérêt départemental</p>	<p>TITRE IV</p> <p>CLARIFICATION DES COMPÉTENCES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</p> <p>Article 35</p> <p><i>(Sans modification).</i></p>
<p>Il statue sur tous les objets sur lesquels il est appelé à délibérer par les lois et règlements et, généralement,</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>sur tous les objets d'intérêt départemental dont il est saisi.</p> <p>.....</p>	<p>peut désigner la collectivité chef de file chargée d'organiser l'exercice coordonné de cette compétence ou donner aux collectivités intéressées la faculté d'y procéder par voie de convention ; la collectivité chef de file organise, par voie de convention avec les autres collectivités intéressées, les modalités de leur action commune et de l'évaluation de celle-ci ;</p>	<p>pour lequel la loi n'a donné compétence à aucune autre personne publique. »</p>	
	<p>– la pratique des financements croisés entre les collectivités territoriales est encadrée afin de répartir l'intervention publique en fonction de l'envergure des projets ou de la capacité du maître d'ouvrage à y participer. Le département continuera à être identifié comme le lieu des politiques publiques de proximité et sera confirmé dans son rôle de garant des solidarités sociales et territoriales.</p>	<p>II. — L'article L. 4221-1 du même code est ainsi modifié :</p>	
<p><i>Art. L. 4221-1.</i> — Le conseil régional règle par ses délibérations les affaires de la région.</p>		<p>1° Le premier alinéa est complété par les mots : « dans les domaines de compétence que la loi lui attribue » ;</p>	
		<p>2° Le deuxième alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :</p>	
<p>Il a compétence pour promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région et l'aménagement de son territoire et pour assurer la préservation de son identité, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des départements et des communes.</p>		<p>« Il peut en outre, par délibération spécialement motivée, se saisir de tout objet d'intérêt régional pour lequel la loi n'a donné compétence à aucune autre personne publique. » ;</p>	
<p>Il peut engager des actions complémentaires de cel-</p>		<p>3° Supprimé.</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>les de l'État, des autres collectivités territoriales et des établissements publics situés dans la région, dans les domaines et les conditions fixés par les lois déterminant la répartition des compétences entre l'État, les communes, les départements et les régions.</p>		<p>III. — La première phrase de l'article L. 4433-1 du même code est remplacée par deux alinéas ainsi rédigés :</p>	
<p><i>Art. L. 4433-1.</i> — Le conseil régional règle par ses délibérations les affaires de la région. Il a compétence pour promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région et l'aménagement de son territoire et pour assurer la préservation de son identité, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des départements et des communes.</p>		<p>« <i>Art. L. 4433-1.</i> — Le conseil régional règle par ses délibérations les affaires de la région dans les domaines de compétence que la loi lui attribue.</p>	
<p><i>Art. L. 1111-4.</i> — La répartition des compétences entre les collectivités territoriales et l'État s'effectue, dans la mesure du possible, en distinguant celles qui sont mises à la charge de l'État et celles qui sont dévolues aux communes, aux départements ou aux régions de telle sorte que chaque domaine de compétences ainsi que les ressources correspondantes soient affectés en totalité soit à l'État, soit aux communes, soit aux départements, soit</p>		<p>« Il peut en outre, par délibération spécialement motivée, se saisir de tout objet d'intérêt régional pour lequel la loi n'a donné compétence à aucune autre personne publique. »</p> <p>IV. — Après le premier alinéa de l'article L. 1111-4 du même code, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
aux régions.		<p>« Les compétences attribuées par la loi aux collectivités territoriales le sont à titre exclusif. Toutefois, la loi peut, à titre exceptionnel, prévoir qu'une compétence est partagée entre plusieurs catégories de collectivités territoriales. Les compétences en matière de tourisme, de culture et de sport sont partagées entre les communes, les départements et les régions.</p>	
<p>Afin d'étudier et débattre de tous sujets concernant l'exercice de compétences pour lesquelles une concertation est prévue par la loi et de tous domaines nécessitant une harmonisation entre les deux niveaux de collectivités, il est créé une instance de concertation entre la région et les départements dénommée "conférence des exécutifs". Cette instance est composée du président du conseil régional, des présidents des conseils généraux, des présidents des communautés urbaines et des présidents des communautés d'agglomération situées sur le territoire régional. Elle se réunit à l'initiative du président du conseil régional au moins une fois par an.</p>		<p>« Lorsque la loi a attribué à une catégorie de collectivités territoriales une compétence exclusive, les collectivités territoriales relevant d'une autre catégorie ne peuvent intervenir dans aucun des domaines relevant de cette compétence. »</p>	
<p>Les communes, les départements et les régions financent par priorité les projets relevant des domaines de compétences qui leur ont été dévolus par la loi. Les déci-</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>sions prises par les collectivités locales d'accorder ou de refuser une aide financière à une autre collectivité locale ne peuvent avoir pour effet l'établissement ou l'exercice d'une tutelle, sous quelque forme que ce soit, sur celle-ci. Ces dispositions s'appliquent aux décisions prises après le 1^{er} avril 1991.</p>		<p>—</p> <p>V. — Le chapitre I^{er} du titre unique du livre I^{er} de la première partie du même code est complété par un article L. 1111-8 ainsi rédigé :</p> <p>« <i>Art. L. 1111-8.</i> — Une collectivité territoriale peut déléguer à une collectivité territoriale relevant d'une autre catégorie ou à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre une compétence dont elle est attributaire, qu'il s'agisse d'une compétence exclusive ou d'une compétence partagée.</p> <p>« Les compétences déléguées en application de l'alinéa précédent sont exercées au nom et pour le compte de la collectivité territoriale délégante.</p> <p>« Cette délégation, qui s'exerce pour une durée limitée, est régie par une convention qui définit les objectifs à atteindre et les modalités du contrôle de l'autorité délégante sur l'autorité délégataire. Les modalités de cette convention sont précisées par décret en Conseil d'État. »</p> <p>VI. — Le présent article entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales</p>		<p>Article 35 bis A (<i>nouveau</i>)</p>	<p>Article 35 bis A</p>
<p><i>Art. 28.</i> —</p>		<p>Le III de l'article 28 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales est complété par un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>Supprimé.</p>
<p>III.-Pour chaque aéroport transféré, une convention conclue entre l'Etat et le bénéficiaire dans les conditions prévues à l'article L. 221-1 du code de l'aviation civile ou, à défaut, un arrêté du ministre chargé de l'aviation civile dresse un diagnostic de l'état de l'aéroport, définit les modalités du transfert et fixe sa date d'entrée en vigueur.</p>			
<p>La collectivité ou le groupement bénéficiaire du transfert succède à l'Etat dans l'ensemble des droits et obligations à l'égard des tiers.</p>			
<p>Le transfert des biens de l'aéroport appartenant à l'Etat s'opère à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraires.</p>			
<p>Sont exclues du transfert les emprises et installations nécessaires pour les besoins de la défense nationale, de la sécurité de la circulation aérienne, de la météorologie et de la sécurité civile.</p>			
<p>La convention, ou à défaut l'arrêté, précise les conditions dans lesquelles le bénéficiaire du transfert met gratuitement à la disposition de l'Etat, le cas échéant, les installations et aménagements nécessaires au fonctionnement des services chargés de la police, de la sécurité et de</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
la météorologie.		<p>« La collectivité ou le groupement bénéficiaire du transfert ne peut procéder à la fermeture de l'aérodrome transféré sans l'accord préalable de l'État et des tiers détenteurs de droits et obligations se rapportant aux activités aéronautiques présentes sur les lieux. L'accord préalable peut prévoir une relocalisation des activités aéronautiques sur un autre site agréé par les parties. »</p>	
		Article 35 bis (nouveau)	Article 35 bis
		<p>I. — Le chapitre I^{er} du titre unique du livre I^{er} de la première partie du code général des collectivités territoriales est complété par un article L. 1111-9 dont le I est ainsi rédigé :</p>	<p>I. — (Alinéa sans modification).</p>
		<p>« Art. L. 1111-9. — I. — Afin de faciliter la clarification des interventions publiques sur le territoire de la région et de rationaliser l'organisation des services des départements et des régions en encourageant leur mutualisation, le président du conseil régional et les présidents des conseils généraux des départements de la région peuvent élaborer conjointement, dans les six mois qui suivent l'élection des conseillers territoriaux, un projet de schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services. Ce schéma prévoit les délégations de compétences de la région aux départements et des départements à la région. Il organise en conséquence leurs interventions financières respectives. Il fixe les conditions d'organisation et de mutuali-</p>	<p>« Art. L. 1111-9. — I. — Afin de faciliter la clarification des interventions publiques sur le territoire de la région et de rationaliser l'organisation des services des départements et des régions en encourageant leur mutualisation, le président du conseil régional et les présidents des conseils généraux des départements de la région peuvent élaborer conjointement, dans les six mois qui suivent l'élection des conseillers territoriaux, un projet de schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services. Ce schéma fixe :</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	—	sation des services.	<p><i>a)</i> Les délégations éventuelles de compétences de la région aux départements et des départements à la région ;</p>
			<p><i>b)</i> <u>L'organisation des interventions financières respectives de la région et des départements en matière d'investissement et de fonctionnement des projets décidés ou subventionnés par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales ;</u></p>
		<p>« Ce schéma porte au moins sur les compétences relatives au développement économique, à la formation professionnelle, à la construction, à l'équipement et à l'entretien des collèges et des lycées, aux transports, aux infrastructures, voiries et réseaux, à l'aménagement des territoires ruraux et aux actions environnementales. Il peut concerner toute compétence exclusive ou partagée de la région et des départements.</p>	<p><i>c)</i> <u>Les éventuelles mutualisations des services.</u></p>
			<p>« Ce schéma porte au moins sur les compétences relatives au développement économique, à la formation professionnelle, à la construction, à l'équipement et à l'entretien des collèges et des lycées, aux transports, aux infrastructures, voiries et réseaux, à l'aménagement des territoires ruraux et aux actions environnementales. Il peut concerner toute compétence exclusive ou partagée de la région et des départements. <u>Chaque métropole constituée au sein de la région est associée de plein droit à l'élaboration, au suivi et à la révision de ce schéma.</u></p>
		<p>« Ce schéma est approuvé par délibérations concordantes du conseil régional et de chacun des conseils généraux des départements de la région.</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 1111-8. — Cf. supra. art. 35.</i></p>		<p>« Il est mis en œuvre par les conventions prévues aux articles L. 1111-8 et L. 5111-1-1.</p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 5111-1-1. —</i></p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Cf. supra. art. 34 bis A.</i></p> <p><i>Art. L. 1111-4. — Cf. supra. art. 35.</i></p>	<p>—</p>	<p>« Les compétences déléguées en application des alinéas précédents sont exercées au nom et pour le compte des collectivités territoriales délégantes. »</p> <p>II. — Le deuxième alinéa de l'article L. 1111-4 du même code devient le II de l'article L. 1111-9.</p> <p>Article 35 <i>ter</i> (nouveau)</p> <p>I. — Le chapitre I^{er} du titre unique du livre I^{er} de la première partie du même code est complété par un article L. 1111-10 ainsi rédigé :</p> <p>« Art. L. 1111-10. — I. — Le département, garant des solidarités sociales et territoriales, peut contribuer au financement des opérations dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par les communes ou leurs groupements.</p> <p>« II. — La région peut contribuer au financement des opérations d'envergure régionale des départements, des communes et de leurs groupements, ainsi que des groupements d'intérêt public.</p> <p>« III. — Toute collectivité territoriale ou tout groupement de collectivités territoriales, maître d'ouvrage d'une opération d'investissement, assure une participation minimale au financement de ce projet.</p> <p>« Cette participation minimale du maître d'ouvrage est de 20 % du montant total des financements apportés à ce projet</p>	<p>—</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>II. — <i>(Sans modification).</i></p> <p>Article 35 <i>ter</i></p> <p>I. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« Art. L. 1111-10. — I. — <i>(Sans modification).</i></p> <p>« II. — <i>(Sans modification).</i></p> <p>« III. — <i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« <u>Sans préjudice des dispositions de l'article 9 de la loi du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la ré-</u></p>

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

—

pour les communes de moins de 3 500 habitants et pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de moins de 50 000 habitants. Elle est de 30 % pour les autres collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales.

« Par dérogation à l'alinéa précédent, cette participation minimale du maître d'ouvrage, quelle que soit la collectivité maître d'ouvrage, est de 20 % du montant total du financement apporté à tout projet d'investissement en matière de ~~renouvellement urbain et de rénovation des monuments classés~~.

« IV. — Par dérogation aux dispositions du présent article, les collectivités territoriales peuvent financer toute opération figurant dans les contrats de projet État-région et toute opération dont la maîtrise d'ouvrage relève de l'État ou de ses établissements publics.

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

novation urbaine, cette participation minimale du maître d'ouvrage est de 20 % du montant total des financements apportés à ce projet pour les communes de moins de 3 500 habitants et pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de moins de 50 000 habitants. Elle est de 30 % pour les autres collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales.

« Par dérogation à l'alinéa précédent, cette participation minimale du maître d'ouvrage, quelle que soit la collectivité maître d'ouvrage, est de 20 % du montant total du financement apporté à tout projet d'investissement en matière de renovation des monuments protégés au titre du code du patrimoine, sauf dérogation prise par décision du représentant de l'Etat dans le département.

« Les financements apportés au projet par des personnes morales autres que l'Etat, les collectivités territoriales et l'Union européenne et versés aux communes ou à leurs établissements publics de coopération intercommunale sont inclus dans le montant qui permet d'apprécier la participation minimale de celles-ci.

« IV. — *(Sans modification)*.

Texte en vigueur

—

Texte adopté par le Sénat

—

Texte adopté par
l'Assemblée nationale

—

Texte élaboré par la com-
mission en vue de l'examen
en séance publique

—

« V. — Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article. »

II. — Le présent article entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Article 35 *quater* (nouveau)

~~I. — Le chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre VI de la première partie du même code est complété par un article L. 1611-8 ainsi rédigé :~~

~~« Art. L. 1611-8. — La délibération du département ou de la région tendant à attribuer une subvention d'investissement ou de fonctionnement à un projet décidé ou subventionné par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales s'accompagne d'un état récapitulatif de l'ensemble des subventions attribuées à ce même projet par les collectivités territoriales.~~

~~« À compter du 1^{er} janvier 2012, aucun projet ne peut bénéficier d'un cumul de subventions d'investissement ou de fonctionnement accordées par un département et une région, sauf s'il est décidé par une commune dont la population est inférieure à 3 500 habitants ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la population est inférieure à 50 000 habitants. Cette disposition n'est pas applicable aux subventions de fonctionnement accordées dans les domaines de la culture, du sport et du tourisme.~~

« V. — (*Sans modification*).

II. — (*Sans modification*).

Article 35 *quater*

Supprimé.

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Code général des collectivités territoriales</p> <p style="text-align: center;"><i>Art. L. 1111-9. — Cf. annexe.</i></p> <p style="text-align: center;"><i>Art. L. 1611-8. — Cf. annexe.</i></p> <p style="text-align: center;"><i>Art. L. 3312-5. — Le président du conseil général présente annuellement le compte administratif au conseil général, qui en débat</i></p>	<p style="text-align: center;">—</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>« À compter du 1^{er} janvier 2015, à défaut de l'adoption dans la région concernée du schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services prévu au I de l'article L. 1111-9, aucun projet ne peut bénéficier d'un cumul de subventions d'investissement ou de fonctionnement accordées par un département et une région, sauf s'il est décidé par une commune dont la population est inférieure à 3 500 habitants ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la population est inférieure à 50 000 habitants.</p> <p>« La délibération visée au premier alinéa du présent article est nulle lorsque l'état récapitulatif qui lui est annexé prévoit, au profit d'un même projet, un cumul de subventions contraire aux dispositions du présent article. »</p> <p>H. — Par dérogation aux dispositions de l'article L. 1611-8, les collectivités territoriales peuvent financer toute opération figurant dans les contrats de projet État-région et toute opération dont la maîtrise d'ouvrage relève de l'État ou de ses établissements publics.</p> <p>III. — Le présent article entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012.</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 35 <i>quinquies</i> (<i>nouveau</i>)</p> <p style="text-align: center;">I. — Après le deuxième alinéa de l'article L. 3312-5 du même code, il est inséré un alinéa ainsi ré-</p> <p style="text-align: center;">Article 35 <i>quinquies</i> (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>sous la présidence de l'un de ses membres.</p>	<p>—</p>	<p>digé :</p>	<p>—</p>
<p>Dans ce cas, le président du conseil général peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion. Il doit se retirer au moment du vote</p>		<p>« Un état récapitulatif des subventions attribuées au profit de chaque commune au cours de l'exercice est annexé au compte administratif du département. Il précise, pour chaque commune, la liste et l'objet des subventions, leur montant total et le rapport entre ce montant et la population de la commune. »</p>	
<p>Le compte administratif est adopté par le conseil général.</p>		<p>II. — Le chapitre II du titre I^{er} du livre III de la quatrième partie du même code est complété par un article L. 4312-11 ainsi rédigé :</p>	
<p>Préalablement, le conseil général arrête le compte de gestion de l'exercice clos.</p>		<p>« Art. L. 4312-11. — Un état récapitulatif des subventions attribuées au profit de chaque commune au cours de l'exercice est annexé au compte administratif de la région. Il précise, pour chaque commune, la liste et l'objet des subventions, leur montant total et le rapport entre ce montant et la population de la commune. »</p>	
		<p>III. — Le présent article entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
	TITRE V	TITRE V	TITRE V
	DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES	DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES	DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES
<p><i>Art. L. 1211-2.</i> — Le comité des finances locales comprend :</p>		Article 36 A (<i>nouveau</i>)	Article 36 A
.....		Le sixième alinéa de l'article L. 1211-2 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :	<i>(Alinéa sans modification).</i>
<p>- sept présidents d'établissements publics de coopération intercommunale élus par le collège des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale à raison d'un pour les communautés urbaines, d'un pour les communautés de communes ayant opté pour le régime fiscal de l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts, de deux pour les communautés de communes n'ayant pas opté pour les dispositions du même article, d'un pour les communautés d'agglomération, d'un pour les syndicats et d'un pour les organismes institués en vue de la création d'une agglomération nouvelle ;</p>		« - sept présidents d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre élus par le collège des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, à raison d'un pour les communautés urbaines et les métropoles, de deux pour les communautés de communes ayant opté pour le régime fiscal de l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts, de deux pour les communautés de communes n'ayant pas opté pour les dispositions du même article, et de deux pour les communautés d'agglomération et syndicats d'agglomération nouvelle ; ».	« - sept présidents d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre élus par le collège des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, à raison d'un pour les communautés urbaines et les métropoles, d'un pour les communautés de communes ayant opté pour le régime fiscal de l'article 1609 <i>nonies</i> C du code général des impôts, de deux pour les communautés de communes n'ayant pas opté pour les dispositions du même article, et de deux pour les communautés d'agglomération et syndicats d'agglomération nouvelle et d'un pour les syndicats de communes ; ».
.....			
<p>Code général des impôts</p> <p><i>Art. 1609 nonies C.</i> — <i>Cf. annexe.</i></p>		Article 36 B (<i>nouveau</i>)	Article 36 B
<p>Code général des collectivités territoriales</p>		L'article L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :	Supprimé.

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Art. L. 3113-2.</i> — Les modifications des limites territoriales des cantons, les créations et suppressions de cantons et le transfert de leur chef-lieu sont décidés par décret en Conseil d'Etat après consultation du conseil général.</p>		<p>1° Après le mot : « transfert », est inséré le mot : « éventuel » ;</p>	
<p>Loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique</p>		<p>2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :</p> <p>« Lorsqu'un canton est créé en lieu et place de plusieurs cantons et qu'il conserve un nom associant celui de plusieurs des chefs-lieux des cantons concernés, la qualité de chef lieu de canton est maintenue à chacun des chefs-lieux ainsi mentionnés. »</p> <p>Article 36 C (<i>nouveau</i>)</p>	
<p><i>Art. 8.</i> — Le montant des crédits inscrits dans le projet de loi de finances de l'année pour être affecté au financement des partis et groupements politiques, peut, de la part des Bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat, faire l'objet de propositions conjointes au Gouvernement.</p>		<p>I. — La loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique est ainsi modifiée :</p>	<p>Article 36 C</p> <p>Supprimé.</p>
<p>Ce montant est divisé en deux fractions égales :</p>		<p>1° Le 1° de l'article 8 est complété par les mots : « , aux élections des conseillers territoriaux ou des membres de l'assemblée délibé-</p>	
<p>1° Une première fraction destinée au financement des partis et groupements en fonction de leurs résultats aux élections à l'Assemblée nationale ;</p>			
<p>2° Une seconde frac-</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>tion spécifiquement destinée au financement des partis et groupements représentés au Parlement.</p>		<p>rante d'une collectivité créée en application du dernier alinéa de l'article 73 de la Constitution, d'une collectivité régie par l'article 74 de la Constitution ou du congrès de la Nouvelle-Calédonie, et de leur représentation dans les assemblées délibérantes de ces collectivités » ;</p>	
<p><i>Art. 9.</i> — La première fraction des aides prévues à l'article 8 est attribuée :</p>		<p>2° L'article 9 est ainsi modifié :</p>	
<p>-soit aux partis et groupements politiques qui ont présenté lors du plus récent renouvellement de l'Assemblée nationale des candidats ayant obtenu chacun au moins 1 % des suffrages exprimés dans au moins cinquante circonscriptions ;</p>		<p>a) Le premier alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :</p>	
<p>-soit aux partis et groupements politiques qui n'ont présenté des candidats lors du plus récent renouvellement de l'Assemblée nationale que dans un ou plusieurs départements d'outre-mer, ou à Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française ou dans les îles Wallis et Futuna et dont les candidats ont obtenu au moins 1 % des suffrages exprimés dans l'ensemble des circonscriptions dans lesquel-</p>		<p>« I. — La première fraction des aides prévues à l'article 8 est divisée en deux parties :</p>	
		<p>« 1° La première partie, correspondant aux deux tiers de la première fraction, est attribuée : » ;</p>	
		<p>b) Après le cinquième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>les ils se sont présentés.</p> <p>La répartition est effectuée proportionnellement au nombre de suffrages obtenus au premier tour de ces élections par chacun des partis et groupements en cause. Il n'est pas tenu compte des suffrages obtenus par les candidats déclarés inéligibles au titre de l'article L.O. 128 du code électoral.</p> <p>En vue de la répartition prévue aux alinéas précédents, les candidats à l'élection des députés indiquent, s'il y a lieu, dans leur déclaration de candidature, le parti ou groupement politique auquel ils se rattachent. Ce parti ou groupement peut être choisi sur une liste établie par arrêté du ministre de l'intérieur publié au Journal officiel de la République française au plus tard le cinquième vendredi précédant le jour du scrutin, ou en dehors de cette liste. La liste comprend l'ensemble des partis ou groupements politiques qui ont déposé au ministère de l'intérieur au plus tard à dix-huit heures le sixième vendredi précédant le jour du scrutin une demande en vue de bénéficier de la première fraction des aides prévues à l'article 8.</p> <p>La seconde fraction de ces aides est attribuée aux partis et groupements politiques bénéficiaires de la première fraction visée ci-dessus proportionnellement au nombre de membres du Parlement qui ont déclaré au bureau de</p>		<p>« 2° La seconde partie, correspondant au tiers de la première fraction, est attribuée dans les conditions prévues à l'article 9-1 A. » ;</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>leur assemblée, au cours du mois de novembre, y être inscrits ou s'y rattacher.</p> <p>Chaque parlementaire ne peut indiquer qu'un seul parti ou groupement politique pour l'application de l'alinéa précédent.</p> <p>Au plus tard le 31 décembre de l'année, le bureau de l'Assemblée nationale et le bureau du Sénat communiquent au Premier ministre la répartition des parlementaires entre les partis et groupements politiques, telle qu'elle résulte des déclarations des parlementaires.</p> <p>Le montant des aides attribuées à chaque parti ou groupement est retracé dans un rapport annexé au projet de loi de finances de l'année.</p>		<p>3° Après l'article 9, il est inséré un article 9-1 A ainsi rédigé :</p> <p>« Art. 9-1 A. — La seconde partie de la première fraction des aides prévues à l'article 8 est divisée en deux parts égales :</p> <p>« 1° La première part est attribuée aux partis et groupements politiques qui ont présenté, lors du plus récent renouvellement des conseillers territoriaux, des candidats ayant obtenu chacun au moins 1 % des suffrages exprimés dans au moins trois cent cinquante cantons répartis entre au moins quinze départements.</p> <p>« Elle est également attribuée aux partis et groupements politiques qui n'ont présenté des candidats qu'aux élections pour désigner les membres de l'assemblée dé-</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Code électoral</p> <p><i>Art. L. 197. — Cf. annexe.</i></p>		<p>libérante d'une collectivité créée en application du dernier alinéa de l'article 73 de la Constitution, d'une collectivité régie par l'article 74 de la Constitution ou du congrès de la Nouvelle-Calédonie, dont les candidats ont obtenu au moins 1 % des suffrages exprimés dans l'ensemble des circonscriptions dans lesquelles ces partis et groupements politiques ont présenté des candidats.</p>	
		<p>« La répartition est effectuée proportionnellement au nombre de suffrages obtenus au premier tour de ces élections par chacun des partis et groupements en cause. Il n'est pas tenu compte des suffrages obtenus par les candidats déclarés inéligibles en application de l'article L. 197 du code électoral.</p>	
		<p>« En vue de la répartition prévue aux alinéas précédents, les candidats à l'élection des conseillers territoriaux ou à l'élection des membres de l'assemblée délibérante d'une collectivité créée en application du dernier alinéa de l'article 73 de la Constitution, d'une collectivité régie par l'article 74 de la Constitution ou du congrès de la Nouvelle-Calédonie indiquent, s'il y a lieu, dans leur déclaration de candidature, le parti ou groupement politique auquel ils se rattachent. Ce parti ou groupement peut être choisi sur la liste établie en vertu de l'article 9 de la présente loi ou en dehors de cette liste ;</p>	
		<p>« 2° La seconde part est attribuée aux partis et groupements politiques bénéficiaires de la première part, proportionnellement au nombre de membres des conseils</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique</p>		<p>généraux ou de l'assemblée délibérante d'une collectivité créée en application du dernier alinéa de l'article 73 de la Constitution, d'une collectivité régie par l'article 74 de la Constitution ou du congrès de la Nouvelle-Calédonie qui ont déclaré au bureau de leur assemblée, au cours du mois de novembre, y être inscrits ou rattachés.</p>	
		<p>« Chaque membre du conseil général ou de l'assemblée délibérante d'une collectivité créée en application du dernier alinéa de l'article 73 de la Constitution, d'une collectivité régie par l'article 74 de la Constitution ou du congrès de la Nouvelle-Calédonie ne peut indiquer qu'un seul parti ou groupe ment politique pour l'application de l'alinéa précédent.</p>	
		<p>« Au plus tard le 31 décembre de l'année, le bureau du conseil général ou de l'assemblée délibérante d'une collectivité créée en application du dernier alinéa de l'article 73 de la Constitution, d'une collectivité régie par l'article 74 de la Constitution ou du congrès de la Nouvelle-Calédonie communique au ministre de l'intérieur la répartition de ses membres entre les partis et groupements politiques, telle qu'elle résulte des déclarations de ces membres. »;</p>	
		<p>4° L'article 9-1 est ainsi modifié :</p>	
<p><i>Art. 9-1.</i> — Lorsque, pour un parti ou un groupe ment politique, l'écart entre le nombre de candidats de chaque sexe ayant déclaré se rat-</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>tacher à ce parti ou groupement, lors du dernier renouvellement général de l'Assemblée nationale, conformément au cinquième alinéa de l'article 9, dépasse 2 % du nombre total de ces candidats, le montant de la première fraction qui lui est attribué en application des articles 8 et 9 est diminué d'un pourcentage égal aux trois quarts de cet écart rapporté au nombre total de ces candidats.</p>		<p>a) Au premier alinéa, le mot : « cinquième » est remplacé par le mot : « sixième », et les mots : « fraction qui lui est attribuée en application des articles 8 et 9 » sont remplacés par les mots : « partie de la première fraction qui lui est attribuée en application du 1° du I de l'article 9 » ;</p>	
<p>Cette diminution n'est pas applicable aux partis et groupements politiques ayant présenté des candidats exclusivement outre-mer lorsque l'écart entre le nombre de</p>		<p>b) Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :</p>	
		<p>« Lorsque, pour un parti ou un groupement politique, l'écart entre le nombre de candidats de chaque sexe ayant déclaré se rattacher à ce parti ou groupement, lors des dernières élections des conseillers territoriaux ou des membres de l'assemblée délibérante d'une collectivité créée en application du dernier alinéa de l'article 73 de la Constitution, d'une collectivité régie par l'article 74 de la Constitution ou du congrès de la Nouvelle-Calédonie, conformément au dernier alinéa du 1° de l'article 9-1 A de la présente loi, dépasse 2 % du nombre total de ces candidats, le montant de la première part de la seconde partie de la première fraction qui lui est attribué en application de ce même 1° est diminué d'un pourcentage égal à la moitié de cet écart rapporté au nombre total de ces candidats. »</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>candidats de chaque sexe qui s'y sont rattachés n'est pas supérieur à un.</p>	<p>—</p> <p>Article 36</p> <p>L'article 1^{er} prend effet lors de la première élection des conseillers territoriaux, prévue en mars 2014.</p>	<p>—</p> <p>II. — À compter du premier renouvellement général des conseillers territoriaux suivant la première élection des conseillers territoriaux prévue en mars 2014, au deuxième alinéa de l'article 9-1 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 précitée dans sa rédaction résultant de la présente loi, les mots : « à la moitié » sont remplacés par les mots : « aux trois quarts ».</p> <p>Article 36</p> <p>Les articles 1^{er} et 1^{er bis} prennent effet lors de la première élection des conseillers territoriaux, prévue en mars 2014.</p>	<p>—</p> <p>Article 36</p> <p>L'article 1^{er} prend effet lors de la première élection des conseillers territoriaux, prévue en mars 2014.</p>
	<p>Article 37</p> <p>I. — L'article 2 s'applique à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux.</p> <p>II. — Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux, la composition des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre créés antérieurement à la date de promulgation de la présente loi demeure régie par les dispositions du code général des collectivités territoriales dans leur rédaction antérieure à celle issue de l'article 3.</p>	<p>Article 37</p> <p>I. — Les articles 2 et 34 bis AA s'appliquent à compter du premier renouvellement général des conseils municipaux suivant la promulgation de la présente loi.</p> <p>II. — Jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux, la composition de l'organe délibérant et du bureau des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre créés antérieurement à la date de promulgation de la présente loi demeure régie par les dispositions du code général des collectivités territoriales dans leur rédaction antérieure à celle issue de l'article 3.</p>	<p>Article 37</p> <p>(Sans modification).</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	—	—	—
Code général des collectivités territoriales	<p>Article 38</p> <p>I. — Outre celles des dispositions de l'article 8 qui y sont applicables de plein droit, les dispositions du même article relatives aux finances communales sont applicables à Mayotte. Y sont également applicables les I, III et IV de l'article 10.</p>	<p>Article 38</p> <p>I. — Les III et IV de l'article 10 sont applicables à Mayotte.</p>	<p>Article 38</p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p>
Sous-section 1	<p>II. — Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	<p>II. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	
Nom et territoire de la commune	<p>1° Après l'article L. 2572-3, il est inséré un article L. 2572-3-1 ainsi rédigé :</p>	<p>1° A (<i>nouveau</i>) Dans l'intitulé de la sous-section 1 de la section 2 du chapitre II du titre VII du livre V de la deuxième partie, les mots : « et territoire de la commune » sont remplacés par les mots : « , territoire et régime financier de la commune » ;</p>	
<p><i>Art. 2113-20</i> à <i>L. 2113-23. — Cf. supra art. 8.</i></p>	<p>« <i>Art. L. 2572-3-1. — Les articles L. 2113-20 à L. 2113-23 sont applicables aux communes de Mayotte.</i> » ;</p>	<p>1° (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p><i>Art. L. 5832-8. —</i> I. — Les articles L. 5211-28 à L. 5211-35 sont applicables à Mayotte à compter de la date d'entrée en vigueur du code général des impôts à Mayotte prévue par l'article 68 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001.</p>	<p>2° Au I de l'article L. 5832-8, la référence : « L. 5211-35 » est remplacée par la référence : « L. 5211-34 » ;</p>	<p>2° (<i>Sans modification</i>).</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>II. — Pour l'application des articles L. 5211-28, L. 5211-29, L. 5211-30, L. 5211-32, L. 5211-33 et L. 5211-34, les références aux communautés urbaines et aux syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle sont supprimées.</p>			
<p><i>Art. L. 5211-34. — Cf. annexe.</i></p>			
<p><i>Art. L. 5832-19. — I.-</i> Les articles L. 5212-33 et L. 5212-34 sont applicables à Mayotte.</p>			
<p>II.-Pour l'application de l'article L. 5212-33 :</p>			
<p>1° Les mots : " une communauté de communes, à une communauté d'agglomération ou à une communauté urbaine " sont remplacés par les mots : " une communauté de communes ou à une communauté d'agglomération " ;</p>		<p>2° <i>bis (nouveau)</i> Le 1° du II de l'article L. 5832-19 est abrogé ;</p>	
<p>2° Les mots : " ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés " sont remplacés par les mots : " représentant de l'Etat ".</p>			
<p>III.-Pour l'application de l'article L. 5212-34, les mots : " ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés " sont remplacés par les mots : " représentant de l'Etat ".</p>			
<p><i>Art. L. 5832-20. —</i> I. — Les articles L. 5214-1, L. 5214-4, L. 5214-7 et L. 5214-8, L. 5214-16, à l'exception du 2° du I, L. 5214-21, L. 5214-22, L. 5214-23, à l'exception du 8°, L. 5214-23-1, L. 5214-23-2, L. 5214-26, L. 5214-27, L. 5214-28 et L. 5214-29 sont</p>	<p>3° Au I de l'article L. 5832-20, la référence : « , L. 5214-7 » est supprimée ;</p>	<p>3° (<i>Sans modification</i>).</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>applicables à Mayotte à compter de la date d'entrée en vigueur du code général des impôts à Mayotte prévue par l'article 68 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001.</p> <p>.....</p>			
<p><i>Art. L. 5832-21. —</i> I. — Les articles L. 5216-1 à l'exception de sa deuxième phrase, L. 5216-3, L. 5216-4, L. 5216-4-1, L. 5216-4-2, L. 5216-5, à l'exception du 1° du I et du II <i>bis</i>, L. 5216-6, L. 5216-7, L. 5216-7-1, L. 5216-8, à l'exception du 8°, L. 5216-9 et L. 5216-10 sont applicables à Mayotte à compter de la date d'entrée en vigueur du code général des impôts à Mayotte prévue par l'article 68 de la loi n° 2001-616 du 11 juillet 2001.</p> <p>.....</p>	<p>4° Au I de l'article L. 5832-21, la référence : « , L. 5216-3 » est supprimée.</p>	<p>4° (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p><i>Art. L. 5842-1. —</i> Les articles L. 5210-1 et L. 5210-2 sont applicables en Polynésie française.</p>	<p>Article 39</p> <p>I. — Le 3° du II de l'article 3, les articles 14, 20, le II de l'article 21, les articles 22, 23, les I et III de l'article 24, l'article 26, le 1° de l'article 27, l'article 31 à l'exception du troisième alinéa du 4°, les articles 33 et 34 sont applicables en Polynésie française.</p> <p>II. — Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	<p>Article 39</p> <p>I. — Le 3° du II de l'article 3, les articles 5 A, 5 B, 6 <i>ter</i>, 14, 19 <i>bis</i> A, 19 <i>bis</i>, 20, le II de l'article 21, les articles 21 <i>bis</i>, 22, 23, les I et III de l'article 24, les articles 24 <i>ter</i>, 26, 27, 28 <i>bis</i>, le I de l'article 31, les articles 33, 34 et 34 <i>bis</i> AA sont applicables en Polynésie française.</p> <p>II. — (<i>Alinéa sans modification</i>).</p>	<p>Article 39</p> <p>(<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 5210-1 et</i></p>	<p>1° À l'article L. 5842-1, les références : « L. 5210-1 et L. 5210-2 » sont remplacées par les références : « L. 5210-1, L. 5210-2 et L. 5210-5 » ;</p>	<p>1° Supprimé.</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>L. 5210-2. — Cf. annexe.</p>	<p>2° Supprimé.</p>	<p>2° L'article L. 5842-2 est ainsi modifié :</p>	
<p>Art. L. 1116-1. — Cf. supra. art. 34 bis A.</p>		<p>a) Au I, la référence : « L. 5211-4-1 » est remplacée par la référence : « L. 5211-4-3 » et les références : « II et III » sont remplacées par les références : « II à IV » ;</p>	
<p>Art. L. 5842-2. — I. — Les articles L. 5211-1 à L. 5211-4-1 sont applicables en Polynésie française sous réserve des adaptations prévues aux II et III.</p>		<p>b) Au 1° du III, après le mot : « alinéas », sont insérées les références : « du I et dans le dernier alinéa du IV » ;</p>	
<p>II.-Pour l'application de l'article L. 5222-2, la dernière phrase du quatrième alinéa est supprimée.</p>		<p>c) Le 2° est ainsi rédigé :</p>	
<p>III.-Pour l'application de l'article L. 5211-4-1 :</p>		<p>« 2° Dans le cinquième alinéa du I, les mots : « du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale » sont remplacés par les mots : « du dernier alinéa de l'article 76 de l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ».</p>	
<p>1° Dans les deuxième et quatrième alinéas, les mots : " fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires " et les mots : " fonctionnaires territoriaux " sont remplacés par les mots : " fonctionnaires et agents non titulaires des communes de la Polynésie française et de leurs établissements publics " ;</p>			
<p>2° Les mots : " la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale " sont remplacés par les mots : " l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ".</p>			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Art. L. 5842-3. —</p> <p>2° Au II, les mots : « ou d'une communauté urbaine » sont supprimés.</p> <p>Art. L. 5842-4. —</p> <p>I. — Les articles L. 5211-6, L. 5211-7, à l'exception du I <i>bis</i>, L. 5211-8 à L. 5211-9-1, L. 5211-9-2, à l'exception des troisième et quatrième alinéas du I et du dernier alinéa du II, L. 5211-10 et L. 5211-11 sont applicables en Polynésie française sous réserve des adaptations prévues aux II et III.</p> <p>.</p>	<p>3° Au I de l'article L. 5842-4, les mots : « dernier alinéa du II » sont remplacés par les mots : « du dernier alinéa du IV et du deuxième alinéa du III » ;</p>	<p>Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs » ;</p> <p>d) Il est ajouté un IV ainsi rédigé :</p> <p>« IV. — Pour l'application de l'article L. 5211-4-2 :</p> <p>« 1° À la dernière phrase du troisième alinéa, le mot : " communaux " est remplacé par les mots : " des communes de la Polynésie française " ;</p> <p>« 2° À la fin du quatrième alinéa, les mots : " du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée " sont remplacés par les mots : " du dernier alinéa de l'article 76 de l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 précitée " » ;</p> <p>2° <i>bis</i> (nouveau) Le 2° du II de l'article L. 5842-3 est ainsi rédigé :</p> <p>« 2° Au 2° du II, les mots : "d'une communauté urbaine ou d'une métropole," sont supprimés. » ;</p> <p>3° L'article L. 5842-4 est ainsi modifié :</p>	<p>a) Au I, la référence : « dernier alinéa du II » est remplacée par la référence : « dernier alinéa du IV » ;</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Art. L. 5842-10. —</i></p> <p>IV.-Pour l'application de l'article L. 5211-41-3, les mots : " et, le cas échéant, selon les modalités prévues à l'article 1638 <i>quinquies</i> du code général des impôts " figurant au I sont supprimés et, au dernier alinéa du III, les mots : " à l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale " sont remplacés par les mots : " lorsqu'il s'agit d'avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération que les communes et leurs établissements publics ont mis en place et qui sont pris en compte dans le budget de la commune ou de l'établissement ".</p> <p><i>Art. L. 5211-9-2. — Cf. supra. art. 31.</i></p>		<p>b) Après le II, il est inséré un II <i>bis</i> ainsi rédigé :</p> <p>« II <i>bis</i>. — Pour l'application de l'article L. 5211-9-2 :</p> <p>« 1° Au III, la référence : "aux trois premiers alinéas du I" est remplacée par la référence : "aux deux premiers alinéas du I" ;</p> <p>« 2° Au IV, la référence : "aux quatrième et dernier alinéas" est remplacée par la référence : "au dernier alinéa" » ;</p> <p>3° <i>bis (nouveau)</i> Au IV de l'article L. 5842-10, les mots : « les mots : "et, le cas échéant, selon les modalités prévues à l'article 1638 <i>quinquies</i> du code général des impôts" figurant au I sont supprimés et, » sont supprimés ;</p> <p>4° L'article L. 5842-11 est ainsi modifié :</p> <p>a) Le I est ainsi rédigé :</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Art. L. 5842-11. —</i> I. — Les articles L. 5211-42, L. 5211-43, L. 5211-44 et L. 5211-45, à l'exception de la cinquième phrase de son premier alinéa, sont applicables en Polynésie française sous réserve des adaptations prévues aux II et III.</p>		<p>« I. — Les articles L. 5211-42 à L. 5211-45 sont applicables en Polynésie française sous réserve des adaptations prévues aux II à IV. » ;</p>	
.....		<p>b) Le III est ainsi rédigé :</p>	
<p>III. — Pour l'application de l'article L. 5211-43 :</p>	<p>4° Le III de l'article L. 5842-11 est ainsi modifié :</p>	<p>« III. — Pour l'application de l'article L. 5211-43 :</p>	
<p>1° Au 2°, les mots : « ayant leur siège dans le département » et les mots : « et par des représentants de communes associées à la date du 8 février 1992, date de la publication de la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, dans le cadre de chartes intercommunales de développement et d'aménagement, » sont supprimés ;</p>	<p>a) Au 1°, les mots : « et les mots : "et par des représentants de communes associées à la date du 6 février 1992, date de la publication de la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, dans le cadre de chartes intercommunales de développement et d'aménagement," » sont supprimés ;</p>	<p>« 1° Au 1°, le pourcentage : "40 %" est remplacé par le pourcentage : "60 %" ;</p>	
<p>2° Au 3°, les mots : « du conseil général » sont remplacés par les mots : « de l'assemblée de Polynésie française » ;</p>	<p>b) Le 2° est ainsi rédigé : « 2° Au 4°, les mots : « du conseil général élus par celui-ci » sont remplacés par les mots : « de l'assemblée de Polynésie française élus par celle-ci ; »</p>	<p>Alinéa supprimé.</p>	
<p>3° Le 4° est rédigé comme suit :</p>	<p>c) Le 3° est ainsi rédigé : « 3° Le 5° est ainsi rédigé :</p>	<p>« 2° Au 2°, le pourcentage : "40 %" est remplacé par le pourcentage : "20 %" et les mots : "ayant leur siège dans le département, " ainsi que les mots : "à l'exception des syndicats de communes" sont supprimés ;</p>	
	<p>« 3° Les 3° et 4° sont ainsi rédigés :</p>	<p>« 3° Les 3° et 4° sont ainsi rédigés :</p>	
	<p>« 3° Le 5° est ainsi rédigé :</p>	<p>« "3° 15% par des représentants de l'assemblée de la Polynésie française, élus par celle-ci à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne ;</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>« 4° 5 % par des membres du gouvernement de Polynésie française désignés par le président du gouvernement. »</p>	<p>« " 5° 5 % par des membres du gouvernement de Polynésie française, désignés par le président du gouvernement " ; »</p>	<p>« "4° 5% par des membres du gouvernement de la Polynésie française désignés par le président du gouvernement." ;</p>	
<p><i>Art. L. 5211-45. — Cf. supra. art. 27.</i></p>		<p>« 4° Le 5° et l'avant-dernier alinéa sont supprimés. » ;</p> <p><i>c) (nouveau)</i> Il est ajouté un IV ainsi rédigé :</p>	
<p><i>Art. L. 5211-43. — Cf. supra. art. 26.</i></p>		<p>« IV. — Pour l'application de l'article L. 5211-45 :</p>	
<p><i>Art. L. 5842-15. —</i> Les articles L. 5212-6 et L. 5212-7 sont applicables en Polynésie française.</p>		<p>« 1° L'avant-dernière phrase du premier alinéa est supprimée ;</p>	
<p><i>Art. L. 5842-18. —</i> Les articles L. 5212-29 à L. 5212-32 sont applicables en Polynésie française.</p>	<p>5° À l'article L. 5842-18, après les mots : « Les articles », est insérée la référence : « L. 5212-27, ».</p>	<p>« 2° Au second alinéa, les mots : "et de la moitié du collège visé au 3° du même article L. 5211-43" sont supprimés. » ;</p>	
<p><i>Art. L. 5212-27. — Cf. supra art. 22.</i></p>		<p>4° <i>bis (nouveau)</i> À l'article L. 5842-15, la référence : « et L. 5212-7 » est remplacée par les références : « , L. 5212-7 et L. 5212-8 » ;</p>	
<p><i>Art. 5842-19. — I.-</i> Les articles L. 5212-33 et L. 5212-34 sont applicables en Polynésie française sous réserve des adaptations prévues au II.</p>		<p>5° (<i>Sans modification</i>).</p>	
<p>II.-Pour l'application de l'article L. 5212-33, les mots : " ou à une communauté urbaine " figurant au</p>		<p>5° <i>bis (nouveau)</i> L'article L. 5842-19 est ainsi rédigé :</p>	
		<p>« <i>Art. L. 5842-19. —</i> Les articles L. 5212-33 et L. 5212-34 sont applicables en Polynésie française. » ;</p>	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
deuxième alinéa sont supprimés.			
<i>Art. L. 5842-25.</i> —		6° (<i>nouveau</i>) Les 1° et 2° du II de l'article L. 5842-25 sont remplacés par des 1°, 2° et 2° <i>bis</i> ainsi rédigés :	
1° Les mots : « du département ou la commune la plus importante du département » sont remplacés par les mots : « de la Polynésie française » ;		« 1° À la fin de la deuxième phrase, les mots : "du département ou la commune la plus importante du département" sont remplacés par les mots : "de la Polynésie française" ;	
2° La troisième phrase est supprimée ;		« 2° À la fin de la troisième phrase, les mots : "du département" sont remplacés par les mots : "de la Polynésie française" ;	
		« 2° <i>bis</i> La cinquième phrase est supprimée ; » ;	
<i>Art. L. 5843-2.</i> —		7° (<i>nouveau</i>) Au I de l'article L. 5843-2, les mots : « à l'exception de son dernier alinéa » sont supprimés.	
I. — Les articles L. 5721-1, L. 5721-2, à l'exception de son dernier alinéa, L. 5721-2-1, L. 5721-3 et L. 5721-5 à L. 5721-9 sont applicables en Polynésie française sous réserve des adaptations prévues aux II, III et IV.			
		Article 39 <i>bis</i> (<i>nouveau</i>)	Article 39 <i>bis</i>
		Les trois ordonnances suivantes sont ratifiées :	<i>(Sans modification).</i>
Ordonnance n° 2009-1400 du 17 novembre 2009 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux régions et aux syndicats mixtes de l'article L. 5721 2 du code général des collectivités ter-		1° L'ordonnance n° 2009-1400 du 17 novembre 2009 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux régions et aux syndicats mixtes de l'article L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales ;	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>ritoriales</p> <p><i>Cf. annexe.</i></p> <p>L'ordonnance n° 2009-1401 du 17 novembre 2009 portant simplification de l'exercice du contrôle de légalité</p> <p><i>Cf. annexe.</i></p> <p>Ordonnance n° 2009-1530 du 10 décembre 2009 modifiant la partie législative du code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. 2. —</i></p> <p><i>XV. — À l'article L. 1731-1, les mots : « les titres I^{er} à III » sont remplacés par les mots : « les titres I^{er} et II ».</i></p> <p><i>Art. 5. —</i></p> <p><i>III. — Le chapitre II du titre II du livre I^{er} de la quatrième partie est complété par une section 4 ainsi rédigée :</i></p> <p><i>XIII. — Au deuxième alinéa de l'article L. 4312-1, les mots : « de l'article L. 118-2-2 du code du travail » sont remplacés par les mots : « des articles L. 6241-8 à L. 6241-12 du code du travail ».</i></p> <p><i>XIX. — Les articles L. 4432-4, L. 4432-5, L. 4232-7 et L. 4232-8 sont</i></p>	<p>—</p>	<p>2° L'ordonnance n° 2009-1401 du 17 novembre 2009 portant simplification de l'exercice du contrôle de légalité ;</p> <p>3° L'ordonnance n° 2009-1530 du 10 décembre 2009 modifiant la partie législative du code général des collectivités territoriales, sous réserve des dispositions suivantes :</p> <p>a) Le XV de l'article 2 est abrogé ;</p> <p>b) Au début du premier alinéa du III de l'article 5, la référence : « Le chapitre II du titre II » est remplacée par la référence : « Le chapitre III du titre III » ;</p> <p>c) Le XIII de l'article 5 est abrogé ;</p> <p>d) Au XIX de l'article 5, les références : « L. 4232-7 et L. 4232-8 » sont remplacées par les réfé-</p>	<p>—</p>

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
abrogés.	Article 40	rences : « L. 4432-7 et L. 4432-8 ».	Article 40
	Supprimé.	Dans les conditions prévues par l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance, dans un délai de dix-huit mois à compter de la publication de la présente loi, les dispositions fixant les mesures d'adaptation du chapitre I ^{er} du titre I ^{er} de la présente loi dans les départements et régions d'outre-mer. Le projet de loi portant ratification de cette ordonnance est déposé devant le Parlement au plus tard le dernier jour du troisième mois suivant la publication de l'ordonnance.	<i>(Sans modification).</i>
		Article 41 <i>(nouveau)</i>	Article 41
		Le deuxième alinéa du III de l'article L. 5211-5, le sixième alinéa de l'article L. 5211-17 et le deuxième alinéa du II de l'article L. 5211-18 du code général des collectivités territoriales sont ainsi rédigés :	<i>(Sans modification).</i>
Code général des collectivités territoriales			
<i>Art. L. 5211-5. — . . .</i>			
Toutefois, lorsque l'établissement public de coopération intercommunale est compétent en matière de zones d'activité économique, les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers nécessaires à l'exercice de cette compétence sont décidées dans les conditions de majorité qualifiée requise au II. Il en va de même lorsque l'établissement public est compétent en matière de zones d'aménagement concerté.		« Toutefois, lorsque l'établissement public de coopération intercommunale est compétent en matière de zones d'activité économique, les biens immeubles des communes membres peuvent lui être transférés en pleine propriété, dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exercice de cette compétence. Les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers sont décidées par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des	

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
.....		conseils municipaux des communes membres se prononçant dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement, au plus tard un an après le transfert de compétences. Dans les cas où l'exercice de la compétence est subordonné à la définition de l'intérêt communautaire, ce délai court à compter de sa définition. Il en va de même lorsque l'établissement public est compétent en matière de zones d'aménagement concerté. »	
<i>Art. L. 5211-17.</i> — . . .			
.....			
Toutefois, lorsque l'établissement public est compétent en matière de zones d'activité économique, les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers nécessaires à l'exercice de cette compétence sont décidées par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux des communes membres se prononçant dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement. Il en va de même lorsque l'établissement public est compétent en matière de zones d'aménagement concerté.			
.....			
<i>Art. L. 5211-18.</i> — . . .			
.			
Toutefois, lorsque l'établissement public est compétent en matière de zones d'activité économique, les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers nécessaires à l'exercice de cette compé-			

Texte en vigueur	Texte adopté par le Sénat	Texte adopté par l'Assemblée nationale	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>tence sont décidées par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux des communes membres se prononçant dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement. Il en va de même lorsque l'établissement public est compétent en matière de zones d'aménagement concerté.</p> <p>.....</p>	<p>—</p>	<p>—</p>	<p>—</p>

ANNEXE AU PROJET DE LOI

Texte adopté par l'Assemblée nationale

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

Région	Nombre de membres du conseil régional	Département	Nombre de conseillers territoriaux
Alsace	66	Bas-Rhin	39
		Haut-Rhin	27
Aquitaine	211	Dordogne	33
		Gironde	79
		Landes	27
		Lot-et-Garonne	27
		Pyénées-Atlantiques	45
Auvergne	144	Allier	35
		Cantal	20
		Haute-Loire	26
		Puy-de-Dôme	63
		Côte-d'Or	41
		Nièvre	22
Bourgogne	135	Saône-et-Loire	43
		Yonne	29

Supprimé

Texte adopté par l'Assemblée nationale

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

Région	Nombre de membres du conseil régional	Département	Nombre de conseillers territoriaux
Bretagne	191	Côtes-d'Armor	36
		Finistère	55
		Ille-et-Vilaine	58
		Morbihan	42
		Cher	25
Centre	172	Eure-et-Loir	30
		Indre	19
		Indre-et-Loire	35
		Loir-et-Cher	25
		Loiret	38
		Ardennes	32
		Aube	33
Champagne-Ardenne	138	Marne	49
		Haute-Marne	24
Franche-Comté	104	Deubs	39
		Jura	26
		Haute-Saône	24
		Territoire de Belfort	15
		Guadeloupe	38

Région	Nombre de membres du conseil régional	Département	Nombre de conseillers territoriaux
Île-de-France	309	Paris	54
		Seine-et-Marne	35
		Yvelines	38
		Essonne	33
		Hauts-de-Seine	41
		Seine-Saint-Denis	40
		Val-de-Marne	36
		Val-d'Oise	32
		Aude	26
		Gard	38
Languedoc-Roussillon	164	Hérault	55
		Lozère	15
		Pyrénées-Orientales	30
		Corrèze	30
		Creuse	20
Limousin	96	Haute-Vienne	46
		Meurthe-et-Moselle	34
		Meuse	15
Lorraine	120	Moselle	48
		Vosges	23

Texte adopté par l'Assemblée nationale

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

Région	Nombre de membres du conseil régional	Département	Nombre de conseillers territoriaux
Mayotte	-	Mayotte	23
		Ariège	15
Midi-Pyrénées	255	Aveyron	30
		Haute-Garonne	91
		Gers	20
		Lot	19
		Hautes-Pyrénées	23
		Tarn	33
		Tarn-et-Garonne	24
		Calvados	49
		Manche	38
		Orne	29
Haute-Normandie	98	Eure	34
		Seine-Maritime	64
Nord-Pas-de-Calais	136	Nord	76
		Pas-de-Calais	60
Pays de la Loire	170	Loire-Atlantique	52
		Maine-et-Loire	40
		Mayenne	16
		Sarthe	32
		Vendée	30

Région	Nombre de membres du conseil régional	Département	Nombre de conseillers territoriaux
Picardie	102	Aisne	31
		Oise	37
Poitou-Charentes	120	Charente	26
		Charente-Maritime	38
		Deux-Sèvres	26
		Vienne	30
Provence-Alpes-Côte d'Azur	224	Alpes-de-Haute-Provence	15
		Hautes-Alpes	15
		Alpes-Maritimes	49
		Bouches-du-Rhône	75
		Var	45
		Vaucluse	25
		La Réunion	43
Rhône-Alpes	296	Ain	32
		Ardèche	18
		Drôme	27
		Isère	49
		Loire	40
		Rhône	68
		Savoie	23
		Haute-Savoie	39

ANNEXE AU TABLEAU COMPARATIF

Code de l'action sociale et des familles	497
<i>Art. L. 113-2, L. 121-1, L. 121-2 et L. 221-1.</i>	
Code général des collectivités territoriales	499
<i>Art. L.O. 1112-3, L.O. 1112-4, L.O. 1112-5, L.O. 1112-6, L.O. 1112-7, L.O. 1112-8 à L.O. 1112-14, L. 1321-1, L. 1321-2, L. 1321-4, L. 1511-2, L. 1611-1 à L. 1611-5, L. 1612-1 à L. 1612-20, L. 2112-2, L. 2112-3, L. 2121-21, L. 2121-33, L. 2122-7, L. 2122-18 à L. 2122-20, L. 2123-21, L. 2123-23, L. 2212-2, L. 2212-5, L. 2213-1 à L. 2213-6, L. 2333-2 à L. 2333-5, L. 2334-2, L. 2334-7 à L. 2334-12, L. 2334-34, L. 2335-7, L. 2411-5, L. 2511-9, L. 2511-10-1 à L. 2511-24, L. 2511-25, L. 2511-26, L. 2511-28 à L. 2511-33, L. 2511-36 à L. 2511-45, L. 3121-9, L. 3121-10, L. 3321-1, L. 4122-1, L. 4132-8, L. 4132-9, L. 4321-1, L. 5210-1, L. 5210-2, L. 5211-17, L. 5211-20, L. 5211-21, L. 5211-28-1, L. 5211-29, L. 5211-31 à L. 5211-34, L. 5211-35, L. 5212-1, L. 5212-16, L. 5214-7, L. 5214-16, L. 5215-6 à L. 5215-8, L. 5215-10, L. 5215-16 à L. 5215-18, L. 5215-26 à L. 5215-29, L. 5215-32 à L. 5215-35, L. 5215-40, L. 5215-42, L. 5216-1, L. 5216-3, L. 5216-5, L. 5331-1 à L. 5331-8, L. 5334-17, L. 5341-2, L. 5711-1, L. 5711-4, L. 5721-1 et L. 5721-8.</i>	
Code électoral	557
<i>Art. L. 221 et L. 290-1.</i>	
Code de l'environnement	558
<i>Art. L. 333-4.</i>	
Code général des impôts	558
<i>Art. 1609 bis, 1609 nonies A ter, 1609 nonies B, 1609 nonies C, 1636 B septies et 1639 B.</i>	
Code du patrimoine	568
<i>Art. L. 410-2 à L. 410-4.</i>	
Code de l'urbanisme	569
<i>Art. L. 123-18.</i>	
Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs	569
<i>Art. 30-1 et 46.</i>	
Loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale	570
<i>Art. 36.</i>	
Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale	571
<i>Art. 111.</i>	
Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne	571
<i>Art. 3, 7 et 8.</i>	

Loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire	573
<i>Art. 22.</i>	
Loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998)	575
<i>Art. 44.</i>	
Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité	576
<i>Art. 156.</i>	
Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales	577
<i>Art. 109.</i>	
Loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 relative au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à la situation des ouvriers des parcs et ateliers	579
<i>Art. 7 et 10.</i>	

Code de l'action sociale et des familles

Art. L. 113-2. – Le département définit et met en œuvre l'action sociale en faveur des personnes âgées. Il coordonne, dans le cadre du schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale mentionné à l'article L. 312-4, les actions menées par les différents intervenants, définit des secteurs géographiques d'intervention et détermine les modalités d'information du public.

Le département met en œuvre les compétences définies au premier alinéa en s'appuyant notamment sur les centres locaux d'information et de coordination qui sont autorisés au titre du *a* de l'article L. 313-3.

Le département veille à la cohérence des actions respectives des centres locaux d'information et de coordination, des équipes médico-sociales mentionnées au premier alinéa de l'article L. 232-3 et des établissements et services mentionnés au 6° du I de l'article L. 312-1.

Le département peut signer des conventions avec l'État, les organismes de sécurité sociale ou tout autre intervenant en faveur des personnes âgées pour assurer la coordination de l'action gérontologique.

Les conventions relatives à la coordination des prestations servies aux personnes âgées dépendantes conclues avec les organismes de sécurité sociale doivent être conformes à un cahier des charges arrêté par le ministre chargé des personnes âgées après avis des représentants des présidents de conseils généraux et des organismes nationaux de sécurité sociale.

Un comité national de la coordination gérontologique est chargé du suivi de la mise en œuvre de ces conventions et, le cas échéant, d'une fonction de médiation pour leur conclusion. Ce comité a également pour mission d'évaluer le développement qualitatif et quantitatif du dispositif d'allocation personnalisée d'autonomie au terme des deux ans d'application. Cette mission ne comprend pas la réforme de la grille mentionnée à l'article L. 232-2.

Un décret précise les modalités de fonctionnement et la composition du comité mentionné à l'alinéa précédent qui comprend, notamment, des représentants des présidents de conseils généraux, des organismes de sécurité sociale et du comité national des retraités et des personnes âgées.

Pour favoriser l'évaluation des prestations servies aux personnes âgées par les collectivités publiques et institutions concernées, des conventions organisant des dispositifs d'observation partagée peuvent être passées entre l'État, le département, les organismes de protection sociale et toute commune souhaitant y participer.

Art. L. 121-1. – Le département définit et met en œuvre la politique d'action sociale, en tenant compte des compétences confiées par la loi à l'État, aux autres collectivités territoriales ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale. Il coordonne les actions menées sur son territoire qui y concourent.

Il organise la participation des personnes morales de droit public et privé mentionnées à l'article L. 116-1 à la définition des orientations en matière d'action sociale et à leur mise en œuvre.

Les prestations légales d'aide sociale sont à la charge du département dans lequel les bénéficiaires ont leur domicile de secours, à l'exception des prestations énumérées à l'article L. 121-7.

Art. L. 121-2. – Dans les zones urbaines sensibles et dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale le département participe aux actions visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles, qui peuvent prendre une ou plusieurs des formes suivantes :

1° Actions tendant à permettre aux intéressés d'assurer leur propre prise en charge et leur insertion sociale ;

2° Actions dites de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu ;

3° Actions d'animation socio-éducatives ;

4° Actions de prévention de la délinquance.

Pour la mise en œuvre des actions mentionnées au 2° ci-dessus, le président du conseil général habilite des organismes publics ou privés dans les conditions prévues aux articles L. 313-8, L. 313-8-1 et L. 313-9.

Art. L. 221-1. – Le service de l'aide sociale à l'enfance est un service non personnalisé du département chargé des missions suivantes :

1° Apporter un soutien matériel, éducatif et psychologique tant aux mineurs et à leur famille ou à tout détenteur de l'autorité parentale, confrontés à des difficultés risquant de mettre en danger la santé, la sécurité, la moralité de ces mineurs ou de compromettre gravement leur éducation ou leur développement physique, affectif, intellectuel et social, qu'aux mineurs émancipés et majeurs de moins de vingt et un ans confrontés à des difficultés familiales, sociales et éducatives susceptibles de compromettre gravement leur équilibre ;

2° Organiser, dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles, notamment celles visées au 2° de l'article L. 121-2 ;

3° Mener en urgence des actions de protection en faveur des mineurs mentionnés au 1° du présent article ;

4° Pourvoir à l'ensemble des besoins des mineurs confiés au service et veiller à leur orientation, en collaboration avec leur famille ou leur représentant légal ;

5° Mener, notamment à l'occasion de l'ensemble de ces interventions, des actions de prévention des situations de danger à l'égard des mineurs et, sans préjudice des compétences de l'autorité judiciaire, organiser le recueil et la transmission, dans les conditions prévues à l'article L. 226-3, des informations préoccupantes relatives aux mineurs dont la santé, la sécurité, la moralité sont en danger ou risquent de l'être ou dont l'éducation ou le développement sont compromis ou risquent de l'être, et participer à leur protection ;

6° Veiller à ce que les liens d'attachement noués par l'enfant avec d'autres personnes que ses parents soient maintenus, voire développés, dans son intérêt supérieur.

Pour l'accomplissement de ses missions, et sans préjudice de ses responsabilités vis-à-vis des enfants qui lui sont confiés, le service de l'aide sociale à l'enfance peut faire appel à des organismes publics ou privés habilités dans les conditions prévues aux articles L. 313-8, L. 313-8-1 et L. 313-9 ou à des personnes physiques.

Le service contrôle les personnes physiques ou morales à qui il a confié des mineurs, en vue de s'assurer des conditions matérielles et morales de leur placement.

Code général des collectivités territoriales

Art. L.O. 1112-3. – Dans les cas prévus aux articles L.O. 1112-1 et L.O. 1112-2, l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale, par une même délibération, détermine les modalités d'organisation du référendum local, fixe le jour du scrutin, qui ne peut intervenir moins de deux mois après la transmission de la délibération au représentant de l'État, convoque les électeurs et précise le projet d'acte ou de délibération soumis à l'approbation des électeurs.

L'exécutif de la collectivité territoriale transmet au représentant de l'État dans un délai maximum de huit jours la délibération prise en application de l'alinéa précédent.

Le représentant de l'État dispose d'un délai de dix jours à compter de la réception de la délibération pour la déférer au tribunal administratif s'il l'estime illégale. Il peut assortir son recours d'une demande de suspension.

Le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui statue dans un délai d'un mois, en premier et dernier ressort, sur la demande de suspension. Il est fait droit à cette demande si l'un des moyens invoqués paraît, en l'état de l'instruction, propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de l'acte attaqué ou du projet de délibération ou d'acte soumis à référendum.

Lorsque la délibération organisant le référendum local ou le projet de délibération ou d'acte soumis à référendum est de nature à compromettre l'exercice d'une liberté publique ou individuelle, le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui en prononce la suspension dans les quarante-huit heures.

Art. L.O. 1112-4. – La délibération décidant d'organiser un référendum local adoptée par l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale autre que la commune est notifiée, dans les quinze jours à compter de sa réception, par le représentant de l'État aux maires des communes situées dans le ressort de cette collectivité, sauf s'il a été fait droit à sa demande de suspension.

Les maires organisent le scrutin. Si un maire refuse de procéder à cette organisation, le représentant de l'État, après l'en avoir requis, y procède d'office.

Art. L.O. 1112-5. – Les dépenses liées à l'organisation du référendum constituent une dépense obligatoire de la collectivité territoriale qui l'a décidée.

Les dépenses résultant des assemblées électorales tenues dans les communes pour l'organisation d'un référendum décidé par une autre collectivité territoriale leur sont remboursées par cette collectivité de manière forfaitaire, au moyen d'une dotation calculée en fonction du nombre des électeurs inscrits dans la commune et du nombre des bureaux de vote qui y sont installés. Les tarifs de cette dotation sont fixés par décret.

Art. L.O. 1112-6. – Une collectivité territoriale ne peut organiser de référendum local :

1° À compter du premier jour du sixième mois précédant celui au cours duquel il doit être procédé au renouvellement général ou au renouvellement d'une série des membres de son assemblée délibérante ;

2° Pendant la campagne ou le jour du scrutin prévus pour des consultations organisées dans son ressort sur le fondement du dernier alinéa de l'article 72-1, de l'article 72-4 et du dernier alinéa de l'article 73 de la Constitution.

Aucune collectivité territoriale ne peut organiser de référendum local pendant la campagne ou les jours du scrutin prévus pour :

1° Le renouvellement général ou le renouvellement d'une série des membres des assemblées délibérantes des collectivités territoriales ;

2° Le renouvellement général des députés ;

3° Le renouvellement de chacune des séries des sénateurs ;

4° L'élection des membres du Parlement européen ;

5° L'élection du Président de la République ;

6° Un référendum décidé par le Président de la République.

La délibération organisant un référendum local devient caduque dans les cas prévus au présent article ou en cas de dissolution de l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale l'ayant décidé, de démission de tous ses membres ou d'annulation définitive de leur élection.

Une collectivité territoriale ne peut organiser plusieurs référendums locaux portant sur un même objet dans un délai inférieur à un an.

Art. L.O. 1112-7. – Le projet soumis à référendum local est adopté si la moitié au moins des électeurs inscrits a pris part au scrutin et s'il réunit la majorité des suffrages exprimés.

Le texte adopté par voie de référendum est soumis aux règles de publicité et de contrôle applicables à une délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité ou à un acte de son exécutif.

L.O. 1112-8. – Un dossier d'information sur l'objet du référendum décidé par la collectivité territoriale est mis à disposition du public dans les conditions fixées par décret en Conseil d'État.

L.O. 1112-9. – La campagne en vue du référendum local est ouverte le deuxième lundi précédant le scrutin à zéro heure. Elle est close la veille du scrutin à minuit.

Elle est organisée par la collectivité territoriale ayant décidé de recourir au référendum local dans les conditions définies au chapitre V du titre I^{er} du livre I^{er} du code électoral, à l'exception de l'article L. 52-3. Pour l'application de ces dispositions, il y a lieu

de lire : « groupe, parti ou groupement habilité à participer à la campagne » au lieu de : « candidat » et de : « liste de candidats ».

Les interdictions prévues par l'article L. 50-1, le troisième alinéa de l'article L. 51 et l'article L. 52-1 du code électoral sont applicables à toute propagande relative au référendum dès l'adoption par l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale de la délibération visée à l'article L.O. 1112-3.

Les dispositions de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion sont applicables aux référendums locaux.

L.O. 1112-10. – Sont habilités à participer à la campagne en vue du référendum, à leur demande, par l'exécutif de la collectivité territoriale ayant décidé d'organiser le scrutin :

– les groupes d'élus constitués au sein de l'assemblée délibérante dans les conditions prévues par le présent code ;

– les partis et groupements politiques auxquels ont déclaré se rattacher au moins 5 % des élus de l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ayant décidé d'organiser le référendum ;

– pour un référendum décidé par une commune de moins de 3 500 habitants, les partis et groupements politiques auxquels ont déclaré se rattacher au moins trois candidats ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés lors du dernier renouvellement du conseil municipal ;

– pour un référendum décidé par un département, les partis et groupements politiques auxquels ont déclaré se rattacher des candidats dont l'addition des voix a atteint au moins 5 % des suffrages exprimés au niveau de l'ensemble des cantons lors du premier tour du renouvellement de l'une des séries des conseillers généraux ;

– pour un référendum décidé par une région ou une commune de 3 500 habitants et plus, les partis et groupements politiques auxquels ont déclaré se rattacher au moins la moitié des candidats d'une liste ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés lors du premier tour du renouvellement général de l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale.

Chaque élu ou candidat ne peut se rattacher qu'à un seul parti ou groupement politique.

Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent article.

L.O. 1112-11. – Seuls peuvent participer au scrutin les électeurs de nationalité française inscrits, dans les conditions prévues par les articles L. 30 à L. 40 du code électoral, sur les listes électorales de la collectivité territoriale ayant décidé d'organiser le référendum et, pour un référendum local décidé par une commune, les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne inscrits, dans les conditions prévues aux articles L.O. 227-1 à L.O. 227-5 du même code, sur les listes électorales complémentaires établies pour les élections municipales.

L.O. 1112-12. – Les opérations préparatoires au scrutin, les opérations de vote, le recensement des votes et la proclamation des résultats sont effectués dans les conditions prévues par le chapitre VI du titre I^{er} du livre I^{er} du code électoral, à l'exception des articles L. 56, L. 57, L. 58, L. 66, L. 68 (deuxième alinéa) et L. 85-1.

Pour l'application du troisième alinéa de l'article L. 65 du même code, il y a lieu de lire : « les réponses portées » au lieu de : « les noms portés » ; « des feuilles de pointage » au lieu de : « des listes » ; « des réponses contradictoires » au lieu de : « des listes et des noms différents » ; « la même réponse » au lieu de : « la même liste ou le même candidat ».

Les bulletins de vote autres que ceux fournis par la collectivité territoriale ayant décidé d'organiser le référendum, les bulletins trouvés dans l'urne sans enveloppe ou dans une enveloppe non réglementaire, les bulletins ou enveloppes portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance, les bulletins ou enveloppes portant des mentions quelconques n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement. Ils sont annexés au procès-verbal ainsi que les enveloppes non réglementaires et contresignés par les membres du bureau de vote. Chacun des bulletins ou enveloppes annexés porte mention des causes de l'annexion.

L.O. 1112-13. – Sont applicables au référendum local les dispositions du chapitre VII du titre I^{er} du livre I^{er} du code électoral, à l'exception des articles L. 88-1, L. 95 et L. 113-1 (1^o à 5^o du I, II et III).

Pour l'application de ces dispositions, il y a lieu de lire : « groupe, parti ou groupement politique habilité à participer à la campagne » au lieu de : « candidat » et de « liste de candidats ».

L.O. 1112-14. – La régularité du référendum local peut être contestée dans les conditions, formes et délais prescrits pour les réclamations contre l'élection des membres de l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ayant décidé de l'organiser.

Art. L. 1321-1. – Le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à la disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence.

Cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de la collectivité bénéficiaire. Le procès-verbal précise la consistance, la situation juridique, l'état des biens et l'évaluation de la remise en état de ceux-ci.

Pour l'établissement de ce procès-verbal, les parties peuvent recourir aux conseils d'experts dont la rémunération est supportée pour moitié par la collectivité bénéficiaire du transfert et pour moitié par la collectivité antérieurement compétente. À défaut d'accord, les parties peuvent recourir à l'arbitrage du président de la chambre régionale des comptes compétente. Cet arbitrage est rendu dans les deux mois.

Les modalités de cette mise à disposition sont précisées par les articles L. 1321-2 et L. 1321-5 selon que la collectivité qui exerçait jusque-là la compétence était propriétaire ou locataire des biens remis.

Art. L. 1321-2. – Lorsque la collectivité antérieurement compétente était propriétaire des biens mis à disposition, la remise de ces biens a lieu à titre gratuit. La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire. Elle possède tous pouvoirs de gestion. Elle assure le renouvellement des biens mobiliers. Elle peut autoriser l'occupation des biens remis. Elle en perçoit les fruits et produits. Elle agit en justice au lieu et place du propriétaire.

La collectivité bénéficiaire peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est substituée à la collectivité propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats portant notamment sur des emprunts affectés, et des marchés que cette dernière a pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis ainsi que pour le fonctionnement des services. La collectivité propriétaire constate la substitution et la notifie à ses cocontractants.

La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition est également substituée à la collectivité antérieurement compétente dans les droits et obligations découlant pour celle-ci à l'égard de tiers de l'octroi de concessions ou d'autorisations de toute nature sur tout ou partie des biens remis ou de l'attribution de ceux-ci en dotation.

Art. L. 1321-4. – Les conditions dans lesquelles les biens mis à disposition, en application de l'article L. 1321-2, peuvent faire l'objet d'un transfert en pleine propriété à la collectivité bénéficiaire sont définies par la loi.

Art. L. 1511-2. – Sans préjudice des dispositions de l'article L. 1511-3, de l'article L. 1511-5, du titre V du livre II de la deuxième partie et du titre III du livre II de la troisième partie, le conseil régional définit le régime et décide de l'octroi des aides aux entreprises dans la région qui revêtent la forme de prestations de services, de subventions, de bonifications d'intérêt, de prêts et avances remboursables, à taux nul ou à des conditions plus favorables que celles du taux moyen des obligations. Il peut déléguer la gestion de ces avances à des établissements publics.

Les départements, les communes et leurs groupements peuvent participer au financement de ces aides dans le cadre d'une convention passée avec la région. Toutefois, en cas d'accord de la région, la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales auteur du projet d'aide ou de régime d'aides peut le mettre en œuvre.

Les aides accordées par les collectivités territoriales ou leurs groupements au titre du présent article et de l'article L. 1511-3 ont pour objet la création ou l'extension d'activités économiques.

Art. L. 1611-1. – Aucune dépense à la charge de l'État ou d'un établissement public à caractère national ne peut être imposée directement ou indirectement aux collectivités territoriales ou à leurs groupements qu'en vertu de la loi.

Art. L. 1611-2. – Les collectivités territoriales supportent, chacune en ce qui la concerne, les dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité.

Art. L. 1611-2-1. – Dans le cadre des missions confiées aux maires en tant qu'agents de l'État, les communes assurent la réception et la saisie des demandes de cartes nationales d'identité et de passeports ainsi que la remise aux intéressés de ces titres.

Art. L. 1611-3. – La réalisation d'emprunts par voie de souscription publique est soumise à autorisation dans les conditions prévues par l'article 82 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946 portant ouverture de crédits provisoires, complété par l'article 42 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953.

Art. L. 1611-4. – Toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée.

Tous groupements, associations, œuvres ou entreprises privées qui ont reçu dans l'année en cours une ou plusieurs subventions sont tenus de fournir à l'autorité qui a mandaté la subvention une copie certifiée de leurs budgets et de leurs comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité.

Il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

Art. L. 1611-5. – Les créances non fiscales des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ainsi que celles des établissements publics de santé, à l'exception des droits au comptant, ne sont mises en recouvrement que lorsqu'elles atteignent un seuil fixé par décret.

Art. L. 1612-1. – Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars ou jusqu'à la date mentionnée au premier alinéa de l'article L. 4311-1-1 pour les régions, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, ou jusqu'au terme de la procédure par l'article L. 4311-1-1 pour les régions l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Le présent article s'applique aux régions, sous réserve des dispositions de l'article L. 4312-6.

Art. L. 1612-2. – Si le budget n'est pas adopté avant le 31 mars de l'exercice auquel il s'applique, ou avant le 15 avril de l'année du renouvellement des organes délibérants, le représentant de l'État dans le département saisit sans délai la chambre régionale des comptes

qui, dans le mois, et par un avis public, formule des propositions pour le règlement du budget. Le représentant de l'État règle le budget et le rend exécutoire. Si le représentant de l'État dans le département s'écarte des propositions de la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

À compter de la saisine de la chambre régionale des comptes et jusqu'au règlement du budget par le représentant de l'État, l'organe délibérant ne peut adopter de délibération sur le budget de l'exercice en cours.

Ces dispositions ne sont pas applicables quand le défaut d'adoption résulte de l'absence de communication avant le 15 mars à l'organe délibérant d'informations indispensables à l'établissement du budget. La liste de ces informations est fixée par décret. Dans ce cas, l'organe délibérant dispose de quinze jours à compter de cette communication pour arrêter le budget.

Art. L. 1612-3. – En cas de création d'une nouvelle collectivité territoriale, l'organe délibérant adopte le budget dans un délai de trois mois à compter de cette création. À défaut, le budget est réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'État dans le département, sur avis public de la chambre régionale des comptes, dans les conditions prévues aux premier et deuxième alinéas de l'article L. 1612-2.

Ces dispositions ne sont pas applicables quand le défaut d'adoption résulte de l'absence de communication à l'organe délibérant, dans les deux mois et demi suivant cette création, d'informations indispensables à l'établissement du budget. Dans ce cas, l'organe délibérant dispose de quinze jours après cette communication pour arrêter le budget.

Art. L. 1612-4. – Le budget de la collectivité territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice.

Art. L. 1612-5. – Lorsque le budget d'une collectivité territoriale n'est pas voté en équilibre réel, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'État dans un délai de trente jours à compter de la transmission prévue aux articles L. 2131-1, L. 3131-1 et L. 4141-1, le constate et propose à la collectivité territoriale, dans un délai de trente jours à compter de la saisine, les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire et demande à l'organe délibérant une nouvelle délibération.

La nouvelle délibération, rectifiant le budget initial, doit intervenir dans un délai d'un mois à partir de la communication des propositions de la chambre régionale des comptes.

Si l'organe délibérant ne s'est pas prononcé dans le délai prescrit, ou si la délibération prise ne comporte pas de mesures de redressement jugées suffisantes par la chambre régionale des comptes, qui se prononce sur ce point dans un délai de quinze jours à partir de la transmission de la nouvelle délibération, le budget est réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'État dans le département. Si celui-ci s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

Art. L. 1612-6. – Toutefois, pour l'application de l'article L. 1612-5, n'est pas considéré comme étant en déséquilibre le budget dont la section de fonctionnement comporte ou reprend un excédent et dont la section d'investissement est en équilibre réel, après reprise pour chacune des sections des résultats apparaissant au compte administratif de l'exercice précédent.

Art. L. 1612-7. – À compter de l'exercice 1997, pour l'application de l'article L. 1612-5, n'est pas considéré comme étant en déséquilibre le budget de la commune dont la section de fonctionnement comporte ou reprend un excédent reporté par décision du conseil municipal ou dont la section d'investissement comporte un excédent, notamment après inscription des dotations aux amortissements et aux provisions exigées.

Art. L. 1612-8. – Le budget primitif de la collectivité territoriale est transmis au représentant de l'État dans le département au plus tard quinze jours après le délai limite fixé pour son adoption par les articles L. 1612-2 et L. 1612-9. À défaut, il est fait application des dispositions de l'article L. 1612-2.

Art. L. 1612-9. – À compter de la saisine de la chambre régionale des comptes et jusqu'au terme de la procédure prévue à l'article L. 1612-5, l'organe délibérant ne peut se prononcer en matière budgétaire, sauf pour la délibération prévue au deuxième alinéa de l'article L. 1612-5 et pour l'application de l'article L. 1612-12.

Lorsque le budget d'une collectivité territoriale a été réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'État dans le département, les budgets supplémentaires afférents au même exercice sont transmis par le représentant de l'État à la chambre régionale des comptes. En outre, le vote de l'organe délibérant sur le compte administratif prévu à l'article L. 1612-12 intervient avant le vote du budget primitif afférent à l'exercice suivant. Lorsque le compte administratif adopté dans les conditions ci-dessus mentionnées fait apparaître un déficit dans l'exécution du budget, ce déficit est reporté au budget primitif de l'exercice suivant. Ce budget primitif est transmis à la chambre régionale des comptes par le représentant de l'État dans le département.

S'il est fait application de la procédure définie à l'alinéa ci-dessus, les dates fixées au premier alinéa de l'article L. 1612-2 pour l'adoption du budget primitif sont reportées respectivement au 1^{er} juin et au 15 juin. Dans ce cas, le délai limite de la transmission du compte de gestion du comptable prévu à l'article L. 1612-12 est ramené au 1^{er} mai.

Art. L. 1612-10. – La transmission du budget de la collectivité territoriale à la chambre régionale des comptes au titre des articles L. 1612-5 et L. 1612-14 a pour effet de suspendre l'exécution de ce budget jusqu'au terme de la procédure. Toutefois, sont applicables à compter de cette transmission les dispositions de l'article L. 1612-1. En outre, les dépenses de la section d'investissement de ce budget peuvent être engagées, liquidées et mandatées dans la limite de la moitié des crédits inscrits à ce titre.

Art. L. 1612-11. – Sous réserve du respect des dispositions des articles L. 1612-1, L. 1612-9 et L. 1612-10, des modifications peuvent être apportées au budget par l'organe délibérant, jusqu'au terme de l'exercice auquel elles s'appliquent.

Dans le délai de vingt et un jours suivant la fin de l'exercice budgétaire, l'organe délibérant peut, en outre, apporter au budget les modifications permettant d'ajuster les crédits de la section de fonctionnement pour régler les dépenses engagées avant le 31 décembre et inscrire les crédits nécessaires à la réalisation des opérations d'ordre de chacune des deux sections du budget ou entre les deux sections.

Les délibérations relatives aux modifications budgétaires prévues à l'alinéa précédent doivent être transmises au représentant de l'État au plus tard cinq jours après le délai limite fixé pour leur adoption. Les mandatements découlant des modifications budgétaires ainsi décidées doivent être achevés au plus tard le 31 janvier suivant l'exercice auquel ils se rapportent.

Art. L. 1612-12. – L'arrêté des comptes de la collectivité territoriale est constitué par le vote de l'organe délibérant sur le compte administratif présenté selon le cas par le maire, le président du conseil général ou le président du conseil régional après transmission, au plus tard le 1^{er} juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le comptable de la collectivité territoriale. Le vote de l'organe délibérant arrêtant les comptes doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice.

Le compte administratif est arrêté si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

Lorsque le compte administratif fait l'objet d'un rejet par l'assemblée délibérante, le projet de compte administratif joint à la délibération de rejet tel que présenté selon le cas par le maire, le président du conseil général ou le président du conseil régional, s'il est conforme au compte de gestion établi par le comptable, après avis rendu sous un mois par la chambre régionale des comptes, saisie sans délai par le représentant de l'État, est substitué au compte administratif pour la mise en œuvre des dispositions prévues aux articles L. 1424-35, L. 2531-13 et L. 4434-9 et pour la liquidation des attributions au titre du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée prévue à l'article L. 1615-6.

Art. L. 1612-13. – Le compte administratif est transmis au représentant de l'État dans le département au plus tard quinze jours après le délai limite fixé pour son adoption par les articles L. 1612-9 et L. 1612-12.

À défaut, le représentant de l'État saisit, selon la procédure prévue par l'article L. 1612-5, la chambre régionale des comptes du plus proche budget voté par la collectivité territoriale.

Art. L. 1612-14. – Lorsque l'arrêté des comptes des collectivités territoriales fait apparaître dans l'exécution du budget, après vérification de la sincérité des inscriptions de recettes et de dépenses, un déficit égal ou supérieur à 10 % des recettes de la section de fonctionnement s'il s'agit d'une commune de moins de 20 000 habitants et à 5 % dans les autres cas, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'État, propose à la collectivité territoriale les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire, dans le délai d'un mois à compter de cette saisine.

Lorsque le budget d'une collectivité territoriale a fait l'objet des mesures de redressement prévues à l'alinéa précédent, le représentant de l'État dans le département transmet à la chambre régionale des comptes le budget primitif afférent à l'exercice suivant.

Si, lors de l'examen de ce budget primitif, la chambre régionale des comptes constate que la collectivité territoriale n'a pas pris de mesures suffisantes pour résorber ce déficit, elle propose les mesures nécessaires au représentant de l'État dans le département dans un délai d'un mois à partir de la transmission prévue à l'alinéa précédent. Le représentant de l'État règle le budget et le rend exécutoire après application éventuelle, en ce qui concerne les communes, des dispositions de l'article L. 2335-2. S'il s'écarter des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

En cas de mise en œuvre des dispositions des alinéas précédents, la procédure prévue à l'article L. 1612-5 n'est pas applicable.

Art. L. 1612-15. – Ne sont obligatoires pour les collectivités territoriales que les dépenses nécessaires à l'acquittement des dettes exigibles et les dépenses pour lesquelles la loi l'a expressément décidé.

La chambre régionale des comptes saisie, soit par le représentant de l'État dans le département, soit par le comptable public concerné, soit par toute personne y ayant intérêt, constate qu'une dépense obligatoire n'a pas été inscrite au budget ou l'a été pour une somme insuffisante. Elle opère cette constatation dans le délai d'un mois à partir de sa saisine et adresse une mise en demeure à la collectivité territoriale concernée.

Si, dans un délai d'un mois, cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet, la chambre régionale des comptes demande au représentant de l'État d'inscrire cette dépense au budget et propose, s'il y a lieu, la création de ressources ou la diminution de dépenses facultatives destinées à couvrir la dépense obligatoire. Le représentant de l'État dans le département règle et rend exécutoire le budget rectifié en conséquence. S'il s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

Art. L. 1612-15-1. – En cas d'absence de convention visée à l'article 21-4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 précitée, le préfet de région peut mettre en œuvre, dans les conditions de l'article L. 1612-15, une procédure d'inscription d'office au budget de la région, au bénéfice de la Société nationale des chemins de fer français dans la limite de la part de la compensation visée au quatrième alinéa de l'article L. 1614-8-1.

Art. L. 1612-16. – À défaut de mandatement d'une dépense obligatoire par le maire, le président du conseil général ou le président du conseil régional suivant le cas, dans le mois suivant la mise en demeure qui lui en a été faite par le représentant de l'État dans le département, celui-ci y procède d'office.

Le délai prévu à l'alinéa précédent est porté à deux mois si la dépense est égale ou supérieure à 5 % de la section de fonctionnement du budget primitif.

Art. L. 1612-17. – Les dispositions des articles L. 1612-15 et L. 1612-16 ne sont pas applicables à l'inscription et au mandatement des dépenses obligatoires résultant, pour les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, d'une décision juridictionnelle passée en la force de la chose jugée. Ces opérations demeurent régies par l'article 1^{er} de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public et les articles L. 911-1, L. 911-2, L. 911-5 à L. 911-8 du code de justice administrative.

Art. L. 1612-18. – Dans le cadre des commandes publiques, lorsque des intérêts moratoires ne sont pas mandatés en même temps que le principal, ce dernier étant d'un montant supérieur à un seuil fixé par voie réglementaire, le comptable assignataire de la dépense en informe l'ordonnateur et le représentant de l'État dans le département dans un délai de dix jours suivant la réception de l'ordre de paiement. Dans un délai de quinze jours, le représentant de l'État adresse à l'ordonnateur une mise en demeure de mandatement. À défaut d'exécution dans un délai d'un mois, le représentant de l'État procède d'office, dans un délai de dix jours, au mandatement de la dépense.

Toutefois, si dans le délai d'un mois dont il dispose, l'ordonnateur notifie un refus d'exécution motivé par une insuffisance de crédits disponibles, ou si, dans ce même délai, le représentant de l'État constate cette insuffisance, celui-ci, dans un délai de quinze jours à compter de cette notification ou de cette constatation, saisit la chambre régionale des comptes dans les conditions fixées à l'article L. 1612-15. Le représentant de l'État procède ensuite au mandatement d'office dans les quinze jours suivant la réception de la délibération inscrivant les crédits ou sa décision réglant le budget rectifié.

Art. L. 1612-19. – Les assemblées délibérantes sont tenues informées dès leur plus proche réunion des avis formulés par la chambre régionale des comptes et des arrêtés pris par le représentant de l'État en application des dispositions du présent chapitre.

Art. L. 1612-19-1. – Les assemblées délibérantes doivent se prononcer sur le caractère d'utilité publique des dépenses ayant donné lieu à une déclaration en gestion de fait par la chambre régionale des comptes au cours de la plus proche séance suivant la transmission de la demande adressée par la chambre régionale des comptes au comptable de fait et à l'ordonnateur de la collectivité territoriale concernée. Passé ce délai, la chambre régionale des comptes statue sur les dépenses de la gestion de fait dont elle apprécie les justifications présentées.

Art. L. 1612-20. – I. – Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux établissements publics communaux et intercommunaux.

II. – Elles sont également applicables, à l'exception de l'article L. 1612-7 :

- aux établissements publics départementaux et interdépartementaux ;
- aux établissements publics communs aux communes et aux départements ;
- aux établissements publics communs à des collectivités locales ou groupements de ces collectivités et à des établissements publics ;
- aux établissements publics régionaux et interrégionaux.

Art. L. 2112-2. – Les modifications aux limites territoriales des communes et le transfert de leurs chefs-lieux sont décidés après enquête dans les communes intéressées sur le projet lui-même et sur ses conditions.

Le représentant de l'État dans le département prescrit cette enquête lorsqu'il a été saisi d'une demande à cet effet soit par le conseil municipal de l'une des communes, soit par le tiers des électeurs inscrits de la commune ou de la portion de territoire en question. Il peut aussi l'ordonner d'office.

L'enquête n'est pas obligatoire s'il s'agit d'une fusion de communes.

Si la demande concerne le détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune pour l'ériger en commune séparée, elle doit, pour être recevable, être confirmée à l'expiration d'un délai d'une année.

Art. L. 2112-3. – Si le projet concerne le détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune, soit pour la rattacher à une autre commune, soit pour l'ériger en commune séparée, un arrêté du représentant de l'État dans le département institue, pour cette section ou cette portion de territoire, une commission qui donne son avis sur le projet.

Le nombre des membres de la commission est fixé par cet arrêté.

Les membres de la commission, choisis parmi les personnes éligibles au conseil municipal de la commune, sont élus selon les mêmes règles que les conseillers municipaux des communes de moins de 2 500 habitants.

Sont électeurs, lorsqu'ils sont inscrits sur les listes électorales de la commune, les habitants ayant un domicile réel et fixe sur le territoire de la section ou de la portion de territoire et les propriétaires de biens fonciers sis sur cette section ou portion de territoire.

La commission élit en son sein son président.

Art. L. 2121-21. – Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Il est voté au scrutin secret :

1° Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;

2° Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Art. L. 2121-33. – Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

Art. L. 2122-7. – Le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Art. L. 2122-18. – Le maire est seul chargé de l'administration, mais il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer par arrêté une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des adjoints ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation à des membres du conseil municipal.

Le membre du conseil municipal ayant démissionné de la fonction de maire en application des articles L.O. 141 du code électoral, L. 3122-3 ou L. 4133-3 du présent code ne peut recevoir de délégation jusqu'au terme de son mandat de conseiller municipal ou jusqu'à la cessation du mandat ou de la fonction l'ayant placé en situation d'incompatibilité.

Lorsque le maire a retiré les délégations qu'il avait données à un adjoint, le conseil municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions.

Art. L. 2122-18-1. – L'adjoint chargé de quartier connaît de toute question intéressant à titre principal le ou les quartiers dont il a la charge. Il veille à l'information des habitants et favorise leur participation à la vie du quartier.

Art. L. 2122-19. – Le maire peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature :

1° Au directeur général des services et au directeur général adjoint des services de mairie ;

2° Au directeur général et au directeur des services techniques ;

3° Aux responsables de services communaux.

Art. L. 2122-20. – Les délégations données par le maire en application des articles L. 2122-18 et L. 2122-19 subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Art. L. 2123-21. – Le maire délégué, visé à l'article L. 2113-13, perçoit l'indemnité correspondant à l'exercice effectif des fonctions de maire, fixée conformément aux articles L. 2123-20 et L. 2123-23 en fonction de la population de la commune associée.

Les adjoints au maire délégué perçoivent l'indemnité correspondant à l'exercice effectif des fonctions d'adjoint, fixée conformément au I de l'article L. 2123-24 en fonction de la population de la commune associée.

Art. L. 2123-23. – Les indemnités maximales votées par les conseils municipaux pour l'exercice effectif des fonctions de maire des communes et de président de délégations spéciales sont déterminées en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 2123-20 le barème suivant :

Population (habitants)	Taux maximal en % de l'indice 1015
Moins de 500	17
De 500 à 999	31
De 1 000 à 3 499	43
De 3 500 à 9 999	55
De 10 000 à 19 999	65
De 20 000 à 49 999	90
De 50 000 à 99 999	110
100 000 et plus	145

La population à prendre en compte est la population totale du dernier recensement.

Art. L. 2212-2. – La police municipale a pour objet d’assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment :

1° Tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques, ce qui comprend le nettoyage, l’éclairage, l’enlèvement des encombrements, la démolition ou la réparation des édifices et monuments funéraires menaçant ruine, l’interdiction de rien exposer aux fenêtres ou autres parties des édifices qui puisse nuire par sa chute ou celle de rien jeter qui puisse endommager les passants ou causer des exhalaisons nuisibles ainsi que le soin de réprimer les dépôts, déversements, déjections, projections de toute matière ou objet de nature à nuire, en quelque manière que ce soit, à la sûreté ou à la commodité du passage ou à la propreté des voies susmentionnées ;

2° Le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique telles que les rixes et disputes accompagnées d’ameutement dans les rues, le tumulte excité dans les lieux d’assemblée publique, les attroupements, les bruits, les troubles de voisinage, les rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique ;

3° Le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d’hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics ;

4° L’inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure et sur la salubrité des comestibles exposés en vue de la vente ;

5° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pourvoir d’urgence à toutes les mesures d’assistance et de secours et, s’il y a lieu, de provoquer l’intervention de l’administration supérieure ;

6° Le soin de prendre provisoirement les mesures nécessaires contre les personnes atteintes de troubles mentaux dont l’état pourrait compromettre la morale publique, la sécurité des personnes ou la conservation des propriétés ;

7° Le soin d’obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants ou féroces ;

8° Le soin de réglementer la fermeture annuelle des boulangeries, lorsque cette fermeture est rendue nécessaire pour l’application de la législation sur les congés payés, après consultation des organisations patronales et ouvrières, de manière à assurer le ravitaillement de la population.

Art. L. 2212-5. – Sans préjudice de la compétence générale de la police nationale et de la gendarmerie nationale, les agents de police municipale exécutent, dans la limite de leurs attributions et sous son autorité, les tâches relevant de la compétence du maire que celui-ci leur confie en matière de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité, de la sécurité et de la salubrité publiques.

Ils sont chargés d’assurer l’exécution des arrêtés de police du maire et de constater par procès-verbaux les contraventions auxdits arrêtés. Sans préjudice des compétences qui

leur sont dévolues par des lois spéciales, ils constatent également par procès-verbaux les contraventions aux dispositions du code de la route dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État ainsi que les contraventions mentionnées au livre VI du code pénal dont la liste est fixée par décret en Conseil d'État, dès lors qu'elles ne nécessitent pas de leur part d'actes d'enquêtes et à l'exclusion de celles réprimant des atteintes à l'intégrité des personnes.

Ils peuvent également constater par rapport le délit prévu par l'article L. 126-3 du code de la construction et de l'habitation.

Ils exercent leurs fonctions sur le territoire communal, dans les conditions prévues au 2° de l'article 21 du code de procédure pénale.

À la demande des maires de plusieurs communes appartenant à un même établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, celui-ci peut recruter, après délibération de deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, un ou plusieurs agents de police municipale, en vue de les mettre à disposition de l'ensemble de ces communes. Leur nomination en qualité de fonctionnaires stagiaires ne fait pas obstacle à leur mise à disposition.

Les agents de police municipale ainsi recrutés exercent, sur le territoire de chaque commune où ils sont affectés, les compétences mentionnées ci-dessus, sans préjudice des compétences de police judiciaire qui leur sont dévolues par le code de procédure pénale et par les lois pénales spéciales. Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire d'une commune, ils sont placés sous l'autorité du maire de cette commune.

Art. L. 2213-1. – Le maire exerce la police de la circulation sur les routes nationales, les routes départementales et les voies de communication à l'intérieur des agglomérations, sous réserve des pouvoirs dévolus au représentant de l'État dans le département sur les routes à grande circulation.

Les conditions dans lesquelles le maire exerce la police de la circulation sur les routes à grande circulation sont fixées par décret en Conseil d'État.

Par dérogation aux dispositions des deux alinéas précédents et à celles des articles L. 2213-2 et L. 2213-3, des décrets peuvent transférer, dans les attributions du représentant de l'État dans le département, la police de la circulation sur certaines sections des routes à grande circulation.

Art. L. 2213-2. – Le maire peut, par arrêté motivé, eu égard aux nécessités de la circulation et de la protection de l'environnement :

1° Interdire à certaines heures l'accès de certaines voies de l'agglomération ou de certaines portions de voie ou réserver cet accès, à certaines heures, à diverses catégories d'usagers ou de véhicules ;

2° Réglementer l'arrêt et le stationnement des véhicules ou de certaines catégories d'entre eux, ainsi que la desserte des immeubles riverains ;

3° Réserver sur la voie publique ou dans tout autre lieu de stationnement ouvert au public des emplacements de stationnement aménagés aux véhicules utilisés par les personnes

titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles.

Art. L. 2213-3. – Le maire peut, par arrêté motivé :

1° Instituer, à titre permanent ou provisoire, pour les véhicules affectés à un service public et pour les besoins exclusifs de ce service et, dans le cadre de leurs missions, pour les véhicules de transport de fonds, de bijoux ou de métaux précieux, des stationnements réservés sur les voies publiques de l'agglomération ;

2° Réserver des emplacements sur ces mêmes voies pour faciliter la circulation et le stationnement des transports publics de voyageurs et des taxis ainsi que des véhicules de transport de fonds, de bijoux ou de métaux précieux, dans le cadre de leurs missions et l'arrêt des véhicules effectuant un chargement ou un déchargement de marchandises.

Art. L. 2213-4. – Le maire peut, par arrêté motivé, interdire l'accès de certaines voies ou de certaines portions de voies ou de certains secteurs de la commune aux véhicules dont la circulation sur ces voies ou dans ces secteurs est de nature à compromettre soit la tranquillité publique, soit la qualité de l'air, soit la protection des espèces animales ou végétales, soit la protection des espaces naturels, des paysages ou des sites ou leur mise en valeur à des fins esthétiques, écologiques, agricoles, forestières ou touristiques.

Dans ces secteurs, le maire peut, en outre, par arrêté motivé, soumettre à des prescriptions particulières relatives aux conditions d'horaires et d'accès à certains lieux et aux niveaux sonores admissibles les activités s'exerçant sur la voie publique, à l'exception de celles qui relèvent d'une mission de service public.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux véhicules utilisés pour assurer une mission de service public et ne peuvent s'appliquer d'une façon permanente aux véhicules utilisés à des fins professionnelles de recherche, d'exploitation ou d'entretien des espaces naturels.

Art. L. 2213-5. – Le maire peut, par arrêté motivé, interdire l'accès de certaines voies ou de certaines portions de voies aux véhicules de transport de matières dangereuses visées par la directive 82/501 du Conseil du 24 juin 1982 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles et de nature à compromettre la sécurité publique.

Art. L. 2213-6. – Le maire peut, moyennant le paiement de droits fixés par un tarif dûment établi, donner des permis de stationnement ou de dépôt temporaire sur la voie publique et autres lieux publics, sous réserve que cette autorisation n'entraîne aucune gêne pour la circulation et la liberté du commerce.

Art. L. 2333-2. – Toute commune peut, par délibération du conseil municipal, établir une taxe sur les fournitures d'électricité sous faible ou moyenne puissance.

Art. L. 2333-3. – La taxe est due par les consommateurs finaux pour les quantités d'électricité livrées sur le territoire de la commune, à l'exception de celles qui concernent l'éclairage de la voirie nationale, départementale, intercommunale et communale et de ses dépendances.

Elle est assise :

1° Sur 80 % du montant total hors taxes des factures acquittées par un consommateur final, qu'elles portent sur la fourniture, l'acheminement ou sur ces deux

prestations, lorsque l'électricité est livrée sous une puissance souscrite inférieure ou égale à 36 kVA ;

2° Et sur 30 % de ce montant lorsque l'électricité est livrée sous une puissance souscrite supérieure à 36 kVA et inférieure ou égale à 250 kVA.

La puissance souscrite prise en compte est celle qui figure :

– dans le contrat de fourniture d'un consommateur bénéficiant des tarifs réglementés de vente d'électricité mentionnés à l'article 4 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité ;

– ou dans le contrat d'accès au réseau conclu par un consommateur qui a exercé les droits mentionnés à l'article 22 de la même loi ;

– ou dans le contrat conclu par le fournisseur, pour le compte d'un consommateur, en application de l'article 23 de la même loi.

Lorsque l'électricité est livrée sur plusieurs points de livraison situés sur plusieurs communes et fait l'objet d'une facturation globale par un fournisseur, la facture est répartie, pour le calcul de la taxe, au prorata de la consommation de chaque point de livraison.

Art. L. 2333-4. – Le taux de cette taxe ne peut dépasser 8 %.

Les communes qui bénéficient à la date de promulgation de la loi de finances rectificative pour 1984 (n° 84-1209 du 29 décembre 1984) de la possibilité de dépasser le taux de 8 % conservent cette possibilité si elles peuvent justifier de charges d'électrification non couvertes par le taux maximum de la taxe mentionnée ci-dessus.

La taxe est recouvrée par le gestionnaire du réseau de distribution pour les factures d'acheminement d'électricité acquittées par un consommateur final et par le fournisseur pour les factures portant sur la seule fourniture d'électricité ou portant à la fois sur l'acheminement et la fourniture d'électricité.

Le fournisseur d'électricité non établi en France redevable de la taxe est tenu de faire accréditer auprès du ministre chargé des collectivités territoriales un représentant établi en France, qui se porte garant du paiement de la taxe en cas de défaillance du redevable.

Les gestionnaires de réseaux de distribution et les fournisseurs tiennent à disposition des agents habilités à cet effet par le maire, assermentés dans les conditions prévues par l'article L. 2224-31, tous documents nécessaires au contrôle de la liquidation et du recouvrement de la taxe, sans que puisse leur être opposé le secret professionnel ou les dispositions de l'article 20 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 précitée.

Un arrêté des ministres chargés des collectivités territoriales et de l'énergie précise les documents à produire à la commune par le gestionnaire de réseau ou par le fournisseur, à l'appui du reversement de la taxe.

Le défaut, l'insuffisance ou le retard dans le reversement de la taxe effectivement perçue donne lieu au versement, par le gestionnaire de réseau ou par le fournisseur, d'un intérêt de retard au taux légal, indépendamment de toute sanction.

En cas de non-facturation de la taxe ou d'entrave à l'exercice du contrôle par les agents mentionnés ci-dessus, le montant de la taxe due est reconstitué d'office par la commune et majoré d'une pénalité égale à 80 % de ce montant.

Les communes qui, avant le 30 décembre 1984, bénéficiaient de la possibilité de dépasser le taux de 8 % peuvent majorer ce taux pour obtenir des ressources équivalentes à celles que leur procuraient, avant le 27 décembre 1969, la taxe sur l'électricité et les surtaxes ou majorations de tarifs.

Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent article.

Art. L. 2333-5. – Par dérogation aux dispositions des articles L. 2333-2, L. 2333-3 et L. 2333-4, dans les communes où des conventions ont été passées, avant le 5 décembre 1984, avec des entreprises fournies en courant à moyenne ou haute tension, ces conventions restent en vigueur dès lors que la fourniture de courant est faite sous une puissance souscrite supérieure à 250 kVA.

Art. L. 2334-2. – La population à prendre en compte pour l'application de la présente section est celle qui résulte du recensement, majorée chaque année des accroissements de population dans des conditions définies par décret en Conseil d'État.

Cette population est la population totale majorée, sauf disposition particulière, d'un habitant par résidence secondaire et d'un habitant par place de caravane située sur une aire d'accueil des gens du voyage satisfaisant aux conditions de la convention de l'article L. 851-1 du code de la sécurité sociale et aux normes techniques en vigueur, fixées par un décret en Conseil d'État. La majoration de population est portée à deux habitants par place de caravane pour les communes éligibles l'année précédente à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale prévue à l'article L. 2334-15 ou à la première fraction de la dotation de solidarité rurale prévue à l'article L. 2334-21.

Pour les communes qui répondent aux cinq conditions cumulatives mentionnées aux six alinéas suivants, la population à prendre en compte en 2009 et en 2010 pour l'application de la présente section est celle ayant servi au calcul de la dotation globale de fonctionnement au titre de l'exercice 2008.

Sont concernées par cette disposition les communes répondant aux conditions suivantes :

1° La population de la commune a fait l'objet d'un arrêté modificatif de population applicable au 1^{er} janvier 2008, modifiant l'arrêté applicable au 1^{er} janvier 2006 ou d'un arrêté modificatif de population applicable au 1^{er} janvier 2007 ;

2° La population prise en compte dans le calcul des dotations en 2008, au titre du premier alinéa du présent article, est supérieure à celle authentifiée au 1^{er} janvier 2009 ;

3° La population, calculée dans les conditions définies au deuxième alinéa du présent article, était supérieure ou égale en 2008 à 10 000 habitants ;

4° La commune était éligible en 2008 à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, dans les conditions prévues à l'article L. 2334-16 ;

5° Le potentiel financier par habitant, calculé dans les conditions prévues à l'article L. 2334-4, était inférieur en 2008 de 25 % au potentiel financier moyen par habitant au niveau régional des communes de 10 000 habitants et plus.

Art. L. 2334-7. – À compter de 2005, la dotation forfaitaire comprend :

1° Une dotation de base destinée à tenir compte des charges liées à l'importance de sa population.

Pour 2005, cette dotation de base est égale pour chaque commune au produit de sa population par un montant de 60 € par habitant à 120 € par habitant en fonction croissante de la population de la commune, dans des conditions définies par décret en Conseil d'État.

À compter de 2006, la dotation par habitant perçue au titre de la dotation de base augmente selon un taux fixé par le comité des finances locales, égal au plus à 75 % du taux de progression de l'ensemble des ressources de la dotation globale de fonctionnement ;

2° Une dotation proportionnelle à la superficie, égale à 3 € par hectare en 2005 et à 5 € par hectare dans les communes situées en zone de montagne. À compter de 2006, ce montant évolue selon le taux d'indexation fixé par le comité des finances locales pour la dotation de base. À compter de 2005, le montant de cette dotation perçu par les communes de Guyane ne peut excéder le triple du montant qu'elles perçoivent au titre de la dotation de base ;

3° Les montants correspondant aux montants antérieurement perçus au titre du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998) et du 2° *bis* du II de l'article 1648 B du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003). En 2005, ces montants sont indexés pour les communes qui en bénéficient selon un taux de 1 %. À compter de 2006, ces montants progressent selon un taux fixé par le comité des finances locales, égal au plus à 50 % du taux de croissance de l'ensemble des ressources de la dotation globale de fonctionnement ;

Lorsqu'une commune cesse, à compter de 2005, d'appartenir à un groupement de communes faisant application des dispositions de l'article 1609 *nonies C* du code général des impôts, la commune perçoit au titre du présent 3° une part des montants perçus par le groupement au titre de la dotation de compensation prévue à l'article L. 5211-28-1 du présent code. Cette part est calculée en fonction du montant des bases de taxe professionnelle des communes qui adhèrent ou quittent ce groupement ayant servi au calcul de la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 précitée. Cette part est minorée, le cas échéant, en fonction de la part du prélèvement subi par le groupement en application du premier alinéa du III de l'article 29 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002) qui a été calculée à partir des bases de taxe professionnelle de France Télécom de cette commune. Cette part est minorée, le cas échéant, en fonction de la part du prélèvement subi par le groupement en application du 1. 2. 4. 2 de l'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, qui a été calculée à partir du produit de la taxe sur les surfaces commerciales de cette commune ;

4° Une garantie. Cette garantie est versée en 2005, le cas échéant, lorsque le montant prévu au *a* ci-dessous est supérieur aux montants mentionnés au *b*. Elle est égale en 2005 à la différence entre :

a. Le montant de dotation forfaitaire perçue en 2004 et indexée selon un taux de 1 % hors montants des compensations mentionnées au 3° ;

b. Et la somme de la dotation de base et de la dotation proportionnelle à la superficie calculées en application des 1° et 2°.

À compter de 2006, cette garantie évolue selon un taux égal au plus à 25 % du taux de progression de l'ensemble des ressources de la dotation globale de fonctionnement. Toutefois, pour les communes dont la garantie par habitant est supérieure à 1,5 fois la garantie par habitant moyenne constatée l'année précédente, le taux de progression de la garantie est nul. En 2009, le complément de garantie dû à chaque commune correspond à son montant de 2008 diminué de 2 %. En 2010, le complément de garantie dû à chaque commune correspond à son montant de 2009 diminué de 2 %.

Le taux de croissance de la dotation forfaitaire est égal au taux d'évolution de la somme des composantes de cette dotation par rapport à la somme des montants versés l'année précédente en application des alinéas précédents, hors les montants prévus au 3°. Pour l'application de cette disposition en 2005, le montant de la dotation forfaitaire pris en compte au titre de 2004 est égal au montant total de la dotation forfaitaire versée en 2004, hors les montants correspondant à la compensation antérieurement perçue en application du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999.

La dotation forfaitaire comprend également les sommes reçues en 1993 au titre de la dotation supplémentaire aux communes et groupements touristiques ou thermaux et de la dotation particulière aux communes touristiques ainsi qu'au titre de la dotation particulière au profit des villes assumant des charges de centralité, en application des articles L. 234-13 et L. 234-14 du code des communes dans leur rédaction antérieure à la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 précitée. Ces sommes sont identifiées au sein de la dotation forfaitaire.

Les groupements de communes qui percevaient au lieu et place des communes constituant le groupement les dotations prévues à l'article L. 234-13 du code des communes, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993 précitée, continuent à les percevoir. Pour 1994, le montant de ces dotations est égal à la somme reçue en 1993.

À compter de 2004, la dotation forfaitaire à prendre en compte au titre de 2003 est majorée pour chaque commune du montant dû au titre de 2003 en application du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998) et du 2° bis du II de l'article 1648 B du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003). Pour les communes qui, en 2003, ont subi un prélèvement sur leur fiscalité en application, soit du III de l'article L. 2334-7-2, soit du 2 du III de l'article 29 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002), la dotation forfaitaire à prendre en compte pour l'application des dispositions précédentes est égale au montant effectivement reçu en 2003 au titre de la dotation forfaitaire et du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 précitée, minoré du montant prélevé en 2003 sur la fiscalité. Si le montant prélevé en 2003 sur la fiscalité excède le montant perçu en 2003 au titre de la dotation forfaitaire et du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 précitée, la différence est prélevée sur le produit des impôts directs locaux de la commune et évolue chaque année comme la dotation forfaitaire. Pour les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale soumis pour la première fois à compter de 2004 aux dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts, les crédits correspondant à la compensation antérieurement perçue en application du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 précitée sont versés à l'établissement en lieu et place des communes. À cet effet, l'ensemble des crédits

correspondant à la compensation antérieurement perçue en application du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 précitée sont identifiés au sein de la dotation forfaitaire.

5° Une dotation versée aux communes dont le territoire est pour tout ou partie compris dans le cœur d'un parc national, y compris, le cas échéant, les communes insulaires situées dans les surfaces maritimes classées en parc naturel marin, mentionné à l'article L. 334-3 du code de l'environnement. Elle est fonction de la part de la superficie de la commune comprise dans ce cœur, cette part étant doublée pour le calcul de la dotation lorsque cette superficie dépasse 5 000 kilomètres carrés ou lorsqu'il s'agit de la part d'une commune insulaire située dans une surface maritime classée en parc naturel marin, mentionné à l'article L. 334-3 du code de l'environnement. Le montant de cette dotation est fixé à 3 millions d'euros pour 2007 et évolue chaque année selon le taux d'indexation fixé par le Comité des finances locales pour la dotation de base et la dotation proportionnelle à la superficie.

Pour les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, lorsque le montant de la compensation prévue au D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998) ou de la dotation de compensation prévue à l'article L. 5211-28-1 du présent code est, en 2011, inférieur au montant de la diminution à opérer en application du 1. 2. 4. 2 de l'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, le solde est prélevé au profit du budget général de l'État, prioritairement sur le montant correspondant aux montants antérieurement perçus au titre du 2° bis du II de l'article 1648 B du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 de finances pour 2004 et enfin sur le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties, de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, de la taxe d'habitation et de la contribution économique territoriale perçue au profit de ces communes et établissements.

Art. L. 2334-7-2. – I. – La dotation forfaitaire visée à l'article L. 2334-7 est diminuée, à compter de 2000, d'un montant égal à la participation de la commune aux dépenses d'aide sociale du département au titre de 1999 et revalorisé comme la dotation globale de fonctionnement mise en répartition.

Un abattement est appliqué à la diminution de la dotation forfaitaire telle que définie à l'alinéa précédent pour les communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale et à la dotation de solidarité rurale en 1999 dont l'écart entre la contribution par habitant au titre de 1999 et la moyenne par habitant des contributions communales de l'ensemble des départements, à l'exception de Paris, est supérieur à 30 %.

L'abattement prévu au deuxième alinéa est calculé à partir :

1° De l'écart, sous réserve qu'il soit positif, entre la contribution de la commune par habitant au titre de 1999 et la moyenne par habitant des contributions communales du département ;

2° De l'écart entre la contribution de la commune par habitant au titre de 1999 et la moyenne par habitant des contributions communales de l'ensemble des départements, à l'exception de Paris.

Cet abattement est égal à la somme des produits de 10 % des écarts définis aux 1° et 2° par la population de la commune en 1999.

II. – Pour le calcul, en 2000, de la diminution de la dotation forfaitaire prévue au premier alinéa du I, la participation de la commune aux dépenses d'aide sociale du département au titre de 1999 et appelée au cours de cet exercice est fixée, avant le 30 octobre 1999, par arrêté du préfet pris après avis du président du conseil général.

Un ajustement de la diminution de la dotation forfaitaire est opéré en 2001 sur la base d'un arrêté du préfet pris après avis du président du conseil général fixant, avant le 30 octobre 2000, le montant définitif de la participation de la commune aux dépenses d'aide sociale du département au titre de 1999. L'abattement visé au deuxième alinéa du I est appliqué à la diminution de la dotation forfaitaire opérée sur la base de ce montant.

Pour la mise en œuvre des deux précédents alinéas, le président du conseil général transmet au préfet, avant le 30 septembre 1999, le montant de la participation appelée pour chaque commune au titre de 1999 et, avant le 30 septembre 2000, le montant définitif de cette participation.

III. – Dans le cas où la participation de la commune visée au premier alinéa du I est supérieure à la dotation forfaitaire, la différence est prélevée sur le produit des impôts directs locaux visés aux 1°, 2°, 3° et 4° du I de l'article 1379 du code général des impôts. Pour les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions de l'article 1609 *nonies C* du code général des impôts et dont le produit des impôts défini ci-dessus est insuffisant, le complément est prélevé sur le montant de l'attribution de compensation versée par le groupement à la commune.

À compter de 2001, le montant du prélèvement visé à l'alinéa précédent évolue comme la dotation forfaitaire. À compter de 2004, le montant du prélèvement est calculé conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article L. 2334-7.

Il est créé, à compter de 2000, un fonds qui dispose en ressources du prélèvement défini au premier alinéa du III. Les ressources de ce fonds viennent abonder la dotation globale de fonctionnement de l'année.

Les sommes affectées à ce fonds ne sont pas prises en compte dans le montant de la dotation globale de fonctionnement pour l'application des I et II de l'article 57 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998).

IV. – Pour l'application du I du présent article, la population de la commune à prendre en compte est la population totale obtenue par addition de la population municipale et de la population comptée à part.

Art. L. 2334-8. – La dotation forfaitaire fait l'objet de versements mensuels.

Art. L. 2334-9. – En 2009, lorsque la population d'une commune définie au deuxième alinéa de l'article L. 2334-2, authentifiée au 1^{er} janvier 2009, est inférieure de 10 % ou plus à celle de 2008, la dotation de base prévue au 1° de l'article L. 2334-7 revenant à cette commune est majorée d'un montant égal à 50 % de la différence entre le montant de la dotation de base qu'elle a perçue en 2008 et le montant de la dotation qu'elle devrait percevoir en 2009.

Art. L. 2334-10. – En cas de modification des limites territoriales de communes entraînant des variations de population, les dotations de base revenant à chacune de ces communes sont calculées, conformément à l'article L. 2334-7, en prenant en compte les nouvelles populations.

Art. L. 2334-11. – En cas de fusion de communes, la dotation de base et la dotation proportionnelle à la superficie de la commune résultant de la fusion sont calculées conformément à l'article L. 2334-7. La population prise en compte est égale à la somme des populations des communes qui fusionnent. La garantie est calculée la première année par addition des montants correspondants versés aux anciennes communes l'année précédant la fusion, et indexés selon le taux d'évolution de la garantie fixé par le comité des finances locales. Le montant mentionné au 3° de l'article L. 2334-7 perçu par la commune fusionnée est égal à l'addition des montants perçus par les anciennes communes à ce titre, indexés selon le taux d'évolution fixé par le comité des finances locales.

Art. L. 2334-12. – En cas de division de communes, la dotation de base et la dotation proportionnelle à la superficie revenant à chaque commune sont calculées conformément à l'article L. 2334-7 en retenant sa nouvelle population et sa superficie. Les montants mentionnés aux 3° et 4° de l'article L. 2334-7 sont calculés au prorata de la population de chaque commune.

Art. L. 2334-34. – Un préciput est constitué au profit des établissements publics de coopération intercommunale par application à la somme des deux fractions mentionnées au neuvième alinéa de l'article L. 2334-33 du rapport entre le montant, pour la dernière année connue, des investissements réalisés par les établissements éligibles et le montant total, pour la même année, des investissements réalisés par l'ensemble des communes et établissements publics de coopération intercommunale. Le montant de ce préciput est réparti entre les deux fractions, pour la première, proportionnellement au montant des investissements réalisés par les établissements éligibles dont la population n'excède pas 2 000 habitants et, pour la seconde, proportionnellement au montant des investissements réalisés par les établissements éligibles dont la population est supérieure à 2 000 habitants.

Les modalités de répartition entre les départements des crédits de la dotation globale d'équipement attribués aux communes sont fixées, pour la première fraction mentionnée au neuvième alinéa de l'article L. 2334-33, par décret en Conseil d'État en tenant compte notamment du nombre des communes éligibles dont la population n'excède pas 2 000 habitants, de l'importance de leur population, de la longueur de leur voirie classée dans le domaine public, celle-ci étant doublée en zone de montagne, ainsi que de leur potentiel financier. Pour la seconde fraction mentionnée au neuvième alinéa de l'article L. 2334-33, la répartition entre les départements est calculée au prorata du nombre d'habitants des communes éligibles dont la population est supérieure à 2 000 habitants.

Les crédits de la dotation globale d'équipement attribués aux établissements publics de coopération intercommunale sont répartis entre les départements, pour chacune des deux fractions mentionnées au neuvième alinéa de l'article L. 2334-33, proportionnellement au montant des investissements réalisés au cours de la dernière année connue dans chaque département, respectivement par les établissements éligibles dont la population n'excède pas 2 000 habitants et par les établissements éligibles dont la population est supérieure à 2 000 habitants.

L'ensemble des crédits mentionnés aux deux précédents alinéas est attribué par le représentant de l'État dans le département aux différents bénéficiaires mentionnés à l'article L. 2334-33, sous la forme de subventions pour la réalisation d'une opération déterminée correspondant à une dépense réelle directe d'investissement.

Ces subventions doivent leur être notifiées en totalité au cours du premier trimestre de l'année civile.

Art. L. 2335-7. – Bénéficient de cette majoration les opérations subventionnées, ou celles qui ont fait l'objet d'une promesse de subvention, dans les communes fusionnées à la suite de la consultation prévue à l'article L. 2113-2.

Toutefois, lorsque la population de la nouvelle commune dépasse 100 000 habitants, seules bénéficient de ces majorations les opérations réalisées sur le territoire des anciennes communes autres que la commune précédemment la plus peuplée et à condition que ces opérations soient entreprises dans l'intérêt des habitants de ces seules communes.

Art. L. 2411-5. – La commission syndicale n'est pas constituée et ses prérogatives sont exercées par le conseil municipal, sous réserve des dispositions des articles L. 2411-8 et L. 2411-16, lorsque le nombre des électeurs appelés à désigner ses membres est inférieur à dix ou lorsque la moitié au moins des électeurs n'a pas répondu à deux convocations successives du représentant de l'État dans le département faites à un intervalle de deux mois. Il en est de même lorsque les revenus ou produits des biens de la section sont inférieurs à un montant minimal annuel moyen fixé dans les conditions prévues par un décret.

Dans le cas où une commune est devenue, à la suite de sa réunion à une autre commune, une section de commune, le conseil consultatif ou la commission consultative, visés aux articles L. 2113-17 et L. 2113-23, tiennent lieu de commission syndicale.

Art. L. 2511-9. – Les dispositions des articles L. 2121-4 et L. 2121-5 sont applicables aux conseillers d'arrondissement.

En cas de démission d'un conseiller d'arrondissement, le maire d'arrondissement en informe le maire de la commune dès réception de la démission.

Art. L. 2511-10-1. – I. – Les dispositions de l'article L. 2121-22-1 ne sont pas applicables au conseil d'arrondissement.

II. – Les dispositions de l'article L. 2143-1 sont applicables au conseil d'arrondissement, sous réserve des dispositions ci-après.

Sur proposition des conseils d'arrondissement, le conseil municipal fixe le périmètre des quartiers constituant la commune. Les conseils d'arrondissement créent pour chaque quartier un conseil de quartier.

Art. L. 2511-11. – Le conseil d'arrondissement peut être réuni à la demande du maire de la commune. Le maire de la commune est entendu, à sa demande, par le conseil d'arrondissement.

Art. L. 2511-12. – Le conseil d'arrondissement peut adresser des questions écrites au maire de la commune sur toute affaire intéressant l'arrondissement. En l'absence de réponse écrite dans un délai de quarante-cinq jours, la question est inscrite de droit à l'ordre du jour de la séance du conseil municipal qui suit l'expiration de ce délai. Le conseil municipal fixe les conditions de publicité des questions et des réponses.

À la demande du conseil d'arrondissement, le conseil municipal débat de toute affaire intéressant l'arrondissement. Les questions soumises à débat sont adressées au maire de la commune huit jours au moins avant la séance du conseil municipal.

Le temps consacré par le conseil municipal aux questions posées par les conseils d'arrondissement en application des deux alinéas précédents ne peut excéder deux heures par séance.

En l'absence d'inscription à l'ordre du jour d'une question orale dans un délai de trois mois à compter de l'envoi de la proposition, la question est inscrite de droit à l'ordre du jour de la séance du conseil municipal qui suit l'expiration du délai.

Le conseil d'arrondissement peut émettre des vœux sur tous les objets intéressant l'arrondissement.

Art. L. 2511-13. – Le conseil d'arrondissement est saisi pour avis des rapports de présentation et des projets de délibération concernant les affaires dont l'exécution est prévue, en tout ou partie, dans les limites de l'arrondissement, préalablement à leur examen par le conseil municipal et sous réserve des règles particulières à l'élaboration du budget de la commune fixées par la section 2 du présent chapitre.

Le conseil d'arrondissement émet son avis dans le délai fixé par le maire de la commune. Sauf urgence dûment constatée par le conseil municipal, ce délai ne peut être inférieur à quinze jours, à compter de la saisine du conseil d'arrondissement. À défaut d'avis émis dans ce délai, le conseil municipal délibère.

Le conseil d'arrondissement se fait communiquer les pièces relatives aux affaires qui lui sont soumises. L'avis du conseil d'arrondissement ou, à défaut, le document prouvant qu'il a été saisi dans les délais, est joint au projet de délibération et est annexé à la délibération du conseil municipal.

Art. L. 2511-14. – Le conseil municipal consulte, dans les délais prévus à l'article L. 2511-13, le conseil d'arrondissement sur le montant des subventions que le conseil municipal se propose d'attribuer aux associations dont l'activité s'exerce dans le seul arrondissement, ou au profit des seuls habitants de l'arrondissement, quel que soit le siège de ces associations. L'avis du conseil d'arrondissement ne peut avoir pour effet de majorer le montant global des crédits consacrés par le budget communal aux associations visées ci-dessus. À défaut d'avis émis dans les délais fixés, le conseil municipal délibère.

Art. L. 2511-15. – Le conseil d'arrondissement est consulté par le maire de la commune, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État, avant toute délibération du conseil municipal portant sur l'établissement, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme lorsque le périmètre du projet de plan ou le projet de modification ou de révision concerne, en tout ou partie, le ressort territorial de l'arrondissement.

Le conseil d'arrondissement peut également proposer au conseil municipal la modification de la partie du plan concernant l'arrondissement.

Le conseil d'arrondissement est consulté dans les mêmes conditions avant toute délibération du conseil municipal portant sur un projet d'opération d'aménagement dont la réalisation est prévue, en tout ou partie, dans les limites de l'arrondissement.

Les mêmes dispositions sont applicables à la suppression ou au rétablissement du droit de préemption urbain, ainsi qu'à la délibération prévue au dernier alinéa de l'article L. 211-4 du code de l'urbanisme, lorsqu'ils concernent le ressort territorial de l'arrondissement.

Les avis émis en vertu du présent article sont joints au dossier de l'opération en cause et, le cas échéant, au dossier soumis à enquête publique ou mis à la disposition du public.

Art. L. 2511-16. – Le conseil d'arrondissement délibère sur l'implantation et le programme d'aménagement des équipements de proximité, définis comme les équipements à vocation éducative, sociale, culturelle, sportive et d'information de la vie locale qui ne concernent pas l'ensemble des habitants de la commune ou les habitants de plusieurs arrondissements, ou qui n'ont pas une vocation nationale. La réalisation des équipements est subordonnée à une décision du conseil municipal prise dans les conditions prévues à l'article L. 2511-36.

Le conseil d'arrondissement gère les équipements de proximité, sous réserve des dispositions de l'article L. 2511-21. Lorsque ces équipements sont réalisés dans le cadre d'une opération d'aménagement prévue au troisième alinéa de l'article L. 2511-15, leur gestion relève de la compétence du conseil d'arrondissement après leur achèvement.

Toutefois, les équipements dont la gestion a été confiée à des tiers avant le 5 octobre 1982 demeurent de la compétence du conseil municipal, pour la durée de la convention passée avec le gestionnaire ainsi qu'en cas de renouvellement de celle-ci par le conseil municipal. En outre, certains équipements relevant de l'une des catégories mentionnées au premier alinéa peuvent, en raison de leur nature ou de leurs modalités de gestion, demeurer de la compétence du conseil municipal, lorsqu'il en est décidé ainsi par arrêté du représentant de l'État dans le département, pris après avis du président du tribunal administratif.

Le conseil d'arrondissement supporte les dépenses de fonctionnement, à l'exclusion des dépenses de personnel et des frais financiers, relatives à la gestion des équipements transférés en application des alinéas précédents, ainsi que celles relatives aux locaux administratifs, aux biens mobiliers et aux matériels mis à sa disposition pour l'exercice de ses attributions.

Le conseil d'arrondissement supporte par ailleurs les dépenses d'investissement afférentes aux équipements visés ci-dessus pour lesquelles les marchés de travaux correspondants peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, ainsi que celles nécessitées par les travaux d'urgence au titre de ces mêmes équipements dans la limite, dans un cas comme dans l'autre, des crédits ouverts dans l'état spécial en application de l'article L. 2511-36-1.

Par délibération-cadre annuelle du conseil municipal, et dans les cas et conditions qu'il détermine, le conseil d'arrondissement peut également être autorisé à effectuer, dans la limite des crédits ouverts dans l'état spécial en application de l'article L. 2511-36-1, des dépenses d'investissement afférentes à des équipements autres que ceux visés ci-dessus et pour lesquelles les marchés de travaux correspondants peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant.

Art. L. 2511-17. – Le conseil municipal peut, en outre, déléguer au conseil d'arrondissement, avec l'accord de celui-ci, la gestion de tout équipement ou service de la commune. Ces délégations prennent fin de plein droit au prochain renouvellement du conseil municipal. Lorsqu'une telle délégation a été faite à un conseil d'arrondissement, cette délégation est accordée de droit aux autres conseils d'arrondissement qui le demandent.

Art. L. 2511-18. – L’inventaire des équipements de proximité est fixé par délibérations concordantes du conseil municipal et du conseil d’arrondissement, et, le cas échéant, modifié dans les mêmes formes.

En cas de désaccord entre le conseil municipal et le conseil d’arrondissement sur l’inscription à l’inventaire d’un équipement de proximité mentionné à l’article L. 2511-16, le conseil municipal délibère.

Art. L. 2511-19. – Le conseil d’arrondissement procède, en son sein, à la désignation des représentants de la commune dans les organismes dont le champ d’action est limité à l’arrondissement et dans lesquels la commune doit être représentée en vertu de dispositions applicables à ces organismes.

Art. L. 2511-20. – Les logements dont l’attribution relève de la commune et qui sont situés dans l’arrondissement sont attribués pour moitié par le maire d’arrondissement et pour moitié par le maire de la commune.

Les logements dont l’attribution relève de la commune et qui sont situés hors du territoire communal sont attribués par une commission municipale comprenant, en nombre égal, des représentants des maires d’arrondissement et des représentants du maire de la commune, désignés parmi les conseillers élus.

Les dispositions des deux alinéas précédents sont, en outre, applicables aux décisions ou propositions d’attribution qui incombent à la commune pour les logements qui lui sont réservés par convention.

Un décret en Conseil d’État fixe les conditions d’application du présent article.

Art. L. 2511-21. – Une commission mixte composée d’un nombre égal de représentants du maire d’arrondissement et du maire de la commune, désignés parmi les conseillers élus, définit les conditions générales d’admission et d’utilisation des équipements mentionnés aux articles L. 2511-16 et L. 2511-17. La commission mixte siège à la mairie d’arrondissement. En cas de partage des voix, le maire d’arrondissement a voix prépondérante.

Art. L. 2511-22. – Pour l’exercice des compétences du conseil d’arrondissement, le conseil municipal donne délégation, dans les cas et conditions qu’il détermine, au conseil d’arrondissement pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un arrondissement, elle est donnée, de ce fait, à l’ensemble des arrondissements.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le conseil municipal. Ils sont passés par le maire d’arrondissement. Le montant des prestations s’apprécie dans le cadre de chaque arrondissement ou groupe d’arrondissements.

Pour l’application des dispositions du présent article, le maire d’arrondissement peut recevoir délégation du conseil d’arrondissement dans les conditions fixées à l’article L. 2122-22.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions du présent chapitre ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le conseil municipal ne peut mettre fin à la délégation que pour l’ensemble des conseils d’arrondissement.

Ces délégations prennent fin de plein droit lors du prochain renouvellement du conseil municipal.

Art. L. 2511-23. – Les articles L. 2131-1 à L. 2131-6 et L. 2131-8 sont applicables, sous réserve des dispositions ci-après, aux délibérations des conseils d'arrondissement, à l'exclusion de celles prises en application de la section 2 du présent chapitre et des avis émis par ces conseils.

Les délibérations des conseils d'arrondissement sont adressées au maire de la commune. Celui-ci les transmet au représentant de l'État dans le département dans la quinzaine qui suit leur réception et informe dans les quarante-huit heures le maire d'arrondissement de cette transmission.

Dans le même délai de quinze jours, le maire de la commune, s'il ne transmet pas au représentant de l'État dans le département la délibération du conseil d'arrondissement, demande à ce dernier une seconde lecture. Cette demande doit être motivée. Le maire de la commune transmet au représentant de l'État dans le département la nouvelle délibération du conseil d'arrondissement dans la quinzaine suivant sa réception et informe dans les quarante-huit heures le maire d'arrondissement de cette transmission.

Lorsque le maire d'arrondissement n'a pas été informé dans les délais prescrits de la transmission de la délibération, il peut adresser celle-ci directement au représentant de l'État dans le département.

Sans préjudice du recours dont dispose le représentant de l'État dans le département, le maire de la commune peut déférer au tribunal administratif une délibération ayant donné lieu à une seconde lecture en application du troisième alinéa, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle il a reçu cette délibération. Si ce recours est assorti d'une demande de suspension et si l'un des moyens invoqués à son appui paraît, en l'état de l'instruction, propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de la délibération attaquée, le président du tribunal administratif ou un magistrat délégué par lui prononce la suspension dans les quarante-huit heures. La décision relative à la suspension est susceptible d'appel devant le Conseil d'État dans la quinzaine de sa notification. En ce cas, le président de la section du contentieux du Conseil d'État ou un conseiller d'État délégué à cet effet statue dans un délai de quarante-huit heures.

Art. L. 2511-24. – Les associations participent à la vie municipale.

Dans chaque arrondissement est créé un comité d'initiative et de consultation d'arrondissement. Celui-ci réunit les représentants des associations locales ou membres de fédérations ou confédérations nationales qui en font la demande et qui exercent leur activité dans l'arrondissement.

Au cours d'une séance par trimestre au moins, les représentants de ces associations participent, s'ils le sollicitent, aux débats du conseil d'arrondissement, avec voix consultative. Ils y exposent toute question intéressant leur domaine d'activité dans l'arrondissement et peuvent faire toute proposition à cet égard.

Le conseil d'arrondissement en délibère en leur présence.

À cette fin, les associations doivent notifier, au préalable, au maire de l'arrondissement le ou les sujets sur lesquels elles souhaitent débattre.

Le calendrier des débats avec les associations susmentionnées est défini par le conseil d'arrondissement en liaison avec le comité d'initiative et de consultation d'arrondissement. Le conseil d'arrondissement met à la disposition du comité d'initiative et de consultation d'arrondissement toute information nécessaire à la préparation de ces débats.

Art. L. 2511-25. – Le conseil d'arrondissement est présidé par le maire d'arrondissement. Le maire d'arrondissement est élu au sein du conseil d'arrondissement parmi les membres du conseil municipal. Les fonctions de maire de la commune et de maire d'arrondissement sont incompatibles.

L'élection du maire d'arrondissement qui suit le renouvellement général du conseil municipal a lieu huit jours après celle du maire de la commune. Le conseil d'arrondissement est, à cette occasion, exceptionnellement convoqué par le maire de la commune.

Le conseil d'arrondissement désigne également en son sein, parmi les conseillers municipaux et les conseillers d'arrondissement, un ou plusieurs adjoints. Le nombre de ceux-ci ne peut excéder 30 % du nombre total des membres du conseil d'arrondissement sans pouvoir toutefois être inférieur à quatre. L'un des adjoints au moins doit être conseiller municipal.

Sous réserve des dispositions des alinéas précédents, sont applicables au maire d'arrondissement et à ses adjoints les dispositions des articles L. 2122-4 à L. 2122-7-2, des premier et deuxième alinéas de l'article L. 2122-8, des premier et troisième alinéas de l'article L. 2122-10, des articles L. 2122-12, L. 2122-15, L. 2122-16, du second alinéa de l'article L. 2122-18 de l'article L. 3122-3 et de l'article L. 4133-3. En cas d'application de l'article L. 2122-15, le représentant de l'État dans le département informe le maire de la commune de la démission du maire d'arrondissement ou de ses adjoints.

L'élection du maire d'arrondissement et de ses adjoints peut être arguée de nullité dans les conditions, formes et délais prescrits pour les réclamations contre les élections du conseil municipal. Lorsque l'élection est annulée ou que, pour toute autre cause, le maire d'arrondissement ou ses adjoints ont cessé leurs fonctions, le conseil d'arrondissement est convoqué pour procéder au remplacement dans le délai de quinzaine.

Art. L. 2511-26. – Le maire d'arrondissement et ses adjoints sont chargés, dans l'arrondissement, des attributions relevant du maire de la commune en matière d'état civil, d'affaires scolaires liées au respect de l'obligation scolaire ainsi qu'en application des dispositions du code du service national.

Le maire d'arrondissement et ses adjoints sont officiers d'état civil dans l'arrondissement. Toutefois, le maire de la commune et ses adjoints peuvent exercer leurs fonctions d'officier d'état civil sur l'ensemble du territoire de la commune.

Le maire d'arrondissement ou son représentant participe avec voix consultative aux travaux des commissions instituées par l'article L. 17 du code électoral.

Le maire d'arrondissement dispose des mêmes attributions que celles qui sont reconnues au maire de la commune par l'article L. 36 du code électoral.

Le maire de la commune peut, en outre, déléguer au maire d'arrondissement certaines de ses attributions en matière d'élections, à l'exception de celles relatives à la révision annuelle des listes électorales. Lorsqu'une telle délégation a été accordée à un maire

d'arrondissement, cette délégation est accordée de droit aux autres maires d'arrondissement sur leur demande.

Art. L. 2511-28. – Le maire d'arrondissement peut donner délégation dans les conditions prévues par le premier alinéa de l'article L. 2122-18 et l'article L. 2122-20.

Dans les cas prévus par l'article L. 2122-17, le maire d'arrondissement est remplacé par un de ses adjoints membres du conseil municipal ou, à défaut, par un autre adjoint ou, à défaut d'adjoint, par tout autre membre du conseil d'arrondissement désigné par le conseil d'arrondissement.

Art. L. 2511-29. – Dans les arrondissements où est créée une caisse des écoles, le maire d'arrondissement préside cet organisme. Les représentants de la commune dans cet organisme sont désignés par le maire d'arrondissement parmi les membres du conseil d'arrondissement.

Art. L. 2511-30. – Le maire d'arrondissement émet un avis sur toute autorisation d'utilisation du sol dans l'arrondissement délivrée par le maire de la commune et au nom de celle-ci en application des dispositions du code de l'urbanisme ainsi que sur toute permission de voirie sur le domaine public dans l'arrondissement délivrée par le maire de la commune en application du présent code.

Le maire d'arrondissement donne son avis sur tout projet d'acquisition ou d'aliénation d'immeubles ou de droits immobiliers réalisées par la commune dans l'arrondissement, ainsi que sur tout changement d'affectation d'un immeuble communal situé dans l'arrondissement. Il est informé des déclarations d'intention d'aliéner présentées en application du code de l'urbanisme pour des immeubles situés dans l'arrondissement. Le maire de la commune informe, chaque mois, le maire d'arrondissement de la suite réservée à ces déclarations d'intention d'aliéner.

Le maire d'arrondissement est consulté pour avis sur les projets de transformation d'immeubles en bureaux ou en locaux d'habitation.

Art. L. 2511-31. – Le maire de la commune informe le maire d'arrondissement des conditions générales de réalisation des projets d'équipement dont l'exécution est prévue, en tout ou partie, dans les limites de l'arrondissement. Le maire d'arrondissement est informé chaque semestre de l'état des admissions dans les établissements mentionnés au premier alinéa de l'article L. 2511-21.

Le maire d'arrondissement communique ces informations à la plus proche séance du conseil d'arrondissement.

Art. L. 2511-32. – Les actes du maire d'arrondissement agissant comme autorité de l'État sont soumis aux mêmes règles que les actes du maire agissant en la même qualité.

Les actes du maire d'arrondissement agissant au nom de la commune sont soumis aux mêmes règles que les actes du maire de la commune agissant en la même qualité. Toutefois, lorsque ces actes doivent être transmis au représentant de l'État dans le département en vertu des dispositions des articles L. 2131-1 à L. 2131-5, les dispositions de l'article L. 2511-23 sont applicables.

Art. L. 2511-33. – Les articles L. 2123-1 à L. 2123-3, L. 2123-5, L. 2123-7, L. 2123-8, L. 2123-12 à L. 2123-15, le II et le III de l'article L. 2123-20, le II de

l'article L. 2123-24, le III de l'article L. 2123-24-1, les articles L. 2123-25 à L. 2123-29, L. 2123-31 à L. 2123-34 et le 3° de l'article L. 2321-2 sont applicables aux maires, adjoints au maire et membres d'un conseil d'arrondissement des communes de Paris, Marseille et Lyon.

Pour l'application du II de l'article L. 2123-2, la durée du crédit d'heures forfaitaire et trimestrielle, fixée par référence à la durée hebdomadaire légale du travail, est égale :

- pour les maires d'arrondissement à trois fois cette durée ;
- pour les adjoints au maire d'arrondissement à une fois et demie cette durée ;
- pour les conseillers d'arrondissement à 30 % de cette durée.

Art. L. 2511-36. – Le conseil municipal vote les dépenses d'investissement, après consultation d'une commission dénommée « conférence de programmation des équipements » composée du maire de la commune et des maires d'arrondissement.

Une annexe du budget et une annexe du compte de la commune décrivent, par arrondissement, les dépenses d'investissement de la commune.

Art. L. 2511-36-1. – Il est ouvert à l'état spécial de chaque arrondissement prévu à l'article L. 2511-37 une section d'investissement pour les dépenses d'investissement visées aux cinquième et sixième alinéas de l'article L. 2511-16.

Les recettes d'investissement de cette section sont constituées d'une dotation d'investissement composée exclusivement de crédits de paiement votés par le conseil municipal.

Le montant total des dépenses et des recettes d'investissement figurant à l'état spécial est inscrit dans le budget de la commune.

Art. L. 2511-37. – Le montant total des dépenses et des recettes de fonctionnement de chaque conseil d'arrondissement est inscrit dans le budget de la commune.

Les dépenses et les recettes de fonctionnement de chaque conseil d'arrondissement sont détaillées dans un document dénommé « état spécial d'arrondissement ». Les états spéciaux d'arrondissement sont annexés au budget de la commune.

Art. L. 2511-38. – Les recettes de fonctionnement dont dispose le conseil d'arrondissement sont constituées d'une dotation de gestion locale et d'une dotation d'animation locale.

La dotation de gestion locale est attribuée pour l'exercice des attributions prévues aux articles L. 2511-11 à L. 2511-21, L. 2511-24, L. 2511-26 et L. 2511-28 à L. 2511-31.

La dotation d'animation locale finance notamment les dépenses liées à l'information des habitants de l'arrondissement, à la démocratie et à la vie locales, en particulier aux activités culturelles, et aux interventions motivées par des travaux d'urgence présentant le caractère de dépenses de fonctionnement et liés à la gestion des équipements visés aux articles L. 2511-16 et L. 2511-17.

Le montant des sommes destinées aux dotations de gestion et d'animation locales des arrondissements est fixé par le conseil municipal. Ces sommes sont réparties dans les

conditions prévues aux articles L. 2511-39, L. 2511-39-1 et L. 2511-40. Elles constituent des dépenses obligatoires pour la commune.

Art. L. 2511-39. – À défaut d'accord entre le conseil municipal et les conseils d'arrondissement sur les modalités de calcul des dotations de gestion locale des arrondissements, la répartition des sommes destinées à ces dotations est effectuée entre les arrondissements dans les conditions fixées ci-après.

La dotation de gestion locale des arrondissements comprend deux parts.

Les sommes affectées par le conseil municipal au titre de la première part pour l'ensemble des arrondissements ne peuvent être inférieures à 80 % du montant total des dotations de gestion locale des arrondissements. Ces sommes sont réparties la première année en fonction de l'importance relative des dépenses de fonctionnement, à l'exclusion des dépenses de personnel et des frais financiers, effectuées par la commune dans chacun des arrondissements, au cours des trois derniers exercices budgétaires, au titre des équipements et services qui relèveront des attributions des conseils d'arrondissement en application des dispositions du présent chapitre. L'évaluation de ces dépenses est faite de façon contradictoire par la commission prévue par l'article L. 2511-36 ; en cas de désaccord du maire de la commune ou du maire d'arrondissement sur les propositions de la commission, le conseil municipal se prononce. Pour les années ultérieures, la part de chaque arrondissement est modifiée pour tenir compte des changements intervenus dans la liste des équipements ou services relevant des attributions de l'arrondissement. Le conseil municipal évalue la charge correspondant aux nouveaux équipements et services par référence à la charge des équipements ou services comparables existant dans la commune ; en l'absence de référence ou en cas de désaccord du maire d'arrondissement, cette évaluation est déterminée par le conseil municipal sur proposition de la commission prévue à l'article L. 2511-36.

Les sommes affectées par le conseil municipal au titre de la seconde part sont réparties entre les arrondissements en tenant compte des caractéristiques propres des arrondissements et, notamment, de la composition socio-professionnelle de leur population.

Un décret en Conseil d'État fixe les modalités d'application du présent article et précise notamment la proportion minimale qui revient à chaque arrondissement au titre des sommes affectées par le conseil municipal pour l'ensemble des arrondissements à la seconde part.

Art. L. 2511-39-1. – Le montant de la dotation d'animation locale mentionnée à l'article L. 2511-38 est calculé et réparti entre les arrondissements par le conseil municipal lors de l'examen du budget en application de critères qu'il détermine, en tenant compte notamment de la population de chaque arrondissement.

Art. L. 2511-40. – Le conseil municipal arrête chaque année, en application des dispositions des articles L. 2511-36-1, L. 2511-39 et L. 2511-39-1 les modalités de répartition des sommes destinées aux dotations des arrondissements et délibère sur le montant total des crédits qu'il se propose d'inscrire à ce titre au budget de la commune pour l'exercice suivant.

Le montant des dotations qu'il est envisagé d'attribuer sur cette base à chaque arrondissement est notifié, avant le 1^{er} novembre, au maire d'arrondissement par le maire de la commune.

Art. L. 2511-41. – Le maire d'arrondissement adresse au maire de la commune, dans le mois qui suit la notification prévue à l'article L. 2511-40, l'état spécial de l'arrondissement adopté en équilibre réel. L'état spécial est voté par chapitre et par article.

L'état spécial de chaque arrondissement est soumis au conseil municipal en même temps que le projet de budget de la commune.

Le conseil municipal demande au conseil d'arrondissement de réexaminer l'état spécial lorsque le montant total des crédits destinés aux dotations des arrondissements, fixé par le conseil municipal lors de l'examen du budget de la commune, est différent de celui envisagé initialement dans les conditions prévues à l'article L. 2511-40, lorsque le conseil municipal estime que l'état spécial n'a pas été adopté en équilibre réel ou ne comporte pas toutes les dépenses obligatoires qui doivent y figurer, ou lorsque le conseil municipal estime que les dépenses prévues pour un équipement ou un service dont la gestion a été confiée au conseil d'arrondissement sont manifestement insuffisantes pour assurer le fonctionnement de cet équipement ou de ce service.

Lorsqu'une seconde délibération est demandée à un ou plusieurs conseils d'arrondissement en application des alinéas précédents, le budget de la commune est adopté sans le ou les états spéciaux des arrondissements concernés. En ce cas, le ou les conseils d'arrondissement sont appelés à modifier en conséquence les états spéciaux dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de réexamen. À l'issue de ce délai, le conseil municipal arrête le ou les états spéciaux qui ne comportent pas les modifications rendues nécessaires par la délibération du conseil municipal demandant le réexamen de l'état spécial ; le ou les états spéciaux, ainsi arrêtés le cas échéant, sont alors annexés au budget de la commune et deviennent exécutoires à la même date que la délibération du conseil municipal qui les a adoptés ou arrêtés.

Lorsqu'il n'est pas fait application des dispositions des deux alinéas précédents, les états spéciaux des arrondissements sont annexés au budget de la commune et deviennent exécutoires à la même date que celui-ci.

Les procédures de contrôle prévues pour le budget de la commune au titre I^{er} du livre III de la présente partie s'appliquent également aux états spéciaux des arrondissements, y compris lorsque ceux-ci ne deviennent pas exécutoires en même temps que le budget de la commune en vertu des dispositions qui précèdent.

Art. L. 2511-42. – Lorsque le maire d'arrondissement n'a pas adressé au maire de la commune l'état spécial dans le mois qui suit la notification mentionnée à l'article L. 2511-40, cet état est arrêté par le conseil municipal.

Art. L. 2511-43. – Le maire d'arrondissement engage et ordonnance les dépenses inscrites à l'état spécial lorsque celui-ci est devenu exécutoire, selon les règles applicables aux dépenses ordonnancées par le maire de la commune.

À défaut de mandatement d'une dépense obligatoire prévue au budget par le maire d'arrondissement, le maire de la commune le met en demeure d'y procéder.

À défaut de mandatement dans le mois qui suit, le maire de la commune y procède d'office.

Le maire d'arrondissement peut effectuer des virements d'article à article à l'intérieur du même chapitre dans la limite du cinquième de la dotation initiale du chapitre

de l'état spécial. Au-delà, le virement fait l'objet d'une décision conjointe du maire de la commune et du maire d'arrondissement.

Le comptable de la commune est chargé d'exécuter les opérations de dépenses prévues à l'état spécial de l'arrondissement.

Art. L. 2511-44. – Jusqu'à ce que l'état spécial soit devenu exécutoire, le maire d'arrondissement peut, chaque mois, engager et ordonnancer les dépenses de fonctionnement dans la limite du douzième de celles inscrites à l'état spécial de l'année précédente.

En outre, jusqu'à ce que l'état spécial soit devenu exécutoire, le maire d'arrondissement peut, sur autorisation du conseil municipal, engager et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts à l'état spécial de l'année précédente.

Art. L. 2511-45. – Lors de l'examen du budget supplémentaire de la commune, les dotations des arrondissements peuvent être modifiées par le conseil municipal, après avis d'une commission composée du maire de la commune et des maires d'arrondissement.

Ces modifications peuvent être destinées à couvrir des dépenses qui ne peuvent être satisfaites par les dotations initiales de l'arrondissement.

Lorsque les dotations sont modifiées en application de l'alinéa précédent, le budget supplémentaire de la commune est adopté sans l'état spécial de l'arrondissement concerné. En ce cas, le conseil d'arrondissement est appelé à délibérer dans un délai de quinze jours à compter de la notification du nouveau montant de la dotation sur les modifications à apporter à l'état spécial. À l'issue de ce délai, le conseil municipal arrête l'état spécial si celui-ci ne comporte pas les modifications rendues nécessaires par l'application des alinéas précédents ; l'état spécial, ainsi arrêté le cas échéant, est alors annexé au budget de la commune et devient exécutoire à la même date que la délibération du conseil municipal qui l'a adopté ou arrêté.

Le solde d'exécution de l'état spécial visé à l'article L. 2511-41 est reporté de plein droit.

Le conseil municipal se prononce sur le compte de la commune après avis de chacun des conseils d'arrondissement sur l'exécution de l'état spécial le concernant.

Art. L. 3121-9. – Le conseil général se réunit à l'initiative de son président, au moins une fois par trimestre, dans un lieu du département choisi par la commission permanente.

Pour les années où a lieu le renouvellement triennal des conseils généraux, la première réunion se tient de plein droit le second jeudi qui suit le premier tour de scrutin.

Art. L. 3121-10. – Le conseil général est également réuni à la demande :

– de la commission permanente ;

– ou du tiers des membres du conseil général sur un ordre du jour déterminé, pour une durée qui ne peut excéder deux jours. Un même conseiller général ne peut présenter plus d'une demande de réunion par semestre.

En cas de circonstances exceptionnelles, les conseils généraux peuvent être réunis par décret.

Art. L. 3321-1. – Sont obligatoires pour le département :

1° Les dépenses relatives au fonctionnement des organes délibérants et à l'entretien de l'hôtel du département ;

2° Les dépenses relatives aux indemnités de fonction prévues aux articles L. 3123-15 à L. 3123-18 et aux frais de formation des élus visés à l'article L. 3123-12 ainsi que les cotisations au fonds institué par l'article L. 1621-2 ;

3° Les cotisations au régime général de la sécurité sociale en application de l'article L. 3123-20-2 et les cotisations aux régimes de retraites des élus en application des articles L. 3123-21 à L. 3123-24 ;

4° La cotisation au Centre national de la fonction publique territoriale ;

5° La rémunération des agents départementaux ;

5° *bis* Dans les conditions prévues à l'article 88-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les dépenses afférentes aux prestations mentionnées à l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

6° Les intérêts de la dette ;

7° Les dépenses de fonctionnement des collèges ;

8° La participation du département aux dépenses de fonctionnement des instituts universitaires de formation des maîtres ;

9° Les dépenses liées à l'organisation des transports scolaires ;

10° Les dépenses relatives à l'action sociale, à la santé et à l'insertion mises à la charge du département ;

10° *bis* Les dépenses relatives à l'allocation personnalisée d'autonomie ;

11° Les frais du service départemental des épizooties ;

12° La participation au service départemental d'incendie et de secours ;

13° Les dépenses résultant de l'entretien des biens transférés au département par application des dispositions de l'article L. 318-2 du code de l'urbanisme ;

14° Les dépenses de construction et grosses réparations des collèges ;

15° Les dépenses d'entretien et construction des ports maritimes de commerce et de pêche ;

16° Les dépenses d'entretien et construction de la voirie départementale ;

17° Les dépenses de remboursement de la dette en capital ;

18° Les dettes exigibles.

19° Les dotations aux amortissements ;

20° Les dotations aux provisions ;

21° La reprise des subventions d'équipement reçues.

Un décret détermine les modalités d'application des dispositions des 19°, 20° et 21°.

Art. L. 4122-1. – Les limites territoriales des régions sont modifiées par la loi après consultation des conseils régionaux et des conseils généraux intéressés.

La modification des limites territoriales des régions peut être demandée par les conseils régionaux et les conseils généraux intéressés.

Toutefois, lorsqu'un décret en Conseil d'État modifie les limites territoriales de départements limitrophes n'appartenant pas à la même région, et qu'un avis favorable a été émis par les conseils généraux et par les conseils régionaux, ce décret entraîne la modification des limites de la région.

Art. L. 4132-8. – Le conseil régional se réunit à l'initiative de son président, au moins une fois par trimestre, dans un lieu de la région choisi par la commission permanente.

Art. L. 4132-9. – Le conseil régional est également réuni à la demande :

1° De la commission permanente ;

2° Ou du tiers de ses membres sur un ordre du jour déterminé, pour une durée qui ne peut excéder deux jours. Un même conseiller régional ne peut présenter plus d'une demande de réunion par semestre.

En cas de circonstances exceptionnelles, les conseils régionaux peuvent être réunis par décret.

Art. L. 4321-1. – Sont obligatoires pour la région :

1° Les dépenses relatives au fonctionnement des organes délibérants et à l'entretien de l'hôtel de la région ;

2° Les dépenses relatives aux indemnités de fonction prévues aux articles L. 4135-15 à L. 4135-18 et aux frais de formation des élus visés à l'article L. 4135-12 ainsi que les cotisations des régions au fonds institué par l'article L. 1621-2 ;

3° Les cotisations au régime général de la sécurité sociale en application de l'article L. 4135-20-2 et aux régimes de retraites des élus en application des articles L. 4135-21 à L. 4135-24 ;

4° La cotisation au Centre national de la fonction publique territoriale ;

5° La rémunération des agents régionaux ;

5° *bis* Dans les conditions prévues à l'article 88-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les dépenses afférentes aux prestations mentionnées à l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

6° Les intérêts de la dette et les dépenses de remboursement de la dette en capital ;

7° Les dépenses dont elle a la charge en matière d'éducation nationale ;

8° Les dépenses résultant de l'entretien des biens transférés à la région en application des dispositions de l'article L. 318-2 du code de l'urbanisme ;

9° Les dettes exigibles.

Art. L. 5210-1. – Le progrès de la coopération intercommunale se fonde sur la libre volonté des communes d'élaborer des projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité.

Art. L. 5210-2. – Une commune ne peut appartenir à plus d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Art. L. 5211-17. – Les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent à tout moment transférer, en tout ou partie, à ce dernier, certaines de leurs compétences dont le transfert n'est pas prévu par la loi ou par la décision institutive ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à leur exercice.

Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, pour se prononcer sur les transferts proposés. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre additionnelle, la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale visée à l'alinéa précédent définit, le coût des dépenses liées aux compétences transférées ainsi que les taux représentatifs de ce coût pour l'établissement public de coopération intercommunale et chacune de ses communes membres dans les conditions prévues au 3 du 3° du B du III de l'article 85 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006.

Le transfert de compétences est prononcé par arrêté du ou des représentants de l'État dans le ou les départements intéressés.

Il entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L. 1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L. 1321-2 et des articles L. 1321-3, L. 1321-4 et L. 1321-5.

Toutefois, lorsque l'établissement public est compétent en matière de zones d'activité économique, les conditions financières et patrimoniales du transfert des biens immobiliers nécessaires à l'exercice de cette compétence sont décidées par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux des communes membres se prononçant dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement. Il en va de même lorsque l'établissement public est compétent en matière de zones d'aménagement concerté.

L'établissement public de coopération intercommunale est substitué de plein droit, à la date du transfert de compétences, aux communes qui le composent dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale aux contrats conclus par les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La commune qui transfère la compétence informe les cocontractants de cette substitution.

Art. L. 5211-20. – L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale délibère sur les modifications statutaires autres que celles visées par les articles L. 5211-17 à L. 5211-19 et autres que celles relatives à la dissolution de l'établissement.

À compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. À défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement.

La décision de modification est prise par arrêté du représentant ou des représentants de l'État dans le ou les départements intéressés.

Art. L. 5211-21. – Dans les établissements publics de coopération intercommunale érigés en stations classées, dans ceux bénéficiant de l'une des dotations prévues à l'article L. 5211-24, dans ceux qui réalisent des actions de promotion en faveur du tourisme ainsi que dans ceux qui réalisent, dans la limite de leurs compétences, des actions de protection et de gestion de leurs espaces naturels, la taxe de séjour ou la taxe de séjour forfaitaire peut être instituée par décision de l'organe délibérant dans les conditions prévues à l'article L. 2333-26.

Les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale ayant institué la taxe de séjour ou la taxe de séjour forfaitaire ne peuvent percevoir celles-ci.

Dans les établissements publics de coopération intercommunale qui ont institué la taxe de séjour au titre des actions de protection et de gestion de leurs espaces naturels, le produit de la taxe de séjour ou de la taxe de séjour forfaitaire peut être affecté, sous réserve des dispositions de l'article L. 133-7 du code du tourisme, aux dépenses destinées à favoriser la protection et la gestion de leurs espaces naturels à des fins touristiques. Lorsque ces établissements publics de coopération intercommunale sont situés dans leur intégralité ou en partie sur le territoire d'un parc national ou d'un parc naturel régional géré par un

établissement public administratif, le produit de la taxe peut être reversé par les établissements publics de coopération intercommunale à l'organisme gestionnaire du parc dans le cadre d'une convention.

Art. L. 5211-28-1. – À compter de 2004, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre perçoivent une dotation de compensation égale aux montants dus au titre de 2003 en application du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998) et du 2° *bis* du II de l'article 1648 B du code général des impôts dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003), indexés selon le taux mentionné par le 3° de l'article L. 2334-7.

Les établissements publics de coopération intercommunale soumis pour la première fois à compter de 2004 aux dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts perçoivent en lieu et place de leurs communes membres la part de la dotation forfaitaire correspondant à la compensation antérieurement perçue en application du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 précitée. Lorsqu'une ou plusieurs de leurs communes membres subissait, l'année précédant la mise en œuvre des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts, un prélèvement sur la fiscalité en application du 2 du III de l'article 29 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002), la dotation de compensation versée à l'établissement est minorée du montant de ce prélèvement, actualisé chaque année selon le taux mentionné par le 3° de l'article L. 2334-7. Lorsqu'une ou plusieurs de leurs communes membres subissait, l'année précédant la mise en œuvre des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts, en application du dernier alinéa de l'article L. 2334-7 du présent code, un prélèvement calculé selon les modalités prévues au 1. 2. 4. 2 de l'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, la dotation de compensation versée à l'établissement est minorée du montant de ce prélèvement.

Lorsque, à compter de 2005, le territoire d'un groupement de communes faisant application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts est modifié, la dotation de compensation revenant à ce groupement est majorée ou minorée en fonction du montant des bases de taxe professionnelle des communes qui adhèrent ou quittent ce groupement, ayant servi au calcul de la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998).

En cas de retrait de communes, la dotation de compensation du groupement est majorée, le cas échéant, en fonction de la part du prélèvement subi par celui-ci en application du 1 du III de l'article 29 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002) qui a été calculée à partir des bases de taxe professionnelle de France Télécom des communes qui se retirent.

En cas de retrait de communes, la dotation de compensation du groupement est majorée, le cas échéant, en fonction de la part du prélèvement subi par celui-ci en application du dernier alinéa du L. 2334-7 du présent code et calculé selon les modalités prévues au 1.2.4.2 de l'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010.

Art. L. 5211-29. – I. – Le montant total de la dotation d'intercommunalité visé à l'article L. 5211-28 est fixé chaque année par le comité des finances locales qui le répartit entre les cinq catégories de groupements suivants :

1° Les communautés urbaines ;

2° Les communautés de communes ne faisant pas application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts ;

3° Les communautés de communes faisant application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts ;

4° Les syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle ;

5° Les communautés d'agglomération créées avant le 1^{er} janvier 2005 ;

6° Pour la période de 2000 à 2002, la catégorie mentionnée au 1° est divisée en deux catégories distinctes :

– les communautés urbaines ne faisant pas application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts ;

– les communautés urbaines faisant application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts.

II. – L'évolution de la dotation par habitant de la catégorie des communautés d'agglomération est au plus égale à l'évolution prévisionnelle des prix à la consommation hors tabac associée au projet de loi de finances.

À compter de 2005, la dotation par habitant de la catégorie des communautés de communes ne faisant pas application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts évolue chaque année selon un taux fixé par le comité des finances locales, compris entre 130 % et 160 % du taux fixé pour la dotation par habitant des communautés d'agglomération.

À compter de 2005, la dotation par habitant de la catégorie des communautés de communes faisant application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts évolue chaque année selon un taux fixé par le comité des finances locales, compris entre 130 % et 160 % du taux fixé pour la dotation par habitant des communautés d'agglomération.

La dotation par habitant de la catégorie des communautés de communes qui remplissent les conditions visées à l'article L. 5214-23-1 est majorée d'une somme lui permettant d'atteindre 175 F au 1^{er} janvier 2000. Pour les années suivantes, ce montant, fixé par le comité des finances locales, évolue au moins comme l'évolution prévisionnelle des prix à la consommation hors tabac associée au projet de loi de finances. À compter de 2005, ce montant évolue selon le taux fixé par le comité des finances locales en application du précédent alinéa.

Les modalités de répartition de la majoration prévue au précédent alinéa sont précisées à l'article L. 5211-30.

La dotation par habitant de la catégorie des communautés urbaines ayant opté pour les dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts ne peut être inférieure à celle fixée pour la catégorie des communautés urbaines ne faisant pas application de ces dispositions.

De 2000 à 2002 la dotation par habitant de la catégorie des communautés de communes faisant application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des

impôts ne peut être inférieure à celle fixée pour la catégorie des communautés de communes ne faisant pas application de ces dispositions.

À compter du 1^{er} janvier 2003, le montant de la dotation d'intercommunalité affecté aux communautés urbaines est celui qui résulte de l'application du deuxième alinéa du I de l'article L. 5211-30.

La dotation par habitant des communautés d'agglomération, issues d'une transformation de syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle en application des dispositions des articles L. 5341-1 et L. 5341-2, ne peut être inférieure à celle fixée pour les syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle.

La majoration de la dotation des communautés d'agglomération, constituée en application de l'alinéa précédent, est répartie selon les modalités de l'article L. 5211-30.

À compter de 2002, la dotation moyenne par habitant des communautés de communes ne faisant pas application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts qui perçoivent la dotation d'intercommunalité dans cette catégorie au titre de la deuxième année au moins est majorée, le cas échéant, d'une somme lui permettant d'atteindre le montant de la dotation moyenne par habitant qui leur a été notifiée l'année précédente, augmentée comme la dotation forfaitaire visée à l'article L. 2334-7. Pour l'application de ces dispositions en 2002, la dotation moyenne par habitant prise en compte au titre de 2001 intègre la quote-part de la régularisation de la dotation globale de fonctionnement prévue par l'article L. 1613-2-1. À compter de 2005, le montant moyen par habitant correspondant à la majoration évolue au moins selon le taux fixé par le comité des finances locales en application du deuxième alinéa du présent II.

Cette majoration est répartie entre les établissements publics de coopération intercommunale bénéficiaires comme les dotations de base et de péréquation auxquelles elle s'ajoute.

Art. L. 5211-31. – Les attributions perçues par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre au titre de la dotation d'aménagement font l'objet de versements mensuels.

Art. L. 5211-32. – Au titre de la première année où il perçoit le produit de sa fiscalité propre, un établissement public de coopération intercommunale reçoit une attribution calculée dans les conditions prévues à l'article L. 5211-30. Les attributions des communautés de communes et des syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle ainsi déterminées font l'objet d'un abattement de 50 %.

Au titre de la première année d'attribution de la dotation dans une catégorie, le coefficient d'intégration fiscale à prendre en compte est égal, pour les communautés urbaines de 2000 à 2002, les communautés de communes et les communautés d'agglomération, au coefficient d'intégration fiscale moyen de la catégorie d'établissement à laquelle elles appartiennent.

Au titre de la deuxième année d'attribution de la dotation dans la même catégorie, le coefficient d'intégration fiscale non corrigé des dépenses de transfert des communautés de communes faisant application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts et des communautés d'agglomération est pondéré par le rapport entre le coefficient d'intégration fiscale moyen de leur catégorie tel que défini au 2^o du III de

l'article L. 5211-30 et ce coefficient d'intégration fiscale moyen, non corrigé des dépenses de transfert.

Art. L. 5211-32-1. – Par dérogation à l'article L. 5211-32, lorsqu'une communauté de communes ou une communauté d'agglomération est issue d'une fusion opérée dans le cadre des dispositions de l'article L. 5211-41-3, la dotation d'intercommunalité qui lui est attribuée la première année est calculée en retenant comme coefficient d'intégration fiscale le coefficient d'intégration fiscale de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui lui préexistait. Si plusieurs établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre préexistaient, le coefficient d'intégration fiscale à retenir la première année est le coefficient d'intégration fiscale le plus élevé parmi ces établissements.

L'abattement de 50 % prévu à l'article L. 5211-32 ne s'applique pas aux communautés de communes issues d'une fusion.

Les mécanismes de garanties prévus à l'article L. 5211-33 s'appliquent dès la première année aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération issues d'une fusion. Pour le calcul des garanties la première année, la dotation à prendre en compte au titre de l'année précédente est celle de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui préexistait à la communauté issue de la fusion. Si plusieurs établissements publics de coopération intercommunale préexistaient, la dotation à prendre en compte est la dotation par habitant la plus élevée parmi ces établissements.

Lorsqu'une communauté urbaine fusionne avec un autre établissement public de coopération intercommunale, la dotation d'intercommunalité de la communauté urbaine issue de la fusion est calculée en retenant la dotation par habitant la plus élevée parmi les établissements préexistants.

Art. L. 5211-33. – I. – Les communautés de communes et les communautés d'agglomération ne peuvent percevoir, à compter de la troisième année d'attribution de la dotation dans la même catégorie, une attribution par habitant inférieure à 80 % de la dotation par habitant perçue l'année précédente.

De 2000 à 2002, les communautés urbaines ne faisant pas application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts ne peuvent percevoir une attribution par habitant inférieure à la dotation par habitant perçue l'année précédente.

À compter du 1^{er} janvier 2003, les communautés urbaines perçoivent une dotation d'intercommunalité dans les conditions prévues au deuxième alinéa du I de l'article L. 5211-30.

Les communautés urbaines faisant application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts et qui sont issues de la transformation de communautés urbaines existantes l'année de promulgation de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ne peuvent percevoir en 2000 une dotation par habitant supérieure à 1,5 fois la dotation par habitant qu'elles percevaient l'année précédant leur transformation.

II. – Toutefois :

1° À compter de 2005, les communautés de communes ne faisant pas application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts dont le coefficient

d'intégration fiscale est supérieur à 0,5 perçoivent une dotation par habitant progressant au moins comme la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7 du présent code.

Les communautés d'agglomération et les communautés de communes faisant application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts dont le coefficient d'intégration fiscale est supérieur à 0,5 en 2005 perçoivent une dotation par habitant progressant au moins comme la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7 du présent code. À compter de 2006, cette garantie s'applique lorsque leur coefficient d'intégration fiscale est supérieur à 0,4 ;

2° Les établissements publics de coopération intercommunale mentionnés au premier alinéa du I dont la dotation par habitant perçue au titre des dotations de base et de péréquation est supérieure à celle perçue l'année précédente ne peuvent percevoir une dotation d'intercommunalité par habitant inférieure à celle de l'année précédente ;

3° Pour les établissements publics de coopération intercommunale mentionnés au premier alinéa du I dont la dotation par habitant perçue au titre des dotations de base et de péréquation est en diminution par rapport à l'année précédente, le pourcentage de diminution de leur attribution totale par habitant par rapport à l'année précédente ne peut excéder celui constaté pour la somme des dotations de base et de péréquation.

La garantie calculée au titre des 2° et 3° ne peut représenter plus de 40 % de la dotation totale attribuée.

Un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui change de catégorie, qui est issue d'une fusion dans le cadre des dispositions de l'article L. 5211-41-3 ou qui fait suite à un ou plusieurs autres établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre perçoit, les deux premières années d'attribution de la dotation dans la nouvelle catégorie ou après la fusion, une attribution par habitant au moins égale à celle perçue l'année précédente, augmentée comme la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7. En outre, s'il fait application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts, il ne peut, au titre des troisième, quatrième et cinquième années d'attribution dans la même catégorie et sous réserve de l'application des 2° et 3° du présent article, percevoir une attribution par habitant inférieure, respectivement, à 95 %, 90 % et 85 % de la dotation par habitant perçue l'année précédente.

Une communauté d'agglomération, créée *ex nihilo*, perçoit la deuxième année d'attribution de la dotation une attribution par habitant au moins égale à celle perçue l'année précédente, augmentée comme la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7. En outre, elle ne peut au titre des troisième, quatrième et cinquième années d'attribution dans la même catégorie et sous réserve de l'application des 2° et 3° du présent II, percevoir une attribution par habitant inférieure, respectivement, à 95 %, 90 % et 85 % de la dotation par habitant perçue l'année précédente.

Les syndicats ou communautés d'agglomération nouvelle perçoivent une attribution qui progresse chaque année selon un taux fixé par le comité des finances locales au plus égal au taux d'évolution de la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7.

À compter de 2005, les communautés d'agglomération, les communautés de communes ne faisant pas application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts, ainsi que les communautés de communes faisant application des dispositions du même article, dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur d'au moins 50 % au potentiel fiscal par habitant de la catégorie à laquelle elles appartiennent ne peuvent

percevoir, à compter de la deuxième année d'attribution de la dotation dans la même catégorie, une attribution par habitant inférieure à celle perçue l'année précédente.

Art. L. 5211-34. – En cas de dissolution d'un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre, le montant de la dotation de péréquation qui aurait dû lui revenir l'année suivante augmenté, le cas échéant, de la garantie au titre de cette dotation, dont il aurait été bénéficiaire, est partagé entre les communes qui le composaient d'après le montant du produit des impôts, taxes et redevances mentionné à l'article L. 2334-6 constaté la dernière année de fonctionnement sur le territoire de chacune d'elles pour le compte de l'établissement public.

Aucune attribution n'est versée à ce titre aux communes qui adhèrent, l'année de la dissolution, à un autre établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

En cas de dissolution d'une communauté urbaine après le 1^{er} janvier 2003, le montant de la dotation qui aurait dû lui revenir l'année suivante est partagé entre les communes qui la composent en fonction du montant du produit des impôts, taxes et redevances mentionnés à l'article L. 2334-6 constaté la dernière année de fonctionnement sur le territoire de chacune d'entre elles pour le compte de l'établissement public.

Art. L. 5211-35. – En cas de fusion volontaire de toutes les communes précédemment regroupées au sein d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ayant au moins deux années d'existence, et qui entraîne la dissolution dudit établissement, la dotation forfaitaire de la commune issue de la fusion est égale à la somme des dotations forfaitaires attribuées l'année précédente aux anciennes communes et de la dotation de l'ancien établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre attribuée l'année précédant la fusion.

La dotation forfaitaire de la commune issue de la fusion évolue conformément aux dispositions de l'article L. 2334-7.

En cas de constitution d'un nouvel établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre comprenant la commune fusionnée, la part de la dotation forfaitaire issue de la dotation versée à l'ancien établissement n'est plus attribuée à la commune fusionnée, et la dotation globale de fonctionnement du nouvel établissement public de coopération intercommunale est calculée conformément à l'article L. 5211-29.

Art. L. 5212-1. – Le syndicat de communes est un établissement public de coopération intercommunale associant des communes en vue d'œuvres ou de services d'intérêt intercommunal.

Art. L. 5212-16. – Une commune peut adhérer à un syndicat pour une partie seulement des compétences exercées par celui-ci.

La décision d'institution ou une décision modificative détermine en ce cas la liste des communes membres du syndicat, la liste des compétences que le syndicat peut exercer et les conditions dans lesquelles chaque commune membre transfère au syndicat tout ou partie des compétences que celui-ci est habilité à exercer. Le syndicat exerce chacune de ses compétences dans les limites du territoire des communes lui ayant délégué cette compétence.

Chaque commune supporte obligatoirement, dans les conditions fixées par la décision d'institution, les dépenses correspondant aux compétences qu'elle a transférées au syndicat ainsi qu'une part des dépenses d'administration générale.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 5211-1, s'appliquent les règles suivantes :

1° Tous les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à toutes les communes et notamment pour l'élection du président et des membres du bureau, le vote du budget, l'approbation du compte administratif et les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat ; dans le cas contraire, ne prennent part au vote que les délégués représentant les communes concernées par l'affaire mise en délibération ;

2° Le président prend part à tous les votes sauf en cas d'application des articles L. 2121-14 et L. 2131-11 ;

3° Pour tenir compte des compétences transférées par chaque commune au syndicat, la décision d'institution peut fixer des règles particulières de représentation de chaque commune.

Le comité du syndicat peut former pour l'exercice d'une ou plusieurs compétences des commissions chargées d'étudier et de préparer ses décisions.

Art. L. 5214-7. – Dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté fixant le périmètre de la communauté, le nombre et la répartition des sièges au sein du conseil de la communauté de communes sont fixés :

– soit par accord amiable de l'ensemble des conseils municipaux des communes intéressées ;

– soit en fonction de la population, par décision des conseils municipaux des communes intéressées dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de la communauté de communes.

Dans les deux cas, chaque commune dispose au minimum d'un siège et aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié des sièges.

La décision institutive ou une décision modificative peut prévoir la désignation d'un ou plusieurs délégués suppléants, appelés à siéger au conseil avec voix délibérative en cas d'empêchement du ou des titulaires.

Art. L. 5214-16. – I. – La communauté de communes exerce de plein droit au lieu et place des communes membres, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, des compétences relevant de chacun des deux groupes suivants :

1° Aménagement de l'espace ;

2° Actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté. Quand la communauté de communes opte pour le régime fiscal défini à l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts, l'aménagement, la gestion et l'entretien des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire d'intérêt communautaire sont inclus dans cette compétence ;

II. – La communauté de communes doit par ailleurs exercer dans les mêmes conditions des compétences relevant d’au moins un des six groupes suivants :

1° Protection et mise en valeur de l’environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d’énergie ;

2° Politique du logement et du cadre de vie ;

3° Création, aménagement et entretien de la voirie ;

4° Construction, entretien et fonctionnement d’équipements culturels et sportifs et d’équipements de l’enseignement préélémentaire et élémentaire ;

5° Action sociale d’intérêt communautaire ;

6° Tout ou partie de l’assainissement.

Lorsque la communauté de communes exerce la compétence action sociale d’intérêt communautaire, elle peut en confier la responsabilité pour tout ou partie à un centre intercommunal d’action sociale constitué dans les conditions fixées à l’article L. 123-5 du code de l’action sociale et des familles ;

III. – La définition des compétences transférées au sein de chacun des groupes est fixée par la majorité qualifiée requise pour la création de la communauté.

IV. – L’intérêt communautaire des compétences exercées au sein des groupes mentionnés aux I et II est déterminé à la majorité qualifiée requise pour la création de la communauté de communes.

Il est défini au plus tard deux ans après l’entrée en vigueur de l’arrêté prononçant le transfert de compétence. À défaut, la communauté de communes exerce l’intégralité de la compétence transférée.

V. – Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d’un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté de communes et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

VI. – La communauté de communes, lorsqu’elle est dotée d’une compétence dans ce domaine, peut exercer le droit de préemption urbain dans les périmètres fixés, après délibération concordante de la ou des communes concernées, par le conseil de communauté pour la mise en œuvre de la politique communautaire d’équilibre social de l’habitat.

VII. – Par convention passée avec le département, une communauté de communes peut exercer directement tout ou partie des compétences qui, dans le domaine de l’action sociale, sont attribuées au département en vertu des articles L. 121-1 et L. 121-2 du code de l’action sociale et des familles.

La convention précise l’étendue et les conditions financières de la délégation de compétence, ainsi que les conditions dans lesquelles les services départementaux correspondants sont mis à la disposition de la communauté de communes.

Art. L. 5215-6. – Le conseil de communauté est composé de délégués des communes, dont le nombre est fixé dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté déterminant le périmètre de la communauté, soit par accord amiable de l'ensemble des conseils municipaux des communes, soit conformément au tableau ci-dessous :

Nombre de communes	Population municipale de l'agglomération			
	200 000 au plus	200 001 à 600 000	600 001 à 1 000 000	Plus de 1 000 000
20 au plus	50	80	90	120
De 21 à 5	70	90	120	140
Plus de 50	90	120	140	155

Dans les communautés urbaines qui comportent plus de soixante-dix-sept communes, le nombre de délégués est égal à deux fois le nombre de communes représentées.

Lorsque le périmètre d'une communauté urbaine est étendu en application des dispositions de l'article L. 5215-40 ou L. 5215-40-1, le conseil de communauté peut être composé, jusqu'à son prochain renouvellement général, par un nombre de délégués supérieur à celui prévu aux alinéas précédents. Ce nombre, fixé de telle sorte que chaque nouvelle commune dispose au moins d'un siège, est arrêté par accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale ou de la moitié au moins des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population, la majorité qualifiée comprenant nécessairement le conseil municipal de la commune dont la population est supérieure à la moitié de la population totale ou, à défaut, de la commune dont la population est la plus importante.

Art. L. 5215-7. – La répartition des sièges est établie dans le délai fixé à l'article L. 5215-6, soit par accord amiable de l'ensemble des conseils municipaux des communes, soit selon les modalités suivantes :

a) Un siège est attribué à chaque commune membre de la communauté ;

b) Seules participent à la répartition des sièges restant à pourvoir les communes dont la population municipale est supérieure au quotient obtenu en divisant la population municipale de l'agglomération, telle qu'elle résulte du recensement de la population, par le nombre total de sièges à pourvoir. Les sièges restant à pourvoir sont répartis entre ces communes suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle de la plus forte moyenne, sur la base de leur population municipale diminuée d'un nombre d'habitants égal au quotient mentionné à la phrase précédente.

Art. L. 5215-8. – Il est procédé, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État, entre deux renouvellements généraux des conseils municipaux, à une nouvelle répartition des sièges par application des articles L. 5215-6 et L. 5215-7 dans le cas prévu à l'article L. 5215-40, ou dans le cas où des modifications aux limites territoriales des communes membres de la communauté urbaine entraînent la suppression d'une ou plusieurs communes ou la création d'une ou plusieurs communes nouvelles.

Art. L. 5215-10. – L'élection des délégués s'effectue selon les modalités suivantes :

1° S'il n'y a qu'un délégué, est appliquée la procédure prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 2121-21 ;

2° Dans les autres cas, les délégués des communes au conseil de la communauté sont élus au scrutin de liste à un tour, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. La répartition des sièges entre les listes est opérée selon les règles de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne. En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le délégué élu sur cette liste. Lorsque ces dispositions ne peuvent être appliquées, il est procédé à une nouvelle élection de l'ensemble des délégués de la commune au conseil de la communauté.

La constatation, par la juridiction administrative, de l'inéligibilité d'un ou plusieurs candidats au conseil de la communauté n'entraîne l'annulation de l'élection que du ou des élus inéligibles. La juridiction saisie proclame en conséquence l'élection du ou des suivants de liste.

Art. L. 5215-16. – Les dispositions du chapitre III du titre II du livre I^{er} de la deuxième partie relatives aux conditions d'exercice des mandats municipaux, à l'exclusion des articles L. 2123-18-1, L. 2123-18-3 et L. 2123-22, sont applicables aux membres du conseil de la communauté sous réserve des dispositions qui leur sont propres.

Pour l'application de l'article L. 2123-11-2, le montant mensuel de l'allocation est au plus égal à 80 % de la différence entre le montant de l'indemnité brute mensuelle que l'intéressé percevait pour l'exercice de ses fonctions, dans la limite des taux maximaux prévus par l'article L. 5211-12, et l'ensemble des ressources qu'il perçoit à l'issue du mandat.

Cette allocation n'est pas cumulable avec celle versée aux élus municipaux en application de l'article L. 2123-11-2 ni avec celles versées en application des articles L. 3123-9-2 et L. 4135-9-2.

Art. L. 5215-17. – Dans les communautés urbaines de 400 000 habitants au moins, les indemnités votées par le conseil de communauté pour l'exercice effectif des fonctions de délégué des communes sont au maximum égales à 28 % du terme de référence mentionné au I de l'article L. 2123-20.

Art. L. 5215-18. – Dans les conseils des communautés urbaines de plus de 100 000 habitants, le fonctionnement des groupes de délégués peut faire l'objet de délibérations sans que puissent être modifiées, à cette occasion, les décisions relatives au régime indemnitaire des délégués.

Dans ces mêmes conseils, les groupes de délégués se constituent par la remise au président d'une déclaration, signée de leurs membres, accompagnée de la liste de ceux-ci et de leur représentant.

Dans les conditions qu'il définit, le conseil de communauté peut affecter aux groupes de délégués, pour leur usage propre ou pour un usage commun, un local administratif, du matériel de bureau et prendre en charge leurs frais de documentation, de courrier et de télécommunications.

Le président peut, dans les conditions fixées par le conseil de communauté et sur proposition des représentants de chaque groupe, affecter aux groupes de délégués une ou

plusieurs personnes. Le conseil de communauté ouvre au budget de la communauté urbaine, sur un chapitre spécialement créé à cet effet, les crédits nécessaires à ces dépenses, sans qu'ils puissent excéder 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du conseil de communauté.

Le président du conseil de communauté est l'ordonnateur des dépenses susmentionnées.

L'élu responsable de chaque groupe d'élus décide des conditions et des modalités d'exécution du service confié que ces collaborateurs accomplissent auprès de ces groupes au sein de l'organe délibérant.

Art. L. 5215-26. – Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté urbaine et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Art. L. 5215-27. – La communauté urbaine peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public.

Dans les mêmes conditions, ces collectivités peuvent confier à la communauté urbaine la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions.

Art. L. 5215-28. – Les immeubles et meubles faisant partie du domaine public des communes appartenant à l'agglomération sont affectés de plein droit à la communauté urbaine, dès son institution, dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exercice des compétences de la communauté.

Le transfert définitif de propriété ainsi que des droits et obligations attachés aux biens transférés est opéré par accord amiable.

À défaut d'accord amiable, un décret en Conseil d'État, pris après avis d'une commission dont la composition est fixée par arrêté du ministre de l'intérieur et qui comprend notamment des maires et des conseillers généraux, procède au transfert définitif de propriété au plus tard un an après les transferts de compétences à la communauté urbaine.

Les transferts de biens, droits et obligations prévus aux alinéas précédents ne donnent pas lieu à indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraires.

Art. L. 5215-29. – Un décret en Conseil d'État fixe les conditions dans lesquelles sont achevées les opérations décidées par les communes, les syndicats de communes avant le transfert des compétences, notamment en ce qui concerne le financement de ces opérations.

Art. L. 5215-32. – Les recettes du budget de la communauté urbaine comprennent :

1° Les ressources fiscales mentionnées au II ou, le cas échéant, au I de l'article 1379-0 *bis* du code général des impôts, ainsi que celles mentionnées au V du même article ;

2° Soit le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères sur les terrains de camping, de la redevance spéciale, soit le produit de la redevance pour enlèvement des ordures, déchets et résidus ;

3° *Abrogé*

4° Les attributions imputées sur la dotation globale de fonctionnement ;

5° Le revenu de ses biens meubles ou immeubles ;

6° Le produit des taxes correspondant aux compétences qui lui ont été transférées ;

7° Le produit des redevances et droits divers correspondant aux services assurés en régie, concédés ou affermés par la communauté urbaine, de sa participation dans les entreprises et des sommes qu'elle reçoit en échange de services rendus ;

8° Le produit des contributions aux dépenses d'équipements publics prévus au 2° de l'article L. 332-6-1 du code de l'urbanisme ;

9° Le produit de la taxe locale d'équipement ou de toute autre taxe de remplacement pour les compétences transférées ;

10° Le produit des surtaxes locales temporaires pour les compétences transférées ;

11° Les subventions de l'État, des collectivités locales, de leurs groupements et des syndicats mixtes ;

12° Le produit des dons et legs ;

13° Le produit des emprunts ;

14° Le produit de la participation instituée dans les secteurs d'aménagement en vertu des dispositions de l'article L. 332-9 du code de l'urbanisme ;

15° Le produit du versement destiné aux transports en commun prévu à l'article L. 2333-64.

Art. L. 5215-33. – Sont applicables à la communauté urbaine les dispositions de l'article L. 5212-21.

Art. L. 5215-34. – La communauté urbaine peut établir la taxe de balayage lorsqu'elle assure le balayage de la superficie des voies livrées à la circulation publique qui incombe aux propriétaires riverains.

Art. L. 5215-35. – Les pertes de recettes que la communauté urbaine subit du fait des exemptions temporaires dont bénéficient les constructions nouvelles ainsi que les locaux visés aux articles 1384 C et 1384 D du code général des impôts au titre de la taxe foncière des propriétés bâties sont compensées par une subvention de l'État, déterminée dans les mêmes conditions que l'allocation servie aux communes, conformément aux dispositions de l'article L. 2335-3.

Les pertes de recettes que la communauté urbaine subit du fait de l'allongement de quinze à vingt-cinq ans des exonérations de taxe foncière sur les propriétés bâties prévues

aux articles 1384 A, 1384 C et 1384 D du code général des impôts sont compensées conformément aux dispositions de l'article L. 2335-3 du présent code.

Pour les logements locatifs sociaux bénéficiant d'une décision d'octroi de subvention ou de prêt aidé entre le 1^{er} décembre 2005 et le 31 décembre 2014, à l'exception des constructions neuves financées au moyen de prêts visés à la sous-section 3 de la section 1 du chapitre unique du titre III du livre III du code de la construction et de l'habitation, les pertes de recettes pour les communautés urbaines résultant de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pendant quinze ou vingt ans prévue par les articles 1384 A et 1384 C du code général des impôts sont compensées par un prélèvement sur les recettes de l'État. Dans ce cas, la compensation versée à chaque communauté urbaine est égale, chaque année, au montant de la perte de recettes multiplié à compter de 2009 par un taux de minoration. Au titre de 2009, ce taux de minoration correspond à l'écart entre le montant total versé en 2008 au titre de l'ensemble des compensations mentionnées aux I à X de l'article 48 de la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 et le montant total de ces mêmes compensations prévu à cette fin pour 2009 par le XI de ce même article. Au titre de 2010, la compensation calculée selon les dispositions qui précèdent et à laquelle est appliqué le taux d'évolution fixé au titre de 2009 est minorée par application d'un taux correspondant à l'écart entre le montant total à verser en 2009 au titre de l'ensemble des compensations mentionnées aux I à VIII de l'article 47 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 et le montant total de ces mêmes compensations prévu à cette fin pour 2010 par le IX de ce même article.

Art. L. 5215-40. – Le périmètre de l'agglomération dans laquelle la communauté urbaine exerce ses compétences peut être ultérieurement étendu, par arrêté du représentant de l'État dans le département, par adjonction de communes nouvelles, soit à la demande de leurs conseils municipaux, soit sur l'initiative du conseil de communauté.

La modification est subordonnée dans le premier cas à l'accord du conseil de communauté et dans le second cas à celui du ou des conseils municipaux intéressés.

Art. L. 5215-42. – La communauté urbaine peut être dissoute sur la demande des conseils municipaux des communes qu'elle rassemble, statuant par un vote des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, cette majorité devant en outre nécessairement comprendre le conseil municipal dont la population est supérieure à la moitié de la population totale concernée. La dissolution est prononcée par décret en conseil des ministres.

Un décret en Conseil d'État détermine, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-25-1 et sous réserve des droits des tiers, les conditions dans lesquelles la communauté est liquidée ; il fixe notamment les conditions dans lesquelles s'opère le transfert des biens, droits et obligations, après l'avis d'une commission composée comme il est dit à l'article L. 5215-28.

Les personnels de la communauté sont répartis entre les communes membres ou leurs éventuels organismes de coopération, par une commission présidée par le président du conseil supérieur de la fonction publique territoriale, sans qu'il puisse être procédé à un dégageant des cadres et en tenant compte de leurs droits acquis. Les communes ou leurs éventuels organismes de coopération attributaires supportent les charges financières correspondantes.

Un décret en Conseil d'État fixe les conditions et les modalités de cette répartition ainsi que la composition de cette commission.

Art. L. 5216-1. – La communauté d'agglomération est un établissement public de coopération intercommunale regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants. Le seuil démographique de 15 000 habitants ne s'applique pas lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département ou la commune la plus importante du département. Le périmètre d'une communauté d'agglomération ne peut comprendre une commune qui est déjà membre d'un autre établissement public de coopération intercommunale percevant la taxe professionnelle selon les dispositions de l'article 1609 nonies C du code général des impôts au 1er janvier 1999, si le conseil municipal de la commune intéressée a émis une délibération défavorable à l'arrêté dressant la liste des communes ou si plus du quart des conseils municipaux des communes membres de l'établissement existant s'opposent au retrait de ladite commune. Ces communes s'associent au sein d'un espace de solidarité, en vue d'élaborer et conduire ensemble un projet commun de développement urbain et d'aménagement de leur territoire.

Art. L. 5216-3. – Dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté fixant le périmètre de la communauté, le nombre et la répartition des sièges au sein du conseil de la communauté d'agglomération sont fixés :

– soit par accord amiable de l'ensemble des conseils municipaux des communes intéressées ;

– soit en fonction de la population, par décision des conseils municipaux des communes intéressées dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de la communauté.

Dans les deux cas, chaque commune dispose au minimum d'un siège et aucune commune ne peut disposer de plus de la moitié des sièges.

La décision institutive ou une décision modificative peut prévoir la désignation d'un ou plusieurs délégués suppléants, appelés à siéger au conseil avec voix délibérative en cas d'empêchement du ou des titulaires.

Art. L. 5216-5. – I. – La communauté d'agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres les compétences suivantes :

1° En matière de développement économique : création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire qui sont d'intérêt communautaire ; actions de développement économique d'intérêt communautaire ;

2° En matière d'aménagement de l'espace communautaire : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire ; organisation des transports urbains au sens du chapitre II du titre II de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs, sous réserve des dispositions de l'article 46 de cette loi ;

3° En matière d'équilibre social de l'habitat : programme local de l'habitat ; politique du logement d'intérêt communautaire ; actions et aides financières en faveur du

logement social d'intérêt communautaire ; réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ; action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées ; amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire ;

4° En matière de politique de la ville dans la communauté : dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire ; dispositifs locaux, d'intérêt communautaire, de prévention de la délinquance.

II. – La communauté d'agglomération doit en outre exercer au lieu et place des communes au moins trois compétences parmi les six suivantes :

1° Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire ;

2° Assainissement ;

3° Eau ;

4° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie : lutte contre la pollution de l'air, lutte contre les nuisances sonores, soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie, élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés ou partie de cette compétence dans les conditions fixées par l'article L. 2224-13 ;

5° Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ;

6° Action sociale d'intérêt communautaire.

Lorsque la communauté d'agglomération exerce la compétence action sociale d'intérêt communautaire, elle peut en confier la responsabilité pour tout ou partie à un centre intercommunal d'action sociale constitué dans les conditions fixées à l'article L. 123-5 du code de l'action sociale et des familles.

Le choix de ces compétences est arrêté par décision des conseils municipaux des communes intéressées dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création.

II *bis*. – La communauté d'agglomération est titulaire du droit de préemption urbain dans les périmètres fixés, après délibération concordante de la ou des communes concernées, par le conseil de communauté pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat.

III. – Lorsque l'exercice des compétences mentionnées aux I et II du présent article est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt communautaire, cet intérêt est déterminé à la majorité des deux tiers du conseil de la communauté d'agglomération. Il est défini au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur de l'arrêté prononçant le transfert de compétence. À défaut, la communauté d'agglomération exerce l'intégralité de la compétence transférée.

V. – Par convention passée avec le département, une communauté d'agglomération peut exercer pour le département tout ou partie des compétences qui, dans le domaine de

l'action sociale, sont attribuées au département en vertu des articles L. 121-1 et L. 121-2 du code de l'action sociale et des familles.

La convention précise l'étendue et les conditions financières de la délégation ainsi que les conditions dans lesquelles les services départementaux correspondants sont mis à la disposition de la communauté d'agglomération.

VI. – Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Art. L. 5331-1. – La communauté d'agglomération nouvelle est un établissement public de coopération intercommunale à caractère administratif administré par un conseil d'agglomération composé de délégués des communes élus au suffrage universel par les électeurs inscrits dans les communes membres de cette communauté.

Art. L. 5331-2. – Le nombre de conseillers élus dans chaque commune est fixé en fonction de la population, déterminée par le dernier recensement général ou complémentaire, conformément au tableau suivant, sous réserve qu'aucune commune ne détienne la majorité absolue, sauf dans le cas où la communauté n'est composée que de deux communes :

Communes de	Nombre de délégués
Moins de 2 500 habitants	2
De 2 500 à 3 499	3
De 3 500 à 9 999	4
De 10 000 à 14 999	5
De 15 000 à 19 999	6
20 000 habitants et au-dessus	7

Lorsque la répartition des sièges entre les communes effectuée suivant les règles définies ci-dessus donne à l'une d'entre elles la majorité absolue des sièges, le nombre de ses délégués est réduit pour être inférieur à la moitié du nombre total des membres du conseil d'agglomération, à moins que la communauté ne soit composée que de deux communes.

Le conseil d'agglomération est élu pour six ans ; son renouvellement intervient en même temps que celui des conseils municipaux.

Toutefois, la première élection du conseil d'agglomération a lieu à une date fixée par le représentant de l'État dans le département. Il est procédé à son installation dans un délai d'un mois après son élection.

Le premier mandat du conseil d'agglomération sera écourté pour faire coïncider son échéance avec celle du mandat des conseils municipaux.

Le mode de scrutin appliqué à cette élection est identique dans chaque commune au mode de scrutin applicable à l'élection du conseil municipal.

Entre deux élections générales du conseil d'agglomération, il est procédé, à la fin de la deuxième et de la quatrième année de mandat, à une élection partielle dans chacune des communes où au moins trois sièges sont à pourvoir lorsqu'on additionne les sièges devenus vacants et les sièges supplémentaires auxquels donne droit l'augmentation de la population légale de la commune constatée lors d'un recensement général ou complémentaire. Si l'application de ces dispositions a pour effet de permettre à l'une des communes de détenir la majorité absolue du nombre des délégués, il n'est pas procédé à l'élection partielle dans cette commune.

Le conseil d'agglomération élit parmi ses membres un président et des vice-présidents selon les dispositions applicables à l'élection des maires et adjoints.

Art. L. 5331-3. – Sous réserve des dispositions du présent livre, les règles, droits et obligations applicables au président et au conseil de la communauté urbaine sont applicables au président et au conseil d'agglomération ; de même, les dispositions applicables à la communauté urbaine sont applicables à la communauté d'agglomération nouvelle.

Art. L. 5331-4. – Les communes gèrent les équipements ainsi que les services publics qui leur sont attachés, à l'exception de ceux qui sont reconnus d'intérêt commun et qui sont à ce titre créés et gérés par la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle.

Un inventaire des équipements existants ou en voie de réalisation est dressé lors de la création de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle ; les conseils municipaux se prononcent à la majorité des deux tiers de ceux-ci représentant plus de la moitié de la population ou la moitié des conseils municipaux représentant plus des deux tiers de la population dans un délai de quatre mois à compter de la date de l'arrêté pris par le représentant de l'Etat dans le département en application du septième alinéa de l'article L. 5321-1 sur la liste des équipements reconnus d'intérêt commun lors de l'établissement de cet inventaire qui est constaté par un arrêté du représentant de l'Etat dans le département. L'inventaire est renouvelé après chaque renouvellement des conseils municipaux dans les conditions prévues pour son établissement initial. Dans le cas de transferts d'équipements lors du renouvellement de l'inventaire, les conséquences financières de ces transferts sont fixées par une convention signée entre la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle et la ou les communes membres concernées et approuvée à la majorité des deux tiers des membres du conseil d'agglomération ou du comité syndical.

Les équipements dont la réalisation est décidée par la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle, postérieurement à l'établissement de cet inventaire, peuvent être ajoutés à la liste des équipements reconnus d'intérêt commun par délibération de la communauté ou du syndicat adoptée à la majorité des deux tiers au moment de la première inscription budgétaire les concernant.

Si un équipement de nature intercommunale n'est pas porté sur la liste des équipements reconnus d'intérêt commun, faute de la majorité qualifiée prévue aux deux alinéas précédents, la commune à qui en revient la gestion peut demander qu'il soit ajouté à cette liste par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, après une nouvelle délibération du conseil d'agglomération ou du comité du syndicat.

Art. L. 5333-4-1. – Les communes membres d'un syndicat d'agglomération nouvelle ou d'une communauté d'agglomération nouvelle peuvent à tout moment transférer à ce syndicat ou à cette communauté tout ou partie des compétences visées à l'article L. 5216-5 dont le transfert n'est pas prévu par les articles L. 5333-1 à L. 5333-4, ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à l'exercice de ces compétences.

Ces transferts sont décidés par délibérations concordantes du comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou du conseil de la communauté d'agglomération nouvelle et des conseils municipaux se prononçant à une majorité des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre la commune dont la population est supérieure à la moitié de la population totale concernée. Le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification au maire de la commune de la délibération du comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou du conseil de la communauté d'agglomération pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Les transferts s'effectuent dans les conditions financières et patrimoniales prévues aux trois derniers alinéas de l'article L. 5211-17.

Art. L. 5333-5. – La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle peut assurer la gestion de services et l'exécution de tous travaux ou études pour le compte des communes membres dans les conditions fixées par convention avec la ou les communes intéressées. Ils peuvent demander, dans des conditions fixées par convention, à une ou plusieurs communes d'assurer pour son compte certaines prestations de services et, le cas échéant, certains investissements. Ces conventions sont adoptées à la majorité des deux tiers des membres du conseil d'agglomération ou du comité syndical.

Art. L. 5333-6. – La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle est substitué de plein droit pour l'exercice de ses compétences aux communes membres qui font partie d'un établissement public de coopération intercommunale lorsque celui-ci comprend des communes extérieures à l'agglomération nouvelle.

Après consultation de ces communes membres, la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle peut, dans le délai d'un an à compter de sa création, demander son retrait de l'établissement public de coopération intercommunale, pour l'exercice d'une ou plusieurs compétences dans les conditions fixées au présent article.

Le conseil de la communauté ou le comité du syndicat d'agglomération nouvelle et le comité de l'établissement public de coopération intercommunale se prononcent, par délibérations concordantes, sur les conditions de ce retrait. Ces délibérations déterminent les conditions financières et patrimoniales de ce retrait ainsi que l'affectation des personnels concernés.

Toutefois, ce retrait ne peut être effectué qu'en vue d'harmoniser les conditions de gestion du ou des services en cause au sein de l'agglomération nouvelle.

Dans le cas où les délibérations concordantes visées ci-dessus n'ont pas été prises dans le délai de six mois à partir de la date où la demande de retrait a été transmise à toutes les personnes morales concernées, la décision peut être prise par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

Art. L. 5333-7. – Les biens, immeubles et meubles, faisant partie du domaine public des communes membres sont affectés à la communauté ou au syndicat d'agglomération nouvelle dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exercice de ses compétences.

La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle est propriétaire des biens du domaine public qu'elle ou qu'il acquiert ou crée dans l'exercice de ses compétences.

Il peut être procédé par convention à des transferts de propriété entre les communes et la communauté ou le syndicat ainsi que des droits et obligations qui sont attachés aux biens transférés. Ces transferts ne donnent pas lieu à indemnités, droits, taxes, salaires ou honoraires. Toutefois, des dotations pour travaux d'investissement, destinées à couvrir la charge incombant au propriétaire au titre des équipements transférés, peuvent être attribuées par le conseil d'agglomération ou le comité syndical, selon des modalités fixées par lui à la majorité des deux tiers de ses membres.

Art. L. 5333-8. – La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle, substitué au syndicat communautaire d'aménagement, assure le service de la dette afférente, d'une part, aux équipements créés ou acquis par lui et, d'autre part, aux équipements créés ou acquis par les communes lorsque ces équipements figurent sur la liste des équipements reconnus d'intérêt commun dans les conditions prévues à l'article L. 5333-4.

Art. L. 5334-17. – Pour l'application de dispositions relatives à la dotation globale de fonctionnement, pour toute répartition de fonds commun et pour l'attribution de subventions de l'Etat soumise à un critère démographique, il est ajouté à la population de chaque commune, visée au deuxième alinéa de l'article L. 2334-2, une population égale à la différence de population entre 2008 et 2009, minorée de 20 % en 2009, 40 % en 2010, 60 % en 2011 et 80 % en 2012. Cette majoration est supprimée à compter de 2013. Elle cesse également de s'appliquer, par anticipation, à une commune, dès la première année où sa population, authentifiée par décret, atteint ou dépasse son niveau de 2008.

Art. L. 5341-2. – Dans le délai d'un an suivant la date de publication du décret prévu à l'article L. 5341-1, un syndicat d'agglomération nouvelle ou une communauté d'agglomération nouvelle qui remplit les conditions fixées à l'article L. 5216-1 peut être transformé en communauté d'agglomération par décision prise à la majorité des membres du comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou du conseil d'agglomération nouvelle lorsque le syndicat ou la communauté exerce les compétences prévues à l'article L. 5216-5. Dans le cas contraire, cette transformation peut être décidée par l'accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, cette majorité devant en outre nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est supérieure à la moitié de la population totale concernée, cette transformation se faisant sur proposition du comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou du conseil de la communauté d'agglomération nouvelle adressée au représentant de l'Etat dans le département lorsque les communes font partie du même département ou aux représentants de l'Etat dans les départements concernés dans le cas contraire. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au maire de la commune de la délibération du comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou du conseil de la communauté d'agglomération nouvelle par le ou les représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés, pour se prononcer sur cette proposition. A défaut de cette délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

La transformation du syndicat d'agglomération nouvelle ou de la communauté d'agglomération nouvelle est prononcée par arrêté du représentant de l'Etat dans le département ou par arrêté conjoint des représentants de l'Etat dans les départements concernés. La transformation n'entraîne pas création d'une nouvelle personne morale. Cette transformation est sans effet sur les compétences exercées au lieu et place des communes à la date de la transformation, ou en leur nom par voie de convention à la même date, et qui ne sont pas visées au I et au II de l'article L. 5216-5. L'ensemble des biens, droits et obligations du syndicat d'agglomération nouvelle ou de la communauté d'agglomération nouvelle est transféré à la communauté d'agglomération, qui est substituée de plein droit au syndicat d'agglomération nouvelle ou à la communauté d'agglomération nouvelle dans toutes les délibérations et tous les actes de ce dernier à la date de l'arrêté de transformation. L'ensemble des personnels du syndicat d'agglomération nouvelle ou de la communauté d'agglomération nouvelle est réputé relever de la communauté d'agglomération dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes. Sans préjudice des dispositions des articles L. 2121-33 et L. 2122-10, les délégués des communes au comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou au conseil de la communauté d'agglomération nouvelle conservent leur mandat, pour la durée de celui-ci restant à courir, à l'organe délibérant de la communauté d'agglomération.

En cas de rejet de la proposition du comité du syndicat d'agglomération nouvelle ou du conseil de la communauté d'agglomération nouvelle, le syndicat ou la communauté d'agglomération nouvelle continue d'être régi par les dispositions du titre III du présent livre.

Art. L. 5711-1. – Les syndicats mixtes constitués exclusivement de communes et d'établissements publics de coopération intercommunale et ceux composés uniquement d'établissements publics de coopération intercommunale sont soumis aux dispositions des chapitres I^{er} et II du titre I^{er} du livre II de la présente partie.

Pour l'élection des délégués des communes et des établissements publics de coopération intercommunale au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur tout citoyen réunissant les conditions requises pour faire partie d'un conseil municipal sous réserve des dispositions du deuxième alinéa du II de l'article L. 5211-7.

Pour l'élection des délégués des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Art. L. 5711-4. – En matière de gestion de l'eau et des cours d'eau, d'alimentation en eau potable, d'assainissement collectif ou non collectif, de collecte ou d'élimination des déchets ménagers et assimilés, ou de distribution d'électricité ou de gaz naturel ou de réseaux et services locaux de communications électroniques, un syndicat mixte relevant du présent titre peut adhérer à un autre syndicat mixte défini au présent titre ou institué en application de l'article L. 5721-2, suivant la procédure définie à l'article L. 5211-18. L'adhésion d'un syndicat mixte à un autre syndicat mixte est sans incidence sur les règles qui régissent ce dernier.

Lorsque le syndicat mixte qui adhère à un autre syndicat mixte lui transfère la totalité des compétences qu'il exerce, l'adhésion entraîne sa dissolution.

Les membres du syndicat mixte dissous deviennent de plein droit membres du syndicat mixte qui subsiste.

Sauf disposition statutaire contraire, il leur est attribué au sein du comité syndical un nombre de sièges identique à celui dont disposait le syndicat mixte dissous.

L'ensemble des biens, droits et obligations du syndicat mixte dissous sont transférés au syndicat mixte auquel il adhère. Celui-ci est substitué de plein droit, pour l'exercice de ses compétences, au syndicat mixte dissous dans toutes ses délibérations et tous ses actes.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale par le syndicat mixte qui subsiste. La substitution n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

Le transfert est effectué à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraires.

L'ensemble des personnels du syndicat mixte dissous est réputé relever du syndicat mixte auquel il adhère dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.

Les transferts de compétences s'effectuent dans les conditions financières et patrimoniales prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 5211-17.

Art. L. 5721-1. – Le syndicat mixte est un établissement public.

Art. L. 5721-8. – Les dispositions des articles L. 5211-12 à L. 5211-14 sont applicables aux syndicats mixtes associant exclusivement des communes, des établissements publics de coopération intercommunale, des départements et des régions.

Art. L. 5722-6. – Les syndicats mixtes qui ne comprennent que des collectivités territoriales ou leurs groupements à fiscalité propre peuvent également instituer, dans les conditions prévues à l'article L. 5211-21, la taxe de séjour ou la taxe de séjour forfaitaire lorsqu'ils réalisent des actions de promotion en faveur du tourisme ou, dans la limite de leurs compétences, des actions de protection et de gestion de leurs espaces naturels.

Code électoral

Art. L. 221. – Le conseiller général dont le siège devient vacant pour cause de décès, de démission intervenue en application des articles L. 46-1, L. 46-2, LO 151 ou LO 151-1 du présent code, de présomption d'absence au sens de l'article 112 du code civil ou d'acceptation de la fonction de membre du Conseil constitutionnel, est remplacé jusqu'au renouvellement de la série dont il est issu par la personne élue en même temps que lui à cet effet.

En cas de vacance pour toute autre cause ou lorsque le premier alinéa ne peut plus être appliqué, il est procédé à une élection partielle dans le délai de trois mois.

Toutefois, si le renouvellement d'une série sortante doit avoir lieu dans les trois mois de la vacance, l'élection partielle se fait à la même époque.

Le président du conseil général est chargé de veiller à l'exécution du présent article. Il adresse ses réquisitions au représentant de l'Etat dans le département et, s'il y a lieu, au ministre de l'Intérieur.

Art. L. 290-1. – Les communes associées, créées en application des dispositions de l'article L. 2113-11 du code général des collectivités territoriales, conservent un nombre de délégués égal à celui auquel elles auraient eu droit en l'absence de fusion. Ces délégués sont désignés par le conseil municipal de la commune issue de la fusion parmi les conseillers municipaux élus dans la section électorale correspondante ou parmi les électeurs de cette section dans les conditions fixées au présent titre. Néanmoins lorsqu'il existe un conseil consultatif, les délégués de la commune associée sont désignés en son sein. Lorsque le nombre de délégués de la commune associée est supérieur à l'effectif du conseil consultatif, les membres de ce conseil sont délégués de droit, les autres délégués étant élus parmi les électeurs de la commune associée.

Code de l'environnement

Art. L. 333-4. – Lorsque le périmètre d'un pays inclut des communes situées dans un parc naturel régional, la compatibilité des documents, la cohérence et la coordination des actions menées au titre du pays sur le territoire commun sont assurées conformément au troisième alinéa du IV de l'article 22 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.

Code général des impôts

Art. 1609 bis. – I. – 1° Les communautés urbaines créées, ou issues de la transformation d'un établissement public de coopération intercommunale préexistant, à compter de la date de publication de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale perçoivent la taxe professionnelle selon les dispositions de l'article 1609 *nonies* C.

2° Les communautés urbaines existant à la date de publication de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 précitée peuvent percevoir :

a. la taxe foncière sur les propriétés bâties, la taxe foncière sur les propriétés non bâties, la taxe d'habitation et la taxe professionnelle ; le montant de ces impositions est fixé par le conseil de communauté en fonction de ses besoins et leur répartition s'effectue suivant les modalités définies aux articles 1636 B *sexies* et 1636 B *nonies* ;

b. et la taxe professionnelle selon le régime fiscal prévu au II d l'article 1609 *quinquies* C lorsqu'elles ont opté pour ce régime avant la date de publication de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 précitée.

II. – Les communautés urbaines peuvent percevoir :

1° La taxe d'enlèvement des ordures ménagères dans les conditions fixées par l'article 1520 ;

2° La taxe de balayage, lorsqu'elles assurent le balayage de la superficie des voies livrées à la circulation publique, qui incombe aux propriétaires riverains.

Art. 1609 nonies A ter. – Par dérogation aux dispositions prévues aux articles 1609 *bis*, 1609 *quinquies* C, 1609 *nonies* B et 1609 *nonies* D, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui exercent la totalité de la compétence

prévue à l'article L. 2224-13 du code général des collectivités territoriales et qui adhèrent, pour l'ensemble de cette compétence, à un syndicat mixte, peuvent décider :

a. soit d'instituer, avant le 15 octobre d'une année conformément à l'article 1639 A *bis*, et de percevoir la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour leur propre compte, en déterminant, le cas échéant, les différentes zones de perception, dans le cas où le syndicat mixte ne l'aurait pas instituée avant le 1^{er} juillet de la même année par dérogations aux dispositions de l'article 1639 A *bis* ; lorsque le syndicat mixte décide postérieurement d'instituer la taxe ou la redevance prévue à l'article L. 2333-76 du code général des collectivités territoriales, la délibération prise par le syndicat ne s'applique pas sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunal sauf si ce dernier rapporte sa délibération ;

b. soit de percevoir la taxe prévue aux articles précités en lieu et place du syndicat mixte qui l'aurait instituée sur l'ensemble du périmètre syndical.

Art. 1609 nonies B. – I. – La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle est substitué aux communes membres pour l'application des dispositions relatives à la taxe professionnelle, à l'exception des II et suivants de l'article 1648 A. Elle ou il perçoit le produit de cette taxe.

II. – Si, du fait de l'application des dispositions de l'article 1636 B *sexies* et de l'article 1636 B *septies*, les ressources propres de la communauté ou du syndicat d'agglomération nouvelle, à l'exclusion du produit des emprunts, sont insuffisantes pour couvrir la charge de la dette et les autres dépenses obligatoires, notamment la dotation d'équilibre servie aux communes en vertu de l'article L. 5334-6 du code général des collectivités territoriales, la communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle peut prélever une taxe additionnelle sur les taxes foncières et sur la taxe d'habitation, sous réserve que les rapports entre les taux de ces trois taxes soient égaux aux rapports constatés, l'année précédente, entre les taux moyens pondérés de chaque taxe dans l'ensemble des communes membres.

V. – En cas de rattachement à une communauté ou à un syndicat d'agglomération nouvelle, les dispositions des I, II et II bis de l'article 1638 quater sont applicables.

VI. – La communauté ou le syndicat d'agglomération nouvelle peuvent instituer la taxe d'enlèvement des ordures ménagères dès lors qu'ils bénéficient du transfert de la compétence prévue à l'article L. 2224-13 du code général des collectivités territoriales et assurent au moins la collecte des déchets des ménages.

Art. 1609 nonies C. – I. – 1° Les communautés d'agglomération définies aux articles L. 5216-1 et L. 5216-2 du code général des collectivités territoriales ou issues de la transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle ou d'une communauté d'agglomération nouvelle conformément aux dispositions de l'article L. 5341-2 du code général des collectivités territoriales, les communautés urbaines soumises de plein droit ou après option aux dispositions du présent article sont substituées aux communes membres pour l'application des dispositions relatives à la taxe professionnelle, à l'exception des I et II des articles 1648 A et 1648 AA, et perçoivent le produit de cette taxe.

2° Les communautés de communes faisant application des dispositions fiscales prévues au III de l'article 1609 *quinquies C* sont substituées aux communes membres pour l'application des dispositions relatives à la taxe professionnelle, à l'exception des I et II des articles 1648 A et 1648 AA, et perçoivent le produit de cette taxe.

II. – 1° Les établissements publics de coopération intercommunale visés au I peuvent décider, par délibération du conseil de l'établissement public de coopération intercommunale statuant à la majorité simple de ses membres, de percevoir la taxe d'habitation et les taxes foncières. Cette délibération est applicable à compter du 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle elle est intervenue.

L'année où intervient le renouvellement général des conseils municipaux, cette délibération doit être renouvelée par le nouveau conseil pour être applicable à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante. Dans ce cas, ils perçoivent le produit de la taxe professionnelle et celui de la taxe d'habitation et des taxes foncières.

2° La première année de perception du produit de la taxe d'habitation et des taxes foncières en application des dispositions du 1°, ainsi que l'année qui suit celle au titre de laquelle l'établissement public de coopération intercommunale a voté un taux égal à zéro pour ces trois taxes, les rapports entre les taux de taxe d'habitation et des taxes foncières établis par l'établissement public de coopération intercommunale sont égaux aux rapports constatés l'année précédente entre les taux moyens pondérés de chaque taxe dans l'ensemble des communes membres.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, dans les établissements publics de coopération intercommunale qui décident d'appliquer les dispositions du 1°, et lorsqu'ils percevaient une fiscalité additionnelle l'année précédant celle de l'application de ces dispositions, les rapports entre les taux de taxe d'habitation et des taxes foncières établis par l'établissement public de coopération intercommunale peuvent être égaux aux rapports entre les taux de taxe d'habitation et de taxes foncières votés par lui l'année précédente.

Les années suivantes, le taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties ne peut augmenter plus ou diminuer moins que le taux de la taxe d'habitation jusqu'à la date de la prochaine révision.

III. – 1° a. La première année d'application des dispositions du I, le taux de taxe professionnelle voté par le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale ne peut excéder le taux moyen de la taxe professionnelle des communes membres constaté l'année précédente, pondéré par l'importance relative des bases de ces communes.

Lorsqu'il est fait application à un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre additionnelle des dispositions du présent article, le taux moyen pondéré mentionné au premier alinéa est majoré du taux de la taxe professionnelle perçue l'année précédente par cet établissement public de coopération intercommunale.

Le nouveau taux s'applique dans toutes les communes dès la première année, lorsque le taux de taxe professionnelle de la commune la moins imposée était, l'année précédente, égal ou supérieur à 90 % du taux de taxe professionnelle de la commune la plus imposée. Lorsque ce taux était supérieur à 80 % et inférieur à 90 %, l'écart entre le taux applicable dans chaque commune membre et le taux communautaire est réduit de moitié la première année et supprimé la seconde. La réduction s'opère par tiers lorsque le taux était supérieur à 70 % et inférieur à 80 %, par quart lorsqu'il était supérieur à 60 % et inférieur à 70 %, par cinquième lorsqu'il était supérieur à 50 % et inférieur à 60 %, par sixième lorsqu'il était supérieur à 40 % et inférieur à 50 %, par septième lorsqu'il était supérieur à 30 % et inférieur à 40 %, par huitième lorsqu'il était supérieur à 20 % et inférieur à 30 %, par neuvième lorsqu'il était supérieur à 10 % et inférieur à 20 %, par dixième lorsqu'il était inférieur à 10 %.

b. Le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale peut, par une délibération adoptée à la majorité simple de ses membres, modifier la durée de la période de réduction des écarts de taux résultant des dispositions du a, sans que cette durée puisse excéder douze ans.

Pour les établissements publics de coopération intercommunale soumis de plein droit ou sur option aux dispositions du présent article, la délibération doit intervenir dans les conditions prévues à l'article 1639 A, au cours des deux premières années où l'établissement public de coopération intercommunale se substitue aux communes pour la perception de la taxe professionnelle. Toutefois, pour les établissements publics de coopération intercommunale qui font déjà application du dispositif de réduction des écarts de taux, la délibération doit intervenir dans les conditions prévues à l'article 1639 A, l'année suivant celle de la publication de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ; cette délibération ne peut avoir pour effet de supprimer l'écart dans un délai plus court que celui résultant des dispositions du a.

Cette délibération ne peut être modifiée ultérieurement, sauf pour les établissements publics de coopération intercommunale soumis aux dispositions du présent article qui ont fait l'objet d'un retrait d'une ou plusieurs communes en application des dispositions des articles L. 5211-41-1, L. 5215-40-1 et L. 5216-10 du code général des collectivités territoriales.

Pour l'application de cette disposition, la réduction des écarts de taux s'opère, chaque année, par parts égales ; dans le cas où le dispositif de réduction des écarts de taux est déjà en cours, l'écart est réduit chaque année, par parts égales en proportion du nombre d'années restant à courir conformément à la durée fixée par la délibération.

c. Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale faisant application de la première phrase du premier alinéa du II de l'article 1609 *quinquies* C opte pour le régime prévu au présent article ou devient soumis à ce régime, le taux constaté dans une commune l'année précédente est le taux appliqué en dehors des zones d'activités économiques existant sur son territoire antérieurement au changement de régime ; le taux constaté l'année précédente dans chaque zone ou fraction de zone si celle-ci est implantée sur le territoire de plusieurs communes est alors assimilé à celui d'une commune membre supplémentaire pour l'application des dispositions du présent III. Ce dispositif est applicable dans les mêmes conditions lorsque l'établissement public de coopération intercommunale fait application de la deuxième phrase du premier alinéa du II de l'article 1609 *quinquies* C.

2° Au titre des années suivant la première année d'application des dispositions du 1°, le taux de taxe professionnelle est fixé par le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale dans les conditions prévues au II de l'article 1636 B *decies* lorsqu'il est fait application du I du présent article.

3° En cas de rattachement d'une commune à un établissement public de coopération intercommunale faisant application du présent article, les dispositions des I, II, II bis et V de l'article 1638 *quater* sont applicables.

Pour le rattachement de toute nouvelle commune à une communauté d'agglomération issue de la transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle, les dispositions de l'article 1638 *quater* sont applicables.

IV. – Il est créé entre l'établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions fiscales du I du présent article et les communes membres une commission

locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Elle est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.

La commission élit son président et un vice-président parmi ses membres. Le président convoque la commission et détermine son ordre du jour ; il en préside les séances. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le vice-président.

La commission peut faire appel, pour l'exercice de sa mission, à des experts. Elle rend ses conclusions l'année de l'adoption de la taxe professionnelle unique par l'établissement public de coopération intercommunale et lors de chaque transfert de charges ultérieur.

Les dépenses de fonctionnement, non liées à un équipement, sont évaluées d'après leur coût réel dans les budgets communaux lors de l'exercice précédant le transfert de compétences ou d'après leur coût réel dans les comptes administratifs des exercices précédant ce transfert. Dans ce dernier cas, la période de référence est déterminée par la commission.

Le coût des dépenses liées à des équipements concernant les compétences transférées est calculé sur la base d'un coût moyen annualisé. Ce coût intègre le coût de réalisation ou d'acquisition de l'équipement ou, en tant que de besoin, son coût de renouvellement. Il intègre également les charges financières et les dépenses d'entretien. L'ensemble de ces dépenses est pris en compte pour une durée normale d'utilisation et ramené à une seule année.

Le coût des dépenses transférées est réduit, le cas échéant, des ressources afférentes à ces charges.

Cette évaluation est déterminée à la date de leur transfert par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, adoptées sur rapport de la commission locale d'évaluation des transferts.

Lorsqu'il est fait application à un établissement public de coopération intercommunale des dispositions du présent article, la commission d'évaluation des transferts de charges doit rendre ses conclusions sur le montant des charges qui étaient déjà transférées à l'établissement public de coopération intercommunale et celui de la fiscalité ou des contributions des communes qui étaient perçues pour les financer.

V. – 1° L'établissement public de coopération intercommunale verse à chaque commune membre une attribution de compensation. Elle ne peut être indexée.

Lorsque l'attribution de compensation est négative, l'établissement public de coopération intercommunale peut demander à la commune d'effectuer, à due concurrence, un versement à son profit.

Les attributions de compensation fixées conformément aux 2°, 3°, 4°, 5° ou, le cas échéant, au 1° *bis* constituent une dépense obligatoire pour l'établissement public de coopération intercommunale ou, le cas échéant, les communes membres. Le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale communique aux communes membres, avant le 15 février de chaque année, le montant prévisionnel des attributions au titre de ces reversements.

Le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale ne peut procéder à une réduction des attributions de compensation qu'après accord des conseils municipaux des communes intéressées.

Toutefois, dans le cas où une diminution des bases imposables de taxe professionnelle réduit le produit disponible, le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale peut décider de réduire les attributions de compensation dans la même proportion.

1° *bis* Le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par le conseil communautaire statuant à l'unanimité, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges.

À défaut d'accord unanime, le montant de l'attribution est fixé dans les conditions figurant aux 2°, 3°, 4° et 5° ;

2° L'attribution de compensation est égale au produit de taxe professionnelle perçu par elle l'année précédant celle de l'institution du taux de taxe professionnelle communautaire diminué du coût net des charges transférées calculé dans les conditions définies au IV ; ce produit de taxe professionnelle est majoré du montant perçu la même année au titre de la part de la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 2334-7 du code général des collectivités territoriales correspondant au montant antérieurement versé en application du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998), de la compensation prévue au B de l'article 26 de la loi de finances pour 2003 (n° 2002-1575 du 30 décembre 2002) ainsi que, sous réserve d'une délibération du conseil de l'établissement public de coopération intercommunale statuant à l'unanimité, de la compensation prévue à l'article 53 de la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003) et, le cas échéant, des compensations prévues au B de l'article 4 de la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville ou au B de l'article 3 de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 relative à la zone franche de Corse, versées antérieurement aux communes, mais hors compensation prévue au IV bis de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986). L'attribution de compensation est majorée d'une fraction de la contribution d'une commune définie à l'article L302-8 du code de la construction et de l'habitation, à condition que l'établissement public de coopération intercommunale ait, dans les conditions prévues à l'article L. 302-7 du même code, perçu le prélèvement visé à cet article et que cette fraction soit affectée à la réalisation d'opérations de logements locatifs sociaux. Cette fraction est égale à la part du potentiel fiscal de la taxe professionnelle dans le potentiel fiscal de la commune. Cette attribution est recalculée, dans les conditions prévues au IV, lors de chaque nouveau transfert de charges.

Toutefois, lorsqu'une commune cesse d'appartenir à un établissement public de coopération intercommunale faisant application du régime fiscal du présent article pour adhérer à un autre établissement public de coopération intercommunale faisant application du même régime fiscal, le produit de taxe professionnelle est majoré du montant perçu, l'année de cette modification, par l'établissement public de coopération intercommunale auquel elle a cessé d'appartenir, au titre de la part de la dotation de compensation prévue à l'article L. 5211-28-1 du code général des collectivités territoriales correspondant au montant antérieurement versé en application du I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 précitée. L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale transmet chaque année au représentant de l'État dans le département un rapport sur l'application de la deuxième phrase du premier alinéa.

Lorsque des communes ont décidé soit directement, soit dans le cadre d'un syndicat intercommunal ou mixte, de répartir entre elles les recettes de taxe professionnelle générées par les entreprises implantées sur une zone d'activités intercommunale en application de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, la communauté bénéficiaire de la taxe professionnelle d'agglomération se trouve substituée de plein droit à ses communes membres dans ces accords de partage de ressources fiscales. L'attribution de compensation versée par la communauté est donc majorée ou diminuée, selon le cas, de ces recettes de taxe professionnelle.

3° Lorsqu'il est fait application à un établissement public de coopération intercommunale doté d'une fiscalité propre des dispositions du présent article, l'attribution de compensation versée chaque année aux communes membres est égale à la différence constatée l'année précédant celle de la première application de ces dispositions, entre :

a. D'une part, le produit de la taxe professionnelle perçu par la commune, y compris les compensations visées au 2°, dans les conditions prévues par ce paragraphe ;

b. Et, d'autre part, le produit de la taxe d'habitation, de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la taxe foncière sur les propriétés non bâties perçu dans la commune au profit de l'établissement public de coopération intercommunale.

L'attribution de compensation ainsi déterminée est diminuée :

a. Du montant des compensations perçues par l'établissement public de coopération intercommunale sur le territoire de la commune l'année précédant celle de la première application des dispositions du présent article, en contrepartie des exonérations prévues aux articles 1383 B, 1390, 1391 et au I de l'article 1414 ;

b. Du montant net des charges transférées, lorsque la décision de l'établissement public de coopération intercommunale de faire application des dispositions du présent article s'accompagne d'un transfert de compétences ; ce montant est calculé dans les conditions définies au IV.

c. Du montant des reversements autorisés par l'article 11 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, de tout ou partie de la part communale de taxe professionnelle au profit de l'établissement public de coopération intercommunale l'année précédant celle de la première application de ces dispositions. Cette disposition est également applicable à compter du 1^{er} janvier 2005 aux établissements publics de coopération intercommunale soumis au présent article depuis la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 précitée.

Lorsque des communes ont décidé soit directement, soit dans le cadre d'un syndicat intercommunal, de répartir entre elles les recettes de taxe professionnelle générées par les entreprises implantées sur une zone d'activités intercommunale, en application de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 précitée, la communauté bénéficiaire de la taxe professionnelle d'agglomération se trouve substituée de plein droit à ces accords de partage de ressources fiscales. L'attribution de compensation versée par la communauté est donc majorée ou diminuée selon le cas de ces recettes de taxe professionnelle.

Lorsque l'attribution de compensation est négative, la commune est tenue d'effectuer un versement à due concurrence à l'établissement public de coopération intercommunale.

Cette attribution est recalculée dans les conditions prévues au IV lors de chaque nouveau transfert de charges. Elle ne peut être indexée.

4° Lorsqu'il est fait application des dispositions du présent article à une communauté d'agglomération issue de la transformation d'un syndicat d'agglomération nouvelle ou d'une communauté d'agglomération nouvelle, l'attribution de compensation versée chaque année aux communes membres est égale à la dotation de coopération définie à l'article L. 5334-8 du code général des collectivités territoriales perçue l'année précédant celle de la première application de ces dispositions.

Cette attribution est recalculée dans les conditions prévues au IV lors de chaque nouveau transfert de charges. Elle ne peut être indexée.

5° Lorsque, en application de l'article 1638-0 bis, il est fait application du présent article à un établissement public de coopération intercommunale issu d'une fusion réalisée dans les conditions prévues par l'article L. 5211-41-3 du code général des collectivités territoriales, l'attribution de compensation versée chaque année aux communes membres qui étaient antérieurement membres d'un établissement public de coopération intercommunale soumis au présent article est égale à celle que lui versait cet établissement public de coopération intercommunale avant la fusion, sauf accord adopté à la majorité qualifiée des trois cinquièmes par les communautés d'agglomération mères et approuvé par l'État sur un protocole financier général harmonisant les attributions de compensation et les relations financières entre la communauté fusionnée et les communes, les conditions de reprise des dettes des communautés mères, les formules d'amortissement des investissements et les procédures comptables. Lorsque la fusion s'accompagne d'un transfert ou d'une restitution de compétences, cette attribution de compensation est respectivement diminuée ou majorée du montant net des charges transférées calculé dans les conditions définies au IV. A titre dérogatoire, les établissements publics de coopération intercommunale issus d'une fusion ou d'une modification de périmètre au 1^{er} janvier 2010 et les conseils municipaux de leurs communes membres peuvent, par délibérations concordantes prises à la majorité qualifiée prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, procéder, dans les cinq ans qui suivent la publication de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, à la révision du montant de l'attribution de compensation.

L'attribution de compensation versée chaque année aux communes membres qui étaient antérieurement membres d'un établissement public de coopération intercommunale ne faisant pas application des dispositions du présent article est calculée conformément au 3°. Lorsque la fusion s'accompagne d'un transfert ou d'une restitution de compétences, cette attribution de compensation est respectivement diminuée ou majorée du montant net des charges transférées calculé dans les conditions définies au IV.

L'attribution de compensation versée chaque année aux communes membres qui étaient antérieurement membres d'un syndicat d'agglomération nouvelle ou d'une communauté d'agglomération nouvelle est égale à la dotation de coopération définie à l'article L. 5334-8 du code général des collectivités territoriales perçue l'année de la fusion. Lorsque la fusion s'accompagne d'un transfert ou d'une restitution de compétences, l'attribution de compensation est respectivement diminuée ou majorée du montant net des charges transférées calculé dans les conditions définies au IV.

L'attribution de compensation versée chaque année aux communes membres qui étaient antérieurement membres d'un établissement public de coopération intercommunale sans fiscalité propre est calculée dans les conditions prévues au 2°.

L'attribution de compensation versée chaque année aux communes membres incluses dans le périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion en vue de délimiter un territoire d'un seul tenant et sans enclave est calculée dans les conditions prévues au 2°.

Cette attribution est recalculée dans les conditions prévues au IV lors de chaque nouveau transfert de charges. Elle ne peut être indexée.

6° Dans les trois ans qui suivent l'année du renouvellement général des conseils municipaux, le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par le conseil communautaire statuant à l'unanimité, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges. A titre exceptionnel, cette faculté est suspendue à compter du 1^{er} janvier 2011 jusqu'au prochain renouvellement général des conseils municipaux.

7° À titre dérogatoire, les établissements publics de coopération intercommunale soumis à cette date aux dispositions du présent article dans sa rédaction en vigueur au 31 décembre 2009 et les conseils municipaux de leurs communes membres peuvent, par délibérations concordantes prises à la majorité qualifiée prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales, procéder, dans les cinq ans qui suivent la publication de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, à la révision du montant de l'attribution de compensation et de la dotation de solidarité communautaire.

VI. – L'établissement public de coopération intercommunale, autre qu'une communauté urbaine, soumis aux dispositions du I peut instituer au bénéfice de ses communes membres et, le cas échéant, d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre limitrophes une dotation de solidarité communautaire, dont le principe et les critères de répartition sont fixés par le conseil communautaire statuant à la majorité des deux tiers. Le montant de cette dotation est fixé librement par le conseil de l'établissement public de coopération intercommunale. Elle est répartie en tenant compte prioritairement de l'importance de la population et du potentiel fiscal ou financier par habitant, les autres critères étant fixés librement par le conseil. Toutefois, en cas d'application par l'établissement public de coopération intercommunale des dispositions du II, cette dotation ne peut être augmentée, sauf pour assurer le respect d'accords conventionnels de partage de fiscalité avec d'autres établissements publics de coopération intercommunale. Lorsqu'une zone d'activités économiques d'intérêt départemental est située en tout ou partie sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale, celui-ci peut étendre le versement de la dotation de solidarité communautaire aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre constituant un ensemble sans discontinuité territoriale et limitrophe de son territoire.

L'établissement public de coopération intercommunale autre qu'une communauté urbaine créé sans être issu d'une transformation et soumis dès la première année aux dispositions des I et II du présent article ne peut instituer de dotation de solidarité sauf pour assurer le respect d'accords conventionnels de partage de fiscalité avec d'autres établissements publics de coopération intercommunale.

L'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité additionnelle qui se transforme en établissement public de coopération intercommunale soumis de plein droit ou après option aux dispositions du I du présent article, à l'exclusion des communautés urbaines, et fait application dès la première année des dispositions du II du présent article, ne peut instituer une dotation de solidarité supérieure au montant de celle qu'il avait établie

avant sa transformation. Ce montant peut toutefois être augmenté afin d'assurer le respect d'accords conventionnels de partage de fiscalité avec d'autres établissements publics de coopération intercommunale.

Lorsqu'il s'agit d'une communauté urbaine, elle institue une dotation de solidarité communautaire dont le montant et les critères de répartition sont fixés par le conseil communautaire, statuant à la majorité simple.

Ces critères sont déterminés notamment en fonction :

a. de l'écart du revenu par habitant de la commune au revenu moyen par habitant de l'établissement public de coopération intercommunale ;

b. de l'insuffisance de potentiel fiscal ou financier par habitant de la commune au regard du potentiel fiscal ou financier communal moyen par habitant sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale.

Des critères complémentaires peuvent être choisis par le conseil.

VII. – Pour les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions du présent article, le taux à prendre en compte pour le calcul de la compensation visée au II de l'article 21 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991) est majoré, le cas échéant, du taux voté en 1991 par l'établissement public de coopération intercommunale précité ; les dispositions du II de l'article 21 de la loi de finances pour 1992 précitée ne sont pas applicables aux établissements publics de coopération intercommunale soumis aux dispositions du II du présent article.

VIII. – 1° Les sommes versées aux communes en application du IV de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986) leur restent acquises lorsqu'elles deviennent membres d'un établissement public de coopération intercommunale soumis aux dispositions du présent article.

2° Les établissements publics de coopération intercommunale soumis aux dispositions du présent article bénéficient de la compensation prévue au IV bis de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 précitée au lieu et place de leurs communes membres.

Pour le calcul de cette compensation :

a. Le taux de taxe professionnelle à retenir est le taux moyen pondéré de taxe professionnelle constaté en 1986 dans l'ensemble des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale ; ce taux est, le cas échéant, majoré du taux de taxe professionnelle voté en 1986 par l'établissement public de coopération intercommunale qui a opté pour le régime fiscal prévu au présent article ou dont la communauté de communes est issue ; ces taux sont multipliés par 0,960 ;

b. Les recettes fiscales à retenir, la première année d'application des dispositions du présent article, pour le calcul de la réfaction de 2 % prévue au IV bis de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 précitée, s'entendent du produit des rôles généraux de taxe professionnelle émis, l'année précédente, au profit des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale et, le cas échéant, au profit de l'établissement public de coopération intercommunale qui a opté pour le régime fiscal prévu au présent article ou dont la communauté de communes est issue.

Art. 1609 nonies D. – Les communautés d’agglomération peuvent, en outre, percevoir, à la place des communes membres, selon les compétences qui leur sont transférées :

a) La taxe d’enlèvement des ordures ménagères dès lors qu’elles bénéficient du transfert de la compétence prévue à l’article L. 2224-13 du code général des collectivités territoriales et assurent au moins la collecte des déchets des ménages ;

b) La taxe de balayage ;

c) La taxe de séjour, lorsqu’elle répond aux conditions fixées aux articles L. 5211-27 et L. 5722-6 du code général des collectivités territoriales ;

e) la taxe sur les fournitures d’électricité dans les conditions prévues aux articles L. 2333-2 à L. 2333-5 du code général des collectivités territoriales, au lieu et place des communes membres dont la population est inférieure ou égale à 2 000 habitants. Dans ce cas, celle-ci est recouverte sans frais par le gestionnaire du réseau de distribution ou le fournisseur. Le taux de la taxe ne peut dépasser 8 %.

Art. 1636 B septies. – I. – Les taux des taxes foncières et de la taxe d’habitation votés par une commune ne peuvent excéder deux fois et demie le taux moyen constaté l’année précédente pour la même taxe dans l’ensemble des communes du département ou deux fois et demie le taux moyen constaté au niveau national s’il est plus élevé.

II et III. – (*Disjoints*)

IV. – Le taux de la taxe professionnelle voté par une commune ne peut excéder deux fois le taux moyen de cette taxe constaté l’année précédente au niveau national pour l’ensemble des communes.

V. – Pour les communes membres d’un groupement doté d’une fiscalité propre, les taux-plafonds prévus aux I et IV sont réduits du taux appliqué l’année précédente au profit du groupement. VI. Le taux de la taxe professionnelle voté par un département ou une région ne peut excéder deux fois le taux moyen de cette taxe constaté l’année précédente au niveau national pour l’ensemble des collectivités de même nature.

Art. 1639 B. – À compter de 1978, le produit fixé par les collectivités locales et leurs groupements ne comprend pas les sommes correspondant aux exonérations de taxe professionnelle prévues à l’article 1465 ; en conséquence, ce produit est réparti sans que soient prises en compte les bases exonérées.

Code du patrimoine

Art. L. 410-2. – Les musées des collectivités territoriales ou de leurs groupements sont organisés et financés par la collectivité dont ils relèvent.

Les musées des collectivités territoriales ou de leurs groupements auxquels l’appellation « musée de France » a été attribuée sont régis par les articles L. 441-1 et suivants et soumis au contrôle scientifique et technique de l’État dans les conditions prévues par les mêmes articles.

Art. L. 410-3. – Les collectivités territoriales continuent de bénéficier, pour la conservation et la mise en valeur des collections de leurs musées, des concours financiers de l'État dans les conditions en vigueur au 1^{er} janvier 1986.

Art. L. 410-4. – Les musées départementaux ou communaux peuvent être dotés de la personnalité civile, à la demande des départements ou des communes qui en sont propriétaires, par décret en Conseil d'État.

Code de l'urbanisme

Art. L. 123-18. – d'urbanisme, les dispositions du présent chapitre sont applicables à cet établissement public, qui exerce cette compétence en concertation avec chacune des communes concernées.

Le débat prévu au premier alinéa de l'article L. 123-9 est également organisé au sein des conseils municipaux des communes couvertes par le projet de plan local d'urbanisme ou concernées par le projet de révision. Le projet arrêté leur est soumis pour avis. Cet avis est donné dans un délai de trois mois ; à défaut, il est réputé favorable.

Les maires de ces communes sont invités à participer à l'examen conjoint, prévu au neuvième alinéa de l'article L. 123-13 en cas de révision simplifiée du plan local d'urbanisme, et au troisième alinéa de l'article L. 123-16 en cas de mise en compatibilité avec une déclaration d'utilité publique ou une déclaration de projet. En cas de modification, le projet leur est notifié dans les conditions prévues au sixième alinéa de l'article L. 123-13.

Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs

Art. 30-1. – Sur un périmètre qu'elles définissent d'un commun accord, deux ou plusieurs autorités organisatrices de transport peuvent s'associer au sein d'un syndicat mixte de transport afin de coordonner les services qu'elles organisent, mettre en place un système d'information à l'intention des usagers et rechercher la création d'une tarification coordonnée et des titres de transport uniques ou unifiés.

Ce syndicat mixte peut organiser, en lieu et place de ses membres, des services publics réguliers ainsi que des services à la demande. Il peut à ce titre assurer, en lieu et place de ses membres, la réalisation et la gestion d'équipements et d'infrastructures de transport.

Il est régi par les articles L. 5721-2 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Il peut comprendre des syndicats mixtes définis à l'article L. 5711-1 ou à l'article L. 5721-2 du même code et compétents en matière d'organisation des transports.

Art. 46. – L'adaptation des dispositions des paragraphes II et III de l'article 7 et des chapitres II, III et III *bis* du titre II de la présente loi à la région d'Île-de-France fera l'objet de dispositions législatives spéciales.

Toutefois, les dispositions des articles 27-1, 28, 28-1, 28-1-1, 28-1-2 et 29-1 de la présente loi sont applicables en région Île-de-France, ainsi que les dispositions de son article 29 relatives aux services privés et aux services occasionnels publics.

Loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale

Art. 36. – L'exécution des attributions mentionnées aux articles 6 à 23 est effectuée par des agents de la commune affectés par le maire de la commune auprès du maire d'arrondissement après avis des commissions paritaires communales ou des commissions administratives paritaires compétentes et du maire d'arrondissement. En cas de désaccord entre le maire de la commune et le maire d'arrondissement sur le nombre d'agents affectés auprès de ce dernier ou leur répartition par catégorie, ce nombre ou cette répartition est fixé par délibération du conseil municipal.

Le directeur général des services et les directeurs généraux adjoints des services de la mairie d'arrondissement sont nommés par le maire de la commune, sur proposition du maire d'arrondissement, dans le respect des articles L. 2511-1 à L. 2513-6 du code général des collectivités territoriales. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes conditions. Les premier et dernier alinéas de l'article 53 de la loi n° 84 53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale s'appliquent aux agents occupant ces emplois, dans des conditions et sous des réserves fixées par décret en Conseil d'État.

Les dispositions de l'article 110 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale s'appliquent aux maires d'arrondissement. Pour l'application de ces dispositions, une délibération du conseil municipal précise le nombre et la rémunération des personnels concernés. Le maire nomme ainsi auprès du maire d'arrondissement, sur proposition de celui-ci, un ou plusieurs collaborateurs de cabinet. ;

Un décret en Conseil d'État détermine les conditions de diplôme et de capacité exigées des directeurs généraux des services et des directeurs généraux adjoints des services de mairie d'arrondissement ainsi que les conditions d'affectation et d'emploi des personnels visés aux alinéas précédents. Ce décret fixe également les règles relatives aux propositions du maire d'arrondissement en matière de notation, d'avancement et de mesures disciplinaires.

Le maire d'arrondissement dispose, en tant que de besoin, des services de la commune pour l'exécution des attributions mentionnées aux articles L. 2511-12 à L. 2511-32 du code général des collectivités territoriales, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État. En cas de désaccord entre le maire de la commune et le maire d'arrondissement sur l'importance des services mis à disposition de ce dernier ou sur les modalités de la mise à disposition, la liste des services ou les modalités de la mise à disposition sont fixées par délibération du conseil municipal.

Les personnels concernés par les dispositions du présent article restent régis par les statuts qui sont applicables aux personnels de la commune.

Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Art. 111. – Les agents titulaires d'un emploi d'une collectivité ou d'un établissement relevant de la présente loi sont intégrés dans la fonction publique territoriale et classés dans les cadres d'emplois ou emplois en prenant en compte la durée totale des services qu'ils ont accomplis.

Ces agents conservent les avantages qu'ils ont individuellement acquis en matière de rémunération et de retraite.

Par exception à la limite résultant du premier alinéa de l'article 88, les avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération que les collectivités locales et leurs établissements publics ont mis en place avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont maintenus au profit de l'ensemble de leurs agents, lorsque ces avantages sont pris en compte dans le budget de la collectivité ou de l'établissement.

Les agents non titulaires en fonctions à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ne peuvent être titularisés dans un grade ou emploi de la fonction publique territoriale que selon les règles fixées, conformément aux articles 126 à 138, par le statut particulier du corps ou de l'emploi concerné, quels que soient les modalités de leur recrutement et les avantages dont ils bénéficient.

Loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne

Art. 3. – Les zones de montagne se caractérisent par des handicaps significatifs entraînant des conditions de vie plus difficiles et restreignant l'exercice de certaines activités économiques. Elles comprennent, en métropole, les communes ou parties de communes caractérisées par une limitation considérable des possibilités d'utilisation des terres et un accroissement important des coûts des travaux dus :

1° Soit à l'existence, en raison de l'altitude, de conditions climatiques très difficiles se traduisant par une période de végétation sensiblement raccourcie ;

2° Soit à la présence, à une altitude moindre, dans la majeure partie du territoire, de fortes pentes telles que la mécanisation ne soit pas possible ou nécessite l'utilisation d'un matériel particulier très onéreux ;

3° Soit à la combinaison de ces deux facteurs lorsque l'importance du handicap, résultant de chacun d'eux pris séparément, est moins accentuée ; dans ce cas, le handicap résultant de cette combinaison doit être équivalent à celui qui découle des situations visées aux 1° et 2° ci-dessus.

Chaque zone de montagne est délimitée par arrêté interministériel et rattachée par décret à l'un des massifs visés à l'article 5.

Art. 7. – Il est créé un comité pour le développement, l'aménagement et la protection de chacun des massifs de montagne, dénommé comité de massif.

Ce comité est composé, à titre majoritaire, de représentants des régions, des départements, des communes et de leurs groupements. Il comprend également des

représentants des établissements publics consulaires, des parcs nationaux et régionaux, des organisations socioprofessionnelles et des associations concernées par le développement, l'aménagement et la protection du massif.

Il constitue une commission permanente, composée en majorité de représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements. Cette commission élit son président en son sein.

Le comité est coprésidé par le représentant de l'État désigné pour assurer la coordination dans le massif et par le président de la commission permanente.

Il définit les objectifs et précise les actions qu'il juge souhaitable pour le développement, l'aménagement et la protection du massif. Il a notamment pour objet de faciliter, par ses avis et ses propositions, la coordination des actions publiques dans le massif et l'organisation des services publics.

Le comité prépare le schéma interrégional d'aménagement et de développement de massif mentionné à l'article 9 *bis*.

Il est informé au moyen d'un rapport annuel établi par le préfet coordonnateur de massif des décisions d'attribution des crédits inscrits dans les conventions interrégionales de massif et, le cas échéant, des crédits issus des plans et programmes européens en vigueur sur le territoire du massif.

En Corse, les crédits relatifs à la montagne inscrits à la section locale du fonds mentionné à l'alinéa précédent font l'objet, dans les conditions déterminées par la loi de finances, d'une subvention globale à la collectivité territoriale de Corse. Cette subvention est répartie par l'Assemblée de Corse, sur proposition du conseil exécutif et après avis du représentant de l'État, entre les différents projets à réaliser en zone de montagne. Le comité de massif en est informé au moyen d'un rapport annuel établi par le président du conseil exécutif.

Le comité est également consulté sur l'élaboration des prescriptions particulières de massif et sur les projets d'unités touristiques nouvelles dans les conditions prévues au titre IV de la présente loi. Il est informé de tout projet d'inventaire et de son résultat, du classement des espaces naturels définis au livre III du code de l'environnement, de la désignation des sites Natura 2000 prévue à l'article L. 414-1 du même code et de la gestion de ces espaces.

Pour émettre un avis sur les projets d'unités touristiques nouvelles, le comité désigne, en son sein, une commission spécialisée composée majoritairement de représentants des régions, des départements, des communes ou de leurs groupements.

Le comité peut proposer une modification de la délimitation des massifs. Il est en outre saisi pour avis de tout projet de modification de la délimitation de ces massifs.

Il est, en outre, informé chaque année sur les programmes d'investissement de l'État, des régions, des départements et des établissements publics dans le massif, ainsi que sur les programmes de développement économique, notamment sur les programmes de développement agricole.

Le comité désigne en son sein une commission spécialisée "qualité et spécificité des produits de montagne" composée en majorité de représentants des organisations

professionnelles agricoles. Cette commission est consultée sur les décisions administratives autorisant l'emploi de la dénomination "montagne" intéressant le massif et peut se saisir de toute question concernant le développement de la qualité et de la spécificité des produits de montagne dans le massif. Elle est informée de la mise en œuvre des programmes spécifiques concernant les productions agricoles de montagne et la promotion de la qualité prévus à l'article L. 644-1 du code rural.

Un décret en Conseil d'État précise la composition de chacun des comités de massif et leurs règles de fonctionnement. Ces règles sont adaptées à la taille des massifs, notamment en ce qui concerne l'organisation interne du comité. Par dérogation aux dispositions précédentes, la composition et les règles de fonctionnement du comité pour le développement, l'aménagement et la protection du massif de Corse sont fixées par délibération de l'Assemblée de Corse, qui prévoit la représentation des personnes morales concernées par le développement, l'aménagement et la protection du massif, notamment celle de l'État, des autres collectivités locales de l'île et du parc naturel régional.

Art. 8. – Les dispositions de portée générale sont adaptées, en tant que de besoin, à la spécificité de la montagne. Les dispositions relatives au développement économique, social et culturel et à la protection de la montagne sont en outre adaptées à la situation particulière de chaque massif ou partie de massif.

Loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

Art. 22. – I. – Lorsqu'un territoire présente une cohésion géographique, culturelle, économique ou sociale, à l'échelle d'un bassin de vie ou d'emploi, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui le composent ont vocation à se regrouper en pays.

II. – Le pays exprime la communauté d'intérêts économiques, culturels et sociaux de ses membres. Il constitue le cadre de l'élaboration d'un projet commun de développement durable destiné à développer les atouts du territoire considéré et à renforcer les solidarités réciproques entre la ville et l'espace rural. Ce projet prend la forme d'une charte de développement du pays.

III. – Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ou les communes organisent librement un conseil de développement, comprenant notamment des représentants des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs du pays.

Le conseil de développement est associé à l'élaboration de la charte de développement du pays et à son suivi.

IV. – Le périmètre du pays doit respecter les limites des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre.

Lorsque la création ou la modification du périmètre d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est susceptible de modifier le périmètre d'un ou de plusieurs pays, le ou les préfets de région concernés engagent la modification du périmètre du ou des pays concernés, après, le cas échéant, que le ou les préfets de département ont fait application des dispositions prévues dans les articles L. 5711-1 et L. 5721-6-3 du code général des collectivités territoriales.

Lorsque le périmètre d'un pays inclut des communes situées dans un parc naturel régional ou un parc national, la charte de développement du pays doit être compatible avec la charte du parc naturel régional ou du parc national sur le territoire commun. L'organisme de gestion du parc assure la cohérence et la coordination des actions menées au titre du pays et qui relèvent des missions du parc sur le territoire commun.

Lorsque le périmètre d'un projet de pays recouvre en tout ou partie celui d'un schéma de cohérence territoriale approuvé, le projet de pays tient compte du projet d'aménagement et de développement durable de ce schéma. Lorsque le projet de pays a déjà été arrêté, le projet d'aménagement et de développement durable du schéma de cohérence territoriale tient compte de la charte de développement du pays.

Pour les pays constatés à la date de publication de la loi n° 99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire, le préfet de région concerné pourra apprécier l'opportunité de déroger à l'obligation de respecter les périmètres des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre. Au terme d'un délai de trois ans suivant la promulgation de la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat, les périmètres des pays concernés devront respecter les périmètres des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre.

V. – Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés approuvent la charte de développement du pays et son périmètre. Ils demandent aux représentants de l'État dans les régions concernées de les soumettre pour avis aux conseils généraux et aux conseils régionaux concernés, qui disposent pour se prononcer d'un délai de trois mois à compter de la notification de la charte de développement du pays à leur président. À défaut de délibération dans ce délai, leur avis est réputé favorable.

VI. – Au vu du projet présenté et des avis formulés, les représentants de l'État dans les régions concernées vérifient que le pays peut être formé et en publient le périmètre par arrêté.

VII. – Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés définissent librement les modalités d'organisation du pays.

VIII. – Pour mettre en œuvre la charte de développement du pays qu'ils ont approuvée, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ou, le cas échéant, les personnes publiques ou privées qu'ils ont constituées pour mener ensemble des actions en faveur du développement local peuvent conclure avec l'État, les régions et les départements concernés un contrat. Par ce contrat, l'État et les collectivités locales concernées s'engagent à coordonner leurs actions et à faire converger leurs moyens en vue de la réalisation de la charte de développement du pays. Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ou les signataires du contrat peuvent confier à une personne publique l'exécution d'une partie de celui-ci.

L'État et les collectivités locales tiennent compte du projet de pays pour l'organisation des services publics.

Loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998)

Art. 44. –

C. – I. – La diminution des bases de taxe professionnelle résultant du I du A n'est pas prise en compte :

1. Pour l'application de l'article 1647 *bis* du code général des impôts ;
2. Pour l'application des 2° et 3° du II de l'article 1648 B du même code.

II. – *Abrogé*

D. – I. – Il est institué un prélèvement sur les recettes de l'État destiné à compenser, à chaque collectivité locale, groupement de communes doté d'une fiscalité propre ou fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle, la perte de recettes résultant de la suppression progressive, prévue aux a et b du 1 du I du A, de la part des salaires et rémunérations visés au b du 1° de l'article 1467 du code général des impôts comprise dans la base d'imposition à la taxe professionnelle.

II. – Au titre des années 1999 à 2003, la compensation prévue au I est égale, chaque année, au produit obtenu en multipliant la perte de base des établissements existant au 1^{er} janvier 1999 résultant, pour chaque collectivité, groupement ou fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle, de l'abattement annuel visé à l'article 1467 *bis* du code général des impôts par le taux de taxe professionnelle applicable pour 1998 à la collectivité, au groupement ou au fonds.

La perte de base visée au premier alinéa est égale, pour chaque collectivité, groupement ou fonds départemental, à la différence entre, d'une part, les bases nettes imposables au titre de 1999, telles qu'elles auraient été fixées en tenant compte de la part des salaires et rémunérations visés au b du 1° de l'article 1467 du code général des impôts et, d'autre part, les bases nettes imposables au titre de 1999 après, soit l'application de l'abattement annuel visé à l'article 1467 *bis* dudit code, soit la suppression totale de ladite part des salaires et rémunérations, prévue au a du 1 du I du A.

Pour l'application du deuxième alinéa, les bases nettes imposables s'entendent après application de l'abattement prévu à l'article 1472 A *bis* du code général des impôts.

Pour les communes qui, en 1998, appartenaient à un groupement sans fiscalité propre, le taux voté par la commune est majoré du taux appliqué au profit du groupement pour 1998.

Pour les groupements qui perçoivent pour la première fois à compter de 1999 la taxe professionnelle aux lieu et place des communes, en application des dispositions de l'article 1609 *nonies* C ou du II de l'article 1609 *quinquies* C du code général des impôts, la compensation est calculée en retenant le taux moyen pondéré des communes membres du groupement constaté pour 1998 éventuellement majoré dans les conditions prévues au quatrième alinéa.

Lorsqu'un groupement visé aux articles 1609 *quinquies* ou 1609 *quinquies* C du code général des impôts et percevant la compensation prévue au I est dissous et que toutes ses communes membres adhèrent, à compter du 1^{er} janvier 2001, à un même groupement visé à l'article 1609 *quinquies* C dudit code, il est tenu compte, pour le calcul de la

compensation bénéficiant à ce groupement, des bases des établissements existant au 1^{er} janvier 1999 constatées au sein du périmètre du groupement dissous et du taux de taxe professionnelle applicable pour 1998 à ce groupement dissous.

Au titre des années 2000 à 2003, la compensation est actualisée, chaque année, compte tenu du taux d'évolution de la dotation globale de fonctionnement entre 1999 et l'année de versement.

Au titre de 2000, la compensation est actualisée en tenant compte du taux d'évolution de la dotation globale de fonctionnement visé au premier alinéa de l'article L. 1613-1 du code général des collectivités territoriales.

À compter de 2004, cette compensation est intégrée à la dotation globale de fonctionnement et évolue comme cette dernière.

III. – La compensation prévue au I fait l'objet de versements mensuels.

.....

Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité

Art. 156. – I. – Le recensement de la population est effectué sous la responsabilité et le contrôle de l'État.

II. – Le recensement a pour objet :

1° Le dénombrement de la population de la France ;

2° La description des caractéristiques démographiques et sociales de la population ;

3° Le dénombrement et la description des caractéristiques des logements.

Les données recueillies sont régies par les dispositions de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

III. – La collecte des informations est organisée et contrôlée par l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Les enquêtes de recensement sont préparées et réalisées par les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale, qui reçoivent à ce titre une dotation forfaitaire de l'État.

V. – Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale a reçu des communes qui le constituent compétence pour préparer et réaliser les enquêtes de recensement, l'organe délibérant de l'établissement peut, par délibération, charger le président de l'établissement de procéder à ces enquêtes.

Dans le cas où une commune ou un établissement public de coopération intercommunale refuserait ou négligerait d'accomplir cette mission, le représentant de l'État dans le département peut, après l'en avoir requis, y pourvoir d'office.

Les enquêtes de recensement sont effectuées par des agents recenseurs, agents de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale affectés à cette tâche ou recrutés par eux à cette fin. Lorsque l'activité exercée par un agent recenseur présente un caractère accessoire, elle est exclue de l'interdiction prévue par l'article 25 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. L'inéligibilité prévue au douzième alinéa de l'article L. 231 du code électoral s'applique à tous les agents recenseurs, quel que soit le nombre d'habitants de la commune.

VI. – Les dates des enquêtes de recensement peuvent être différents selon les communes.

Pour les communes dont la population est inférieure à 10 000 habitants, les enquêtes sont exhaustives et ont lieu chaque année par roulement au cours d'une période de cinq ans. Pour les autres communes, une enquête par sondage est effectuée chaque année ; la totalité du territoire de ces communes est prise en compte au terme de la même période de cinq ans.

Chaque année, un décret établit la liste des communes concernées par les enquêtes de recensement au titre de l'année suivante.

VII. – Pour établir les chiffres de la population, l'Institut national de la statistique et des études économiques utilise les informations collectées dans chaque commune au moyen d'enquêtes de recensement exhaustives ou par sondage, les données démographiques non nominatives issues des fichiers administratifs, notamment sociaux et fiscaux, que l'institut est habilité à collecter à des fins exclusivement statistiques, ainsi que les résultats de toutes autres enquêtes statistiques réalisées en application de l'article 2 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 précitée.

À cette fin, les autorités gestionnaires des fichiers des organismes servant les prestations de base des régimes obligatoires d'assurance maladie transmettent à l'Institut national de la statistique et des études économiques les informations non nominatives qu'il appartient à l'institut d'agréger cinq ans après leur réception, à un niveau géographique de nature à éviter toute identification de personnes.

VIII. – Un décret authentifie chaque année les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, des circonscriptions administratives et des collectivités territoriales.

IX. – Les informations relatives à la localisation des immeubles, nécessaires à la préparation et à la réalisation des enquêtes de recensement, sont librement échangées entre l'Institut national de la statistique et des études économiques, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale intéressés.

X. – Le premier décret authentifiant les chiffres de population en application du VIII sera publié à la fin de la première période de cinq ans mentionnée au VI.

Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

Art. 109. – I. – Dans le délai de deux ans à compter de la date de publication des décrets en Conseil d'État fixant les transferts définitifs des services, les fonctionnaires de l'État exerçant leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré à une collectivité territoriale ou à un groupement de collectivités territoriales peuvent opter soit

pour le statut de fonctionnaire territorial, soit pour le maintien du statut de fonctionnaire de l'État.

II. – Les fonctionnaires de l'État ayant opté pour le statut de fonctionnaire territorial sont intégrés dans un cadre d'emploi de la fonction publique territoriale dans les conditions prévues par les dispositions statutaires applicables à ce cadre d'emplois. Les services effectifs accomplis par les intéressés dans leur corps d'origine sont assimilés à des services accomplis dans ce cadre d'emplois.

III. – Les fonctionnaires de l'État ayant opté pour le maintien de leur statut sont placés en position de détachement auprès de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales dont relève désormais leur service.

Par dérogation à la section 2 du chapitre V de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, ces détachements sont sans limitation de durée. L'autorité territoriale exerce le pouvoir disciplinaire sur les fonctionnaires ainsi détachés. Elle informe l'administration gestionnaire de leur corps d'origine des sanctions prononcées.

Lorsque les fonctionnaires détachés sont placés, sur leur demande, dans une position statutaire dont le bénéfice est de droit, le détachement est suspendu.

Les fonctionnaires détachés sans limitation de durée peuvent, à tout moment, demander à être intégrés dans la fonction publique territoriale.

Les fonctionnaires qui, à l'expiration du délai mentionné au I du présent article, n'ont pas fait usage du droit d'option mentionné à ce paragraphe sont placés en position de détachement sans limitation de durée.

Les dispositions de l'article 41 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ne sont pas applicables à la nomination des fonctionnaires mentionnés au I du présent article à des emplois des services ou parties de services transférés en application de la présente loi à une collectivité territoriale ou à un groupement de collectivités territoriales.

III *bis*. – Dans les départements et régions d'outre-mer, les fonctionnaires de l'État affectés dans les services ou parties de service exerçant les compétences transférées relatives aux routes départementales et nationales, qui ont vocation à exercer leurs fonctions auprès du syndicat mixte mentionné au deuxième alinéa de l'article 105 et qui ont opté pour le maintien de leur statut ou qui, à l'expiration du délai mentionné au I du présent article, n'ont pas fait usage du droit d'option mentionné au même I, sont placés en position de détachement sans limitation de durée auprès de ce syndicat mixte dans les conditions prévues par l'article 147 de la loi n° 2005--1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006.

En cas de dissolution du syndicat mixte, les agents détachés auprès de lui sont placés de plein droit en position de détachement sans limitation de durée auprès du conseil régional ou du conseil général, selon la collectivité à laquelle leurs services ou parties de service ont été transférés en application de la présente loi.

III *ter*. – Dans la région d'Île-de-France, les fonctionnaires de l'État affectés dans les services ou parties de service exerçant les compétences transférées au Syndicat des transports d'Île-de-France en matière d'organisation et de fonctionnement des transports

scolaires qui ont vocation à exercer leurs fonctions auprès d'un département dans les conditions définies au quatrième alinéa de l'article 105 et qui ont opté pour le maintien de leur statut ou qui, à l'expiration du délai mentionné au I du présent article, n'ont pas fait usage du droit d'option mentionné au même I, sont placés en position de détachement sans limitation de durée auprès de ce département dans les conditions prévues par l'article 147 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006.

Au terme ou en cas de dénonciation de la convention liant le Syndicat des transports d'Île-de-France au département, conclue en vertu du cinquième alinéa du II de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France, les agents détachés auprès du département sont placés de plein droit en position de détachement sans limitation de durée auprès du syndicat.

IV. – Les dispositions des I à III sont applicables aux fonctionnaires de l'État mis à disposition du département en application de l'article 42 de la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité.

Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application du présent article.

Loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 relative au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à la situation des ouvriers des parcs et ateliers

Art. 7. – I. – A la date du transfert du parc, les fonctionnaires de l'État affectés dans le service ou la partie de service transféré sont de plein droit mis à disposition à titre individuel, selon le cas, du président du conseil général, du président du conseil régional ou du président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Corse. Ils sont placés pour l'exercice de leurs fonctions sous son autorité. Le II de l'article 42 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État n'est pas applicable.

II. – En Corse et dans les départements et régions d'outre-mer, en cas de constitution d'un syndicat mixte entre le département et la collectivité territoriale de Corse ou la région, pour la gestion, l'entretien, l'exploitation ou le développement des routes départementales et nationales transférées, ou pour la gestion du service ou d'une partie du service transféré, les fonctionnaires de l'État affectés dans le service ou la partie de service transféré peuvent être mis à la disposition de cette structure, à titre individuel, sur proposition du président du conseil général, du président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Corse ou du président du conseil régional. Ils sont alors placés, pour l'exercice de leurs missions, sous l'autorité du président du syndicat mixte.

En cas de dissolution du syndicat mixte avant le terme du délai mentionné au I de l'article 8 de la présente loi, il est mis fin à la mise à disposition de ces agents auprès du syndicat mixte. Ils sont mis à disposition du président du conseil général, du président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Corse ou du président du conseil régional selon la collectivité à laquelle leur service ou partie de service a été transféré. Pour l'application à ces agents du délai mentionné au même I de l'article 8, la durée de la mise à disposition effectuée auprès du syndicat mixte est comptabilisée dans la durée de la mise à disposition prononcée au titre du I du présent article.

Art. 10. – I. – A la date du transfert du parc, les ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées et des bases aériennes admis ou susceptibles d'être admis au bénéfice du régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État qui sont affectés dans le service ou la partie de service transféré sont de plein droit et sans limitation de durée mis à disposition, à titre individuel, selon le cas, du président du conseil général, du président du conseil régional ou du président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Corse.

Ils sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous son autorité.

II. – En Corse et dans les départements et régions d'outre-mer, en cas de constitution d'un syndicat mixte entre le département et la collectivité territoriale de Corse ou la région, pour la gestion, l'entretien, l'exploitation ou le développement des routes départementales et nationales transférées, ou pour la gestion du service ou d'une partie du service transféré, les personnels mentionnés au I affectés dans le service ou la partie de service transféré peuvent être mis à la disposition de cette structure, à titre individuel, sur proposition du président du conseil général, du président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Corse ou du président du conseil régional. Ils sont alors placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous l'autorité du président du syndicat mixte.

En cas de dissolution du syndicat mixte, il est mis fin à la mise à disposition de ces agents auprès du syndicat mixte. Ils sont mis à disposition du président du conseil général, du président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Corse ou du président du conseil régional selon la collectivité à laquelle leur service ou partie de service a été transféré. Pour l'application à ces agents du délai mentionné au I de l'article 11, la durée de la mise à disposition effectuée auprès du syndicat mixte est comptabilisée dans la durée de la mise à disposition prononcée au titre du premier alinéa du I du présent article.

III. – La mise à disposition prévue au présent article donne lieu à remboursement de la part de la collectivité bénéficiaire du transfert. Ce remboursement sous la forme de deux échéances, en mars et juillet de chaque année, calculées sur la base des coûts semestriels prévisionnels établis par les services de l'État, fait l'objet d'un ajustement, le cas échéant, en mars de l'année suivante.